Les discours de Thomas Sankara

Présentés par Daouda Coulibaly,
avec une biographie de Thomas Sankara, par Bruno Jaffré



« *La révolution ne s'exporte pas. Mais c'est une idéologie qui souffle, elle est à la disposition de tous ceux qui pensent nécessaire d'en profiter*. »

Approchons Thomas Sankara,

"*non pas comme nous le ferions d'un dieu, non pas comme nous le ferions de cette idée, de cette image au-dessus des hommes, mais faisons-le avec le sentiment que nous allons vers un frère qui nous parle, et à qui nous pouvons également parler*."

[Hommage à Che Guevara, 8 oct. 1987]

Sommaire

Table des matières

[Les crochets […] indiquent des notes de présentation, de rédaction et de (re)transcription. Elles concernent des précisions sur les sources, proposent des substituts pour des mots manquants, des passages inaudibles dans des enregistrements, etc. Les discours dont la source n'est pas citée viennent du site http://www.thomassankara.net. Des corrections orthographiques et typographiques ont été apportées, au cours des transcriptions à partir de sources écrites]

Recherches, compilation et présentation des discours : **Daouda Coulibaly**
Courriel : biecoul89@gmail.com
Transcriptions, corrections orthographiques, mise en forme : J. Zanga Dubus

[Ce recueil des discours de Thomas Sankara ne peut prétendre les répertorier tous, et des interviews, des conférences ne se trouvent pas dans cette édition]

Biographie de Thomas Sankara, *par Bruno Jaffré*

Thomas Isidore Noël Sankara, né le 21 décembre 1949 à Yako en Haute-Volta, est issu de l'ethnie Silmimosse, ou encore « Peul-Mossi ». Son père, ancien combattant, fut prisonnier de guerre lors de la Seconde Guerre mondiale. C'est sous les drapeaux qu'il s'est converti au catholicisme alors qu'il était issu d'une famille musulmane. Thomas Sankara fréquente l'école primaire à Gaoua où il est aussi enfant de cœur. Il y prend conscience de l'injustice coloniale. Les prêtres comme ses parents s'attendent à le voir rejoindre le séminaire, mais il en décide autrement et entreprend ses études secondaires au lycée Ouezzin Coulibaly de Bobo-Dioulasso, deuxième ville du pays. Il souhaitait être médecin mais un concours de circonstance l'amène à intégrer le PMK, le Prytanée militaire du Kadiogo à Ouagadougou, à partir de la seconde.

Après le Baccalauréat, il suit une formation d'officier à l'Académie militaire d'Antsirabé, à Madagascar. Ce pays vit alors une révolution dans laquelle l'armée joue un rôle déterminant. Il reste une année supplémentaire pour y effectuer un service civique qui lui donne l'occasion de faire des séjours à la campagne, où l'armée assume des tâches d'éducation et d'animation en développement.

Rentré au pays, il organise la nouvelle génération des jeunes officiers, formés dans des écoles militaires à l'étranger, qui étouffent dans une armée dirigée par les anciens officiers de l'armée coloniale. Ces jeunes officiers se rassemblent d'abord sur la base de revendications d'amélioration de leurs conditions, ainsi que celles de leurs soldats, puis ils en viennent, peu à peu, à créer des structures clandestines proches des militants civils marxistes, eux-mêmes clandestins. En 1976, il se lie d'amitié avec Blaise Compaoré lors d'un stage au Maroc. Alors que l'intégration d'un nouveau membre, au sein de la structure clandestine, devait suivre une procédure stricte et progressive, Thomas Sankara demande à ses camarades d'accepter Blaise Compaoré sans passer par ces étapes. D'autres militaires qui joueront un rôle de premier plan lors de la révolution, appartiennent déjà à cette structure, Henri Zongo, Boukary Kaboré, Jean-Baptiste Lingani et Abdul Salam Kaboré par exemple. La même année, il obtient des chefs de l'armée la création du Centre national d'entraînement commando, situé à Pô, dans la province du Nahouri, à 150 km au sud de la capitale, dont il prend la tête.

Blaise Compaoré est adopté par le père de Thomas Sankara, comme un de ses enfants, et il déjeune tous les jours en famille quand il est à Ouagadougou.

En septembre 1981, Thomas Sankara devient, sous la contrainte et pour six mois, Secrétaire d'État à l'information dans le gouvernement du colonel Saye Zerbo. Mais, comme prévu, il démissionne le 21 avril 1982, et déclare en direct à la radio et la télévision « Malheur à ceux qui bâillonnent le peuple ! ».

Le 7 novembre 1982, un nouveau coup d'État porte au pouvoir le médecin militaire Jean-Baptiste Ouédraogo. Certains y voient déjà la main de Sankara mais, en réalité, les initiateurs cherchent à bénéficier de sa popularité grandissante, alors que Thomas Sankara pense que les conditions d'une prise de pouvoir ne sont pas encore réunies. Des luttes internes au sein de l'armée aboutissent à sa nomination comme Premier ministre en janvier 1983. Il effectue alors différents séjours à l'étranger pendant lesquels il rencontre d'autres dirigeants du Tiers-monde. Il invite aussi Kadhafi à Ouagadougou, ce

qui exacerbe les luttes internes mais aussi attire l'attention des puissances étrangères. Il est limogé et mis aux arrêts le 17 mai, alors que Guy Penne, conseiller de François Mitterrand se rend à Ouagadougou. Pour Sankara, aucun doute, ces deux évènements sont liés. Blaise Compaoré refuse de reconnaître le nouveau pouvoir et réussit à rejoindre les commandos de Pô dont il avait pris le commandement sur proposition de Thomas Sankara, lorsque ce dernier était devenu Secrétaire d'État.

D'importantes manifestations de lycéens, à l'initiative du PAI (Parti africain de l'indépendance) et de l'ULCR (Union des luttes communistes reconstruites), se déroulent à Ouagadougou pour exiger la libération de Thomas Sankara, emprisonné à Ouahigouya. Il est finalement ramené dans la capitale et placé en résidence surveillée. Mais il bénéficie de nombreuses complicités au sein de l'armée, et il organise la prise du pouvoir avec ses amis militaires, et les organisations clandestines civiles. Il tente d'intégrer au processus révolutionnaire le PCRV (Parti communiste révolutionnaire voltaïque) qui refuse.

Après plusieurs reports, décision est prise que le 4 août 1983 sera le jour J. Les commandos de Pô, sous la direction de Blaise Compaoré, descendent sur Ouagadougou, tandis que des civils parfois armés guident les militaires à l'entrée de la ville, participent à des missions de renseignements, ou favorisent l'arrivée des militaires, par exemple en coupant le téléphone. Thomas Sankara devient Président de la Haute-Volta, rebaptisée l'année suivante Burkina Faso, pays des hommes intègres. Dès la prise du pouvoir il appelle la population à se constituer en CDR, Comités de défense de la révolution.

Pour une synthèse de ce qu'a représenté la révolution, on se reportera à l'article *Thomas Sankara leader d'un authentique processus révolutionnaire* : http://thomassankara.net/spip.php?article535 »

Sankara se démènera sans compter pour sortir son pays du sous-développement, promouvoir de nouvelles formes de démocratie directe, et apporter le bien être aux populations du pays. Beaucoup considèrent aujourd'hui qu'il est à la fois un leader charismatique, un visionnaire, et un formidable producteur d'idées qu'il tente de mettre en pratique sans tarder. Ses admirateurs, comme ses détracteurs, aiment à citer cette phrase : « Tout ce qui sort de l'imagination de l'homme est réalisable par l'homme ». Son intégrité et son engagement sont aujourd'hui rarement remis en cause, mais il est parfois critiqué pour avoir voulu aller trop vite. D'autres disent qu'il était pressé parce qu'il n'avait pas beaucoup de temps.

L'année 1987 va connaître beaucoup d'évènements politiques. La lutte interne va s'exacerber. Les syndicats se réorganisent et les CDR tentent d'en prendre la direction. Après avoir, en 1986, largement critiqué les dysfonctionnements des CDR, Sankara affiche clairement, en août 1987, sa volonté de faire une pause pour stabiliser le processus révolutionnaire et lui donner des structures pérennes, notamment un parti politique qui rassemblerait différents tendances, y compris celles qui sont hors du processus, comme le PAI. Mais il se heurte à une fronde interne, parmi des membres du Conseil national de la révolution, qui s'organise avec la bénédiction de Blaise Compaoré. Celui-ci, travaillé par Houphouët Boigny et les réseaux français, veut prendre le pouvoir et mettre fin à la révolution. Il a besoin d'une caution politique, tandis que des militants civils affirment vouloir combattre le réformisme de Thomas Sankara. Ainsi Sankara est notamment critiqué pour vouloir réintégrer des fonctionnaires qui avaient été dégagés, mais aussi pour vouloir unir les militants de gauche quand ses détracteurs souhaitent de

nouvelles épurations ; pourtant, ils suivront pour la plupart Blaise Compaoré dans sa route vers le libéralisme économique et le rapprochement avec les puissances occidentales. Plusieurs d'entre eux seront victimes d'attentats pour avoir voulu s'opposer à ce changement de politique à la fin des années 80.

Peu à peu les rapports se tendent entre Thomas Sankara et Blaise Compaoré. Thomas Sankara souhaite préserver l'unité des militaires et, pour cela, leur demande de sortir des organisations civiles pour se regrouper au sein de l'Organisation des militaires révolutionnaires. En parallèle, il tente de créer des structures, et un fonctionnement plus collectif au Conseil national de la révolution. Il passe dans cette période difficile par des périodes de dépression, mais n'abandonne jamais son combat pour l'amélioration de la révolution. Alors que, dans son entourage, on ne cesse de le mettre en garde contre le complot qui s'organise contre lui, il se refuse à intervenir et interdit à ses amis de neutraliser Blaise Compaoré.

L'intervention que devait faire Thomas Sankara le soir du 15 octobre est révélatrice de son état d'esprit d'alors. Il comprend que ceux qui conspirent ne le font pas par divergence politique, mais bien pour profiter du pouvoir et des avantages qu'ils pourraient en tirer. Il propose de prendre différentes initiatives pour aller de l'avant, « éliminer des rangs de la révolution » ceux qui complotent et entamer une tournée du pays où les dirigeants militaires de la révolution se présenteraient unis. Mais il ne prononcera pas ce discours. Il est assassiné le 15 octobre 1987, avec plusieurs autres civils à ses côtés, ceux qui constituaient l'ébauche d'un Secrétariat du conseil national de la révolution, qui n'existait pas jusqu'alors.

Depuis, de nombreux témoignages accréditent l'hypothèse d'un complot extérieur, avec notamment la participation des compagnons de Charles Taylor qui souhaitaient un soutien de Blaise Compaoré et de Kadhafi pour lancer la guerre au Libéria. Ce qui se fera deux ans après, avec le soutien d'Houphouët Boigny, de Blaise Compaoré et de Kadhafi, avec la bienveillance de la France.

Thomas Sankara est aujourd'hui devenu la référence d'une grande partie de la jeunesse africaine. Beaucoup d'hommes politiques se réclament de ses idéaux et de son modèle de développement. Il est aussi devenu le symbole de la lutte contre la dette pour le mouvement altermondialiste.

Discours prononcé devant le congrès du SUVESS le 10 décembre 1982

[Thomas Sankara est alors Secrétaire d'État à l'information du Conseil de salut du peuple (CSP) de Jean-Baptiste Ouédraogo. Source : le quotidien ouagalais *L'Observateur* du 4 janvier 1983]

« Notre pays, la Haute-Volta, parce que néocolonial, subit durement les conséquences de la crise, tel que le stigmatisait le chef de l'État dans son discours du 10 décembre 1982.

Plus près de nous, çà et là, les peuples africains affirment de manière responsable, avec des visions nouvelles engagées, leur détermination à battre chez eux toutes les forces de l'exploitation.

C'est ce courant de luttes libératrices qui a gagné les casernes et en a fait sortir les militaires pour les intéresser à la résolution des contradictions auxquelles sont confrontés leurs peuples.

S'il est vrai que dans plus d'un cas, les coups d'État sont d'essence messianique, spontanéiste ou volontariste, il n'en demeure pas moins que, malgré leurs limites objectives, ils ont constitué parfois un apport positif, allant du sentimentalisme généreux à l'alliance idéologique avec les masses populaires.

L'armée voltaïque vit les mêmes contradictions que le peuple voltaïque. Elle a suivi et subi les convulsions fascistes du CMRPN défunt :

– suppression des droits syndicaux ;

– anéantissement de tous les privilèges sociaux et économiques déjà conquis de haute lutte par les travailleurs ;

– licenciements, persécutions et déportations de travailleurs ;

– emprisonnements d'élèves et étudiants.

Chers congressistes,

Votre thème "Le SUVESS [Syndicat unique voltaïque des enseignants du secondaire et du supérieur] en dix ans d'existence : théories et pratiques syndicales" nous paraît particulièrement opportun en ce tournant de l'histoire de notre pays où, soit confusément, soit dans une analyse claire, chacun a le sentiment que jamais plus rien ne sera comme avant en Haute-Volta.

Dans la vie d'un syndicat, il y a des périodes de flux et de reflux. Manifestement, la période de 1980 à 1982 a constitué une période de reflux pour le mouvement syndical voltaïque en général.

C'est ainsi que, ramant à contre-courant contre l'élan démocratique et progressiste que d'honnêtes gens avaient réussi à créer en Haute-Volta pour secouer, puis ébranler les forces antipopulaires et anti-démocratiques, des organisations syndicales nous imposaient le spectacle désolant de la sclérose qui frisait la décrépitude finale.

Les collusions entre ces organisations de lutte et les forces oppressives des masses, les allégeances contre nature avec des milieux que les travailleurs avaient si courageusement contribué à démasquer comme antisociaux, les désaffections de militants sincères des rangs syndicaux et, finalement, l'état de délabrement qui guettait le syndicalisme ont douloureusement été ressentis par tous les démocrates de ce pays, qu'ils soient civils ou militaires.

Oui, il faut l'affirmer, la période écoulée a été la plus noire du syndicalisme voltaïque. Mais vous avez résisté aux assauts destructeurs des forces de division et de chloroformisation de la conscience militante du travailleur.

Votre thème est en ce sens hautement éloquent. II aura permis de faire le bilan des dix dernières années de votre organisation, du moins nous l'espérons. En tout cas, pour notre part, nous retenons que pour une organisation, la capacité de critique et d'autocritique est un critère fondamental de sérieux.

Chers Congressistes,

Le CSP souhaite que, par-delà les intérêts matériels et moraux des militants du SUVESS, votre lutte s'élève et s'affirme dans son utilité sociale nationale pour aider à rendre à tout travailleur voltaïque sa dignité. Le CSP fait sienne l'obligation de faire comprendre et de faire soutenir en son sein votre mobilisation, tant qu'elle sera responsable et conforme aux intérêts des masses populaires.

Cependant, il s'interdira tout dirigisme, tout autoritarisme. Car nous soutenons qu'il n'appartient qu'aux travailleurs, et à eux seuls, de définir leurs organisations les plus représentatives de leurs intérêts.

C'est dans ce style nouveau que nous entendons créer avec les organisations des travailleurs un dialogue franc, sincère et constructif, ni par une habile manœuvre de récupération, et ni par un à-plat-ventrisme qui nous indisposerait nous-mêmes. C'est pourquoi nous œuvrerons pour une relation d'apports critiques mutuels.

Chers congressistes,

Notre point de vue est que, si votre XIe Congrès a atteint ses objectifs d'introspection décennale et s'il a ouvert une ère nouvelle, tant pour vos militants que pour tous ceux qui, écoliers, élèves, étudiants et parents d'élèves attendent de vous plus encore dans votre activité professionnelle d'enseignants, alors, ce congrès, vous l'aurez rendu historique.

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs les Congressistes du Syndicat unique voltaïque des enseignants du secondaire et du supérieur, votre tribune m'offre l'heureuse occasion de formuler pour tous les travailleurs, et au nom du CSP, de toutes les instances du CSP et de son président, des vœux très ardents d'unité, de cohésion dans vos rangs et de vie militante meilleure pour une Haute-Volta réellement démocratique.

– Vive le Syndicat unique voltaïque des enseignants du secondaire et du supérieur !

– Vive les organisations démocratiques de travailleurs débarrassées de la féodalité syndicale !

– Vive la classe laborieuse !

– Vive la démocratie pour le salut du peuple ! »

« S’appuyer sur le peuple pour gouverner »

[Discours de Thomas Sankara lors de son installation officielle, fin janvier 83, comme premier ministre du Conseil de salut du peuple (CSP).
Source : Carrefour africain n° 764 du 4 février 1983]

« Monsieur le président du Conseil de salut du peuple, chef de l’État,
Monsieur le Grand chancelier des Ordres nationaux,
Monsieur le président de la Cour suprême,
Messieurs les membres du Conseil de salut du peuple,
Mesdames, Messieurs les ministres,
Monsieur le chef d’État-major général des Armées,
Excellences Messieurs les ambassadeurs,
Messieurs les représentants des organisations internationales,
Mesdames, Messieurs les représentants des cabinets ministériels,
Mesdames, mesdemoiselles, messieurs,
Honorables invités,

La présente et brève cérémonie pour marquer ma prise de fonction comme Premier ministre, chef du gouvernement de la République m’offre d’abord l’occasion de remercier le Conseil de salut du peuple pour la confiance qu’il m’a faite en m’élisant à ce poste, dans le difficile combat qu’il a choisi de mener, en union avec tout le peuple voltaïque, pour engager résolument notre pays dans la voie de la liberté, de l’indépendance et du progrès.

Avec votre autorisation, monsieur le président du Conseil de salut du peuple, honorables invités, je m’adresserai tout particulièrement aux membres du gouvernement.

Cette cérémonie me permet donc d’aborder avec vous, mesdames et messieurs les ministres, qui êtes devenus mes premiers collaborateurs dans la conduite des responsabilités qui me sont dévolues, les grands axes de l’action qui devra être la nôtre dans le gouvernement, et les exigences qu’ils commandent de chacun de nous pris en particulier, et de nous tous en tant que composantes imbriquées d’une même force appelée à atteindre, avec l’efficacité optimale, les objectifs assignés par le Conseil de salut du peuple au gouvernement.

Car si le Conseil de salut du peuple, en mesurant toutes les implications, a décidé de liquider le pouvoir autocratique et dictatorial du CMRPN, en cette date historique du 7 novembre 1982, ce n’est nullement pour des raisons individuelles, subjectives ou personnelles de tel ou tel de ses membres.

C’est d’abord et essentiellement en raison de la haute conscience qu’a ce mouvement du respect qui doit être dû au peuple voltaïque et à sa dignité. C’est d’abord et essentiellement parce que, avec tous les démocrates voltaïques, le Conseil de salut du peuple partage entièrement l’aspiration profonde du peuple voltaïque à l’indépendance et à la liberté.

C’est d’abord et essentiellement parce que, avec tous les patriotes voltaïques, le mouvement de salut du peuple, partie intégrante du mouvement populaire voltaïque actuel, est décidé à contribuer :

– à débarrasser notre pays de toute tutelle humiliante et de toute dépendance exploiteuse ;

– à faire respecter son indépendance et sa souveraineté tout en respectant aussi scrupuleusement celles des autres pays ;

– à redonner au peuple voltaïque la confiance dans ses capacités à changer lui-même son destin ;

– à faire avancer la Haute-Volta dans la voie du progrès, ce qui exclut le folklore, l'improvisation et le charlatanisme dans les méthodes de gouvernement, afin de permettre, aussi rapidement que la force et le génie créateur du peuple voltaïque lui en donneront les moyens, de nourrir le peuple, de lui donner une eau saine à boire, de le vêtir, de l'instruire et de le soigner.

Les objectifs que le Conseil de salut du peuple assigne au gouvernement de la République découlent en droite ligne de ces préoccupations qui sont, faut-il le rappeler, celles du peuple dont s'excluent tous ceux qui ne pensent qu'à exploiter et à s'allier à ceux qui l'exploitent, celles des masses populaires telles qu'elles s'expriment par leurs organisations démocratiques.

Il revient ainsi au gouvernement :

– d'assurer dorénavant à notre pays une politique indépendante et souveraine, prenant pour axe principal de son expression les intérêts du peuple voltaïque, et l'intérêt solidaire des peuples africains, qui vont de pair avec le non-alignement et le soutien ferme et constant aux peuples qui luttent pour leur indépendance, leur souveraineté et leur liberté ;

– de traduire pratiquement, dans les faits de tous les jours, que le pouvoir, celui du Conseil du salut du peuple, est d'abord celui du peuple voltaïque. Le gouvernement est là pour servir le peuple voltaïque, et non pour se servir ou servir quelque puissant du jour ou de la veille.

C'est donc en partant essentiellement de l'intérêt du peuple, et non des égoïsmes d'une minorité, que les actions du gouvernement doivent être définies et exécutées.

Le peuple aime la liberté. Contrairement à ce que prétendent ses ennemis et ceux qui sont condamnés à ne pas le comprendre, pour le peuple, la liberté, ce n'est pas l'anarchie. Le peuple a droit à la liberté. Cette liberté ne doit pas se confondre avec la liberté pour les uns d'exploiter les autres, par des profits illicites, la spéculation, les détournements ou l'escroquerie. Elle ne doit pas se confondre avec la liberté pour les ennemis du peuple d'intoxiquer le peuple ou de le tromper au profit de ceux qui l'ont toujours exploité, réprimé, méprisé, bâillonné.

Pour que passe la liberté, les "détourneurs" de la liberté ne doivent pas passer, et le peuple lui-même, instruit par ses dures expériences, s'en chargera.

Il faut que nous en soyons intimement convaincus, le peuple voltaïque lui-même est non seulement capable de savoir, de décider et de comprendre ce qui est conforme à ses intérêts, mais il est en outre capable de construire lui-même et de ses mains. Mais pour y arriver, il faut non seulement qu'il ait raison de placer sa confiance dans le gouvernement, mais aussi et surtout que le gouvernement lui fasse confiance : confiance en sa sagesse, confiance en sa perspicacité, confiance en son intelligence et en ses capacités, confiance en son esprit de sacrifice. Nous ne devons pas craindre les masses, et nous barricader dans des bureaux climatisés pour penser lourdement à sa place, avec les pesanteurs petites-bourgeoises, sans tenir compte de lui et de ses conditions concrètes de vie et de travail.

En un mot, je voudrais vous dire que nous ne devons pas tenir le peuple en respect, mais réserver tout le respect au peuple.

Nous devons aider le peuple à s'organiser librement, car c'est en s'organisant de façon démocratique et libre qu'il peut s'exprimer plus

efficacement, qu’il peut mettre en valeur son expérience et sa sagesse, qu’il peut conjuguer utilement ses forces et libérer dans son intérêt et celui de tout le pays, son génie créateur. Le peuple voltaïque, ce n’est pas seulement une définition théorique : c’est un peuple d’acteurs de la production et de la culture ; c’est un peuple de paysans qui connaissent leurs problèmes d’ouvriers, de travailleurs, qui savent dans leur chair ce qu’est le chômage et l’exploitation. C’est un peuple d’artisans qui voient mourir leurs métiers. C’est un peuple d’artistes qui savent leurs passions continuellement mutilées et ridiculisées par l’indifférence du pouvoir. C’est un peuple d’élèves et d’étudiants que le mandarinat des terroristes intellectuels et le fléau des seigneurs de l’obscurantisme dénigrent et répriment pour les empêcher de prendre part aux justes luttes des masses populaires. Le peuple voltaïque, c’est aussi ces organisations démocratiques qui respectent de façon conséquente leur vocation à défendre les intérêts des masses populaires et ses aspirations légitimes. Bref, le peuple, c’est concret. Et c’est seulement avec son adhésion et sa confiance que nous pouvons travailler. Et notre seule raison d’être en tant que gouvernement, c’est de le servir. Servir le peuple, voilà l’étoile polaire de la politique du Conseil de salut du peuple.

Mesdames,

Messieurs les ministres,

avec de tels objectifs, ce n’est certainement pas à un banquet de copains ou à une partie de plaisir que le Conseil de salut du peuple vous a conviés en vous investissant de sa confiance. Mais c’est à un gigantesque chantier de travail, auquel participera avec ardeur tout le peuple voltaïque, qu’il vous demande de prendre part, comme chefs de brigades de travail dans ce chantier. En tant que tels, pour motiver les hommes et les femmes qui sont sous votre responsabilité directe, pour mobiliser leur ardeur, pour les amener à tenir leur poste de combat dans cette grande bataille pour le progrès de notre pays, beaucoup vous sera demandé.

Ce sera d'abord la force de caractère et le courage moral pour encaisser de façon dynamiquement progressiste, les coups qu'une fraction de la population, farouchement opposée au concept même de "peuple" et viscéralement incapable d'admettre l'existence de la moindre liberté démocratique, ne manquera pas de vous assener, si elle n'a pas déjà commencé à le faire. Ces coups seront la médisance, la calomnie, l'intoxication, les fausses psychoses et la subversion, et pire...

Le courageux peuple de notre pays s'enrichira en vérifiant la sagesse qui dit que "même lorsque l'hyène étale de la compassion pour la chèvre malade, c'est pour mieux la dévorer, à plus forte raison lorsque, démagogiquement, elle prétend s'associer à la chèvre pour réfléchir sur des agissements du berger".

Mais disais-je, beaucoup vous sera demandé.

Vous devez donner l'exemple du courage au travail, de la probité, de l'honnêteté et de l'amour du travail bien fait ;

Vous devez donner l'exemple du respect du peuple, du respect de la compétence, du travail, et du travailleur. Ne laissez donc en souffrance aucun dossier, aucune demande sans suite, car cela s'appellerait mépris pour le peuple.

II faut vous écarter comme de la peste du favoritisme, du népotisme et du régionalisme qui divisent le peuple, dans le choix de vos collaborateurs, et dans l'appréciation des travailleurs qui relèvent de votre autorité. Seuls les dévouements au peuple, la compétence et l'esprit d'initiative doivent vous guider dans ce domaine.

Vous devez savoir conduire les hommes c'est-à-dire leur insuffler le désir de se dévouer pour le peuple, de travailler, de se dévouer pour le peuple, de travailler, par votre exemple, par votre juste appréciation des efforts de chacun, et par l'attention que vous portez aux préoccupations "des uns et des autres". Vous devez savoir écouter vos collaborateurs, susciter en eux dynamisme et enthousiasme, obtenir leur pleine participation aux réunions de travail, diriger correctement ces réunions, savoir en faire la synthèse afin d'éviter à vous-même et aux participants une perte de temps précieux.

Vous devez savoir décider, prendre à temps les décisions qui s'imposent, les faire respecter et contrôler à temps leur exécution.

Vous devez respecter, par votre morale de rigueur, d'honnêteté et de justice, votre comportement sans ostentation et sans morgue, la dignité de votre charge. Car vous êtes, de jour comme de nuit, en Haute-Volta comme ailleurs, en tout temps et tout lieu les chargés de mission permanents du peuple voltaïque. Chaque fois que vous serez amenés à poser un acte en tant que détenteurs d'une parcelle d'autorité, interrogez votre conscience : ai-je pris en considération les intérêts du peuple voltaïque ? Et si vous répondez affirmatif à cette question, engagez-vous sans réserve. Souvenez-vous, le ministre, c'est-à-dire le serviteur, se ruine en pensant, en dépensant et en se dépensant pour son peuple. Mais il s'enrichit moralement s'il sait mériter l'amour de son peuple.

Voilà, Mesdames et Messieurs les ministres, ce que je tenais à vous dire, en tant que Premier ministre, chef du Gouvernement, afin de vous éclairer sur les axes de la politique que nous sommes appelés à appliquer, et sur le style de travail qui doit être désormais celui du gouvernement durant une période qui ne vaut plus de deux ans.

Responsable devant le Conseil de salut du peuple et devant le peuple voltaïque, et tant que la confiance me sera maintenue, je m'engage, en tant que Premier ministre et chef du Gouvernement, à respecter et faire respecter ce style de travail, et ces axes de la politique du Conseil de salut du peuple, qui visent à dégager notre pays des ornières d'un passé rétrograde, et de la domination néocoloniale, et à conduire, en union avec tout le peuple, la Haute-Volta dans la voie de l'indépendance, de la liberté et du progrès.

Mon inspiration, je la tirerai du peuple ; ma force, je la tirerai du peuple. Notre cohésion devra être totale, bâtie à partir des matériaux que sont l'anti-impérialisme, la détermination à liquider le néo-colonialisme et l'irréversibilité de notre marche vers une société réellement démocratique, armée d'une construction d'un type nouveau qui enterrera le passé monopolisé. Moins que cela, nous ne le tolérerons pas.

Puissions-nous être tous présents àl'arrivée.

Puissent la confiance et le soutien du peuple ne jamais nous faire défaut.

Vive le peuple de Haute-Volta au service duquel nous sommes ! »

Discours prononcé au 7e sommet des non-alignés de New Delhi en mars 1983

[Thomas Sankara représente la Haute-Volta en tant que premier ministre, à ce sommet de New Dehli]

« Madame le Président, Excellences, Messieurs les Chefs d'État et de gouvernement, honorables délégués,

Au nom du peuple voltaïque, au nom du Conseil du salut du peuple, de son Président le médecin-commandant Jean Baptiste Ouédraogo, et en mon nom personnel, je voudrais tout d'abord remercier et féliciter le peuple et le gouvernement indien d'avoir accepté d'abriter le 7e sommet du mouvement des non-alignés, ce qui nous donne l'agréable occasion de nous retrouver dans cette admirable et historique cité de New Delhi, pour débattre dans une atmosphère d'amitié et de bonne volonté réciproque, des problèmes de la paix et de l'avenir de l'humanité.

Ma délégation et moi-même avons été particulièrement sensibles à l'accueil chaleureux, entièrement conforme à la longue tradition d'hospitalité, de courtoisie et de solidarité qui constitue un des nombreux éléments de réputation du peuple indien et de sa brillante civilisation à travers le monde, accueil dont nous le remercions profondément.

Madame le Président permettez-moi, à la suite des délégations qui m'ont précédé à cette tribune, de vous exprimer mes plus vives félicitations pour votre brillante élection à la présidence du Sommet et des travaux de notre mouvement. Je le fais avec d'autant plus de plaisir et de sincérité que vos incontestables qualités d'homme d'État et votre longue expérience personnelle des problèmes qui sont ceux de tous les pays ici représentés, ainsi que la place éminente occupée par l'Inde dans le mouvement des non-alignés dès l'aube de sa naissance, sont des gages certains de la réussite de nos travaux et du développement continu de notre cause commune.

Durant les trois années où il a eu à diriger notre mouvement, le président Fidel Castro a fait preuve de qualités hors pair, ce qui a renforcé notre dignité et notre crédibilité. Nous voudrions lui redire toute notre satisfaction et notre profonde considération.

Au nom du peuple voltaïque, du Conseil du salut du peuple et du gouvernement voltaïque, je salue ici les représentants des peuples et les gouvernements frères et amis auxquels nous lient une histoire commune, faite de souffrance coloniale ou néocoloniale, de lutte douloureuse et héroïque pour notre liberté et notre indépendance, et maintenant un destin commun dans la recherche de la paix, la consolidation de notre indépendance, et le développement juste et équilibré de l'humanité.

Je salue également les nouveaux membres de notre mouvement, à savoir les Bahamas, la Colombie, La Barbade et Vanuatu. Leur admission au sein des non-alignés sera sans aucun doute un apport fécondant pour la consolidation de nos luttes communes.

Après les concertations préliminaires de la Conférence de Bandung qui affirma avec éclat à la face du monde, et par la voie des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, le droit à l'autodétermination et à l'indépendance des peuples coloniaux, donnant ainsi le signal décisif de

l'ébranlement et de l'effondrement généralisé de l'odieux système colonial, le mouvement des non-alignés est né voici maintenant vingt-deux ans à Belgrade à l'initiative de ses pères fondateurs qui ont pour noms Nehru, Sukarno, Nasser, Tito, des héros de l'humanité et dont l'histoire gardera éternellement la marque profonde.

D'autres, après eux, ont joué un rôle dynamique pour valoriser notre mouvement, lui éviter la sclérose que l'impérialisme et le néocolonialisme affolés tentaient de lui imposer par les chantages économiques et politiques. Permettez-moi de ne citer que Kwamé Nkrumah et Boumediene dont nous nous souviendrons toujours avec un profond respect.

Du premier sommet de Belgrade en 1961 au second du Caire en 1964, de celui de Lusaka en 1970 à celui d'Alger en 1973, de celui de Colombo en 1976 à celui de la Havane en 1979, et maintenant à celui de New Delhi, notre mouvement n'a cessé de confirmer et d'étendre son audience, de se préciser et de s'affirmer dans le monde à travers ses objectifs et ses nobles idéaux comme une force de paix, comme une force de raison, comme enfin la conscience profonde et courageuse d'un monde que l'impérialisme voudrait voir éternellement soumis à sa domination, à son pillage et à ses massacres aveugles. Car, né en pleine guerre froide, le mouvement des non-alignés s'est voulu tout d'abord comme une force représentant l'aspiration profonde de nos pays à la liberté, à l'indépendance et à la paix face aux blocs hostiles en présence, comme une force affirmant notre droit de pays, et de peuple souverain à choisir librement et sans inféodation nos propres voies pour le progrès de nos peuples à choisir librement nos amis dans le monde, sur la base de leur attitude concrète devant l'aspiration de nos peuples à la libération du joug colonial, néocolonial ou raciste, à l'indépendance, à la sécurité, à la paix et au progrès économique et social.

Contrairement à l'interprétation restrictive et simpliste que l'impérialisme veut nous imposer comme définition du non-alignement, celui-ci n'a rien à voir avec une équidistance arithmétique des deux blocs qui dominent le monde, ou un équilibrisme ridicule des traumatisés entre ces deux blocs, toute chose qui n'ont manifestement aucun sens et nient en fait notre liberté d'apprécier, souverainement et en tout indépendance, les attitudes et agissements des uns et des autres dans le monde. Nous ne pourrons jamais mettre sur le même pied d'égalité celui qui opprime un peuple, le pille et le massacre quand il lutte pour sa libération, et celui qui aide de façon désintéressées et constante ce peuple dans sa lutte de libération. Nous ne pouvons nous tenir à équidistance de celui qui arme, fortifie, soutient diplomatiquement et économiquement une clique raciste qui assassine froidement et depuis des décennies tout un peuple, et celui qui aide ce peuple à mettre fin, par les armes, au régime raciste qui le massacre.

Nous ne pouvons mettre sur le même pied d'égalité et nous tenir à égale distance, d'une part de ceux qui soutiennent par tous leurs puissants moyens militaires, politiques, diplomatiques, économiques des régimes et des gouvernements qui n'ont d'autre obsession que de soumettre et de terroriser tous les pays autour d'eux, y compris par l'agression militaire directe, les assassinats organisés par leurs services secrets, et d'autre part ceux qui apportent un soutien concret à ces pays agressés pour assurer sur leur sol leur défense, leur sécurité.

Bien sûr, le mouvement des non-alignés n'est pas une puissance militaire et c'est heureux ainsi, même si cela lui vaut la dérision de certaines puissances, chez qui la force tout court prime sur le droit des peuples à la dignité et à l'indépendance.

Notre mouvement est avant tout une force morale qui rassemble des pays divers par leur position géographique, leur étendue, leur population, leur économie et les systèmes sociaux dont ils se sont dotés, autour d'une politique positive et constructive pour promouvoir une paix collective entre eux, et entre tous les pays de notre planète, pour promouvoir la démocratisation des rapports internationaux fondés sur l'égalité des droits et des obligations, en lieu et place des rapports internationaux actuels injustes et inégaux, pour promouvoir enfin le progrès des pays et des peuples en lieu et place de l'appauvrissement continu des pays pauvres et de l'enrichissement, sur leur dos, des plus riches.

Promouvoir une paix collective entre les pays membres des non-alignés et entre tous les pays, pour ce premier grand objectif, notre mouvement ne doit jamais abandonner ses efforts persévérants pour amener ses membres à respecter l'un de nos grands principes qui est de rechercher, dans la négociation et les moyens pacifiques, la solution des divergences ou des conflits pouvant surgir entre eux, et qui du reste sont souvent aiguisés ou suscités par les manœuvres suscitées par l'impérialisme.

C'est pourquoi, non seulement nous déplorons la guerre fratricide engagée depuis plus de deux ans entre l'Irak et l'Iran, deux pays membres de notre mouvement, mais nous appelons ces deux pays à accepter la médiation du mouvement des non-alignés pour une paix juste, honorable et rapide.

De même, pensons-nous, notre mouvement ne peut accepter le rôle d'observateur muet et passif qu'on cherche à lui imposer, comme au reste du monde dans ce conflit du Proche-Orient, vieux maintenant de près 40 ans, où les manœuvres combinées de l'impérialisme et du sionisme ont réussi, non seulement à expulser de sa patrie le peuple palestinien, mais aussi, à la suite d'agressions barbares successives, à réaliser et maintenir l'occupation militaire et l'annexion de vastes territoires de plusieurs pays arabes membres de notre mouvement.

Récemment encore, il y a moins d'un an, le gouvernement d'Israël publiquement encouragé par celui des États-Unis, et malgré la condamnation unanime des peuples du monde entier, a envahi avec son armée l'État du Liban, soumis la capitale Beyrouth à la destruction impitoyable de ses énormes moyens militaires, terrestres, maritimes et aériens, malgré l'héroïque résistance de la ville et des palestiniens sous la direction de l'OLP [Organisation de libération de la Palestine].

Malgré le cessez-le-feu obtenu par la communauté internationale, le gouvernement israélien a permis les massacres inqualifiables de Sabra et Chatila dont les responsables méritent d'être poursuivis pour crime contre l'humanité et s'obstinent encore à refuser de retirer du Liban les troupes d'agression.

Partout où les peuples se lèvent pour réclamer leur libération et leur indépendance, l'impérialisme intervient grossièrement pour armer leurs ennemis, allumer la guerre et organiser leur massacre, se dressant ainsi activement contre la paix et contre la liberté des peuples.

Il en est ainsi au Nicaragua où, pour tenter d'effacer la victoire du peuple nicaraguayen, l'impérialisme dresse contre lui des bandes armées et des gouvernements de pays voisins qu'il manipule.

Au Salvador, le même scénario a pour objectif d'enrayer l'avance du mouvement de libération nationale. Mais nous croyons que, sur ce problème de la paix et de la sécurité et du droit des peuples à l'autodétermination et à l'indépendance, le mouvement des non-alignés a entièrement raison de s'en tenir à sa position constante qui est de soutenir les peuples qui luttent pour leur

liberté et leur indépendance, ainsi que leur mouvement de libération nationale, quelle que soit la fureur de l'impérialisme, quelles que soient les pressions que ce dernier exerce sur tel ou tel de nos membres pour tenter d'affaiblir la voix de notre mouvement.

Nous saluons ainsi l'appui constant apporté par le mouvement des non-alignés à la lutte du peuple de Namibie pour sa libération, sous la conduite de son unique représentant légitime, la SWAPO, à la lutte du peuple noir d'Afrique du Sud contre l'odieux système raciste d'exploitation qu'est l'apartheid ; au droit à l'autodétermination indépendante du peuple Sahraoui, à la réunification pacifique de la Corée débarrassée des troupes étrangères qui occupent son sol depuis trente ans.

Promouvoir la démocratisation des rapports internationaux, c'est tout simplement accorder ces rapports, institués à une époque de plus en plus révolue, avec la situation actuelle de notre monde. C'est prendre en compte le fait indéniable de l'émergence sur la scène internationale de peuples colonisés ou assujettis mais qui, tout naturellement, aspirent au progrès et au bien-être, à être maîtres des ressources de leur sol et de leur sous-sol afin qu'elles servent en premier à satisfaire leurs propres besoins, à participer avec des droits et des obligations égaux au développement des échanges internationaux de toute nature, économiques, commerciaux mais aussi technologiques et culturels.

Nos pays ne veulent plus de l'ordre économique ancien bâti sur la suprématie incontestée et le diktat du plus fort, organisés autour des échanges à sens unique de nos matières premières, produits de base ou à peine élaborés contre leurs produits manufacturés, leur technologie et leur mode de vie.

Les objectifs de notre mouvement pour la paix, l'indépendance des pays et des peuples, et la démocratisation des rapports internationaux peuvent apparaître comme ambitieux, mais l'audience de plus en plus grande du mouvement des non-alignés, le fait que des pays de plus en nombreux nous rejoignent comme membres à part entière ou comme observateurs, la participation régulière à nos assises de hautes personnalités comme le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, le secrétaire général des Nations Unies, dont nous voulons saluer ici la présence, soulignent l'impact croissant de notre mouvement. Nous devons donc poursuivre avec persévérance notre action. En dépit des obstacles et des échecs momentanés, en recherchant constamment à renforcer notre cohésion, car la paix, l'indépendance des peuples et la démocratisation des rapports internationaux pour le progrès global de l'humanité méritent, plus que tout et particulièrement en cette époque où le gigantisme des arsenaux nucléaires fait planer sur le genre humain la menace permanente de sa folle autodestruction, que nous leur consacrions tous nos efforts, toute notre intelligence et tout notre courage.

Dans notre monde en proie à de multiples convulsions, la recherche constante de la paix doit être l'impératif majeur de notre mouvement car, sans la paix, aucun des objectifs que nous poursuivons ne pourra être atteint.

Dans ces conditions, par exemple, comment ne pas encourager et soutenir les efforts inlassables déployés par la République démocratique de Madagascar, et d'autres, pour faire de l'Océan Indien une zone de paix, c'est-à-dire une zone plus humaine pour le bonheur des peuples riverains.

Mme le Président, messieurs les Chefs d'État et de gouvernement, honorables délégués, permettez-moi avant de quitter cette historique tribune de réaffirmer plus haut [que] pour nous, peuple de Haute-Volta sous la direction du Conseil du salut du peuple, le non-alignement doit être compris d'abord comme notre autonomie permanente de décision, et pour la non-ingérence dans

les affaires intérieurs des États, mais que nous ne confondons pas le non-alignement avec la complicité de la passivité devant les crimes de l'impérialisme contre l'indépendance et la liberté des peuples, ni la non-ingérence avec l'aveuglement devant les crimes des forces réactionnaires contre la liberté de leurs peuples et le respect de leurs droits.

Notre appartenance au mouvement des non-alignés nous ordonne, parmi les nombreuses tâches, de barrer la route à toutes les forces qui ambitionnent d'aligner d'autres peuples. L'Afrique du Sud est de celles-là. Le non-alignement responsable nous interdit de nous taire lorsque l'on assassine des hommes, des femmes et des enfants qui n'ont commis d'autre crime que celui de penser à la notion, si lointaine pour eux, de liberté. Depuis le 7 novembre 1982, au nom des justes et progressistes principes que le Conseil du salut du peuple a tracé en prenant le pouvoir, le peuple voltaïque se sent plus proche de tous ceux qui luttent pour la justice, la liberté et la démocratie. Il n'est plus ce peuple à qui l'on présentait les racistes par des euphémismes sans engagement. Le peuple de Haute-Volta vit dans sa chair les cruautés que subissent des hommes géographiquement loin de lui, mais désormais si près de lui de par la détermination commune à dénoncer le racisme, cette autre forme de fascisme.

Nous voulons dire à tous ceux qui sont victimes des harcèlements des bandits d'Afrique du Sud, que nous épousons totalement leur lutte.

Nous saluons les forces populaires du Mozambique et de l'Angola qui repoussent victorieusement les hordes que les sinistres impénitents de Pretoria continuent encore de leur envoyer.

Notre mouvement a déjà condamné l'Afrique du Sud et il doit continuer de le faire. C'est bien, c'est déjà beaucoup.

Je voudrais terminer mon propos par une question. À quand la condamnation réelle de tous ceux qui, dans l'ombre comme au grand jour, apportent à Pretoria un soutien financier, économique, diplomatique et militaire ?

Vive la coopération internationale, vive la solidarité des peuples des pays non-alignés, vive la paix, la sécurité et l'indépendance et le progrès de tous les peuples. »

Qui sont les ennemis du peuple ? - 26 Mars 1983

[Source : Carrefour africain n° 772 du 1er avril 1983]

« Je vous remercie d'avoir bien voulu vous rassembler ici, sur cette place du 3 janvier ; je vous salue d'avoir accepté de répondre à l'appel du CSP. Je vous salue, parce que vous démontrez ainsi que le peuple de Haute-Volta est un peuple majeur. Lorsque le peuple se met debout, l'impérialisme tremble. L'impérialisme qui nous regarde est inquiet : il tremble. L'impérialisme se demande comment il pourra rompre le lien qui existe entre le CSP et le peuple. L'impérialisme tremble. Il tremble parce qu'il a peur, il tremble parce qu'ici à Ouagadougou même, nous allons l'enterrer.

Je vous salue d'être venu et également vous démontrez que tous nos détracteurs qui sont à l'intérieur comme à l'extérieur ont tort. Ils se sont trompés sur notre compte. Ils ont cru que, par leurs manœuvres d'intoxication, ils ont cru que par leurs manœuvres d'intimidation, ils pourront arrêter la marche du CSP vers le peuple. Vous êtes venus, vous avez démontré le contraire. L'impérialisme tremble et il tremblera. Peuple de Haute-Volta, ici représenté par l'échantillon de la ville de Ouagadougou, merci. Je vous remercie parce que vous nous donnez l'occasion de vous donner une information saine, une information qui vient de la base.

De quoi s'agit-il ? Il s'agit de vous dire exactement ce que veulent nos ennemis, ce que veut le CSP, et ce à quoi le peuple a droit. Le peuple aime la liberté, le peuple aime la démocratie par conséquent, le peuple s'attaquera à tous les ennemis de la liberté et de la démocratie. Mais qui sont les ennemis du peuple ? Les ennemis du peuple, ce sont ceux qui sont à l'intérieur, ce sont ceux qui sont à l'extérieur. Ils tremblent actuellement, mais il faut que vous les démasquiez : il faut que vous les combattiez jusque dans leurs trous.

Les ennemis du peuple à l'intérieur, c'est tous ceux qui se sont enrichis de manière illicite, profitant de leur situation sociale, profitant de leur situation bureaucratique. Ainsi donc, par des manœuvres, par la magouille, par les faux documents, ils se retrouvent actionnaires dans les sociétés, ils se retrouvent en train de financer n'importe quelle entreprise, ils se retrouvent en train de solliciter l'agrément pour telle ou telle entreprise. Ils prétendent servir la Haute-Volta. Ce sont des ennemis du peuple. Il faut les démasquer, il faut les combattre. Nous les combattrons avec vous.

Qui sont les ennemis du peuple ? Les ennemis du peuple, c'est encore cette fraction de la bourgeoisie qui s'enrichit malhonnêtement par la fraude, par la corruption, par le pourrissement des agents de l'État. Pour arriver à introduire en Haute-Volta toutes sortes de produits dont les prix sont multipliés par dix. Ce sont les ennemis du peuple. Cette fraction de la bourgeoisie, il faut la combattre et nous la combattrons.

Qui sont les ennemis du peuple ? Les ennemis du peuple, ce sont encore les hommes politiques qui ne parcourent la campagne que lorsqu'il y a des élections. Ce sont encore ces hommes politiques qui sont convaincus qu'eux seuls peuvent faire marcher la Haute-Volta. Or nous, CSP, nous sommes convaincu que les sept millions de Voltaïques représentent sept millions d'hommes politiques capables de conduire ce pays. C'est ça les ennemis du peuple : il faut les démasquer et les combattre, et nous les combattrons avec

vous. Les ennemis du peuple, c'est également ces forces de l'obscurité, ces forces qui, sous des couverts spirituels, sous des couverts coutumiers, au lieu de servir réellement les intérêts moraux du peuple, au lieu de servir réellement les intérêts sociaux du peuple, sont en train de l'exploiter. Il faut les combattre, et nous les combattrons.

Je voudrais vous poser une question : est-ce que vous aimez ces ennemis du peuple, oui ou non ? « *Non* ! »

Est-ce que vous les aimez ? « *Non* ! »

Alors, il faut les combattre.

À l'intérieur, est-ce que vous les combattrez ? « *Oui* ! »

En avant pour le combat !

Les ennemis du peuple, ils sont également hors de nos frontières ; ils s'appuient sur des apatrides qui sont ici, parmi nous, à tous les échelons, chez les civils comme chez les militaires ; chez les hommes, comme chez les femmes ; chez les jeunes comme chez les vieux ; en ville comme à la campagne. Ils sont là, les ennemis du peuple. Ils sont là, les ennemis extérieurs. C'est le néo-colonialisme, c'est l'impérialisme.

Alors, s'appuyant donc sur ces apatrides, ceux-là qui ont renié la patrie, ceux-là qui ont renié la Haute-Volta, en fait ceux qui ont renié le peuple de Haute-Volta, l'ennemi extérieur développe une série d'attaques, des attaques en deux phases. La phase non violente, et la phase violente.

Nous sommes actuellement dans la phase non violente. Et l'ennemi extérieur, c'est-à-dire l'impérialisme, c'est-à-dire le néo-colonialisme, tente de semer la confusion au sein du peuple voltaïque. Ainsi donc, à travers leurs journaux, leurs radios, leurs télévisions, ils font croire que la Haute-Volta est à feu et à sang. Or, vous êtes là, peuple de Haute-Volta, et votre présence démontre que l'impérialisme a tort, et que ses mensonges ne passeront pas. Vous êtes présents, vous êtes debout et c'est lui qui tremble aujourd'hui.

Un journaliste étranger, dans un pays lointain, assis dans son bureau climatisé, dans son fauteuil roulant, a osé dire qu'actuellement le CSP connaît un échec dans ses tournées d'information. Est-ce un échec ? Vous êtes là, répondez-moi ! « *Non* ! ».

Est-ce que c'est un échec ? « *Non* ».

Je souhaiterais que l'impérialisme soit là, qu'il vous entende dire non. Répétez : est-ce que c'est un échec ? « *Non* ! ».

Voyez-vous, l'impérialisme a tort. Mais l'impérialisme est un mauvais élève. C'est un mauvais élève. Quand il est battu, quand il est renvoyé de la classe, il revient encore. C'est un mauvais élève, il n'a jamais appris la leçon de son échec ; il n'a jamais tiré la leçon de son échec. Il est là-bas, en Afrique du Sud, en train d'égorger les Africains. Simplement parce que ces Africains pensent à la liberté comme vous aujourd'hui. L'impérialisme, il est là-bas en train d'écraser les peuples arabes. C'est le sionisme. L'impérialisme est partout, et à travers sa culture qu'il répand à travers ses fausses informations, il nous amène à penser comme lui, il nous amène à nous soumettre à lui, à le suivre dans toutes ses manœuvres.

De grâce, il faut que nous barrions la route à cet impérialisme. Et je vous l'ai déjà dit, qu'il passera à une phase violente. Cet impérialisme, c'est lui qui a organisé des débarquements dans certains pays que nous connaissons ; cet impérialisme, c'est encore lui qui a armé ceux qui en Afrique du Sud tuent nos frères. Cet impérialisme, c'est encore lui qui a assassiné les Lumumba, Cabral, Kwamé Nkrumah…

Mais je vous dis et je vous promets, parce que j'ai confiance en vous et vous avez confiance dans le CSP, c'est parce que nous formons le peuple, que l'impérialisme, quand il viendra ici, nous enterrerons l'impérialisme ici. Ouagadougou sera le *Bolibana* [la course est finie, la fin] de l'impérialisme. Mais il a essayé par des méthodes qui sont très affinées, de faire en sorte qu'au sein même du CSP, il y ait la division, il a fait en sorte qu'au sein même du peuple voltaïque, il y ait l'inquiétude et la psychose. Donc nous n'avons pas peur. Pour la première fois, il se passe en Haute-Volta quelque chose de fondamental, quelque chose de tout à fait nouveau. Le peuple n'a jamais eu le pouvoir d'instaurer ici une démocratie politique. L'armée a toujours eu la possibilité de prendre le pouvoir, elle n'a jamais voulu la démocratie. Pour la première fois, nous voyons l'armée qui veut le pouvoir et qui veut la démocratie, et qui veut se lier réellement au peuple. Pour la première fois aussi, nous voyons le peuple qui vient massivement pour tendre la main à l'armée. C'est pourquoi nous considérons que cette armée qui est en train de prendre les destinées de la Haute-Volta, c'est l'armée du peuple. C'est pourquoi je salue aussi ces pancartes qui parlent de l'armée du peuple. Nos ennemis de l'intérieur comme de l'extérieur pour nous nuire s'appuient sur un certain nombre d'éléments. J'en citerai quelques-uns et je vous laisserai le soin de compléter. Ils essaient de faire croire que le CSP va arrêter la marche normale de l'appareil de l'État, parce que le CSP a pris des décisions contre des cadres civils. Et nous prenons ces décisions simplement parce que nous estimons qu'à cette phase de notre lutte, il y a des hommes qui ne peuvent pas suivre notre rythme.

Il y a des fonctionnaires qui ne viennent au bureau qu'à 9 heures et qui ressortent à 10 heures 30 pour aller dans leurs vergers et surveiller leurs villas. Est-ce que c'est normal ? Quand nous voulons chasser ces genres de fonctionnaires, nos ennemis disent que le CSP veut bloquer l'appareil de l'État. Mais qui a peur de qui ?

Nous, nous sommes avec le peuple. Eux, ils sont contre le peuple. Alors nous prendrons les décisions qui seront contre les ennemis du peuple parce que ces décisions iront en faveur du peuple, le peuple militant de Haute-Volta.

Est-ce que vous êtes d'accord que nous maintenions dans notre administration des fonctionnaires pourris ? « *Non* ! ». Alors il faut les chasser. Nous les chasserons.

Est-ce que vous êtes d'accord que nous maintenions dans notre armée des militaires pourris ? « *Non* ! »

Alors, il faut les chasser. Nous les chasserons.

Cela va nous coûter la vie peut-être, mais nous sommes là pour prendre les risques. Nous sommes là pour oser, et vous êtes là pour continuer la lutte coûte que coûte.

Nos ennemis disent que le CSP se prépare à nationaliser, que le CSP se prépare à confisquer leurs biens. Qui a peur de qui ?

Lorsque vous faites un tour à Ouagadougou et que vous faites le compte de toutes les villas qu'il y a, vous verrez que ces villas n'appartiennent qu'à une minorité. Combien d'entre vous, affectés à Ouagadougou à partir des coins les plus reculés de Haute-Volta, ont dû tourner chaque nuit parce qu'on les chasse de la villa qu'ils ont louée ; et chaque jour le propriétaire qui fait monter un peu plus les prix. Pour ceux qui ont acquis normalement leurs maisons, il n'y a pas de problèmes, il n'y a pas d'inquiétude à avoir. Par contre, ceux qui ont acquis leurs terrains, leurs maisons grâce à la magouille, alors nous disons à ceux-là : commencez à trembler.

Si vous avez volé, tremblez ! Parce que nous allons vous poursuivre ; non seulement le CSP va vous poursuivre, mais le peuple se chargera de vous. Oui ou non ? « *Oui* ! »

Les citoyens honnêtes, même si vous avez mille villas, n'ayez crainte ! Par contre, les malhonnêtes, même si vous n'avez qu'un demi carré en zone non lotie, "entrée-coucher", commencez à trembler, le CSP arrive !

Nous n'avons pas commencé pour nous arrêter en si bon chemin. Nous ne sommes pas là pour collaborer, nous ne sommes pas là pour trahir le peuple. On nous dit que nous voulons nationaliser. Le CSP ne comprend pas et ne comprendra jamais, comme vous également vous ne comprendrez jamais, que l'on vienne s'installer en Haute-Volta, qu'on crée en Haute-Volta une entreprise, que l'on réussisse à obtenir des faveurs, des exonérations de taxes diverses sous prétexte qu'on veut créer des emplois, qu'on veut contribuer au développement économique, et puis, qu'après un certain nombre d'années d'exploitation éhontée, on déclare compression de personnel. À quelle condition on vous a donné ces faveurs ? C'était à la condition que vous créiez des emplois aux Voltaïques. Aujourd'hui que vous avez pressé le citron, vous voulez le rejeter. Non ! C'est à cela que nous disons non ! Nos ennemis disent que le CSP a proclamé la liberté d'expression et de presse, mais que le CSP commence à mettre un frein à cette liberté. Le camarade Jean-Baptiste Lingani l'a dit tout à l'heure, et le camarade Jean-Baptiste Ouédraogo le dira mieux que moi tout à l'heure. Nous ne voulons pas mettre fin à la liberté. Seulement nous disons que la liberté de critiquer déclenche la liberté également de protester. Et la liberté pour les hommes sincères ne doit pas être la liberté pour les hommes malhonnêtes. Ceux qui utilisent la liberté que le CSP a créée pour s'attaquer au CSP, pour en fait s'attaquer au peuple voltaïque, à ceux-là nous allons retirer la liberté. Nous leur retirons la liberté de nuire et nous leur donnons la liberté de servir le peuple. Nous ne pouvons pas donner la liberté de mentir, d'intoxiquer collectivement les consciences voltaïques ; Ce sera travailler contre les masses populaires de Haute-Volta.

On dit également du CSP que certains de ses éléments, comme le capitaine Thomas Sankara, sont allés en Libye et en Corée [du Nord] et que cela est dangereux pour la Haute-Volta. Peuple de Haute-Volta, une question : la Libye ne nous a jamais rien fait ; la Corée n'a jamais exploité la Haute-Volta ; la Libye n'a jamais attaqué la Haute-Volta. Pourtant nous connaissons des pays qui ont attaqué la Haute-Volta, qui ont mis nos parents en prison. Nos grands-parents sont morts sur des champs de bataille pour ces pays ; nous coopérons avec eux et l'on ne se plaint pas.

Sangoulé [Lamizana] est parti en Libye. Saye Zerbo a été en Libye et en Corée, pourquoi on ne s'est pas plaint ? Il y a de la malhonnêteté quelque part. Hier, on a préparé le voyage de Saye Zerbo chez Khadafi avec l'avion de Khadafi et on en a fait une publicité. Aujourd'hui que nous partons en Libye, on se plaint. Mais nous sommes partis en Libye de manière responsable et intelligente ! Nous sommes partis en Libye après que le colonel Khadafi nous eut envoyés par trois fois des émissaires. Nous avons dit aux dirigeants libyens que nous n'avons rien contre la Libye, mais que nous avons nos positions. Sur le plan idéologique, nous ne sommes pas vierges ; nous sommes prêts à collaborer avec la Libye, mais nous sommes prêts à lui dire aussi ce que nous lui reprochons, de manière responsable. C'est après trois démarches que nous avons décidé d'y aller, et nous avons posé des conditions concrètes, qui sont à la satisfaction du peuple voltaïque. Lorsque le ciment va venir de Tripoli et que nous en vendrons à bon prix, est-ce que le peuple sera content, oui ou non ?

« *Oui !* ». Pourquoi on veut le ciment de Khadafi et on ne veut pas qu'on aille négocier avec Khadafi ? Lorsque nous allons négocier avec certains pays deux millions, trois millions de francs CFA, on en parle à la radio. Avec Khadafi, nous avons négocié trois milliards et demi [de francs CFA]. Et alors ? Le peuple est-il content, oui ou non ? « *Oui !* ».

Le peuple aime la coopération entre les États qui respectent leurs peuples. Le peuple de Haute-Volta ne veut pas qu'on lui indique sa voie. Nous disons non à la domestication de la diplomatie voltaïque ! Nous disons non au despotisme de la diplomatie voltaïque ! Nous sommes libres d'aller où nous le voulons. Et je vais vous dire une chose, un secret, et ne le répétez pas aux impérialistes ; ceux qui nous reprochent d'avoir été en Libye ont pris les dollars de Khadafi pour développer leurs pays. Ils se croient plus malins que nous ? Ils vont traiter avec Khadafi. Pourquoi ? Qui est plus malin que qui ?

Nous irons partout où se trouve l'intérêt des masses voltaïques. Nous avons vu des réalisations sociales en Libye ; des hôpitaux, des écoles, des maisons et, tout cela, [accessible] gratuitement. Comment la Libye a pu réaliser ces investissements sociaux ? C'est grâce au pétrole, et ce pétrole existait sous l'ancien régime avec le roi Idriss, mais ce pétrole était exploité par les impérialistes et pour le roi. Le peuple ne bénéficiait absolument de rien. Aujourd'hui, les Libyens ont des maisons gratuitement, des routes bitumées. Si demain, nous pouvions transformer la Haute-Volta comme Khadafi a transformé la Libye, seriez-vous contents, oui ou non ? « *Oui !* »

Donc, lorsque dans nos rapports avec les autres États, nous prenons ce qu'il y a de bon chez eux, nous ne faisons qu'appliquer une politique d'indépendance diplomatique, appliquer une règle du CSP, c'est-à-dire travailler pour le peuple. Il n'y a pas de honte à se mettre à genoux lorsqu'il s'agit des intérêts du peuple.

Nous sommes en train de vous parler, et nous savons que dans cette foule, il y a des gens qui auraient bien voulu nous fusiller actuellement. Ce sont des risques que nous prenons, convaincus que c'est pour l'intérêt du peuple, et nous leur disons : tirez ! Lorsque vous allez tirer, vos balles feront demi-tour et vous atteindront. C'est ce qui s'appelle la victoire du peuple sur les ennemis du peuple. Aujourd'hui, nous parlons avec la force du peuple, et non avec notre propre force.

Les ennemis du CSP disent que certaines fractions du CSP sont favorables à tels pays, à tels camps, au camp pro-occidental, etc. Nous, nous disons que nous ne sommes contre aucun camp, nous sommes pour tous les camps. Nous l'avons répété à New Delhi, aux Non-alignés ; nous sommes pour tous les camps et nous disons également que celui qui aime son peuple aime les autres peuples. Nous aimons le peuple voltaïque et nous aimons le peuple du Nicaragua, d'Algérie, de Libye, du Ghana, du Mali, tous les autres peuples. Ceux qui n'aiment pas leur peuple n'aiment pas le peuple voltaïque. Ceux qui sont inquiets actuellement, à cause des transformations qui se font en Haute-Volta, n'aiment pas leur peuple ; ils s'imposent par la dictature et par des manœuvres policières contre leur peuple. Nous ne sommes pas de ceux-là. On nous dit que le CSP a une certaine admiration pour le capitaine Jerry Rawlings. Rawlings est un homme ! Tout homme doit avoir des amis et des ennemis. Si Rawlings a des admirateurs en Haute-Volta, à qui la faute ? C'est la faute à l'impérialisme. C'est parce qu'on a créé au Ghana une situation telle que les nouvelles autorités étaient obligées de lutter pour les intérêts du peuple ghanéen. Lorsque le Ghana était prospère, nous, Voltaïques, nous en profitions

bel et bien ! Aujourd'hui que le Ghana se trouve dans des difficultés, pourquoi veut-on que nous oublions le Ghana.

Non, nous sommes sincères, le peuple garde ses attachements. Peut-être des hommes peuvent se trahir, mais les peuples ne se trahissent pas. Le peuple ghanéen a besoin du peuple voltaïque comme le peuple voltaïque a besoin du peuple ghanéen. Lorsque le capitaine Rawlings a fermé ses frontières, on a protesté. Vous n'aimez pas Rawlings, il ferme ses frontières pour rester chez lui et vous protestez. Alors… Le Ghana ne peut rien nous imposer, et nous non plus, nous ne pouvons rien imposer au Ghana. Rawlings ne peut pas nous donner des leçons. Mais nous non plus, nous ne pouvons pas donner des leçons à Rawlings. Cependant lorsque Rawlings dit : « *no way for kalabule* », c'est-à-dire : Halte à la magouille, il dit cela pour l'intérêt du peuple ghanéen, mais c'est en fait pour l'intérêt de tous les peuples, parce que le peuple voltaïque est aussi contre la magouille.

Les ennemis du CSP disent aussi que nous sommes des « *Rouges* », des communistes. Cela nous fait plaisir ! Parce que cela prouve que nos ennemis sont en désarroi ; ils sont perdus ; ils ne savent plus ce qu'il faut faire, ce qu'il faut dire. Nous n'avons rien fait de communiste ici, nous avons simplement dit : assainissement, justice sociale, liberté, démocratie…

Lorsque nous avons pris la décision de supprimer le décret du CMRPN [Comité Militaire de Redressement pour le Progrès National], qui défendait l'ouverture des bars à certaines heures, nous avons entendu des gens du peuple dire : ces gens du CSP, qu'ils soient des rouges ou des verts, des communistes ou non, nous, nous avons nos intérêts et nous préférons cela. C'est ce qui s'appelle être près des masses populaires. Ce ne sont pas les étiquettes qui comptent. On nous traite de communistes pour effrayer le peuple. On nous taxe de communistes et on dit au peuple que le communisme est mauvais. Nous n'avons pas l'intention de vous dire que le communisme est bien, non plus de vous dire le contraire. Nous avons l'intention de vous dire seulement que nous poserons des actes avec vous et pour vous ; peu importe l'étiquette qui sera collée à ces actes. Les ennemis du peuple disent également que nous nous attaquons aux étrangers. Non. Nous aimons tous les étrangers ; ceux qui sont ici ou qui y viendront. Nous les aimons parce que nous supposons qu'ils aiment le peuple voltaïque. Nous ne considérons pas qu'ils sont des étrangers qui veulent nous exploiter.

Le CSP entend créer avec vous les conditions de mobilisation, de travail. Nous voulons que le peuple s'organise pour le travail, pour le combat qu'on va mener. Par exemple, nous savons que dans certaines régions de Haute-Volta, à Orodara, il y a des cultures qui sont très réussies ; des fruits et des légumes. Dans ces régions nous savons que les fruits et les légumes pourrissent par manque de moyens d'évacuation. Alors, nous disons que le peuple mobilisé à Orodara construira des pistes d'atterrissage et des avions se poseront là-bas ; les mangues viendront à Ouaga, iront à Dori et ce sera pour le peuple de Haute-Volta. Il s'agit de ce genre de travail. Nous voulons que chaque jour maintenant - car nous allons commencer les grands chantiers - vous sortiez massivement pour construire. Nous allons construire un monument à Ouagadougou, un théâtre populaire, nous construirons les mêmes choses dans tous les départements et cela se fera avec la jeunesse. Vous allez les construire pour démontrer que vous êtes capables de transformer votre existence et de transformer votre condition réelle de vie. Vous n'avez pas besoin qu'on aille chercher des bailleurs de fonds étrangers, vous avez seulement besoin qu'on donne la liberté et le droit au peuple. Cela se fera.

Le CSP entend également mettre fin à certaines pratiques. Lorsque vous allez à l'hôpital, et que vous avez une hémorragie ou une fracture, même si vous êtes sur le point de tomber en syncope, simplement parce que vous êtes homme du peuple, un ouvrier on préfère vous laisser sans soins et s'occuper du rhume d'un président ou d'un premier ministre. Nous mettrons fin à tout cela et il faut le dénoncer chaque jour. Ayez confiance. Nous allons mettre fin à la spéculation, au détournement, à l'enrichissement illicite. Et c'est pourquoi nous internons et nous internerons tous ceux qui vont voler l'argent du peuple. Nous disons au peuple d'être prêt à se battre, d'être prêt à prendre les armes, à résister chaque fois qu'il sera nécessaire. N'ayez crainte, il ne se passera rien. L'ennemi sait que le peuple voltaïque est désormais mûr. C'est pourquoi, lorsqu'on nous dit que deux ans c'est peu pour le retour à une vie constitutionnelle normale, nous disons que c'est bien suffisant. Parce que lorsque vous donnez la parole en toute liberté et en toute démocratie au peuple, en trente minutes le peuple vous dira ce qu'il veut, ainsi on n'a pas besoin de deux ans.

Le CSP vous remercie parce que vous êtes mobilisés, parce qu'il a eu raison de vous donner sa confiance, il a eu raison de s'engager à vos côtés pour le combat contre les ennemis du peuple : l'impérialisme. Et c'est pourquoi nous devons crier ensemble :

– À bas l'impérialisme, à bas l'impérialisme, à bas l'impérialisme !

– À bas les ennemis du peuple !

– À bas les détourneurs des fonds publics !

– À bas les "faux-types" en Haute-Volta !

– Fini le « faux-typisme » !

– À bas les hiboux au regard gluant !

– À bas les caméléons équilibristes !

– À bas les renards terrorisés !

– À bas les lépreux qui ne peuvent que renverser les calebasses !

– À bas ceux qui se cachent derrière les diplômes du peuple, mais sont incapables de servir au nom du peuple, mais qui à cause de leurs diplômes se permettent de parler au nom du peuple !

– À bas ceux qui sont contre les liens entre l'armée et le peuple !

– À bas ceux qui sont contre les liens entre le peuple et l'armée !

– À bas ceux qui se cachent sous des habits divers, blancs ou noirs, contre le peuple !

L'impérialisme sera enterré en Haute-Volta. Ses valets seront enterrés en Haute-Volta.

– Vive la Haute-Volta !

– Vive la démocratie !

– Vive la liberté !

Je vous remercie et à très bientôt ! »

Discours de Thomas Sankara en direction de la jeunesse, 14 mai 1983 à Bobo-Dioulasso

[La source, un enregistrement audio, prend le discours en cours, et il se termine avant son terme.]

« (…) dangereuse, une jeunesse mobilisée est une puissance qui effraye même les bombes atomiques. Il y en a qui possèdent les bombes atomiques et qui ont des problèmes avec d’autres peuples qui, eux, ne possèdent pas la bombe atomique, mais pourquoi ils n’osent pas l’utiliser ? Parce qu’ils savent très bien, parce qu’ils savent très bien que, dans ces peuples qu’ils osent attaquer, il [se] trouve une jeunesse mobilisée, une jeunesse [prête] à mourir. Et nous, nous vous disons, jeunesse de Haute-Volta, mobilisez-vous ! L’ennemi est à nos portes, l’ennemi est chez nous, et l’ennemi passera par des méthodes violentes, l’ennemi passera par toutes sortes d’actes crapuleux. Nous connaissons les débarquements fascistes qui ont été organisés çà et là contre des peuples mobilisés. Nous connaissons aussi les crimes abominables qui ont été organisés contre des peuples mobilisés. Jeunesse voltaïque, ou bien vous vous mobilisez et vous avez l’ennemi en face, ou bien vous faites la politique de la collaboration avec l’ennemi, et il ne vous attaquera pas mais vous exploitera. Mobilisez-vous ! Attaquez-le !

Mais la jeunesse, c’est également tous ceux qui sont prêts à prendre les fusils contre l’ennemi extérieur.

Jeunesse voltaïque, si un jour ces mercenaires que nous attendons de pied ferme venaient ici, seriez-vous prêts à prendre les fusils ? « *Oui !* »

Seriez-vous prêts à combattre l’ennemi ? « *Oui !* »

Seriez-vous prêts à combattre les valets locaux de l’ennemi ? « *Oui !* »

Jeunesse voltaïque, c’est ça la mobilisation. La mobilisation, ce n’est pas coudre des uniformes et organiser des banquets. La mobilisation, c’est savoir combattre ses ennemis, c’est savoir les dénoncer, c’est savoir mourir pour une cause. Nous avons fait un choix, nous avons fait une option. Nous savons qu’aujourd’hui, en Haute-Volta même, sont en train de trembler tous ceux qui ont peur d’une jeunesse mobilisée. Qu’à cela ne tienne, nous irons de l’avant. Qu’à cela ne tienne, nous ne connaîtrons jamais l’échec, parce que le jour où l’ennemi aura eu raison de nous, c’est que nous ne sommes plus en vie. Tant que nous serons en vie, nous connaitrons le succès.

Jeunesse de Haute-Volta, nous pensons que la dénonciation de l’ennemi extérieur, et la dénonciation de l’ennemi intérieur, passent également par des actes concrets. C’est pourquoi nous vous avons conviés à des réalisations concrètes, tenant compte des besoins réels du peuple voltaïque. Nous avons décidé de lancer un certain nombre de chantiers. Ces chantiers sont, pour l’instant, des théâtres populaires qui vous permettront d’organiser, de manière libre et dans des conditions décentes, des représentations théâtrales, des conférences, des meetings, des projections cinématographiques, et ces théâtres populaires seront également les lieux de rencontres, de discussions et de débats, d’échanges d’idées, de critiques et d’autocritiques, c’est-à-dire de volonté d’aller de l’avant, c’est-à-dire de volonté de comprendre la situation politique, les impératifs idéologiques. Nous vous avons également conviés à des travaux tendant à organiser dans nos villes des places de meeting. Sur ces places de

meeting, vous, jeunes de Haute-Volta, vous construirez des monuments dédiés au peuple voltaïque en marche pour sa libération.

On nous dit que ces chantiers ne sont pas prioritaires, c'est vrai, ils ne sont pas prioritaires, mais nous avons décidé de commencer par là parce que nous savons également que ces chantiers n'entraînent aucune charge récurrente, nous savons qu'avec ces chantiers il n'est pas besoin d'études longues, de dispositions financières budgétaires d'entretien.

Nous voulons qu'à travers ces chantiers nous puissions tester notre capacité d'organisation, notre capacité de mobilisation, notre capacité de réalisation. Mais après ces chantiers, faites-nous confiance, si le succès est acquis, nous lancerons des opérations ambitieuses. Ces opérations, ça sera la construction de centaines et de centaines d'écoles ; ces opérations, ça sera la construction de centaines de dispensaires ; ces opérations, ce sera la construction de centaines de kilomètres de route ; ces opérations, ce sera la construction de dizaines de barrages ; pour ne citer que les actes concrets, pour ne citer que les actes physiques.

Mais, la jeunesse voltaïque aura également l'occasion de s'engager vers d'autres combats, vers d'autres réalisations. Et, en attendant donc que nous ouvrions des chantiers pour construire les écoles, les dispensaires, les barrages, les routes,… les ministères techniques intéressés, et concernés au plus haut point, s'attellerons, et certains si attèlent déjà, à faire les études nécessaires, à faire les études correctes pour que, les chantiers démarrés, le succès soit total. Cela sera pour nous l'occasion de montrer que nous pouvons doubler, quintupler le taux de scolarisation en l'espace d'un an sans intervention impérialiste, sans intervention néocolonialiste, sans tentative de domination. C'est ça la libération ! La libération ne se mesure pas au projet que l'on réalise après avoir parcouru vingt-cinq pays capitalistes, impérialistes et dominateurs pour collecter des milliards. C'est de l'inconscience, c'est de la collaboration, c'est un attentat contre le peuple. Et nous sommes contre les attentats. La libération, c'est d'abord prendre en main son destin sur son propre sol, [pour] l'intérêt du peuple voltaïque.

C'est dans ce cadre que nous avons osé négocier avec certains pays qui ont été qualifiés de peste. Nous avons négocié avec la Libye, nous avons négocié avec la Corée [*Applaudissements*]. Et, camarades, c'est donc avec ces pays que nous allons commencer les premières réalisations ; c'est avec également les expériences des autres peuples, c'est avec également les expériences des jeunesses des autres peuples que nous allons continuer ces chantiers, en étant sûrs, en étant certains que nous, Voltaïques, à partir de maintenant, nous aurons également des leçons, nous aurons également à apprendre aux autres peuples, et notamment à leurs jeunesses, ce que c'est que la liberté et la responsabilité.

Lorsque donc nous avons engagé ces négociations avec ces pays amis, nous avons eu des réponses favorables, des réponses favorables en fonction de ce qui est pour nous l'alpha et l'oméga, le début et le commencement, le Tout, c'est-à-dire l'intérêt du peuple voltaïque. Nous avons dit que nous tenions le peuple voltaïque pour responsable, le peuple voltaïque pour sujet et objet, et c'est dans ces conditions que nous attendons des millions à investir en Haute-Volta. En tenant compte aussi de la liberté et de l'indépendance du peuple voltaïque, nous attendons des matériaux venus de Corée, venus de Libye, pour nous aider et aider le peuple voltaïque, en tenant compte des aspirations de ce peuple, en tenant compte de sa liberté à se définir, à prendre son destin en main. Cela a été pour nous une occasion très enrichissante, et je sais que très bientôt la jeunesse voltaïque sera représentée à la Fête de la Jeunesse qui se tiendra à Tripoli.

Nous irons a Tripoli pour apporter la note de la jeunesse voltaïque, pour dire que la jeunesse voltaïque vient de se libérer, la jeunesse voltaïque à qui on avait interdit hier le droit de penser, de réfléchir, et de dire ce qu'elle avait du fond du cœur, cette jeunesse voltaïque aujourd'hui a pris son destin en main et, sur la scène internationale, elle entend situer sa place et donner son mot. Prolongeant donc ce que vient de dire le camarade tout à l'heure, à savoir que la jeunesse voltaïque doit être représentée dans les organisations officielles en Haute-Volta, je dirais même plus, la jeunesse voltaïque doit avoir sa place sur la scène internationale [*Applaudissements*].

Nous sommes reconnaissants à tous ceux qui nous ont aidés jusque-là et à tous ceux qui voudrons bien nous aider. Nous savons que certains pays ne font que nous aider sur la base de l'incitation créée par d'autres aides ; tant mieux ! Le peuple voltaïque en profitera. [*Cris*, *applaudissements*]. Nous savons que certaines aides ont pour finalité de nous détourner de nos réels objectifs, et pour intention profonde de nous récupérer. Tant pis ! Le peuple voltaïque se chargera de ses ennemis. Ce n'est pas le CSP qui va s'en occuper ; c'est le peuple qui va s'en occuper, et c'est pourquoi ils ont peur actuellement, c'est pourquoi ils attendent la fin du meeting pour se regrouper en petites cellules et commencer à dénigrer. Demain, vous entendrez que le meeting a été un échec, mais aujourd'hui ils n'oseront jamais le dire ; demain vous entendrez qu'il n'y avait que des petits enfants, des curieux ; aujourd'hui ils n'oseront pas le dire, aujourd'hui ils se taisent. Peut-être même qu'ils sont en train d'applaudir, parce qu'ils sont obligés d'applaudir. Et applaudissez ! [*Applaudissements*] Que voulez-vous ? Pour combattre les ennemis du peuple il n'y a pas deux chemins, il faut allez directement.

J'ai essayé, au CSP nous avons essayé de ménager l'ennemi, de le combattre de manière détournée ; ce n'est pas possible, il faut le combattre directement : un chat est un chat.

Camarades, je ne voudrais pas être long ; je pense que je n'ai pas été long. Parler du peuple suffit à remplir la vie d'un homme, par conséquent, parler du peuple, ne serait-ce que dans sa portion qui s'appelle la jeunesse, suffit à nous occuper tout le long de notre vie, parce que nous serons toujours jeunes. Jeunes, parce que nous allons continuer à dénoncer ; jeunes, parce que nous allons continuer à combattre, au lieu de ces personnes qui n'ont peut-être que dix-huit ans, mais qui déjà parlent de résignation, parlent de sagesse, parlent de ménager, parlent de compromis. Il n'est pas question de compromis.

Je voudrais vous dire, je voudrais dire à la jeunesse voltaïque à travers vous qui êtes ici présents, que les chantiers que nous avons entrepris de réaliser, qui commencerons dès que vous-mêmes, jeunes de Haute-Volta, vous vous serez organisés librement et démocratiquement, et sur des bases anti-impérialistes, nous y tenons, ces chantiers seront lancés avec les moyens que le CSP pourra mettre à votre disposition ; ces moyens, nous les avons rassemblés ; ces moyens, nous attendons que vous-mêmes, vous en exprimiez le besoin pour qu'ils soient utilisés ; et ces moyens iront à ceux qui auront été les plus organisés. Bobo-Dioulasso, Ouagadougou auront peut-être leur chantier les premiers, mais les neuf autres départements suivront et peut-être devanceront Bobo-Dioulasso et Ouagadougou, et en tout cas nous le souhaitons. Et je voudrais vous dire que le CSP n'a pas fait de choix particulier pour favoriser Bobo-Dioulasso ou Ouagadougou. Nous estimons que ces villes sont égales aux autres villes de Haute-Volta ; nous estimons que la jeunesse de Bobo, la jeunesse de Ouaga sont des jeunesses égales aux autres jeunesses. Il n'y a que

la résolution, la détermination qui compte. Et cette résolution, cette détermination, nous pensons la trouver partout en Haute-Volta.

Jeunes de Haute-Volta, avant de vous quitter je voudrais rappeler ceci, je voudrais rappeler que le combat que nous commençons n'est pas seulement le combat de la jeunesse ; c'est le combat de tout le peuple voltaïque. Si, aujourd'hui, nous avons choisi de nous adresser à la jeunesse, c'est parce que nous savons que demain nous nous adresserons à d'autres. C'est le combat de tout le peuple voltaïque et le succès appartient à tout le peuple voltaïque. Les ennemis du peuple voltaïque seront les perdants. Il faut qu'ils soient perdants ; il faut qu'ils soient perdus ; il faut qu'ils soient écrasés.

Et, c'est un plaisir pour moi de me retrouver dans cette (…) »

[Trois jours après ce discours qui annonce sans équivoque une révolution en marche, Thomas Sankara, Jean-Baptiste Lingani et d'autres sont arrêtés, lors d'un Coup d'État réactionnaire, fomenté par une partie du CSP, qui maintient Jean Baptiste Ouédraogo au pouvoir. Lingani et Sankara sont libérés de prison sous la pression de la rue, et mis en résidence surveillée le 30 mai. Le 4 août 1983, le capitaine Blaise Compaoré et 250 hommes marchent sur Ouagadougou et renversent le régime de Jean-Baptiste Ouédraogo, avec l'aide d'autres militaires et de civils sur place. Le soir même, Thomas Sankara, désormais président du Conseil national de la révolution, CNR, et chef de l'État, s'adresse au pays dans un discours radiodiffusé. C'est la déclaration du 4 août.]

La Déclaration du 4 août 1983

« Peuple de Haute-Volta ! Aujourd'hui encore, les soldats, sous-officiers et officiers de l'armée nationale et des forces paramilitaires se sont vus obligés d'intervenir dans la conduite des affaires de l'État pour rendre à notre pays son indépendance et sa liberté, et à notre peuple sa dignité. En effet, ces objectifs patriotiques et progressistes, qui ont justifié l'avènement du Conseil du salut du peuple le 7 novembre 1982, ont été trahis le 17 mai 1983, soit seulement six mois après, par des individus farouchement hostiles aux intérêts du peuple voltaïque et à ses aspirations à la démocratie et à la liberté.

Ces individus, vous les connaissez, car ils se sont frauduleusement introduits dans l'histoire de notre peuple ; ils s'y sont tristement illustrés, d'abord par leur politique à double face, ensuite par leur alliance ouverte avec toutes les forces conservatrices réactionnaires qui ne savent rien faire d'autre que de servir les intérêts des ennemis du peuple, les intérêts de la domination étrangère, et du néo-colonialisme.

Aujourd'hui, 4 août 1983, les soldats, sous-officiers et officiers de toutes les armes et de toutes les unités, dans un élan patriotique, ont décidé de balayer le régime impopulaire, le régime de soumission et d'aplatissement, mis en place depuis le 17 mai 1983 par le médecin commandant Jean-Baptiste Ouédraogo sous la houlette du colonel Gabriel Somé Yoryan et de ses hommes de main.

Aujourd'hui, 4 août 1983, des soldats, sous-officiers et officiers patriotes et progressistes ont ainsi lavé l'honneur de notre peuple et de son armée et leur ont rendu leur dignité, leur permettant de retrouver le respect et la considération que chacun, en Haute-Volta comme à l'étranger, leur portait du 7 novembre 1982 au 17 mai 1983.

Pour réaliser ces objectifs d'honneur, de dignité, d'indépendance véritable et de progrès pour la Haute-Volta et pour son peuple, le mouvement actuel des Forces armées voltaïques, tirant les leçons des amères expériences du CSP, a constitué ce jour, 4 août 1983, le Conseil national de la révolution [CNR] qui assume désormais le pouvoir d'État, en même temps qu'il met fin au fantomatique régime du CSP du médecin commandant Jean-Baptiste Ouédraogo qui l'avait, du reste, arbitrairement dissous.

Peuple de Haute-Volta, le Conseil national de la révolution appelle chaque Voltaïque, homme ou femme, jeune ou vieux, à se mobiliser dans la vigilance pour lui apporter son soutien actif. Le Conseil national de la révolution invite le peuple voltaïque à constituer partout des Comités de défense de la révolution [CDR] pour participer à la grande lutte patriotique du CNR, et pour empêcher les ennemis intérieurs et extérieurs de nuire à notre peuple. Il va sans dire que les partis politiques sont dissous.

Sur le plan international, le Conseil national de la révolution proclame son engagement à respecter les accords qui lient notre pays aux autres États. Il maintient également l'adhésion de notre pays aux organisations régionales, continentales et internationales.

Le Conseil national de la révolution n'est dirigé contre aucun pays, aucun État ou peuple. Il proclame sa solidarité avec tous les peuples, sa volonté de vivre en paix et en bonne amitié avec tous les pays, et notamment avec tous les pays voisins de la Haute-Volta.

La raison fondamentale, et l'objectif du Conseil national de la révolution, c'est la défense des intérêts du peuple voltaïque, la réalisation de ses profondes aspirations à la liberté, à l'indépendance véritable et au progrès économique et social.

Peuple de Haute-Volta ! Tous en avant avec le Conseil national de la révolution pour le grand combat patriotique, pour l'avenir radieux de notre pays.

La patrie ou la mort, nous vaincrons !

Vive le peuple voltaïque !

Vive le Conseil national de la révolution ! »

Discours d'orientation politique - 2 octobre 1983

« Peuple de Haute-Volta,

Camarades militantes et militants de la révolution.

Notre pays, au cours de cette année 1983, a connu des moments d'une intensité particulière qui laisse encore des empreintes indélébiles dans l'esprit de bien des concitoyens. La lutte du peuple voltaïque a connu, durant cette période, des flux et des reflux. Notre peuple a subi l'épreuve de luttes héroïques, et a enfin remporté la victoire dans la nuit devenue désormais historique du 4 août 1983. Cela fera bientôt deux mois que la révolution est en marche irréversible dans notre pays. Deux mois que le peuple combattant de Haute-Volta s'est mobilisé, comme un seul homme, derrière le Conseil national de la révolution pour l'édification d'une société voltaïque nouvelle, libre, indépendante et prospère ; une société nouvelle débarrassée de l'injustice sociale, débarrassée de la domination et de l'exploitation séculaires de l'impérialisme international.

À l'issue de ce bref chemin parcouru, je vous invite, avec moi, à jeter un regard rétrospectif, afin de tirer les enseignements nécessaires pour déterminer correctement les tâches révolutionnaires qui se posent à l'heure actuelle et dans le prochain avenir. En nous dotant d'une claire perception de la marche, des événements, nous nous fortifions davantage dans notre lutte contre l'impérialisme, et les forces sociales réactionnaires.

En somme : d'où sommes-nous venus ? Et où allons-nous ?

Ce sont là les questions de l'heure qui exigent de nous une réponse claire et résolue, sans équivoque aucune, si nous voulons marcher hardiment, vers de plus grandes et de plus éclatantes victoires.

Le triomphe de la révolution d'août n'est pas seulement le résultat du coup de force révolutionnaire imposé à l'alliance sacro-sainte réactionnaire du 17 mai 1983. Il est l'aboutissement de la lutte du peuple voltaïque sur ses ennemis de toujours. C'est une victoire sur l'impérialisme international et ses alliés nationaux. Une victoire sur les forces rétrogrades, obscurantistes et ténébreuses. Une victoire sur tous les ennemis du peuple, qui ont tramé complots et intrigues sur son dos.

La révolution d'août est le terme ultime de l'insurrection populaire, déclenchée suite au complot impérialiste du 17 mai 1983, visant à endiguer la marée montante des forces démocratiques et révolutionnaires de ce pays.

Cette insurrection a été non seulement symbolisée par l'attitude courageuse et héroïque des commandos de la ville de Pô, qui ont su opposer une résistance farouche au pouvoir pro-impérialiste et antipopulaire du médecin-commandant Jean-Baptiste Ouédraogo et du colonel Somé Yoryan, mais aussi, elle a été le composant des forces populaires démocratiques et révolutionnaires qui, en alliance avec les soldats et les officiers patriotes, ont su organiser une résistance exemplaire.

L'insurrection du 4 août 1983, la victoire de la révolution, et l'avènement du Conseil national de la révolution sont donc incontestablement la consécration et l'aboutissement conséquent des luttes du peuple voltaïque, contre la domination et l'exploitation néocoloniale, contre l'assujettissement de notre pays, pour l'indépendance, la liberté, la dignité et le progrès de notre peuple. En cela, les analyses simplistes et superficielles, cantonnées dans la reproduction des

schémas préétablis, ne pourront rien changer à la réalité des faits. La révolution d'août a triomphé en se posant ainsi comme l'héritière et l'approfondissement du soulèvement populaire du 3 janvier 1966, la poursuite et le développement à un stade qualitatif supérieur de toutes les grandes luttes populaires qui sont allées en se multipliant ces dernières années et qui, toutes, marquaient le refus systématique du peuple voltaïque, et particulièrement de la classe ouvrière et des travailleurs salariés, de se laisser gouverner comme avant. Les jalons les plus marquants et les plus significatifs de ces grandes luttes populaires correspondent aux dates de décembre 1975, de mai 1979, d'octobre et novembre 1980, d'avril 1982, et de mai 1983.

C'est un fait aussi établi que le grand mouvement de résistance populaire, qui a immédiatement suivi la provocation réactionnaire et pro-impérialiste du 17 mai 1983, a créé les conditions favorables à l'avènement du 4 août 1983. En effet, le complot impérialiste du 17 mai a précipité, sur une grande échelle, le regroupement des forces et organisations démocratiques et révolutionnaires qui se sont mobilisées durant cette période, en développant des initiatives et en entreprenant des actions audacieuses, inconnues jusqu'alors. Pendant ce temps, l'alliance sacro-sainte des forces réactionnaires, autour du régime moribond, souffrait de son incapacité à juguler la percée des forces révolutionnaires qui, de façon de plus en plus ouverte, montaient à l'assaut du pouvoir antipopulaire et anti-démocratique.

Les manifestations populaires des 20, 21 et 22 mai ont connu un large écho national, à cause essentiellement de leur grande signification politique, du fait qu'elles apportaient la preuve concrète de l'adhésion ouverte de tout un peuple, et surtout de sa jeunesse, aux idéaux révolutionnaires défendus par des hommes traîtreusement abattus par la réaction. Elles ont eu une grande portée pratique, du fait qu'elles exprimaient la détermination de tout un peuple et de toute sa jeunesse, qui se sont mis debout pour affronter correctement, concrètement, les forces de domination et d'exploitation impérialistes. Ce fut la démonstration la plus patente de la vérité selon laquelle, quand le peuple se met debout, l'impérialisme et les forces sociales qui lui sont alliées tremblent.

L'histoire, et le processus de conscientisation politique des masses populaires, suivent un cheminement dialectique qui échappe à la logique réactionnaire. C'est pourquoi les événements du mois de mai 1983 ont grandement contribué à l'accélération du processus de clarification politique dans notre pays, atteignant ainsi un degré tel que les masses populaires, dans leur ensemble, ont accompli un saut qualitatif important dans la compréhension de la situation.

Les événements du 17 mai ont contribué grandement à ouvrir les yeux du peuple voltaïque, et l'impérialisme, dans son système d'oppression et d'exploitation, leur est apparu sous un éclat brutal et cruel. Il y a des journées qui renferment en elles des enseignements d'une richesse incomparable à celle d'une décennie entière. Au cours de ces journées, le peuple apprend avec une rapidité inouïe et une profondeur d'esprit telle que mille journées d'études ne sont rien à côté d'elles.

Les événements du mois de mai 1983 ont permis au peuple voltaïque de mieux connaître ses ennemis.

Ainsi, dorénavant, en Haute-Volta, tout le monde sait :

Qui est qui !

Qui est avec qui, et contre qui !

Qui fait quoi et pourquoi. Ce genre de situation, qui constitue le prélude à de grands bouleversements, a contribué à mettre à nu l'exacerbation des

contradictions de classes de la société voltaïque. La révolution d'août arrive par conséquent comme la solution des contradictions sociales qui ne pouvaient désormais être étouffées par des solutions de compromis.

L'adhésion enthousiaste des larges masses populaires à la révolution d'août est la traduction concrète de l'espoir immense que le peuple voltaïque fonde sur l'avènement du CNR, pour qu'enfin puisse être réalisée la satisfaction de son aspiration profonde à la démocratie, à la liberté et à l'indépendance, au progrès véritable, à la restauration de la dignité, et de la grandeur de notre patrie que vingt-trois années de régime néocolonial ont singulièrement bafouées.

L'avènement du CNR, le 4 août 1983, et l'instauration d'un pouvoir révolutionnaire en Haute-Volta, depuis cette date, ont ouvert une page glorieuse dans les annales de l'histoire de notre peuple et de notre pays. Cependant, lourd et pesant est l'héritage que nous lèguent vingt-trois années d'exploitation et de domination impérialistes. Dure et ardue sera notre tâche d'édification d'une société nouvelle, d'une société débarrassée de tous les maux qui maintiennent notre pays dans une situation de pauvreté, et d'arriération économique, et culturelle.

Lorsque dans les années 1960, le colonialisme français, traqué de toutes parts, déconfit à Dien-Bien-Phu, en prise à des difficultés énormes en Algérie, fut contraint, tirant ainsi leçon de ces défaites, d'octroyer à notre pays la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale, cela a été salué positivement par notre peuple qui n'était pas resté impassible, mais développait des luttes de résistance appropriées. Cette fuite en avant de l'impérialisme colonialiste français constitua pour le peuple une victoire sur les forces d'oppression et d'exploitation étrangères. Du point de vue des masses populaires, ce fut une réforme démocratique, tandis que du point de vue de l'impérialiste, ce fut une mutation opérée dans ses formes de domination et d'exploitation de notre peuple.

Cette mutation a abouti cependant à une redisposition des classes et couches sociales, et à l'établissement de nouvelles classes. En alliance avec les forces rétrogrades, la société traditionnelle, la petite-bourgeoise intellectuelle de l'époque, dans un mépris total des classes fondamentales qui lui avaient servi de tremplin pour son accession au pouvoir, entreprit d'organiser les fondements politiques et économiques des nouvelles formes de la domination et de l'exploitation impérialistes. La crainte que la lutte des masses populaires ne se radicalise, et ne débouche sur une solution véritablement révolutionnaire, est à la base du choix opéré par l'impérialisme qui consiste à exercer dorénavant sa mainmise sur notre pays, à perpétuer l'exploitation de notre peuple par des nationaux interposés.

Des nationaux voltaïques allaient prendre le relais de la domination et de l'exploitation étrangère. Toute l'organisation de la société néocoloniale reviendra à une simple opération de substitution dans les formes. Dans leur essence, la société néocoloniale et la société coloniale ne diffèrent en rien. Ainsi, à l'administration coloniale on a vu se substituer une administration néocoloniale, identique sous tous les rapports à la première. À l'armée coloniale se substitue une armée néocoloniale avec les mêmes attributs, les mêmes fonctions, et le même rôle de gardien des intérêts de l'impérialisme et de ceux de ses alliés nationaux. À l'école coloniale se substitue une école néocoloniale qui poursuit les mêmes buts d'aliénation des enfants de notre pays, et de reproduction d'une société essentiellement au service des intérêts impérialistes, accessoirement au service des valets et alliés locaux de l'impérialisme.

Des nationaux voltaïques entreprirent, avec l'appui et la bénédiction de l'impérialiste, d'organiser le pillage systématique de notre pays. Des miettes de ce pillage, qui leur retombent, ils se transforment petit à petit en une bourgeoisie véritablement parasitaire, ne sachant plus retenir leurs appétits voraces. Mus par leurs seuls intérêts égoïstes, ils ne reculeront désormais plus devant les moyens les plus malhonnêtes, développant à grande échelle la corruption, le détournement des deniers et de la chose publique, les trafics d'influence et la spéculation immobilière, pratiquant le favoritisme et le népotisme.

Ainsi s'expliquent toutes les richesses matérielles et financières qu'ils ont pu accumuler sur le dos du peuple travailleur. Et non contents de vivre sur les rentes, fabuleuses, qu'ils tirent de l'exploitation éhontée de leurs biens mal acquis, ils jouent des pieds et des mains pour s'accaparer des responsabilités politiques, qui leur permettront d'utiliser l'appareil étatique au profit de leur exploitation, et de leur gabegie.

Une année entière ne se passe pas sans qu'ils se payent de grasses vacances à l'étranger. Leurs enfants désertent les écoles du pays pour un enseignement de prestige dans d'autres pays. À la moindre petite maladie, tous les moyens de l'État sont mobilisés pour leur assurer des soins, coûteux, dans les hôpitaux de luxe des pays étrangers.

Tout cela se déroule sous les yeux d'un peuple voltaïque laborieux, courageux et honnête, mais qui croupit dans la misère la plus crasse. Si pour la minorité de riches, la Haute-Volta constitue un paradis, pour cette majorité que constitue le peuple, elle est un enfer, à peine supportable.

Dans cette grande majorité, les salariés, malgré le fait qu'ils sont assurés d'un revenu régulier, subissent contraintes et pièges de la société de consommation du capitalisme. Tout leur salaire se voit consommé avant même qu'il n'ait été touché. Et le cercle vicieux se poursuit sans fin, sans aucune perspective de rupture.

Au sein de leurs syndicats respectifs, les salariés engagent des luttes revendicatives pour l'amélioration de leurs conditions de vie. L'ampleur de ces luttes contraint quelquefois les pouvoirs néocoloniaux, en place, à lâcher du lest. Mais ils ne donnent d'une main que pour récupérer aussitôt de l'autre. Ainsi on annonce, avec grand tapage, une augmentation de dix pour cent des salaires pour immédiatement prendre des mesures d'imposition qui annulent les effets bénéfiques attendus de la première mesure. Les travailleurs, après cinq, six, sept mois, finissent toujours par se rendre compte de la supercherie, et se mobilisent pour de nouvelles luttes. Sept mois, c'est plus qu'il ne faut aux réactionnaires au pouvoir pour reprendre du souffle, et élaborer d'autres stratagèmes. Dans cette lutte sans fin, le travailleur en sort toujours perdant.

Au sein de cette grande majorité, il y a ces “damnés de la terre”, ces paysans que l'on exproprie, que l'on spolie, que l'on moleste, que l'on emprisonne, que l'on bafoue et que l'on humilie chaque jour, et qui cependant, sont de ceux dont le travail est créateur de richesses. C'est par leurs activités productives que l'économie du pays se maintient malgré sa fragilité. C'est de leur travail que se “sucrent” tous ces nationaux pour qui la Haute-Volta est un Eldorado. Et pourtant, ce sont eux qui souffrent le plus du manque des structures, d'infrastructures routières, du manque des structures et d'encadrement sanitaires. Ce sont ces paysans, créateurs de richesses nationales, qui souffrent le plus du manque d'écoles et de fournitures scolaires pour leurs enfants. Ce sont leurs enfants qui vont grossir les rangs des chômeurs, après un passage-éclair sur les bancs des écoles mal adaptées aux réalités de ce pays. C'est parmi eux que le taux d'analphabétisme est le plus élevé, 98 %. Ceux qui ont besoin

de plus de savoir pour que leur travail productif puisse s'améliorer en rendement, c'est encore ceux-là qui profitent le moins des investissements dans le domaine de la santé, de l'éducation et de la technologie.

La jeunesse paysanne, qui a les mêmes dispositions d'esprit que toute la jeunesse, c'est-à-dire plus sensible à l'injustice sociale et favorable au progrès, en arrive, dans un sentiment de révolte, à déserter nos campagnes, les privant ainsi de ses éléments les plus dynamiques. Le premier réflexe pousse cette jeunesse dans les grands centres urbains que sont Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. Là, ils espèrent trouver un travail plus rémunérateur et profiter aussi des avantages du progrès. Le manque de travail les pousse à l'oisiveté, avec les vices qui les caractérisent. Enfin, ils devront leur salut, pour ne pas finir dans les prisons, en s'expatriant vers l'étranger où l'humiliation et l'exploitation la plus éhontée les attendent. Mais la société voltaïque leur laisse-t-elle d'autre choix ?

Telle est, de la manière la plus succincte, la situation de notre pays après vingt-trois années de néo-colonisation : paradis pour les uns, et enfer pour les autres. Après vingt-trois années de domination et d'exploitation impérialistes, notre pays demeure un pays agricole, arriéré, où le secteur rural qui occupe plus de 90 % de la population active ne représente seulement que 45 % de production intérieure brute et fournit les 95 % des exportations totales du pays.

Plus simplement, il faut constater que dans d'autres pays les agriculteurs, qui constituent moins de 5 % de la population, arrivent non seulement à se nourrir correctement, à assurer les besoins de toute la nation entière, mais aussi à exporter d'immenses richesses, d’immenses quantités de leurs produits agricoles. Chez nous, plus de 90 % de la population, malgré de rudes efforts, connaissent famines et disettes et sont obligés d'avoir recours aux produits agricoles si ce n'est à l'aide internationale. Le déséquilibre entre les exportations et les importations contribue à accentuer la dépendance du pays vis-à-vis de l'étranger. Le déficit commercial qui en résulte s'accroît sensiblement au fil des années et le taux de couverture des importations par les exportations se situe aux environs de 25 %. En termes plus clairs, nous achetons à l'étranger plus que nous ne lui vendons, et une économie qui fonctionne sur cette base se ruine progressivement et va vers la catastrophe.

Les investissements privés en provenance de l'extérieur sont non seulement insuffisants, mais exercent des ponctions énormes sur l'économie du pays, et ne contribuent donc pas à renforcer la capacité d'accumulation du pays. Une part importante de la richesse ainsi créée, à l'aide des investissements étrangers, est drainée vers l'extérieur au lieu d'être réinvestie pour accroître la capacité productive du pays. Dans la période 1973-1979, on estime les sorties des devises comme revenus des investissements directs étrangers à 1,7 milliard de francs CFA par an, alors que les investissements nouveaux ne se chiffrent qu'à 1,3 milliard de francs CFA par an en moyenne. L'insuffisance des efforts en investissements productifs amène l'État voltaïque à jouer un rôle fondamental dans l'économie nationale par l'effort qu'il fournit en vue de suppléer à l'investissement privé. Situation difficile lorsque l'on sait que les recettes du Budget de l’État sont essentiellement constituées par les recettes fiscales qui représentent 85 % des recettes totales et qui se résument en grande partie à des taxes sur les importations et les impôts.

Les recettes de l'État financent, outre l'effort d'investissement national, les dépenses de l'État dont 70 % servent à payer les salaires des fonctionnaires et à assurer le fonctionnement des services administratifs. Que peut-il en rester alors, pour les investissements sociaux et culturels ?

Dans le domaine de l'éducation, notre pays se situe parmi les pays les plus retardataires avec un taux de scolarisation de 16,4 % et un taux d'analphabétisme qui s'élève à 92 % en moyenne. C'est dire que sur cent Voltaïques, à peine huit seulement savent lire et écrire en quelque langue que ce soit.

Sur le plan sanitaire, le taux de morbidité et de mortalité sont les plus élevés dans la sous-région en raison de la prolifération des maladies transmissibles, et des carences nutritionnelles. Comment d'ailleurs éviter une telle situation catastrophique lorsque l'on sait que chez nous on ne compte qu'un lit d'hôpital pour mille-deux-cents habitants, et un médecin pour quarante-huit mille habitants ?

Ces quelques éléments suffisent à eux seuls pour illustrer l'héritage que nous laissent vingt-trois années de néo-colonisation, vingt-trois années de politique de totale démission nationale. Cette situation, parmi les plus désolantes, ne peut laisser dans l'indifférence aucun Voltaïque qui aime et honore son pays.

Notre peuple, peuple courageux et travailleur, n'a jamais pu tolérer une telle situation. Et parce qu'il avait compris qu'il ne s'agissait pas là d'une fatalité mais d'une organisation de la société sur des bases injustes, au seul profit d'une minorité, il a toujours développé des luttes multiformes, cherchant les voies et moyens pour mettre un terme à l'ancien ordre des choses. C'est pourquoi il a salué fiévreusement l'avènement du Conseil national de la révolution, qui est le commencement de ses efforts déployés et de ses sacrifices consentis pour renverser l'ancien ordre, et instaurer un nouvel ordre à même de réhabiliter l'homme voltaïque, et donner une place de choix à notre pays dans le concert des nations libres, prospères et respectées.

Les classes parasitaires qui avaient toujours tiré profit de la Haute-Volta coloniale, et néocoloniale, sont et seront hostiles aux transformations entreprises par le processus révolutionnaire entamé depuis le 4 août 1983. La raison en est qu'elles sont et demeurent attachées par un cordon ombilical à l'impérialisme international. Elles sont et demeurent les fervents défenseurs des privilèges acquis, du fait de leur allégeance à l'impérialisme. Quoique l'on fasse, quoique l'on dise, elles resteront égales à elles-mêmes, et continueront de tramer complots et intrigues pour la reconquête de leur royaume perdu.

De ces nostalgiques, il ne faut point s'attendre à une reconversion de mentalité et d'attitude. Ils ne sont sensibles et ne comprennent que le langage de la lutte, la lutte des classes révolutionnaires contre les exploiteurs et les oppresseurs des peuples. Notre révolution sera pour eux la chose la plus autoritaire qui soit ; elle sera un acte par lequel le peuple leur imposera sa volonté, par tous les moyens dont il dispose et s'il le faut, par ses armes.

Ces ennemis du peuple, qui sont-ils ? Ils se sont démasqués aux yeux du peuple lors des événements du 17 mai, dans leur hargne contre les forces révolutionnaires. Ces ennemis du peuple, le peuple les a identifiés dans le feu de l'action révolutionnaire. Ce sont :

Premièrement. La bourgeoisie voltaïque, qui se distingue, de par la fonction que les uns et les autres accomplissent, en bourgeoisie d'État, bourgeoisie *compradore* et bourgeoisie moyenne.

– La bourgeoisie d'État : c'est cette fraction qui est connue sous l'appellation de la bourgeoisie politico bureaucratique. C'est une bourgeoisie qu'une situation de monopole politique a enrichie de façon illicite et crapuleuse, se servant de l'appareil d'État, tout comme le capitaliste industriel se sert de ses moyens de production pour accumuler la plus-value tirée de l'exploitation de la force de travail des ouvriers. Cette fraction de la bourgeoisie ne renoncera

jamais de plein gré à ses anciens avantages pour assister, passive, aux transformations révolutionnaires en cours.

– La bourgeoisie commerçante : cette fraction, de par ses activités mêmes, est attachée à l'impérialiste par de multiples liens. La suppression de la domination impérialiste signifie pour elle la mort de la poule aux œufs d'or. C'est pourquoi elle s'opposera de toutes ses forces à la présente révolution. C'est dans cette catégorie que se recrutent, par exemple, les commerçants véreux qui cherchent à affamer le peuple en retirant de la circulation les vivres à des fins de spéculation et de sabotage économique.

– La bourgeoisie moyenne : cette fraction de la bourgeoisie voltaïque, bien qu'ayant des liens avec l'impérialisme, rivalise avec celui-ci pour le contrôle du marché. Mais comme elle est plus faible économiquement, elle se fait évincer par l'impérialisme. Elle a donc des griefs contre l'impérialisme, mais a aussi peur du peuple, et cette peur peut l'amener à faire front avec l'impérialiste. Toutefois, le fait que la domination impérialiste sur notre pays l'empêche de jouer son rôle véritable de bourgeoisie nationale, quelques-uns de ses éléments, sous certains rapports, pourraient être favorables à la révolution qui les situerait objectivement dans le camp du peuple. Cependant, entre ces éléments qui viennent à la révolution, et le peuple, il faut développer une méfiance révolutionnaire. Car, sous ce couvert, accourront à la révolution des opportunistes de toutes sortes.

Deuxièmement. Les forces rétrogrades qui tirent leur puissance des structures traditionnelles de type féodal de notre société. Ces forces, dans leur majorité, ont su opposer une résistance ferme à l'impérialisme, colonialiste, à l'impérialisme colonialiste français. Mais depuis l'accession de notre pays à la souveraineté nationale, elles ont fait corps avec la bourgeoisie réactionnaire pour oppresser le peuple voltaïque. Ces forces ont tenu les masses paysannes en une situation de réservoir, à partir duquel elles se livraient à des surenchères électoralistes. Pour préserver leurs intérêts qui sont communs à ceux de l'impérialisme et opposés à ceux du peuple, ces forces réactionnaires ont le plus souvent recours aux valeurs décadentes de notre culture traditionnelle qui sont encore vivaces dans les milieux ruraux. Dans la mesure où notre révolution vise à démocratiser les rapports sociaux dans nos campagnes, à responsabiliser les paysans, à mettre à leur portée plus d'instruction et plus de savoir pour leur propre émancipation économique, et culturelle, ces forces rétrogrades s'y opposeront. Ce sont là les ennemis du peuple dans la présente révolution, ennemis que le peuple a identifiés lui-même lors des événements du mois de mai. Ce sont ces ennemis-là qui ont constitué le gros de la troupe des marcheurs isolés, protégés par un cordon militaire, et qui ont manifesté leur soutien de classe au régime déjà moribond issu du Coup d'État réactionnaire et pro-impérialiste.

En dehors des classes et couches sociales réactionnaires et antirévolutionnaires, ci-dessus énumérées, le reste de la population constitue le peuple voltaïque. Un peuple qui tient la domination et l'exploitation impérialistes en abomination, et qui n'a cessé de le manifester dans la lutte concrète, de tous les jours, contre les différents régimes néocoloniaux. Ce peuple, dans la présente révolution, regroupe :

- La classe ouvrière voltaïque, jeune et peu nombreuse, mais qui a su faire la preuve dans ses luttes, incessantes, contre le patronat, qu'elle est une classe véritablement révolutionnaire.Dans la révolution présente, c'est une classe qui a tout à gagner, et rien à perdre. Elle n'a pas de moyen de production à perdre, elle n'a pas de parcelle de propriété à défendre dans le cadre de l'ancienne

société néocoloniale. Par contre, elle est convaincue que la révolution est son affaire, car elle en sortira grandie et fortifiée.

- La petite bourgeoisie, qui constitue une vaste couche sociale très instable, et qui hésite très souvent entre la cause des masses populaires et celle de l'impérialisme. Dans sa grande majorité, elle finit toujours par se ranger du côté des masses populaires. Elle comprend les éléments les plus divers parmi lesquels : les petits commerçants, les intellectuels petits-bourgeois (fonctionnaires, étudiants, élèves, employés du secteur privé), les artisans.

Troisièmement. La paysannerie. La paysannerie voltaïque, dans sa grande majorité, est constituée de petits paysans attachés à la propriété parcellaire du fait de la désintégration progressive de la propriété collective, depuis l'introduction du mode de production capitaliste dans notre pays. Les rapports marchands dissolvent de plus en plus les liens communautaires, et à leur place s'instaure la propriété privée des moyens de production. Dans cette nouvelle situation ainsi créée, par la pénétration du capitalisme dans nos campagnes, le paysan voltaïque qui se trouve lié à la petite production, incarne les rapports bourgeois de production. Aussi, au vu de toutes ces contradictions, de ces considérations, la paysannerie voltaïque est partie intégrante de la catégorie de la petite-bourgeoise. De par le passé et de par sa situation présente, elle est la couche sociale qui a payé le plus de tribut à la domination et à l'exploitation impérialistes. La situation d'arriération économique et culturelle qui caractérise nos campagnes l'a tenue longtemps à l'écart des grands courants de progrès et de modernisation, se contentant du rôle de réservoir des partis politiques réactionnaires. Cependant, elle a intérêt à la révolution et en est, du point de vue du nombre, la force principale.

Quatrièmement. Le lumpenprolétariat : c'est cette catégorie d'éléments déclassés qui, du fait de leur situation de sans-travail, sont prédisposés à être à la solde des forces réactionnaires et contrerévolutionnaires pour l'exécution de leurs sales besognes. Dans la mesure où la révolution saura les convertir en les occupant utilement, ils pourront être de fervents défenseurs.

Les révolutions qui surviennent de par le monde ne se ressemblent point. Chaque révolution apporte son originalité qui la distingue des autres. Notre révolution, la révolution d'août, n'échappe pas à cette constatation. Elle tient compte des particularités de notre pays, de son degré de développement, et d'assujettissement au système capitaliste impérialiste mondial. Notre révolution est une révolution qui se déroule dans un pays agricole, arriéré où le poids des traditions et de l'idéologie sécrétée par une organisation sociale de type féodal, pèse énormément sur les masses populaires. Elle est une révolution dans un pays qui, à cause de la domination et de l'exploitation de l'impérialisme exercée sur notre peuple, a évolué de la situation de colonie qu'était ce pays, à celle de néo colonie. Elle est une révolution qui se produit dans un pays caractérisé encore par l'inexistence d'une classe ouvrière consciente de sa mission historique et organisée et, par conséquent, ne possédant aucune tradition de lutte révolutionnaire. C'est une révolution qui se produit dans un petit pays, continental, au moment où, sur le plan international, le mouvement révolutionnaire s'effrite de jour en jour, sans l'espoir visible de voir se constituer un bloc homogène à même d'impulser et de soutenir pratiquement les mouvements révolutionnaires naissants. Cet ensemble de circonstances, historiques, géographiques et sociologiques donne une certaine empreinte singulière à notre révolution.

La révolution d'août est une révolution qui présente un double caractère : elle est une Révolution démocratique et populaire. Elle a pour tâches

primordiales la liquidation de la domination et de l'exploitation impérialistes, l'épuration de la campagne de toutes les entraves sociales, économiques et culturelles qui la maintiennent dans un état d'arriération. De là découle son caractère démocratique.

De ce que les masses populaires voltaïques sont parties prenantes, à part entière dans cette révolution, et se mobilisent conséquemment autour de mots d'ordre démocratiques et révolutionnaires qui traduisent, dans les faits, leurs intérêts propres, opposés à ceux des classes réactionnaires alliées à l'impérialisme, elle tire son caractère populaire. Ce caractère populaire de la révolution d'août réside aussi dans le fait qu'en lieu et place de l'ancienne machine d'État s'édifie une nouvelle machine, à même de garantir l'exercice démocratique du pouvoir par le peuple et pour le peuple.

Notre révolution présente, ainsi caractérisée, tout en étant une révolution anti-impérialiste, s'effectue encore dans le cadre des limites du régime économique et social bourgeois. En procédant à l'analyse des classes sociales de la société voltaïque, nous avons soutenu l'idée selon laquelle la bourgeoisie voltaïque ne constitue pas une seule masse homogène réactionnaire et antirévolutionnaire. En effet, ce qui caractérise la bourgeoisie des pays sous-développés, sous le rapport capitaliste, c'est leur incapacité congénitale de révolutionner la société à l'instar de la bourgeoisie des pays européens des années 1780, c'est-à-dire à l'époque où celle-ci constituait encore une classe ascendante.

Tels sont les caractères et les limites de la présente révolution déclenchée en Haute-Volta depuis le 4 août 1983. En avoir une claire perception et une définition exacte de son contenu nous prémunit des dangers de déviation et des excès qui pourraient porter préjudice à la marche victorieuse de la révolution.

Que tous ceux qui ont pris fait et cause pour la révolution d'août se pénètrent de la ligne directrice ainsi dégagée, en vue de pouvoir assumer leur rôle de révolutionnaires conscients et, en véritables propagandistes, intrépides et infatigables, en fassent une diffusion au sein des masses. Il ne suffit plus de se dire révolutionnaire, il faut, en plus, se pénétrer de la signification profonde de la révolution dont on est le fervent défenseur. C'est le meilleur moyen de mieux la défendre contre les attaques et les défigurations que les contre-révolutionnaires ne manqueront pas de lui opposer. Savoir lier la théorie révolutionnaire à la pratique révolutionnaire sera le critère décisif permettant désormais de distinguer les révolutionnaires conséquents de tous ceux qui accourent à la révolution, mus par des mobiles étrangers à la cause révolutionnaire.

Un des traits distinctifs de la révolution d'août, avons-nous dit, et qui lui confère son caractère populaire, c'est qu'elle est le mouvement de l'immense majorité au profit de l'immense majorité. C'est une révolution faite par les masses populaires voltaïques elles-mêmes avec leurs mots d'ordre et leurs aspirations. L'objectif de cette révolution consiste à faire assurer le pouvoir par le peuple. C'est la raison pour laquelle le premier acte de la révolution, après la proclamation du 4 août, fut l'appel adressé au peuple pour la création des Comités de défense de la révolution, CDR. Le CNR a la conviction que pour que cette révolution soit véritablement populaire, elle devra procéder à la destruction de la machine d'État néocoloniale et organiser une nouvelle machine capable de garantir la souveraineté du peuple. La question de savoir comment ce pouvoir populaire sera exercé, comment ce pouvoir devra s'organiser, est une question essentielle pour le devenir de notre révolution.

L'histoire de notre pays, jusqu'à nos jours, a été essentiellement dominée par les classes exploiteuses et conservatrices qui ont exercé leur dictature anti-démocratique et antipopulaire, par leur mainmise sur la politique, l'économie, l'idéologie, la culture, l'administration et la justice.

La révolution a pour premier objectif de faire passer le pouvoir des mains de la bourgeoisie voltaïque, alliée à l'impérialisme, aux mains de l'alliance des classes populaires constituant le peuple. Ce qui veut dire qu'à la dictature anti-démocratique et antipopulaire de l'alliance réactionnaire des classes sociales favorables à l'impérialisme, le peuple au pouvoir devra désormais opposer son pouvoir démocratique et populaire.

Ce pouvoir démocratique et populaire sera le fondement, la base solide du pouvoir révolutionnaire en Haute-Volta. Elle aura pour tâche primordiale la reconversion totale de toute la machine d'État avec ses lois, son administration, ses tribunaux, sa police, son armée, qui avaient été façonnés pour servir et défendre les intérêts égoïstes des classes et couches sociales réactionnaires. Elle aura pour tâche d'organiser la lutte contre les menées contre-révolutionnaires de reconquête du paradis perdu en vue d'écraser complètement la résistance des réactionnaires nostalgiques du passé. Et c'est là que résident la nécessité et le rôle des CDR, comme point d'appui des masses populaires à l'assaut des citadelles réactionnaires et contre-révolutionnaires.

Pour une juste compréhension de la nature, du rôle et du fonctionnement des CDR

L'édification de l'état de démocratie populaire qui est l'objectif final de la révolution d'août n'est pas et ne sera pas l'œuvre d'un seul jour. C'est une tâche ardue, qui exigera de nous des sacrifices énormes. Le caractère démocratique de cette révolution nous impose une décentralisation et une déconcentration du pouvoir administratif afin de rapprocher l'administration du peuple, afin de faire de la chose publique une affaire qui intéresse tout un chacun. Dans cette œuvre immense de longue haleine, nous avons entrepris de remodeler la carte administrative du pays pour une plus grande efficacité.

Nous avons aussi entrepris de renouveler la direction des services administratifs dans un sens plus révolutionnaire. En même temps, nous avons dégagé des fonctionnaires et militaires qui, pour des raisons diverses, ne peuvent suivre la cadence de la présente révolution. Il nous reste beaucoup à faire et nous en sommes conscients.

Le Conseil national de la révolution, qui est, dans le processus révolutionnaire déclenché depuis le 4 août, le pouvoir de conception, de direction, et de contrôle de la vie nationale tant sur le plan politique, économique que social, se doit d'avoir des instances locales dans les divers secteurs de la vie nationale. Et c'est là que réside le sens profond de la création des CDR qui sont les représentants du pouvoir révolutionnaire dans les villages, les quartiers des villes, les lieux de travail. Les CDR constituent l'organisation authentique du peuple dans l'exercice du pouvoir révolutionnaire. C'est l'instrument que le peuple s'est forgé pour se rendre véritablement souverain de son destin, et étendre de ce fait son contrôle dans tous les domaines de la société.

Les armes du peuple, le pouvoir du peuple, les richesses du peuple, ce sera le peuple qui les gèrera, et les CDR sont là pour cela. Quant à leurs rôles, ils sont immenses et diversifiés.

Leur mission première est l'organisation du peuple voltaïque tout entier, en vue de l'engager dans le combat révolutionnaire. Le peuple ainsi organisé dans les CDR acquiert non seulement le droit de regard sur les problèmes de son

devenir, mais aussi participe *à la prise de décision, et à son exécution*[1]. La révolution comme théorie juste pour détruire l'ordre ancien et, en lieu et place, édifier une société d'un type nouveau, ne saurait être menée que par ceux qui y ont intérêt.

Les CDR sont alors les détachements d'assaut qui s'attaqueront à tous les foyers de résistance.

Ce sont les bâtisseurs de la Haute-Volta révolutionnaire. Ce sont les levains qui devront porter la révolution dans toutes les provinces, tous nos villages, tous les services publics et privés, tous les foyers, tous les milieux. Pour ce faire, les militants révolutionnaires au sein des CDR doivent rivaliser d'ardeur dans leurs tâches primordiales suivantes :

Premièrement L'action en direction des membres du CDR : il revient aux militants révolutionnaires le travail d'éducation politique de leurs camarades. Les CDR doivent être des écoles de formation politique. Les CDR sont les cadres adéquats où les militants discutent des décisions des instances supérieures de la révolution, du CNR et du gouvernement.

Deuxièmement L'action en direction des masses populaires vise à les entraîner à adhérer massivement aux objectifs du CNR par une propagande et une agitation intrépides et sans relâche. À la propagande et aux calomnies mensongères de la réaction, les CDR doivent savoir opposer une propagande, une explication révolutionnaire appropriée selon le principe que seule la vérité est révolutionnaire.

Les CDR se doivent d'être à l'écoute des masses afin de se rendre compte de leur état d'esprit, de leurs besoins, pour en informer à temps le CNR et faire à ce sujet des propositions concrètes. Ils sont invités à examiner les questions touchant à l'amélioration des intérêts des masses populaires, en soutenant les initiatives prises par ces dernières.

Le contact direct avec les masses populaires, par l'organisation périodique des assemblées ouvertes, où sont discutées les questions qui les intéressent, est une nécessité impérieuse pour les CDR s'ils veulent aider à l'application correcte des directives du CNR. Ainsi, dans l'action de propagande, les décisions du CNR seront expliquées aux masses. Seront aussi expliquées toutes les mesures destinées à l'amélioration de leurs conditions de vie. Les CDR doivent lutter avec les masses des villes comme des campagnes contre leurs ennemis et l'adversité de la nature, pour la transformation de leur existence matérielle et morale.

Troisièmement Les CDR devront travailler de manière rationnelle, illustrant ainsi un des traits de notre révolution : la rigueur. Par conséquent, ils doivent se doter d'un plan d'action cohérent et ambitieux qui s'impose à tous leurs membres.

Depuis le 4 août, date devenue désormais historique pour notre peuple, répondant à l'appel du CNR, les Voltaïques ont développé des initiatives pour se doter de CDR. Ainsi des CDR virent le jour dans les villages, dans les quartiers des villes, et bientôt sur les lieux de travail, dans les services, les usines, au sein de l'armée. Tout ceci est le résultat de l'action spontanée des masses. Il convient maintenant de travailler à leur structuration interne sur une base claire, et à leur organisation à l'échelle nationale. C'est ce à quoi s'attelle actuellement le Secrétariat national des CDR. En attendant que des travaux de réflexions, qui se mènent actuellement sur la base des expériences déjà accumulées, il sorte des

[1] Le texte effectivement énoncé est : « à la prise, la décision, et de son exécution »

résultats définitifs, nous nous contentons d'esquisser des schémas et les principes directeurs généraux du fonctionnement des CDR. L'idée première poursuivie avec la création des CDR consiste dans la démocratisation du pouvoir, les CDR devenant ainsi des organes par lesquels le peuple exerce le pouvoir local découlant du pouvoir central dévolu au CNR.

Le CNR constitue, en dehors des assises du Congrès national, le pouvoir suprême. Il est l'organe directeur de tout cet édifice dont le principe directeur est le centralisme démocratique.

Le centralisme démocratique est basé, d'une part, sur la subordination des organismes de l'échelon inférieur aux organismes de l'échelon supérieur, dont le plus haut est le CNR auquel se subordonnent toutes les organisations. D'autre part, ce centralisme reste démocratique, car le principe électif est de rigueur à tous les niveaux, et l'autonomie des organisations locales est reconnue pour toutes les questions relevant de leur ressort, toutefois dans les limites et le respect des directives générales tracées par l'instance supérieure.

De la moralité révolutionnaire au sein des CDR

La révolution vise à la transformation de la société sous tous les rapports, économique, social et culturel. Elle vise à créer un Voltaïque nouveau, avec une moralité et un comportement social exemplaires qui inspirent l'admiration et la confiance des masses. La domination néocoloniale a placé notre société dans un pourrissement tel qu'il nous faudra des années pour la purifier. Cependant, les militants des CDR doivent se forger une nouvelle conscience et un nouveau comportement en vue de donner le bon exemple aux masses populaires. En faisant la révolution, nous devons veiller à notre propre transformation qualitative. Sans une transformation qualitative de ceux-là mêmes qui sont censés être les artisans de la révolution, il est pratiquement impossible de créer une société nouvelle débarrassée de la corruption, du vol, du mensonge, et de l'individualisme de façon générale.

Nous devons nous efforcer de faire concorder nos actes à nos paroles, surveiller notre comportement social afin de ne pas prêter le flanc aux attaques des contre-révolutionnaires qui sont à l'affût. Avoir continuellement à l'esprit que l'intérêt des masses populaires prime sur l'intérêt personnel nous fortifiera de tout égarement.

L'activisme de certains militants, caressant le rêve contre-révolutionnaire d'amasser des biens et des profits par le biais des CDR, doit être dénoncé et combattu. Le vedettariat doit être éliminé. Plus vite ces insuffisances seront combattues, mieux cela vaudra pour la révolution. Le révolutionnaire, de notre point de vue, c'est celui qui sait être modeste tout en étant des plus déterminés dans les tâches à lui confiées. Il s'en acquitte sans vantardise et n'attend aucune récompense.

Ces derniers temps, nous constatons que des éléments qui ont pris part activement à la révolution, et qui s'attendaient, pour ce faire, à ce que leur soient réservés des traitements privilégiés, des honneurs, des postes importants, se livrent, par dépit, à un travail de sape parce qu'ils n'ont pas eu gain de cause. C'est la preuve qu'ils ont participé à la révolution sans jamais en comprendre les objectifs réels. On ne fait pas de révolution pour se substituer simplement aux anciens potentats renversés. On ne participe pas à la révolution sous une motivation vindicative animée par l'envie d'une situation avantageuse : ôte-toi de là que je m'y mette.

Ce genre de mobile est étranger à l'idéal de la révolution d'août et ceux qui le portent démontrent leurs tares de petits-bourgeois situationnistes quand ce n'est pas leur opportunisme de contre-révolutionnaires dangereux.

L'image du révolutionnaire que le CNR entend imprimer dans la conscience de tous, c'est celui du militant qui fait corps avec les masses, qui a foi en elles et qui les respecte. Il se départit de toute attitude de mépris vis-à-vis d'elles. Il ne se considère pas en maître à qui ces masses doivent obéissance et soumission. Au contraire, il se met à leur école, les écoute attentivement et fait attention à leurs avis. Il se départit des méthodes autoritaires dignes des bureaucrates réactionnaires.

La révolution se distingue de l'anarchie dévastatrice. Elle exige une discipline et une ligne de conduite exemplaires. Les actes de vandalisme et les actions aventuristes de toute sorte, au lieu de renforcer la révolution par l'adhésion des masses, l'affaiblissent et repoussent loin d'elle les masses innombrables. C'est pourquoi les membres des CDR doivent élever leur sens des responsabilités devant le peuple, et chercher à inspirer respect et admiration.

Ces insuffisances, le plus souvent, relèvent d'une ignorance du caractère et des objectifs de la révolution. Et pour nous en prémunir, il nous faut nous plonger dans l'étude de la théorie révolutionnaire. L'étude théorique élève notre compréhension des phénomènes, éclaire nos actions et nous prémunit de bien des présomptions. Nous devons désormais accorder une importance particulière à cet aspect de la question, et nous efforcer d'être des exemples qui encouragent les autres à nous suivre pour une révolutionnarisation de tous les secteurs de la société voltaïque

Tous les régimes politiques qui se sont succédé jusqu'alors se sont évertués à instaurer un ensemble de mesures pour une meilleure gestion de la société néocoloniale. Les changements opérés par ces divers régimes se résumaient à la mise en place de nouvelles équipes dans la continuité du pouvoir néocolonial. Aucun de ces régimes ne voulait et ne pouvait entreprendre une remise en cause des fondements socio-économiques de la société voltaïque. C'est la raison pour laquelle ils ont tous échoué.

La révolution d'août ne vise pas à instaurer un régime de plus en Haute-Volta. Elle vient en rupture avec tous les régimes connus jusqu'à présent. Elle a pour objectif final l'édification d'une société voltaïque nouvelle au sein de laquelle le citoyen voltaïque, animé d'une conscience révolutionnaire, sera l'artisan de son propre bonheur, un bonheur à la hauteur des efforts qu'il aura consentis. Pour ce faire, la révolution sera, n'en déplaise aux forces conservatrices et rétrogrades, un bouleversement total et profond qui n'épargnera aucun domaine, aucun secteur de l'activité économique, sociale et culturelle.

La révolutionnarisation de tous les domaines, de tous les secteurs d'activité, est le mot d'ordre qui correspond au moment présent. Fort de la ligne directrice ainsi dégagée, chaque citoyen, à quelque niveau qu'il se trouve, doit entreprendre de révolutionner son secteur d'activité.

D'ores et déjà, la philosophie des transformations révolutionnaires touchera les secteurs suivants : premièrement L'armée nationale ; Deuxièmement La politique de la femme ; troisièmement L'édification économique.

L'armée nationale :
sa place dans la Révolution démocratique et populaire.

Selon la doctrine de défense de la Haute-Volta révolutionnaire, un peuple conscient ne saurait confier la défense de sa patrie à un groupe d'hommes, quelles que soient leurs compétences.

Les peuples conscients assument eux-mêmes la défense de leur patrie. À cet effet, nos Forces armées ne constituent qu'un détachement plus spécialisé que le reste du peuple pour les tâches de sécurité intérieure et extérieure de la Haute-Volta. Tout comme, bien que la santé des Voltaïques soit l'affaire du peuple et de chaque Voltaïque pris individuellement, il existe et existera un corps médical plus spécialisé et consacrant plus de temps à la question de santé publique.

La révolution dicte aux Forces armées nationales trois missions :

Premièrement. Être en mesure de combattre tout ennemi intérieur et extérieur, et participer à la formation militaire du reste du peuple. Ce qui suppose une capacité opérationnelle accrue faisant de chaque militaire un combattant compétent au lieu de l'ancienne armée qui n'était qu'une masse de salariés.

Deuxièmement. Participer à la production nationale. En effet, le militaire nouveau doit vivre et souffrir au sein du peuple auquel il appartient. Finie l'armée budgétivore. Désormais, en dehors du maniement des armes, elle sera aux champs, elle élèvera des troupeaux de bœufs, de moutons et de la volaille. Elle construira des écoles et des dispensaires dont elle assurera le fonctionnement, entretiendra des routes et transportera par voie aérienne le courrier, les malades et les produits agricoles entre les régions.

Troisièmement. Former chaque militaire en militant révolutionnaire. Fini le temps où l'on prétendait à la réalité de la neutralité et de l'apolitisme de l'armée en faisant d'elle le rempart de la réaction et le garant des intérêts impérialistes.

Fini le temps où notre armée nationale se comportait tel un corps de mercenaires étrangers en territoire conquis. Ce temps-là est désormais révolu à jamais. Armés de la formation politique et idéologique, nos soldats, nos sous-officiers et nos officiers engagés dans le processus révolutionnaire cesseront d'être des criminels en puissance pour devenir des révolutionnaires conscients, étant au sein du peuple comme un poisson dans l'eau.

Armée au service de la révolution, l'armée nationale populaire ne fera de place à aucun militaire qui méprise son peuple, le bafoue et le brutalise. Une armée du peuple au service du peuple, telle est la nouvelle armée que nous édifierons à la place de l'armée néocoloniale, véritable instrument d'oppression et de répression aux mains de la bourgeoisie réactionnaire qui s'en sert pour dominer le peuple. Une telle armée, du point de vue même de son organisation interne, et de ses principes de fonctionnement, sera fondamentalement différente de l'ancienne armée. Ainsi, à la place de l'obéissance aveugle des soldats vis-à-vis de leurs chefs, des subalternes vis-à-vis des supérieurs, se développera une discipline saine qui, tout en étant stricte, sera fondée sur l'adhésion consciente des hommes et des troupes.

Contrairement aux points de vue des officiers réactionnaires animés par l'esprit colonial, la politisation de l'armée, sa révolutionnarisation, ne signifie pas la fin de la discipline. La discipline dans une armée politisée aura un contenu nouveau. Elle sera une discipline qui trouve sa force dans le fait que l'officier et le soldat, le gradé et le non-gradé se valent quant à la dignité humaine et ne diffèrent les uns des autres que par leurs tâches concrètes et leurs

responsabilités respectives. Forts d'une telle compréhension des rapports entre les hommes, les cadres militaires doivent respecter leurs hommes, les aimer et les traiter avec équité.

Ici aussi, les CDR ont un rôle fondamental à jouer. Les militants CDR au sein de l'armée devront être les pionniers infatigables de l'édification de l'armée nationale populaire de l'État démocratique et populaire dont les tâches essentielles seront :

- Sur le plan intérieur, la défense des droits et des intérêts du peuple, le maintien de l'ordre révolutionnaire et la sauvegarde du pouvoir démocratique et populaire.
- Sur le plan extérieur, la défense de l'intégrité territoriale.

*La femme voltaïque :
son rôle dans la Révolution démocratique et populaire*

Le poids des traditions séculaires de notre société voue la femme au rang de bête de somme. Tous les fléaux de la société néocoloniale, la femme les subit doublement : premièrement, elle connaît les mêmes souffrances que l'homme ; deuxièmement, elle subit de la part de l'homme d'autres souffrances.

Notre révolution intéresse tous les opprimés, tous ceux qui sont exploités dans la société actuelle. Elle intéresse par conséquent la femme, car le fondement de sa domination par l'homme se trouve dans le système d'organisation de la vie politique et économique de la société. La révolution, en changeant l'ordre social qui opprime la femme, crée les conditions de son émancipation véritable.

Les femmes et les hommes de notre société sont tous victimes de l'oppression et de la domination impérialistes. C'est pourquoi ils mènent le même combat. La révolution et la libération de la femme vont de pair. Et ce n'est pas un acte de charité, ou un élan d'humanisme que de parler de l'émancipation de la femme. C'est une nécessité fondamentale pour le triomphe de la révolution. Les femmes portent sur elles l'autre moitié du ciel. Créer une nouvelle mentalité chez la femme voltaïque qui lui permette d'assumer le destin du pays aux côtés de l'homme est une des tâches primordiales de la révolution. II en est de même de la transformation à apporter dans les attitudes de l'homme vis-à-vis de la femme. Jusqu'à présent, la femme a été exclue des sphères de décisions. La révolution, en responsabilisant la femme, crée les conditions pour libérer l'initiative combattante des femmes. Le CNR, dans sa politique révolutionnaire, travaillera à la mobilisation, à l'organisation et à l'union de toutes les forces vives de la nation, et la femme ne sera pas en reste. Elle sera associée à tous les combats que nous aurons à entreprendre contre les diverses entraves de la société néocoloniale, et pour l'édification d'une société nouvelle. Elle sera associée, à tous les niveaux de conception, de décision et d'exécution dans l'organisation de la vie de la nation entière. Le but final de toute cette entreprise grandiose, c'est de construire une société libre, et prospère où la femme sera l'égale de l'homme dans tous les domaines.

Cependant, il convient d'avoir une juste compréhension de la question de l'émancipation de la femme. Elle n'est pas une égalité mécanique entre l'homme et la femme. Acquérir les habitudes reconnues à l'homme, boire, fumer, porter des pantalons, ce n'est pas cela l'émancipation de la femme.

Ce n'est pas non plus l'acquisition de diplômes qui rendra la femme égale à l'homme, ou plus émancipée. Le diplôme n'est pas un laisser-passer pour l'émancipation. La vraie émancipation de la femme, c'est celle qui responsabilise la femme, qui l'associe aux activités productives, aux différents

combats auxquels est confronté le peuple. La vraie émancipation de la femme, c'est celle qui force, de l'homme, le respect et la considération.

L'émancipation, tout comme la liberté, ne s'octroie pas, elle se conquiert. Et il incombe aux femmes elles-mêmes d'avancer leurs revendications, et de se mobiliser pour les faire aboutir.

En cela, la Révolution démocratique et populaire créera les conditions nécessaires pour permettre à la femme voltaïque de se réaliser pleinement et entièrement. Car, serait-il possible de liquider le système d'exploitation en maintenant exploitées ces femmes qui constituent plus de la moitié de notre société ?

Une économie nationale indépendante, auto-suffisante et planifiée au service d'une société démocratique et populaire.

Le processus des transformations révolutionnaires entreprises depuis le 4 août met à l'ordre du jour de grandes réformes démocratiques et populaires. Ainsi, le Conseil national de la révolution est conscient que l'édification d'une économie nationale, indépendante, autosuffisante et planifiée passe par la transformation radicale de la société actuelle, transformation qui elle-même suppose les grandes réformes suivantes :

– La réforme agraire.
– La réforme de l'administration.
– La réforme scolaire.
– La réforme des structures de production et de distribution dans le secteur moderne.

La réforme agraire

Elle aura pour but :

– L'accroissement de la productivité du travail par une meilleure organisation des paysans, et l'introduction au niveau du monde rural de techniques modernes d'agriculture.
– Le développement d'une agriculture diversifiée, de pair avec la spécialisation régionale.
– L'abolition de toutes les entraves propres aux structures socio-économiques traditionnelles qui oppressent les paysans.
– Enfin, faire de l'agriculture le point d'appui du développement de l'industrie.

Et cela est possible en donnant son vrai sens au slogan d'autosuffisance alimentaire, trop vieilli à force d'avoir été proclamé sans conviction. Ce sera d'abord la lutte âpre contre la nature qui, du reste, n'est pas plus ingrate chez nous que chez d'autres peuples qui l'ont merveilleusement vaincue sur le plan agricole. Le Conseil national de la révolution ne se bercera pas d'illusions en projets gigantissimes, sophistiqués.

Au contraire, de nombreuses petites réalisations, dans le système agricole, permettront de faire de notre territoire un vaste champ, une suite infinie de fermes.

Ce sera ensuite la lutte contre les affameurs du peuple, spéculateurs et capitalistes agricoles de tout genre.

Ce sera enfin la protection contre la domination impérialiste de notre agriculture, dans l'orientation et le pillage de nos ressources, et la concurrence déloyale à nos productions locales par des importations, qui n'ont de mérite que leur emballage pour bourgeois en mal de snobisme. Des prix rémunérateurs et des unités industrielles agroalimentaires assureront aux paysans des marchés pour leurs productions en toute saison.

La réforme administrative

Elle vise à rendre opérationnelle l'administration héritée de la colonisation. Pour ce faire, il faudra la débarrasser de tous les maux qui la caractérisent, à savoir la bureaucratie lourde, tracassière, et ses conséquences, et procéder à une révision complète des statuts de la Fonction publique. La réforme devra déboucher sur une administration peu coûteuse, plus opérante et plus souple.

La réforme scolaire

Elle vise à promouvoir une nouvelle orientation de l'éducation et de la culture. Elle devra déboucher sur la transformation de l'école en un instrument au service de la révolution. Les diplômés qui en sortiront devront être, non au service de leurs propres intérêts et des classes exploiteuses, mais au service des masses populaires. L'éducation révolutionnaire qui sera dispensée dans la nouvelle école devra inculquer à chacun une idéologie, une personnalité voltaïque qui débarrasse l'individu de tout mimétisme.

Apprendre aux élèves et étudiants à assimiler, de manière critique et positive, les idées et les expériences des autres peuples sera une des vocations des écoles dans leur société démocratique et populaire.

Pour arriver au bout de l'analphabétisme et de l'obscurantisme, il faudra mettre l'accent sur la mobilisation de toutes les énergies en vue de l'organisation des masses pour les sensibiliser et créer en eux la soif d'apprendre en leur montrant les inconvénients de l'ignorance. Toute politique de lutte contre l'analphabétisme, sans la participation même des principaux intéressés, est vouée à l'échec.

Quant à la culture, dans la société démocratique et populaire, elle devra revêtir un triple caractère : national, scientifique et populaire. Tout ce qui est antinational, antiscientifique et antipopulaire devra être banni. Au contraire, sera magnifiée la partie de notre culture qui a célébré notre dignité, notre courage, notre nationalisme et les grandes vertus humaines.

La Révolution démocratique et populaire créera les conditions propices à l'éclosion d'une culture nouvelle. Nos artistes auront les coudées franches pour aller hardiment de l'avant. Ils devront saisir l'occasion qui se présente à eux pour hausser notre culture au niveau mondial.

Que les écrivains mettent leur plume au service de la révolution. Que les musiciens chantent, non seulement le passé glorieux de notre peuple, mais aussi son avenir radieux et prometteur.

La révolution attend de nos artistes qu'ils sachent décrire la réalité, en faire des images vivantes, les exprimer en notes mélodieuses tout en indiquant à notre peuple la voie juste conduisant vers un avenir meilleur. Elle attend d'eux qu'ils mettent leur génie créateur au service d'une culture voltaïque, nationale, scientifique et populaire.

Il faut savoir penser ce qu'il y a de bon dans le passé, c'est-à-dire dans nos traditions, ce qu'il y a de positif dans les cultures étrangères, pour donner une dimension nouvelle à notre culture.

La source inépuisable pour l'inspiration créatrice des masses se trouve dans les masses populaires. Savoir vivre avec les masses, s'engager dans les mouvements populaires, partager les joies et les souffrances du peuple, travailler et lutter avec lui, devraient constituer les préoccupations majeures de nos artistes.

Avant de produire, se poser la question : à qui destinons-nous notre création ? Si nous avons la conviction que c'est pour le peuple que nous créons,

alors nous devons savoir clairement ce qu'est le peuple, quelles sont ses composantes, quelles sont ses aspirations profondes.

La réforme dans les structures de production et de distribution de notre économie.

Les réformes dans ce domaine visent à établir progressivement le contrôle effectif du peuple voltaïque sur les circuits de production et de distribution. Car, sans une véritable maîtrise de ces circuits, il est pratiquement impossible d'édifier une économie indépendante au service du peuple.

Peuple de Haute-Volta,

Camarades militantes et militants de la révolution voltaïque,

Les besoins de notre peuple sont immenses. La satisfaction de ces besoins nécessite des transformations révolutionnaires à entreprendre dans tous les domaines.

Ainsi, dans le domaine sanitaire et de l'assistance sociale en faveur des masses populaires, les objectifs à atteindre se résument en ceci :

– Une santé à la portée de tous.

– La mise en œuvre d'une assistance et d'une protection maternelle et infantile.

– Une politique d'immunisation contre les maladies transmissibles, par la multiplication des campagnes de vaccination.

– Une sensibilisation des masses, pour l'acquisition de bonnes habitudes hygiéniques.

Tous ces objectifs ne peuvent être atteints sans l'engagement conscient des masses populaires elles-mêmes, dans le combat, sous l'orientation révolutionnaire des services de santé.

Dans le domaine de l'habitat, domaine d'une importance cruciale, il nous faudra entreprendre une politique vigoureuse pour mettre fin aux spéculations immobilières, à l'exploitation des travailleurs par l'établissement de taux de loyers excessifs. Des mesures importantes devront être prises dans ce domaine pour établir des loyers raisonnables, procéder aux lotissements rapides de quartiers, développer sur une grande échelle la construction de maisons d'habitation modernes, en nombre suffisant et accessibles aux travailleurs.

Une des préoccupations essentielles du CNR, c'est l'union des différentes nationalités que compte la Haute-Volta dans la lutte commune contre les ennemis de notre révolution. II existe en effet dans notre pays, une multitude d'ethnies se distinguant les unes des autres par leur langue et leurs coutumes. C'est l'ensemble de ces ethnies qui forment la nation voltaïque.

L'impérialisme, dans sa politique de diviser pour régner, s'est évertué à exacerber les contradictions entre elles, pour les dresser les unes contre les autres.

La politique du CNR visera à l'union de ces différentes nationalités pour qu'elles vivent dans l'égalité et jouissent des mêmes chances de réussite. Pour ce faire, un accent particulier sera mis pour le développement économique des différentes régions, encourager les échanges économiques entre elles, combattre les préjugés entre les ethnies, régler les différends qui les opposent dans un esprit d'union, châtier les fauteurs de divisions.

Au vu de tous les problèmes auxquels notre pays se trouve confronté, la révolution apparaît comme un défi, et que nous devons, animés de la volonté de vaincre, surmonter avec la participation effective des masses populaires mobilisées au sein des CDR.

Dans un proche avenir, avec l'élaboration de programmes sectoriels, tout le territoire de la Haute-Volta sera un vaste chantier de travail où le concours de tous les Voltaïques valides et en âge de travailler sera requis pour le combat sans merci que nous livrerons pour transformer ce pays en un pays prospère et radieux, un pays où le peuple est le seul maître des richesses matérielles et immatérielles de la nation.

Enfin, il nous faut définir la place de la révolution voltaïque dans le processus révolutionnaire mondial. Notre révolution fait partie intégrante du mouvement mondial de paix et de démocratie, contre l'impérialisme et toute sorte d'hégémonisme.

C'est pourquoi nous nous efforcerons d'établir des relations diplomatiques avec les pays, sans égard à leur système politique et économique, sur la base des principes suivants :

– Le respect réciproque pour l'indépendance, l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale.

– La non-agression mutuelle.

– La non-intervention dans les affaires intérieures.

– Le commerce avec tous les pays sur un pied d'égalité, et sur la base des avantages réciproques.

Notre solidarité et notre soutien militants iront à l'endroit des mouvements de libération nationale qui combattent pour l'indépendance de leur pays et la libération de leurs peuples. Ce soutien s'adresse particulièrement :

– Au peuple de Namibie, sous la direction de la SWAPO.

– Au peuple sahraoui, dans sa lutte pour le recouvrement de son territoire national.

– Au peuple palestinien, pour ses droits nationaux.

Dans notre lutte, les pays africains anti-impérialistes sont nos alliés objectifs. Le rapprochement avec ces pays est rendu nécessaire vis-à-vis des regroupements néocoloniaux qui s'opèrent sur notre continent.

Vive la Révolution démocratique et populaire !

Vive le Conseil national de la révolution !

La patrie ou la mort, nous vaincrons ! »

Agression imminente de la révolution voltaïque

[Source : Carrefour africain n°802 du 28 octobre 1983]

« La révolution du 4 août, en redonnant à la Haute-Volta son indépendance et sa liberté et en restituant à son peuple sa dignité, ouvre la voie à la construction d'une Haute-Volta nouvelle, juste, où il fera bon vivre. La révolution du 4 août représente ainsi l'espoir de notre peuple qui la soutient, et est prêt à consentir tous les sacrifices pour la défendre. Notre révolution jouit actuellement du soutien croissant de tous les peuples et de tous les régimes qui, en Afrique et ailleurs, se sont engagés dans la voie du progrès ou luttent pour la révolution.

Mais si notre peuple révolutionnaire compte des amis de plus en plus nombreux, il ne doit jamais oublier aussi qu'il a existé, qu'il existe et qu'il existera des ennemis, c'est-à-dire ceux à qui notre révolution démocratique et populaire supprime progressivement mais radicalement les privilèges et les énormes profits qu'ils tirent de l'exploitation, de la braderie et la domination séculaires du peuple voltaïque.

Ces ennemis, depuis les premiers jours de notre révolution, s'activent pour renverser notre pouvoir populaire. Le Conseil national de la révolution et le gouvernement révolutionnaire détiennent des preuves irréfutables de l'agression imminente de notre jeune révolution par des mercenaires étrangers, recrutés par une poignée de politiciens revanchards des régimes réactionnaires voltaïques, puissamment aidés par leurs alliés impérialistes.

Le Conseil national de la révolution et le gouvernement révolutionnaire tiennent à rappeler encore une fois que la révolution voltaïque n'est dirigée contre aucun pays, contre aucun État, contre aucun peuple. Elle est et restera l'expression de la volonté farouche du peuple voltaïque d'être désormais maître de son destin, c'est-à-dire de faire en Haute-Volta ce que veut son peuple, en reconnaissant aux autres peuples la même liberté et le même droit.

Le Conseil national de la révolution et le gouvernement révolutionnaire peuvent difficilement comprendre qu'au moment où toute l'Afrique sahélienne est menacée par la sécheresse, et où toutes les populations de notre sous-région affrontent chaque jour des conditions de vie de plus en plus difficiles, des antinationaux et des apatrides à la solde de l'impérialisme tentent d'organiser une agression pour aggraver davantage la misère du peuple voltaïque.

Nous avons en notre possession des preuves fort compromettantes, témoignant de l'hostilité active et croissante de certains pays envers le nôtre dont le seul crime est de s'engager dans la révolution. Mais notre souci constant de contribuer sincèrement à la construction de l'unité africaine et d'entretenir les meilleurs rapports fraternels avec tous nos voisins et tous les pays, nous a toujours interdit de dénoncer cette hostilité.

Le peuple révolutionnaire de Haute-Volta qui, depuis le 4 août 1983 a fait de son sol un territoire libre d'Afrique, doit et saura toujours réserver à ceux qui le méritent et le mériteront, son hospitalité légendaire.

Mais il saura aussi administrer à ses ennemis la correction appropriée à leurs sombres desseins de déstabilisation.

La patrie ou la mort nous vaincrons. »

Discours du président Sankara à l’ouverture des procès des Tribunaux populaires de la révolution (TPR) - 3 Janvier 1984

[Source : Carrefour africain n° 812 du 6 janvier 1984]

« Camarades présidents des institutions,

Camarades membres du Conseil national de la révolution,

Camarades membres du gouvernement révolutionnaire,

Camarades membres des Tribunaux populaires de la révolution,

Camarades militants de la Révolution démocratique et populaire, Excellences, Mesdames, Messieurs.

Cela fait exactement 17 ans, jour pour jour que le peuple voltaïque dans un élan révolutionnaire est sorti dans les rues pour crier à la face de ceux qui l’ont toujours bâillonné, exploité et opprimé, des mots d’ordre tels que : “*À bas les détourneurs des deniers publics !* ”, “*À bas les affameurs du peuple !* ”.

17 ans aujourd’hui que le peuple voltaïque est sorti dans les rues réclamer : “*Du pain, de l’eau et de la démocratie* ”.

Le 3 janvier 1966, le peuple voltaïque dans un sursaut collectif a mis au banc des accusés la bourgeoisie réactionnaire et corrompue de notre pays qui, après s’être servie de lui comme d’un tremplin pour accéder au pouvoir, lui avait tourné le dos, dans une course effrénée à l’accumulation de richesses mal acquises.

Aujourd’hui encore, le peuple voltaïque accuse.

Le peuple voltaïque accuse et exige la mise en application du verdict populaire. Aujourd’hui, pour la réalisation de ses aspirations profondes exprimées depuis toujours, le peuple voltaïque s’est forgé un instrument adéquat : les Tribunaux populaires révolutionnaires. Nous avons fait un choix, et désormais rien ne pourra empêcher le peuple de rendre son verdict. Rien désormais ne pourra empêcher le peuple de donner un châtiment exemplaire à toute cette racaille politique qui s’est nourrie de la famine, à toutes ces crapules qui l’ont toujours bafoué, humilié par mille et une vexations.

Le peuple voltaïque accuse, et le monde tremble.

Le monde des exploiteurs, des spoliateurs, de tous ceux qui tirent avantage du système néocolonial, tremble parce que le peuple voltaïque, devenu désormais maître de sa destinée, veut rendre sa justice.

Camarades membres des Tribunaux populaires de la révolution, en choisissant la date du 3 janvier 1984 pour l’ouverture solennelle de vos assises, vous ne faites donc que renouer avec un passé récent qui a constitué un moment décisif dans la prise de conscience de notre peuple contre la domination et l’exploitation des couches et classes sociales réactionnaires, véritables appuis locaux de l’impérialisme.

La création des Tribunaux populaires révolutionnaires se justifie par le fait qu’en lieu et place des tribunaux traditionnels, le peuple voltaïque entend désormais matérialiser dans tous les domaines, dans tous les secteurs de la société, le principe de la participation effective des classes laborieuses et exploitées à l’administration et à la gestion des affaires de l’État.

Les juges des Tribunaux populaires révolutionnaires ont été choisis au sein des travailleurs, et par les seuls travailleurs avec la mission d’accomplir la

volonté du peuple. Pour ce faire, nul besoin pour eux de connaître les vieilles lois. Étant issus du peuple, il suffit qu'ils se laissent guider par le sentiment de la justice populaire.

En l'absence de textes codifiés, il leur suffit de s'appuyer sur le droit révolutionnaire, en rejetant les lois de la société néocoloniale. Notre révolution, la révolution d'août, en se fixant comme objectif la destruction de l'appareil d'État bureaucratique, et en donnant une représentation beaucoup plus accessible au peuple, fait la preuve s'il en était encore besoin, que le régime mis en place est plus démocratique que la plus démocratique des républiques bourgeoises.

Toutefois, il faut s'attendre à ce que l'instauration des TPR fasse l'objet d'attaques de la part de nos ennemis, à l'extérieur comme à l'intérieur du pays. On y verra, à ne point en douter, un instrument de répression sinon d'inquisition politique. On criera certainement au bafouement des droits de l'homme. Mais qu'à cela ne tienne ! Notre justice populaire [se] distingue de la justice dans une société où les exploiteurs et les oppresseurs détiennent l'appareil d'État, en ce qu'elle s'attachera à mettre à jour, à dévoiler publiquement tous les dessous politiques et sociaux des crimes perpétrés contre le peuple, à amener celui-ci à saisir leur portée afin d'en tirer les leçons de morale sociale et de politique pratique.

Les jugements des TPR permettront de révéler aux yeux du monde les plaies du régime néocolonial en livrant les matériaux de la critique et en dégageant les éléments d'édification d'une société nouvelle.

Aussi, à travers la condamnation des forfaits socio-économiques et moraux, il s'agit là d'un procès politique, d'une remise en cause du système politique de la société néocoloniale.

À travers l'homme, c'est la société qui est ici en cause. C'est pourquoi les débats au cours de ces procès devront revêtir un caractère éducatif par les explications qui seront données aux masses populaires, à l'audience et dans la presse. Les verdicts qui en sortiront devront donner suffisamment à réfléchir. L'hypocrisie de la morale bourgeoise et réactionnaire réside dans des sursauts d'indignation vis-à-vis de la condamnation de quelques individus, et dans un silence complice face au génocide collectif d'un peuple qui se meurt dans la misère, la famine et l'obscurantisme.

Nous jugeons un homme pour rétablir des millions d'hommes dans leurs droits. Nous sommes par conséquent de fervents défenseurs des droits de l'homme, et non des droits d'un homme. À la "morale" immorale de la minorité exploiteuse et corrompue, nous opposons la morale révolutionnaire de tout un peuple pour la justice sociale.

Fort de cette légitimité révolutionnaire, le Conseil national de la révolution vous invite, camarades juges des TPR, à faire preuve de sang-froid et de conscience révolutionnaire, sans excès mais avec fermeté, sans passion mais avec lucidité, avec discernement mais sans complaisance, pour que les acquis de notre révolution soient sauvegardés.

Nous avons fait le choix entre deux formes de droit : d'un côté, le droit révolutionnaire du peuple, de l'autre l'ancien droit réactionnaire de la minorité bourgeoise. La justice que vous êtes appelés à rendre s'inspire des principes démocratiques de notre révolution. Une démocratie pour le peuple et contre les exploiteurs et les oppresseurs, tel est le fondement de l'activité des TPR.

Vous devez être fiers. Fiers d'avoir été choisis et d'avoir été appelés à être les artisans d'une œuvre novatrice à tous les points de vue. Laissez les tenants de la démocratie dite pure à leurs pleurnicheries et à leurs atermoiements.

Laissez s'indigner et se scandaliser les juristes et autres érudits, tous formalistes obnubilés par des procédures et des protocoles dont ils n'ont pas encore saisi les intentions mystificatrices pour le peuple, et faisant du magistrat drapé dans sa toge et affublé de son épitoge, parfois même en perruque, un guignol qui suscite chez nous révolutionnaires, de la compassion, surtout [lorsque] nous le sentons proche du peuple au point de vouloir déserter sa corporation.

En effet, à régime réactionnaire, justice réactionnaire. Et nous comprenons la douleur d'un magistrat progressiste, voire révolutionnaire, lorsqu'il est contraint d'appliquer les textes d'un droit qui bafoue ses convictions politiques intimes. D'autres corporations, comme l'Armée pour ne citer qu'elle, nous ont donné à observer de tels dilemmes. Mais heureusement, la révolution du 4 août, la Révolution démocratique et populaire est venue libérer et mobiliser les consciences de tous ceux qui ont consciemment choisi le camp du peuple.

Les masses populaires de Haute-Volta ont cessé d'être les dupes des politiciens réactionnaires le jour où elles ont compris que dans une société où il existe des exploiteurs exerçant leur domination sur la majorité du peuple, que dans une telle société la justice est incontestablement une justice faite pour les exploiteurs. Un des objectifs de notre révolution populaire étant d'instituer un État démocratique, cet État devra être foncièrement distinct de l'État des exploiteurs. La justice de l'État démocratique est par conséquent distincte de la justice des exploiteurs. Si les régimes politiques réactionnaires, enterrés chez nous, et leurs semblables en voie de fossilisation ailleurs, n'ont jamais osé et n'osent pas organiser les procès de cette pègre politique, c'est justement parce qu'ils ont compris qu'ils ne peuvent pas, dans leur système réactionnaire, instituer des TPR où le peuple s'exprimera sans qu'ils ne soient eux-mêmes balayés. Tout comme ils ne peuvent pas s'en remettre aux tribunaux classiques, dont le verdict ne pourra que provoquer le courroux légitime des sans-voix, de la voix du peuple. D'où les cotes mal taillées consistant, par exemple, en des internements administratifs, ce qu'appliquaient les philistins du CMRPN sous la docte houlette de l'inventeur-historien-inquisiteur réactionnaire Joseph Ki-Zerbo.

Ailleurs, ce sont les emprisonnements à vie, les résidences surveillées à perpétuité, comptant sur l'action du temps pour faire oublier que des problèmes politiques étaient posés aux dirigeants, et que les dirigeants devaient les résoudre ; à savoir le peuple et son droit à la justice.

En instituant les TPR, le CNR, le gouvernement révolutionnaire et le peuple militant de la Révolution démocratique et populaire savent que jusque dans leurs propres rangs, s'ils se trouvaient des éléments dégénérés, la justice populaire devra sévir dans toute sa rigueur. En même temps, chaque militant sait que son action politique, sa conduite de tous les jours et sa pratique sociale seront d'une transparence qui lui imposeront de n'accepter de faire la nuit ou dans l'ombre ce qu'il pourra étaler le jour, la conscience tranquille.

En vérité, en vérité il n'existe point d'autre vertu que celle qu'imposent et contrôlent réellement la société et le peuple.

Dans une société comme la nôtre, où la population est à 95 % analphabète, maintenue dans l'obscurantisme et l'ignorance par les classes dominantes, le droit bourgeois, en dépit de tout bon sens, ose affirmer que : "*Nul n'est censé ignorer la loi* ". C'est à l'aide de tels artifices que les classes possédantes et oisives oppressent les larges masses populaires, paysans de nos campagnes et ouvriers de nos villes.

Il en est de même lorsque, au nom de ce même droit, on affirme que : "*Force doit rester à la loi* ". La loi étant édictée pour défendre et sauvegarder les intérêts des classes dominantes, c'est dire que l'argument de la force est exhumé chaque fois que les intérêts de la minorité étaient menacés. "*Force doit rester à la loi* " est une expression consacrée par les expropriateurs pour rejeter toute idée de justice populaire.

Ainsi, tout est permis, sauf de manquer d'argent pour s'acheter un avocat et des magistrats qui sont seuls chargés d'interpréter, dans un langage ésotérique réservé, des textes volontairement confus.

Au bout du compte effectivement, force reste à la loi, c'est-à-dire que la loi du plus riche, les textes du plus offrant, les talents oratoires vendus au plus offrant, l'emportent à tous les coups sur le " bon droit " populaire de ceux qui restent toujours coupables d'être pauvres, incapables d'acheter les services d'avocats célèbres, ou se montrent simplement ignorants et analphabètes.

Tous les jours, sous nos yeux, nous voyons des voleurs poursuivis par la foule, chercher refuge au commissariat de police, convaincus que la "force restera à la loi " et que leur protection sera assurée. Par contre, le paysan de passage à Ouagadougou, poursuivi pour la moindre peccadille, devra éviter à la fois ses poursuivants et le commissariat car, pour lui, nulle part dans l'univers de la grande ville il n'y a d'espoir de voir une justice en sa faveur. Il croit que le commissariat est un lieu où, effectivement, il sera sanctionné au nom de la loi. Et il croit naïvement à l'égalité de tous les citoyens devant la loi, une loi implacable et incontournable.

La Révolution démocratique et populaire se doit de briser cette justice antidémocratique et antipopulaire. Exactement comme notre peuple a brisé le verdict des élections truquées de décembre 1965 à travers lesquelles le réactionnaire mégalomane Maurice Yaméogo prétendait avoir obtenu "démocratiquement" 99,99 % des suffrages.

Quelques jours plus tard, le 3 janvier 1966, notre peuple en dehors des urnes et contre les bulletins de vote imposait son implacable verdict révolutionnaire, en destituant l'imposteur. Aucun exégète des textes du droit romain, aucun magistrat, aucun avocat, aucun tribunal n'a osé se mettre au travers de cette puissante et implacable démocratie véritablement populaire. Et pour cause !

Plus récemment, après le coup d'État contre-révolutionnaire du 17 mai 1983, lorsque le camarade Compaoré Blaise a rejoint ses troupes et le peuple révolutionnaire de la ville de Pô pour préparer la réplique révolutionnaire aux usurpateurs, personne n'a osé remettre en cause la légitimité d'une telle attitude. À l'évidence, la légalité, les textes et les lois militaires de l'Armée néocoloniale étaient là totalement remis en cause. Le camarade Compaoré savait que les commandos et le peuple de Pô incarnaient effectivement les plus profonds sentiments de justice, d'honneur et de dignité de l'ensemble de notre peuple. De ce point de vue, son acte était mille fois démocratique et légal. Aucun texte militaire, aucune loi de la justice néocoloniale voltaïque ne pouvaient être en faveur d'une telle attitude. Et pourtant, cette attitude était juste et légitime aux yeux de la grande majorité de notre peuple révolutionnaire, humilié et bafoué à travers la trahison réactionnaire du 17 mai 1983. L'expression de notre peuple à travers ces deux exemples nous enseigne qu'il ne sert à rien d'être en conformité avec la légalité bourgeoise de la minorité, si on n'est pas en accord total avec la morale non codifiée et de son peuple.

Le peuple voltaïque offre son expérience en partage aux autres peuples du monde. Aucun arsenal de combinaisons juridico-politiques, aucune

prestidigitation corruptrice de féodalité financière, aucun viol des consciences, aucun carnaval électoraliste ne pourront empêcher le triomphe de la justice des peuples.

Camarades ! Tant qu'il y aura l'oppression et l'exploitation, il y aura toujours deux justices et deux démocraties : celle des oppresseurs et celle des opprimés, celle des exploiteurs et celle des exploités.

La justice, sous la Révolution démocratique et populaire sera toujours celle des opprimés et des exploités, contre la justice néocoloniale d'hier, qui était celle des oppresseurs et des exploiteurs.

Camarades ! Le peuple doit exercer lui-même la justice, sa justice.

Les jérémiades et les larmes de crocodiles ne devront point vous influencer lorsqu'il s'agira d'asséner de pesants coups à ceux-là qui auront montré leur incapacité à éprouver d'autre sentiment que le mépris le plus féodal pour le peuple et ses intérêts.

Par contre, s'ils s'en trouvaient pour vous convaincre de leur gratitude à l'égard du peuple, qui en les châtiant sévèrement leur offre l'occasion de mesurer leurs forfaits, tendez-leur une main secourable. Faites-les nous connaître. Après leur avoir fait payer jusqu'au dernier centime ce que le peuple leur réclame légitimement, nous leur créerons les conditions pour qu'ils comprennent que, dépouillés des immenses richesses mal acquises, ils pourront trouver le vrai bonheur.

Ce bonheur ne sera rien d'autre dans notre société révolutionnaire que le travail honnête qui procure un gain honnête. Ce gain honnête procure une dignité et une liberté qui ne se calculent ni en termes de comptes bancaires apatrides en Suisse ou ailleurs, ni en valeurs spéculatives des places boursières au-dessus de tout soupçon, ni en étalage d'un luxe agressif et traumatique face à un peuple qui se meurt de faim, de maladie et d'ignorance. Ce bonheur auquel nous convions les éventuels repentis sera dans la satisfaction d'avoir prouvé son utilité sociale, et de jouir du droit de participer à la définition et à la réalisation effective des aspirations du peuple qui vous accepte et vous intègre.

Camarades, les TPR sonnent le glas pour le vieux droit romain, c'est le chant du cygne pour le droit social étranger napoléonien, qui a produit chez nous tant et tant de déclassés et qui avait consacré les privilèges illégitimes et uniques d'une classe minoritaire.

Puissent les toutes prochaines assises de Ouagadougou tracer la voie lumineuse au bout de laquelle, dans le firmament de la révolution universelle, brillera le grand soleil de la justice qui dardera de puissants rayons les cœurs de tous ceux qui espèrent mais n'osent pas, de tous ceux qui osent mais ne comprennent pas, et de tous ceux qui comprennent mais n'osent pas.

La patrie ou la mort, nous vaincrons ! »

Nul ne peut rien contre le peuple mobilisé !

[Discours de Bobo-Dioulasso à l'occasion de la visite de Rawlings dans la province du Houët. Source : Carrefour africain n° 818 du 17 février 1984]

« Je ne sais comment vous exprimer mon émotion d'avoir à me retrouver aujourd'hui parmi vous, populations de Sya.

C'est pour moi et pour bien d'autres personnes qui m'accompagnent un véritable pèlerinage que nous effectuons dans cette ville de Bobo-Dioulasso. Nous effectuons ce pèlerinage avec beaucoup de joie, beaucoup de reconnaissance aussi, parce que, aussi haut que puisse voler l'oiseau, il revient forcément à terre. L'on a dit et prétendu que le CNR se tenait exclusivement à Ouagadougou, décidant pour les autres régions, et que Bobo-Dioulasso en l'occurrence devait attendre.

Attendre quoi ? de qui ?

Lorsque nous parlons au nom du peuple, il n'est plus question qu'il y ait une fraction du peuple qui ait à attendre, une quelconque décision d'un quelconque groupe. Cette campagne d'intoxication de nos ennemis, des réactionnaires, ceux qui ont été battus sur le terrain, démocratiquement, et qui s'accrochent désespérément aux manœuvres de déstabilisation, d'intoxication et de détournement, cette campagne-là ne passera pas ; parce que Bobo-Dioulasso comprendra comme dans toutes les autres régions de Haute-Volta, que le CNR est l'émanation du peuple, qu'il est avec le peuple. Et le peuple se trouve à Bobo-Dioulasso parce que c'est dans cette même ville que le 14 mai – 14 mai tristement célèbre – pendant que nous nous adressions à vous, que nous dialoguions avec le peuple, que la trahison, la manœuvre de tous ceux qui ont perdu dignité se tramait, d'abord à Ouaga, ensuite à Bobo-Dioulasso. Pendant donc que nous étions en entretien avec vous, l'on complotait contre nous. Et nous savons que lorsque, après le 17 mai 1983, des Voltaïques ont été arrêtés pour avoir osé se mettre du côté du peuple, nous savons que Bobo-Dioulasso a ressenti cruellement et douloureusement cette perfidie. Nous savons que Bobo-Dioulasso s'est mobilisée depuis le 17 mai aux côtés des patriotes. Nous savons que Bobo-Dioulasso a lutté, Bobo-Dioulasso a participé à cette insurrection populaire qui, le 4 août, a renversé définitivement en Haute-Volta le néocolonialisme, le fantochisme et ses alliés. Parce que Bobo-Dioulasso a conscience de ce qu'est cette ville, elle a conscience de ce qu'est son histoire, et de ce que sera son avenir. 1946 – 1947, Bobo-Dioulasso c'est le vrai père ; un des pères du RDA se trouve quelque part en Côte d'Ivoire, mais la capitale du RDA, c'est Bobo-Dioulasso. Quand nous parlons du RDA dans ce cas, nous parlons de cet élan démocratique, réellement libérateur et anticolonialiste. Nous ne parlons pas de cette mascarade, de cet équilibrisme qui est venu par la suite de par la compromission et de par le jeu d'intérêt de ceux qui ont prostitué le RDA. C'est dire que Bobo-Dioulasso a une longue tradition de lutte, une longue tradition de militantisme conséquent, quand bien même les forces d'oppression, colonialistes, étaient là.

C'est à Bobo-Dioulasso aussi que sont nés des groupes clandestins mais progressistes, tel ce Groupement de lutte communiste.

Bobo-Dioulasso, c'est également cette ville des femmes. C'est dans cette ville que les femmes voltaïques ont démontré leur capacité d'organisation et de mobilisation. Intrépides, organisatrices, éducatrices, maniant avec habileté l'art

de l'organisation et de la mobilisation, la femme voltaïque à Bobo-Dioulasso a su administrer à ses ennemis des leçons dont on se souviendra encore longtemps. C'est dire que lorsque nous nous trouvons à Bobo-Dioulasso, nous ne pouvons nous adresser au peuple voltaïque sans adresser cette pensée à cette fraction assez importante que représentent les femmes, et principalement celles de Bobo-Dioulasso, même si par la suite leurs luttes ont été récupérées pendant vingt-trois années de colonialisme, d'oubli, de trahison. La femme voltaïque à Bobo-Dioulasso est une femme militante.

Bobo-Dioulasso a fourni pour la lutte de libération de notre peuple, depuis le 17 mai, de dignes fils. Nous savons que de Bobo-Dioulasso sont partis des militants décidés et convaincus jusqu'à Pô, bravant des dangers de toutes sortes, pour rejoindre le capitaine Blaise Compaoré qui, heureusement, avait dû s'y retrancher. C'est du reste ici à Bobo-Dioulasso que, par hasard, car le hasard aussi est révolutionnaire et est du côté de ceux qui luttent et qui ont raison, que notre camarade a été maintenu pour des discussions fructueuses, ce qui lui a valu d'échapper au coup de filet que les colonialistes avec leurs pantins locaux avaient lancé sur nous autres. Si donc il n'y avait pas eu des progressistes à Bobo-Dioulasso, les désirs de discuter et d'approfondir les thèmes que sous le CSP n°1 nous évoquions déjà, il n'y aurait pas eu de 17 mai avorté, car le complot a été déjoué finalement. Il n'y aurait pas eu ce 4 août, la résistance de Pô parce qu'il n'y aurait pas eu de Blaise Compaoré et aussi la possibilité pour cette aile, cette fraction déjà révolutionnaire de se constituer et de mobiliser un soutien important à travers le pays.

Nous venons donc à Bobo-Dioulasso vous rendre hommage et vous dire merci. Merci pour tout ce que vous avez fait, encore pour ce que vous ferez. Mais pour tout cela, pour la grande ville de Bobo-Dioulasso, il nous fallait choisir un grand homme pour défendre une grande cause, et pour évoquer une grande question. Ce grand homme, c'est le camarade, le frère Jerry John Rawlings.

Avant d'être chef de l'État du Ghana, J.J Rawlings est d'abord africain, africain avec nous, parmi nous, pour nous. En effet, J.J Rawlings est un des nôtres, intimement mêlé à notre lutte, lié à notre combat. Comme démonstration de cette liaison révolutionnaire et dynamique entre ce frère ghanéen et nous-autres, des contacts nombreux, fréquents mais clandestins ont existé entre lui et nous depuis fort longtemps, mais essentiellement après le 17 mai. C'est lui qui a été un des rares chefs d'État à croire encore en la possibilité pour la Haute-Volta révolutionnaire de continuer sa lutte. Il a osé nous soutenir de toutes ses forces militaires, politiques et diplomatiques, il a osé combattre lui-même, personnellement à nos côtés, nous assistant de ses conseils, de son soutien efficace, de ses analyses clairvoyantes, et nous avons effectué des voyages nombreux au Ghana. Dans la clandestinité certes, mais avec la conviction que nous combattions pour notre peuple. Nous nous sommes rencontrés plusieurs fois avec J.J Rawlings. Malgré les pressions diverses qui pesaient contre lui, les menaces, les chantages, Rawlings n'a jamais cédé et il a tout mis en œuvre pour que la révolution triomphe en Haute-Volta. Il a osé sacrifier une partie du Ghana pour la Haute-Volta. Il n'y a donc pas de meilleures preuves d'amour que lorsqu'on est prêt à donner sa vie pour ceux que l'on aime. C'est pourquoi nous disons que Rawlings est un des nôtres. Lui aussi a lutté et est propriétaire aussi, comme nous, de ce 4 août. À Bobo-Dioulasso, nous savons que la réaction continue de grenouiller, nous savons que les ennemis du peuple continuent leurs manœuvres d'intoxication. Nous savons que les ennemis du peuple continuent leurs manœuvres de mobilisation

pour des causes perdues d'avance. C'est ainsi que des rumeurs multiples, contradictoires et fantaisistes circulent dans cette belle ville de Bobo-Dioulasso. Nous ne pouvons pas vous jeter la pierre parce que nous-mêmes, pendant un certain temps, nous avons cru à ces rumeurs. À présent, nous sommes aguerris et savons que les rumeurs ne sont que les rumeurs. Tant qu'il y aura la cité, il y aura les rumeurs. Laissez courir.

L'on dit à Bobo-Dioulasso que cette ville sera isolée ; que d'autres groupes ethniques, les mossis par exemple, vont s'accaparer du pouvoir ; que les commerçants seront bâillonnés et maltraités ; que l'heure est proche pour les revanchards, les félons, les traitres comme Kamboulé et autres canards lâches qui se sont enfuis…

L'on ose dire qu'ils reviendront et même qu'ils sont à côté, à Darsalamy. Tout cela n'est que rumeur, et nos ennemis sont loin, ils sont bien loin, loin du peuple voltaïque qui les attend pour les juger comme il faut. Mais ils sont également loin, loin de ceux qui les ont trompés, égarés, ceux qui ont prétendu qu'ils pouvaient les aider et qui en ce moment font l'objet de menaces…

Nous avons convoqué l'ambassadeur français pour lui dire que sur le sol français existent des opposants voltaïques. Nous lui avons dit que nous ne sommes pas d'accord avec cette politique. Nous lui avons dit de transmettre fidèlement à François Mitterrand que s'il aime le peuple français, il ne peut pas haïr le peuple voltaïque. Nous avons dit à l'ambassadeur français de transmettre au gouvernement français que si le pouvoir, dit de gauche, qui tient les rênes des affaires de l'État en France depuis le 10 mai 1981, respecte un tant soit peu ses proclamations, il ne peut caresser d'une main et fouetter de l'autre. Il ne peut pas appliquer la politique de la souris. Et comme le chat est un chat, si la France fait la politique de la souris, mordre et souffler à la fois, nous nous comporterons en chat parce que un chat est un chat ; il n'y a pas de pitié pour le chat vis-à-vis de la souris. Nous avons dit cela à François Mitterrand par l'intermédiaire de son représentant à Ouagadougou et nous le répétons sans inimitié, mais en toute franchise et avec le courage révolutionnaire qui est un impératif que tout le peuple exige de nous.

Vous [le peuple] n'aurez jamais d'excuses pour nous, de pardon, si jamais nous, en qui vous faites confiance, un seul jour, nous commençons à flancher par peur de dire la vérité devant qui que ce soit. Les ennemis du peuple ne peuvent pas passer. Nous savons qu'on a trompé beaucoup de commerçants ici à Bobo-Dioulasso pour leur demander des milliers, peut-être même des millions de francs. Nous savons que les ennemis de la révolution ont enterré des boucs noirs, des bœufs rouges, des chameaux, mais il reste aussi à enterrer des crocodiles pour que la boucle soit bouclée.

Nous leur demandons une seule chose : "pitié, pitié pour le cheptel voltaïque". Cessez de maltraiter, de massacrer les moutons, les chèvres, les chiens, les chacals et les bœufs de toutes couleurs. Parce que ces flots de sang n'arriveront jamais à bout du CNR, parce que si le gri-gri, les "wacks" existent, il existe le "contre-wack", le contre gri-gri. Et le contre gri-gri, c'est le peuple mobilisé. Nul ne peut rien contre le peuple mobilisé. Au contraire, nous offrons une chance à ces ennemis de la révolution, c'est de s'engager dans la révolution. Pour eux, Bobo-Dioulasso reste encore cette ville où l'on joue le folklore théâtral des campagnes électorales. L'on sait qu'aux veilles des élections, même si les décisions se prennent à Ouagadougou, tout est concocté à partir de Ouagadougou, à qui mieux mieux pour contrôler comme on pourra une fraction ou toute la ville entière de Bobo-Dioulasso. Nous, nous ne sommes pas venus faire la cour à Bobo-Dioulasso. Nous sommes venus tenir un langage

franc et direct. Nous sommes venus dire à Bobo-Dioulasso que la révolution est bel et bien en marche. J'aurais voulu faire avec vous le bilan du CNR depuis le 4 août jusqu'à ce jour, mais je laisserai pour une autre fois. Cependant, je vous dirai que le CNR n'est pas venu pour gérer l'appareil étatique tel que les réactionnaires ont dû l'abandonner, contraints par notre lutte. Le CNR est venu implanter la révolution en Haute-Volta, soutenir la révolution en Haute-Volta, l'organiser avec vous tous. C'est pourquoi nous devons combatte l'appareil bourgeois corrompu, l'appareil bureaucratique. Pour le combattre, il n'y a pas de commune mesure, d'autres solutions que de balayer les éléments pourris ou dégénérés.

Quels sont ceux qui sont contre les dégagements ? Ce sont les voleurs, ceux qui sont contre le dégagement des cadres pourris, ce sont justement ceux-là qui s'appuyaient sur l'ignorance des masses, sur l'obscurantisme dans lequel ils attiraient les masses. Nous agissons au nom de, et pour les masses populaires. C'est pourquoi nous allons dégager ; nous dégageons les cadres dégénérés, incompétents. Certes, nous commettrons des erreurs, certes il se peut que nous frappions des innocents, mais… nous allons purifier l'appareil étatique et mettre fin à toutes ces magouilles. Il n'est pas normal que pour avoir une carte d'identité, le citoyen voltaïque soit obligé d'offrir des œufs, des pintades, des poulets et autres. C'est un droit pour lui. Le fonctionnaire est payé pour cela et il le fera.

Il n'est pas normal que pour se soigner on soit obligé de faire la courbette devant tel ou tel agent de la Santé. Non. Il n'est pas normal que pour éviter une contravention, le transporteur soit obligé de glisser un billet de mille francs entre les feuilles de sa carte grise pour tel ou tel policier, gendarme ou militaire. Il n'est pas normal que le commerçant de la place de Bobo-Dioulasso soit obligé de corrompre un douanier pour pouvoir exporter ses marchandises tant qu'il veut les vendre légalement et dans la justice. Nous mettrons fin à tout cela. C'est pourquoi il n'y a pas pour nous des dates limites pour les dégagements. Nous dégagerons tant qu'il y aura des pourris.

Nous savons également, et nous l'avons entendu dire par le ministre, le camarade Barro des Finances, que le système dont nous héritons, l'appareil étatique dont nous héritons, est un appareil chaud, lourd avec un budget extrêmement faible, mal organisé. Nous avons pris des mesures, des mesures draconiennes certes, mais des mesures justes qui visent essentiellement à nous soustraire de la mendicité, de l'état d'assisté, parce que nous sommes contre cette mentalité d'assisté permanent. Nous avons un budget réduit, c'est vrai, mais nous savons que ce budget était mal réparti. Aussi, pour les grandes opérations que nous allons entreprendre bientôt, nous avons demandé à chacun un sacrifice, sacrifice qui n'est que le prix à payer pour notre liberté et notre dignité. Nous avons le choix. Ou bien faire un sacrifice nous-mêmes sur nos salaires, nos avantages, nos privilèges, ou alors nous prostituer et demander à telle ou telle puissance de venir nous aider.

Il faut faire un choix. Nous le CNR, la révolution voltaïque a fait son choix. Elle est du côté de l'honneur, elle tourne le dos résolument à la mendicité. C'est pourquoi il y a des mesures restrictives des privilèges.

Mais nous disons qu'il n'est pas normal que les salaires varient en Haute-Volta d'un extrême à un autre, pendant que certains Voltaïques à Bobo-Dioulasso et ailleurs sont obligés de rechercher péniblement leur pain. Il y en a qui sont à l'heure du pain beurré, même des croissants beurrés. C'est de cette différence que nous ne voulons plus. Et nous disons donc que nos mesures restrictives conduisent au bien-être et à la libération du peuple. Ces mesures

indiquent pour chacun de nous qu'il ne suffit pas de se proclamer révolutionnaire pour être révolutionnaire.

En effet, il y a depuis le 4 août, beaucoup de personnes qui crient "Vive la révolution, la patrie ou la mort nous vaincrons". Mais lorsque la révolution commence à s'approcher de leurs portefeuilles, ils deviennent réactionnaires. La révolution est dans l'esprit, dans les faits et dans les portefeuilles. Celui qui n'a pas encore introduit la révolution dans son portefeuille n'est qu'un vulgaire opportuniste, équilibriste, un caméléon.

Ces mesures sont nécessaires de par la gabegie et l'irresponsabilité des régimes qui nous ont précédés, par leur manière de traiter et de contracter des prêts çà et là. En effet, les marchands d'illusions leur ont promis des milliers de dollars, des millions de dollars, des milliards de francs çà et là pour tel et tel projet, et l'on a vu ces responsables signer des contrats sur le dos du peuple en disant "on paiera dans cinq ans, dans dix ans, dans quinze ans". Cinq ans, dix ans, quinze ans, c'est aujourd'hui, et c'est nous qui sommes en train de payer pour leurs erreurs, leurs fautes, leurs crimes. Les dettes qu'ils ont contractées sont aujourd'hui payées par le peuple voltaïque qui, s'il avait eu la possibilité de décider, aurait rejeté catégoriquement de tels prêts, de telles dettes. Nous voilà aujourd'hui en train de supporter leur inconséquence.

Nous le faisons avec dignité, stoïcisme, un stoïcisme révolutionnaire. D'ailleurs vous entendez et suivez les Tribunaux populaires de la révolution. C'est honteux, très honteux que tout un gouvernement soit traîné dans la boue de cette façon. L'on a dit que c'était ces enfants du CNR qui voulaient humilier les anciens. C'est pas nous qui les humilions. Lorsque Michel Kpooda n'a fait que dire ce qu'ils ont concocté entre eux la nuit avec les Kani Gnoumou, les Aboubakary Ouattara, les Saye Zerbo, les Roch Compaoré et bien d'autres, nous n'étions pas là pour leur dire de le faire. Ce sont eux qui l'ont fait. Aujourd'hui, qu'ils soient obligés de se dénoncer mutuellement, ce n'est pas notre affaire, ce n'est pas notre faute, nous n'y sommes pour rien. Nous n'avons fait que leur donner la parole. Malheur à ceux qui bâillonnent leur peuple. Pour une simple histoire de pierres à lécher, aujourd'hui un Roch Compaoré est en train de suer sang et eau pour s'expliquer sur les milliers et les milliards. Ce n'est pas notre faute.

Lorsque les Euro-Building et autres se promenaient en Haute-Volta ici, vous et moi, nous n'étions pas au courant. Cela ne nous intéressait pas, cela ne nous préoccupait pas. Lorsqu'on remettait les pots de vin à Pierre ou à Paul, vous et moi nous n'étions pas concernés. Aujourd'hui ils doivent répondre de tout ce qu'ils ont fait avec Euro-Building et bien d'autres marchands d'illusions. Il est injuste d'accuser le CNR. Ce n'est pas le CNR, c'est la justice, celle du peuple. Ils auront à s'expliquer, et il y a encore des dossiers sombres sur lesquels il faut s'expliquer, et ils s'expliqueront. Ils ont tout fait parce qu'il n'y avait pas les TPR, et nous avons tout fait pour qu'il y ait les TPR.

On dit que personne ne peut juger ces hommes-là en Haute-Volta, nous avons dit, nous pouvons juger ces hommes-là en Haute-Volta. Le pari a été engagé et nous disons qu'ils comparaîtront, un à un, les grands et les petits poissons. Oui, par les mesures que nous sommes en train de prendre pour nous soustraire de cette glue dans laquelle nous avaient plongés les régimes précédents, ces mesures visent essentiellement à permettre au peuple voltaïque d'être plus heureux.

La vallée du Sourou, vous avez entendu parler d'elle. Nous avons décidé de faire la Vallée du Sourou et pour cela, les études nous ont démontré que nous avons besoin d'un milliard trois cent millions. Les sources de financement nous

refusent cette somme, simplement parce qu'elles savent très bien que dans la Vallée du Sourou, nous allons pratiquer des cultures qui vont aller concurrencer leurs propres productions. Lorsque nous allons produire du blé dans la Vallée du Sourou, ce sera autant de moins du point de vue des importations venant de ces pays qui, jusque-là, nous ont vendu du blé après nous avoir convaincus qu'il faut manger le pain, et qu'il n'y a que le pain qu'il faut manger. C'est pour éviter cette concurrence loyale que nous voulons mener contre eux, qu'ils ne veulent pas nous aider à financer le barrage du Sourou. Nous avons dit qu'à cela ne tienne, nous ferons le barrage du Sourou avec ou sans ces bailleurs de fonds. Et pour cela, nous vous convions au sacrifice : ce sacrifice, c'est d'abord des retenues sur nos salaires, nos indemnités, c'est normal. C'est encore la main-d'œuvre que chacun d'entre nous représente, hommes et femmes, jeunes et vieux, riches et pauvres, civils et militaires ; chacun de nous représente une force de travail. Ensemble, nous irons faire ce barrage du Sourou, nous creuserons. Nous avons pris la décision à Ouagadougou, les jeunes de toutes les provinces de Haute-Volta feront le déplacement à tour de rôle. Nous avons également dit que les ministres, les présidents des Institutions en Haute-Volta iront tous, passer chacun des jours sur le chantier du Sourou, ils creuseront. Je creuserai avec vous et tous les ministres aussi.

L'on nous a dit que nous sommes contre telle ou telle religion, nous disons non. Nous invitons seulement chacun à prendre ses responsabilités vis-à-vis du peuple, à ne pas le tromper, à ne pas l'endormir. C'est pourquoi, pour la réalisation du barrage du Sourou nous invitons l'Église catholique à désigner ses membres pour aller creuser, les musulmans de Haute-Volta de même, les protestants et toutes les autres religions. Nous ne sommes contre aucune religion. Nous disons que celui qui refusera en ce moment d'aller creuser pour le barrage du Sourou, il est contre le peuple. En ce moment qu'il ne dise pas que nous sommes contre sa religion, mais qu'il reconnaisse simplement que le peuple fera justice, c'est tout. Ainsi donc, l'appel est lancé et que chacun se tienne prêt à prendre la pioche, la brouette, à aller construire le barrage du Sourou.

Bobo-Dioulasso est appelée à juste titre la capitale économique de la Haute-Volta, mais nous savons que certains régimes réactionnaires, nous pensons à celui de Maurice Yaméogo en particulier, ces régimes-là ont tenté de vider Bobo-Dioulasso de sa substance réelle pour en faire une ville fantôme. Nous disons non ; Bobo-Dioulasso ne sera plus une ville fantôme mais une ville clanique, prospère. Nous rendrons à Bobo-Dioulasso sa splendeur. Mais nous ne sommes pas comme ces démagogues qui sont venus vous promettre monts et merveilles, simplement pour vous amener à voter pour eux. Nous, nous sommes venus vous dire que nous allons redonner à Bobo-Dioulasso son dynamisme, mais avec vous et par vous. Il y aura à Bobo-Dioulasso très bientôt une société de Transports en commun ; vous aurez les bus qui circuleront dans cette ville de Bobo-Dioulasso. Le ministre de l'Équipement est là, le camarade Philippe Ouédraogo, et il s'attelle à cette tâche-là. Et très bientôt il viendra installer ici les bus. Mais ce sera avec vous et grâce à votre effort. Il y aura bientôt à Bobo-Dioulasso les DC 10 et même les 747 s'il le faut. La piste de Bobo-Dioulasso sera allongée ; tous les avions pourront se poser ici. Mais pour le faire, nous n'avons pas besoin de parcourir le monde pour mendier les milliards et demi de francs CFA que l'on nous réclame. Les sources de financement ne veulent pas nous aider parce qu'elles savent que si Bobo-Dioulasso se développe, il y aura d'autres villes africaines autour de Bobo-Dioulasso qui vont baisser la tête. Est-ce que vous voulez oui ou non le développement de Bobo-Dioulasso ? “*Oui* ”

Êtes-vous prêts pour le développement de Bobo ? “*Oui* ”

Êtes-vous prêts à travailler pour Bobo ? “*Oui* ”

Camarades, très bientôt aussi, le camarade Philippe Ouédraogo, ministre de l’Équipement et des Communications, sera ici pour organiser les travaux. Chacun de vous prendra la pelle, la brouette, la pioche et vous irez creuser à l’aéroport de Bobo pour prolonger cet aéroport. Le reste, c’est notre affaire. Le reste, c’est à nous de travailler, et de trouver des solutions pour le bitumage final et la pose des appareils, des équipements de communications et de télécommunications. Ainsi donc, bien qu’on ait refusé d’aider Bobo-Dioulasso, elle s’aidera elle-même.

C’est vous dire que vous pouvez obtenir tout ce dont vous avez besoin si vous êtes prêts à vous engager. C’est vous dire également que la révolution n’est pas faite de mots, elle est faite d’actions.

Camarades, soyons des bâtisseurs parce que si nous n’arrivons pas à bâtir la Haute-Volta, il ne restera plus qu’à nous vendre à quelqu’un d’autre.

Nous avons beaucoup de choses à nous dire, mais nous dirons ces choses-là sur les chantiers. Nous allons revenir.

Lorsque sous le CSP nous avions dit qu’il fallait ouvrir des pistes d’atterrissage à Orodara pour désenclaver ces régions, les esprits malins, les ennemis du peuple voltaïque, les réactionnaires agglutinés autour de Jean-Baptiste Ouédraogo disaient à l’époque, le capitaine Thomas Sankara veut que l’on transporte les mangues de Orodara chez les Peuhls de Dori parce que les Peuhls ne connaissent pas les mangues.

Vous allez voir ces possibilités qui seront offertes à Orodara et aux autres régions autour de Bobo-Dioulasso. Ces possibilités permettront de désenclaver la région efficacement. Également cela nous permettra d’éviter d’être manipulés comme nous le sommes présentement par ceux qui achètent nos produits aux prix qu’ils veulent. Exemple : l’Uvocam.

L’Uvocam est une vaste tromperie, une vaste magouille et nous l’avons découvert. Comment peut-on comprendre qu’à l’heure où l’on dit qu’il y a sécheresse en Haute-Volta, à l’heure où l’on dit que les populations sont affamées, comment peut-on comprendre qu’on laisse moisir à Ouagadougou plus de 400 tonnes de haricot vert. Ce n’est pas normal. Mais nous savons qui fait cela. Nous savons pourquoi.

Cela est dû d’abord à l’esprit affairiste de certains Voltaïques qui sont à la tête de l’Uvocam et qui, en liaison avec les marchands de légumes à Paris et ailleurs, essaient d’exploiter les paysans. Cela est également dû aux compagnies aériennes qui n’osent pas – et elles savent pourquoi – se sacrifier pour secourir la Haute-Volta quand elle demande un ou deux avions pour évacuer ces tonnes de haricot vert. On préfère transporter des touristes pour aller les amuser ailleurs plutôt que de transporter le haricot vert de Haute-Volta pour aller le vendre.

Nous disons à Air Afrique, merci. Merci Air Afrique d’avoir laissé moisir le haricot vert de Ouagadougou. Merci de nous avoir laissé avec nos paysans malheureux. Merci Air Afrique. Et nous disons également à Air Afrique : les paysans voltaïques commencent à savoir pourquoi volent ces avions si haut dans notre patrie, mais qui sont si proches de certains réactionnaires.

Nous sommes membres d’Air Afrique et nous avons les mêmes droits que n’importe qui à Air Afrique. C'est pourquoi Air Afrique n’a pas le droit de nous laisser avec nos conditions d’avaries lorsqu’elle sait que nous risquons la crise. S’il y avait crise en Haute-Volta, si effectivement Air Afrique voulait se comporter comme une compagnie multinationale, tenant en considération les

intérêts de la Haute-Volta, elle devrait même immobiliser tous les avions et évacuer en priorité le haricot vert de Ouagadougou. Si cette compagnie refuse de le faire, je vous promets que nous évacuerons le haricot vert de Ouagadougou coûte que coûte, avec ou sans Air Afrique. Nous prendrons nos responsabilités. Il y a beaucoup de choses encore qui seront faites. Il y a beaucoup d'actes politiques qui seront posés ; mais je voudrais revenir à notre frère Rawlings à qui je vais donner la parole.

Rawlings que nous accueillons ici est un frère révolutionnaire, révolutionnaire parce que continuateur de l'œuvre de Kwamé N'Krumah, il a ranimé la flamme de ce flambeau qui s'était éteint de par les manœuvres des réactionnaires. Avec lui nous continuons l'œuvre de Kwamé N'Krumah. Nous la purifierons, nous irons plus haut que Kwamé N'Krumah.

Honte à celui qui ne fait pas mieux que son père. C'est pourquoi nous disons à Rawlings : "*Vas-y plus loin encore que Kwamé N'Krumah".*

Nous avons cette vision de l'Afrique unie et nous pensons que le rôle des dirigeants africains d'aujourd'hui c'est d'œuvrer à faire en sorte que les peuples africains se sentent solidaires les uns des autres, que les peuples africains sentent la nécessité pour eux de mobiliser leurs forces ensemble. Nous pensons donc que l'OUA, si elle doit vivre, si elle doit continuer à vivre, elle doit cesser d'être ce que ses ennemis ont voulu qu'elle soit. Si les chefs d'État doivent se retrouver à Addis-Abeba ou ailleurs, simplement pour s'adresser des congratulations mutuelles… Si donc ils doivent se retrouver simplement pour taire les causes des peuples africains et se comporter en véritable syndicat de chefs d'État qui ne veulent pas tomber, nous disons que nous n'irons pas là-bas. Nous ne prendrons jamais la carte de ce syndicat. Nous préférons nous tenir à l'écart, loin d'un tel syndicat, parce que l'unité ne doit pas se faire à n'importe quel prix, au prix de compromissions, et nous ne devrons œuvrer que pour le soutien des luttes des peuples africains. C'est pourquoi nous disons que l'OUA ne peut pas vivre, ne peut pas servir la cause africaine sans un dynamisme progressiste. L'OUA ne peut pas être au service de l'Afrique tant qu'elle ne combat pas l'impérialisme, le colonialisme et même le sionisme et ses forces d'arrière-garde, ses monarchies et autres qui, aujourd'hui, prennent des couleurs de ce modernisme, mais d'un modernisme qui ne trompe personne. L'OUA ne peut pas fermer les yeux sur la Namibie, sur ce qui se passe en Afrique du Sud. Or c'est de par notre inconséquence, notre manque de louange, notre soutien qui a toujours fait défaut aux combattants du Mozambique et d'Angola, qu'aujourd'hui l'ANC est en train de connaître des difficultés. C'est pourquoi aussi, en Angola, au Mozambique, les frères qui luttent sont de plus en plus à la merci de ceux qui veulent les exploiter.

Il n'y a pas d'OUA sans combat contre l'apartheid, combat réel, résolu. S'il faut que chaque État donne une compagnie, un bataillon ou un régiment pour aller en Afrique du Sud, la Haute-Volta sera prête à envoyer ses troupes. Il ne peut pas y avoir d'OUA tant que nous ne disons pas la vérité sur la crise tchadienne.

Comment admettre qu'aujourd'hui, en 1984, des avions de chasse, tout arsenal de guerre, de désolation et de tristesse aille s'installer à N'Djamena ? Comment pouvons-nous nous taire quand nous voyons cela ? Est-ce que nous pouvons admettre que demain ces forces aillent s'installer à Banfora, Fada, Bobo-Dioulasso, Ouahigouya ou à Koudougou ? Est-ce que nous pouvons l'accepter ? Non.

Nous ne pouvons donc pas accepter que le Tchad soit à la merci de ceux qui croient à la force et rien qu'à la force. Il y a des Africains arriérés, en retard,

qui font croire que seule la force peut régler la situation du Tchad. Nous disons non, ce n'est pas la force. Donnez seulement le droit au peuple tchadien de dire ce qu'il pense, et il le dira.

Heureusement, nous apprécions l'attitude de la France qui nous a demandé qu'au Conseil de sécurité des Nations unies, nous soutenions sa position, position qui vise à retirer les forces françaises du Liban. Nous avons dit d'accord, nous soutiendrons la France pour le retrait de ses forces au Liban et pour leur remplacement par des forces loyales, sincères pour la paix avec le Liban. Mas nous disons à la France que cela doit se poursuivre, et qu'elle doit continuer de retirer ses forces partout où elles sont. C'est-à-dire au Tchad aussi. Nous disons qu'il ne peut y avoir d'OUA, d'unité africaine sans ce combat contre l'impérialisme. Sans ce non-alignement sincère, et intégral. Il nous faut l'indépendance totale, c'est bel et bien le refus de récupérer qui que ce soit. Nous avons condamné et nous condamnerons toujours l'agression de l'île de Grenade par les troupes *yankees*. Nous avons condamné cela.

L'assassinat de Maurice Bishop est un crime contre la liberté des peuples. C'est pourquoi nous avons à l'époque convoqué l'ambassadeur des États-Unis pour lui dire ceci. Nous lui avons dit de transmettre à son président Ronald Reagan ce message : "*Il faut qu'il retire ses troupes de l'île de Grenade, sinon la Haute-Volta prendra ses responsabilités, sinon la Haute-Volta condamnera".* Les troupes n'ont pas été retirées et nous avons condamné. Et les Américains nous ont fait des pressions diverses. Ils ont voulu dicter à la Haute-Volta sa position au Conseil de sécurité des Nations unies. Nous avons dit : qu'à cela ne tienne, nous n'accepterons pas le chantage. Si l'aide américaine doit être subordonnée à ces pressions, que l'on ne nous apporte pas d'aide ; nous sommes prêts à mourir de faim, mais à mourir de dignité. Nous ne voulons pas de l'aide américaine si elle doit se faire à condition de ce chantage américain.

Et nous disons également que le refus du chantage américain n'est pas une acceptation servile et inconditionnelle du chantage, d'où qu'il vienne. C'est pourquoi nous avons dit à l'ambassadeur soviétique que nous ne voulons pas de l'aide (500 tonnes de riz) qu'il promettait de nous apporter. Nous refusons cette aide parce qu'elle est infâme et dérisoire, humiliante parce qu'une telle quantité ne peut pas sauver le peuple voltaïque de la famine dans laquelle il est tombé. Nous avons dit non, non à l'aide de Moscou de 500 tonnes de riz. Nous savons pourquoi nous l'avons dit. Nous lui avons dit : "*Nous serons d'accord avec Moscou tant que Moscou défendra des thèses et des principes justes. Mais le jour où Moscou défendra des thèses qui ne sont pas justes, nous nous démarquerons et nous condamnerons"*. Nous prendrons là aussi nos responsabilités. Il faut donc les inviter tous, quels qu'ils soient, à se démarquer de l'esprit de Yalta. Il faut dépasser Yalta, cette ville dans laquelle il y a eu le partage du monde, la répartition des parcelles d'exploitation et de domination. Nous sommes contre Yalta. Aujourd'hui c'est la liberté et l'heure des peuples. La Haute-Volta revit son indépendance d'une manière intégrale et sans condition pour qui que ce soit.

Camarades, nous avons beaucoup à dire. Nous voudrions dire encore beaucoup, mais il faut céder la parole à J.J Rawlings que vous attendez impatiemment, je le sais.

Avant de lui céder la parole, je voudrais vous inviter à observer une minute de silence en mémoire de ce grand homme d'État qui vient de nous quitter précipitamment hier seulement. Je veux parler de Youri Andropov de l'Union soviétique. Nous admirons son courage. Ses positions lorsqu'il s'érigeait contre

toutes ces armes dressées çà et là contre la sécurité, la paix, la tranquillité du monde entier, et nous souhaitons que ses successeurs puissent prolonger son œuvre de façon efficace, de manière profitable pour tous les peuples du monde entier. Nous savons que son combat n'a pas été facile, et nous savons aussi qu'il aurait pu triompher, plus vite encore si tous nous l'avions soutenu ensemble. C'est pourquoi il faut que nous observions une minute de silence en sa mémoire.

Je vous remercie.

Maintenant, avant que je ne quitte cette tribune, je voudrais une fois de plus renouveler à Bobo-Dioulasso toute notre gratitude. Je voudrais renouveler à Bobo-Dioulasso toute notre sympathie, toute notre confiance, confiance que vous serez de vrais révolutionnaires, que vous allez vous mobiliser au sein des CDR, confiance que vous poserez des actes éminemment révolutionnaires pour le progrès de l'homme voltaïque. Confiance également que vous combattrez partout où se trouveront ces intoxications.

Il y a des gens qui sont dégagés de Ouagadougou et qui sont venus se réfugier à Bobo-Dioulasso pour vous intoxiquer. Chaque jour ils prédisent la chute du CNR et chaque jour le CNR ne fait que lever la tête de manière plus fière et plus résolue. Mais cela se fera grâce à vous.

Camarades, la victoire appartient au peuple voltaïque, aux peuples africains qui luttent. Au Ghana et en Haute-Volta, la victoire est au peuple. Merci. »

Déclaration sur la reconnaissance de la RASD – 4 mars 1984

« La lutte héroïque organisée du peuple sahraoui pour son indépendance, sa liberté et sa dignité dure depuis bientôt vingt-six ans, car c'est en 1958 que les armées françaises, marocaines et espagnoles organisèrent conjointement la répression contre la lutte patriotique du peuple sahraoui, pour tenter d'éteindre les premiers foyers révolutionnaires au Sahara occidental. Cette barbare intervention des troupes coloniales, loin de liquider la résistance du peuple sahraoui contre la domination impérialiste, au contraire, lui donna un souffle nouveau avec la fondation en 1967 de son avant-garde combattante, le Front Polisario qui déclencha en mai 1973 la lutte armée. Devant les victoires du peuple sahraoui contre la domination étrangère, le colonialisme espagnol, en dépit de toutes les résolutions adoptées par les Nations unies sur le droit des peuples à l'auto-détermination et à l'indépendance nationale, conclut un accord secret avec en particulier le roi du Maroc pour substituer le colonialisme marocain au colonialisme espagnol. Mais le peuple sahraoui, sous la direction du Front Polisario, intensifia la lutte armée pour rejeter cette nouvelle tutelle coloniale, libéra plus de la moitié de son territoire national et fonda la République arabe sahraouie démocratique.

Depuis près de dix ans, l'OUA a été saisie du problème préoccupant du Sahara occidental qui remet encore à l'ordre du jour de façon dramatique le problème de la libération des peuples africains sous domination occidentale.

En juin 1983, la conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'OUA, réunie à Addis-Abeba en présence des représentants du roi du Maroc, a adopté à l'unanimité la résolution AHG104 119 par laquelle l'OUA invitait instamment les deux parties en conflit, à savoir nommément, le roi du Maroc et le Front Polisario à "*entreprendre des négociations directes pour parvenir à un cessez-le feu visant à créer les conditions nécessaires pour un référendum pacifique et juste en vue de l'autodétermination du peuple du Sahara occidental".*

Par sa résolution 38.40 du 7 décembre 1983, l'assemblée générale des Nations unies s'est félicitée et a pris acte de cette importante résolution de l'OUA. À cette même assemblée générale, le roi du Maroc avait fait une déclaration par laquelle il s'engageait à mettre en œuvre et dans le meilleur délai, la résolution de l'OUA. Cependant, presque au même moment et tout récemment, les représentants du roi du Maroc refusaient, dans les réunions du comité de mise en œuvre institué par l'OUA, de s'asseoir à côté des représentants du peuple sahraoui pour des négociations directes prévues par la résolution de l'OUA.

Il est aujourd'hui évident pour les peuples du monde et pour l'opinion africaine et internationale que le principal obstacle à la juste solution du problème brûlant du Sahara occidental est l'opposition obstinée de la partie marocaine.

Le Conseil national de la révolution et le gouvernement révolutionnaire de la Haute-Volta, se référant au principe de la Charte des Nations unies et à la résolution 15.14 du 14 décembre 1960 de l'assemblée générale des Nations unies, relative à l'indépendance des pays et peuples coloniaux, et fidèles à leurs politiques de soutien et de solidarité avec les peuples en lutte pour leur libération, réaffirment le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance, constatent que depuis plus de dix ans

qu'il mène la lutte armée, le peuple sahraoui a clairement noté massivement de son sang, ce qui constitue le sacrifice suprême et l'expression achevée de la détermination d'un peuple pour défendre une cause, pour son indépendance et sa liberté.

En conséquence, tenant compte des sacrifices énormes consentis par le peuple sahraoui pour son indépendance sous la juste direction du Front Polisario, convaincus que la juste solution du Sahara occidental est la reconnaissance du droit sahraoui à son indépendance sur le territoire national tel que découlant de la colonisation, le Conseil national de la révolution et le gouvernement révolutionnaire de Haute-Volta ont pris ce jour, 4 mars 1984, la décision souveraine de reconnaître la République arabe sahraouie démocratique et de lui apporter leur soutien actif pour jouir de tous les droits attachés à l'indépendance et à la souveraineté nationale.

La patrie ou la mort, nous vaincrons ! »

Message du Camarade Sankara au président en exercice de l'OUA, pour reconnaissance de la République arabe sahraouie démocratique, le 4 mars 1984.

À son excellence Mengistu Haïlé Mariam, président du Comité militaire administratif provisoire de la Commission pour l'organisation du parti des travailleurs éthiopiens, et commandant en chef des Forces armées révolutionnaires de l'Éthiopie socialiste et président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine.

Monsieur le président et cher frère,

J'ai suivi avec attention tous les efforts inlassables que vous ne cessez de déployer pour trouver une solution juste au douloureux problème qui secoue notre continent dans la partie de son Sahara occidental. En particulier, j'ai appris les multiples démarches que vous avez entreprises pour réunir autour d'une table de discussion et de concertation fraternelle et africaine, Sahraouis et Marocains, conformément à la clairvoyante et sage résolution AHG/104/119 de notre grande organisation, l'OUA. Convaincu que si cette heureuse résolution était effectivement appliquée par toutes les parties, le référendum qui en découlerait traduirait, à condition d'être mené de façon rigoureusement régulière, l'aspiration profonde du peuple sahraoui, à savoir vivre en liberté, en dignité et en toute indépendance sur son territoire national.

Les tergiversations puis les obstacles divers de plus en plus ouverts des ennemis du peuple sahraoui aux démarches si prometteuses que vous aviez entreprises, ont fini par jeter plus que de l'inquiétude dans les rangs des chefs d'État et de gouvernement encore attachés à l'OUA.

Considérant les manœuvres de tous genres pour faire obstacle à la manifestation de la justice et de la vérité, celles des peuples, considérant que l'on veut continuer d'imposer au peuple sahraoui par des subtilités et des détours juridico-protocolaires, de longues et dures épreuves, préoccupé par la sauvegarde de l'unité africaine et du renforcement de notre organisation continentale sur des bases justes et dans l'intérêt exclusif de nos masses populaires, j'ai l'honneur, monsieur le président et cher frère, de vous informer et de vous demander de bien vouloir en informer nos pairs de l'organisation continentale dont vous êtes le président en exercice, et d'en saisir le secrétaire général, de la décision suivante de mon pays :

Le Conseil national de la révolution et le gouvernement révolutionnaire de Haute-Volta ont pris ce jour 4 mars 1984, la décision souveraine de reconnaître la République arabe sahraouie démocratique et de lui apporter leur soutien actif pour jouir de tous les droits attachés à l'indépendance et à la souveraineté nationale.

Je vous prie, excellence monsieur le président et cher frère, d'agréer l'expression de mon profond attachement à l'unité africaine et à toutes les causes justes des masses populaires d'Afrique et, partant, pour l'amitié, la fraternité et la solidarité entre les peuples du monde.

La patrie ou la mort, nous vaincrons !

Capitaine Thomas SANKARA
Président du Conseil national de la révolution, chef de l'État

An I de la RDP – Message du chef de l'État aux Burkinabè

[Source : Carrefour africain n° 843 du 10 août 1984]



« Camarades militantes et militants de la Révolution démocratique et populaire.

Il y a tout juste un an, les soldats, sous-officiers, officiers de l'armée nationale et des forces paramilitaires, soutenus par le peuple et par tous ceux qui ont dressé barricade et se sont insurgés de façon massive et généralisée contre la domination du peuple et la politique représentée par le régime issu du coup d'État réactionnaire du 17 mai 1983, se sont vus obligés d'intervenir dans la conduite des affaires de l'État pour rendre à notre pays son indépendance et sa liberté, et à notre peuple sa dignité.

Depuis, le Conseil national de la révolution, le gouvernement révolutionnaire et le peuple voltaïque se sont mis au travail.

Face à cette mobilisation continue sans précédent dans l'histoire de notre pays, le monde entier surpris s'interroge :

- Pourront-ils réussir ?

- Arriveront-ils à apporter à boire et à manger à ce peuple travailleur longtemps humilié, à qui il est enfin donné l'occasion de s'éveiller à la vie, et qui se met debout pour assumer avec courage et une détermination légendaire son destin depuis si longtemps confisqué par une oppression multiforme ?

Les esprits, il est vrai, avaient été conditionnés pour admettre que la bonne volonté et le courage ne suffisent pas ; les grandes questions quotidiennes de santé, d'éducation, de chômage, les grands défis économiques relèveraient de la compétence de grands spécialistes, voire d'hommes politiques prétendument plus qualifiés.

L'année révolutionnaire qui vient de s'écouler a été marquée par une apparence d'hésitation, de tâtonnements, de recherche fébrile et jamais concluante de solutions concrètes, d'improvisations juxtaposées, d'incohérences et de contradictions qui ont pu inquiéter nos militants.

Tout cela procède pourtant de la logique qui veut qu'il n'y ait pas de révolution sans fête. Il nous fallait donner le temps et la possibilité à la multitude

venue à la révolution d'exprimer son légitime défoulement. Il nous fallait laisser à cette adhésion euphorique inconsciente ou sentimentale le temps de cette fête, voire de la kermesse.

Nous avons posé cependant çà et là des actes qui ont été autant de tests et autant d'aiguillons. Des tests de mobilisation et d'organisation de notre peuple à travers la construction des barrages, des cités du 4 août, des magasins Sovolcom, des travaux d'intérêt collectif de reboisement, etc. Des aiguillons pour l'amener à comprendre que la révolution est synonyme de travail, de difficultés et de sacrifices. Dans cet ordre d'idées, certaines mesures restrictives de privilèges que nous avons eues à prendre, bien qu'incontestablement justes, n'ont pas manqué de susciter des interrogations, de l'incompréhension, et parfois une baisse d'enthousiasme chez les moins convaincus.

Il nous fallait aussi s'assurer que les masses ont bien assimilé les mots d'ordre et compris les objectifs qui leur étaient assignés. Nous avons ainsi refusé d'être investis de pouvoirs messianiques et évité les fuites en avant par un travail patient et profond d'explication et de conscientisation du peuple.

Bref, nous avons accumulé ensemble beaucoup d'expériences qui sont autant de richesses et d'acquis pour la révolution. Cette Révolution du 4 août que le peuple voltaïque appelait de tous ses vœux et qu'il apprécie depuis, parce qu'il a la certitude, la conviction profonde qu'elle est venue pour le servir et qu'elle est, depuis, son œuvre.

Les masses populaires convaincues de la juste orientation du gouvernement révolutionnaire, ne cessent de poser des actes courageux qui apprennent à ceux qui pourraient encore en douter que c'est désormais avec elles, avec le CNR porteur de leurs espoirs qu'il faudra compter, et que c'est avec son gouvernement qu'il faudra désormais traiter.

De toute évidence, les Burkinabè ont marqué la différence avec les régimes antérieurs qui avaient suscité, dans les premiers moments de leur existence, des espoirs réels vite déçus, trahis par des individus serviles et sans scrupules qui étaient venus pour se servir et non se mettre au service des masses.

Ceux qui présidaient à distance à la composition des équipes gouvernementales et qui s'accrochent aux lambeaux de rêves que sont leurs hommes de paille doivent comprendre que le temps des pouvoirs par procuration est définitivement révolu au Burkina Faso.

Peuple du Burkina-Faso.

Depuis le 4 août, tu as démontré chaque jour ta détermination à construire toi-même et de tes mains les fondements matériels de ton existence. Tu as construit aérodromes, bâti des ouvrages d'art, des logements, tu as refait routes et ponts, construit dispensaires et écoles ; grâce à toi, le Sourou a démarré.

Avec l'aide de tes amis, Tambao sera bientôt une réalité tout comme le sera l'exploitation, à ton seul profit, de l'or de Sebba, des phosphates de Kodjari, et les multiples richesses de ton sous-sol découvertes ou à découvrir.

Depuis le 4 août, grâce à la mobilisation tu enregistres des victoires dans le domaine de la santé, de l'habitat, du logement, de l'éducation, des transports et des circuits de distribution. Ta culture est vivifiée et s'épanouit chaque jour davantage. Grâce à toi nous avons des finances plus saines et dignes qui refusent la prostitution et la mendicité, notamment pour assurer la paie de ses fonctionnaires.

Nous enregistrons de meilleures entrées des impôts et notre douane est attelée à sa purification.

Ensemble, nous avons su mettre fin aux hésitations du gouvernement qui osait encore, après le 17 mai 83 qui l'a vu naître, s'arroger le droit de se qualifier "Conseil de salut du peuple".

Nous avons entamé la moralisation de notre société, procédé à la révolutionnarisation de l'appareil d'État et de la vie de tous les secteurs.

De manière résolue, tu as accepté de t'attaquer aux tâches pour le développement.

Des médias, mal informés ou à la solde des puissances d'argent solidaires de tes ennemis que nous combattons, nous ont dépeint sous des traits qui ont multiplié la confusion et la méfiance vis-à-vis du Burkina ; mais la réalité est toute autre.

Peuple laborieux du Burkina Faso.

Tu as accordé respect et considération aux syndicats qui sont la première organisation de classe ouvrière, fer de lance de toute révolution vraie. Ils ont été consultés pour les décisions nationales d'importance. Les récentes mesures qui ont été prises contre les participants à la grève pro-impérialiste, déclenchée par la direction réactionnaire du SNEAHV, sont la preuve que le CNR ne frappe pas aveuglement, mais s'impose une démarche faste de lucidité, de discernement, de vérité et de justice.

Dans le domaine extérieur, nous avons retrouvé notre dignité. Nous participons activement et de façon critique et vigilante à la vie de diverses organisations en Afrique et dans le reste du monde.

Nous luttons avec les armes que nous avons contre le colonialisme, le néo-colonialisme, le racisme et l'apartheid.

Enfin, nous avons opéré une ouverture diplomatique vers des pays que les régimes antérieurs ont marqués du sceau de l'interdit.

Peuple du Burkina, après un tel bilan dont tu peux être légitimement fier, mais qui souligne l'immensité de la tâche qu'il nous reste à accomplir, quelles perspectives se dégagent à toi au seuil de cette nouvelle année révolutionnaire ?

Tes qualités de courage et d'ardeur au travail, ton sens élevé de dignité et de l'honneur sont autant de raisons d'espérer. Pour consolider tes espérances, nous conduirons à leur terme les grands projets économiques et nous réaliserons les grands équilibres. Le Conseil révolutionnaire économique et social (CRES) dont des séminaires studieux avaient permis d'esquisser les contours, verra bientôt le jour pour être un partenaire du pouvoir qui permettra de prendre en compte le monde des opérateurs économiques.

Un programme sera mis en place pour la résorption de ce chômage, chômage dont nous avons hérité et qui se prolongerait de manière dramatique si nous n'avions décidé de l'affronter en révolutionnaires.

Nous veillerons à la consolidation du pouvoir populaire en clarifiant la ligne politique de la RDP.

Les statuts des CDR serviront à corriger les insuffisances organisationnelles. Toutefois, en étant un guide pour l'action, ils devront être amendés et réajustés par l'expérience révolutionnaire vécue par notre peuple. C'est ainsi que nous pourrons constamment les purifier.

Au niveau de l'instance politique suprême, le Conseil national de la révolution, des mesures seront prises de façon à consolider son rôle dirigeant et à le prémunir des égarements, des déviations, des idéologies érosives petites-bourgeoises.

Le peuple accapare ses armes, et les gardiens des armées vont au peuple, ce qui n'est qu'un juste retour de leur part vers leurs origines retrouvées.

C'est cette doctrine de défense populaire qui nous permet d'aligner aujourd'hui l'une des armées les plus massives et surtout l'une des plus mobilisées et des plus combatives d'Afrique, et cela sans incidence sur notre budget.

Le peuple concevra ses besoins économiques, fixera ses nouveaux objectifs à travers des économies qui se créent, produira et gérera directement ses biens.

L'exploitation des magasins Sovolcom, des cités du 4 Août sera exemplaire.

L'UREBA (Union révolutionnaire des banques) est l'outil qui viendra en appui à ces programmes populaires de développement qui s'étendront d'octobre 1984 à décembre 1985.

Cette vision de notre avenir économique implique à son tour une nouvelle stratégie de croissance économique. C'est pourquoi le CNR a choisi de faire de l'agriculture le moteur, le levier principal de notre développement économique et social.

Le choix du secteur agricole comme moteur de notre développement se justifie à plusieurs titres :

1) La stratégie de développement qui a cours jusqu'à présent au Burkina Faso n'a pas donné les résultats escomptés. Cette stratégie qui a consisté à investir en priorité dans les secteurs les plus rentables, avec l'espoir que les efforts de ces investissements se cumuleront pour provoquer le développement des autres secteurs, a plutôt contribué à l'accentuation de la désorientation de l'économie nationale et à l'aggravation des inégalités sociales, entre populations urbaines et populations rurales.

De même, la concentration de la plupart des activités industrielles et commerciales dans les principaux centres urbains (Ouagadougou et Bobo-Dioulasso) a abouti à l'aggravation de l'inégalité entre la ville et la campagne.

2°) L'économie burkinabè est une économie essentiellement agricole. En effet, non seulement la population rurale représente 90% de la population totale.

Après vingt et trois années d'indépendance, le problème majeur de l'économie voltaïque demeure son incapacité intrinsèque à assurer l'autosuffisance alimentaire des populations. En d'autres termes, la production vivrière agricole actuelle ne permet même pas à chaque burkinabè de consommer 180 kg de céréales par an, norme généralement admise.

En ce qui nous concerne, notre volonté de faire de l'agriculture le moteur de notre développement n'a rien à voir avec les priorités que les différents plans ont accordées par le passé au secteur rural.

Par cette option il s'agit pour le CNR :

1°) de concentrer réellement l'essentiel des efforts d'investissement et de modernisation dans le secteur de l'agriculture et de l'élevage, principalement en faveur des productions vivrières.

Cette politique de modernisation sans laquelle aucun progrès social notable et durable n'est possible sera fondée sur :

- l'accroissement des rendements agricoles,
- l'aménagement effectif de toutes les superficies aménageables,
- et le réaménagement des structures de production agricoles.

En ce qui concerne le réaménagement des structures de production, il s'agit essentiellement d'entreprendre la mise en œuvre de la réforme agraire dans le but, d'une part, d'une meilleure organisation du monde rural et, d'autre part, de favoriser l'intégration de l'agriculture et de l'élevage.

Le maintien et l'augmentation des productions agricoles seront obtenus grâce à une politique des prix rémunérateurs pour les producteurs ruraux, agriculteurs comme éleveurs.

S'agissant de l'hydraulique, une attention toute particulière lui sera accordée. La maîtrise de l'eau constitue un facteur déterminant, non seulement pour la réalisation des progrès attendus de l'agriculture, mais également pour le développement de l'activité économique de l'homme en général. Notre politique de l'eau vise en somme un double but :

- offrir d'ici 1990, 20 à 30 litres d'eau potable par jour et par homme dans les zones rurales,

- favoriser l'essor agricole par une utilisation rationnelle des disponibilités en eau.

Dans le cadre de la réalisation de ce dernier objectif on accordera la priorité à la construction de petites retenues d'eau, à la mesure des moyens financiers et du niveau technologique des populations concernées. Cette priorité que nous accordons à la réalisation de ces ouvrages de petite et moyenne dimension, n'altérera en rien l'importance des grands projets d'aménagement agricole de dimension nationale, tels que Bagne, le Sourou et la Kompienga.

La création d'agro-industries utilisatrices de matières premières agricoles locales sera l'appui indispensable à l'agriculture.

Le réaménagement des structures du marché national se fera de manière à privilégier la consommation des produits agricoles et des produits agro-industriels fabriqués dans notre pays, par nous-mêmes. Dans ce domaine tous les comportements imitatifs liés aux vestiges néocoloniaux et petits-bourgeois seront systématiquement combattus.

C'est seulement par la mise en chantier d'une telle politique économique qu'il nous sera possible de bouleverser utilement et positivement les statistiques :

- en réalisant à terme l'autosuffisance du pays en produits de consommation de base, produits vivriers notamment, et en biens de production, tels que les biens d'équipement technique et les biens intermédiaires,

- en assurant la couverture des infrastructures sociales vitales pour les masses laborieuses dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'habitat et de la culture,

- en éliminant notre dépendance économique par la restauration des grands équilibres économiques et financiers, en particulier par la diminution progressive de la dépendance commerciale et financière.

La révolution sera clarifiée, et sa ligne consolidée. Le CNR sera mieux structuré. De nouveaux bureaux CDR seront mis en place.

Nous encouragerons les femmes à s'organiser dans des structures révolutionnaires. Si d'autres ont pu souligner, en d'autres temps, que la savane offre l'avantage de se voir et d'éviter les crocs-en-jambe, ils ont oublié d'en souligner les inconvénients possibles qui sont de laisser les hommes évoluer, même divaguer, zigzaguer sans aucune limite, ni à gauche, ni à droite.

Maintenant, nous avons commencé à placer des limites que nous avions senties nécessaires sous le CSP1 qui avait restreint les possibilités de divagation et d'errements de la moralité. Mais c'était encore un boulevard. Maintenant, avec le CNR, ce boulevard s'est rétréci à la minceur d'une corde raide qui ôte toute possibilité de s'écarter de la juste ligne. Il est des cadres burkinabè qui oublient très souvent que s'ils ont pu aller à l'école, bénéficier d'une bourse d'études, c'est grâce aux sacrifices consentis par le peuple auquel ils doivent tout.

Le nouveau rythme que nous allons prendre sera très exigeant pour tout travailleur, pour tout fonctionnaire, pour tout cadre dont nous attendons plus de dévouement dans la tâche qui lui est confiée, plus d'esprit d'initiative qui en

feront des hommes capables d'évoluer en dehors des schémas scolaires et universitaires, des hommes riches d'un non-conformisme positif.

Le CNR est ouvert à tous, y compris à tous ceux qui l'ont combattu par ignorance. Tous ceux qui ont perdu leurs privilèges, ceux qui ont eu des parents sanctionnés, aussi bien que ceux qui ont perdu le paradis de leur pouvoir personnel.

Le CNR, sans être une passoire, est ouvert à toutes les bonnes volontés, à tous les patriotes, pourvu qu'ils adoptent et appliquent de façon conséquente la ligne de la RDP.

Il faut que nos travailleurs, à travers leurs structures (CDR et syndicats) s'apprêtent à assumer effectivement leurs responsabilités sur les chantiers, dans les usines; pour que, de masses de manœuvres électoralistes, ils deviennent des acteurs conscients et des moteurs dirigeants de l'économie burkinabè, constituant le premier pas du passage de l'état de classe en soi à l'état de classe pour soi.

Les syndicats auront un rôle encore plus significatif. Nous accorderons davantage d'importance à ceux qui se situent dans la voie révolutionnaire, à tout syndicat dont la pratique est anti-impérialiste. CDR et syndicats sont complémentaires, et c'est celui qui sera le plus efficace, le plus apte à défendre sur le terrain les intérêts matériels et moraux des travailleurs qui aura leur confiance.

Peuple du Burkina Faso, la vigilance est une exigence révolutionnaire face à ceux qui n'ont pas encore compris que les masses populaires mobilisées sont une force irrésistible.

Nos ennemis, les ennemis de notre peuple, doivent comprendre qu'ils ont été battus par l'adversaire le plus fort, c'est-à-dire le peuple, le peuple sur qui ils ne pourront jamais prendre une quelconque revanche.

Nous avons fait preuve de patience, de beaucoup de patience. Mais si la violence est le seul moyen susceptible de leur faire entendre raison, le CNR se fera un devoir de la leur appliquer dans toute sa rigueur.

Fermes contre nos ennemis, nous le serons aussi envers les interprétations erronées de la RDP, les phénomènes érosifs et tous ceux qui, par leur comportement, sapent l'édifice révolutionnaire.

Ils sont de plus en plus nombreux qui adhèrent à la RDP, résolument, timidement, ou dans l'hésitation. Cela est encourageant.

Nous déplorons cependant que des Burkinabè trouvent le temps de théoriser stérilement pendant que leur peuple avance.

Toutefois, certaines critiques nous sont un apport utile, surtout lorsqu'elles sont assorties d'un patriotisme sans ombre et d'une pratique sociale admirable. Nous espérons que l'esprit scientifique rigoureux nous fera nous retrouver tôt ou tard, avec ceux-là qui n'ont pas encore compris que la révolution est, à côté de toute théorisation, une transformation révolutionnaire du réel et du vécu.

Pour ce grand jour anniversaire, ma pensée va également aux anciens ; à ces anciens que des éléments non révolutionnaires, par des interprétations erronées, ont condamnés de façon péremptoire, jetant sur eux l'anathème pour en faire des damnés de la révolution. J'affirme que les anciens ont eux aussi leur place dans la révolution qui a besoin de leur expérience positive et dynamique. Nous les invitons à s'organiser dans les quartiers, les secteurs, les villages, et nous les convions à ce grand défi pour l'avenir où ils peuvent encore et doivent faire beaucoup et dans leurs limites objectives.

Les Burkinabè, en tant que peuple révolutionnaire, sont attachés à la paix, à une amitié qui, au lieu de privilégier ces rapports entre dirigeants, travaillent à consolider les liens entre les peuples.

Le Burkina Faso, en tant que pouvoir des masses populaires, considère que la paix dans le monde ne peut venir que d'une amitié vraie entre les peuples.

Nous affirmons, et nous y croyons profondément, que celui qui aime son peuple ne peut qu'aimer les autres peuples. Les peuples qui s'aiment ne sauraient se combattre et se menacer mutuellement d'apocalypse.

Dans notre politique d'ouverture, nous irons à tous. Beaucoup nous ont déjà accueillis. Nous irons aussi aux autres régimes, et dirigeants d'orientations politiques diverses, surtout de prédispositions ondoyantes vis-à-vis de notre peuple. Même à ceux qui nous attendent avec des baisers de Judas, nous devons aller à eux mais dans la vigilance avec un esprit critique, un esprit de combattant, débarrassé de tout défaitisme et dans le souci de rapprocher nos peuples. Quant à ceux qui ont choisi délibérément de soutenir les ennemis du peuple burkinabè, nous restons convaincus que leur propre peuple leur barrera la route dans leurs desseins funestes et antipopulaires, avant de leur exiger des comptes.

Le Burkina-Faso n'entend donner de leçons à personne, parce qu'il n'entend en recevoir de personne. Il sait par expérience que la révolution ne s'exporte pas. Mais il sait aussi que sa révolution est un acquis pour tous les peuples révolutionnaires du monde. C'est pourquoi il la donne en partage avec ses succès et ses échecs.

Le Burkina Faso ne soutiendra jamais une rencontre qui a pour but de discuter d'intérêts égoïstes d'hommes-institutions au lieu de ceux des peuples. Il défendra sa ligne révolutionnaire avec fermeté à travers des organisations internationales à caractère politique, économique, scientifique et culturel.

Pour ce grand jour anniversaire, nous tenons à féliciter tous les Burkinabè, toutes les organisations qui ont œuvré pour l'avènement de la Révolution. Nous réservons une pensée émue à l'endroit de nos illustres disparus tombés sur le champ de bataille dans la nuit du 4 août 1983. Cette même pensée va également à ceux tombés avant et après le 4 août 1983 pour la cause de la révolution en gestation, ou déjà grandissante, enfantée par les luttes auxquelles ils ont pris part.

Nous félicitons la jeunesse burkinabè pour sa mobilisation et sa vigilance. Nous félicitons l'armée qui a réussi à transformer radicalement des structures réactionnaires en citadelles révolutionnaires, s'attaquant même aux privilèges. Nous sommes sûrs qu'elle saura, de sa propre initiative, surprendre notre peuple par de nouveaux sacrifices.

Nous félicitons la jeunesse burki [nabè et aussi l’armée qui,] malgré le poids des traditions, luttent pour leur émancipation sectorielle et pour celle du peuple tout entier.

Nous félicitons les paysans, les intellectuels patriotes, le peuple travailleur, tous ceux qui de manière résolue ou non soutiennent la révolution.

Nous remercions tous les peuples du monde qui se sentent solidaires de notre révolution. Et je voudrais dire que nous associons, à cette joie, les pays qui, si légitimement, se réjouissent avec nous de nos ennemis communs, et dont les témoignages de solidarité soutenue balaient les rêves d'un isolement dans lequel ces mêmes ennemis souhaitent chaque jour nous confiner. Toutefois, cette joie ne nous enivre pas au point de nous faire oublier la situation de ceux qui poursuivent la lutte pour s'affranchir de la domination de ceux dont le 4 août 1983 nous a déjà débarrassés.

Camarades burkinabè, des concitoyens nous ont déçus, très déçus. Avant même la naissance de la révolution, il y a en a eu qui se sont déclarés engagés à la combattre. Quand elle a vu le jour, des hostilités se sont manifestées. Nous leur avons donné des avertissements. Nous les avons assignés à résidence dans l'espoir que nous finirions par être compris. Cette clémence nous a valu d'être taxés de sentimentalistes. En dépit de cette main tendue, leurs complots, leurs manœuvres ont continué. Nous avons été contraints d'interner les plus irréductibles d'entre eux. Hélas, la volonté acrimonieuse de déstabilisation s'est engagée dans une escalade de complots. Ils ont ébranlé notre pacifisme. La légalité et la légitimité révolutionnaires nous ont dicté contre eux la volonté du peuple. Et la sanction ultime fut opposée à leur forfait.

Néanmoins, cette fermeté, dont nous avons prouvé que nous sommes capables, ne nous empêche pas d'écouter, d'observer et de continuer de tenter de racheter. C'est pourquoi nous avons choisi de libérer certains éléments qui serviront de test, et dont l'attitude vis-à-vis de la RDP déterminera, dans une large mesure, le sort de ceux qui restent détenus.

Camarades burkinabè, je vous invite à comprendre tout cela, et à rester vigilants.

Peuple du Burkina Faso, bonne fête, joyeux anniversaire révolutionnaire.

Gloire éternelle à notre peuple.

La patrie ou la mort, nous vaincrons ! »

Conférence de presse du camarade chef de l'État, à l'occasion de l'An I de la RDP : "Au Burkina Faso, il n'y a qu'une seule révolution "

[Source : Carrefour africain № 843 du 10 août 1984]

– À l'occasion de l'anniversaire de la révolution burkinabé, nous sommes à une période de bilan, est-ce que vous pouvez nous dresser d'une façon détaillée les différentes erreurs qui ont été commises ?

– Un bilan est difficile à établir dans la mesure où un an pour des hommes qui posent des actes, c'est beaucoup en matière d'erreurs. Des erreurs ont été commises, dues surtout à la jeunesse de la révolution, peut-être à celle de ceux qui la dirige, peut-être par manque d'assurance, de confiance en soi, peut-être une certaine grandeur qui frise la naïveté vis à vis des autres. Chaque jour des erreurs ont été commises, au moins 365 erreurs. L'essentiel, c'est de reconnaître que l'on a commis des erreurs et prendre la résolution de ne plus en commettre.

– Vous avez, dans votre message aux Burkinabè, affirmé que la clarification politique aura lieu. Peut-on savoir dans quel sens elle se fera ?

– La ligne politique est diversement interprétée et surtout diversement vécue. Et c'est dans ce sens-là que nous entendons apporter un peu plus de précisions pour redresser les erreurs et arrêter les excès, et pouvoir encourager aussi ceux qui sont dans la juste ligne. La clarification est une nécessité dans la mesure où les Burkinabè s'interrogent : qui a, oui ou non, raison. Mais, avant la révolution, il existait, du moins dans la phase de la théorisation, beaucoup de révolutionnaires. Il faut s'efforcer de les canaliser tous sur un même axe de pensée. Ainsi donc le centre dirigeant sera confirmé dans son rôle, consolidé dans son action. Je voudrais donc que le DOP qui est notre ligne politique soit appliqué effectivement pour éviter tout débordement.

– Burkina Faso a été institué depuis le 4 août 1984. Mais sans constitution est-ce à dire que dans l'avenir vous aller instituer une loi fondamentale ? »

– Il y a des besoins qui traduisent les idéologies dont on est marqué. Je ne pense pas que pour constituer la vie d'une nation il faille remplir des cases, c'est-à-dire lorsque l'on a fini de se faire un drapeau il faut avoir ceci ou cela et avoir une constitution pour être une nation complète et normale. Nous ne sommes pas du tout complexés vis à vis de ceux qui en ont, nous n'estimons pas être dans un état de désordre par rapport à d'autres, qui ont une constitution bien écrite. Nous voulons que la constitution soit cette conscience populaire qui est partagée par le plus grand nombre, qui est comprise par le plus grand nombre et qui, écrite ou non, s'applique chaque jour à chacun de nous dans ce que nous faisons. C'est dire que la constitution n'est pas une préoccupation pour nous. Après un an de vie révolutionnaire, nous avons vu qui est hors la loi et qui est dans la loi. C'est dire que nous vivons quotidiennement une loi qui n'est pas écrite mais qui est ressentie. Peut-être aussi que pour d'autres qui trouvent la nécessité de disposer de cette loi fondamentale, de ce texte de base, il y a un vide qui dérange. Il n'y a pas lieu de s'inquiéter.

Je vais profiter pour apporter une précision car vous avez dit, tout à l'heure, que nous avons instauré le Burkina Faso démocratique et populaire de forme républicaine. II y a là une espèce de tautologie qui crée de la confusion parce

que, pour nous, l'État est désigné par le mot Burkina avec ses limites géographiques, mais le système d'organisation, la forme juridique, l'esprit même, tout cela est symbolisé par le mot Faso qui prend en compte la valeur républicaine d'une institution. Nous reconnaissons à la république d'être une forme plus élaborée, plus avancée pour les sociétés que d'autres formes d'organisation. Mais le mot république ne disant pas suffisamment ce que nous pensons, nous avons dû chercher un autre que, hélas, les dictionnaires ne nous ont pas permis de trouver, et nous sommes revenus à nous-mêmes en prenant le mot Faso. C'est pourquoi nous sommes le Burkina Faso, sans autre qualification de république, de démocratique, de populaire parce que tout cela est déjà exprimé par le mot Faso.

– *Camarade président, au cours de votre message aux Burkinabé, vous aviez annoncé la création d'un conseil révolutionnaire économique et social. Peut-on savoir si le* CRES *aura le pouvoir consultatif, un rôle de proposition ou un pouvoir de décision ?*

– Le CRES est une structure que nous avions envisagée il y a quelques mois au conseil économique révolutionnaire, mais nous y sommes revenus pour compléter l'aspect social. Ce conseil aura un rôle consultatif, mais sous la révolution, pour peu que l'on reflète effectivement les aspirations de peuple, l'on représente aussi un pouvoir de décisions. Tant que les instances dirigeantes sont démocratiques, populaires, et appliquent de façon conséquentes le centralisme démocratique qui leur confère le pouvoir de décision, mais qui leur impose l'obligation de retourner chaque fois au peuple, pour être en conformité avec lui. Le CRES pourra, au fur et à mesure qu'il évolue, s'imposer comme la voix du peuple dans certains domaines.

– *Vous aviez eu à dénoncer les interprétations erronées de la RDP, les idéologies érosives, et déploré les incohérences et contractions qui inquiètent les militants. Qu'entendez-vous par là et qu'allez-vous faire pour conserver le rôle dirigeant du CNR pour vous prémunir de cette situation ?*

– Il s'agit pour nous de revenir à la source, de revenir à la ligne, de reprendre un travail qui sera peut-être fastidieux, pour consolider cette même ligne en dénonçant les divers tares petites bourgeoises, des impatiences diverses, en combattant aussi les influences, les actes contre-révolutionnaires que nous pouvons rencontrer, et tout en affirmant que si, en Haute-Volta il y avait plusieurs révolutions, au Burkina Faso il n'y a qu'une seule révolution.

– *Capitaine Thomas Sankara, êtes-vous marxiste ?*

– Pour donner une réponse appropriée, j'entends d'abord savoir ce qu'est le marxisme, parce que là aussi j'ai lu beaucoup de définitions que j'hésite à répondre.

– *Après un an de gestion de pouvoir on connaît très peu tes membres du CNR. Pourquoi ce silence ?*

– Nous sommes dans une pièce théâtrale d'un genre particulier, et il s'agit pour nous de savoir qu'est-ce qui préoccupe le plus les Burkinabè. Connaître les acteurs ou connaître les réalisations, les actes c'est un choix à faire. Dès les premières heures de la révolution, l'on se posait beaucoup la question de savoir qui est membre du CNR parce qu'aussi on n'a pas voulu confier son sort à n'importe qui. Ce qui est légitime. Mais au fur et à mesure que les ombres ont été capables de poser des actes dont le peuple a pu être satisfait, on s'est moins préoccupé de connaître l'identité de ceux qui posaient ces actes-là. Tant mieux, se disait-on, pourvu que cela continue. Nous préférons donc construire un pays,

vivre dans un pays qui se construit réellement que d'avoir une équipe qui chaque jour se préoccupe de se faire connaître ; et puis voyez-vous nous ne sommes pas dans un pays où les sondages d'opinion sont choses courantes, et il faut savoir aussi que c'est un choix à faire que de consacrer son temps et ses énergies à savoir qui a la côte la plus basse et qui a la plus haute, d'une part ; et d'autre part, c'est une réalité que de savoir si le peuple est-il oui ou non satisfait. Peu importe qui le fait, et puis c'est une autre façon d'éviter que personne ne tombe dans le culte de la personnalité. Nous l'avons déjà dit, et nous pensons que c'est une bonne chose. Il faut maintenir les choses ainsi. Tant pis si certaines personnes peuvent présenter des évidences comme membres du CNR mais c'est le peuple burkinabè qui fait sa révolution, ce n'est pas une équipe.

– Vous avez donné le top départ de la roue du Sourou, vous-même à bicyclette. Qu'est-ce que cela représente pour la jeunesse Burkinabè ?

– Il faut vivre avec son peuple, avec sa jeunesse de manière conforme, de manière totale, et le tour de force de vivre avec les autres, ceux qui ne font plus partie de la jeunesse. C'est pourquoi, ne pouvant pas accompagner les coureurs jusqu'au Sourou, nous avons le devoir de leur donner le départ et de donner à la bicyclette, et au sport en général, toute la signification. Signification de libération des énergies, de défi qu'un homme se lance à lui-même, signification aussi d'actes de volonté d'aller toujours plus loin, réaliser toujours des exploits et de dépenser, d'exprimer toute son énergie, et aussi signification de solidarité, d'amitié, le sport ayant essentiellement cette vertu-là. Je pense qu'il faut savoir imposer le sport à tous. Bien sûr, nous ne sommes pas tous capables des mêmes performances, c'est exact, mais il ne faudrait pas que l'on réserve le sport seulement à une catégorie de la population. Et puis, c'était la fête, la fête de la révolution avec toute l'amitié, la sympathie que les uns et les aunes lui ont apportées. Nous ne voulons pas être de côté.

– Quels sont les actes réalisés au cours de cette année qui révèlent à vos yeux le caractère le plus significatif, tant au plan national qu'international ?

– Vous me demandez quels sont les actes les plus significatifs ? Je suis tenté de vous demander, de vous retourner la question, vous observateur étranger. Qu'est-ce qui, selon vous, caractérise, représente le mieux la révolution burkinabè avec ses particularités ? Parce que acteur moi-même, je peux manquer de ce recul indispensable, qui permet d'avoir une analyse plus complète et surtout plus juste. Donc, la réponse que je pourrais avancer sera forcément limitée. Arrivant dans notre pays, il n'est pas évident que vous soyez frappés, que le poids des mots et le choc des images, comme le disent d'autres, aient pour vous la même signification que pour nous qui sommes là tous les jours avec ces réalités. Mais je pense que les TPR constituent une nouveauté, un symbole qui décrit le mieux ce que veut la révolution burkinabè. En effet, les TPR ont permis de démystifier le pouvoir, le pouvoir n'est plus chose qui est réservée à une minorité d'élus, ceux qui naissent, ceux qui sont faits pour le pouvoir et ceux qui sont faits pour regarder le pouvoir, l'entretenir et le soutenir. Il a été mis à la portée de tous les Burkinabè. Et puis, les TPR ont été pour nous une école collective de moralisation pour les dirigeants et les autres. Chacun de nous s'est senti responsable, et a compris qu'il a des comptes à rendre au peuple, qu'il a la possibilité, le droit sinon le devoir d'exiger de tous les dirigeants qu'ils rendent compte de leurs gestions et de l'application des responsabilités qui leurs sont confiées. Les TPR ont constitué pour nous une

espèce de refus du conformisme pour nous attaquer à des concepts, à une compréhension de la vie de la société et de son organisation.

Le droit, tel qu'il existe, tel qu'il est communément connu, enseigné, a été pris à partie par les TPR. Nous avons osé dire qu'il y a le droit écrit par d'autres pour eux, et il y a le droit que le peuple se donne. Nous avons démontré que le droit n'est jamais neutre, il sert toujours une cause, et sert toujours une classe : celle qui domine, celle qui a le pouvoir. Donc c'est pour cette raison que je pense que les TPR, en nous responsabilisant, en responsabilisant, et les dirigeants et le reste du peuple, pose là une série d'obligations pour chacun de nous et symbolise là notre volonté de justice ; de donner effectivement au peuple le pouvoir. En même temps, nous voulons créer cette ambiance de famille qui applique très rigoureusement ses règles, et une famille aussi qui s'ouvre et sait racheter, écouter, comprendre selon nous-mêmes et qui sait oublier.

Vous avez vu comment au cours de ces procès, les proportions n'ont jamais été respectées. Ainsi, certains ont détourné près de 500 millions de francs CFA, ont été acquittés pendant que d'autres pour 300 000 F ont été condamnés. Il y a là une logique que l'on ne peut comprendre que lorsque l'on est intimement collé au peuple. Vous avez vu également ces TPR acquitter, acculer des inculpés jusque dans leur denier retranchement ; et puis les TPR ont été pour nous l'occasion de juger tout le monde, de faire du peuple le juge, l'avocat et de réconcilier un peuple avec lui-même, avec aussi ses aspirations. Donc, en marge de tout ce qui a été fait, qui me paraît important, je crois qu'il faut placer les TPR en tête car c'est ce qui nous oblige à rester, à demeurer révolutionnaires. Il faut placer en tête les TPR pour avoir doté le peuple de ce droit, droit que le peuple exerce désormais de manière jalouse.

– Quel est l'état des relations avec votre voisin conservateur, relativement plus riche, la Côte-d'Ivoire ?

– Que conserve la Côte-d'Ivoire ? Je vous ai bien comprise mais j'aimerais savoir de façon plus précise quelle idéologie conserve la Côte-d'Ivoire pour mesurer d'avantage l'opposition, s'il y en a, entre la nôtre et la leur. Mais nos relations sont bonnes, dans la mesure où la Haute-Volta avait des relations avec la Côte-d'Ivoire, et le Burkina-Faso affirme, je l'ai dit dans mon message, que nous [nous] ouvrirons à tous, nous irons à tous ; hé bien, dans ce contexte, dans cet esprit, j'estime que nos relations sont bonnes. Certes, il y a toujours quelque chose à faire pour améliorer des relations. Mais pour notre part, nous ne sommes nullement gênés par la situation actuelle, et si nos frères de Côte-d'Ivoire le veulent bien, nous pourrions continuer ainsi, nous pourrions faire mieux. Mais je ne connais pas de difficultés particulières entre la Côte-d'Ivoire et le Burkina-Faso.

Bien sûr, nous avons des opposants en Côte-d'Ivoire, beaucoup d'opposants en Côte-d'Ivoire, mais, en tant que révolutionnaires, nous comprenons très bien que dès que nous nous sommes posés en révolutionnaires, nous avons à vivre un monde qui, lui-même, n'est pas révolutionnaire, nous devons vivre des réalités qui ne sont pas toujours celles que nous souhaitons. Nous devons être prêts à vivre avec des régimes qui eux, ne font pas du tout la révolution, ou peut-être ceux-là même s'attaquent à la révolution, et c'est là un devoir de responsabilité très grande pour les révolutionnaires. Peut-être que ceux de demain seront dans un monde meilleur, auront une tâche beaucoup plus facile. En tout cas, pour nous, dès lors que nous acceptons cette réalité, dès lors que nous acceptons que la Côte-d'Ivoire ne fait pas la révolution et que nous, nous la faisons, eh bien, tout devient facile.

La difficulté, les complications, les soucis n'existent que dans l'esprit de ceux qui sont révolutionnaires mais de manière romantique, en espérant, en pensant que tout le monde doit agir comme les révolutionnaires. Nous, nous ne sommes pas surpris. Donc nous ne sommes pas gênés. C'est une réalité à laquelle nous étions préparés.

– Des liens historiques existent entre le Burkina-Faso et la Côte d'Ivoire. On s'en rend compte par les visites périodiques que vous avez au sein des organisations régionales ou sous régionales. Mais concrètement, camarade président, depuis l'avènement du CNR, comment se présente l'axe Abidjan-Ouagadougou ? D'autre part, d'aucuns parlent d'un certain froid, et on souligne même que votre absence au dernier sommet du Conseil de l'entente à Yamoussoukro, et l'annulation de la visite du travail en Côte d'Ivoire en sont les constats. Qu'en est-il ? De nombreux Burkinabè travaillent, participent au développement de la Côte d'Ivoire, certains se sont adaptés aux réalités de ce pays, d'autres non, alors avec le CNR nouvelle société, peut-on s'attendre à un quelconque cadre juridique dans l'échange de ces forces de travail ? Dernière question : peut-on s'attendre à une prochaine visite du capitaine Thomas Sankara en Côte d'Ivoire ?

– Vous demandez comment se porte l'axe Abidjan-Ouagadougou ! Axe rectiligne, animé par Air-Ivoire, Air-Volta, bientôt Air-Burkina ; axe tortueux, sinueux représenté par le chemin de fer Abidjan-Ouagadougou, axe chaotique, très difficile, des hauts et des bas ; une route Abidjan-Ouaga, axe qui traverse des zones d'ombres, des zones de forêts, de savanes, qui part de la mer jusqu'au cœur de la sécheresse du Sahel. Donc un ensemble de réalités complexes que chacun de nous doit saisir. Voilà cet axe-là. Vous en voulez la description, la voilà. Vous me posez la deuxième question : un froid existe d'après certains, vous ne précisez pas les auteurs, cela ne nous facilite pas la tâche, mais enfin. Vous dites que certains, ou que certaines presses, ou d'une manière imprécise parlent d'un certain froid entre Abidjan et Ouagadougou. Nous vivons ici dans la chaleur de la révolution, et ceux qui grelottent n'ont qu'à se prémunir et prendre les dispositions qu'il faut. Entre la Côte d'Ivoire et le Burkina-Faso, il y a des rapports de tous genres : géographiques, historiques, économiques, sociaux ou divers. Des rapports que nous ne pouvons pas effacer d'un coup de gong, des rapports également que les Ivoiriens ne peuvent pas nier.

Aujourd'hui le Burkina Faso s'est engagé dans une voie révolutionnaire pour transformer sa société, pour lutter contre un certain nombre de maux et de fléaux que nous connaissons chez nous, et nous pensons que seule s'en plaignent les ennemis du Burkina-Faso. Tout Ivoirien qui aime le peuple burkinabè doit applaudir la révolution burkinabè. Tout Ivoirien qui n'aime pas la révolution burkinabè, n'aime pas le peuple burkinabè. A partir de là il s'agit de savoir où se trouve le froid, et qui se refroidit. Est-ce à dire que la Côte d'Ivoire avait d'excellentes relations avec la Haute-Volta réactionnaire, et subitement se refroidit parce que la Haute-Volta est devenue révolutionnaire ?

Et là c'est une question qu'il faut poser aux seuls Ivoiriens. Nous sommes dans la chaleur de la révolution, chaleur que nous partageons avec tous ceux qui veulent bien l'accepter, mais nous ne pouvons l'imposer à personne, et ce serait bien dommage que des peuples frères, des peuples voisins, ne communient pas à la même joie et ne profitent pas de la même chaleur. Vous parlez du Conseil de l'Entente. Le Conseil de l'Entente est une chose, la Côte d'Ivoire en est une autre. À moins que vous ne pensiez que Conseil de l'Entente = Côte d'Ivoire, je crois que vous feriez mieux de poser la question dans le cadre des questions interafricaines, mais pas dans le cadre des relations entre la

Côte d'Ivoire et le Burkina-Faso. Car il semble que dans votre esprit cela fait deux choses, mais en fait deux choses qui se confondent en une seule chose. Et certains aussi pensent que c'est vous qui avez raison, que votre formulation est la plus correcte, et tendent à dire que Conseil de l'Entente = Côte d'Ivoire. Nous, nous allons au Conseil de l'Entente en tant que membre d'une organisation pour laquelle nous devons apporter notre contribution. Une contribution cependant critique quant à la forme, au fond et à l'action. Nous assurer permanemment que ce que nous y faisons est conforme et dans l'intérêt de nos peuples, et ne sert pas les intérêts en tout cas opposés à ceux de nos peuples, et nous entendons accorder à ces organisations une attention révolutionnaire.

Maintenant, comprenez aussi que nous ne sommes pas toujours d'accord avec toutes les méthodes de travail, comprenez aussi que très enflammés aujourd'hui, demain nous soyons quelque peu réticents ou vice versa. Mais chaque fois que l'intérêt de notre peuple ne sera pas représenté dans une organisation, nous prendrons l'attitude qu'il faudra. Je n'y étais pas personnellement, mais nous étions représentés à un niveau ministériel. Sachez aussi que, chez nous, un ministre représente autant que le chef de l'Etat et ainsi de suite. L'exercice du pouvoir par le peuple nous amène à inverser quelque peu le protocole.

Vous me demandez en dernière question si on peut s'attendre à me voir bientôt en Côte d’Ivoire. Il y a combien de kilomètres entre Ouaga et Abidjan ? Ou bien pensez-vous que je devais poser la question entre Ouaga et Yamoussoukro ? Attendons et regardons faire chaque fois que l'intérêt du Burkina Faso me le commandera, et bien je ferai le déplacement s'il le faut, mettant de côté les charmes du tourisme, un tourisme auquel je m'intéresse mais qui ne serait là qu'un plaisir tout à fait personnel. Nous savons que beaucoup de nos compatriotes sont dans votre pays, y travaillent, ont beaucoup travaillé, l'ont construit, le construisent encore. J'avais vu cela comme un mal appro [Dans la source, la question suivante recouvre, cache le texte de la réponse en cours]

– À l'opposé de la Côte d'Ivoire, le Ghana et son président sont les bienvenus dans le Burkina-Faso. On a vu même des troupes défiler lors de la commémoration de la révolution. Où finit le soutien et où commence l’ingérence en un seul mot le Ghana peut-il devenir encombrant pour votre pays ?

– Soutien a qui, ingérence par rapport à qui ? L’ingérence commence là où les peuples s’estiment trahis. Et tant que les peuples ne le sont pas, le soutien ne sera jamais suffisant. Le Ghana vient au Burkina Faso, se manifeste ici chaque fois qu’un événement le mérite, événements heureux et aussi des événements moins heureux, parce que nous n’en doutons pas, et je ne pense pas que vous en doutiez, il y a une communion entre les Burkinabè et les Ghanéens. Et tant que cette communion pourra durer, nous ne pouvons que déplorer que nous n’ayons pas assez fait pour que le soutien soit plus grand.

Nous n’avons pas une vision chauvine des choses et nous sommes loin, nous condamnons le sectarisme, et pour ces raisons là nous considérons les frontières comme des démarcations administratives, peut-être nécessaires pour limiter les champs d’actions de chacun, lui permettre de voir assez clair ; mais l’esprit de liberté, de dignité, de compter sur ses propres forces, d’indépendance et de lutte anti-impérialiste conséquente doit souffler du nord au sud, du sud au nord et franchir allégrement les frontières. Nous sommes heureux de constater qu’entre le Burkina Faso et le Ghana il en est ainsi.

Pensez-vous que notre pays aurait quelques problèmes que ce soit, quelque difficulté, pensez-vous que nos relations connaîtraient une quelconque hausse avec qui que ce soit, si ce vent soufflait entre notre pays et tous les autres pays ? Pensez-vous aujourd'hui que des pays en seraient arrivés à se menacer d'apocalypse si entre tous les pays du monde soufflait ce même vent ? Nous parlons aujourd'hui d'Iran et d'Irak, ne pensez-vous pas que ce serait heureux que les Iraniens puissent aller chez les Irakiens comme les Ghanéens vont chez les Burkinabè et vice-versa ? Nous croyons qu'il y a là un exemple que nous souhaitons voir et se multiplier, et nous pensons que cela va dans l'intérêt des peuples. Ceux qui sont lésés, c'est peut-être ceux qui voudraient opposer le Ghana au Burkina Faso parce qu'ils ont d'autres desseins.

– Que pense le Burkina Faso de la crise actuelle de l'OUA ?

– Nous pensons que c'est une crise tout à fait normale, souhaitable, parce que c'est un processus révolutionnaire, qui implique donc des remises en cause, des redéfinitions. L'OUA telle qu'elle existait ne peut pas continuer, le souci d'unitarisme a trop vite fait de prendre le pas sur le souci d'unité. Et au nom de l'unité et par unitarisme, beaucoup de choses ont été sacrifiées. Aujourd'hui, de plus en plus les peuples d'Afrique sont exigeants et, parce qu'ils le sont, ils interdisent les réunions, les rencontres qui servent à prendre des résolutions jamais appliquées, ou qui servent à ne pas prendre des résolutions applicables et attendues. L'Afrique est face à elle-même avec ses problèmes que l'OUA avait réussi à contourner, mais on les remettait à demain. Ce demain-là c'est aujourd'hui. On ne peut plus remettre à demain toutes ces questions. C'est pourquoi nous trouvons que c'est tout à fait normal. Cela arrive peut-être même avec un peu de retard.

– Peut-on savoir la position du Burkina Faso vis-à-vis du conflit du Sahara Occidental ?

– Les journalistes sont généralement ceux qui sont les mieux informés, mais là-dessus nous nous sommes prononcés plus d'une fois. Nous avons reconnu la RASD (République arabe sahraouie démocratique) et nous estimons qu'il n'y a pas de tergiversations en la matière ; lorsqu'un peuple a décidé de choisir une organisation, c'est une obligation de la reconnaître, et nous estimons qu'il ne peut y avoir de sommet de l'OUA sans la RASD. Il y aurait là un absent. S'il y a un absent et si les raisons ne sont pas valables, le Burkina Faso ne peut pas se prêter à ce jeu-là.

– Vous avez parlé plusieurs fois d'aides et de coopération, qu'elles soient africaines ou autre, mais pas de n'importe qu'elle aide, qu'est-ce que vous entendez par là ?

– L'aide doit aller dans te sens du renforcement de notre souveraineté, et ne pas porter atteinte à cette souveraineté. L'aide doit aller dans le sens qui consiste à détruire l'aide. Toute aide qui assassine l'aide est la bienvenue au Burkina Faso. Mais toute aide qui crée une mentalité d'assisté, nous serons dans l'obligation de nous en départir. Et c'est pourquoi nous sommes très vigilants et très exigeants chaque fois qu'une aide nous est promise, nous est proposée, ou même quand c'est nous qui prenons l'initiative d'en demander. On ne fait pas la révolution, on ne construit pas son indépendance sans un minimum de stoïcisme, de résignation, et ce stoïcisme-là, c'est celui-là que le peuple du Burkina s'impose pour ne pas justement regarder du côté de la tentation, du côté de la facilité telle que certaines aides nous les présentent. Ces miroirs aux alouettes ont fait beaucoup de tort à notre pays et à d'autres. Nous voulons y mettre fin.

– Camarade président, lors de votre retraite à Koupéla vous avez reçu un membre de la Cour Internationale de Justice. Il vous a certainement parlé du problème Burkina Faso - Mali, alors comment avancent les travaux, et êtes-vous optimiste quant à l'issue heureuse de ces travaux ?

– Quarante-cinq jours après notre prise de pouvoir au Burkina Faso nous avons exprimé au peuple malien toute notre disponibilité à œuvrer dans le sens d'une résolution correcte de ce problème, et nous avons levé tous les vétos, tous les interdits, tous les obstacles qui empêchaient un dialogue franc et positif autour de cette question pour nous. C'est dire aussi que ce qui se fait spontanément est généralement le plus sincère. Nous sommes attachés à assurer le peuple malien de notre volonté, de notre sincérité, de notre désir profond de vivre en paix avec lui, et c'est pourquoi cette balle qui était dans le camp du Burkina a été sortie et nous ne traitons plus ce dossier-là. Nous regardons les antres partenaires, que ce soit la Cour Internationale de Justice, que ce soit le Mali, nous leur laissons le temps d'agir ou de réagir et nous n'en faisons pas un souci.

– Votre homologue Zaïrois a récemment demandé la création d'une ligue des États d'Afrique Noire. Avez-vous été consulté, et que pensez-vous de cette initiative du président Mobutu ? Est-ce que vous pensez que cette ligue pourra résoudre spécifiquement les problèmes qui se posent à l'Afrique Noire, et pensez- vous que le conflit du Sahara Occidental et du Tchad soient les causes de la situation actuelle de l'OUA ?

– Mais votre question m'inquiète au plus haut point, parce que vous semblez dire une fois de plus que les chefs d'États se sont consultés autour de cette fameuse idée de la ligue des États d'Afrique Noire. C'est ce qui semble se dégager. En tout cas, je n'ai pas été consulté, heureusement pour moi. Peut-être aussi n'a-t-on consulté que ceux qui pouvaient apporter quelque chose. Nous ne sommes pas contre les regroupements des Africains noirs, puisque c'est une réalité qu'il y a des Africains noirs et des Africains blancs mais nous ne savons pas très bien à quoi cela servirait. Nous ne savons pas à quoi cela servirait de répéter que nous sommes des Noirs comme si les problèmes qui se posent à l'OUA sont dus au fait qu'il y a une OUA bichromatique et qu'il faudrait penser à une OUA monochromatique. C'est du surréalisme qui donne une certaine peinture à laquelle nous ne sommes pas sensibles. "Jeune Afrique", et vous, semblez dire : "le conflit du Sahara Occidental" ; nous, nous parlons du conflit qui oppose la RASD au Maroc. Comprenons-nous : vous semblez dire que celui-là, et accessoirement le Tchad, pourrait être à la base de ce début d'éclatement de l'OUA ; un peu comme si ces deux questions Tchad et RASD étaient des questions d'Africains non-noirs et que, en les extirpant de l'OUA, nous pourrions nous retrouver entre Africains noirs de manière harmonieuse. Je ne suis pas certain qu'entre la RASD qui est africaine et blanche en général, et certains pays d'Afrique noire les relations soient moins bonnes qu'entre cet autre pays d'Afrique noire et d'autres pays d'Afrique noire. Donc la question ne se pose pas en terme de couleur. En matière de concession de l'OUA, les daltoniens n'ont pas leur place. Il n'y a qu'une couleur, l'unité africaine. Sur le Tchad, notre position se connaît. "Jeune Afrique", vous qui écrivez sur l'Afrique, vous pourriez mieux connaître ce qui se passe au Burkina Faso, et vous savez certainement, je l'espère sinon ce serait grave, parce que parfois vous écrivez sur notre pays et je pensais peut-être que d'autres auraient le bénéfice, les circonstances atténuantes, les indulgences parce qu'ils ne connaissent pas ou s'occupent d'autres zones géographiques. Mais vous, qui

écrivez souvent sur nous, vous devez connaître notre position. Et c'est une question de déontologie.

– Votre position concernant l'évolution, notamment l'échec de la conférence de Brazzaville ?

– Les efforts de Brazzaville, comme vous le savez très bien, nous les avons soutenus. Nous avons dit que Brazzaville ne devrait pas être un ring pour sortir un champion poids lourd de boxe, et nous avons apporté au président Sassou N'guesso tout notre soutien pour que les conditions de dialogue qu'il a tenté de créer soient mises à profit pour que les Tchadiens se retrouvent entre eux. Mais nous avions dit que Brazzaville, pour être valable, devrait connaître le succès du peuple Tchadien contre ses ennemis.

– Votre relation avec la Libye. Pouvez-vous mentionner un exemple de l'assistance de la Libye au Burkina Faso ?

– Vous me posez-là une question très délicate, très difficile. Des exemples, y a en tellement, on doit faire. Nous pouvons passer des heures et des heures, sinon des jours et des jours à nous faire des comptes sur cette assistance-là. Nous avons de très bonnes relations qui ne font que se développer d'avantage avec l'affirmation de la personnalité de chacun, avec l'affirmation de l'indépendance de chacun et nous sommes très satisfaits, très heureux que la Libye respecte en nous cette indépendance.

Nous allons souvent en Libye. Il n'y a pas longtemps, j'ai rencontré le colonel Kadhafi et nous avons discuté sur beaucoup de questions, et nous engageons des critiques et nous préparons à l'autocritique aussi quand nous estimons que ces critiques-là sont fondées et doivent nous amener à changer de position, tout comme nous invitons la Libye à cela. Entre révolutionnaires, on doit faire la critique et l'autocritique. Cette franchise des débats que nous avons avec la Libye, nous ne l'avons pas hélas pas avec certains pays qui, cependant, ne sont pas mal présentés, bien sûr. Cela ne veut pas dire que la Libye est parfaite parce que tout n'est pas parfait ; en tout cas, dans aucun pays on ne peut dire que tout est parfait. Et cela donne lieu à des discussions. Donc nos relations continuent d'être comme par le passé, et ont au contraire pris un tour nouveau avec cette forme d'échanges de critiques, de débats fructueux. »

– Au cours d'une tournée en Afrique, vous avez été au Mozambique et en Angola. Or on sait que ces pays ont signé des pactes avec l'Afrique du Sud ; des accords qui à première vue, semblent contre nature. Alors, on pourrait vous demander la position du Burkina vis-à-vis de ces accords-là. »

– Nous les avons exprimées, ces positions. Il y a une question de fond qui se pose. L'Afrique du Sud raciste ne cessera jamais d'être un poison, une épine au pied des Africains en général. Tant que nous n'arriverons pas à l'extraire, cette idéologie barbare, rétrograde, anachronique : l'apartheid, le racisme ne cessera pas. Donc on ne peut pas tergiverser, changer de position sur cette question-là. Les voies et les moyens pour résoudre ce problème relèvent de la tactique de chaque pays. Mais, fondamentalement, le combat contre le racisme doit se poursuivre. Il faut éviter du reste que tactique et stratégie se confondent. C'est pourquoi tout en nous gardant de donner des leçons, de critiquer les camarades Angolais ou Mozambicains, nous leur rappelons qu'ils ont un devoir de lutte contre le racisme et que, quelle que soit la tactique qu'ils emploieront, il faudrait que permanemment, ils combattent ce racisme-là. Toute autre position contraire sera alors une négation des sacrifices que des martyrs africains ont consentis ; ce serait une négation aussi, et de tout ce qui se fait aujourd'hui, et de tout ce qui s'est fait hier. Mais, en même temps, nous ne manquons pas de

porter la critique contre les autres États africains pour n'avoir pas apporté le soutien efficace, effectif, concret à ces pays qui ont veillé sur notre sécurité, à nous tous vis-à-vis du racisme, car c'est parce que le Mozambique a osé soutenir d'autres régimes qu'aujourd'hui, ce qui était la Rhodésie connaît une autre réalité. C'est parce que l'Angola veille en sentinelle face à l'Afrique du Sud que nous autres, jusqu'en Afrique occidentale, en Afrique du nord, nous échappons à la menace directe du racisme. Mais si les deux pays venaient à tomber, si la Ligue de front venait à exploser, ça serait le recul progressif dangereux envahissant des limites des racistes directs. Donc, nous ne pouvons qu'inviter les deux pays à poursuivre leur lutte farouche contre le racisme, contre l'Afrique du Sud raciste. Et puis, en passant, nous ne pouvons que leur souhaiter toute la vigilance nécessaire ; lorsque l'on traite avec le diable, il faut prendre la précaution d'avoir une louche munie d'un manche très long, suffisamment long en tout cas.

– Que pense le Burkina-Faso du préalable posé par l'Afrique du Sud pour l'indépendance de la Namibie ? Le retrait des troupes cubaines d'Angola. Depuis le début de la conférence, on néglige le côté économique. Comment le Burkina-Faso compte sortir de la crise actuelle ?

– Le préalable que pose l'Afrique du Sud est un faux problème, car elle traite avec des pays, et même des pays africains qui ont sur leur sol des troupes étrangères. Pourquoi n'en fait-on pas un problème ? Pourquoi veut-on empêcher l'Angola qui fait appel aux troupes qui lui paraissent être d'un apport utile, d'un soutien utile. C'est un droit. Cela relève de la souveraineté de l'Angola que de faire appel aux troupes cubaines, et c'est un mérite pour les Cubains que d'accepter d'aller mourir pour un autre pays, eux qui ont aussi des dangers à leur porte, sur leurs côtes.

Concernant la présence des troupes étrangères dans tel ou tel pays, nous pensons qu'il y a des pays qui ont le droit d'en parler mais des pays qui n'ont pas le droit d'en parler, surtout quand eux-mêmes ont des troupes étrangères chez eux. Les troupes cubaines n'ont pas moins de mérite que d'autres qui prolongent leur politique de domination.

Les questions économiques, vous dites que l'on a l'impression qu'on les néglige. Enfin, vous qui représentez un journal à vocation économique, si demain il devait être dit que cette conférence de presse a négligé les questions économiques, vous serez le premier à être fusillé. Toute la responsabilité vous incombe et je ne réponds qu'aux questions que vous voulez bien me poser.

Comment le Burkina-Faso entend sortir de la crise actuelle ? Nous, nous parlons de crise structurelle du monde capitaliste. Nous menons un combat révolutionnaire contre ce capitalisme qui n'assure que les intérêts d'une minorité dirigeante exploiteuse, dominatrice, une certaine bourgeoisie au détriment des masses. Et plus les masses prennent conscience, plus elles s'aperçoivent qu'elles sont exploitées et donc elles luttent pour leur libération. Il faut donc que ce soit les masses qui bénéficient des produits de l'économie et là, il n'y aura pas de crise structurelle. Donc, que ce soit les masses qui aient le pouvoir économique et les difficultés économiques que nous connaissons, la situation économique que nous vivons au Burkina-Faso, nous entendons la résoudre en commençant bientôt, en octobre 84 jusqu'au mois de décembre 85, un programme de développement populaire. Un programme populaire de développement des provinces qui devra nous conduire au terme de ces mois d'expérience, de combat, de lutte, d'activités intenses à faire de chaque province une entité économique viable.

Mais cela se fera grâce à la mobilisation de notre peuple, mobilisation à travers les structures politiques que nous avons mises en place, les CDR guidés par le CNR, et tirant aussi les leçons de certaines activités que nous avions menées. Vous savez certainement que nous avons réalisé dans les 25 provinces la construction de villas : 20 villas par province, ce qui fait 500 au total. Eh bien, cela a été pour nous une école, un test de notre capacité de mobilisation, d'organisation. Les Burkinabè ont compris qu'ils sont capables eux-mêmes de construire leur pays et, partout où nous passons, c'est le même langage que nous entendons, et chacun se demande pourquoi n'y avoir pas pensé beaucoup plus tôt.

Nous avons un autre outil qui sera mis à la disposition des masses populaires pour ce développement des provinces : c'est l'UREBA (l'Union révolutionnaire des banques) qui entend accorder des prêts à toutes les provinces, à toutes les collectivités provinciales qui se lanceront dans des travaux à caractère social, à caractère d'intérêt public, et cela vise à briser la trop grande différence qui existe entre nos campagnes et nos villes. Si le temps vous permettait de faire un tour de Ouaga vers d'autres régions autour de Ouagadougou, vous vous apercevrez que la différence est énorme.

Évidemment, nous prendrons aussi d'autres mesures, comme la réforme agraire et la propriété foncière. Tout cela doit être revu. Nous avons déjà pris des textes en la matière, il faut les appliquer et nous avons dressé un plan qui permet de donner la priorité à l'agriculture. Nous sommes convaincus qu'au sortir de ce plan populaire, nous aurons une économie beaucoup plus saine, plus conforme à notre politique populaire. Une économie également qui nous donne, et l'expérience, et les matériaux ; les agrégats économiques pour exécuter un plan quinquennal. Nous aurions pu dresser dès maintenant un plan quinquennal, pourquoi pas ? C'est une opération classique de maîtrise d'économie. Mais nous savons que les plans de l'Afrique, tels qu'ils sont dressés, sont généralement la juxtaposition systématique de projets, d'intentions et de vœux. Nous ferons ceci, nous ferons cela, etc. Et puis c'est aussi l'inscription, c'est l'aveu par avance de la prostitution à laquelle on se prépare, à savoir que dès la première année d'exécution du plan, le ministre du Plan, le ministre des Finances et celui de l'Économie ont pour mission de courir à travers le monde, sinon d'aller dans une direction privilégiée, et c'est ainsi que nous nous retrouvons souvent, Africains, à nous bousculer à la rue Monsieur pour exposer nos difficultés diverses, qui pour payer ses fonctionnaires, qui pour assurer ceci ou cela etc.

Un plan qui se construit de cette façon-là, avec 75 ou 85% c'est un plan plus qu'aléatoire, et c'est aussi une façon de brader son indépendance ; et avant donc de nous lancer dans un plan quinquennal dont la vision n'est pas assez claire dès à présent dans notre esprit, nous voulons créer les conditions qui nous permettent de réaliser ce plan de manière indépendante, de telle sorte que, même si nous étions amenés à compter aussi avec nos relations internationales, nous ne puissions pas en être dépendant, au point de devoir chaque jour rendre compte, et avant de réaliser un forage pour tel ou tel village, un barrage, avant de privilégier telle ou telle culture, eh bien, que nous ne soyons pas obligés d'envoyer un ministre demander caution, reconnaissance et label.

– Vous avez évoqué dans votre discours les pays amis qui vous accueillent avec le baiser de Judas, ou ceux qui soutiennent les ennemis de votre peuple. Rangez-vous la France dans ces pays-là, et comment envisagez-vous les relations entre la France et le Burkina Faso ?

– Je vous félicite d'avoir eu la patience d'attendre, de nous écouter alors qu'il était 3h du matin. C'est une réalité tout à fait du Burkina. Je vous remercie aussi, en passant, d'avoir rendu compte souvent de tout ce qui est fait, presque tout sans déformation. Le baiser de Judas, peut être que seul Jésus à l'époque avait déjà repéré Judas, mais les 11 autres je ne suis pas certain qu'ils l'avaient reconnu. N'allons pas vite en besogne, et nous ne faisons de procès d'intention à personne. Maintenant, nous savons aussi que les Judas se reconnaissent et, peut-être surpris en flagrant délit de comploter contre nous, ils se trahiront par tel ou tel acte. Puisque nous sommes dans ce domaine on peut tout nier, mais ces intentions profondes finissent par ressortir et le 1er des douze, Pierre lui-même, a été surpris et on lui disait : "ton accent t'a trahi", lorsqu'il faisait croire qu'il n'était pas avec celui-là qui était l'objet de la vindicte populaire. Enfin, vous avez lu les saintes écritures comme tout le monde et je n'insisterai pas.

La France a avec nous des relations peut-être qui surprennent, et nous pensons que ces relations pourraient être meilleures. Notre volonté est là, maintes fois répétée. Mais pour que ces relations s'améliorent, il faudrait que la France apprenne à traiter avec les pays africains, en tout cas avec nous sur des bases nouvelles, ce qui n'existe pas, conditions qui ne sont pas toujours remplies hélas. Nous regrettons beaucoup que mai 81, s'il a permis de transformer la France, c'est vous seul qui le savez, en tout cas dans le domaine des relations de la France avec l'Afrique il n'y a aucun changement.

La France, pratiquement, reprend les mêmes chemins que les régimes précédents, se trouve aussi face aux mêmes interlocuteurs représentants de tel ou tel groupe d'Afrique. La France d'aujourd'hui n'est pas différente de la France d'hier, et c'est pourquoi nous qui sommes en train d'exprimer, de traduire là une nouvelle réalité africaine, nous ne sommes pas compris, et peut être même nous dérangeons un peu, la mare tranquille des relations franco-africaines. Nous venons avec un langage de vérité, une vérité qui est peut-être directe et entachée de verdeur, mais une vérité qui s'accompagne d'une sincérité que l'on ne retrouve pas ailleurs.

La France a été trop longtemps habituée à des langages, je ne dirais pas de thuriféraire mais enfin... la France a été habituée à des langages parfois de valets locaux, de néocolonialisme, dans ces conditions elle ne peut pas comprendre qu'il y en ait qui ne veulent pas être dans les rangs. Si l'on se donnait la peine en France de comprendre cette réalité nouvelle qui se vit au Burkina Faso, comme une réalité qui est largement partagée dans beaucoup d'autres pays africains, si l'on se donnait la peine de l'accepter comme telle, beaucoup de choses changeraient. Mais hélas on veut considérer le cas du Burkina Faso comme un accident de parcours, comme un phénomène accidentel peut-être passager. Non, c'est cela la réalité en Afrique, et il faudrait aussi que les relations entre l'Afrique et les autres partenaires évoluent dans le même sens.

– Vous avez dit que vous étiez ouvert à des pays d'idéologies différentes. En mai 81 les socialistes ont pris le pouvoir en France, il n'empêche que votre pays a une idéologie contraire. Est-ce qu'on pourrait dire qu'il devrait exister entre les deux pays une amitié que l'on pourrait qualifier de conditionnelle. Si oui qu'elle en serait les conditions ?

– Je ne pense pas qu'il existe d'amitié inconditionnelle. Même les coups de foudre ont leurs conditions je crois, qui, dès leur disparition, ramènent les êtres à des calculs et à des réalités d'une froideur surprenante. L'amitié entre le Burkina Faso et tout autre pays est une amitié qui pose des conditions de respect de notre souveraineté, de nos intérêts, et puis qui nous posent à nous aussi des conditions, des obligations de respecter le partenaire d'en face. Ce

n'est pas à sens unique ces conditions-là. Nous pensons qu'avec la France le dialogue doit être franc ; la vérité, pour peu que les deux partenaires veulent bien la suivre, pourra nous amener à un programme d'amitié.

Depuis le 4 août 83 jusqu'à ce jour, le représentant de la France, l'ambassadeur a compté que la balance des échanges diplomatiques entre la France et la Haute-Volta d'alors est très déficitaire en notre défaveur. Cela veut dire beaucoup de choses. La France continue de considérer que la position du Burkina Faso peut se deviner, peut s'interpréter, peut être exprimée par tel ou tel ténor. Cela veut dire que la France, sur ce plan, n'a pas considéré que Burkina Faso est une nouveauté, mais une nouveauté qui traduit une certaine réalité en Afrique. Voilà une des conditions possibles.

– Camarade président, dans un peu plus d'un mois vous allez vous retrouver avec vos homologues africains autour d'une même table avec notre premier partenaire économique, la France, au prochain Sommet franco-africain. Qu'attendez-vous de ce sommet ? D'autre part, le Burkina Faso abrite le siège de la CEAO, mais on n'a pas entendu votre déclaration sur l'affaire Diawara, concernant les fonds de la CEAO qui ont été mal placés.

– Prêchez-vous le faux pour savoir le vrai, ou vous êtes-vous laissé entraîner dans une précipitation sans prudence ? Vous dites : dans un peu plus d'un mois je vais me retrouvez avec mes homologues autour de notre partenaire principal, la France. Vous allez vite, car il reste un peu plus d'un mois et, entre temps, sous les ponts il peut avoir coulé beaucoup d'eau. Donc, en temps opportun, si vous revenez au Burkina Faso, nous pourrons vous répondre sur ce que l'on peut attendre de la réunion France-Afrique, parce que ce n'est plus, paraît-il franco-africain depuis mai 1981.

L'affaire Diawara, vous savez, nous sommes au Burkina Faso et nous avons traduit devant les TPR des hauts responsables qui avaient eu le malheur de détourner une lampe, une pintade, une chaise, c'est vous dire que si cette affaire nous était confiée nous saurions la traiter très efficacement. Malheureusement, nous ne savions même pas dans quel dédale elle se trouve. Sûrement elle fait le bonheur de certains, mais sûrement elle fait le malheur de beaucoup, c'est-à-dire ces Africains qui tous ont mis leur confiance à une institution qui s'appelle la CEAO et qui représente pour eux une certaine forme de résolution de leurs problèmes économiques. Ils ne peuvent pas être heureux de constater que certains jonglent avec des millions et des milliards, les placent et les déplacent de banque fantôme en coffre personnel etc. Nous ne comprenons pas cela. Nous ne savons pas comment on peut le tolérer. À Niamey il était décidé que 15 jours plus tard, la CEAO, en accord avec M. Diawara, que les comptes devront retourner chez leurs propriétaires c'est-à-dire les pays membres de la CEAO. Eh bien, comptez voir combien de fois 15 jours sont passés. Nous avons réclamé, nous ne les avons pas eu, mais le jour où le Burkina Faso aura à casser la ligne de gestion d'une telle institution, elle appliquera en fonction de son orientation révolutionnaire, et il ne faudrait pas que l'on s'étonne des procès que nous pourrions faire, c'est-à-dire ce que nous appliquons ici. Si vous ameniez M. Diawara ici, nous le jugerions.

– Peut-on attendre des résultats positifs sur la révision de la coopération entre la France et le Burkina Faso ? Est-ce que vous pensez que dans notre monde d'aujourd'hui, il y a place pour une politique de non-alignement anti-impérialiste ?

– Les accords de coopération doivent être permanemment négociés, révisés et aller au bénéfice des pays qui s'engagent. Les accords de coopération, les

traités coloniaux qui existaient entre la France et la Haute-Volta, puis les traites néocoloniaux qui nous ont liés, doivent céder la place à des accords d'un type nouveau, qui feront que des intérêts à nous seront pris en compte, mais intérêts à nous qui ne devront pas méconnaître les intérêts des antres, nos partenaires. Et ceci dans l'esprit de ce que nous proclamons toujours : peuple à peuple, et non pas de gouvernement à gouvernement.

Le non-alignement vrai est possible. Nous y croyons, et il est peut-être difficile et très difficile ; hélas ! parce qu'il y a des logiques qui ne connaissent même pas d'idéologies, qui n'ont même pas de camp. Le non-alignement, nous pensons que nous le pratiquons. Nous traitons avec tout le monde mais nous critiquons tout le monde à la fois. Et cela sans considération de la puissance que représente l'interlocuteur, sans considération de l'idéologie proclamée de l'interlocuteur. Donc le non-alignement est possible, nous en avons fait les frais, nous avons mesuré toute la difficulté que représente une telle attitude, mais nous y avons trouvé des raisons de continuer. Et nous continuerons.

– La Haute-Volta a décidé de ne pas aller aux jeux olympiques, pourquoi ? Comment expliquez-vous le fait qu'il y a des pays africains qui ont décidé de partir ?

– La Haute-Volta a décidé de ne pas y aller et le Burkina le confirme. Non pas parce qu'il n'y a pas pour nous beaucoup d'espoir de ramener des médailles, non ! mais par principe. Ces jeux-là, comme n'importe quelle tribune, devraient être utilisés par nous pour dénoncer nos ennemis, et le racisme d'Afrique du Sud. Nous ne pouvons pas aller à de tels jeux aux côtés de ceux qui soutiennent l'Afrique du Sud dans sa politique raciste. Et ceux qui refusent les mises en garde et les condamnations que les Africains lancent pour affaiblir l'Afrique du Sud raciste. Nous ne sommes pas d'accord, et nous avons choisi de ne pas y aller quitte à ne jamais aller à des jeux olympiques.

Notre position ne nous a été dictée par personne ; chacun de ceux qui ont refusé d'y aller a ses raisons, les nôtres tiennent aux relations que l'Afrique du Sud a avec les sportifs britanniques, et la Grande Bretagne n'a jamais accepté les mises en garde diverses des protestations nombreuses. La Grande Bretagne n'a pas accepté, nous aussi, nous ne pouvons pas aller à ses côtés pour qu'elle fête. Nous ne pouvons pas aller à cette fête-là. Nous n'avons pas le moral à la fête.

– Vous savez ce qui fait peur à l'Occident, à l'Europe, à la France, c'est souvent leur terme Révolution. Dans votre discours, vous avez dit : "La révolution ne s'exporte pas", c'est une manière de rassurer les pays qui ont un peu peur ? Peut-on ne pas exporter la révolution lorsque les frontières ne sont qu'une démarcation administrative ?

– La révolution ne s'exporte pas. L'on ne peut imposer à aucun peuple un choix idéologique. Exporter la révolution signifierait d'abord que nous, Burkinabè, nous pensions que nous pouvons aller enseigner à d'autres ce qu'ils doivent faire pour résoudre leurs problèmes. C'est une vision contre-révolutionnaire. C'est ce que les pseudos révolutionnaires, la petite bourgeoisie livresque et dogmatique proclament. Cela veut dire que même – nous avons conscience que notre révolution nous l'avons importée et que ce faisant nous sommes chargés de poursuivre la chaîne – il ne s'agit pas de cela, mais nous avons dit que notre révolution ne méconnaît pas les expériences des autres peuples, leurs luttes, leurs succès, leurs échecs. C'est ainsi que la révolution du Burkina Faso prend en compte toute la révolution du monde, quelle qu'elle soit. Exemple : la révolution de 1917 nous enseigne beaucoup de choses ; celle de

1789 nous enseigne beaucoup de leçons. La théorie de Moroé, l'Amérique aux Américains nous enseigne beaucoup – tout nous intéresse – et nous pensons aussi que le fait d'avoir des frontières qui ne sont que des démarcations administratives n'implique pas que notre idéologie pourra envahir les autres. Parce que s'ils n'acceptent pas, s'ils la repoussent, elle ne fera pas un grand chemin. Pour que ces frontières ne puissent pas être un barrage même aux idées, il faudrait que de chaque côté de la frontière on comprenne la ligne comme n'étant qu'une démarcation administrative. Si le Burkina-Faso comprend telle frontière comme n'étant qu'une démarcation administrative, et que de l'autre côté on la comprend comme étant le rempart protecteur, il ne se passera pas ce qui se passe entre le Ghana et le Burkina-Faso ; mieux on connaîtra la révolution, plus on comprendra qu'elle n'est pas finalement dangereuse, et elle est un bien fort pour les peuples. Il y a beaucoup qui ont peur de la révolution parce qu'ils ne la connaissent pas, ou parce qu'ils n'en connaissent que les excès tels que nous les rapportent les chroniqueurs et les correspondants de presse qui sont allés noter le sensationnel. Mais soyons précis, notre révolution n'est pas faite pour l'exportation, mais nous n'entendons pas nous couper les cheveux en quatre pour enfermer la révolution burkinabé dans un blocus imprenable. C'est une idéologie qui souffle, elle est à la disposition de tous ceux qui pensent nécessaire d'en profiter.

– Le changement du nom, du symbole de la nation, va certainement occasionner des dépenses. Si oui, est-ce que vous pouvez nous donner une idée là-dessus ? Quelle est la signification du drapeau ?

– Vous pensez réellement et sérieusement que le fait de changer de nom implique des dépenses ? Nous pensons qu'il n'y a pas de frais supplémentaires à demander à la dactylographe, au lieu d'écrire République de Haute-Volta, d'écrire simplement Burkina-Faso.

D'ailleurs, si vous comptez les lettres, il y a une certaine économie. Sur ce plan nous économisons. Economie de temps et d'énergie. Les documents qui portent république de Haute-Volta disparaîtront avec le temps.

Je sais qu'une certaine presse, dans un journal, nous a déjà attaqués dessus parce qu'il faut trouver une raison de nous attaquer. Nous ne voyons pas en quoi cela nous impose des charges supplémentaires, et s'il y a bien un pays où on pense aux économies, où on économise même les bouts de chandelles, c'est bien chez-nous. Donc nous ne pouvons pas nous amuser à engager des dépenses. Et le changement de nom répond aussi à un besoin qui est tout à fait légitime, c'est-à-dire la décolonisation de tout ce qui symbolise notre pays. Cette décolonisation est rendue indispensable par le fait que nous avons compris que notre indépendance doit aussi se traduire par le rejet de toutes les formes, de tout ce qui est évocateur d'un passé colonial ou néocolonial. Qu'est-ce que cela veut dire la Haute-Volta ? Elle aurait pu être la Basse Volta ou la Super Volta. La Haute Volta, qu'est-ce que cela représente pour les Voltaïques ? Absolument rien. L'autre côté, ça s'appelle la Côte-d'Ivoire. Je ne vous invite pas à me suivre dans notre volonté de changer. Seulement, nous estimons que la Haute-Volta, c'est la reconnaissance des actes de celui-là, Volta, qui a été l'un des premiers, je crois, à connaître ce pays, à le décrire. Mais célébrer les exploits de guerre des explorateurs, cela n'a plus sa place aujourd'hui. En plus, cela ne signifie absolument rien pour nous. Pourquoi les Français ne prendraient pas un nom donné par les premiers tirailleurs sénégalais qui ont mis les pieds en France lorsqu'ils sont allés se battre pour sauver la France menacée ? Et ceux qui veulent porter le nom qui leur a été donné sont tout à fait libres. Il y avait la Côte de l'or, et je ne fais pas un jeu de

mots. Il y a la Côte-d'Ivoire, des tas de côtes, et puis la Haute-Volta. Nous ne voulons pas de ces confusions.

Le nouveau drapeau que nous avons, vert-rouge avec l'étoile jaune or a une signification très simple. Nous avons voulu que le temps fasse le choix, indique le choix, ce n'est pas un hasard. Le vert qui symbolise pour nous l'agriculture, l'abondance du sol, mais signifie aussi dans un autre langage, semble-t-il, l'espérance. Ce vert-là, première couleur ; le rouge, qui signifie aussi notre engagement révolutionnaire, la lutte révolutionnaire, nous l'avons mis au-dessus du vert. Non parce qu'il est au-dessus du vert, mais pour dire que le vert s'attache aux réalités terrestres et le rouge symbolise la vision spirituelle. Aussi, cet esprit qui est dans l'ordonnance qui a été publiée, l'esprit qui souffle et les frontières aériennes sont plus difficiles à établir que les frontières terrestres. L'étoile jaune-or, l'or de la richesse mais l'étoile à 5 branches comme le guide de la révolution. C'est un symbole tout à fait simple et qui dit tout.

– Vous jouissez dans votre pays d'une forte personnalité. Vous êtes jeune, vous avez l'esprit sportif, téméraire et ambitieux. Quelle image la presse qui est présente ici doit exporter à l'étranger ?

– Je ne peux pas vous répondre.

– Ne pensez-vous pas qu'il est très difficile de faire marcher un peuple sur une corde raide tracée dans la savane ? Et est-ce que cela ne peut pas conduire à la dictature ?

– Corde raide, raideur, tout ça fait un peu rigueur, austère et finalement dictateur. Mais ça peut se conjuguer autrement aussi ! Et nous pensons au contraire que l'image peut être vue d'une autre manière, qui consisterait à dire que les Voltaïques évoluent dans un chemin, un sentier de plus en plus rétréci. Mais ils le font dans un esprit de démocratie qui associe tout le monde. Ils le font avec la volonté des masses populaires qui traduit effectivement la volonté de tons. Et vous l'avez constaté, la révolution chez nous, elle est gaie. Et si elle ne l'a pas été suffisamment, je vous invite aux nombreux bals qui se donnent et qui continueront de se donner. C'est avec tout cela que nous faisons la révolution. Elle est exigeante. Très exigeante, cette révolution, pour nous tous, et plus d'un sont surpris à se demander : si nous avions su ; parce qu'après tout, ce sont les mêmes qui sont surpris aussi à chaque étape à se féliciter des succès.

Donc, la rigueur imposée d'en haut, encouragée, crée la dictature en tant que pouvoir personnel, que vérité d'un homme, en tant que vérité imposée à une majorité. Mais la rigueur qui vient de la base, la rigueur partagée, celle-là ne laisse pas la place à la dictature ; et c'est cette rigueur que nous voulons appliquer. C'est pourquoi, plutôt que de prendre un détourneur de fonds publics, le condamner à une peine qu'il mérite, une peine sévère, de l'envoyer en prison ou de le fusiller même, pourquoi pas ; plutôt que de faire cela nous avons préféré dire à nos compatriotes : jugez-le. Ils le jugent, ils le condamnent ensemble ou alors lui expriment ou lui témoignent une certaine indulgence, ensemble. Cela enlève la dictature, cela ne nous permet pas en tout cas de faire de la dictature, et c'est pourquoi à chaque fois nous voulons associer notre peuple.

– Qu'avez-vous à ajouter pour conclure cet entretien ?

– Je vous remercie, vous tous qui êtes venus ici avec un esprit d'amitié je crois, parfois même avec un esprit de sympathie ; certains d'entre vous regardant la révolution burkinabè avec la conviction qu'elle constitue un modèle, un exemple ; d'autres lui exprimant une espèce de condescendance ; et

puis d'autres aussi lui témoignant, lui réservant un sourire amusé, parce que lui trouvant un air bon enfant, et puis aussi certains doutant, n'arrivant pas aussi à se départir de certaines craintes. Mais je vous remercie tous d'être venus. À moins d'être des kamikazes ou des correspondants de guerre très expérimentés, vous êtes tous venus ici sans craindre de bloquer une balle de kalachnikov au détour d'un chemin. Preuve que d'autres (sûrement pas vous) ont écrit sur notre pays, à savoir les coups de fusils qui se tirent partout et contre tout le monde ; preuve que cela est faux. Et j'espère que vous saurez le rapporter tel quel. Vous êtes venus aussi nous écouter, nous regarder faire et nous poser des questions, ce qui pourrait signifier que vous nous prêtez la capacité de résoudre les problèmes qui se posent à ce pays. Vous nous supposez donc la capacité de travailler, et pour notre peuple aussi pour l'intérêt de tous. Si tel est le cas nous pouvons vous rassurer que nous ne ménagerons aucun effort dans ce sens. Je voudrais remercier tous ceux qui ont eu d'une façon ou d'une autre à faire connaître notre pays parce qu'ils l'ont présenté, ou ceux qui ont eu à le faire connaître parce qu'ils ont voulu trop le charger en essayant d'y trouver des scandales, ou en tout cas des images sensationnelles particulières, et qui finalement n'ont fait que nous attirer encore une fois de la sympathie, je voudrais vous remercier tous. Et je regrette une chose, c'est que nous n'ayons pas eu le temps de suffisamment discuter.

La révolution c'est aussi l'exercice pédagogique quotidien ; des exigences pédagogiques pour les dirigeants. Nous devons expliquer, nous devons simplifier au maximum ce que nous avons à dire, et nous ne devons pas nous lasser de parler. C'est ce que nous faisons. Et j'aurais bien voulu avoir beaucoup plus de temps à vous consacrer pour que nous discutions davantage. Je n'ai pas pu accorder à chacun de vous une interview, l'exclusivité ; c'est la guerre des presses et on n'y met jamais fin. Radio France internationale annonce depuis quelques jours triomphalement, victorieusement, la tête très haute et très fière, qu'elle détient l'exclusivité du changement du nom de notre pays (nous ne vous en voulons pas ; remarquez que cela en vaut une médaille). Mais il y a quelques erreurs involontaires (je crois) qui se sont glissées mais ce pas bien grave. Parce qu'on ne dit plus République du Burkina Faso, on ne dit plus République démocratique du Burkina Faso ou Burkina Faso démocratique et populaire. Tout cela est déjà contenu dans le mot Faso. Et ajouter d'autres qualificatifs c'est de la tautologie, et persister c'est du confusionnisme, insister, alors c'est de la subversion. Je vous remercie beaucoup, voyez-vous le peu de temps que nous avons passé ne suffit pas pour connaître les réalités de ce pays.

C'est une période exceptionnelle, tous les responsables, tout le monde court de gauche à droite, il faut accueillir les délégations qui arrivent, il faut les loger dans les conditions que ne ressemblent pas du tout à ce que l'on retrouve ailleurs. Nous avons assisté à des anniversaires, à des congrès, à des grands rassemblements dans certains pays où il y a des infrastructures adéquates qui permettent d'accueillir des milliers et des milliers de délégués. Ici, le plafond est très vite crevé à partir du 41ème journaliste, donc je comprends très bien que, venus plus de 40, certains d'entre vous aient été dans des conditions matérielles pas très heureuses. J'espère cependant que vous n'êtes pas venus pour le goût des palaces, auquel cas vous pouvez demander à d'autres de vous s'occuper de leurs images de marque.

Mais c'est comme cela qu'un peuple construit son bonheur, en acceptant les réalités qu'il vit, en mettant des limites à ces caprices, en ne rêvant pas de ce qu'il ne peut pas avoir. Si certains ont estimé, bien qu'étant dans les pays chaud, de devoir importer des blocs de glace pour le plaisir des sports d'hiver, c'est leur droit. Nous estimons qu'il faut développer le sport des savanes.

Votre bref séjour chez-nous contribuera à montrer que nous ne sommes pas un accident de l'histoire. Nous sommes le produit d'une réalité qui a pris naissance il y a plusieurs années dans la lutte que notre peuple, beaucoup de nos responsables ont menée ; les échecs et les succès qu'ils ont remportés, tout cela nous amène à tirer des leçons de la forme la plus adéquate de la lutte la plus positive, la plus bénéfique qu'il soit. Nous ne sommes donc pas un accident de l'histoire, nous sommes un produit d'une situation généralisée, mais ne sommes pas surpris que dans d'autres pays africains on enregistre les procès de nos TPR, et nous ne sommes pas surpris que ces cassettes-là rivalisent terriblement avec les cassettes de reggae ou de disco, parce que ce à quoi nous nous attaquons ici est connu ailleurs, à vrai dire. Les problèmes de notre pays ne sont pas si particuliers que cela. Les détourneurs de deniers publics, il y en a ailleurs aussi. Ceux qui se sont enrichis des dons, de l'aide alimentaire pour la période de la grande sécheresse, existent aussi dans les autres pays. Ceux qui utilisent le trafic d'influence, ceux qui s'adonnent à la magouille existent au Burkina Faso, mais existent aussi ailleurs.

La loi appliquée d'une façon bourgeoise, restrictive, dominatrice, à savoir proclamer que nul n'est censé ignorer la loi, et au nom de ce principe-là, à condamner n'importe qui pour n'importe quel acte jugé comme une faute, tout cela qui traduit le caractère dépassé du droit, cela existe ailleurs ! Combien de fois par jour dans vos pays, et peut-être même dans des pays d'où nous viennent ces textes-là, en France par exempte, un citoyen, une citoyenne se lamente, se retrouve vraiment dans le désarroi parce qu'une loi que ce citoyen ignore totalement le condamne pour un acte qu'il a posé pensant bien faire. C'est tout cela qui explique qu'il faut donner au peuple son pouvoir.

En même temps je souhaite que vous saurez traduire à l'extérieur notre désir sincère de faire avec tout le monde. Cette paix avec tout le monde ne signifie pas que nous commençons à nous "assagir", cette paix-là, je voulais simplement dire qu’un an, c'est suffisant pour que chacun sache que le pouvoir du peuple qui s'exprime dans notre pays est le pouvoir avec lequel il faut traiter, c'est à prendre ou à laisser. Ce pouvoir du peuple est un exemple qui est suivi ici et ailleurs. Il constitue un avertissement ce sera : *malheur à ceux qui bâillonnent leur peuple,* à ceux qui tenteront de s'opposer à ce torrent inextinguible qu'est la prise en conscience de plus en plus forte des masses populaires et ailleurs.

Je vous remercie encore une fois d'être venus chez-nous, je vous souhaite aussi pour ceux qui resteront pour quelque temps, un bon séjour au Burkina Faso. Vous êtes venus en Haute-Volta, vous continuez au Burkina Faso, je vous souhaite un bon retour dans vos pays respectifs et une bonne carrière journalistique ; meilleur journaliste est celui qui traduit le mieux ce que désire le peuple, le meilleur journaliste n'est pas forcément celui qui écrit pour faire plaisir aux puissants du jour. J'espère vous retrouver au 10e, 20e, 50e anniversaires, au centenaire de la révolution, bien sûr si on ne disparaît pas parce qu'il faut compter avec cette éventualité.

Quand je parle de mourir ou de disparaître, je pense à vous, pas à la révolution. Ce sont vos journaux qui pourront disparaître, mais pas la révolution. Merci beaucoup.

"Notre maison blanche se trouve dans notre Harlem noir" (1) - Discours à Harlem le 2 Octobre 1984

[Venu à New York pour s'adresser à l'Assemblée générale des Nations unies, Sankara se rend au Centre de commerce du tiers-monde de Harlem, pour inaugurer une exposition d'art burkinabè.]

« Chers amis, je vous dis merci. Je vous dis merci parce que vous nous avez donné l'occasion de présenter le Burkina Faso. Comme vient de le dire si brillamment notre frère, nous avons décidé de changer de nom. Cela correspond à un moment où nous sommes en train de renaître. Nous avons voulu tuer la Haute-Volta pour faire renaître le Burkina Faso. Pour nous, le nom de Haute-Volta symbolise la colonisation. Et nous estimons que, pas plus que nous n'avons d'intérêt pour la Haute-Volta, nous n'en avons pour la Basse-Volta, l'Ouest-Volta, l'Est-Volta. Cette exposition nous permet ici de donner à la face du monde entier le véritable nom que nous avons choisi : Burkina Faso. Cela est une très grande opportunité pour nous.

On peut se poser la question de savoir pourquoi nous avons préféré commencer notre exposition par Harlem. Parce que nous estimons que le combat que nous menons en Afrique, et principalement au Burkina Faso, est le même combat que vous menez à Harlem. Nous estimons que nous, en Afrique, nous devons apporter à nos frères de Harlem tout le soutien nécessaire pour que leur combat soit connu également. Quand à travers le monde entier l'on saura que Harlem est devenu un cœur vivant qui bat au rythme de l'Afrique, alors tout le monde respectera Harlem. Tout chef d'État africain qui vient à New York devrait d'abord passer par Harlem : parce que nous considérons que notre Maison blanche se trouve dans le Harlem noir.

Cette exposition que vous êtes venus voir ce soir a pour nous une grande signification. Elle traduit tout notre passé, elle traduit également notre présent. En même temps, cette exposition ouvre la porte sur notre avenir. Elle constitue un lien vivant entre nous et nos ancêtres, nous et nos enfants. Chaque objet que vous verrez ici exprime la douleur de l'Africain. Chaque objet exprime également la lutte que nous menons contre les fléaux naturels, mais aussi contre les ennemis qui sont venus nous dominer. Chaque objet ici exprime les sources d'énergie auxquelles nous faisons confiance pour le combat que nous menons. Que ce soit d'une façon ancestrale ou d'une façon moderne, nous pensons que notre avenir se dessine aussi, s'inscrit dans ces objets d'art. La magie qui se cache dans ces objets, dans ces masques, est peut-être cette même magie qui a permis à d'autres d'avoir confiance en l'avenir, d'explorer le ciel et d'envoyer des fusées sur la lune. Nous voulons qu'on nous laisse libre de donner toute sa signification à notre culture et à notre magie. C'est quand même un phénomène magique que d'appuyer simplement sur un bouton et de voir la lumière surgir. Si l'on avait voulu barrer la route à Jules Verne, certainement qu'il n'y aurait pas eu aujourd'hui tout ce développement astronomique.

Nos ancêtres en Afrique avaient engagé une certaine forme de développement. Nous ne voulons pas qu'on assassine ces grands savants africains. C'est pourquoi au Burkina Faso nous avons décidé de créer un centre de recherche pour l'homme noir. Dans ce centre nous étudions les origines de l'homme noir.

Nous étudions également l'évolution de sa culture, la musique africaine à travers le monde entier, l'art vestimentaire à travers le monde entier, l'art culinaire africain à travers le monde entier, les langues africaines à travers le monde entier. Bref, tout ce qui nous permet d'affirmer notre identité sera étudié dans ce centre. Ce centre ne sera pas un centre fermé. Nous appelons tous les Africains à venir étudier dans ce centre. Nous appelons les Africains d'Afrique, nous appelons les Africains hors d'Afrique, nous appelons les Africains de Harlem : que chacun vienne participer à son niveau pour le développement et l'épanouissement de l'homme africain. Nous souhaitons que cette exposition constitue une espèce de prélude à ce gigantesque travail qui nous attend.

Faisons en sorte, chers frères et camarades, que les générations à venir ne nous accusent pas d'avoir bradé, d'avoir étouffé l'homme noir.

Faisons en sorte, chers frères et camarades que les générations à venir ne nous accusent pas d'avoir bradé, d'avoir étouffé l'homme noir.

Je ne voudrais pas être plus long que cela. D'autres objets d'art sont attendus pour compléter cette exposition, notamment, je crois, des objets en bronze, et j'espère aussi que j'aurai l'occasion, peut-être demain ou après-demain, de repasser par ici, à Harlem, et de discuter avec vous de cette exposition.

Tout en vous remerciant d'avoir permis à un pays d'Afrique, le Burkina Faso, de se manifester, je voudrais au nom du peuple du Burkina Faso, et au nom de nos frères qui sont ici à Harlem, je voudrais déclarer cette exposition ouverte.

Je vous remercie. »

“Notre Maison blanche se trouve dans le Harlem noir” (2) - Discours à Harlem le 3 octobre 1984

[Sankara prend la parole devant 500 personnes réunies à l’école Harriet Tubman, lors d’un meeting organisé par la Coalition Patrice Lumumba. Chaque phrase du discours a été, au fur et à mesure, traduite en américain. Le texte ci-dessous est la retranscription (hors traductions) d’un enregistrement audio.]

« L’impérialisme ! », « *À bas !* »
« L’impérialisme ! », « *À bas !* »
« Le néo-colonialisme ! », « *À bas !* »
« Le racisme ! », « *À bas !* »
« Le fantochisme ! », « *À bas !* »
« Gloire ! », « *Au peuple !* »
« Dignité ! », « *Au peuple !* »
« Pouvoir ! », « *Au peuple !* »
« La patrie ou la mort », « *nous vaincrons !* »
« La patrie ou la mort », « *nous vaincrons !* »
« Merci camarades. » [*Applaudissements*]

« Je ne serai pas long, parce que ceux qui m’ont précédé ici ont dit ce que doit être la révolution. La camarade membre du Comité central (du *All African People’s Revolutionary Party*) a bien expliqué ce que doit être la révolution et ce que doit être notre engagement. Le camarade révérend a dit en des termes très ironiques ce que doit être la révolution. Les camarades des autres régions du continent, et hors du continent, ont expliqué aussi ce que doit être la révolution. Les chanteurs, les danseurs, les musiciens ont dit ce que doit être la révolution. [*Applaudissements*] Ce qu’il nous reste à faire, c’est faire la révolution. [*Cris et Applaudissements*] Tout à l’heure, lorsque j’ai vu ce ballet, j’ai senti que nous étions, effectivement, en Afrique. [Applaudissements] Et c’est pourquoi, j’ai déjà dit et je répète, que notre Maison blanche se trouve dans le Harlem noir. [*Cris et applaudissements prolongés*]

Ils sont nombreux qui considèrent que Harlem est un dépotoir. Ils sont nombreux qui considèrent que Harlem est fait pour étouffer. Mais ils sont nombreux, ceux qui pensent que Harlem donnera à l’âme africaine toute sa dimension. [*Applaudissements*]

En tant qu’Africains nous sommes nombreux et très nombreux. Nous devons comprendre que notre existence doit être vouée à la lutte pour la réhabilitation de l’homme africain [*Applaudissements*]. Nous devons mener le combat qui nous soustraira à la domination des autres hommes et à leur oppression. Certains Noirs ont peur et ils préfèrent s’inféoder aux Blancs. Il faut les dénoncer, il faut les combattre. Nous devons être fiers d’être Noirs. [*Applaudissements prolongés*]

Souvenez-vous, il y a beaucoup, il y a beaucoup de ces hommes politiques qui ne pensent aux Noirs qu’à la veille des élections. [*Cris et applaudissements prolongés*]

Nous devons être Noirs avec les Noirs, le jour comme la nuit [*Applaudissements*]. Mais nous comprenons que notre lutte, notre lutte est un appel à la construction. Nous ne demandons pas que le monde soit construit uniquement pour les Noirs, et contre les autres hommes. Nous voulons en tant

que Noirs apprendre aux autres hommes à s'aimer entre eux. Malgré leur méchanceté contre nous, nous saurons résister et ensuite leur enseigner ce que c'est que la solidarité. Mais nous savons également qu'il nous faut être organisés et déterminés [*Applaudissements*]. Nos frères sont en Afrique du Sud, ils doivent être libérés [*Applaudissements prolongés*]. L'année dernière, j'ai rencontré Maurice Bishop [le Premier ministre de Grenade]. Nous avons discuté longuement. Nous nous sommes donnés mutuellement des conseils. Quand je suis rentré dans mon pays, j'ai été arrêté par l'impérialisme. J'ai pensé à Maurice Bishop. Quelques temps après j'ai pu être délivré de prison, grâce à la mobilisation de la population, et j'ai pensé encore à Maurice Bishop. J'ai préparé pour lui une lettre. Je n'ai pas eu l'occasion de la lui envoyer. Là encore, à cause de l'impérialisme. Alors nous avons compris qu'il faut désormais lutter contre l'impérialisme sans relâche. Si nous ne voulons pas que demain on assassine encore des Maurice Bishop, il faut que nous nous mobilisions dès aujourd'hui. [*Applaudissements prolongés*]

Et c'est pourquoi je veux vous montrer que je suis prêt contre l'impérialisme [*Il tient sa mitraillette dans les airs. Cris et applaudissements prolongés*]. Et je vous prie de croire que ce n'est pas un jouet. Ce sont des balles réelles. Et lorsque nous tirerons ces balles, ce sera contre l'impérialisme. Ce sera en faveur de tous les hommes noirs. Ça sera en faveur de tous ceux qui souffrent de la domination. Ça sera également en faveur des hommes blancs qui sont de véritables frères pour les Noirs. Et également ce sera en faveur du Ghana, parce que le Ghana est un pays-frère. Vous savez pourquoi nous avons organisé avec le Ghana les manœuvres *Bold Union* ? C'était pour montrer à l'impérialisme de quoi nous sommes capables en Afrique. Beaucoup d'autres États africains préfèrent organiser leurs manœuvres en accord avec les puissances extérieures. Lorsque nous aurons des prochaines manœuvres, il faudra qu'ils viennent, qu'il y ait de Harlem des combattants pour participer avec nous [*Cris, applaudissements prolongés*].

Notre révolution est symbolisée dans notre drapeau. C'est le nouveau drapeau de notre pays. Notre pays a également changé de nom. Et ce drapeau, vous constaterez qu'il ressemble au drapeau de votre parti. C'est parce que, nous aussi, nous sommes dans ce parti. C'est parce que nous œuvrons pour la même cause que ce parti. C'est pourquoi tout naturellement les couleurs de ces drapeaux se ressemblent. Et ces couleurs ont la même signification. Nous n'avons pas mis la couleur noire, parce que nous sommes en Afrique, déjà. [*Applaudissements*]

L'impérialisme « *À bas !* », L'impérialisme « *À bas !* ». Mais vous pouvez considérer que ces deux drapeaux sont égaux.

Vous savez, il est important que, chaque jour, chacun de vous se souvienne d'une chose. Pendant que nous sommes là en train de discuter, pendant que nous sommes là en train de nous parler entre Africains, il y a des espions qui sont là pour rendre compte demain matin. Nous leur disons que, ils n'ont pas besoin d'amener des micros secrets, puisque même si la télévision venait ici nous allions répéter exactement la même chose [*Rires et applaudissements*].

Alors, il faut vous dire que nous avons en nous la force et la capacité de combattre l'impérialisme, et la seule chose dont vous devez vous souvenir c'est que, quand le peuple se met debout, l'impérialisme tremble.
[*Applaudissements*]

Et, j'ai admiré beaucoup les ballets qui ont été exécutés. C'est pourquoi je voulais vous inviter à la prochaine semaine nationale de la culture qui se déroulera au Burkina Faso au mois de décembre. Vous devez envoyer ne serait-ce qu'un représentant. Je vous invite également au prochain festival panafricain

du cinéma de Ouagadougou au mois de février. Tous les États africains seront représentés. L'Afrique du sud sera représentée par le mouvement de libération africain. Harlem doit être représenté [*Applaudissements*]. Nous ferons tout notre possible pour vous envoyer ici à Harlem, des troupes du Burkina Faso pour des exhibitions en faveur de nos frères et de nos sœurs africains qui sont ici. Je vous demande de les encourager, de les soutenir et de leur permettre d'aller dans d'autres villes américaines pour rencontrer d'autres Africains qui sont dans ces villes américaines.

Et nous vous enverrons ici… j'ai constaté que vous avez beaucoup d'estime et de respect pour le camarade Jerry John Rawlings, alors nous vous enverrons ici les pagnes africains qui portent sa photo. Et sur ces pagnes nous avons écrit que "Ghana et Burkina Faso : même combat." Il faudra porter ces vêtements partout, au bureau, dans la rue, au marché, n'importe où. Soyez fiers de cela, montrez que vous êtes Africains. N'ayez jamais honte d'être des Africains [*Applaudissements*].

J'avais dit que je ne serais pas long et, avant de terminer, je vous demanderai de vous mettre debout parce que demain, lorsque je ferai mon discours aux Nations unies, je parlerai des ghettos, je parlerai de Nelson Mandela qui doit être libéré [*Applaudissements*]. Je parlerai de l'injustice, je parlerai du racisme, et je parlerai de l'hypocrisie des dirigeants à travers le monde. Je leur dirai que vous et nous, nous tous, nous menons nos combats, et qu'ils ont intérêt à faire attention. Parce que vous représentez le peuple. Partout où vous êtes debout, l'impérialisme tremble. Et c'est pourquoi je vous invite à répéter : Lorsque le peuple se met debout, l'impérialisme tremble.

« *Lorsque le peuple se met debout, l'impérialisme tremble !* »

Encore !

« *Lorsque le peuple se met debout, l'impérialisme tremble !* »

Encore !

« *Lorsque le peuple se met debout, l'impérialisme tremble !* »

L'impérialisme ! « *À bas !* »

L'impérialisme ! « *À bas !* »

Le fantochisme ! « *À bas !* »

L'impérialisme ! « *À bas !* »

Le racisme ! « *À bas !* »

Le sionisme ! « *À bas !* »

Le néo-colonialisme ! « *À bas !* »

Gloire ! « *Au peuple !* »

Dignité ! « *Au peuple !* »

Musique ! « *Au peuple !* »

Santé ! « *Au peuple !* »

Éducation ! « *Au peuple !* »

Pouvoir ! « *Au peuple !* »

La patrie ou la mort, nous vaincrons !

Merci, camarades. »

Discours de Sankara à l'ONU, le 4 octobre 1984

[La source de ce discours est une brochure distribuée par la représentation du Burkina Faso auprès des Nations unies.]

« Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire général, Honorables représentants de la Communauté internationale.

Je viens en ces lieux vous apporter le salut fraternel d'un pays de 274 000 km², où sept millions d'enfants, de femmes et d'hommes, refusent désormais de mourir d'ignorance, de faim et de soif, tout en n'arrivant pas à vivre véritablement, depuis un quart de siècle d'existence comme État souverain, siégeant à l'ONU.

Je viens à cette trente-neuvième session vous parler au nom d'un peuple qui, sur la terre de ses ancêtres, a choisi dorénavant de s'affirmer et de s'assumer dans son histoire, dans ses aspects positifs, comme dans ses aspects négatifs, sans complexe aucun.

Je viens enfin, mandaté par le Conseil national de la révolution du Burkina Faso, pour exprimer les vues de mon peuple concernant les problèmes inscrits à l'ordre du jour, et qui constituent la trame tragique des évènements qui fissurent douloureusement les fondements du monde en cette fin du 20e siècle. Un monde où l'humanité est transformée en cirque, déchirée par les luttes entre les grands et les semi-grands, battue par des bandes armées, soumise aux violences et au pillage. Un monde où des nations, se soustrayant à la juridiction internationale, commandent des groupes de hors-la-loi, vivant de rapines, et organisant d'ignobles trafics, le fusil à la main.

Monsieur le Président, je n'ai pas ici la prétention d'énoncer des dogmes. Je ne suis ni un messie ni un prophète. Je ne détiens aucune vérité. Ma seule ambition est une double aspiration : premièrement, pouvoir, en un langage simple, celui de l'évidence et de la clarté, parler au nom de mon peuple, le peuple du Burkina Faso ; deuxièmement, parvenir à exprimer aussi, à ma manière, la parole du grand peuple des déshérités, ceux qui appartiennent à ce monde qu'on a malicieusement baptisé Tiers-monde. Et dire, même si je n'arrive pas à les faire comprendre, les raisons que nous avons de nous révolter. Tout cela dénotant l'intérêt que nous portons à l'ONU, les exigences de nos droits y prenant la vigueur et la rigueur de la claire conscience de nos devoirs.

Nul ne s'étonnera de nous voir associer l'ex Haute-Volta, aujourd'hui le Burkina Faso, à ce fourre-tout méprisé, le Tiers-monde, que les autres mondes ont inventé au moment des indépendances formelles, pour mieux assurer notre aliénation culturelle, économique et politique. Nous voulons nous y insérer, sans pour autant justifier cette gigantesque escroquerie de l'Histoire. Encore moins pour accepter d'être "*l'arrière monde d'un Occident repu*". Mais pour affirmer la conscience d'appartenir à un ensemble tricontinental et admettre, en tant que non-alignés et avec la densité de nos convictions, qu'une solidarité spéciale unit ces trois continents d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique dans un même combat, contre les mêmes trafiquants politiques, les mêmes exploiteurs économiques.

Reconnaître donc notre présence au sein du Tiers-monde c'est, pour paraphraser José Marti, "*affirmer que nous sentons sur notre joue tout coup*

donné à n'importe quel homme de ce monde". Fin de citation. Nous avons jusqu'ici tendu l'autre joue. Les gifles ont été redoublées. Mais le cœur du méchant ne s'est pas attendri. Ils ont piétiné la vérité du juste. Du Christ, ils ont trahi la parole. Ils ont transformé sa croix en massue. Et après qu'ils se soient revêtus de sa tunique, ils ont lacéré nos corps et nos âmes. Ils ont obscurci son message. Ils l'ont occidentalisé, cependant que nous le recevions comme libération universelle. Alors, nos yeux se sont ouverts à la lutte des classes. Il n'y aura plus de gifles. Il faut proclamer qu'il ne peut y avoir de salut pour nos peuples que si nous tournons ra-di-ca-le-ment le dos à tous les modèles que tous les charlatans de même acabit ont essayé de nous vendre vingt années durant. Il ne saurait y avoir pour nous de salut en dehors de ce refus-là. Pas de développement en dehors de cette rupture.

Du reste, tous les nouveaux “maîtres-à-penser”, sortant de leur sommeil, réveillés par la montée vertigineuse de milliards d'hommes en haillons, effrayés par la menace que fait peser sur leur digestion cette multitude traquée par la faim, commencent à remodeler leurs discours et, dans une quête anxieuse, recherchent une fois de plus, en nos lieux et places, des concepts-miracles, de nouvelles formes de développement pour nos pays. Il suffit pour s'en convaincre de lire les nombreux actes des innombrables colloques et séminaires.

Loin de moi l'idée de tourner en ridicule les efforts patients de ces intellectuels honnêtes qui, parce qu'ils ont des yeux pour voir, découvrent les terribles conséquences des ravages imposés par lesdits “spécialistes” en développement dans le Tiers-monde.

La crainte qui m'habite, c'est de voir les résultats de tant d'énergies confisquées par les *Prospéro* de tout genre pour en faire la baguette destinée à nous renvoyer à un monde d'esclavage maquillé au goût de notre temps. Cette crainte se justifie d'autant plus que la petite bourgeoisie africaine diplômée, sinon celle du Tiers-monde, soit par paresse intellectuelle, soit plus simplement parce qu'ayant goûté au mode de vie occidental, n'est pas prête à renoncer à ses privilèges. De ce fait, elle oublie que toute vraie lutte politique postule un débat théorique rigoureux, et elle refuse l'effort de réflexion pour inventer des concepts nouveaux à la hauteur du combat meurtrier qui nous attend. Consommatrice passive et lamentable, elle se regorge de vocables fétichisés par l'Occident, comme elle le fait de son whisky et de son champagne, dans ses salons à l'harmonie douteuse. On recherchera en vain, depuis les concepts de négritude et d'*African personality* marqués maintenant par les temps, des idées vraiment neuves issues des cerveaux de nos "grands" intellectuels. Le vocabulaire des idées nous viennent d'ailleurs. Nos professeurs, nos ingénieurs et nos économistes se contentent d'y adjoindre des colorants parce que, des universités européennes dont ils sont les produits, ils n'ont ramené souvent que leurs diplômes et le velours des adjectifs ou des superlatifs ! Il est nécessaire, il est urgent que nos cadres et nos travailleurs de la plume apprennent qu'il n'y a pas d'écriture innocente. En ces temps de tempêtes, nous ne pouvons laisser à nos seuls ennemis d'hier et d'aujourd'hui le monopole de la pensée, et de l'imagination, et de la créativité. Il faut, avant qu'il ne soit trop tard, car il est déjà tard, que ces élites, ces hommes de l'Afrique, du Tiers-monde, reviennent à eux-mêmes, c'est-à-dire à leurs sociétés, à la misère dont nous avons hérité pour comprendre, non seulement que la bataille pour une pensée au service des masses déshéritées n'est pas vaine, mais qu'ils ne peuvent devenir crédibles, sur le plan international, qu'en inventant réellement, c'est-à-dire en donnant de leurs peuples une image fidèle. Une image qui leur permette de réaliser des

changements profonds de la situation sociale et politique, susceptible de nous arracher à la domination et à l'exploitation étrangère qui livrent nos États à la seule perspective de la faillite. C'est ce que nous avons perçu, nous, peuple du Burkina, au cours de cette nuit du 4 août 1983, aux premiers scintillements des étoiles dans le ciel de notre patrie. Il nous fallait prendre la tête des jacqueries qui s'annonçaient dans les campagnes affolées par l'avancée du désert, épuisées par la faim et la soif, et délaissées. Il nous fallait donner un sens aux révoltes grondantes des masses urbaines désœuvrées, frustrées et fatiguées de voir circuler les limousines des élites aliénées qui se succédaient à la tête de l'État, et qui ne leur offraient rien d'autre que les fausses solutions, pensées et conçues par les cerveaux des autres. Il nous fallait donner une âme idéologique aux justes luttes de nos masses populaires, mobilisées contre l'impérialisme monstrueux. À la révolte passagère, simple feu de paille, devrait se substituer pour toujours la révolution, lutte éternelle contre toute domination. D'autres avant moi ont dit, d'autres après moi diront à quel point s'est élargi le fossé entre les peuples nantis, et ceux qui n'aspirent qu'à manger à leur faim, boire à leur soif, survivre et conserver leur dignité. Mais nul n'ignorera, nul n'imaginera à quel point le grain du pauvre a nourri chez nous la vache du riche !

Dans le cas de l'ex Haute-Volta, le processus était encore plus exemplaire. Nous étions la condensation magique, le raccourci de toutes les calamités qui ont fondu sur les pays dits en voie de développement.

Le témoignage de l'aide présentée comme panacée et souvent trompetée, sans rime ni raison, est ici éloquent. Très peu sont les pays qui ont été, comme le mien, inondés d'aides de toutes sortes. Cette aide est, en principe, censée œuvrer au développement. On cherchera en vain, dans ce qui fut autrefois la Haute-Volta, les signes de ce qui peut relever d'un développement. Les hommes en place, soit par naïveté, soit par égoïsme de classe, n'ont pas pu, ou n'ont pas voulu maîtriser cet afflux extérieur, en saisir la portée et exprimer des exigences dans l'intérêt de notre peuple.

Analysant un tableau publié en 1983 par le Club du Sahel, Jacques Giri, dans son ouvrage *Le Sahel demain*, conclut avec beaucoup de bon sens que l'aide au Sahel, à cause de son contenu et des mécanismes en place, n'est qu'une aide à la survie. Seule, souligne-t-il, 30 % de cette aide permettent simplement au Sahel de vivre. Selon Jacques Giri, cette aide extérieure n'aura pas d'autre but que de continuer à développer les secteurs improductifs, imposant des charges intolérables à nos petits budgets, désorganisant nos campagnes, creusant les déficits de notre balance commerciale, accélérant notre endettement.

Juste quelques clichés pour présenter l'ex Haute-Volta :

– 7 millions d'habitants, avec plus de 6 millions de paysannes et de paysans.

– Un taux de mortalité infantile estimé à 180 pour mille.

– Une espérance de vie se limitant à 40 ans.

– Un taux d'analphabétisme allant jusqu'à 98 %, si nous concevons l'alphabétisé comme celui qui sait lire, écrire et parler une langue.

– Un médecin pour 50 000 habitants.

– Un taux de scolarisation de 16 %.

– Et enfin, un produit intérieur brut par tête d'habitant de 53 356 francs CFA, soit à peine plus de 100 dollars.

Le diagnostic, à l'évidence, était sombre. La source du mal était politique. Le traitement ne pouvait qu'être politique.

Certes, nous encourageons l'aide qui nous aide à nous passer de l'aide. Mais, en général, la politique d'assistance et d'aide n'a abouti qu'à nous désorganiser, à nous asservir et à nous déresponsabiliser, dans notre espace économique, politique, économique et culturel.

Nous avons choisi de risquer de nouvelles voies pour être plus heureux. Nous avons choisi de mettre en place de nouvelles techniques. Nous avons choisi de rechercher des formes d'organisation mieux adaptées à notre civilisation, rejetant de manière abrupte et définitive toutes sortes de diktats extérieurs, pour créer ainsi les conditions d'une dignité à la hauteur de nos ambitions.

Refuser l'état de survie, desserrer les pressions, libérer nos campagnes d'un immobilisme moyenâgeux ou d'une régression, démocratiser notre société, ouvrir les esprits sur un univers de responsabilité collective pour oser inventer l'avenir.

Briser et reconstruire l'administration, à travers une autre image du fonctionnaire, plonger notre armée dans le peuple par le travail productif et lui rappeler incessamment que, sans formation patriotique, un militaire n'est qu'un criminel en puissance. Tel est notre programme politique.

Au plan de la gestion économique, nous apprenons à vivre simplement, à accepter à nous imposer l'austérité, afin d'être à même de réaliser de grands desseins.

Déjà, grâce à l'exemple de la Caisse de solidarité révolutionnaire, alimentée par des contributions volontaires, nous commençons à répondre aux cruelles questions posées par la sécheresse. Nous avons soutenu et appliqué les principes d'Alma-Ata en élargissant le champ des soins de santé primaires. Nous avons fait nôtre, comme politique d'État, la stratégie du GOBI FFF, préconisée par l'Unicef.

Par l'intermédiaire de l'UNSO [l'Office du Sahel des nations unies, OSNU en français], nous pensons que les Nations unies devraient permettre aux pays touchés par la sécheresse la mise sur pied d'un plan à moyen et long termes, afin de parvenir à l'autosuffisance alimentaire.

Pour préparer le vingt-et-unième siècle, nous avons, par la création d'une tranche spéciale de la Loterie, la tombola dite "Instruisons nos enfants", lancé une campagne immense pour l'éducation et la formation de nos enfants dans une école nouvelle. Nous avons lancé à travers l'action salvatrice des Comités de défense de la révolution un vaste programme de construction de logements sociaux, 500 en trois mois, de routes, de petites retenues d'eau, etc… Notre ambition économique est d'œuvrer pour que le cerveau et les bras de chaque Burkinabè puissent au moins lui servir à inventer et à créer de quoi assurer deux repas par jour, et de l'eau potable.

Nous jurons, nous proclamons que désormais au Burkina Faso, plus rien ne se fera sans la participation des Burkinabè. Rien qui n'ait été au préalable décidé par nous, élaboré par nous. Il n'y aura plus d'attentat à notre pudeur et à notre dignité. Forts de cette certitude, nous voudrions que notre parole s'élargisse à tous ceux qui souffrent dans leur chair, tous ceux qui sont bafoués dans leur dignité par une minorité d'hommes ou par un système qui les écrase.

Permettez-moi, vous qui m'écoutez, que je le dise : je ne parle pas seulement au nom du Burkina Faso, tant aimé, mais également au nom de tous ceux qui ont mal, mal quelque part.

Je parle au nom de ces millions d'êtres qui sont dans les ghettos, parce qu'ils ont la peau noire, ou qu'ils sont de culture différente et qui bénéficient d'un statut à peine supérieur à celui d'un animal.

Je souffre au nom des Indiens massacrés, écrasés, humiliés et confinés depuis des siècles dans des réserves afin qu'ils n'espèrent [n'aspirent] à aucun droit et que leur culture ne puisse s'enrichir en convolant en noces heureuses au contact d'autres cultures, y compris celle de l'envahisseur.

Je m'exclame au nom des chômeurs d'un système structurellement injuste et conjoncturellement désaxé, réduits à ne percevoir de la vie que le reflet de celle des plus nantis.

Je parle au nom des femmes du monde entier, qui souffrent d'un système d'exploitation imposé par les mâles. En ce qui nous concerne, nous sommes prêts à accueillir toutes les suggestions du monde entier, nous permettant de parvenir à l'épanouissement total de la femme burkinabè. En retour, nous donnons en partage à tous les pays, l'expérience positive que nous entreprenons avec des femmes désormais présentes à tous les échelons de l'appareil d'État, et de la vie sociale au Burkina Faso. Des femmes qui luttent et proclament avec nous que l'esclave qui n'est pas capable d'assumer sa révolte ne mérite pas que l'on s'apitoie sur son sort. Cet esclave répondra seul de son malheur s'il se fait des illusions sur la condescendance suspecte d'un maître qui prétend l'affranchir. Seule la lutte libère et nous en appelons à toutes nos sœurs de toutes les races pour qu'elles montent à l'assaut pour la conquête de leurs droits.

Je parle au nom des mères de nos pays démunis, qui voient mourir leurs enfants de paludisme, ou de diarrhée, ignorant qu'il existe, pour les sauver, des moyens simples que la science des multinationales ne leur offre pas, préférant investir dans les laboratoires de cosmétiques et dans la chirurgie esthétique pour les caprices de quelques femmes, ou d'hommes dont la coquetterie est menacée par les excès de calories de leurs repas trop riches, et d'une régularité à vous donner, non, plutôt à nous donner, à nous autres du Sahel, le vertige. Ces moyens simples, recommandés par l'OMS et l'Unicef, nous avons décidé de les adopter et de les populariser.

Je parle aussi au nom de l'enfant. L'enfant du pauvre qui a faim et qui louche furtivement vers l'abondance amoncelée dans une boutique pour riches. La boutique protégée par une épaisse vitre. La vitre défendue par une grille infranchissable. Et la grille gardée par un policier casqué, ganté et armé de matraque. Ce policier placé là par le père d'un autre enfant qui viendra se servir, ou plutôt, se faire servir parce que représentant toutes les garanties de représentativité et de normes capitalistiques du système.

Je parle au nom des artistes (poètes, peintres, sculpteurs, musiciens, acteurs, etc.), hommes de bien qui voient leur art se prostituer par l'alchimie des prestidigitations de show-business.

Je crie, je crie au nom des journalistes qui sont réduits, soit au silence, soit au mensonge pour ne pas subir les dures lois du chômage.

Je proteste au nom des sportifs du monde entier dont les muscles sont exploités par les systèmes politiques ou les négociants de l'esclavage moderne des stades.

Mon pays est un concentré de tous les malheurs des peuples, une synthèse douloureuse de toutes les souffrances de l'Humanité, mais aussi et surtout, des espérances de notre lutte. C'est pourquoi je vibre naturellement au nom des malades qui scrutent avec anxiété les horizons d'une science accaparée par les marchands de canons. Mes pensées vont à tous ceux qui sont touchés par la destruction de la nature, et à ces trente millions d'hommes qui vont mourir, comme chaque année, abattus par la redoutable arme de la faim.

Militaire, je ne peux pas oublier ce soldat obéissant aux ordres, le doigt sur la détente, et qui sait que la balle qui va partir ne porte que le message de la mort.

Enfin, je veux m'indigner en pensant aux Palestiniens qu'une humanité inhumaine a choisi de substituer à un autre peuple, hier encore martyrisé à loisir. Je pense à ce vaillant peuple palestinien, c'est-à-dire à ces familles atomisées errant de par le monde en quête d'un asile. Courageux, déterminés, stoïques et infatigables, les Palestiniens rappellent à chaque conscience humaine la nécessité et l'obligation morale de respecter les droits d'un peuple : avec leurs frères juifs, ils sont antisionistes.

Aux côtés de mes frères soldats de l'Iran et de l'Irak, qui meurent dans une guerre fratricide et suicidaire, je veux également me sentir proche des camarades du Nicaragua dont les ports sont minés, les villes bombardées et qui, malgré tout, affrontent avec courage et lucidité leur destin. Je souffre avec tous ceux qui, en Amérique latine, souffrent de la mainmise impérialiste.

Je veux être aux côtés des peuples afghan et irlandais, aux côtés des peuples de Grenade et du Timor Oriental, chacun à la recherche d'un bonheur dicté par sa dignité et les lois de sa culture.

Je m'élève ici au nom de tous ceux qui cherchent vainement dans quel forum de ce monde ils pourront faire entendre leur voix et la faire prendre en considération réellement. Sur cette tribune, beaucoup m'ont précédé, d'autres viendront après moi, mais seuls quelques-uns feront la décision. Pourtant, nous sommes officiellement présentés comme égaux. Eh bien, je me fais le porte-voix de tous ceux qui cherchent vainement dans quel forum de ce monde ils peuvent se faire entendre. Oui, je veux donc parler au nom de tous les "laissés pour compte", parce que "je suis homme, et rien de ce qui est humain ne m'est étranger".

Notre révolution au Burkina Faso est ouverte aux malheurs de tous les peuples. Elle s'inspire aussi de toutes les expériences des hommes depuis le premier souffle de l'humanité. Nous voulons être les héritiers de toutes les révolutions du monde, de toutes les luttes de libération des peuples du Tiers-monde. Nous sommes à l'écoute des grands bouleversements qui ont transformé le monde. Nous tirons des leçons de la révolution américaine, les leçons de sa victoire contre la domination coloniale, et les conséquences de cette victoire. Nous faisons nôtre l'affirmation de la doctrine de la non-ingérence des Européens dans les affaires américaines et des Américains dans les affaires européennes. Ce que Monroe clamait en 1823, *"L'Amérique aux Américains"*, nous le reprenons en disant " *l'Afrique aux Africains* ", "*Le Burkina Faso aux Burkinabè* ". La Révolution française de 1789, bouleversant les fondements de l'absolutisme, nous a enseigné les droits de l'homme alliés aux droits des peuples à la liberté.

La grande révolution d'octobre 1917 a transformé le monde, permis la victoire du prolétariat, ébranlé les assises du capitalisme et rendu possible les rêves de justice de la Commune française.

Ouverts à tous les vents de la volonté des peuples et de leurs révolutions, nous instruisant aussi de certains terribles échecs qui ont conduits à de tragiques manquements aux droits de l'homme, nous ne voulons conserver, de chaque révolution, que le noyau de pureté qui nous interdit de nous inféoder aux réalités des autres, même si, par la pensée, nous nous retrouvons dans une communauté d'intérêts.

Monsieur le Président,

Il n’y a plus de duperie possible. Le nouvel ordre économique mondial pour lequel nous luttons et continuerons de lutter, ne peut se réaliser que :

– si nous parvenons à ruiner l’ancien ordre qui nous ignore,

– si nous imposons la place qui nous revient dans l’organisation politique du monde,

– si, prenant conscience de notre importance dans le monde, nous aboutissons au droit de regard et de décision sur les mécanismes qui régissent le commerce, l’économie et la monnaie à l’échelle planétaire.

Le nouvel ordre économique international s’inscrit, tout simplement, à côté de tous les autres droits des peuples (droit à l’indépendance, au libre choix des formes et des structures de gouvernement), comme LE DROIT AU DEVELOPPEMENT. Et, comme tous les droits des peuples, il s’arrache dans la lutte, et par la lutte des peuples. Il ne sera jamais le résultat d’un acte des générosités d’une puissance quelconque.

Je conserve en moi la confiance inébranlable, confiance partagée avec l’immense communauté des pays non-alignés, que, sous les coups de boutoir de la détresse hurlante de nos peuples, notre groupe va maintenir sa cohésion, renforcer notre pouvoir de négociation collective, se trouver des alliés parmi toutes les nations et commencer, de concert avec ceux qui peuvent encore nous entendre, l’organisation d’un système de relations économiques internationales véritablement nouveau.

Monsieur le Président, si j’ai accepté de me présenter devant cette illustre assemblée pour prendre la parole, c’est parce que, malgré les critiques qui lui sont adressées par certains grands contributeurs, les Nations unies demeurent la tribune idéale pour nos revendications, le lieu obligé de la légitimité des pays sans voix. C’est cela qu’exprime avec beaucoup de justesse notre Secrétaire général lorsqu’il écrit : "*L’Organisation des Nations Unies est unique, en ce qu’elle reflète les aspirations et les frustrations de nombreux pays et groupements du monde entier. Un des grands mérites est que toutes les nations, y compris celles qui sont faibles, opprimées ou victimes de l’injustice* (il s’agit de nous)*, peuvent, même lorsqu’elles sont confrontées aux dures réalités du pouvoir, y trouver une tribune et s’y faire entendre. Une cause juste, même si elle ne rencontre que revers ou indifférence, peut trouver un écho à l’Organisation des Nations Unies ; cet attribut de l’Organisation n’est pas toujours prisé, mais il n’est pas moins essentiel*". Fin de citation.

On ne peut mieux définir le sens et la portée de notre organisation.

Aussi est-il, pour chacun de nous, un impératif catégorique de consolider les assises de notre organisation, de lui donner les moyens de son action. Nous adoptons, en conséquence, les propositions faites à cette fin par le Secrétaire général, pour sortir l’Organisation des nombreuses impasses soigneusement entretenues par le jeu des grandes puissances afin de la discréditer aux yeux de l’opinion publique.

Monsieur le Président,

Reconnaissant les mérites, mêmes limités, de notre organisation, je ne peux que me réjouir de la voir compter de nouveaux adhérents. C’est pourquoi la délégation burkinabè salue l’entrée du 159ème membre de notre organisation, l’État du Brunei Darussalam.

C’est la déraison de ceux entre les mains desquelles la direction du monde est tombée par le hasard des choses, qui fait obligation au Mouvement des pays non alignés auquel, je l’espère, se joindra bientôt l’État du Brunei Darussalam, de ~~se~~ considérer comme un des objectifs permanents de sa lutte, le combat pour

le désarmement sont des aspects essentiels parmi les premières conditions de notre droit au développement.

Il faut, à notre avis, des études sérieuses prenant en compte tous les éléments qui ont conduit aux calamités qui ont fondues sur le monde. À ce titre, le Président Fidel Castro, en 1979, a admirablement exprimé notre point de vue à l'ouverture du sixième sommet des Pays non alignés lorsqu'il déclarait, je cite : "*Avec 300 milliards de dollars, on pourrait construire, en un an, 600 000 écoles pouvant recevoir 400 millions d'enfants ; ou 60 millions de logements confortables pour 300 millions de personnes ; ou 30 000 hôpitaux équipés de 18 millions de lits ; ou 20 000 usines pouvant employer plus de 20 millions de travailleurs, ou irriguer 150 millions d'hectares de terre qui, avec les moyens techniques adéquats, pourraient alimenter un milliard de personnes…*". Fin de citation.En multipliant aujourd'hui ces chiffre par 10, et je suis certainement en deçà de la réalité, on réalise ce que l'humanité gaspille tous les ans dans le domaine militaire, c'est-à-dire contre la paix.

On perçoit aisément pourquoi l'indignation des peuples se transforme rapidement en révolte, et en révolution, devant les miettes qu'on leur jette sous la forme ignominieuse d'une certaine aide, assortie de conditions parfois franchement abjectes. On comprend enfin pourquoi, dans le combat pour le développement, nous nous désignons comme des militants inlassables de la paix.

Nous faisons le serment de lutter pour atténuer les tensions, introduire les principes d'une vie civilisée dans les relations internationales, et les étendre à toutes les parties du monde. Ce qui revient à dire que nous ne pouvons plus assister, passifs, au trafic des concepts.

Nous réitérons notre résolution d'être des agents actifs de la paix ; de tenir notre place dans le combat pour le désarmement ; d'agir enfin en politique internationale comme un facteur décisif, libéré de toute entrave, vis-à-vis de toutes les grandes puissances, *quels que soient les projets de ces dernières*.

Mais la recherche de la paix va de pair avec l'application ferme du droit des pays à l'indépendance, des peuples à la liberté, et des nations à l'existence autonome. Sur ce point, le palmarès le plus impitoyable, le plus pitoyable, le plus lamentable – oui, le plus lamentable – est détenu au Moyen-Orient en termes d'arrogance, d'insolence et d'incroyable entêtement d'un petit pays, Israël, qui, depuis, plus de vingt ans, avec l'inqualifiable complicité de son puissant protecteur, les États-Unis d'Amérique, continue à défier la communauté internationale.

Au mépris d'une histoire qui, hier encore, désignait chaque Juif à l'horreur des fours crématoires, Israël en arrive à infliger à d'autres ce qui fut son propre calvaire. En tout état de cause, Israël dont nous aimons le peuple, pour son courage et ses sacrifices d'hier, doit savoir que les conditions de sa propre quiétude ne résident que dans sa puissance militaire financée par l'extérieur. Israël doit commencer à apprendre à devenir une nation comme les autres nations, parmi les autres. Pour l'heure, nous tenons à affirmer, du haut de cette tribune, notre solidarité militante et agissante à l'endroit des combattants (femmes et hommes), de ce peuple merveilleux de la Palestine, parce que nous savons qu'il n'y a pas de souffrance sans fin.

Monsieur le Président,

Analysant la situation qui prévaut en Afrique sur les plans économique et politique, nous ne pouvons pas ne pas souligner les graves préoccupations qui sont les nôtres, face aux dangereux défis lancés aux droits des peuples par

certaines nations qui, sûres de leurs alliances, bafouent ouvertement la morale internationale.

Certes, nous avons le droit de nous réjouir de la décision de retrait des troupes étrangères au Tchad, afin que les Tchadiens entre eux, sans intermédiaire, cherchent les moyens de mettre fin à cette guerre fratricide, et donner enfin à ce peuple qui n'en finit pas de pleurer depuis de nombreux hivernages, les moyens de sécher ses larmes. Mais, malgré les progrès enregistrés çà et là par les peuples africains dans leur lutte pour l'émancipation économique, notre continent continue de refléter la réalité essentielle des contradictions entre les grandes puissances, de charrier les insupportables apories du monde contemporain.

C'est pourquoi nous tenons pour inadmissible et condamnons sans recours, le sort fait au peuple du Sahara occidental par le Royaume du Maroc qui se livre à des méthodes dilatoires pour retarder l'échéance qui, de toute façon, lui sera imposée par la volonté du peuple sahraoui. Pour avoir visité personnellement les régions libérées par le peuple sahraoui, j'ai acquis la confirmation que plus rien désormais ne saurait entraver sa marche vers la libération totale de son pays, sous la conduite militante et éclairée du Front Polisario.

Monsieur le Président,

Je ne voudrais pas trop m'étendre sur la question de Mayotte et des îles de l'Archipel malgache. Lorsque les choses sont claires, lorsque les principes sont évidents, point n'est besoin d'élaborer. Mayotte appartient aux Comores. Les îles de l'archipel sont malgaches.

En Amérique Latine, nous saluons l'initiative du Groupe de Contadora, qui constitue une étape positive dans la recherche d'une solution juste, à la situation explosive qui y prévaut.

Le commandant Daniel Ortega, au nom du peuple révolutionnaire du Nicaragua, a fait ici des propositions concrètes et posé des questions de fond à qui de droit. Nous attendons de voir la paix s'installer dans son pays en Amérique centrale, le 15 octobre prochain, et après le 15 octobre, et nous prenons à témoin l'opinion publique mondiale.

De même que nous avons condamné l'agression étrangère de l'île de Grenade, de même nous fustigeons toutes les interventions étrangères. C'est ainsi que nous ne pouvons pas nous taire face à l'intervention militaire étrangère en Afghanistan.

Il est cependant un point, mais dont la gravité exige de chacun de nous une explication franche et décisive. Cette question, vous vous en doutez, ne peut être que celle de l'Afrique du Sud. L'incroyable insolence de ce pays à l'égard de toutes les nations du monde, même vis-à-vis de celles qui soutiennent le terrorisme qu'il érige en système pour liquider physiquement la majorité noire de ce pays, le mépris qu'il adopte à l'égard de toutes nos résolutions, constituent l'une des préoccupations les plus oppressantes du monde contemporain.

Mais, le plus tragique n'est pas que l'Afrique du Sud se soit elle-même mise au ban de la communauté internationale, à cause de l'abjection des lois de l'apartheid, encore moins qu'elle continue de maintenir illégalement la Namibie sous la botte colonialiste et raciste, ou de soumettre impunément ses voisins aux lois du banditisme. Non, le plus abject, le plus humiliant pour la conscience humaine, c'est qu'elle soit parvenue à "banaliser" le malheur de millions d'êtres humains qui n'ont pour se défendre que leur poitrine et l'héroïsme de leurs mains nues. Sûre de la complicité des grandes puissances et

de l'engagement actif de certaines d'entre elles à ses côtés, ainsi que de la criminelle collaboration de quelques tristes dirigeants africains, la minorité blanche ne se gêne pas pour ridiculiser les états d'âme de tous les peuples qui, partout à travers le monde, trouvent intolérable la sauvagerie des méthodes en usage dans ce pays.

Il fut un temps où les brigades internationales se constituaient pour aller défendre l'honneur des nations agressées dans leur dignité. Aujourd'hui, malgré la purulence des plaies que nous portons tous à nos flancs, nous allons voter des résolutions dont les seules vertus, nous dira-t-on, seraient de conduire à résipiscence une nation de corsaires qui "*détruit le sourire comme la grêle tue les fleurs*".

Monsieur le Président, nous allons bientôt fêter le cent-cinquantième anniversaire de l'émancipation des esclaves de l'Empire britannique.

Ma délégation souscrit à la proposition des pays d'Antigua et de la Barbade de commémorer avec éclat cet événement qui revêt, pour les pays africains et le monde noir, une signification d'une très grande importance. Pour nous, tout ce qui pourra être fait, dit ou organisé à travers le monde au cours des cérémonies commémoratives, devra mettre l'accent sur le terrible écot payé par l'Afrique et le monde noir, au développement de la civilisation humaine. Écot payé sans retour et qui explique, sans aucun doute, les raisons de la tragédie d'aujourd'hui sur notre continent.

C'est notre sang qui a nourri l'essor du capitalisme, rendu possible notre dépendance présente, et consolidé notre sous-développement. On ne peut plus escamoter la vérité, trafiquer les chiffres. Pour chaque nègre parvenu dans les plantations, cinq au moins connurent la mort ou la mutilation. Et j'omets à dessein la désorganisation du continent et les séquelles qui s'en sont suivies.

Monsieur le Président,

Si la terre entière, grâce à vous, avec l'aide du Secrétaire général, parvient à l'occasion de cet anniversaire à se convaincre de cette vérité-là, elle comprendra pourquoi, avec toute la tension de notre être, nous voulons la paix entre les nations, pourquoi nous exigeons et réclamons notre droit au développement dans l'égalité absolue, par une organisation et une répartition des ressources humaines.

C'est parce que, de toutes les races humaines, nous appartenons à celles qui ont le plus souffert, que nous nous sommes jurés, nous Burkinabè, de ne plus jamais accepter, sur la moindre parcelle de cette terre, le moindre déni de justice. C'est le souvenir de cette souffrance qui nous place aux côtés de l'OLP contre les bandes armées d'Israël. C'est le souvenir de cette souffrance qui, d'une part, nous fait soutenir l'ANC et la SWAPO, et d'autre part, nous rend intolérable la présence en Afrique du Sud des hommes qui se disent Blancs et qui brûlent le monde à ce titre. C'est enfin ce même souvenir qui nous fait placer en l'Organisation des nations unies toute notre foi en un devoir commun, dans une tâche commune pour un espoir commun.

Nous réclamons :

– Que s'intensifie à travers le monde la campagne pour la libération de Nelson Mandela et sa présence effective à la prochaine Assemblée générale de l'ONU comme une victoire de fierté collective.

– Que soit créé, en souvenir de nos souffrances et au titre de pardon collectif, un Prix international de l'humanité réconciliée, décerné à tous ceux qui, par leur recherche, auraient contribué à la défense des droits de l'homme.

– Que tous les budgets de recherches spatiales soient amputés de 1/10 000e et consacrés à des recherches dans le domaine de la santé et visant à la

reconstitution de l'environnement humain perturbé par tous ces feux d'artifices nuisibles à l'écosystème.

Nous proposons également que les structures des Nations Unies soient repensées, et que soit mis fin à ce scandale que constitue le droit de veto. Bien sûr, les effets pervers de son usage abusif sont atténués par la vigilance de certains de ses détenteurs. Cependant, rien ne justifie ce droit, ni la taille des pays qui le détiennent, ni les richesses de ces derniers. Si l'argument développé pour justifier une telle iniquité est le prix payé au cours de la dernière guerre mondiale, que ces nations qui se sont arrogés ces droits sachent que, nous aussi, nous avons chacun un oncle ou un père qui, à l'instar de milliers d'autres innocents arrachés au Tiers-monde pour défendre les droits bafoués par les hordes hitlériennes, porte lui aussi dans sa chair les meurtrissures des balles nazies. Que cesse l'arrogance des grands qui ne perdent aucune occasion pour remettre en cause le droit des peuples. L'absence de l'Afrique du club de ceux qui détiennent le droit de veto est une injustice qui doit cesser.

Enfin, ma délégation n'aurait pas accompli tous ses devoirs si elle n'exigeait pas la suspension d'Israël, et le dégagement pur et simple de l'Afrique du Sud de notre organisation. Lorsque, à la faveur du temps, ces pays auront opéré la mutation qui les introduira dans la communauté internationale, chacun de nous, et mon pays en tête, devra les accueillir avec bonté, guider leurs premiers pas.

Nous tenons à réaffirmer notre confiance en l'Organisation des nations unies. Nous lui sommes redevables du travail fourni par ses agences au Burkina Faso, et de la présence de ces dernières à nos côtés dans les durs moments que nous traversons.

Nous sommes reconnaissants aux membres du Conseil de sécurité de nous avoir permis de présider deux fois cette année les travaux du Conseil. Souhaitons simplement voir le Conseil admettre et appliquer le principe de la lutte contre l'extermination de 30 millions d'êtres humains chaque année, par l'arme de la faim qui, de nos jours, fait plus de ravages que l'arme nucléaire.

Cette confiance et cette foi en l'Organisation me fait obligation de remercier le Secrétaire général, M. Xavier Pérez de Cuellar, de la visite tant appréciée qu'il nous a faite pour constater, sur le terrain, les dures réalités de notre existence, et se donner une image fidèle de l'aridité du Sahel et de la tragédie du désert conquérant.

Je ne saurai terminer sans rendre hommage aux éminentes qualités de notre Président [Paul Lusaka de Zambie] qui saura, avec la clairvoyance que nous lui connaissons, diriger les travaux de cette trente-neuvième session.

Monsieur le Président,

J'ai parcouru des milliers de kilomètres. Je suis venu ici pour demander à chacun de vous que nous puissions mettre ensemble nos efforts pour que cesse la morgue des gens qui n'ont pas raison, pour que s'efface le triste spectacle des enfants qui meurent de faim, pour que disparaisse l'ignorance, pour que triomphe la rébellion légitime des peuples, pour que se taise le bruit des armes et, qu'enfin, avec une seule et même volonté, luttant pour la survie de l'Humanité, nous parvenions à chanter en chœur avec le grand poète Novalis, je cite : "Bientôt les astres reviendront visiter la terre d'où ils se sont éloignés pendant nos temps obscurs ; le soleil déposera son spectre sévère, reviendra, étoilé parmi les étoiles ; toutes les races du monde se rassembleront à nouveau, après une longue séparation ; les vieilles familles orphelines se retrouveront et chaque jour verra de nouvelles retrouvailles, de nouveaux embrassements ; alors les habitants du temps jadis reviendront vers la terre, à chaque tombe se réveillera la cendre éteinte, partout brûleront à nouveau les flammes de la vie ;

les vieilles demeures seront rebâties, les temps anciens se renouvelleront et l’histoire sera le rêve d’un présent à l’étendue infinie".

À bas la réaction internationale,

À bas l’impérialisme,

À bas le néocolonialisme,

À bas le fantochisme,

Gloire éternelle aux peuples qui luttent pour leur liberté,

Gloire éternelle aux peuples qui décident de s’assumer pour leur dignité,

Victoire éternelle aux peuples d’Afrique, d’Amérique latine et d’Asie qui luttent.

La Patrie ou la mort, nous vaincrons !

Je vous remercie ! »

Message de Nouvel an 1985

Publié dans Carrefour africain n° 864-65 du 11 janvier 1985

« Camarades militantes et militants de la Révolution démocratique et populaire.

Un peuple en communion intime avec tous les peuples du monde va célébrer dans quelques instants une année nouvelle. Travailleurs, courageux et dignes : notre peuple, le peuple burkinabè a vécu avec courage et lucidité l'année 1984, au cours de laquelle son image s'est imposée avec éclat au monde entier, à travers ses luttes et ses victoires révolutionnaires.

Avec une imperturbable assurance, la Révolution au Burkina Faso s'est imposée aux petits et aux grands de la planète, car nous défendons la vérité, et nous avons raison de le faire avec intransigeance et détermination. Les complots et les intrigues ont été nombreux, de l'intérieur parfois, de l'extérieur souvent, mais pour éviter d'en faire une psychose au niveau des militants nous avons préféré la discrétion dans la tranquille confiance. Le Burkina est aujourd'hui un partenaire respecté parce qu'il est sérieux, ferme et respectueux de ses engagements. C'est avec satisfaction que nous constatons lentement mais sûrement que l'engagement conscient, organisé et discipliné des militants a fait un bond qualitatif. La révolution s'enracine de plus en plus dans les consciences, après l'euphorie et les adhésions superficielles. La situation politique est stable, et nous avons tous le droit de nous en réjouir, parce que c'est là le résultat des efforts, du travail, de la persévérance et des sacrifices de chacun d'entre nous, pour asseoir des fondements solides au processus révolutionnaire.

En ces dernières heures de 84, je me dois de vous féliciter, militantes et militants de la Révolution démocratique et populaire.

Je sais que ce ne fut point facile. Les obstacles que chacun de vous rencontre individuellement, le carrefour auquel je suis placé me permet de les connaître dans leur ensemble et dans leur somme. En raison de sa pureté et de sa dureté que nous avons tous voulu, cette révolution a frappé parfois dans votre entourage le plus intime. Ce ne fut point facile à supporter. Que d'efforts il nous aura fallu pour maintenir notre foi inébranlable face au dégagement d'un père, d'un frère, d'un ami !

Pour avoir refusé de frapper aveuglement, combien de fois le CNR n'a-t-il pas mis les nerfs de certains d'entre vous à rude épreuve face à l'arrogance et à la provocation de la contre-révolution.

Et que dire de ces efforts et sacrifices ultimes auxquels les exigences de la révolution vous ont conviés objectivement et que cependant vous n'avez pu réaliser qu'au prix de violence sur vous-mêmes en raison des tares qui nous habitent tous !

Et cependant il reste plus à faire qu'il n'en a été fait.

La qualité du bonheur auquel le peuple burkinabè aspire ne saurait se résumer au premier coup de pied donné à la médiocrité des 23 années de néocolonialisme.

Toutefois, les grandes batailles à venir nous commandent d'affirmer nos armes et nos méthodes. Plus de vigilance dissuasive pour faire échec à ceux dont l'intelligence, en-dessous de la moyenne, n'a pas permis d'évaluer les conséquences d'une folle témérité au Burkina Faso.

Rigueur et intransigeance exemplaires et communicatives dans le comportement social, dans l'exécution des directives et des tâches.

Tolérance et patience dans le travail d'explication. À cet effet il faut déplorer que des militants sincères aient taxé trop facilement de réactionnaires d'autres Burkinabè opposés à des justes mesures révolutionnaires parce qu'ils ne les comprenaient pas.

Camarades militantes et militants, n'est point révolutionnaire celui qui croit que le Burkina Faso est une terre vierge et fertile qui n'attend que son geste auguste de semeur.

Le CNR continuera à appeler tous les Burkinabè à cette grande œuvre patriotique, comme toujours sans sectarisme.

Mais nous savons aussi qu'il en existe et qu'il en existera toujours pour nous combattre.

Ce sont d'abord ceux dont les privilèges et les avantages mal acquis ont été et continueront d'être restitués à leur légitime propriétaire : le peuple.

Puisse la joie des millions d'heureux les consoler s'il leur reste encore un cœur pour être sensibles au sort des autres.

Ensuite, ce sont à ceux dont les attaques mécaniques et rituelles portent la marque première du ridicule, lorsque l'on sait qu'ils sont parmi les premiers à disputer et de manière frénétique les multiples bienfaits que la révolution a promis et déjà réalisés : parcelles loties, villas Socogib, villégiatures en bus x9, réduction des frais de scolarité et de loyer, soulagement face à la hantise d'avoir à payer l'impôt de parents.

Même à ceux-là la révolution continuera de démontrer qu'elle est bel et bien venue pour donner et non prendre. Parce que la RDP les considère encore comme faisant partie du peuple, bien que de par leur comportement ils s'en excluent en fait. Et Lénine avait raison de dire : "Une Révolution sans contre-révolution n'existe pas et ne peut pas exister".

Militantes et militants, demain comme aujourd'hui, je veillerai à ce que, en rangs serrés, nous continuions en 1985 notre marche en avant.

Le CNR, le gouvernement révolutionnaire par ma voix vous souhaitent une bonne et heureuse année 1985.

Je m'adresse en particulier :

– à tous ceux qui souffrent de maladies, de faim, de soif ou d'ignorance, au Burkina et n'importe où sur la terre ;

– à tous ceux qui vivent sans liberté, et qui luttent pour la conquérir ;

– à tous les enfants du monde entier qui préparent silencieusement l'avenir d'une humanité enfin réconciliée avec elle-même ;

– aux anciens, à toutes les femmes et à tous les hommes burkinabè.

Camarades, faisons ensemble de 1985 une année de plus grandes batailles et de victoires révolutionnaires beaucoup plus éclatantes.

Sur tous les champs de bataille multiformes où nous nous sommes déjà inscrits en Afrique ou ailleurs, puisse 1985 voir l'élargissement de nos conquêtes au bénéfice des peuples.

Aux travailleurs burkinabè, nous souhaitons encore plus de productivité en 1985 en faveur des masses populaires.

En signe de compréhension, [illisible] le CNR leur accorde le bénéfice du 13ème mois pour 1984.

Bonne et heureuse année 1985.

Militantes et militants, camarades révolutionnaires, ce qui n'avance pas recule. La révolution avance. Et c'est pourquoi, au nom du CNR et du gouvernement révolutionnaire, l'ultime mesure que je vais prendre sera pour allonger la liste des acquis du peuple. Pour 1985, le logement est déclaré gratuit au Burkina Faso.

La patrie ou la mort, nous vaincrons. »

Discours aux forestiers : trois luttes, trois victoires – 22 avril 1985

[Discours prononcé lors de l'inauguration de l'inspection générale des Eaux et Forêts, dans le cadre de la Semaine révolutionnaire du forestier.]

« Camarades forestiers, camarades militants et militantes de la RDP, chers amis du Burkina Faso.

Cette semaine révolutionnaire que nous vivons, aujourd'hui même, a une signification particulière, et le fait aussi qu'elle se tienne en ce lieu est suffisamment évocateur et nous fait comprendre les soucis que les responsables du développement de notre faune et notre flore connaissent chaque jour. En effet, il y a seulement quelques années nous n'aurions pas pu nous retrouver en ces lieux dits "*bois de Boulogne*", tant les arbres étaient nombreux, tant la forêt était réelle et dense. Aujourd'hui, nous voyons ces arbres rachitiques et peut-être aussi, si nous n'apportons notre soutien, sans lendemain.

C'est pourquoi il me semble important que chacun de nous apporte son soutien aux camarades qui, à l'égal de ceux qui tiennent les armes pour combattre d'autres ennemis, se sont équipés pour régénérer notre environnement. Hier, le Burkina Faso était un pays vert, un pays couvert. Nous avions de jeunes forêts. Mais depuis que des hommes blancs ont essayé d'écrire et de décrire le Burkina Faso, jadis la Haute-Volta comme ils l'ont baptisée, ils ont introduit la notion de forêt galerie pour maintenir la différence d'avec ces autres forêts où les Savorgnat de Brazza, les Livingstone jouaient au Tarzan pour reconquérir des zones et les terres des autres. Mais nous avions déjà la forêt.

À cette époque, là où la forêt n'avait pas conquis des espaces, c'était d'immenses et d'épais tapis que constituaient les hautes herbes. C'est ce qu'on appelait la savane. Le tout avait fini par créer un univers. Si ce n'était plus l'Eden qu'Ève, pécheresse dit-on, et Adam nous ont fait perdre, c'était une image et une réplique sur terre de ce paradis que ces deux individus n'ont pas su conserver. Et puis, à cette époque, l'homme vivait heureux. Il vivait heureux car il n'avait jamais faim, la nature venant compléter d'une manière riche et suffisante les efforts que lui-même faisait pour se nourrir. Il suffisait de tendre la main et de recueillir sinon cueillir des fruits. Il n'avait jamais soif, l'eau coulait abondamment. Dans le souvenir des peuples du Burkina Faso, dans notre histoire il y a à cette étape des souvenirs de traversées de rivières impétueuses. Ce qui signifie que les rivières étaient nombreuses dans notre région. L'homme ne connaissant pas la maladie comme nous la connaissons aujourd'hui. La nature procurait également les éléments pour se soigner. Les animaux parlaient à l'époque. Les animaux parlaient, vivant dans la promiscuité avec lui, dans un voisinage immédiat, chacun procurant à l'autre ce dont il avait besoin, peut-être plus souvent, l'homme dominant l'animal, mais en tout cas l'équilibre existait. Aujourd'hui, nous avons cessé de parler de forêts et même simplement de forêts galeries.

Depuis un certain temps, nous parlons, s'agissant de la destruction du Burkina Faso, de savane ; mais cela ne fait qu'une mutation, car entretemps de manière brutale, de manière choquante le terme savane a disparu pour faire place à un nouveau terme, le sahel. La sahélisation nous a gagnés. Et puis il

sera dit que le 13 mars 1985 est une date historique. Une date qui, pour les écoliers et pour tous ceux qui aiment l'histoire événementielle, signifiera l'annonce, l'arrivée du désert. En effet, c'est le mercredi 13 mars 1985 que chacun, scientifique et profane, amoureux de la nature et déprédateurs invétérés, chacun de nous a compris que le désert avance, que le désert est déjà à nos portes, que le désert est déjà au-dessus de nous, il ne lui reste plus qu'à s'abattre sur nous. Quand, entre le soleil et les hommes du Burkina Faso, s'est établi un écran, un écran de tristesse qui a plongé notre univers dans les ténèbres. Ce jour-là ce fut un jour de réflexion. Ce fut peut-être un jour de prise de conscience.

Et cette tristesse sera éternelle et grandissante si nous ne développons pas une stratégie de lutte pour conjurer ce sort malheureux, pour conjurer cette fatalité, ce sort qui nous a été jeté par nous ne savons qui.

Aujourd'hui, nous constatons que le Burkina Faso n'est plus ce qu'il était. Nous constatons que les mares se sont asséchées, que ce qui s'appelait forêt a disparu. Nos ancêtres ont eu la clairvoyance de créer des bois, des bois sacrés, derniers refuges de l'écologie qu'ils regrettaient déjà. Ces bois sacrés leur avaient permis de professer la protection de la nature. En effet, les interdits, les tabous faisaient en sorte que l'on respectait la nature et permettaient à la nature de se reproduire de façon heureuse. Les arbres, les animaux n'étaient point détruits de façon sauvage, mais c'était largement insuffisant. Nous devons l'admettre. Aujourd'hui, nous constatons que la saison des pluies semble connaître un décalage. On parle même de perturbation écologique des saisons.

Beaucoup se souviendront, c'est peut-être néocolonial, que chaque 14 juillet était accompagné systématiquement de pluies qui battaient les enfants. Le soir, la fraîcheur venue, l'on allait acclamer le gouverneur. Il n'y a plus rien de cela.

C'est peut-être heureux que le gouverneur soit parti, c'est même sûrement le cas et nous espérons que celui-ci, en repartant, n'a pas emporté avec lui la pluie du 14 juillet. Et s'il l'avait fait il nous appartiendrait de reconquérir notre pluie, notre droit.

Chaque jour, le désert avance et totalise pour notre région une vitesse effrayante de 10 000 mètres par an de conquête. Cette conquête est-elle le fait que les régions du sahel, Dori, Gorom-Gorom, Djibo ne sont plus des régions productrices de certaines semences que dans le temps nos cultivateurs allaient chercher là-bas ! Au contraire les populations qui y sont accompagnées de leurs bêtes, mais des bêtes efflanquées ayant perdu la moitié de leur valeur nutritive, ce cortège-là descend et aide à accélérer l'avancée du désert.

Chaque année, la nappe phréatique baisse d'au moins six mètres. Six mètres, c'est ce qui suffit à rendre les méthodes traditionnelles de forage inopérantes. Six mètres par an, c'est ce qui suffit à rendre indispensable, obligatoire, la lourde machinerie des immenses ateliers de forage qui équipent aujourd'hui certains services et qui vont de records en records, des forages de 50 mètres à 75 m, 100 m et même à 200 m et plus. Demain peut-être on forera le sol pour trouver l'eau à la même hauteur qu'on fore pour trouver le pétrole. Tant mieux si le pétrole et l'eau jaillissent ensemble.

Nos hommes sont responsables de cette situation, largement responsables de ce qu'il est. Nous en sommes responsables, mais n'en prenons pas conscience de façon collective. Nous sommes au Burkina Faso 7 millions d'habitants. En considérant que nous avons 7 millions de foyers, en considérant qu'une charrette tractée par un âne mesure 4 à 5 mètres, si vous faites la somme de la consommation annuelle du bois de chauffe au Burkina Faso et que vous la convertissez en nombre de charrettes mises bout à bout, elles vont du Cap

jusqu'au Caire et les calculs les plus précis nous montrent qu'elles dépassent le Caire et vont au-delà de Tel-Aviv. C'est cela notre consommation annuelle. Pouvons-nous nous permettre chaque année d'aligner un convoi de ce genre ? La responsabilité des hommes se situe dans leur devoir de protéger la nature, mais saute aux yeux face à son irresponsabilité. Le mégot de cigarette que nous jetons par inadvertance peut provoquer ce feu de brousse dévastateur. Chaque fumeur doit se sentir à partir de maintenant responsable des feux de brousse. Chaque fumeur doit se sentir à partir de maintenant passible des peines qui sont attachées aux crimes que constituent les feux de brousse. Il n'y a pas qu'eux, il y a aussi les autres.

La paresse naturelle de l'homme fait que ce feu de brousse est utilisé comme méthode culturale pour aller vite et facilement, mais aussi comme besoin de résolution des carences des sols. La potasse qui s'y dépose aide à la fertilisation. Mais au bout d'un certain nombre d'années, même le paysan finit par se poser la question : est-ce que la potasse nécessaire obtenue par le feu de brousse suffit à compenser la pauvreté qu'il amène au sol en le calcinant ?

La responsabilité de l'homme se situe aussi au niveau de la coupe du bois. Une coupe sauvage. Une coupe nécessaire tant il est vrai qu'aujourd'hui la cuisine a besoin d'énergie, et la source la plus facile pour nous reste encore le bois. Notre action de dégradation, de destruction et de perturbation de l'écologie se situe aussi dans le type d'élevage que nous avons au Burkina Faso. Élevage contemplatif, de cueillette, élevage qui n'est jamais assorti d'une comptabilité du coût du prix de revient de la bête, du troupeau.

Aucun éleveur ne sait combien lui coûte son troupeau. Il suffit d'avoir les éléments de la reproduction de ce troupeau et de le laisser dans la nature. Nous estimons que s'il est normal que l'homme use de tous les moyens pour vivre et survivre, s'il est normal que chacun de nous pense à vivre heureux, il est indispensable que nous nous posions aussi la question de ce que deviendront les générations à venir.

C'est donc un crime contre les générations du Burkina Faso, c'est-à-dire contre l'éternité même du Burkina Faso que de ne penser qu'à soi, c'est-à-dire tout pour soi et le désert pour les générations à venir. Nous combattrons ce genre de crime-là comme de l'exigence de notre société et de l'exigence de la pérennité de notre révolution, de notre pays, de sa dignité et de sa liberté.

Mais nous situons également la responsabilité de la perturbation de l'écologie en dehors du Burkina Faso. Tous ces engins que l'on envoie dans l'espace pour aller chercher nous ne savons exactement quoi, cette guerre des étoiles à laquelle se livrent ceux qui ont fini de faire la guerre des villes sur terre, toutes ces nuisances, toutes ces pollutions que l'on déverse dans la nature, dans les mers, ont certainement pour conséquence de perturber l'ordre établi des choses. Et cela ne se fait qu'au profit des grands déprédateurs que sont ces excités qui sont en train de se livrer à une espèce de java, j'allais dire à une espèce de danse sabbatique dans l'espace. Ce sont ceux-là que nous dénonçons. Ils ont leur part de responsabilité mais hélas, c'est encore eux qui possèdent la science et la technologie suffisantes pour décrire de façon scientifique et rigoureuse les conséquences de leurs actes incalculables. Mais lorsque nos scientifiques, lorsque l'Institut burkinabè d'énergie se sera mué en un grand centre de recherche, il dira certainement à la face du monde entier qu'un engin dans l'espace provoque très certainement un décalage des pluies. L'IBE dira un jour de façon très précise que le fait de dévaster l'Amazonie aujourd'hui a des conséquences sur notre Burkina Faso. Tout comme il prouvera de façon rigoureuse que les sociétés qui exploitent les forêts, dans les pays frères et voisins du Burkina Faso, ces sociétés-là, non seulement ont pillé

et sucé à sang nos frères qui sont allés travailler sur ces chantiers, mais aussi elles ont condamné les populations qui sont restées au pays car elles ont perturbé le cycle normal des pluies. La responsabilité ne s'arrête donc pas à nos frontières. C'est pourquoi nous voulons être solidaires de tous les peuples qui ont engagé un combat contre la désertification. Si au Mahgreb l'on plante des arbres, le Burkina Faso doit saluer l'acte comme étant positif. Chaque fois que des "canadairs" décolleront en France pour aller éteindre des feux provoqués par des pyromanes, ils expriment ainsi leur tristesse et leur déception dans une société qu'ils ont supportée péniblement ; lorsque des canadairs décolleront de Marseille pour aller éteindre des feux, nous au Burkina Faso nous applaudirons la lutte contre la désertification, contre le désert. Cette forme de cancer ne doit pas être l'affaire d'un seul peuple, mais de tous les peuples. Et pour qu'elle devienne effectivement et de manière victorieuse l'affaire de tous les peuples, il faut que tous les peuples entretiennent le dialogue, ce dialogue de combat contre leurs ennemis. Le désert est un ennemi, il faut le combattre. Il y a à côté d'autres ennemis, il faut les combattre.

C'est donc dire que *la lutte contre le désert ne peut se dissocier de la lutte anti-impérialiste.* La lutte contre les formes de balkanisation et de domination, la lutte contre le désert est donc une lutte idéologique. Elle est une lutte politique avant d'être autre chose qu'une lutte pratique et technique. Avant d'être seulement un acte, l'acte de planter un arbre ou de s'abstenir de couper un arbre doit être un acte politique, compris et consciemment compris, faute de quoi nous serons nous-mêmes les agents premiers de ce désert qui nous envahit. Il faut se réjouir peut-être que les perturbations amènent les dirigeants africains en particulier à se préoccuper du devenir de l'environnement. Cent discours des chefs d'État africains sont pour plus de 75 à 80 d'entre eux consacrés à la tristesse de la nature, à la sécheresse et à la lamentation pour obtenir des aides alimentaires. Eh bien, ne transformons donc pas les chefs d'État africains en commis pointeurs chargés d'inscrire leurs peuples à l'allocation aide alimentaire. Ne transformons pas les chefs d'État africains ou que les chefs d'État ne se transforment pas eux-mêmes en phraséologues qui, à qui mieux mieux rivalisent de rhétorique, rivalisent aussi de pathétique dans leurs discours et dans leurs implorations pour se faire aider, pour se nourrir. On finirait de cette façon-là par créer le prix du meilleur orateur, de celui qui aura demandé le mieux les aides alimentaires et il y en aurait certainement parmi les chefs d'État africains qui auraient ce prix Goncourt s'il existait et qui constitueraient toute une bibliothèque de ce genre de prix tellement leur existence est conçue comme étant la forme la plus élevée du griotisme pour vivre. Mais c'est leur affaire. N'en parlons plus.

La lutte contre le désert est donc une lutte politique et nous pensons qu'à travers ce phénomène, les États africains comprendront que l'unité africaine est une nécessité et non plus simplement un choix, un choix qui peut permettre, également d'autres choix. Hier, les Kwamé N'Krumah, lorsqu'ils laissaient cette idée d'unité africaine ont été combattus. Ils ont été combattus et même battus peut-être par la présentation qu'ils faisaient que cette idée juste et noble était empreinte d'une certaine idée de contemplation, d'encouragement, de catalyseur de l'unité africaine, sont en train de se présenter à nous pour faire en sorte que chacun de nous cède un peu de sa souveraineté et de son chauvinisme afin d'effacer les cicatrices, qui existent et qui nous divisent, que sont les frontières. Oui, il faut refaire une autre conférence de Berlin, une conférence de Berlin qui va gommer ces frontières. Nous ne pouvons lutter contre la désertification qu'en effaçant les frontières. Nous ne pouvons lutter contre la désertification qu'en faisant de l'Afrique un seul et même continent. Les

richesses, nous les avons. Le sous-sol est riche. C’est ce sous-sol-là qui fait vivre tant et tant d’industries à l’étranger. Le sol est riche. Les eaux sont abondantes. L’énergie nous l’avons à foison. Le barrage d’Akossombo, avec seulement une turbine en fonctionnement, suffit à alimenter en électricité, au-delà du Ghana lui-même, d’autres pays : le Togo, le Bénin… Et qu’est-ce que vous auriez vu si le Ghana avait mis en service 4 sur 6 de ses turbines. L’électricité aurait été gratuite au Burkina Faso.

Mais à un niveau interne, nous ne parlons même pas d’intérieur, car pour nous, la vision unitaire de l’Afrique est déjà en marche.

Au niveau interne et sectoriel, c’est-à-dire au niveau du seul Burkina Faso, nous avons des luttes engagées. Nous avons des luttes engagées et je voudrais vous dire que le CNR a décidé d’engager trois luttes.

Premièrement, lutte contre les feux de brousse.

Est déclaré crime, l’acte de provoquer les feux de brousse et sera puni comme tel. Il n’y a pas de tergiversation. Je sais que les détracteurs diront que ces mesures sont draconiennes ; je sais que nos détracteurs diront que ces mesurent traduisent la nature répressive du CNR, mais je sais que nos détracteurs qui diront cela sont ceux qui, ici, à la Zone du Bois ou dans des villes similaires, ont des jardins arrosés chaque jour grâce à l’ONEA qui leur produit l’eau. Je sais que nos détracteurs sont ceux qui ont les moyens de s’acheter les engrais qu’il faut, donc de se créer un microclimat et par conséquent de ne point se poser de questions pour savoir ce que devient la nature en général, l’environnement en général. Je sais que nos détracteurs, pour dire que nous sommes des répressifs, sont des hommes qui ne savent pas, qui n’ont jamais cultivé, qui n’ont jamais semé, qui n’ont jamais entretenu un champ, qui n’ont jamais récolté et ne savent donc pas ce que c’est que le feu de brousse et ses conséquences, mais qui répètent à la manière des perroquets ce qu’ils ont entendu ailleurs et, du reste, ces détracteurs-là, nous n’avons d’autre solution que de les confiner, de les rejeter dans le clan de ceux qui sont en train de concourir pour le prix Goncourt de la rhétorique misérabiliste. Le feu de brousse est donc un crime. Peut-être, certainement, admettrons-nous, tolérerons nous des circonstances atténuantes pour les conditions dans lesquelles ce feu de brousse aura été créé, mais il sera de toute façon sanctionné comme crime. Il tombe donc sous la responsabilité de tous les villages, et principalement les CDR de tous les villages, de surveiller leur territoire. Ou bien le responsable individuel sera démasqué et livré pour être sanctionné pour le crime commis, ou bien le village paiera. Il en sera ainsi et ce n’est qu’à cette condition que le Burkina Faso sera vert aujourd’hui et surtout encore plus vert demain pour les générations à venir. Chaque année, nous dépensons beaucoup d’argent, beaucoup d’énergie à négocier des dettes extérieures pour construire des sites antiérosifs, alors qu’hier, nous ne construisions pas de sites antiérosifs. C’était simplement les racines des arbres et des herbes qui maintenaient fortement l’humus, l’épais humus sur un sol lui-même bien contrôlé malgré la force des torrents, malgré la force de ruissellement des eaux. Aujourd’hui, l’eau est fuyante au Burkina Faso Toute eau qui tombe au Burkina Faso s’enfuit vers d’autres pays, s’enfuit vers la mer. Nous retiendrons cette eau par notre lutte.

La *deuxième* lutte que nous engageons, la deuxième lutte que nous déclenchons sera contre la divagation des animaux. La liberté des animaux ne doit pas porter atteinte à la liberté des hommes. Le droit des cheptels ne doit point porter atteinte au droit des peuples. Celui qui laisse son troupeau en divagation pour se nourrir de façon libre, sur tout ce qui pousse sur le sol, commet un acte criminel de destruction de la nature et de condamnation des

générations à venir. C'est pourquoi, eh bien, aux éleveurs en particulier, nous leur disons qu'à partir de maintenant, et cela se vérifiera dès les cultures de cette année, dès les travaux champêtres de cette année, tout animal en divagation qui aurait détruit un arbre planté ou des céréales cultivées sera purement et simplement abattu. Et s'il se présente un responsable pour exiger des comptes pour cet animal abattu, eh bien, ce responsable ira répondre de son crime.

Désormais, chacun devra comptabiliser le coût exact, le coût réel de l'entretien d'un cheptel, et donc peut-être ramener son troupeau à des proportions scientifiques. L'efficacité du troupeau, la richesse du troupeau ne se mesurent plus au nombre de cornes, de paires de cornes ou de sabots, mais au poids des animaux et à leur utilisation pour amoindrir leur coût d'entretien. Utilisation pour les engrais, la fumure que ces animaux pourraient produire ; utilisation pour l'énergie, pour les efforts de travail qu'ils peuvent fournir dans les champs par la traction des outils, des appareils, mais également utilisation rationnelle par l'exploitation complète de tout ce que l'animal peut produire. Il n'y a que de cette façon, draconienne certes mais salutaire, que nous pouvons éviter que les animaux ne soient des éléments de destruction de la nature.

Et puis enfin, la *troisième* lutte sera contre la coupe anarchique du bois de chauffe. La coupe du bois aujourd'hui, je vous l'ai dit plus haut, représente une procession du Cap en Afrique du Sud, vers le " Mur des Lamentations" en Israël. Mais les jérémiades, nous les avons entendues. Les séminaires, les colloques, les journées de réflexion, nous les avons également vus et entendus sur les foyers améliorés et sur tout ce qui peut limiter la consommation du bois. Avouons que rien ou presque n'a changé.

La Semaine révolutionnaire des camarades des Eaux et Forêts ne devrait pas être une journée de réflexion, une semaine de réflexion de plus, mais autre chose. C'est pourquoi, dans cette troisième lutte contre la coupe anarchique du bois de chauffe, nous décidons qu'elle deviendra une profession réglementée et organisée, il sera interdit de couper le bois. Il sera interdit d'en introduire dans nos grands centres urbains, Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et d'autres centres.

Tous les centres qui seront identifiés devront s'approvisionner en bois de chauffe auprès de détaillants agréés officiellement, lesquels détaillants se seront approvisionnés eux-mêmes auprès de demi-grossistes reconnus, ces demi-grossistes se seront approvisionnés auprès de grossistes reconnus. Et ces grossistes, désormais, n'iront couper le bois que munis d'une licence en bonne et due forme, établissant le quota annuel auquel ils ont droit en bois de chauffe. Ils se feront indiquer les espaces autorisés pour la coupe du bois par les agents, les combattants intrépides qui se mobilisent à partir de maintenant contre la désertification.

Cette coupe du bois, ce bois coupé sera transporté dans des véhicules spéciaux marqués de couleur spéciale, de telle sorte que se promenant le week-end dans nos brousses, les fonctionnaires ne soient tentés eux-mêmes de transporter du bois.

Désormais, tout véhicule transportant du bois sera arrêté et des amendes lourdes seront prononcées contre le propriétaire du véhicule.

Ainsi donc nous connaîtrons exactement, pour nos villes au moins, quelle quantité de bois nous coupons annuellement. Nous connaîtrons exactement quelle réglementation et quelle espèce de jachère nous pouvons organiser pour les terres et nous permettrons ainsi à la nature de se reproduire de façon harmonieuse.

Bien entendu, pour les populations des zones rurales, la liberté leur sera donnée de couper le bois autant qu'elles voudront. Mais ce bois coupé ne

pourra servir, vous vous en doutez, qu'à l'utilisation familiale et non plus commerciale, car dans ces zones il sera interdit de vendre du bois.

Le spectacle du bois le long des routes est désormais interdit au Burkina Faso. Et le village où sera pris un fagot de bois vendu le long des routes, ce village répondra de son acte, le village répondra et en premier lieu le CDR sera sanctionné, et révolutionnairement sanctionné.

Vous direz, ou du moins nos détracteurs diront que nous aurons ainsi enlevé, arraché, privé à certaines personnes leur pitance.

La profession de bûcheron est devenue une profession bien établie chez nous. Le bûcheron pourra désormais couper du bois pour celui qui l'achète par tonnes, par quotas annuels, mais seulement en se rendant dans les espaces indiqués. Seulement là, il pourra couper du bois à longueur d'années s'il veut le faire.

Les tarifs seront étudiés en conséquence. Par stère ou par autre unité que le ministère de l'Environnement et du tourisme définira. Désormais, la coupe du bois doit être réglementée et elle le sera. Et puis c'est de cette façon, c'est en rendant le bois rare que nous obligerons toutes les femmes, notamment des villes, à adopter le foyer amélioré et trouver les autres méthodes d'économie du bois.

Camarades, trois luttes : lutte contre les feux de brousse, c'est un crime. Lutte contre la divagation des animaux, c'est un crime. Lutte contre la coupe anarchique du bois, c'est un crime. Trois luttes, trois victoires, mais certainement des douleurs, des douleurs pour quelques individus qui refuseront, qui ne pourront pas s'adapter à la nouvelle dynamique, mais un succès pour tout un peuple.

Chanter à longueur d'années, à longueur de décennies foyer amélioré, alors que le bois est abondant, n'obligera aucune femme à installer chez elle le foyer amélioré. Au contraire, toutes ces femmes pourront se réfugier derrière les habitudes culinaires, les tabous qui font que le foyer traditionnel a sa valeur mythique : les trois pierres. Eh bien ! Les femmes ont refusé le foyer amélioré parce que le bois n'est pas une rareté.

À partir de maintenant, le bois sera rare et la recherche de toutes les formes d'économie d'énergie sera un acte qui habitera chaque ménagère, chaque foyer, chaque couple ; l'homme, la femme calculeront désormais le budget spécial pour l'énergie. C'est de cette façon aussi que les ministres responsables, lorsqu'ils voudront vulgariser l'utilisation du gaz, rencontreront un écho favorable auprès de nos ménagères parce que le bois sera devenu une rareté et que l'on aura démontré que le gaz, en dernière analyse, coûtait moins cher que le bois, même si a priori le gaz apparait comme un luxe. C'est de cette façon que l'IBE, l'Institut Burkinabè d'Énergie, pourra aussi vulgariser de façon efficace les trouvailles géniales qui, hélas pour l'instant, dorment dans les tiroirs sous forme de mémoires, de thèses ou dorment sous les arbres, dans cet institut parce que dans les ménages, l'on n'a pas encore compris, dans nos villages, dans nos villes, nos populations n'ont pas encore compris le sens et l'importance de ces découvertes. C'est ce qui permettra peut-être l'énergie que nous avons en abondance : le soleil.

Et puis, nous considérons désormais comme un acte révolutionnaire, patriotique le fait pour une femme de chercher, de rechercher les méthodes culinaires les plus économiques. Si les crudités ne doivent point suffire parce que les aliments doivent être nécessairement cuits, la femme par son génie créateur libéré, et obligée de se libérer par nécessité, car là où le génie n'a pas été libéré, nous le contraindrons à se libérer. Eh bien, en brisant cette coque qui enferme le génie créateur de nos femmes, nous obligerons les femmes à créer, à

découvrir des méthodes culinaires rapides et efficaces qui permettront de précuire les aliments pour que la cuisson soit rapide et qu'elle ne nécessite que deux ou trois brindilles. Faute de quoi, il faudra à chaque femme pour son couscous, pour son haricot, pour son maïs, pour le tô, deux ou trois charrettes de bois. Elles découvriront parce qu'elles seront obligées de le faire, et parce qu'elles peuvent le faire aussi.

À l'inverse, nous considérons comme un acte contre-révolutionnaire, réactionnaire, antipatriotique le fait pour une femme de refuser, par paresse, l'effort minimum de créer, de découvrir ce qui peut lui permettre de gagner du temps et d'économiser de l'énergie dans la cuisson des aliments.

Le fait pour une femme de refuser, par orgueil petit-bourgeois ou bourgeois, parce qu'elle dort sur un épais matelas de billets de banque volés et détournés que les TPR n'ont pas encore pu démasquer, mais cela se fera, parce qu'elle est entourée de ce cliquetis, de cette espèce trébuchante et de frou-frou de l'espèce sonnante, de refuser donc le foyer amélioré ou d'autres méthodes qui viendront, qui seront découvertes et vulgarisées, est un acte antipatriotique.

La femme qui refuse le foyer amélioré parce qu'elle a les moyens de s'acheter la quantité de bois dont elle a besoin, peut-être même qu'elle a les moyens d'importer de Norvège ou de Suède du bois pour faire sa cuisine, cette femme-là sera une réactionnaire patentée à combattre : parce que c'est une femme criminelle, c'est une criminelle qui assassine les générations à venir, c'est une femme qui poignarde ces fœtus créés ou à créer. C'est donc une criminelle qui n'a aucun égard pour ceux qui viendront et qui ne pense qu'à elle, elle qui vit aujourd'hui.

Donc un succès pour d'autres peuples. Exigence aussi pour nous de dire ici et ailleurs que la lutte du peuple burkinabè ne saurait se dissocier des luttes des autres peuples. Exigence pour nous de réclamer des autres peuples qu'ils s'engagent dans la construction d'écrans de défense contre ce désert qui avance.

À quoi servirait pour nous d'avoir un reboisement si les pays qui sont au nord, qui sont entre le désert réel et le semi-désert actuel que nous constituons, si ces pays ne veulent point et ne s'adonnent point à cet effort de reboisement réel. C'est un devoir pour nous d'exiger d'eux qu'ils fassent du reboisement. C'est pourquoi nous commençons par nous-mêmes.

Chacun de nous, chacun de vous, tous ceux qui veulent et ceux qui ne veulent pas, nous devons désormais planter des arbres. Par famille, par village, par service. Et cela, nous le rendrons obligatoire non seulement pour les Burkinabè qui sont ici, mais même pour tous ceux qui vivent ici. Car lorsque l'ONEA leur fournit de l'eau, ils ne se posent pas la question de savoir comment nous avons pu obtenir cette eau. Pour avoir droit à l'ombre, pour avoir droit à l'eau au Burkina Faso, il faut protéger la nature burkinabè. Donc le reboisement est une exigence pour tous. Entrer au Burkina Faso exige, implique que l'on accepte de planter au minimum un arbre. Ce qui veut dire que refuser de planter un arbre au Burkina Faso sera sanctionné, et pour les Burkinabè, cela conduira là où nous savons. Pour les étrangers, cela les reconduira chez eux.

L'étranger qui refusera de planter un arbre sera expulsé du Burkina Faso. C'est une loi que nous prenons au même titre que d'autres pays ont décidé d'imposer des cartes de séjour ou autres formes de contrôle. C'est normal.

Planter un arbre fait partie des exigences minimales pour être et durer au Burkina. Les arbres seront plantés partout et vous, camarades des Eaux et Forêts, il vous appartiendra de développer, de créer des pépinières populaires afin que partout on puisse en trouver. Si on demandait à chaque écolier, à une

période donnée de l'année de venir avec une boîte d'allumette remplie de certaines graines précises et que l'on se mettait à reboiser, à créer des pépinières et à reboiser ou alors à planter des arbres, à semer partout, il y aura bien sûr une grande perte. Les coefficients de déperdition sont très élevés encore dans notre pays. Mais petit à petit, arbre par arbre, nous irons au bout de dix millions d'années vers la création de ce grand parc de 10 millions d'arbres que vous avez annoncé tout à l'heure. Même s'il faut dix millions d'années pour y aller, nous y serons. Et le peuple burkinabè sait désormais qu'il engage des combats de titans parce que d'autres avant nous, d'autres avant les grues, les organisations, les ingénieurs d'aujourd'hui ont conçu des pyramides. Les pharaons ont fait déplacer des tonnes et des tonnes de matériaux et les ont entreposés de façon scientifique dans une géométrie que nous continuons d'admirer aujourd'hui encore. Donc nous pouvons et nous le ferons. La bataille du rail doit être considérée simplement comme un exercice sur maquette en vue des grands travaux qui nous attendent. C'est cela la réalité au Burkina Faso. Désormais le ministère de l'Environnement et du Tourisme lancera un appel, suscitera les bonnes volontés et poussera ceux qui ne voudront pas bouger de beaucoup pour que nos villes soient embellies avec des fleurs, avec des arbres, des aires de repos, des aires de récréation. Les squares qui existent, les espaces verts à créer seront mis à la disposition de personnes morales ou physiques, celles qui l'ont déjà demandé, car une personne s'est déjà manifestée, et celles qui se manifesteront ou qui seront poussées à se manifester, ou conditionnées pour se manifester, afin que l'on voit par exemple le Square Yennega pris en charge par Petro-Shell, une société. Par exemple, cette fontaine qui existe à côté de la Place des Nations Unies, qui, avec son jet d'eau constituait une espèce de fierté de la ville de Ouagadougou jadis, et qui aujourd'hui tombe en ruine, se rouille. Eh bien, que cette fontaine soit prise en charge par la station qui existe à côté. Il faudra que cela soit exigé, exigé de façon gentille, amicale, mais exigé quand même de façon ferme. Que les ambassades qui sont ici, qui, chaque jour nous disent que le Burkina Faso est en train de devenir un désert, que ces ambassades prennent certains espaces : 2 m^2, 4 m^2, 40 m^2, peu nous importe la superficie. Mais que chaque ambassade s'attache à entretenir cet espace, à y planter des arbres, à les entretenir réellement, à en faire une fierté. Que tous, dans tous les secteurs, les CDR créent leurs espaces verts, quelle qu'en soit la superficie. Dans tous les villages, nous voulons désormais qu'il existe des bosquets. Combien il y en avait, ces bosquets qui étaient la sonnette d'alarme que nos pères ont tiré pour montrer, expliquer, s'inquiéter vis-à-vis de la désertification, de la sahélisation qui venait dans notre pays ? Ces bosquets, vous vous en souvenez, étaient à l'image de ce que les Grecs appelaient des lycées, un lieu de regroupement, de retrouvailles des savants, des érudits, des puissants de nos villages pour créer et approfondir, et la philosophie et la mystique communautaire du village, pour éduquer chaque enfant, pour initier chacun de nous dans ces villages, dans le respect d'un certain nombre de règles. En détruisant ces bosquets, en détruisant aussi la philosophie qui en sortait, nous avons détruit les méthodes d'organisation, coercitives certes : les masques qui frappaient les gens et vous imposaient le respect, les tabous qui interdisaient de consommer tel ou tel animal ou de tuer des animaux dans une certaine période de l'année. En détruisant donc ces bosquets et la philosophie qui en émanait, nous avons livré notre pays à l'invasion et à la calcination par le désert. Nous allons recréer ces bosquets. Nous imposons que dans tous les villages du Burkina Faso, renaissent de tels bosquets. Et désormais toute autorité du Burkina Faso, et chacun de nous est une autorité dans ses pérégrinations, doit s'imposer de voir, d'identifier effectivement ces bosquets.

Il sera constitué de trois arbres dans certains endroits, mais ailleurs ce sera des forêts denses. C'est donc des exigences que nous posons. Des indications que nous faisons.

Et je répète que cela est valable pour ceux qui sont d'accord, que cela est également valable pour ceux qui ne sont pas d'accord. C'est valable donc pour tous et force restera aux protecteurs de la nature.

Camarades, je voudrais féliciter les camarades des Eaux et Forêts pour la cérémonie de ce matin, cérémonie qui occupe une place importante dans nos esprits et préoccupations de chaque jour, cérémonie qui constitue pour nous un espoir, espoir que nous n'aurons pas fait que parler, espoir que nous n'aurons pas fait qu'alimenter la presse, la télévision par les images du jour, mais que nous nous serons donnés pour mot d'ordre de reconstruire, de reproduire ce qui était au Burkina Faso. C'est pourquoi ma confiance est totale que les camarades des Eaux et Forêts, dans la rigueur de ce matin, par ce qu'ils nous ont présenté, pourront se hisser, se mettre à la hauteur de nos espérances. Qu'ils sauront eux-mêmes se départir des attitudes négatives des agents des Eaux et Forêts d'hier, ceux-là même qui le jour s'en allaient rechercher les braconniers, et le soir dégustaient avec eux les têtes de chauve-souris si ce n'était les pattes de crapauds de brousse.

L'espoir est aussi que ces agents des Eaux et Forêts nouvelle vision se démarqueront de leurs prédécesseurs, certains étant de cupides agents qui spéculaient.

La patrie ou la mort, nous vaincrons ! »

"Susciter l'homme de la liberté contre l'homme du destin" – An II de la RDP - 4 août 1985

« Camarades de la Révolution démocratique et populaire,

Avant toute chose, je voudrais demander à chacun de nous d'observer une minute de silence, en hommage à la mémoire de nos chers disparus, tous ceux qui, connus ou inconnus, ont payé de leur sang pour qu'aujourd'hui nous puissions fêter l'An Il de la RDP.

Je vous remercie.

Honorables invités du Burkina Faso, Représentant le gouvernement de la République du Mali, Représentant le gouvernement de la République française, Représentant la Jamahiriya arabe libyenne populaire, Représentant la République du Ghana,

Chers amis,

Camarades militantes et militants de la RDP.

Lorsqu'il y a un an, jour pour jour, je m'adressais à vous, peuple burkinabè de toutes conditions, pour vous apporter le salut militant de la RDP, je mesurais certes le chemin parcouru en un an, j'appréciais comme vous la résolution et la fermeté révolutionnaire dans l'enthousiasme autour du Conseil national de la révolution, pour annoncer de nouvelles rives face au vaste océan de menaces et d'efforts. Je n'étais alors que convaincu de la justesse de notre cause. Seule était présente en moi la croyance que le but de nôtre révolution était la révolution elle-même, c'est-à-dire cette recherche constante du bonheur de notre peuple, cette montée de la vie, cette création continue de formes colorées, de clairs paysages sur les ruines des murailles qui nous maintenaient prisonniers.

Le deuxième anniversaire de la victoire révolutionnaire et populaire du 4 août 1983 ponctue une étape qualitative nouvelle dans notre marche en avant. C'est pourquoi sa célébration doit revêtir, dans tous ses aspects, une marque supplémentaire de maturité et de lucidité dans notre méthode de penser nos problèmes, et notre façon de les résoudre.

Malgré l'extraordinaire mobilisation de nos masses pour déplacer des montagnes, nous sentions que nous avancions encore dans une demi-obscurité tiède où se croisaient les bons sentiments, la générosité, un monde mal délimité d'où allaient surgir, menaçants et toutefois pleins d'attirances, des difficultés et des sacrifices qui pouvaient être vains.

Mais aujourd'hui, date de notre deuxième anniversaire, nous affirmons, à partir de ce que le monde entier et le peuple burkinabè en particulier voient et constatent, que le premier élan révolutionnaire d'août 1983, fruit d'un effort qui rend fier et console, était nécessaire puisqu'il nous a conduits vers plus de lumière, a rendu possible notre dignité et notre indépendance. L'œuvre bâtie était utile. Nous avons maintenant raison d'être résolument optimistes.

Il ne s'agit pas simplement de dresser des bilans que nous n'avons aucune envie de trompéter, mais de la certitude acquise, au cours de ces deux années de lutte au côté du peuple burkinabè, qu'il s'est passé ici, au Burkina Faso, des preuves qu'il est désormais possible de bâtir un monde nouveau à la condition de vouloir l'édifier sur des bouleversements considérés jusqu'ici comme inimaginables, à la condition aussi de parvenir à associer, à ces transformations, le plus grand nombre.

Il est évident que le Faso est devenu un vaste chantier et même au moment où je vous parle, quelque part, des femmes, des hommes et des enfants, mobilisés dans leurs Comités de défense de la révolution, sont en train de commencer ou d'achever une école, un dispensaire ou une retendue d'eau. Des cités du 4 août ou de l'An II s'ouvrent, des magasins populaires *Faso Yaar* s'inaugurent, des travaux d'intérêt commun se mènent, etc.

Le travail productif et libérateur commence à être accepté et compris comme la condition première et la garantie essentielle de l'amélioration concrète de nos conditions de vie. Nous avons le droit et le devoir d'en être fiers. Nous avons le droit et le devoir d'exiger plus de nous-mêmes et d'oser réaliser encore plus pour transformer nos conditions matérielles de vie.

Chaque Burkinabè sait qu'aujourd'hui, il travaille et il produit pour lui-même, pour ses enfants et pour sa patrie.

Au regard de tout ce qui reste à construire, ce qui est fait aujourd'hui ne représente qu'un test positif de notre détermination à rejeter définitivement l'idéologie de soumission, de mendicité et d'attentisme, de fatalisme qui caractérise toute société sous domination étrangère.

Le bilan de l'An II de la RDP doit être principalement axé sur l'évaluation objective du degré de transformation de l'homme burkinabè qui doit construire le Faso nouveau et sa société nouvelle.

Jusqu'à quel niveau nos principes et nos idées de justice, d'amour, de liberté et d'honnêteté dans la recherche légitime du bien-être, ont-ils pénétré dans nos consciences ? Jusqu'à quel niveau ces principes, et ces idées révolutionnaires se manifestent-ils dans notre vie quotidienne, privée ou publique ? Jusqu'à quel niveau ces principes se traduisent-ils effectivement, dans nos relations sociales et professionnelles, dans la rue, au bureau, à la caserne et sur les chantiers ?

Tout en nous réjouissant de nos conquêtes, définitivement arrachées à l'impérialisme, portons à la conscience de tous que la révolution peut être d'une autre nature que rythme brisé, symphonie, manifestation esthétique intéressante en son jaillissement mais totalement dépourvue lorsque, retombant sur elle-même, elle se pétrifie. Certes, comparées à tous les régimes du passé, nos réalisations en deux années de labeur populaire sont au-delà de toute attente.

Laissons parler nos contempleurs et leur presse à qui nos mille succès interdisent de masquer nos progrès, de s'enfermer dans le silence indifférent, et malhonnêtement voilant, sinon que de nous reconnaître nos mérites. Et même lorsqu'ils tentent de dénaturer la réalité, les faits têtus, notre meilleure arme, sont là qui nous défendent, et leur arrachent des applaudissements à leur corps défendant. Mais notre fidélité aux principes affirmés, tant dans la proclamation du 4 août que dans le Discours d'orientation politique du 2 octobre 1983, n'aura de sens que si nous parvenons à réaliser une société en totale harmonie avec elle-même.

Dans le Discours d'orientation politique, au chapitre touchant à la "révolutionnarisation de tous les secteurs de la société burkinabè" nous écrivons, citation : "la Révolution d'août ne vise pas à instaurer un régime de plus en Haute-Volta. Elle vient en rupture avec tous les régimes connus jusqu'à présent. Elle a pour objectif final l'édification d'une société voltaïque nouvelle au sein de laquelle le citoyen voltaïque, animé d'une conscience révolutionnaire, sera l'artisan de son propre bonheur, un bonheur à la hauteur des efforts qu'il aura consentis. Pour ce faire, la révolution sera, n'en déplaise aux forces conservatrices et rétrogrades, un bouleversement total et profond qui n'épargnera aucun domaine, aucun secteur de l'activité économique, sociale et culturelle.

La révolutionnarisation de tous les domaines, de tous les secteurs d'activité, est le mot d'ordre qui correspond au moment présent. Fort de la ligne directrice ainsi dégagée, chaque citoyen, à quelque niveau qu'il se trouve, doit entreprendre de révolutionnariser son secteur d'activité" (fin de citation).

La mission est tracée. Elle est claire. Qu'en a été l'exécution ? Nous avons, à notre actif, des acquis non négligeables. Passons-en quelques-uns en revue :

– La réforme agraire et foncière a brisé l'exploitation féodale et rétabli le peuple dans son droit à la terre et dans celui de disposer des fruits de sa production.

– Des champs collectifs, créés par les agents de l'administration ont vu récemment le jour et où, tout en participant même de façon gauche, des hommes et des femmes apprennent ou réapprennent le travail de la terre. Ils en découvrent les joies cachées qu'ils ne manqueront pas de savourer, même à la retraite, et nos opérateurs économiques ont été intéressés à l'agriculture.

– Le Burkinabè a compris comme une nécessité vitale pour l'économie et l'environnement, la préservation de la nature, notamment par un reboisement intensif, l'abandon de la pratique destructive des feux de brousse et de la divagation des animaux, prédateurs de notre verdure.

– Le monde paysan est de plus en plus consulté et il participe plus étroitement à l'exercice du pouvoir économique, notamment par la fixation des prix des produits agricoles.

– Les diverses foires provinciales qui se sont tenues au cours de cette année, tout en révélant nos immenses potentialités agro-pastorales et industrielles, sont un facteur certain de promotion de notre économie.

– Sur le front social, et pour répondre au problème du logement, nous avons construit des cités, entrepris des lotissements à grande échelle sur toute l'étendue du territoire.

– Dans le domaine de la santé, des structures décentralisées ont été mises en place afin de faciliter et de promouvoir un mieux-être dans les communautés de base. La vaccination commando reste encore dans nos mémoires comme un effort gigantesque et une réussite pour barrer la route à la maladie. Cette vaccination commando et la grande bataille du rail sont de ces audaces que seule la révolution permet.

– Sur le plan financier, un effort d'assainissement a été opéré au niveau de certains services, notamment la Douane. L'État fait face, de plus en plus intégralement, à ses obligations financières intérieures et extérieures grâce aux sacrifices consentis par tous, mais aussi à une plus grande rigueur dans la gestion.

– Sur le front de la justice, les TPR ont imposé une morale nouvelle conforme aux intérêts du peuple. L'administration pénitentiaire a été réorganisée afin de permettre aux détenus, force potentielle, de devenir productifs et de s'amender vis-à-vis de la société. C'est ainsi qu'à Baporo, 40 détenus exploitent brillamment 50 ha, confirmant ainsi qu'il est possible de bâtir une morale de progrès quand l'homme est déterminé à mériter le pardon populaire.

– Nous avons renoué avec le sport, le sens de l'effort et nous avons montré notre volonté de revaloriser notre patrimoine culturel. L'une de nos initiatives dans ce sens est l'institution de la Semaine nationale de la culture dont la 3ème édition aura lieu à Bobo-Dioulasso au début de l'année 1986.

– Et si nous prenons la peine de transcender les lieux communs et les propos irresponsables, qui parlent de peur, sinon de terreur dans nos services administratifs, il existe une morale et une éthique nouvelle que les

enseignements des Tribunaux populaires de la révolution nous ont aidé à mettre en marche.

Le fonctionnaire responsable, honnête et courageux est fier d'avoir été hier et de demeurer aujourd'hui encore propre moralement. Il va et vient en toute liberté, marche la tête haute et fait figure de travailleur modèle, digne et respecté dans notre société. Il se délecte à écouter la radio lors des procès. La conscience tranquille, il ne redoute nullement d'être convoqué à comparaître. Et même s'il l'était, ce serait avec fierté qu'il se précipiterait devant les juges pour aider à la manifestation de la vérité en révélant les dessous sordides des gloutons d'hier.

De nombreux Burkinabè sont aujourd'hui heureux que, par le biais des TPR, la probité, l'humilité, le respect de la chose publique aient été mis à l'honneur. Ils sont heureux, eux qui hier ressemblaient aux dindons de la farce parce qu'ils se refusaient à choir dans la gangue de la cupidité, de l'irresponsabilité et des vices d'hier.

Par contre, ceux qui n'ont pas la conscience tranquille perdent le sommeil, et recherchent la première oreille complaisante ou complice pour souffler que "tout le monde a peur, on ne peut pas ou on ne peut plus travailler en paix, on dégage n'importe comment et c'est la terreur".

Mais nous devons continuer, et nous allons continuer à épurer l'administration de ceux-là qui veulent être payés à ne rien faire d'autre que la recherche des failles pour détourner les biens du peuple.

Rappelons-nous cet agent qui, face aux TPR disait effrontément que lorsqu'il arrivait à Ouagadougou pour soi-disant verser les impôts des paysans au Trésor, il commençait par faire un tour dans un bar. Ces tours ont totalisé la bagatelle de 9 millions de francs CFA de détournement. Non seulement il vole l'argent et le dilapide, mais il prétend avoir une nombreuse famille à nourrir pour attirer la pitié du tribunal et de l'opinion. Et ces paysans auxquels on a volé cet argent ? Ils sont sept millions et on veut les opposer à une seule famille pour justifier le fait de les avoir rançonnés jusqu'au dernier centime ? La commisération que suscite la famille éplorée du dégagé ne peut faire oublier la pitié due à tout un peuple victime de la privation que lui impose l'irresponsable.

Notre société est en train de mûrir, de se souder et les Burkinabè commencent à comprendre et à accepter la nécessité de la solidarité, au-delà de la petite cellule familiale, tribale ou villageoise.

Lorsque les enfants de Ouagadougou ou les femmes de Orodara cotisent pour aider les sinistrés de Gorom-Gorom ou d'ailleurs, cela est un signe qui ne trompe pas. Nous devenons chaque jour, de véritables frères, les uns pour les autres.

Lorsque des militants CDR venus de différentes provinces construisent le canal du Sourou ou posent les rails pour le chemin de fer du Sahel, ils ne pensent plus à leur région ou à leur province d'origine, ils pensent au Faso en entier, à son progrès, à son développement, au profit de tous ses fils.

La noblesse de tous ces gestes et de toutes ces actions collectives, l'enthousiasme dans le travail et la fierté de bâtir dans le sacrifice et la souffrance physique, doivent nous donner chaque jour beaucoup plus de confiance en l'avenir, car nous apprenons à compter sur nos propres forces, unies et orientées vers la recherche d'un bonheur légitime et juste.

On entend de moins en moins les voix paresseuses, habituées à tendre la main vers les autres pays pour obtenir la pitance alimentaire, souvent objet de honteuses spéculations et de chantages vils, entre nous-mêmes, et entre nous et les pays étrangers.

Pour le bonheur du plus grand nombre, ces mesures, quelles que terribles qu'elles fussent, il fallait les prendre. Nous les avons prises. Mais c'est très certainement le lieu de dire quelle peine nous ressentions en décidant ainsi. Combien tout au long de l'année nous avons souffert avec ces centaines de familles bousculées dans leurs habitudes, dérangées dans leurs mentalités et obligées d'opérer des réajustements psychologiques douloureux, afin de vivre au niveau réel de notre pays.

Nous avons fait beaucoup de choses ensemble, de petites comme de grandes réalisations. Mais nous ne voulons pas étaler ici un catalogue de succès. Et si nous avons des motifs de joie, il y a aussi des points d'ombre qu'il nous appartient d'éclairer, afin de mieux les connaître et parfaire notre démarche révolutionnaire.

Camarades, vous l'avez noté, j'ai voulu à la place d'une litanie de succès matériels, relater ici ce qui me parait avoir le plus frappé l'esprit du Burkinabè, pour développer cette mentalité nouvelle, condition sine qua non de toute révolutionnarisation. À la place des dispensaires et dépôts pharmaceutiques, nous pourrions même réaliser d'immenses hôpitaux complexes et sophistiqués, que le progrès, le vrai, ne sera pas pour autant atteint tant que l'homme n'aura pas été transformé lui aussi.

La société nouvelle exige des mentalités nouvelles. C'est pourquoi il faut courageusement se livrer à un examen sans complaisance de nos deux ans de RDP. Qu'est-ce qui mérite d'être changé dans nos habitudes, dans notre façon d'être révolutionnaire ?

D'abord, le pouvoir populaire : acquis principal de la RDP, il s'exerce de façon insuffisamment correcte. C'est le cas au niveau des CDR géographiques. Conséquence du degré des maturités politiques, le subjectivisme et les abus sont vite apparus. C'est ainsi que les vexations, les frustrations, les contrariétés diverses ont entaché le dialogue de construction nationale entre CDR et personnes encore hésitantes vis-à-vis de la RDP. Lorsque de véritables accidents et incidents sont venus s'ajouter, nos ennemis ont eu force quantité d'eau à leur moulin de dénigrement, d'intoxication contre nous.

À l'an III de la RDP, nous devrons corriger sérieusement ces égarements pour lesquels nous avons mille excuses, la révolution n'étant pas une garden-party de snobs dandies aux gants blancs ! Il nous faudra extirper des rangs de nos CDR les aventuriers, les imposteurs et les tartuffes opportunistes, situationnistes ; ils sont incapables de lutte conséquente.

C'est de leurs rangs que se dégagent les néo-féodaux, les triomphalistes et les phraséologues platement ambitieux et exerçant le pouvoir comme un droit dynastique. Leur préoccupation révolutionnaire se résume à s'assurer d'étroites relations au niveau des dirigeants les plus hauts placés. Ces seigneurs de guerre-là, ces anciens combattants du dernier show de spectacle réactionnaire, de *Votez pour moi* devront être pris en main, formés, voire transformés.

Au niveau des CDR de service, de vigoureux correctifs devront être apportés. Après s'être d'abord détournés de nos CDR, certains activistes d'aujourd'hui ont découvert la puissance de cette structure. Spécialistes des slaloms géants, ils n'ont pas hésité à changer subrepticement de cap, autant de fois que cela était nécessaire pour se retrouver dans les instances dirigeantes des CDR de service. Il faut dénoncer ouvertement leur équilibrisme et leur habileté à masquer des appétits petits-bourgeois qu'ils dénoncent cependant très fort. Ceux qui utilisent le CDR de service pour s'assurer une promotion fulgurante, une position d'intouchable dans les services, et un moyen de règlements de comptes devront être aussi recyclés, sinon éjectés. Incapables

d'assurer courageusement les mesures révolutionnaires qu'ils contribuent à faire adopter, ils se répandent en démagogie et couardise à chaque difficulté.

C'est pourquoi ils redoutent souvent d'avoir à se prononcer sur les cas litigieux délicats, comme la notation. D'autres, par un verbiage envahissant, constituent de véritables blocages pour paralyser les services. Ces individus devront céder la place aux vrais et combatifs CDR.

Du côté militaire, le laisser-aller, le goût de la facilité vicieuse, le prétexte de manque de moyens doivent céder la place à un esprit encore insuffisamment spartiate, malgré les bonds réalisés dans l'acquisition d'une plus grande valeur opérationnelle.

Aux forces de l'ordre, militaires et paramilitaires, il convient d'indiquer avec insistance que l'agent révolutionnaire de sécurité ne saurait se confondre avec le barbare soudard répressif et inhumain d'hier. Au contraire, la courtoisie, l'amabilité, la serviabilité et un rien de coquetterie achèvent d'ôter à nos forces de sécurité publique une image répulsive, sans entamer en rien leur fermeté et leur vigilance.

Dans notre administration, malgré des succès incontestables, on trouve çà et là la bureaucratie néocoloniale, la paresse, les retards, l'absentéisme, l'incompétence et le manque d'esprit d'initiative qui se traduisent par l'obsession pour les textes. Au lieu de mettre le peuple au-dessus des textes, des agents font le contraire, ils placent les textes au-dessus du peuple. Ils utilisent les textes pour combattre les intérêts des masses et rechercher des pots-de-vin. Le népotisme et le trafic d'influence se rencontrent encore dans notre administration.

Des dirigeants cherchent déjà à créer une nomenklatura et exigent d'être entourés de tout un cordon protocolaire afin d'éviter les critiques et les débats avec les masses. C'est le chemin de l'embourgeoisement qui nous tend la main, avec l'esprit de facilité et de manque de rigueur révolutionnaire dans sa vie privée et publique.

Si, pour favoriser la création, il a fallu laisser libre cours à la fermentation des esprits sans entrave aucune, force est de reconnaître que l'improvisation est encore une composante trop importante de nos méthodes de travail. Nous avons parfois voulu aller très vite, et même trop vite. La machine a été soumise à rude épreuve. Mais qu'est-ce qu'aller trop vite quand on a vingt-trois ans de retard à combler !

L'abattement et l'hésitation ont parfois troublé notre marche, ce n'est pas normal, car la RDP est hardiesse.

Il existe encore beaucoup de défauts, des carences et même des comportements très graves dans la gestion du pouvoir populaire.

Le non-respect du centralisme démocratique n'est pas des moindres. De ces défaillances il faut parler, et encourager les militants à en parler. Il faut les étaler au grand jour. Les révolutionnaires n'ont pas peur de reconnaître leurs faiblesses et leurs défauts, même face à nos adversaires et nos ennemis. C'est la seule façon aussi de prendre l'engagement de combattre ces défauts publiquement.

En rapport avec les hauts responsables, il existe encore des camarades qui exploitent malhonnêtement la confiance du CNR pour se livrer à des trafics d'influence, à des magouilles pour placer une sœur, une cousine ou un ami personnel à tel ou tel poste. Ce n'est pas normal. Il faut dénoncer courageusement ces pratiques pour avancer dans la voie révolutionnaire, réussir notre travail de transformation des mentalités et construire une société nouvelle.

Mais, que l'on ne se méprenne guère, mon propos n'est ni un constat d'échec ni de l'amertume. Révolutionnaire, je ne fais qu'appliquer un principe si cher à tous ceux que la percutante clairvoyance et la rigueur organisationnelle de Lénine guident chaque jour. Ne disait-il pas que la pratique de la critique et l'autocritique est le critère le meilleur pour apprécier le sérieux d'une organisation ? Et si je me suis décidé à livrer publiquement mes appréciations, c'est bien parce que je sais qu'il ne viendrait à l'idée de personne de se prétendre plus propre que nous.

Pays des hommes intègres, nous traquons des citoyens pour un bol de riz volé quand, ailleurs, la triste époque des officiers détourneurs d'aides alimentaires continue de battre son plein impunément. Tout le monde sait que le moindre sou vaillant conduit un homme en prison, alors qu'ailleurs des milliards se volatilisent comme dans un roman d'une sarabande burlesque de sangsues. Nos mesures draconiennes ont été imitées ailleurs, mais appliquées de façon impopulaire. Car tout en faisant fi des droits d'auteur en la matière, il nous importe de faire ressortir qu'alors qu'ici les sacrifices profitent au peuple et à lui seul, nos imitateurs eux destinent à leur oligarchie les profits que les efforts du peuple ont procurés. Malheur aux imitateurs.

Camarades, l'an III de la RDP s'annonce pour nous sous les auspices d'une confiance créatrice. Nous avons labouré et semé, la moisson est prometteuse, mais les greniers ne s'empliront que si nous menons nos efforts jusqu'au bout. Il serait prématuré de s'écouter et de penser à une pause. Cet abandon momentané dans notre course de fond pourrait annihiler notre labeur de deux ans ; alors il sera demandé à chacun de ne point débander ses muscles. Le PPD [Plan populaire de développement] que nous allons bientôt achever, le plan quinquennal dont nous allons bientôt terminer la rédaction, le budget 1986 que dans les prochains jours nous allons élaborer, seront de meilleures occasions pour énoncer les transformations matérielles pour lesquelles nous nous engagerons, tout au long de l'an III et des autres années à venir.

Pour l'heure, je me bornerai à vous indiquer ce que, tout au long de l'an III de la RDP, nous nous attacherons à adopter comme comportement. Du plus petit geste anodin à la décision plus ou moins importante, tout s'épouse harmonieusement pour construire un pan entier de notre future identité.

La bataille pour un Burkina vert, qui a débutée sur un rythme d'intense mobilisation, devra se poursuivre. La victoire dans les trois luttes, à savoir : lutte contre la divagation des animaux, lutte contre la coupe anarchique du bois, action de reforestation, cette victoire-là ne s'obtiendra, et ne se garantira, que si chaque Burkinabè acquiert des réflexes de protection de la nature. C'est pourquoi, tout en invitant chacun à entreprendre une production agricole, je voudrais surtout inviter chaque ménagère à entretenir chez elle un jardin potager, quel qu'en soit la taille. La récupération des eaux usées lui permettra la production des légumes d'appoint, et offrira à chaque enfant, même des villes, l'occasion d'entretenir des plantes. Je rappelle à tous le mot d'ordre d'un bosquet par village, les aménagements d'espaces verts dans les villes. Au sujet de nos villes, j'invite tout un chacun à l'usage massif de la chaux blanche qui, en plus de son pouvoir aseptique, présente l'avantage de familiariser très rapidement les esprits au respect de la propreté, de la netteté et de l'ordre.

Dans les secteurs, dans les villages, le niveau des CDR et de leurs responsables sera jugé en partie et en fonction du respect de ces mots d'ordre. Prenons l'engagement de ne plus cracher dans les lieux publics pour ne plus indisposer d'autres personnes, et évitons ainsi de propager des maladies. Généralisons les poubelles par famille et respectons celles qui seront désormais aux lieux publics.

Les loyers prévus pour reprendre en 1986, chacun devra s'efforcer de se bâtir une maison ou d'avoir son appartement à la Socogib. Afin de garantir l'efficacité de l'utilité de nos CDR d'une part, des agents de l'État d'autre part, une structure créée par le CNR recevra les doléances et ou les suggestions que tout un chacun voudra bien exprimer. Cette structure aura à connaître du comportement des agents de l'État dont la médiocrité pénalise d'innocents militants. Dix pour cent de ces agents concentrés à Ouagadougou seront envoyés en province où les hauts commissaires ne manqueront pas d'apprécier leur talent et leur utilité.

Parce que nous voulons une société saine, bien équilibrée, assurée sur ses jambes, fraîche d'esprit et de corps, la RDP a décidé d'introduire le sport à tous les niveaux de la vie de ce pays. Tous les établissements scolaires, des villes et des campagnes, tous les ministères, toutes les structures administratives publiques et parapubliques seront désormais concernées par le sport.

Nous voulons un peuple équilibré, disponible, ayant l'esprit d'équipe, le sens du fair-play, de l'ouverture et de la communication. Il a été décidé que le sport sera au cœur de toutes les préoccupations des Burkinabè. Chaque agent de l'État burkinabè sera jugé, non seulement en fonction de ses compétences, mais également de l'intérêt qu'il porte au sport. Le sport jouera dans son avancement professionnel, il jouera en un mot dans sa vie. En nous amenant à nous surpasser à chaque épreuve, le sport cultivera en nous l'esprit de combativité.

La société idéale à laquelle nous aspirons est loin d'être atteinte. C'est pourquoi il existe toujours des sanctions administratives d'avertissement, de suspension, de dégagement et de licenciement. Car il existe encore des fonctionnaires peu enclins à se défaire des tares de l'administration réactionnaire corrompue, repue et qui pue. Mais le CNR tendra la main aux sanctionnés. Il leur offrira le rachat sous diverses formes et, ainsi, lorsque leurs punitions auront redressé leurs conduites, ils éprouveront la joie de se retrouver travailleurs sains, productifs et fort utiles à la société.

De même, tant que tous nos compatriotes et leurs mercenaires n'auront pas compris que les privilèges des minorités sont révolus, et qu'il est vain d'essayer d'envisager la reconquête des paradis antipopulaires, tant qu'ils se laisseront guider par la folie de monter à l'assaut du pouvoir populaire, nous ne pourrons faire autrement que de leur barrer la route, énergiquement. Ces insensés nous contraindront à arrêter, à emprisonner.

Nos ennemis, à l'intérieur et à l'extérieur, doivent savoir que tant qu'ils vont continuer les intrigues et les complots contre notre révolution, nous aussi nous allons continuer à nous défendre légitimement. Il est trop facile de financer et d'armer des contre-révolutionnaires pour nous attaquer et se mettre à brandir les droits de l'homme, ameuter les journaux, les agences de presse et des organisations humanitaires pour nous tacher les mains de sang par avance, sans aucune preuve.

Lorsqu'on fait exploser des dépôts à Bobo-Dioulasso et à Ouagadougou, lorsqu'on tire sauvagement sur nos jeunes camarades qui étaient de garde, personne ne s'en émeut et personne n'en parle. Mais dès que nous répliquons, dès que nous réagissons pour sauver notre peuple et sa révolution, il se trouve partout des voix pour sonner l'alerte et déclencher le chœur des pleureuses. La comédie a assez duré. Nous jugerons et nous punirons les comploteurs à la solde des puissances d'argent qui veulent détruire notre révolution. Cela doit être clair pour tous. Nous disons haut et fort ce que nous faisons au grand jour, face au monde. Et nous avons compris la tactique de l'ennemi. Il nous envoie

des comploteurs, des assassins. Lorsque nous les arrêtons, il crie à l'atteinte aux libertés individuelles et nous envoie d'autres comploteurs.

Si nous nous taisons, par respect des organisations humanitaires, il persiste et menace de nous renverser et de mettre le pays à sang. Suffit, le chantage a assez duré. Mais, magnanimes et fidèles à la pédagogie révolutionnaire, nous nous efforcerons d'expliquer et de convaincre. Tous les détenus seront jugés, pour profiter de l'école du peuple, reconnaître leurs fautes, les expier, se considérer avec leur peuple ou s'obstiner dans l'opposition et nous imposer d'adopter contre eux la violence. En attendant, nous réduirons les peines de nombreux détenus, en libèrerons d'autres et déclarerons éteinte l'action judiciaire révolutionnaire engagée contre certains d'entre eux. Des civils, des militaires, des syndicalistes détenus jusque-là, coupables d'atteinte à la RDP et à l'ordre public pourront, pour bon nombre, bénéficier en cet anniversaire de la grâce présidentielle. Le CNR espère que chaque bénéficiaire de cette clémence partielle ou totale saura profiter de l'occasion qui lui est offerte de se racheter. Mais si d'aventure une quelconque récidive ramenait l'un d'entre eux devant les forces de sécurité, l'intéressé devra comprendre qu'il aura lui-même légitimé les graves sanctions qu'il aura à subir.

Pour permettre toujours à nos femmes, à nos sœurs de ne pas continuer à souffrir des désordres des hommes, nous ferons en sorte que les salaires cessent d'être la seule propriété de l'homme pour devenir une propriété familiale. L'État ne contraint personne au mariage, mais exige que celui qui fonde un foyer assume ses responsabilités. Nous devons nous mettre à la place de nos hommes et de nos enfants. Il y a des hommes qui transforment leurs femmes en bonne à domicile, leur refusant cependant jusqu'au salaire de bonne, et dissipent en futilités l'argent destiné au foyer. Ce qui, du point de vue de la morale simple, est amoral, est pour la RDP inacceptable. C'est pourquoi les mesures sont étudiées pour permettre aux femmes de recevoir de leur mari, par l'intermédiaire du gouvernement, ce que nous allons appeler le "salaire vital".

Nous attendons de nos artistes qu'ils rehaussent nos valeurs traditionnelles et, singulièrement, des musiciens nous attendons une intégration des instruments traditionnels à leur ensemble moderne, et une maîtrise d'un riche répertoire de musique bien de chez nous.

Camarades militantes et militants de la RDP, en ce deuxième anniversaire de notre révolution, je voudrais en votre nom à tous redire au monde entier les idéaux de paix, de liberté et d'amitié qui nous animent. Soucieux de pratiquer le voisinage dynamique et positif avec ceux de nos voisins qui nous entourent, nous multiplierons les démarches fraternelles, privilégierons le dialogue pour faire échec aux manœuvres divisionnistes, néobalkanisantes.

Notre foi en l'unité africaine se consolide davantage au regard des problèmes politiques, socio-économiques, qui démontrent que nous n'avons qu'une alternative à propos de l'Afrique face à l'impérialisme : mourir chacun de son côté ou résister, survivre et vaincre ensemble. Notre révolution communie avec les autres révolutions sœurs, en comprenant et en se préparant à assumer sa part de responsabilité dans l'internationalisme libérateur. En attendant d'achever notre mandat de membre du Conseil de sécurité des Nations-unies, nous ne faillirons jamais à la mission de défenseur du droit des peuples, contre la barbarie et la sauvagerie aveugle des “bêtes et brutes” de la confrérie internationale des Belzebuth. Nous sommes fiers et heureux que le peuple sahraoui, chaque jour davantage affirme ses droits, quand en Afrique Australe, les forces patriotiques, par leurs assauts répétés, commencent à mettre la monstruosité blanche le dos à la mer, et à préparer contre elle l'hallali.

Nous renouvelons notre soutien au peuple palestinien et à sa direction de lutte qu'est l'OLP dans sa résistance farouche contre le sionisme.

Cet anniversaire, que nous célébrons avec les acquis politiques et idéologiques qui s'en dégagent, nous conforte dans notre marche à la rencontre de la révolution ghanéenne, pour une union qui fait son chemin au mépris des tentatives de blocage développées par l'impérialisme et ses petits servants locaux bavant de rage.

La fête va commencer, je voudrais exprimer la gratitude et la solidarité du peuple burkinabè à tous les étrangers qui, vivant chez nous ou hors de notre Faso, subissent dans le silence de leur intime conviction les attaques, les sarcasmes et les pressions diverses pour briser en eux l'élan de générosité, de solidarité et de communion ascendante avec la lutte de notre peuple. Ils ont contribué à la Caisse de solidarité, posé leur part de rail, planté les arbres avec nous. Ils ont été insultés. Ils n'ont pas répondu. En saluant leur constance, je voudrais leur dire que désormais, nous séparerons l'ivraie du bon grain. Cette ivraie-là a rongé notre confiance et épuisé notre patience, déclenché notre colère.

Désormais, nous ne nous tairons plus devant les calomnies et les sournoises manœuvres de la vermine.

Peuple du Burkina, chers frères et sœurs,

Comment ne pas vibrer à l'unisson, marcher à la cadence du pas bloqué avec ces milliers de militants qui, dans nos villes et nos campagnes, se sont mobilisés pour célébrer deux ans de succès, deux ans d'un test merveilleusement réussi qui donne le droit de défier gaillardement et témérairement l'avenir et ses embûches ! La parade à laquelle nous allons assister tout à l'heure ne sera rien de moins qu'une procession à la gloire de notre Faso nouveau, et la marche radieuse vers ce que la RDP nous réserve. Cette année, nous avons retenu le double thème de l'arbre et de la mobilisation populaire. Le reverdissement de notre patrie sera une réalité parce que notre peuple l'a décidé. Et chaque jour qui passe, sa main féconde caresse une terre nourricière généreusement entrainée, dans la dynamique du succès sans fin de la RDP.

La mobilisation pour la défense populaire verra les femmes, et nos femmes coquettement drapées de leurs beaux uniformes, et redoutablement équipées de leurs armements, n'exprime rien de moins non plus que cette synthèse heureuse dont la RDP et sa politique de bon voisinage ont le secret. Il s'agit de la rencontre de Vénus et de Mars, oui cette tendresse d'amour, de pacifique et conciliante mère, fille ou amante, conseillera toujours la paix et la concorde entre les peuples. Mais, si quelque oligarchie décadente, ou acculée par les masses populaires en révolte nous provoquait, nous, eh bien, notre vigilance ne sera pas prise en défaut. Car nos femmes d'abord, les autres ensuite, ce serait une levée en masse de tout un peuple. Deux années de révolution ayant rendu possible au Burkina Faso l'heureuse et permanente alliance des professionnels des armes, du peuple des profondeurs conduit par les amazones des temps modernes qui, tout à l'heure, descendront le boulevard de l'Indépendance, guerrières au doux sourire, et grâces séduisantes de furieuses résolutions.

Camarades militantes et militants de la RDP, mes chers frères et sœurs du Burkina, je ferme ces pages par un retour au sport, notre Kadiogo nous ayant déjà installé dans la trilogie d'une noria de buts et de victoires depuis le début des festivités. Et c'est pourquoi, pour l'An III et pour les années à venir, le Conseil national de la révolution a décidé, en faveur des masses populaires, la suppression, l'extinction totale des arriérés d'impôts que certains de nos frères

continuent à payer lourdement et de façon traumatisante. C'est pourquoi, en faveur de l'ensemble du peuple burkinabè dont la discipline et la vigilance sont notre principale garantie contre les attaques d'où qu'elles soient, le CNR a décidé la suppression du couvre-feu. Camarades, comme vous le savez, il s'agit pour nous de vivre, d'agir et de vaincre, de prouver ainsi que nous savons réfuter la défaite, et susciter l'homme de la liberté contre l'homme du destin. À toutes et à tous, à tous nos amis venus de loin, bon et heureux anniversaire.

La patrie ou la mort nous vaincrons ! »

La Révolution burkinabè est au service des autres peuples - 11 Septembre 1985

[Sankara, au cours d'un meeting, rend compte d'une réunion du Conseil de l'entente qui s'est tenue en Côte d'Ivoire, à Yamassoukro. Une tension avec le Mali voisin est nettement perceptible. Source : Sidwaya du 13 sept. 1985.]

« Camarades,

Nous avions à répondre à l'impérialisme international, nous avions à répondre à ses valets locaux. Dès lors que nous nous sommes mis debout, ils ont commencé à trembler. [*Applaudissements*] Il n'y a donc pas de discours à faire ; il y a simplement à dire et à rappeler qu'à l'heure où nous parlons, les radios impérialistes sont toutes branchées sur Ouagadougou.
[*Applaudissements*].

Nous savons que dans les officines impérialistes on essaiera de décortiquer les propos tenus ici, et surtout l'on essaiera de savoir jusqu'où le peuple burkinabè réussira à repousser l'ennemi. Et moi, je vous dis que nous repousserons l'ennemi jusqu'à ce que nous l'ayons noyé dans les océans.
[*Applaudissements*].

Nous savons qu'à l'heure actuelle, l'on essaie de fomenter contre notre peuple des complots de tout genre et notamment l'on essaie de faire résonner à nos frontières des bruits de bottes. On essaie de créer, de déclencher contre notre peuple burkinabè une guerre injuste, multiforme. On essaie d'opposer le peuple burkinabè à d'autres peuples, on essaie de manipuler ceux qui sont manipulables. Mais nous gardons pour nous la sérénité, le calme et la tranquillité de ceux qui ont confiance en leur force, de ceux qui savent que la limite de leur combat sera dictée, non pas par l'ennemi, mais par eux. Je veux dire que lorsque le peuple burkinabè aura décidé de marcher, seul le Burkina Faso, seul le peuple burkinabè pourra décider de la ligne où nous allons nous arrêter [*Applaudissements*].

En votre nom à tous, je lance un avertissement très ferme contre ceux qui sont en train de confondre le Burkina Faso avec la Haute-Volta [*Applaudissements*]. Je lance un avertissement ferme contre tous ceux qui se hasarderaient à porter atteinte à la tranquillité de quelque Burkinabè que ce soit, à l'intérieur du pays comme à l'extérieur.

Nous n'avons pas besoin, pour notre part, de faire appel à des troupes étrangères, à des conseillers étrangers. Tout à l'heure, le camarade commandant en chef [Jean-Baptiste Lingani] vous a tenu un langage précis, un langage de combat. Il vous a expliqué que vous constituez les détachements d'assaut qui prendront les citadelles, à partir desquelles certains valets sont en train de conspirer contre nous. Eh bien, je vais compléter son intervention en vous disant que même si nous ne disposons pas d'armes suffisantes, parce que nous sommes si nombreux, eh bien, c'est moi qui vous le dis, ces armes, nous irons les prendre chez l'ennemi [*Applaudissements*].

Donc, tous les équipements, l'arsenal de guerre et de mort dont ils sont en train de se doter actuellement, constituent notre propre dotation ! [*Applaudissements*]

Camarades, il est évident qu'une manifestation comme celle-ci n'est pas du goût de tout le monde. Mais je voudrais surtout insister sur l'amitié et le devoir

internationalistes qui doivent nous habiter en permanence. Le combat du peuple burkinabè n'est point un combat chauvin. Notre combat ne sera point un combat de nationalisme étriqué et limité. Notre combat est celui des peuples qui, tous, aspirent à la paix et à la liberté. C'est pourquoi nous ne devons cesser de voir chez les peuples qui nous entourent leurs qualités et leurs aspirations légitimes à la paix, une paix juste à la dignité et à une indépendance réelle. Naturellement, il leur appartient d'assumer leur devoir historique. Il leur appartient de se débarrasser de toutes les vipères qui infestent leurs lieux, de tous ces monstres qui les empêchent d'être heureux. Nous avons pris chez nous nos responsabilités. Il appartient aux autres peuples, à leur jeunesse, à leurs forces patriotiques et démocratiques, à leurs civils, à leurs militaires, à leurs hommes, à leurs femmes de prendre leurs responsabilités.

Nous voulons construire un Conseil de l'entente, un Conseil Révolutionnaire de l'Entente. [*Applaudissements*] Et nous nous battrons jusqu'à la dernière énergie, pour que notre point de vue juste soit celui qui triomphe. Et nous pouvons compter sur les peuples du Bénin, du Niger, du Togo, de la Côte d'Ivoire ; parce que nous savons que ces peuples ont besoin de liberté, de dignité, de paix et de sécurité ; parce que nous savons que ces peuples ont compris que seule la révolution leur permettra de se débarrasser de tous ceux qui, de l'intérieur de leur pays comme de l'extérieur, s'opposent à la réalisation de ce noble objectif. C'est pourquoi nous disons qu'aujourd'hui, c'est le Conseil de l'entente ; demain, grâce au peuple togolais, grâce au peuple béninois, grâce au peuple nigérien, grâce au peuple ivoirien et avec le peuple burkinabè, avec ou sans la volonté de qui que ce soit, la révolution s'installera [*Applaudissements*]. La révolution est déjà en marche.

Nous sommes bien informés sur leurs complots, leurs tentatives de division, d'opposition, leurs tentatives d'assassinat. Nous comprenons là que ces réactionnaires patentés ignorent, confondent la marche d'un peuple et l'évolution d'un individu.

C'est pourquoi nous disons que, tout comme nous avions déclaré à d'autres époques, s'en prendre à tel ou tel dirigeant ne suffira jamais pour mettre un terme à la révolution. C'est pourquoi nous disons que leurs complots ne pourront jamais mettre un terme à la révolution. La révolution est bel et bien en marche, et elle gagnera. Elle libérera tous les peuples.

Parce que nous avons parlé de sécurité à Yamoussoukro, il est normal que nous cherchions les voies et les moyens pour la réalisation concrète de cette sécurité. Cette sécurité ne se fera jamais, elle ne s'obtiendra jamais tant que la révolution n'aura pas libéré les peuples.

Notre combat ne se limitera pas au Conseil de l'entente. Les autres peuples qui sont à notre frontière sont, eux aussi des peuples qui ont besoin de révolution. Je ne parle, bien entendu, pas du cas du Ghana, mais je veux parler du Mali [*Applaudissements, acclamations*].

La République sœur du Mali peut comprendre, doit comprendre, que son bonheur sera notre bonheur, son malheur sera notre malheur. Les soucis du peuple malien sont les soucis du peuple burkinabè ; les préoccupations du peuple malien sont les préoccupations du peuple burkinabè. La révolution du peuple burkinabè est à la disposition du peuple malien qui en a besoin [*Applaudissements*]. Parce que seule la révolution lui permettra de lutter contre la faim, la soif, la maladie, l'ignorance, et surtout de lutter contre les forces de domination néocoloniales et impérialistes. Seule la révolution lui permettra de se libérer.

La révolution ne saurait être le monopole d'aucun peuple. Nous avons le devoir de constater que tous les peuples aspirent à la révolution. Et les peuples sont en marche, donc la révolution avance. Nous saluons donc les combats légitimes, quotidiens que tous ces peuples mènent, et nous saurons être au rendez-vous avec eux pour célébrer les jours heureux où ils auront mis à terre tous leurs ennemis, intérieurs et extérieurs [*Applaudissements*].

Bien entendu, et il faut le répéter et insister, il leur appartient de prendre leur responsabilité historique pour leur libération. Il n'est point question qu'ils attendent de la part de quelque peuple que ce soit, de la part de quelque messie que ce soit, la force salvatrice. Ce serait une erreur, une erreur grossière, une erreur monumentale, une erreur contre-révolutionnaire.

Le Conseil Révolutionnaire de l'Entente sera-t-il ou ne sera-t-il pas ? « *Il sera !* » La sécurité de notre peuple dépend de chaque militant. La sécurité de notre peuple dépend de chaque combattant, à l'intérieur comme à l'extérieur, et il faut en appeler à nos militants qui sont à l'Étranger pour qu'ils redoublent de vigilance, d'ardeur pour démasquer ces complots qui se trament ; pour qu'ils nous signalent les repères de la vermine afin que, grâce à nos lance-flammes invincibles nous les brûlions à jamais, nous déversions le feu pour calciner nos ennemis, les réduire en poudre [*Applaudissements*].

Ce soir, nous avions simplement à réaffirmer ce dont nous sommes convaincus en permanence, nous avions à réaffirmer la mobilisation du peuple burkinabè, sa détermination. Nous avions aussi à dire et redire avec force que nous sommes solidaires de nos voisins. Ce soir même, en votre nom à tous, j'enverrai un message à Félix Houphouët-Boigny, [*Applaudissements*], un message à Eyadéma, un message à Seyni Kountché, un message à Moussa Traoré, un message à Mathieu Kérékou, et un à Rawlings, [*Applaudissements*] pour leur dire que vous affirmez votre solidarité avec leur peuple, pour leur dire que tous les combats justes de leur peuple seront nos combats [*Applaudissements*]. J'espère que ces messages seront lus dans leur capitale.

Dans tous les cas, nous écrirons ces messages parce que ce sont des messages d'amitié, de l'amitié qui n'a point besoin d'un accord juridique [*Applaudissements*]. Nous leur dirons également que nous pensions que déjà le Conseil de l'entente constitue en lui-même un cadre juridique et moral pour la défense permanente de nos différents intérêts. Nous ne pensons pas qu'il fallait ajouter au Conseil de l'entente d'autres documents, d'autres dispositions juridiques. Que faisait-on donc depuis 1958 ? Que faisait-on donc depuis la création du Conseil de l'entente, si c'est seulement en 1985 qu'il faut des accords ? Cela est inquiétant.

Camarades, je vous remercie. Je vous remercie d'être venus nombreux, très nombreux, d'avoir démontré que la mobilisation est permanente, que l'enthousiasme est permanent, que le combat chez nous sera un combat victorieux.

Camarades !

Vive le peuple ghanéen !Vive le peuple béninois ! Vive le peuple ivoirien !

Vive le peuple nigérien !Vive le peuple togolais !Vive le peuple malien !

Révolution pour tous !

Révolution pour tous les peuples !

La patrie ou la mort, nous vaincrons !

La patrie ou la mort, nous vaincrons !

Je vous remercie. »

Message de Nouvel an 1986 – Ne pas se laisser entraîner dans des combats inutiles

[Le jour de Noël 1985, le Mali bombarde l'ouest du Burkina ; six jours d'affrontements ont lieu à la frontière. Quelques jours plus tard, Thomas Sankara tient ce discours pacificateur. Source : Sidwaya du 6 janvier 1986.]

« Camarades militantes et militants de la Révolution démocratique et populaire.

Voilà 365 jours qu'ensemble nous avons construit, 365 jours ensemble nous avons peiné, pour bâtir.

365 jours, ensemble nous avons défié l'impérialisme, ses valets locaux, et nous avons gagné. Des victoires, nous les avons remportées sur le terrain du social, de l'économique et du politique ; en particulier nous avons construit des barrages, des dispensaires, des écoles, des ponts, des routes, des maisons ; nous avons rendu les Burkinabè un peu plus heureux. Ensemble, nous avons fait le PPD, ensemble nous avons conçu le plan quinquennal et ensemble nous sommes en train de mettre la dernière main à cette œuvre gigantesque. Nous aurons l'occasion de revenir dur le PPD, son plan, ses leçons, et nous aurons l'occasion de revenir sur le plan quinquennal, ses perspectives, ses espoirs et son défi.

Sur le plan politique, nous avons consolidé la valeur organisationnelle de la RDP, nous avons affirmé notre marche en avant, nous avons inscrit notre révolution parmi les plus grandes et les plus nobles de cette planète.

Et puis l'année a tiré vers sa fin. C'était le 25 décembre 1985 : nos populations ont été bombardées ; elles ont été bombardées par des avions, elles ont été blessées, tuées par des chars, par des militaires venus de l'autre côté. Nous avons riposté. Face à la supériorité matérielle, à l'abondance des moyens, nous avons opposé la détermination politique et révolutionnaire, nous avons libéré le génie créateur, et les stratèges ont écrit dans les pages de l'histoire militaire africaine des hauts faits de guerre. C'est ainsi que nous avons protégé notre peuple. Nous l'avons protégé parce que nous avons été agressés, parce que nous lui devons jour et nuit, la liberté et la quiétude. Nous l'avons protégé, obéissant ainsi à un devoir révolutionnaire. La guerre n'est rien d'autre que la continuation de la politique. La politique a continué et s'est transformée en guerre. Notre politique a continué et elle s'est transformée en défense populaire généralisée. Ainsi deux politiques se sont affrontées, une politique a triomphé.

Chers camarades, je voudrais qu'en ce jour du 3 janvier 1986, nous pensions à tous ceux qui sont tombés sur le champ d'honneur, Maliens et Burkinabè ; à tous ceux qui ont été blessés, à toutes ces familles éplorées, à tous ces deux peuples et les autres peuples d'Afrique et d'ailleurs qui ont été marqués par ces affrontements douloureux. Je voudrais que chacun de nous fasse l'effort de dominer le sentiment de haine, de rejet et d'hostilité envers le peuple malien. Je voudrais que chacun de nous gagne la victoire la plus importante à savoir, tuer en lui les germes de l'hostilité, de l'inimitié vis-à-vis de qui que ce soit. Nous avons une victoire importante à gagner : il s'agit de semer dans nos cœurs les germes de l'amitié vraie, celle qui résiste même aux assauts meurtriers des canons, des avions et des chars. Cette amitié-là ne se construit que sur la base révolutionnaire de l'amour sincère envers les autres peuples. Et cela, je vous

sais capables, capables d'aimer le peuple malien et de le démontrer. Nous le démontrerons : les frères du Mali nous ont dit, dans leur discours, qu'ils étaient pour l'ouverture ; nous répondons d'abord oui, mais nous allons ajouter à la parole l'acte. Et c'est pourquoi je voudrais vous demander camarades, qu'entre les peuples malien et burkinabè il n'y a jamais eu que l'amitié et l'amour.

Camarades ! Êtes-vous oui ou non pour l'amitié entre nos deux peuples ? « *Oui !* »

Alors, les masses populaires dépositaires du pouvoir au Burkina Faso ont parlé, et c'est en leur nom que je dis à la face du monde entier qu'il n'y a plus jamais de prisonniers maliens au Burkina Faso. Les militaires maliens qui sont là ne sont plus des prisonniers ; ce sont nos frères : ils peuvent rentrer à Bamako, quand et comme ils veulent, en toute liberté. Nous ne nous sommes pas battus pour faire des prisonniers, mais pour repousser l'ennemi ; nous l'avons repoussé, et tout Malien au Burkina Faso est un frère.

Ainsi donc, les Maliens qui sont là sont nos frères.

À partir d'aujourd'hui des dispositions seront prises pour qu'ils vivent en toute liberté et qu'ils savourent la joie de la liberté au Burkina Faso, à Ouagadougou en particulier. Que leurs parents au Mali sachent qu'ils peuvent venir les chercher, comme ils peuvent les attendre à l'aéroport de Bamako.

Camarades, évitons de nous laisser divertir, entraîner dans des combats qui ne sont pas des combats du peuple ; évitons de nous laisser entraîner dans les préoccupations qui ne sont pas celles du peuple, dans la course folle à l'affrontement et au surarmement. Nous savons que la tentation sera grande dans les esprits de rechercher coûte que coûte des arsenaux militaires, justifiant ainsi des actions bellicistes et souvent par là aussi des prétextes faciles et commodes pour rançonner les masses populaires ; il n'en sera pas ainsi au Burkina Faso.

Les médias occidentaux, la presse impérialiste a souvent dit du Burkina Faso qu'il était un pays surarmé ; vous avez toujours lu dans les journaux que notre pays a reçu des tonnes et des tonnes de matériel militaire. Fort heureusement, c'est cette même presse qui s'est condamnée, qui s'est déjugée et a reconnu que le Burkina Faso était sous-équipé militairement. Ce n'est pas nous qui l'avons dit, c'est eux qui l'ont écrit. C'est vrai, nous sommes sous-équipés, donc tout ce qu'ils avaient répandu comme propos sur notre compte n'étaient que dénigrements ; aujourd'hui ils sont face à leurs propres dénigrements, face à leurs propres mensonges.

Nous savons maintenant quels sont les pays qui sont surarmés, quels sont les pays qui disposent de la ferraille militaire. Nous savons maintenant quels sont les pays qui imposent des sacrifices pour un développement social, politique et économique de leur peuple au lieu d'une militarisation à outrance.

Ces événements de 6 jours ont permis au Burkina Faso de laver la honte ; de rétablir la vérité. Ils ont permis au monde entier de nous connaître sous notre vrai jour, et seuls ceux qui détestent la révolution, et ils sont nombreux, continueront dans leurs manœuvres à vouloir semer la confusion. Des combats nous attendent, et il nous faut les gagner. C'est pourquoi je voudrais souhaiter à tous pour cette année 1986 qui commence, le bonheur ; le bonheur conformément à ce que nous formulons comme intention, et aux efforts que nous sommes disposés à engager. Et c'est parce que je vous souhaite à tous une bonne et heureuse année que je voudrais demander à chacun de se ressaisir et de considérer comme un épisode, malheureux certes, mais plein d'enseignements ce qui vient de se passer. Et je voudrais que nous analysions cela, car nous révolutionnaires, nous savons que chaque jour qui passe est un jour d'affrontement. Nous savons que depuis le jour où, à cette même place,

c'était le 26 mars 1983, où nous avons proclamé que "*lorsque le peuple se met debout, l'impérialisme tremble*", depuis ce jour nous sommes face à face : l'impérialisme et ses valets locaux d'un côté, et nous de l'autre.

Je voudrais que pour 1986, nous acceptions des sacrifices, des sacrifices pour faire du Burkina Faso une grande famille. Je voudrais que chacun de nous se sente concerné par les problèmes de la société burkinabè ; d'abord les problèmes de la santé. La santé est l'affaire du peuple, elle ne saurait être seulement l'affaire du malade.

Nous sommes tous malades, malades de quelque chose, et il ne suffit pas de s'enfermer dans des bâtiments luxueux. Il ne suffit pas de s'enfermer dans une mentalité d'assuré pour se dire qu'on est à l'abri de la maladie. La maladie même dans le quartier voisin peut nous atteindre, et c'est pourquoi les combats que nous avons engagés (la vaccination commando, les PSP) doivent être poursuivis et nous devons faire en sorte que tous ceux qui sont malades soient à la charge de la société. Nous allons combattre la maladie, mais nous allons la combattre avec les moyens de tout le peuple. Et ceux qui ne voudront pas se joindre à ce combat seront alors ceux qui seront inscrits contre le peuple.

Il y a aussi le problème de l'éducation de nos enfants. Le Burkina Faso doit combattre l'analphabétisme, il y a à l'heure actuelle 18% seulement des enfants qui vont à l'école. Cela n'est pas normal. Il s'agit aujourd'hui pour chacun de nous de faire en sorte que tous les enfants du Burkina Faso aient accès à l'école. Certes la petite bourgeoisie affolée, agglutinée dans les centres urbains se lèvera encore contre ce combat, parce qu'elle ne peut pas supporter les sacrifices. Mais cette petite bourgeoisie, nous avons fini de l'identifier et nous savons qu'elle est contre le peuple. L'école doit être bâtie partout, elle doit être l'affaire de tous et il y aura des écoles partout.

1986 : nous devons construire des écoles, beaucoup plus encore qu'en 1984 et 1985, nous allons également lutter contre le chômage. Déjà des programmes importants sont élaborés et nous mettrons fin à ce fléau. Il n'est pas normal qu'il y ait encore au Burkina Faso des bras valides qui chôment. Certes, beaucoup de nos compatriotes ont été éduqués dans la mentalité petite bourgeoise et néocoloniale qui veut qu'on fasse des choix, des distinctions entre des emplois. Il n'y a pas de sot métier. Et il faut qu'il y ait au Burkina Faso des emplois productifs. Et il y en aura et chacun sera conviés à ces emplois. Mais, principalement, avant que nous ne revenions sur ces emplois, je voudrais surtout parler de : la mendicité et la prostitution.

La mendicité, parce qu'elle est un fléau, parce que les mendiants sont partout, dans les rues, au bord des marchés et des hôtels en train de nous agresser physiquement et moralement les mendiants sont là et ils sont la conséquence de la désorganisation sociale, d'une putréfaction sociale. Il faut y mettre fin. Certes, il faut également distinguer les mendiants qui sont contraints par une tare physique quelconque, et les parasites. Les mendiants qui sont empêchés par un mal quelconque, physique et mental, nous les récupérerons. Nous les organiserons pour leur permettre de vivre dignement, de gagner chaque jour leur vie et aussi d'être des hommes parmi les hommes, et non plus d'être des demi-hommes parmi les hommes.

Le ministère de l'essor familial a reçu des consignes en la matière. Des directives sont données et des préparatifs vont bon train. Dans nos villes et nos campagnes, il n'y aura plus de mendiants ; la révolution doit également résoudre ce problème, et notre révolution résoudra ce problème. Tous les mendiants qui traînent, qui sont dans les rues, sont nos frères, nos sœurs, ce sont ceux que nous avons rejetés par égoïsme, et cet égoïsme, nous allons le combattre en chacun de nous.

Il y a des parasites parmi les mendiants ; nous savons que beaucoup, se réfugiant derrière la religion, tendent la main chaque jour pour manger. Or aucune religion n'a encouragé la mendicité. Si les religions ont encouragé, célébré la modestie et l'humilité, elles n'ont jamais encouragé la mendicité, c'est-à-dire le parasitisme. Et principalement la religion musulmane qui, dans le système éducationnel, entretient ses élèves qu'on appelle les *garibou*. La religion nulle part n'a prôné la mendicité. Au contraire, le prophète ne disait-il pas, dans le Coran : "*Celui qui quémande n'est pas un mendiant et celui qui suit ma voie doit travailler pour gagner chaque jour sa pitance* ". Il l'a dit et écrit. Et ce sont les mauvais musulmans, qui ont lu à l'envers le coran, qui en encouragent les *garibou*. Ces mauvais musulmans exploitent les *garibou*, ils les font travailler et ils contribuent à dégénérer la société, à jeter devant les cinémas, les magasins, des petits enfants, des adolescents qui en plus de la mendicité apprennent à démonter les feux rouges et les phares des voitures. Ce sont ces petits-enfants qui vous arrachent vos portefeuilles, qui traumatisent les femmes au marché. Nous allons combattre la mendicité et le parasitisme. Chacun travaillera et gagnera sa pitance.

Je voudrais aussi parler de la prostitution. Il faut oser poser le problème parce qu'il est réel. Il existe des prostituées et nous ne devons pas faire la politique de l'autruche, nous ne devons pas nous voiler les yeux et faire croire que ce mal n'existe pas. Je sais très bien que le Burkina Faso est très loin derrière beaucoup de pays dans ce domaine, que le Burkina Faso a produit très peu de prostituées à son niveau national. Et que l'exportation ou l'importation nous ont envahis. Néanmoins toutes celles qui sont ici comme prostituées sont nos sœurs et nous les considérons comme telles. Qu'est-ce que c'est que la prostitution ? La prostitution c'est ce métier qui consiste à se vendre, à offrir son corps pour gagner sa vie. Offrir son corps dans ce qu'il a de plus noble et nous allons donc dénoncer ce commerce, ce métier pour que jamais la confusion ne s'établisse entre l'amour et le commerce. Ce qui veut dire que nous devons donner à chaque femme un emploi, nous devons donner à chaque femme le moyen de gagner honnêtement et dignement sa vie, faire en sorte que chaque femme refuse de se livrer aux besoins, lubriques ou non, d'un homme. Nous devons faire en sorte que plus jamais un homme n'estime qu'il peut conquérir une femme grâce à ce qu'il a dans sa poche, généralement d'ailleurs c'est de l'argent volé. Et pour lutter contre les prostituées, je disais que nous créerons des emplois, nous créerons des emplois pour leur permettre de s'engager, et de produire, et de gagner leur vie, ensuite nous interdirons la prostitution, nous continuerons plus, nous inviterons les CDR et l'Union des femmes burkinabè à dénoncer les prostituées d'une part, et à dénoncer tous ceux qui encouragent la prostitution d'autre part. Nous allons également inviter nos femmes à dénoncer ces prostitués de luxe. Quand je parle des prostituées de luxe, je pense à ces femmes qui sont dans les bureaux, qui ont des voitures ou des mobylettes, qui sont bien chamarrées mais qui jalousent, essaient chaque fois de détourner les maris des autres femmes et de semer la discorde dans les foyers. Si chaque femme a le droit de vivre sa vie amoureuse autant qu'elle l'entend, aucune femme n'a le droit que troubler le foyer d'une autre femme. Ce sont ces femmes qui sont à l'origine de la dépravation sociale à laquelle nous assistons, ce sont elles qui sont la cause de ces nombreux enfants abandonnés sans père, et mère, qui ne connaissent ni famille, qui ne connaissent ni 1er janvier ni 25 décembre. Ce sont ces femmes-là qui sont la cause de la déconfiture sociale qui a quitté les autres pays pour commencer petit à petit à nous ronger nous aussi au Burkina Faso. Il nous faut donner des droits à nos femmes, il nous faut les protéger, nos familles. Combien sont-ils

qui entretiennent dehors des maîtresses en sacrifiant dedans femmes et enfants ? Ils sont très nombreux et c'est la révolution que de s'engager à les combattre eux aussi, de faire en sorte que plus jamais un homme n'aille trouver son plaisir avec une autre femme, plus jamais dans nos rues des femmes à partir d'une certaine heure ne soient en train de déambuler, en parlant en français ou en anglais, que plus jamais les hommes ne soient obligés de donner de ces rendez-vous clandestins, macabres, louches dans les endroits louches, dans les bars, les hôtels, les dancings, car il n'existe plus de boîtes de nuit au Burkina Faso, il faut combattre ce mal, combattre la prostitution. Tuer la prostitution, ce n'est pas dire frapper les prostituées. Protégeons la prostituée car c'est une malheureuse, victime de la société, de l'organisation bourgeoise de la société. Lénine appelait cela "*l'hypocrisie honteuse de la bourgeoisie et de l'aristocratie*" ; nous aussi, nous devons combattre cela, faire en sorte que, ici, dans ce pays, on puisse dire que les vertus de la femme ont été célébrées. Jésus avait dit "*Que celui qui n'a jamais pêché lui jette la première pierre*", et personne n'a osé jeter la première pierre. Il faut, camarades, que si Jésus revenait ici au Burkina Faso, et si répétait cela, que tous ensemble nous osons jeter la pierre car nous ne pêcherons plus car c'est le défi du siècle et il faut oser l'engager. Camarades sur ces différents points nous aurons l'occasion de revenir car simplement j'avais pour intention de vous souhaiter une bonne et heureuse année ainsi qu'au peuple malien.

Mais je ne saurais terminer sans parler de ceux-là, qui se sont mis en marge de la révolution, en travers de la marche radieuse de la révolution, qui se sont exilés, nous l'avons déjà dit lors du meeting du 2 octobre, mais je reviens encore là-dessus pour rappeler que tous ceux qui sont partis peuvent revenir, ce pays est le leur et pour le bâtir les sept millions de bras ne suffiront pas ; il faut aussi leur intelligence. La porte est donc ouverte à tous ceux qui veulent revenir pour bâtir le Burkina Faso, parce qu'ils se seront aperçus que des jours sont passés, nous avons bâti, nous avons construit, nous sommes allés de l'avant, nous n'avons pas piétiné comme on l'avait prédit, nous ne sommes pas tombés.

Beaucoup d'entre eux sont en train d'hésiter, de se demander s'ils peuvent revenir ici, oui ! ils peuvent revenir. Mais certains se sont définitivement condamnés, ont estimés que seule la lutte apatride peut les sauver ; à ceux-là nous leur disons, jamais au grand jamais le peuple burkinabè ne se laissera piétiner par eux et par leur ambition. Lorsque les avions nous ont bombardé, les chars montaient à l'assaut et que l'artillerie lourde pilonnaient nos villages, ces apatrides n'ont pas été en mesure de rentrer au Burkina Faso ; ce n'est pas lorsque qu'il n'y aura plus cet arsenal de guerre qu'ils pourront tenter quoi que soit, même avec les chars, les Mig, les artilleries ils n'ont pas pu pénétrer le Burkina Faso sacré.

Par conséquent, Camarades, il leur appartient de choisir, vivre la révolution, se soumettre à la révolution ou alors se laisser achever par la révolution. Je voudrais également parler de ceux-là qui à l'intérieur se sont mis en travers de la révolution nous imposant parfois des mesures draconiennes, à leur endroit nous prendrons des mesures de clémence, qui doivent être bien comprises dans le sens le plus juste. Il s'agit de donner à chacun d'eux l'occasion de se racheter, de démontrer que la période de détention a été bénéfique, une période de réflexion, pour mûrir, et comprendre ce qu'est la révolution et qu'elle sera toujours victorieuse.

Et que les ambitions, les projets, machiavéliques soient-ils, doivent se mettre de côté.

Je vous demande à chacun, lorsque nous allons mettre dehors tous ceux qui sont actuellement en prison, de faire l'effort de participer à leur éducation

révolutionnaire, de leur donner à chacun d'eux l'occasion de s'amender, l'occasion de participer à la construction nationale. Je vous demande de ne garder aucune rancune et de démontrer que la révolution c'est la paix, la révolution c'est le bonheur du peuple. Parce que nous sommes très différents de ces régimes fascistes qui terrorisent pour la protection d'une minorité. Ici au Burkina Faso c'est le peuple qui parle.

Camarades, je voudrais aussi saisir cette occasion pour remercier tous ceux qui, par le monde, chefs d'États, dirigeants d'organisations, personnes individuelles, ont exprimé leur soutien au peuple du Burkina Faso, au peuple du Mali pour nous exhorter à faire taire les armes. Je voudrais les remercier, leur exprimer notre profonde gratitude. Ils se sont adressés à nous parce qu'ils ont eu confiance en notre sagesse, parce qu'ils ont eu confiance en notre lucidité. Nous les remercions et nous savons que l'histoire nous donnera d'autres rendez-vous pour leur démontrer qu'ici au Burkina Faso on sait entendre la voix de la raison. Je ne voudrais citer personne, toutefois je voudrais remercier ceux de l'ANAD pour les efforts qui ont été déployés. Mais avant eux, avant l'ANAD, le Nigéria et la Lybie pour les efforts conjoins qu'ils ont déployés afin qu'entre le Burkina Faso et le Mali les armes ne parlent plus. Car pour nous Burkinabè nos armes sont orientées vers l'Afrique du Sud. Le Mali au contraire doit nous aider à arriver jusqu'à Johannesburg, le Mali doit nous aider à aller jusqu'au Cap. Nous demandons aux Maliens de mettre à notre disposition les nombreux chars qu'ils ont, les Mig qu'ils ont pour aller combattre l'apartheid. Nous leur demandons cela parce que nous savons qu'ils sont désormais nos frères et nous savons, parce que nous les avons rencontrés sur le champ de bataille, qu'ils ont beaucoup de Mig. Nous en savons quelque chose. Mais nous voulons ce matériel pour aller en Afrique du Sud. Pieter Botha est là-bas et nous attend. Si un pays a aidé que ce soit le Burkina ou le Mali il devrait en rougir, il devrait en avoir honte, parce que l'aide militaire que nous demandons est celle qui doit permettre de nous battre contre le sionisme, contre le racisme, contre l'impérialisme sous toutes ses formes, ici et ailleurs, et l'impérialisme il y en a. On nous a imposé un conflit armé. Nous devons faire en sorte que ce conflit armé serve la cause du peuple, nous devons faire en sorte que ce conflit armé nous permette de passer de la première vitesse à la deuxième vitesse. Nous allons accélérer le train de la révolution. Et c'est parce que les Maliens nous ont donné l'occasion d'accélérer le train de la révolution que je voudrais leur dire merci. Merci à nos frères et nos sœurs du Mali, merci à tous ceux qui nous ont permis de comprendre que la révolution doit compter sur ses propres forces, que la révolution ne doit compter sur personne, et nous n'avons compté sur personne. Nous avons compris que la révolution doit compter avec ses armes, avec ses moyens, mais avec tous ses moyens. Désormais il ne sera plus question de permettre que des moyens du Burkina Faso ne soient mis de côté, pendant que le peuple se bat.

Camarades, je vous demande de faire en sorte que demain, après-demain et dans les jours à venir, les Maliens et les Maliennes viennent nombreux au Burkina Faso, dans les manifestations sportives, culturelles, que nous puissions les rencontrer, dans les opérations économiques et politiques, que les Burkinabè se rendent au Mali fréquenter les Maliens. Chacun de nous doit mettre un point d'honneur à gagner l'amitié et la sincérité, à regagner disais-je l'amitié et la fraternité des frères et sœurs du Mali. Celui qui n'aurait pas réussi à gagner l'amitié d'un Malien n'aura pas fait son devoir révolutionnaire et à commencer par moi-même, je le ferai.

– L'impérialisme… « *À bas* » !

– Le néocolonialisme… « *À bas* » !
– Le Fantochisme… « *À bas* » !
– Les valets locaux de l'impérialisme. « *À bas* » !
– Les hiboux aux regards gluants. « *À bas* » !
– Les tortues à double carapace. « *À bas* » !
– Les caméléons équilibristes. « *À bas* » !
– Les chiens enragés. « *À bas* » !
– Les crocodiles affolés. « *À bas* » !
– Les buffles terrorisés. « *À bas* » !
– Gloire. « *Au peuple* » !
- Victoire. « *Au peuple* » !
- Dignité. « *Au peuple* » !

La patrie ou la mort, nous vaincrons.
Je vous remercie. »

Sauver l'arbre, l'environnement et la vie tout court – Paris, la Sorbonne, 5 Février 1986

[*Sources : Sidwaya du 10 février 1986, et Carrefour africain n° 922 du 14 février 1986.*]

« Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Ma patrie, le Burkina Faso, est incontestablement un des rares pays de cette planète qui est en droit de se dire et de se voir comme le concentré de tous les maux naturels que l'Humanité connaît encore en cette fin du vingtième siècle.

Et pourtant, cette réalité, les huit millions de Burkinabè l'ont intériorisée douloureusement pendant 23 années. Ils ont regardé mourir des mères, des pères, des filles et des fils que la faim, la famine, la maladie et l'ignorance, décimaient par centaines. Les larmes aux yeux, ils ont regardé les mares et les rivières se dessécher. Depuis 1973, ils ont vu l'environnement se dégrader, les arbres mourir et le désert les envahir à pas de géant. On estime à 7 km par an l'avancée du désert au Sahel.

Seules ces réalités permettent de comprendre et d'accepter la révolte légitime qui est née, qui a longuement mûrie et qui a éclatée enfin, de manière organisée, dans la nuit du 4 août 1983, sous la forme d'une Révolution démocratique et populaire au Burkina Faso.

Je ne suis ici que l'humble porte-parole d'un peuple qui refuse de se regarder mourir pour avoir regardé passivement mourir son environnement naturel. Depuis le 4 août 1983, l'eau, l'arbre et la vie, pour ne pas dire la survie sont des données fondamentales et sacrées de toute l'action du Conseil national de la révolution qui dirige le Burkina Faso.

C'est à ce titre aussi que je me dois de rendre hommage au peuple français, à son gouvernement et en particulier à son Président Monsieur François Mitterrand, pour cette initiative qui traduit le génie politique et la lucidité d'un peuple toujours ouvert au monde et toujours sensible à ses misères. Le Burkina Faso, situé au cœur du Sahel, saura toujours apprécier à sa juste valeur les initiatives qui coïncident parfaitement avec les préoccupations vitales de son peuple, et saura répondre présent chaque fois que de besoin et cela en opposition aux promenades inutiles.

Depuis bientôt trois ans, mon peuple, le peuple burkinabè, mène un combat contre la désertification. Il était donc de son devoir d'être présent à cette tribune, pour parler de son expérience et bénéficier aussi de celle des autres peuples de par le monde. Depuis bientôt trois ans au Burkina Faso, chaque événement heureux, mariages, baptêmes, décorations, visites de personnalités et autres, se célèbre avec une séance de plantation d'arbres. Pour le nouvel an 1986, toutes les écolières, tous les écoliers et les élèves de notre capitale, Ouagadougou, ont confectionné de leurs propres mains plus de 3 500 foyers améliorés offerts à leurs mères, et venant s'ajouter aux 80 000 foyers confectionnés par les femmes elles-mêmes en deux ans. C'était leur contribution à l'effort national pour réduire la consommation du bois de chauffe et sauvegarder l'arbre et la vie.

L'accès à la propriété, ou à la simple location des centaines de logements sociaux construits depuis le 4 août 1983, est strictement conditionné par

l'engagement du bénéficiaire à planter un nombre minimum d'arbres et à les entretenir comme la prunelle de ses yeux.

Des bénéficiaires irrespectueux de leur engagement ont déjà été expulsés grâce à la vigilance de nos Comités de défense de la révolution que les langues fielleuses se plaisent à dénigrer systématiquement et sans aucune nuance.

Après avoir vacciné sur tout le territoire national en une quinzaine de jours, deux millions cinq cent mille enfants, âgés de 9 mois à 14 ans, du Burkina Faso et des pays voisins, contre la rougeole, la méningite et la fièvre jaune ; après avoir réalisé plus de 150 forages, garantissant l'approvisionnement en eau potable à la vingtaine de secteurs de notre capitale, jusqu'ici privée de ce besoin essentiel ; après avoir porté en deux ans le taux d'alphabétisation de 12 % à 22 %, le peuple burkinabè continue victorieusement sa lutte pour un Burkina vert.

Dix millions d'arbres ont été plantés dans le cadre d'un Programme populaire de développement de 15 mois qui fut notre premier pari en attendant le Plan quinquennal. Dans les villages, les vallées aménagées de nos fleuves, les familles doivent planter chacune 100 arbres par an.

La coupe et la commercialisation du bois de chauffe ont été totalement réorganisées et vigoureusement disciplinées. Ces activités vont de l'obligation de détenir une carte de commerçant de bois, de respecter les zones affectées à la coupe du bois, jusqu'à l'obligation d'assurer le reboisement des espaces déboisés. Chaque ville, et chaque village burkinabè possède aujourd'hui un bosquet, réhabilitant ainsi une tradition ancestrale.

Grâce à l'effort de responsabilisation des masses populaires, nos centres urbains sont débarrassés du fléau de la divagation des animaux. Dans nos campagnes, nos efforts portent sur la sédentarisation du bétail afin de privilégier le caractère intensif de l'élevage pour lutter contre le nomadisme sauvage. Tous les actes criminels des pyromanes qui brûlent la forêt sont jugés et sanctionnés par les Tribunaux populaires de conciliation des villages. La plantation obligatoire d'un certain nombre d'arbres figure parmi les sanctions de ces tribunaux.

Du 10 février au 20 mars prochain, plus de 35 000 paysans, responsables des groupements et des coopératives villageoises suivront des cours intensifs d'alphabétisation en matière de gestion économique, d'organisation et d'entretien de l'environnement.

Depuis le 15 janvier, il se déroule au Burkina une vaste opération nommée « Récolte populaire de semences forestières » en vue d'approvisionner les 7 000 pépinières villageoises. Nous résumons toutes ces actions dans le terme des « Trois luttes ».

Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs,

Mon intention n'est pas d'encenser, sans retenue et sans mesure, la modeste expérience révolutionnaire de mon peuple en matière de défense de l'arbre et de la forêt. Mon intention est de vous parler, de la façon la plus explicite qui soit, des profonds changements en cours au Burkina Faso, dans les relations entre l'homme et l'arbre. Mon intention est de témoigner de la façon la plus fidèle qui soit, de la naissance et du développement d'un amour sincère et profond entre l'homme burkinabè et l'arbre, dans ma patrie.

Ce faisant, nous croyons traduire sur le terrain notre conception théorique en rapport avec les voies et moyens spécifiques à nos réalités sahéliennes, dans la recherche de solutions aux dangers présents et futurs qui agressent l'arbre à l'échelle planétaire.

Les efforts de toute la communauté ici réunie, et les nôtres, vos expériences et nos expériences cumulées, seront certainement à même de garantir des victoires constantes et soutenues pour sauver l'arbre, l'environnement et la vie tout court.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je suis venu à vous parce que nous espérons que vous engagez un combat dont nous ne saurions être absents, nous qui sommes quotidiennement agressés et qui attendons que le miracle verdoyant surgisse du courage de dire ce qui doit être dit. Je suis venu me joindre à vous pour déplorer les rigueurs de la nature. Je suis venu à vous pour dénoncer l'homme dont l'égoïsme est cause du malheur de son prochain. Le pillage colonial a décimé nos forêts sans la moindre pensée réparatrice pour nos lendemains.

La perturbation impunie de la biosphère par des rallyes sauvages et meurtriers, sur terre et dans les airs, se poursuit. Et, l'on ne dira jamais assez combien tous ces engins qui dégagent des gaz propagent des carnages. Ceux qui ont les moyens technologiques pour établir les culpabilités n'y ont pas intérêt, et ceux qui y ont intérêt n'ont pas les moyens technologiques. Ils n'ont pour eux que leur intuition et leur intime conviction.

Nous ne sommes pas contre le progrès, mais nous souhaitons que le progrès ne soit pas anarchique et criminellement oublieux des droits des autres. Nous voulons donc affirmer que la lutte contre la désertification est une lutte pour l'équilibre entre l'homme, la nature et la société. À ce titre, elle est avant tout une lutte politique, et non une fatalité.

La création d'un ministère de l'Eau, qui vient compléter le ministère de l'Environnement et du tourisme, dans mon pays marque notre volonté de poser clairement les problèmes afin d'être à même de les résoudre. Nous devons lutter pour trouver les moyens financiers afin d'exploiter nos ressources hydrauliques, forages, retenues d'eau et barrages qui existent. C'est le lieu de dénoncer les accords léoniens et les conditions draconiennes des banques et organismes de financement qui condamnent nos projets en la matière. Ce sont ces conditions prohibitives qui provoquent l'endettement traumatisant de nos pays, interdisant toute marge de manœuvre réelle.

Ni les arguments fallacieux du malthusianisme, et j'affirme que l'Afrique reste un continent sous-peuplé, ni les colonies de vacances pompeusement et démagogiquement baptisées « Opérations de reboisement », ne constituent des réponses. Nous et notre misère, nous sommes refoulés comme des pelés et des galeux dont les jérémiades et les clameurs perturbent la quiétude feutrée des fabricants et des marchands de misère.

C'est pourquoi le Burkina a proposé, et propose toujours, qu'au moins un pour cent des sommes colossales sacrifiées dans la recherche de la cohabitation avec les autres astres servent à financer, de façon compensatoire, des projets de lutte pour sauver l'arbre et la vie. Nous ne désespérons pas qu'un dialogue avec les Martiens puisse déboucher sur la reconquête de l'Eden. Mais en attendant, les terriens que nous sommes avons aussi le droit de refuser un choix qui se limite à la simple alternative entre l'enfer et le purgatoire.

Ainsi formulée, notre lutte pour l'arbre et la forêt est d'abord une lutte populaire et démocratique. Car l'excitation stérile et dispendieuse de quelques ingénieurs et experts en sylviculture n'y fera jamais rien ! De même, les consciences émues, même sincères et louables, de multiples forums et institutions ne pourront reverdir le Sahel, lorsqu'on manque d'argent pour forer des puits d'eau potable à 100 mètres, et que l'on en regorge pour forer des puits de pétrole à 3 000 mètres ! Karl Marx le disait, "*on ne pense ni aux mêmes*

choses, ni de la même façon selon que l'on vit dans une chaumière ou dans un palais". Mais cette lutte pour l'arbre et la forêt est surtout une lutte anti-impérialiste. Car l'impérialisme est le pyromane de nos forêts et de nos savanes.

Messieurs les Présidents,

Messieurs les Premiers ministres,

Mesdames, Messieurs,

C'est pour que le vert de l'abondance, de la joie, du bonheur conquiert son droit que nous nous sommes appuyés sur ces principes révolutionnaires de lutte. Nous croyons en la vertu de la révolution pour arrêter la mort de notre Faso, et pour lui ouvrir un destin heureux.

Oui, la problématique de l'arbre et de la forêt est exclusivement celle de l'équilibre et de l'harmonie entre l'individu, la société et la nature. Ce combat est possible. Nous ne reculons pas devant l'immensité de la tâche, ne nous détournons pas de la souffrance des autres, car la désertification n'a plus de frontières.

Ce combat, nous pouvons le gagner si nous choisissons d'être architectes et non pas simplement abeilles. Ce sera la victoire de la conscience sur l'instinct. L'abeille et l'architecte, oui ! L'auteur me permettra de prolonger cette comparaison dualiste en un triptyque, à savoir l'abeille, l'architecte et l'architecte révolutionnaire.

La patrie ou la mort, nous vaincrons !

Je vous remercie. »

Le Burkina et l’école nouvelle – Allocution du chef de l’État

[Source : Sidwaya du 17 février 1986]

« Camarades militantes et militants de la Révolution démocratique et populaire.

L’on se souvient que le Conseil des ministres en sa séance du mercredi 12 septembre 1984 avait procédé à la suppression de la réforme scolaire néocoloniale en vigueur dans notre pays.

En effet, l’édification de la société nouvelle entreprise depuis le 4 août 1983 impose la transformation radicale et totale de l’école en un instrument au service des aspirations profondes des masses populaires, tant il est vrai que l’école est le reflet de la société.

Dès lors on comprend aisément que l’avènement de la Révolution démocratique et populaire qui a rendu à notre pays son indépendance et sa liberté, et à notre peuple sa dignité, ne puisse pas s’accommoder d’une école qui a suffisamment fait les preuves de son incompétence congénitale. Héritée de la colonisation, l’actuelle école néocoloniale burkinabè est un instrument d’aliénation culturelle et d’asservissement intellectuel de notre peuple. Cette école néocoloniale comporte essentiellement les tares suivantes :

Premièrement, son coût de revient est trop élevé. Au moment où le manque de ressources financières constitue un handicap sérieux pour la mise sur pied de nombreux projets de développement, notre pays dépense plus de 25% de son budget à des fins éducatives. L’année-élève d’un écolier du primaire coûte plus de 18 000 F à l’État et autant à ses parents. Pour maintenir un élève dans le cycle de la scolarisation, l’État dépense plus de 160 000 F par an au secondaire. Il faut plus de 700 000F pour entretenir un étudiant à l’Université et par an. Pendant ce temps le revenu d’un brave paysan burkinabè ne dépasse pas 61 000 francs par an.

Sa sélectivité et son caractère anti-démocratique, deuxième caractéristique. L’école néocoloniale, au lieu d’atténuer les inégalités sociales, les a plutôt accentuées. Si le taux de scolarisation atteint 80% dans les grands centres urbains comme Ouagadougou et Bobo-Dioulasso, il descend à moins de 2% dans certaines régions, et plusieurs départements entiers sont sans école. À ces inégalités régionales criardes s’ajoute une sélectivité sauvage et impitoyable. Ainsi sur 1 000 enfants inscrits au CP1, 195 obtiennent le CEPE, 126 entrent en 6ème, 71 réussissent au BEPC et 38 seulement au baccalauréat. Plus de la moitié des enfants qui vont à l’école sont renvoyés du système avant d’avoir acquis les simples notions d’alphabétisation.

Troisièmement, sa nature de classe, de domination et d’exploitation. L’école néocoloniale, par le contenu de son enseignement dans le monopole de l’exercice du pouvoir d’État, réservé uniquement aux sortants de son système, est au service de la classe dominante. En effet, l’éducation donnée dans cette école est contraire aux nobles traditions humanitaires de solidarité communautaire de nos ancêtres. Cette école forme des individus mus par une recherche forcenée du profit individuel, égoïste, au détriment de celui de la collectivité.

Quatrièmement, son caractère aliénant et acculturant. Les contenus des enseignements ne renvoient à aucune réalité burkinabè. Ils restent théoriques,

abstraits aux réalités nationales et cultivent chez l'élève le goût pour le travail bureaucratique et le mépris pour le travail manuel productif. Ce qui conduit à une distorsion permanente entre l'école et la société.

Cinquièmement, son inadaptation au marché du travail. Pays traditionnellement agro-pastoral, le contenu de l'enseignement devrait conduire le sortant du système à acquérir des connaissances pratiques, immédiatement utilisables. Mais l'école néocoloniale tourne le dos à cette réalité et met l'accent sur la formation théorique. Elle fournit des cadres érudits mais incapables d'entreprendre une activité manuelle. Cette distorsion entre la scolarisation et l'emploi conduit à un chômage massif des diplômés au secondaire et au supérieur.

Ainsi le constat est amer. C'est l'échec total. Avec plus du quart du budget de l'État consacré à des fins éducatives, les résultats obtenus sont nettement en-dessous des attentes et sacrifices consentis. Et pourtant nous n'avons scolarisé guère plus de 22% des enfants. En effet, un seul enfant sur 10 en âge d'aller à l'école y va effectivement. Moins de 4% du groupe d'âge de 13 à 22 ans ont le privilège de faire des études secondaires et 98 habitants sur cent sont analphabètes. Et l'échec de ce système éducatif entraîne de graves conséquences sur les plans social, économique et politique. D'abord sur le plan social : l'éducation, en aliénant culturellement la jeunesse est un puissant agent désintégrateur social. Les anciennes valeurs cèdent le pas à de nouvelles valeurs déshumanisantes. La dégénérescence de la vie familiale s'accélère. Des phénomènes jadis inconnus font leur apparition. Ce sont entre autres, l'alcoolisme, la drogue, la prostitution, la délinquance, les violences urbaines. Les déchets scolaires constituent une couche sociale très dynamique dans le processus de décomposition sociale dans lequel s'était engagé notre pays depuis les nuits sombres de la colonisation jusqu'au 4 août 1983.

Sur le plan économique : des centaines de milliers de scolarisés refusent, pour la quasi-totalité, de rester en campagne. La grande majorité choisit l'exode vers les centres urbains. L'école néocoloniale, d'une certaine façon, a accéléré l'urbanisation en vidant les campagnes des bras valides qui pouvaient assurer l'autosuffisance alimentaire. Les campagnes se trouvent ainsi vidées de leurs forces productives qui deviennent des bouches parasitaires en ville.

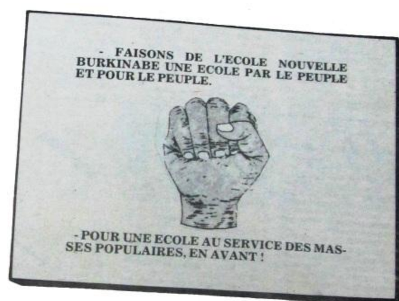
Enfin sur le plan politique : les sortants du système néocolonial, en vertu du prétendu caractère apolitique de l'école, sont restés politiquement carents et ont perpétué ainsi le système de domination impérialiste. Ainsi, face à un tel constat d'échec, le Conseil national de la révolution estime que le problème de l'école est un problème national et que sa solution se trouve dans l'élaboration d'un type nouveau d'enseignement qui réponde aux aspirations profondes des masses populaires.

À cet effet, une commission ministérielle avait été mise en place dès la suppression de la réforme néocoloniale par le conseil des ministres du 12 septembre 1984. Cette commission a travaillé au cours de l'année et a produit un document de base qui trace les grandes orientations de la nouvelle école. Le ministère de l'Éducation nationale a raffiné le document et c'est le fruit de ce travail intitulé “l'école révolutionnaire burkinabè” que j'ai le grand plaisir de proposer à l'appréciation du peuple militant du Burkina. Le projet de réforme proposé est conforme aux directives du Discours d'orientation politique du 2 octobre 1983 qui prévoit que l'école se transforme en un instrument de la révolution et que les diplômés qui en sortent soient non au service de leurs propres intérêts et des classes exploiteuses, mais au service des masses populaires. La nouvelle école burkinabè instaurée par le peuple et pour le peuple doit être nationale, réaliste, révolutionnaire, démocratique et populaire,

productive enfin. Elle doit être en outre une école ouverte à son environnement national et au monde extérieur et une école de promotion collective. Le camarade ministre de l'Éducation nationale et ses techniciens auront l'occasion, lors de débats radiotélévisés, de revenir en détail sur les caractéristiques de cette nouvelle école burkinabè. Aussi, j'invite donc le peuple militant à apprécier le document qui lui sera soumis. Toutes les organisations démocratiques, CDR, syndicats, associations de parents d'élèves, etc., sont conviées à ce débat national. Les critiques et suggestions, les observations et les différents amendements et propositions doivent parvenir au ministère de l'Éducation nationale pour le 31 mars 1986. Et dès le début d'avril 1986, la conférence des commissions du peuple chargées des secteurs ministériels élargies aux États généraux de l'éducation, syndicats, associations de parents d'élèves et autres structures démocratiques sera convoquée pour arrêter la synthèse des différentes propositions à faire au gouvernement.

La patrie ou la mort, nous vaincrons ! »

L’école révolutionnaire burkinabè



Préambule

Le présent document intitulé : l’École révolutionnaire burkinabè, n’est qu’un projet.

À ce titre, il doit faire l’objet de débats démocratiques larges et profonds au sein de toutes les structures organisationnelles de notre pays.

En effet, notre peuple militant doit prendre conscience que les problèmes éducatifs sont les problèmes de tout le monde et qu’un pays révolutionnaire comme le Burkina ne peut pas laisser l’éducation de sa jeunesse, son bien le plus précieux, entre les mains de quelques 7 000 spécialistes.

En conséquence, nous devons faire tout ce qui est humainement possible, chacun à son niveau, pour faire de cette réforme l’instrument privilégié avec lequel notre peuple devra nécessairement gagner d’éclatantes victoires sur le front de l’éducation.

Pour aider dans le travail d’analyse et de critique, le contenu du document a été découpé en sept thèmes qui sont :

1. Introduction, justification et objectifs généraux ;
2. Stratégie de mise en application de la réforme ;
3. Le préscolaire ;
4. L’enseignement fondamental ;
5. L’enseignement polytechnique ;
6. Le coût de la réforme ;
7. Le cycle de la recherche et de la spécialisation supérieure.

Tous les militants de la Révolution démocratique et populaire sont donc invités à analyser et à discuter, de manière démocratique, ce dossier. Les critiques et les suggestions sont attendues au ministère de l’Éducation nationale le 15 avril, délai de rigueur.

Pour une école nouvelle, en avant !

La patrie ou la mort, nous vaincrons !

Introduction

L’un des principaux devoirs qui s’impose au peuple burkinabè dans le processus de la RDP est celui de concevoir une école de type nouveau, conforme aux aspirations des générations présentes et futures.

Plusieurs tentatives de réformes de l’éducation se sont soldées par des échecs lamentables. En conséquence, il ne devra plus s’agir des sentiers battus du réformisme qui, invariablement, conduisent à des impasses historiques.

Chaque société à son école. La société bourgeoise réactionnaire a mis en place une école bourgeoise où les théories réactionnaires étaient enseignées dans le dessein de sauvegarder le système inique d’oppression et d’exploitation. Plus particulièrement en ce qui concerne notre pays, notre école

a toujours été une école coloniale puis néocoloniale, tant par le contenu de son enseignement que par sa structuration.

Avec l'avènement de la RDP, l'intégralité de l'exercice du pouvoir d'État est désormais assumée par le peuple souverain. Cette situation nouvelle comporte des obligations nouvelles, dont il importe d'en assumer la responsabilité devant l'histoire et les nations. Au centre des devoirs révolutionnaires qui incombent à notre peuple militant, figure celui de la conception d'une école de type nouveau qui, comme le précise le DOP, devra inculquer à chaque Burkinabè une idéologie et une personnalité qui débarrassent "*l'individu de tout mimétisme. Les diplômés qui en sortiront devront être non au service de leurs propres intérêts et des classes exploiteuses, mais au service des masses populaires*".

Cette école nouvelle révolutionnaire est comme la nation burkinabè elle-même, une dans son esprit, son organisation et ses programmes. Elle vise fondamentalement à rendre l'homme burkinabè conscient de ses devoirs et de ses droits, respectueux de la nation et de ses attributs, entièrement dévoué et plein de sacrifices pour l'honneur et la dignité et le bonheur du peuple burkinabè.

Cette école comprendra trois cycles principaux :

- le cycle préscolaire,
- le cycle des métiers,
- le cycle de la recherche et de l'invention.

I. Justification

I.1. Rappel historique

Un bref rappel historique apparait nécessaire pour comprendre les tares de l'école actuelle qui a hérité de l'école coloniale puis néocoloniale, conçue dans un contexte économique et politique d'asservissement et d'exploitation de l'homme par l'homme.

Ces avatars justifieront les positions actuelles prises par le CNR pour la création d'une école révolutionnaire burkinabè en lieu et place de l'ancienne école bourgeoise et dégénérée.

I.1.1. De l'école coloniale

L'économie de traite qui se caractérise par le capitalisme parasitaire, ne stimule nullement le développement économique et technique, ne stimule pas un besoin en cadres instruits ; l'instruction apparaît même dangereuse pour un tel système oppresseur.

Comme l'a si bien souligné Jean Suret-Canale : "*pour le régime colonial, l'instruction des messages présente un double péril en élevant la qualification de la main-d'œuvre, elle la rend plus coûteuse ; d'autre part elle conduit les masses colonisées à prendre conscience de l'exploitation et de l'oppression auxquelles elles sont soumises. Mais, d'autre part, l'appareil d'exploitation économique, d'oppression administrative et politique ne peut fonctionner sans un minimum de cadres subalternes autochtones courroie de transmission et agents d'exécution entre « l'encadrement européen et les masses »".* (Suret-Canale, Jean, 1964, *"Afrique noire, l'ère coloniale 1900-1945",* Éditions sociales, Paris, 630 p.)

L'école coloniale donnera à ces agents subalternes une formation purement française et les convaincra de la supériorité exclusive de cette culture européenne dont ils ont le privilège d'obtenir quelques miettes. L'école

coloniale leur inculquera l'idée d'être au-dessus de leurs frères restés "*sauvages*" et incultes.

Cependant, sous la période coloniale, le minimum d'instruction que les Africains ont reçu a permis à la petite bourgeoisie de prendre conscience de l'exploitation que subissent les masses populaires. Ceci explique qu'après les indépendances formelles de 1960, des tentatives de réforme ont été entreprises çà et là pour mieux asseoir l'école néocoloniale.

Héritière de l'école coloniale, l'école néocoloniale a gardé toutes les tares de cette dernière, sans changement fondamental.

En effet, après les indépendances formelles de 1960, la domination néocoloniale française se substitue à la domination coloniale directe ; l'économie du pays reste pour l'essentiel orientée vers l'impérialisme international, notamment français. La domination impérialiste continue de constituer une entrave aux conditions de développement des forces productives.

Cependant, les classes dominantes au pouvoir, base d'appui de l'impérialisme, ont pensé à un moment donné que le problème du développement est lié à celui des cadres. On a augmenté le nombre d'écoles. L'école normale supérieure est créée. Elle devient par la suite CESUP puis Université. Par rapport à la période coloniale, les effectifs scolaires ont relativement augmenté sous la période néocoloniale. Mais avec la privatisation et les coûts élevés, l'accès à l'éducation revêt de plus en plus une nature de classe. Ce progrès relatif, bien que touchant une minorité de la population, est en discordance avec l'état économique qui n'a pas subi de changement fondamental depuis la colonisation. La stagnation économique ne permet pas d'offrir de l'emploi aux citoyens nantis de diplômes de l'enseignement secondaire et supérieur. Cet état de fait a provoqué le mécontentement des masses populaires.

I.1.2. De l'école néocoloniale

Face aux pressions exercées par les masses laborieuses, notamment les luttes des travailleurs organisés au sein de leur syndicats, les gouvernements réactionnaires successifs du renouveau national, de la troisième république et du CMRPN, ont entrepris de repenser le système éducatif, mais hélas, au seul profit de leurs intérêts réactionnaires.

I.1.3. De la réforme réformiste

La réforme entreprise par le GRN de démission nationale, poursuivie par les traîtres de la troisième république et les potentats du CMRPN, étaient sous tendus par la nébuleuse théorie réactionnaire du socialisme.

Cette réforme qui ne reconnaît pas la division de la société voltaïque de l'époque en classes sociales, ni du même coup l'existence de deux camps, à savoir le camp pro-impérialisme avec la bourgeoisie nationale réactionnaire, et le camp anti-impérialisme composé des forces progressistes. Elle révèle son caractère réformiste proposé en ignorant sciemment que l'école est un instrument aux mains de la classe dominante et, dans le cas de notre pays, une école pro-impérialiste, acculturante, aliénante et oppressive pour les classes opprimées et exploitées. Ce refus les a objectivement conduit à n'opérer aucun changement fondamental de l'école néocoloniale et à se vouer à ne faire que des aménagements à l'intérieur du système social d'oppression et d'exploitation existant.

Pour des raisons diverses, cette réforme fut poursuivie pendant un an après le déclenchement du processus révolutionnaire. Mais l'édification d'une société nouvelle depuis le 4 aout 1983 impose la transformation radicale et totale en un

instrument au service des aspirations profondes des masses populaires, d'où la suppression de cette réforme réformiste intervenue en septembre 1984, et ceci aux vœux ardents du peuple militant du Faso.

I.2. Diagnostic

Héritée de la colonisation, l'actuelle école néocoloniale burkinabè est un instrument d'aliénation culturel et d'asservissement intellectuel de notre peuple. Cette école qui a suffisamment fait les preuves de ses incompétences congénitales ne mérite la confiance du peuple. Parmi les nombreuses tares de cette école néocoloniale, on peut citer :

I.2.1. Son coût de revient trop élevé

Au moment où le manque de ressources financières constitue un handicap sérieux pour la mise sur pied de nombreux projets de développement, notre pays dépense plus de 25% de son budget à des fins éducatives. L'année-élève d'un écolier du primaire coûte plus de 18 000 F à l'État, et autant à ses parents. Pour maintenir un élève dans le cycle de scolarisation, l'État dépense plus de 160 000 F par an au secondaire. Il faut plus de 700 000 F par an pour entretenir un étudiant à l'université. Pendant ce temps le revenu d'un brave paysan burkinabè ne dépasse pas 61 000 F par an.

I.2.2. Sa sélectivité et son aspect anti démocratique

L'école néocoloniale, au lieu d'atténuer les inégalités sociales, les a plutôt accentuées. Si le taux de scolarisation atteint 80% dans les grands centres urbains comme Ouaga et Bobo, il descend à moins de 2% dans certaines régions, et plusieurs départements entiers sont sans école. À ces inégalités régionales criantes, s'ajoute une sélectivité sauvage et impitoyable. Ainsi, sur 1 000 enfants inscrits au CP1, 195 obtiennent le CEPE, 126 entrent en sixième, 71 réussissent au BEPC, et 38 au BAC. Plus de la moitié des enfants qui vont à l'école sont renvoyés du système avant d'avoir acquis les simples notions d'alphabétisation.

I.2.3. Sa nature de classe, de domination

L'école néocoloniale, par le contenu de son enseignement, par le monopole de l'exercice du pouvoir d'État aux sortants de son système, est au service de la classe dominante : la bourgeoisie nationale réactionnaire et ses maîtres impérialistes. En effet, l'éducation donnée dans cette école est contraire aux nobles traditions humanitaires de solidarité communautaire de nos ancêtres, cette école forme des individus mus par une recherche forcenée du profit individuel, au détriment de celui de la collectivité nationale. Imitant leurs maîtres impérialistes, peu d'agents issus de cette école cherchent à se dépasser pour se mettre au service exclusif du peuple ; la plupart cherchera à entrer dans le camp des exploiteurs.

I.2.4. Son caractère aliénant et acculturant

Les contenus des enseignements ne renvoient à aucune réalité burkinabè. Ils restent théoriques, abstraits, étrangers aux réalités nationales et cultivent chez l'élève le goût pour le travail bureaucratique et le mépris pour le travail manuel productif ; ce qui conduit à une distorsion permanente entre l'école et la société.

Par l'utilisation exclusive de la langue française à tous les niveaux d'enseignement, l'école néocoloniale actuelle véhicule une culture étrangère réactionnaire qui est un stupéfiant spirituel, une sorte d'opium qui endort les consciences. Cette culture étrangère constitue un poison pour les cultures

nationales, en ce sens qu'elle inculque aux enfants le mépris des valeurs traditionnelles burkinabè, donc elle s'avère culturellement aliénante.

I.2.5. Son inadaptation au marché du travail

Pays traditionnellement agro-pastoral, le contenu de l'enseignement devrait conduire le sortant du système à acquérir des connaissances pratiques immédiatement utilisables. Mais l'école néocoloniale tourne le dos à cette réalité et met l'accent sur la formation théorique ; elle fournit des cadres érudits mais complètement incapables d'entreprendre une activité manuelle. Cette distorsion entre la scolarisation et l'emploi conduit à un chômage massif des diplômés du secondaire et du supérieur.

I.3. Constat d'échec

Avec plus du quart du budget de l'État consacré à des fins éducatives, les résultats obtenus sont nettement au-dessous des espoirs investis et des sacrifices consentis.

En effet :

- Un seul enfant sur 5 en âge d'aller à l'école y va effectivement.
- Moins de 4% du groupe d'âge de 13 à 22 ans ont le privilège de faire des études secondaires.
- 92 habitants sur cent sont analphabètes.

On est en droit de se poser la question de savoir pendant combien de temps encore le peuple pourra tolérer que plus de 25% de son budget serve à produire une armée de chômeurs aigris.

I.4. Conséquences

Les conséquences de l'échec du système suranné se font sentir sur trois fronts.

I.4.1. Conséquences sociales

L'éducation, en aliénant culturellement la jeunesse, est un puissant agent désintégrateur social. Les valeurs anciennes cèdent le pas à des nouvelles valeurs déshumanisantes. La dégénérescence de la vie familiale s'accélère. Des phénomènes jadis inconnus font leur apparition (alcoolisme, drogue, prostitution, délinquance, violences urbaines…). Les "*déchets*" scolaires constituent une couche sociale dans le processus de décomposition social dans lequel s'était engagé notre pays depuis les nuits sombres de la colonisation jusqu'à 4 aout 1983.

I.4.2. Conséquences économiques

Les centaines de milliers de scolarisés refusent, pour la quasi-totalité, de rester en campagne. La grande majorité choisit l'exil ou l'exode vers les centres urbains. L'école, d'une façon ou d'une autre, accélère l'urbanisation en vidant les campagnes des bras solides qui pourraient assurer l'autosuffisance alimentaire. En résumé, les milliards et les milliards de francs CFA consacrés à l'enseignement donne comme résultats : une minorité infime de privilégiés accèdent à des tâches rémunérées, au privé et surtout au public ; la grande majorité des scolarisés (diplômés ou non) vient grossir la formidable armée des chômeurs des villes, ou prennent le chemin de l'exil. Une telle école est un frein au développement économique du pays, parce que d'une part elle absorbe d'importantes sommes d'argent qui auraient plus être employées à des activités créatrices d'emploi et de revenus, mais d'autre part elle vide les campagnes de ses forces productives pour en faire des bouches parasitaires en ville.

I.4.3. Conséquences politiques

Il est, aujourd'hui, établi que la fraction scolarisée de la jeunesse constitue aussi sa fraction la plus conscientisée et politisée. Les citoyens instruits ont toujours joué un rôle déterminant dans les crises politiques, surtout quand ils sont sans emploi.
"*Le chômage est devenu un problème public. Grâce à nos statistiques, meilleures que naguère mais encore importantes, nous pouvons même calculer de façon très précise les incidences. Et selon les mouvements que ces statistiques révèlent, les gouvernements se maintiennent ou tombent, surtout lorsqu'une forte proportion des chômeurs est constituées d'individus instruits groupés dans les villes : ces gens, en effet, ne sont pas disposés à souffrir en silence, chacun terré chez soi."* Philip H. Coombs (1968) *"La crise mondiale de l'éducation"* PUF, Paris, 322p, p. 130.

I.5. Solution du problème

Compte tenu de tous ses déboires, ses imperfections et son incompétence à répondre aux besoins éducatifs réels des larges masses burkinabè, le CNR a estimé que le problème de l'école est un problème national et que sa solution se trouve dans l'élaboration d'un type nouveau d'enseignement conçu sur des critères démocratiques et populaires au seul profit du peuple militant du Faso.

II. Objectifs généraux

II.1. Profil du citoyen à former

L'école nouvelle burkinabè a pour mission la formation de citoyens sains, équilibrés, actifs, conscients de leurs responsabilités sociales, techniquement compétents, ayant le sens civique, le sens de la solidarité nationale et internationale, ainsi que celui de la compréhension entre les peuples. Le citoyen ainsi formé sera ouvert d'esprit, capable de s'adapter aisément à toutes les situations nouvelles, plein d'initiative et apte à agir sur son milieu pour le transformer.

II.2. Caractéristiques de l'école nouvelle

L'école nouvelle burkinabè, instaurée par le peuple et pour le peuple, aura les caractéristiques suivantes :

II.2.1. Une école nationale

Abandonnant les concepts livresques, cette école s'adaptera aux exigences du développement socio-économique du pays. À ce titre, elle s'orientera vers la satisfaction des besoins fondamentaux du peuple. Sans vouloir s'enfermer dans un nationalisme chauvin, et pour tenir compte des impératifs scientifiques de l'heure, l'école devra prendre prioritairement en compte les réalités burkinabè dans son enseignement ; par voie de suite, les programmes s'adapteront au milieu national.

II.2.2. Une école réaliste

Elle prendra racine sur le vécu quotidien de notre peuple. À ce titre elle tiendra compte du niveau de développement économique du peuple et de ses moyens logistiques. Sans défaitisme ni surestimation euphorique, elle prendra en compte les besoins réels de notre développement économique.

II.2.3. Une école révolutionnaire

"*Elle devra déboucher sur sa transformation en un instrument au service de la révolution. Les diplômés qui en sortiront devront être, non au service de*

leurs propres intérêts et des classes exploiteuses, mais au service des masses populaires." (cf. DOP du 2 octobre 1983).

L'école révolutionnaire qui sera mis en place s'imprégnera de la tradition de lutte patriotique et anti-impérialiste de notre peuple, dont elle vivra les réalités, partagera les peines et les victoires. Elle sera le foyer incandescent de révolutionnaires conscients et responsables, capables d'assumer la relève de demain dans la dignité et de s'associer en internationalistes prolétariens aux combats libérateurs des autres peuples.

II.2.4. Une école démocratique et populaire

Elle doit offrir des chances égales à tous les citoyens et permettre à chacun de s'instruire et de s'éduquer de façon permanente. À cette fin elle sera gratuite et obligatoire pour les enfants âgés de 3 (trois) ans révolus. Au regard de la situation actuelle, elle s'efforcera d'enrayer toutes les entraves sociales à un égal accès de la fille à l'instruction par rapport au garçon. Populaire, cette école bannira de son enseignement l'élitisme et prônera la promotion collective.

II.2.5. Une école productive

L'école nouvelle s'intégrera intimement à la production nationale, valorisera le travail manuel et adaptera le contenu de son enseignement à cette fin, en combinant judicieusement l'enseignement et le travail productif. Le travail productif est un puissant moyen de transformation de la nature et de développement de la société, d'éducation et de rééducation de l'homme. C'est par le travail productif que les élèves s'affermissent idéologiquement, s'initient à l'esprit révolutionnaire et d'organisation du peuple, consolident leurs connaissances acquises, et accroissent leurs capacités de les appliquer, accumulent les expériences pratiques et s'habituent à l'effort physique.

II.2.6. Une école ouverte

Pour réaliser les objectifs ci-dessus énoncés, cette école sera ouverte à son environnement et au monde extérieur.

II.2.7. Une école de promotion collective

Dans l'école révolutionnaire, la promotion sera automatique au niveau fondamental. Dans les cycles supérieurs, les déperditions seront limitées par des mesures administratives et une pédagogie appropriée.

II.3. Structures de l'école nouvelle

L'école nouvelle révolutionnaire sera régie par les structures suivantes :

II.3.1. Le cycle préscolaire

L'éducation préscolaire concerne les enfants âgés de trois ans à six ans. Elle dispense, non plus dans les maternelles d'autrefois réservées à la classe bourgeoise des milieux citadins, mais dans des garderies populaires accessibles à tous les enfants.

L'éducation préscolaire a pour mission :

- de garantir, pendant l'absence des parents de leur foyer, la sécurité et le contrôle de l'enfant, dans un cadre approprié et aménagé à cet effet.

- d'assurer et de poursuivre, grâce aux activités programmées et aux conditions de leur réalisation, le développement des capacités physiques, intellectuelles et affectives de l'enfant, de même que son éveil à la vie de collectivité.

- d'initier, sur la base du programme ad-hoc, l'enfant aux acquisitions et à la vie scolaire.

La langue utilisée est, dans la mesure du possible, la langue maternelle de l'enfant. Les conditions d'ouverture et de fonctionnement, le contenu des programmes d'activités ludiques et d'initiation aux acquisitions scolaires, seront précisés par le ministère compétent.

II.3.2. Le cycle des métiers

Le cycle des métiers est composé d'un ensemble de trois niveaux d'enseignement, dans lesquels les élèves reçoivent une formation scientifique et technique relative aux différentes professions nécessaires à l'économie et à l'administration. Il se répartit ainsi :

- premier niveau : acquisition fondamentale (cinq ans)
- deuxième niveau : enseignement polytechnique (trois ans)
- troisième niveau : spécialisation professionnelle (deux ans)

II.3.2.a. Le niveau fondamental

Le niveau fondamental s'adresse aux enfants de 7 à 12 ans. On y accède à 7 ans et le niveau dure 5 ans. Le passage d'une classe à la classe immédiatement supérieure sera automatique. Pour des raisons pratiques il sera organisé des programmes spéciaux adaptés aux divers types de handicapés (sensoriels, mentaux). La langue d'enseignement est le français, et les disciplines enseignées sont :

- le français
- l'anglais
- le calcul
- l'initiation à la production
- l'initiation à l'informatique
- l'étude du milieu (sciences naturelles, histoire, géographie)
- l'initiation artistique (dessin et musique)
- l'animation sportive et culturelle

Objectifs éducatifs du niveau fondamental

Le niveau fondamental doit offrir à chaque enfant d'âge scolaire, l'occasion de bénéficier des connaissances de base, de manière à être un citoyen actif et conscient du rôle qu'il a à jouer en tant qu'élément de la société. Cela suppose que l'enfant, à la fin de la formation, soit en mesure, d'abord de comprendre les grands mécanismes qui régissent son milieu physique et social, ensuite de participer à l'amélioration de son milieu.

Profil du sortant du cycle fondamental

Ce profil du sortant sera spécifié en trois rubriques qui sont : le savoir-être ; le savoir ; le savoir-faire.

- Du savoir-être

Il est attendu de l'enfant de 12 ans, à la fin du niveau fondamental, les comportements suivants :

1) Au plan physique et psychologique

Endurance dynamique, volonté, persévérance dans l'effort, courage et esprit d'initiative, curiosité, esprit inventif et critique constructive, tels sont les principaux traits dominants que devrait avoir le finissant du niveau fondamental.

2) Sur le plan moral et social

Sens de la justice, respect des droits et devoirs au l'individu et de la société, dignité et intégrité, sens de la probité et de la responsabilité, amour du travail bien fait, sociabilité, sens du savoir-vivre, disponibilité et promptitude au service, esprit de sacrifice élevé, capacité de travailler en groupe, solidarité avec l'entourage, amour de la patrie, de son peuple et des autres peuples, conscience de son rôle dans la société, disponibilité permanente à défendre la révolution, respect de la chose publique, amour du travail productif, respect et protection de la nature, tels sont les objectifs moraux et sociaux poursuivis par la formation au niveau fondamental.

• Du savoir

À l'issue du niveau fondamental, l'élève doit avoir acquis les connaissances théoriques et techniques suivantes :

1) Connaissances théoriques :

- le calcul,
- l'arithmétique,
- la géométrie,
- le système métrique,
- la lecture courante et l'écriture,
- s'exprimer de façon courante en français,
- connaître les lois élémentaires des sciences,
- acquérir l'esprit scientifique (démarche),
- initiation au raisonnement logique, au calcul binaire et à la langue anglaise,
- le rôle et les structures organisationnelles des pionniers.

2) Connaissances techniques :

- Initiation à l'art graphique et musical,
- initiation aux techniques culturales modernes,
- entretien du petit élevage,
- initiation à la gestion d'une coopérative,
- connaissance des méthodes de préservation de la nature (sol, végétation, animaux),
- connaissance des plantes et de leur usage thérapeutique,
- notions d'hygiène et d'animations sportives.

• Du savoir faire

À 12 ans, en sortant du niveau fondamental, l'enfant doit être capable de :

- manipuler et garder en bon état le matériel de production,
- savoir s'adapter à son milieu,
- libérer son génie créateur,
- productions artistiques (dessins, sculptures, jouer un instrument de musique),
- savoir informer et critiquer,
- écrire une lettre pour transmettre les doléances de la communauté,
- utiliser les connaissances acquises pour gérer et évaluer sa production (calcul, système métrique),
- soutenir une conversation en anglais avec un interlocuteur,
- cueillir des données susceptibles d'être traitées à l'ordinateur.

2.3.2 b. Le niveau polytechnique

L'enseignement polytechnique a pour but de former des citoyens techniquement et scientifiquement compétents et aptes à s'intéresser à leur milieu, en participant aussi bien aux activités de production qu'aux activités culturelles. Il correspond au deuxième niveau du cycle des métiers et dure trois (3) ans.

Les différentes composantes à acquérir et à approfondir porteront sur :

- la maîtrise du français,
- les mathématiques,
- la physique-chimie et la technologie,
- les sciences naturelles, l'anglais,
- les langues nationales optionnelles,
- l'informatique,
- l'animation sportive et culturelle,
- l'enseignement artistique (dessin et musique).

En outre, la production initiée au niveau fondamental doit se poursuivre. La technologie sommaire déjà acquise au premier niveau du cycle des métiers connaîtra sa suite dans un enseignement méthodique de la physique-chimie.

L'apprentissage d'une langue nationale autre que la langue maternelle de l'élève lui permettra de communiquer facilement avec son milieu environnant.

Le principe de formation et d'éducation polytechnique consiste à familiariser les élèves avec les principes généraux des différents processus de production, notamment dans le domaine agricole. Ce principe est le fait aussi de rendre les élèves capables de manier les instruments élémentaires de toutes les branches d'activités. L'enseignement polytechnique doit permettre à l'élève de choisir une profession qui réponde aux nécessités de la société et à ses propres possibilités.

Sous le terme d'enseignement polytechnique est rassemblée une série de disciplines constituant l'emploi du temps.

Les différentes disciplines ci-dessus indiquées serviront d'appui à l'enseignement polytechnique qui comprendra :

- d'une part les techniques d'agriculture et d'élevage ; une large place sera accordée à ce secteur de production, l'enseignement des techniques d'agriculture et d'élevage sera obligatoire pour tous et un accent sera mis afin que tout élève au sortir du niveau polytechnique puisse être un bon exploitant agricole,
- d'autre part il sera dispensé un certain nombre de disciplines :
    - la menuiserie,
    - la construction métallique (soudure),
    - la technique du froid,
    - la fabrication mécanique,
    - l'électronique,
    - l'électromécanique,
    - la maçonnerie,
    - la couture,
    - la vannerie,
    - le tissage,
    - le secrétariat,
    - la comptabilité.

La connaissance de ces disciplines permettra au sortant du niveau polytechnique d'être vraiment un bon exploitant agricole et autosuffisant. C'est

ainsi qu'il devra être capable, à titre d'exemple, de réparer son matériel agricole ou sa pompe à eau, d'assurer sa propre comptabilité, de faire de la menuiserie en cas de besoin.

Au sortir du niveau polytechnique l'élève pourra opter pour une branche dans laquelle il pourra se spécialiser en deux (2) ans. Nous aboutissons ainsi au troisième niveau du cycle des métiers, à savoir le niveau de la spécialisation.

II.3.2 c. Le niveau de la spécialisation

• Du profil de l'élève

L'élève, pour accéder à ce niveau, doit voir suivi avec succès les cours du niveau polytechnique. Au terme de l'enseignement du niveau de spécialisation, il doit avoir la possibilité de s'intégrer avec succès à la vie active, ou de s'orienter vers l'enseignement supérieur (cycle de la recherche et de l'invention), ou vers des études professionnelles (actuelles écoles nationales professionnelles).

• Structure du niveau de spécialisation

Le niveau de spécialisation vient après le niveau polytechnique et remplacera le second cycle de l'actuel enseignement secondaire. Couvrant une période de deux années, le niveau d'instruction y sera identique à celui du second cycle actuel. Il se situe entre le niveau polytechnique précédemment défini, et la production (ou l'entrée de l'élève dans la vie active). La fin de ce niveau sera sanctionnée par un brevet de technicien ou un brevet ou diplôme d'études professionnelles. Le niveau comprend deux années ayant les dénominations suivantes :

- Cours d'enseignement de spécialisation première année (ou CES 1ere année).
- Cours d'enseignement de spécialisation deuxième année (ou CES 2e année).

Cependant, la fin de ce niveau, compte tenu de son éventuel parallélisme avec les écoles professionnelles nationales, laisse envisager deux alternatives à l'appréciation des autorités politiques.

- Première alternative : l'ensemble des écoles nationales professionnelles constitue le niveau de spécialisation. Dans ce cas, l'accès au niveau de spécialisation sera soumis à un test de sélection genre concours. L'avantage de cette alternative serait que l'on utiliserait les infrastructures existantes de ces écoles. Cependant il faudrait envisager l'introduction d'un programme intense de mathématiques, de physique-chimie, de biologie, afin de permettre à ceux qui sortiront de ces écoles de poursuivre après une ou deux années professionnelles, et suivant leurs compétences professionnelles, d'accéder au cycle de la recherche et de l'invention.

- La deuxième alternative consiste à observer un parallélisme de ces écoles nationales professionnelles avec des filières ouvertes au cycle de spécialisation, qui comprendra alors les sections suivantes :

Section des sciences exactes et biologiques appliquées :

Mécanique
Électronique
Génie civil
Physique
Chimie
Biochimie
Médico-sociale
Bâtiment
Microtechnique
Sciences de la terre

Hydrologie
Statistiques appliquées

Section techniques administratives et commerciales :

Techniques administratives
Techniques quantitatives de gestion
Techniques commerciales

Section communication et traitement de l'informatique :

Journalisme
Informatique

Section agriculture et élevage :

Agronomie
Élevage
Génie de l'environnement et du tourisme

Section sciences sociales :

Pédagogie-psychologie
Sociologie

Section lettres modernes :

Langues

Section art et culture :

Masques
Art graphique
Photo et cinéma

L'inconvénient de cette alternative est la construction et l'équipement des structures d'accueil ; en outre, il faut signaler qu'à l'issue de ce niveau, ceux qui en sortent avec succès et qui désirent suivre une formation dans une école nationale des écoles professionnelles sont obligés, en dépit du test de sélection (concours), d'y passer une à deux années de formation, ce qui allongerait la durée du cycle.

• Objectifs

Le niveau de spécialisation doit préparer l'élève à se mettre au service des masses populaires. Il doit permettre de former sur place des cadres moyens spécialisés dont la formation doit, non seulement être ajustée et adaptée aux besoins de l'économie burkinabè, mais également déboucher sur la production qui permettra aux unités d'enseignement de s'autofinancer partiellement, ce qui implique qu'on devrait aménager une production autonome au niveau de ces unités d'enseignement, ceci pour mieux gérer et amortir le matériel de formation.

La spécialisation doit avoir trois caractères fondamentaux, et couvrir plusieurs domaines d'activités socio-économiques. Au niveau des caractères, on doit distinguer :

- le caractère académique du cycle, qui doit mettre l'accent sur les matières d'enseignement d'une manière générale, et en particulier sur les mathématiques, physique-chimie, biologie à tous les niveaux ;
- le caractère technique, qui met l'accent sur les métiers d'enseignement technique, orientés vers la professionnalisation ;
- le caractère pratique, qui se traduit par des travaux dans les ateliers, et les stages dans les différents secteurs d'activité socio-économiques.

La couverture de domaines variés d'activités socio-économiques par le niveau de spécialisation, doit permettre, contrairement à ce qui se passait sous les régimes réactionnaires qui se sont succédé depuis l'indépendance nominale de notre pays et qui, visiblement, favorisaient le développement d'un système

d'enseignement élitiste dont les déchets souvent irrécupérables entraînaient un désordre social (mépris du travail manuel qui conduisait à la délinquance, à la prostitution, etc.), à l'élève sortant d'être productif et de se mettre au service du peuple et non de défendre ses intérêts égoïstes. À la fin donc de ce niveau, l'élève doit être un praticien suffisamment qualifié, sinon spécialisé.

La spécialisation, comme nous l'avons souligné plus haut, comprend donc deux années de cours théoriques et pratiques intenses. À la fin de la première année, l'élève doit avoir le niveau de la classe de première des enseignements général et technique. L'accent y sera mis sur les aspects théoriques avec une prédominance pour les mathématiques, physique-chimie, biologie. À la fin de la deuxième année, l'élève aura le niveau des classes de terminale de l'actuel système. Cette année terminale se caractérise par les aspects pratiques mais avec une assez grande importance accordée aux mathématiques, physique-chimie et biologie.

II.4. Le cycle de la recherche et de l'invention

Ce cycle est la dernière étape de l'éducation formelle. Y accèdent les jeunes gens sortis du cycle de spécialisation et ayant en principe satisfait à une phase de production.

Les enseignements de ce cycle seront dispensés dans les instituts parmi lesquels on peut citer à titre indicatif :
- l'institut des arts, de la culture, des sports et musique.
- l'institut des techniques et énergies nouvelles.
- l'institut d'administration et de gestion de l'économie.
- l'institut des sciences exactes.
- l'institut des sciences humaines et sociales.

Les profils des sortants de ces instituts ainsi que les programmes des enseignements seront précisés par les textes du ministère compétent.

III. Stratégies de mise en application de la réforme

III.1. Conditions politiques et administratives

La mise en œuvre, le suivi et le succès de la présente réforme dépendent de l'engagement politique qui sous-tend l'opération tant au niveau national, provincial que départemental et local.

III.1.1. Volonté politique soutenue

L'expérience vécue par la défunte réforme montre que cette volonté politique doit être soutenue et se manifester en toute circonstance. Elle se traduira par un message du président du Faso à la nation suivie d'une conférence de presse internationale, comprenant, outre le ministère de l'Éducation, tous les autres ministres impliqués dans la réforme (Enseignement supérieur et scientifique, Essor familial et de la Solidarité nationale, Agriculture et élevage). Des directives conjointes SGN CDR-MEN viendront orienter les débats à la base.

La réforme devra être l'un des points du plan quinquennal de développement populaire.

Des textes administratifs viendront servir de support à cette volonté politique.

Comme textes administratifs, on peut penser aux suivants :
- un *zattu* relatif à la réforme,
- des directives conjointes d'application de la réforme,

- un *kiti* créant un conseil national de sensibilisation et de suivi de la réforme avec un secrétariat permanent,

- un *raabo* instituant des commissions spécialisées des diverses disciplines qui seront enseignées.

III.1.2. Conscientisation et responsabilisation

Cette action doit surtout être axée, et ce par le canal des CDR, sur les populations cibles suivantes :

- cadres et employés du ministère de l'Éducation nationale,
- cadres et employés des autres ministères directement impliqués dans la réforme,
- cadres et employés des secteurs public et privé,
- masses laborieuses des villes et des campagnes,
- militaires et paramilitaires,
- union des femmes burkinabè,
- syndicats,
- bureaux des sages,
- associations des scolaires,
- institutions et services de développement.

III.1.3. Décentralisation administrative

Une décentralisation des différents organes mis en place au niveau national devra s'opérer à l'endroit des provinces et même des villages. Elle devra s'accompagner des moyens fonctionnels suffisants tant en hommes et matériel qu'en finances.

III.2. Information et sensibilisation

Pour assurer toutes les chances de succès à la réforme, il est indispensable d'en réaliser une large information et une sensibilisation auprès de toutes les forces vives du pays pour obtenir d'elles une participation effective à toutes ses phases de réalisations.

III.2.1. Objectifs

L'information et la sensibilisation poursuivent les objectifs suivants :

- Favoriser la prise de conscience des cadres des problèmes à résoudre dans l'application de la réforme afin d'obtenir leur soutien et leur participation.
- Amener le peuple à bien comprendre que l'effort pour la formation des enfants doit être partagé entre la famille et l'école, et que l'école démocratique et populaire est un instrument entre les mains qu'il doit modeler afin qu'il réponde à ses aspirations.
- Faciliter la prise en charge en ressources humaines, matérielles et financières des institutions publiques et des masses populaires organisées.
- Montrer que l'échec de la réforme est un échec de tout un chacun.

III.2.2. Moyens d'action

Dans le cadre de cette information et sensibilisation sur les problèmes et sur la nécessité de la réforme, les méthodes suivantes peuvent être utilisées :

- Discussion au niveau national de l'exécutif révolutionnaire,
- Tables rondes et conférences-débats,
- Commentaires et explications des objectifs et de la réforme en langues nationales par les mass-médias (radio, télé).

- Affiches publicitaires, articles dans les journaux.

- Organisation de débats dans les secteurs, villages et villes non érigées en communes, animés par les inspecteurs, les conseillers et les autorités politiques, les enseignants, les cadres du ministère de l'Éducation nationale.

III.3. Mise en place d'un calendrier de la réforme

Nonobstant les difficultés de dernière heure et les imprévus, on peut avancer le calendrier suivant pour la préparation de la réforme :

- du 14 novembre au 25 novembre 1985 : élaboration du document initial par une équipe de techniciens ;

- du 26 novembre au 8 décembre 1985 : appréciation du document par les directions centrales impliquées dans la réforme (ministère de l'Éducation nationale, ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, ministère de l'Essor familial et de la Solidarité nationale, ministère de l'Agriculture et de l'Élevage) ; création d'un secrétariat permanent de la réforme ;

- du 9 au 31 décembre 1985 : synthèse du document, amendé par les directions centrales et débats en conseils des ministres élargi aux techniciens ;

- du 1er au 15 janvier 1986 : message du camarade président du Faso à la Nation ;

- du 16 janvier au 28 février 1986 : renvoi du document à la base pour discussion critique et amendement ;

- du 1er mars au 30 mai 1986 : rédaction des documents finaux : zathu et outils d'application) ; élaboration du contenu d'enseignement de la première année des niveaux préscolaires, fondamental et polytechnique par des équipes de spécialistes ;

- du 1er juin au 30 août 1986 : impression des documents pédagogiques devant être utilisés en 1986-1987 ;

- du 15 juillet au 15 septembre : formation des formateurs.

III.4. Les moyens matériels

L'exécution de la présente réforme nécessite la mise en place de moyens appropriés, tant matériels qu'humains.

III.4.1. Les moyens matériels

III.4.1.a – Infrastructures et équipements

(1) Au niveau fondamental

Infrastructures : En raison de l'état fonctionnel des structures déjà existantes, d'éventuels aménagements seront effectués pour répondre aux besoins de la réforme.

Le fondamental comprenant cinq années d'études, les écoles à six classes resteront sans changement à la différence qu'une salle de classe devrait être utilisée à d'autres fins (magasin, bureau, entrepôt du matériel et des récoltes de la production…).

Les écoles de moins de cinq classes seront complétées à cinq pour répondre aux besoins de la nouvelle école.

Compte tenu du caractère productif de la nouvelle école, les infrastructures suivantes sont à prévoir :

- des parcelles expérimentales (chaque école disposera d'un jardin potager),
- des surfaces cultivables,
- des hangars en guise d'atelier de menuiserie, de forge, de tissage etc.
- des installations sportives (terrains de sport essentiellement).

Équipement : Un minimum d'équipement s'avère nécessaire pour les salles de classe, les activités de production et les installations sportives :

- tables et bancs
- tableaux et chaises du maître
- matériel aratoire (houes, dabas…)
- petit matériel de jardinage (pelles, pioches, seaux, arrosoirs, brouettes, outres pour tirer l'eau, grillage…)
- matériel de petit élevage
- semences, oiseaux et animaux de petit élevage
- outils de menuiserie, de forage, de tissage…
- matériel sportif

(2) Au niveau du polytechnique

Infrastructures : comme indiqué dans le paragraphe relatif à l'enseignement fondamental, les infrastructures déjà existantes seront réaménagées pour répondre aux trois années d'études.

En outre des ateliers seront construits ainsi que des salles pour cours spéciaux (dactylographie, laboratoires, informatique).

Équipements : Les équipements suivants viendront compléter ceux qui existaient déjà :

- motoculteurs, charrues, ânes et bœufs de culture, motopompe, pompe à eau.
- micro-ordinateurs
- matériel de couture, de tricotage et de tissage
- ustensiles de cuisine
- caisse à outils
- matériel de menuiserie (scies, marteaux, rabots, étaux…)
- matériel d'électromécanique, de soudure…
- matériel sportif
- matériel de sciences expérimentales (physique, chimie, sciences naturelles).

(3) Au niveau de la spécialisation

Infrastructures : Il faut ici aussi recourir aux structures existantes. En matière de locaux, on pourra employer les salles du second cycle des lycées et collèges, des écoles professionnelles et techniques. En outre, il faudra équiper : des laboratoires appropriés, des ateliers conséquents, des fermes expérimentales.

Équipement : Ils sont les mêmes que ceux du niveau polytechnique, en particulier il faudra insister sur les micro-ordinateurs.

III.4.1.b – Du matériel didactique

Ce matériel comprend entre autres :

- des livres
- de la craie
- des cartes murales
- des globes terrestres
- des compendiums métriques
- des boussoles
- du nécessaire pour les micro-ordinateurs
- des instruments de musique
- du matériel spécifique aux différentes séries de la spécialisation.

III.4.2. Des fournitures scolaires

Il faut citer comme fournitures scolaires :
- des manuels scolaires
- des fournitures spécifiques aux différents niveaux
- des cahiers
- des trousses scolaires.

III.5 Moyens humains

III.5.1. Personnel enseignant

III.5.1.a – Le profil de l'enseignant

L'enseignant doit posséder les qualités suivantes :

(1) Qualités physiques et psychologiques :

Il doit être en bonne santé physique et mentale, endurant et dynamique, jouir d'un équilibre nerveux, avoir une bonne tenue et être correct, être mûr sur le plan affectif, avoir une maitrise de soi, avoir un esprit d'initiative et de créativité, avoir un esprit critique développé, être tolérant, impartial et persévérant.

(2) Qualités morales et sociales :

L'enseignant doit avoir une conscience professionnelle, le sens de la justice, le respect des droits et des devoirs des membres de la collectivité ; être de bonne moralité, intègre, dévoué, digne, d'une pratique sociale saine, sociable, disponible, capable de travailler en groupe, objectif, prêt à s'amender et à accepter le changement.

Il doit avoir l'amour et le respect des enfants. Il est l'animateur politique, culturel et économique de son milieu. Il est l'agent du changement et du développement qui tient comptes des besoins sociaux et des valeurs traditionnelles. Il prend part aux activités de production de son milieu. Il est un militant convaincu et dynamique, il est artisan du développement de son peuple avec les autres peuples. Le maître doit posséder des connaissances professionnelles poussées en français et acceptables en anglais. Son expression orale et écrite doit être correcte. Il doit avoir des connaissances en mathématiques, pédagogie des disciplines. Il doit avoir des connaissances en techniques d'évaluation et d'animation. Il doit être informé sur l'histoire du Burkina Faso, sur les lois physiques de la nature (physique, chimie, biologie, hydrologie…). Il doit avoir des connaissances en psychologies de l'enfant. Il doit acquérir une formation élémentaire dans le domaine de l'économie, la médecine, la philosophie et la sociologie de l'éducation ; une connaissance approfondie en technologie, notamment dans le domaine de l'agriculture et du petit élevage, une initiation en musique et dessin, une connaissance approfondie des techniques de protection de l'environnement.

Vis-à-vis des élèves, le maître doit être un bon pédagogue sachant transmettre efficacement les connaissances, il doit être apte à établir et entretenir avec les élèves et les parents d'élèves de bonnes relations. Il doit être l'évaluateur de son propre travail et de celui de ses élèves. Il est pour les élèves l'exemple à suivre dans leur pratique quotidienne. Au sein de l'école, le maître est celui qui sait se faire accepter et respecter, qui sait tisser les liens de collaboration autour de lui (en particulier avec les parents, élèves et collègues) qui contribue à l'amélioration du système éducatif par ses remarques, suggestions et initiatives pertinentes, qui connait et adopte les innovations pédagogiques.

Le professeur doit être d'un haut niveau intellectuel et doit avoir des connaissances dans les domaines spécifiques : agronomie, élevage, hydrologie, informatique, menuiserie, maçonnerie, forage,…

Les établissements feront appel à d'autres compétences du milieu.

III.5.1.b – Formation de l'enseignant

Au niveau du fondamental, les enseignants en activité doivent être recyclés pour accomplir efficacement leurs nouvelles tâches.

Ils recevront une formation appropriée dans les nouvelles disciplines, notamment en informatique, en anglais, en technologie, en physique-chimie…

Le recrutement se fera sur concours ou sur test. La formation durera au minimum deux ans dans les ENEP. Les élèves maîtres sortiront avec un diplôme de fin de formation.

Au niveau de la polytechnique et de la spécialisation, les professeurs seront recrutés par voie de concours selon les spécificités après la phase de production. Ils seront formés dans les écoles normales supérieures.

III.5.2. Du personnel administratif, d'encadrement pédagogique

III.5.2.a – Personnel administratif : ce personnel recevra une formation solide en sciences de l'éducation.

III.5.2.b – Personnel d'encadrement pédagogique : son recrutement se fera parmi le personnel enseignant et il recevra une formation conséquente.

III.5.2.c – Personnel de soutien : le personnel de soutien (dactylographes, plantons, chauffeurs, gardiens, …) seront recrutés en nombre suffisants.

III.6. Organisation de l'année scolaire et des curricula

III.6.1. Organisation de l'année scolaire et répartition des curricula par année d'étude

L'année scolaire comporte 36 semaines de travail effectif, réparties en trois trimestres de 12 semaines chacun. Le volume horaire est de 30 heures au fondamental et de 35 heures au polytechnique.

Au fondamental, les disciplines enseignées se répartissent ainsi :

Pour la 1ère et la 2e année :

- lecture et écriture
- langage
- récitation
- chant
- exercices sensoriels ou d'observation
- calcul
- activités artistiques et manuelles
- production
- éducation physique
- anglais (langage et récitation)

En 3ème, 4ème et 5ème années :

- lecture
- langage et expression orale
- écriture
- récitation et chant
- grammaire et orthographe
- conjugaison
- étude lexicale

- expression écrite
- calcul
- informatique
- technologie
- étude du milieu
- activités artistiques et manuelles
- éducation physique et sportive
- production
- anglais (expression orale)
- anglais (récitations, chants)

Pour l'enseignement polytechnique, la masse horaire de 35 heures par semaine est en apparence élevée, mais en fait elle combine judicieusement enseignement théorique et enseignement pratique et technique.

Le tableau ci-dessous [page suivante] résume les différentes disciplines enseignées et leur volume horaire respectif.

Discipline	Heures / semaine	Total annuel
Disciplines d'enseignement général :		
Math	5 h	180
Français	4 h	144
Biologie	2 h	72
Anglais	2 h	72
Langue nationale	2 h	72
Histoire-Géo	2 h	72
Total	**17 h**	
Disciplines techniques :		
Sciences intégrées	4 h	144
Informatique	1 h	36
Comptabilité-gestion	1 h	36
Économie sociale et familiale	1 h	36
Total	**7 h**	
Disciplines pratiques :		
Ateliers	5 h	180
Production	2 h	72
Arts	1 h	36
Sports	2 h	72
Total	**10 h**	

Il convient de distinguer deux types de travaux en atelier ; en effet chaque établissement polytechnique sera doté de deux ateliers polyvalents (locaux agencés) ; l'un sera équipé pour les activités du genre soudure, électricité, mécanique, menuiserie, maçonnerie… et l'autre concernera les activités telles que cuisine, couture, vannerie, tissage, etc. liées à l'économie sociale et familiale.

III.6.2. Des contrôles des connaissances

Les contrôles des connaissances seront continus. Par trimestre et dans chaque discipline, l'enseignant fera au moins trois interrogations et au [illisible]. L'évaluation sera sommaire. La date du devoir sera portée à la

connaissance des élèves au moins une semaine à l'avance. L'évaluation doit porter concrètement sur les acquis et le savoir-faire.

Autrefois, les résultats de l'évaluation servaient à renvoyer et faire redoubler les élèves. Dans l'école révolutionnaire, les redoublements seront très exceptionnels et très rarissimes. En aucun cas un élève ne sera exclu des cycles fondamental et polytechnique. Le but de l'instruction n'étant plus de sélectionner une élite pour diriger la masse, mais d'amener tout un chacun à assurer sa propre promotion sociale par l'acquisition du minimum indispensable de connaissances théoriques et pratiques.

III.6.3. Du passage d'un niveau à un autre

Le passage du cycle préscolaire au niveau fondamental du cycle est automatique. Le passage du niveau fondamental au niveau polytechnique sera automatique. À la fin du niveau polytechnique et après la phase de production interviendra une sélection démocratique pour choisir les éléments les plus compétents professionnellement et les plus aptes intellectuellement pour poursuivre dans le cycle de la spécialisation, selon les besoins exprimés du plan quinquennal.

III.6.4. Dispositifs transitoires

Le manque de structures d'accueil et d'encadrement pédagogique nous met dans l'obligation de prendre des dispositions transitoires pour le passage d'un niveau à un autre.

Les concours d'entrée dans les différents cycles ou niveaux seront supprimés. Une sélection démocratique se fera à la base pour désigner ceux qui seront admis à poursuivre leurs études à un niveau supérieur. Un comité de sélection, comprenant les CDR géographiques, les enseignants, les parents d'élèves et les autorités administratives locales, examinera les dossiers scolaires et prendra, comme critères : les résultats scolaires, l'engagement révolutionnaire, le nombre d'années passées dans le cycle précédent, les aptitudes et les aspirations des candidats, pour choisir ceux qui seront autorisés à poursuivre leurs études au niveau immédiatement supérieur, compte tenu des possibilités d'accueil des différents établissements d'enseignement.

Le passage du niveau polytechnique au niveau de la spécialisation [(texte supposé) sera limité selon les] besoins de l'économie tels que recensés dans le plan quinquennal. En outre, les résultats obtenus au moment de la phase de production seront décisifs pour le choix du candidat.

III.6.5. De la sanction des études

À la fin de chaque niveau, une attestation sera délivrée à tout sortant du cycle. Il n'y aura plus d'examens nationaux ni de diplômes. Sur rapport des responsables de l'établissement, le ministère concerné décernera à chaque élève une attestation de fin d'études.

IV. Estimation des coûts

Les coûts estimés pour les différents cycles sont des coûts minima, par manque de tous les éléments d'appréciation de l'école révolutionnaire.

Beaucoup de choses n'étaient pas à notre connaissance, tels que le programme, les matériels didactiques, et les coûts de certains équipements.

Nous avons estimé les coûts par cycle.

IV.1. Coûts du cycle fondamental

Les coûts du cycle fondamental se décomposent en trois coûts :

- coûts de construction équipement des classes

- coûts de production
- coûts d'équipement et manuels
- coûts de recyclage et de formation

IV.1. 1. Coût de construction - équipement des classes :

Beaucoup d'écoles au Burkina sont des écoles de une à trois classes. En 1985, dans l'enseignement public, il y avait 1038 écoles de 1 à 3 classes, sur un total de 1435 soit 72,33%.

Pour démarrer l'école nouvelle, la première tâche est de normaliser toutes les écoles existantes à cinq (5) classes conformément à l'esprit de l'école révolutionnaire. Cette normalisation nécessite la construction de 3265 classes qui doivent être disponibles au 1 10 1986.

Le coût de construction d'une classe est de 2 875 000 F tandis que le coût d'équipement est de 557 500 FCFA.

IV.1.2. Le coût de production :

Avec la construction des 3625 classes, le nombre d'écoles en 1986-1987 sera de 1725 qu'il faudra équiper pour démarrer les activités de production. Dans chaque école il est prévu :

- un puits
- le matériel de production.

Nous n'avons pas à notre disposition le nombre d'écoles ayant déjà un puits et du matériel de production, mais nous considérons que même si cela existe, il devra être renouvelé.

Le forage d'un puits revient à 2 875 000 F et le coût du matériel de production est estimé à 5 750 000 FCFA par école.

IV.1.3. Le coût d'équipement et les manuels :

L'enseignement de la technologie dans les écoles demande un minimum d'équipement en petit matériel que nous avons estimé à 200 000 F par école.

Pour les manuels scolaires, nous avons prévu 7 manuels par élève pour 373 648 élèves en 1985-1986. Nous avons estimé chaque manuel à 2 000 FCFA. La production des manuels, de l'avis des spécialistes, coûtera plus cher que son importation.

Nous avons laissé les fournitures scolaires (cahiers et autres) à la charge des parents d'élèves en entamant consciemment le caractère gratuit de l'école révolutionnaire.

Pour l'informatique, nous avons considéré que son enseignement sera essentiellement théorique et incorporé dans d'autres matières et de ce fait, nous n'avons pas prévus de coûts.

IV.1.4. Le coût du recyclage

Pour démarrer l'école révolutionnaire, il faudra recycler les maîtres qui vont tenir les classes de 1ère année dans les nouvelles matières que sont l'anglais, la technologie, la production et l'informatique.

La durée minimale de ce recyclage est de 45 jours, et le nombre d'enseignants est de 1 777, chiffre obtenu en rapportant l'effectif des classes de 6ème à 60 (ratio d'élèves par classe).

Pour les encadreurs, il est prévu un ratio de 30 personnes par encadreur dans les 4 matières précitées.

Nous avons proposé un per diem de 2.500 FCFA couvrant les frais de logement et de restauration.

Nous n'avons pas prévu le coût de transport des intéressés au lieu des stages.

La mise en œuvre de l’école révolutionnaire nécessite un coût estimé à 32.067.901 000 FCFA.

[Suit le détail des calculs qui aboutissent au coût total estimé]

IV.2. Enseignement polytechnique

Le processus d’estimation des coûts est identique à celui de l’enseignement fondamental. Nous avons successivement le coût des constructions et des équipements, le coût de la production, le coût des fournitures scolaires et le coût du recyclage.

IV.2.1. Constructions et équipement

Les infrastructures prévues sont celles d’un collège d’enseignement technique. Ces infrastructures sont les suivantes :

- Des ateliers contenant les équipements pour les sections suivantes :
  - Froid
  - Construction métallique
  - Mécanique agricole
  - Mécanique auto diesel, carrosserie, peinture, électricité
  - Machine outils (mécaniciens en cycles et motocycles)
  - Un laboratoire
  - Une salle contenant un micro-ordinateur
  - Des manuels techniques et des matières d’œuvre.

Les coûts de ces différents éléments ont été obtenus auprès des établissements secondaires ou auprès des entreprises commerciales.

Nous avons prévu un seul micro-ordinateur par établissement mais nous sommes sûrs qu’il est insuffisant et qu’il faudrait en ajouter. Nous n’avons pas prévu les coûts des installations électriques et des branchements. Nous avons retenu 60 établissements correspondants aux établissements publics existants.

IV.2.2. Le coût de production

Nous avons reconduit les mêmes éléments de production que ceux de l’enseignement fondamental, et le coût est identique. Le coût total est chiffré à 8.625.000 FCFA par établissement.

IV.2.3. Le coût de recyclage

Le recyclage, ou plutôt la formation en informatique, concernera les professeurs de mathématiques, de sciences physiques, et ceux des autres disciplines qui seraient volontaires. Nous avons retenu 400 enseignants correspondant à la moitié de l’effectif actuel (1985) des enseignants de secondaire général. Leur formation durera 45 jours et chaque enseignant percevra un perdiem de 2.500 francs par jour. Les perdiems des formateurs sont prévus dans l’enseignement spécialisé.

Quant à la formation technique, nous estimons qu’il faudra recruter des personnes ayant déjà la formation car il nous paraît difficile de transformer un professeur d’anglais en professeur d’électronique. Pour cela nous n’avons pas chiffré le coût de la formation technique.

IV.2.4. Coûts des fournitures scolaires

• les manuels pour les élèves

Nous avons prévu les manuels suivants pour les élèves entrant en première année de l’enseignement polytechnique, qui seront au nombre de 7.000 en 1986-1987 :

- langage et texte
- grammaire et expression

- anglais en Afrique et à Madagascar
- Biologie
- Préhistoire
- Géographie
- Math 6ème
- Physique-chimie

Le prix de ces manuels s'élève à 25.330 F en 1985. Nous avons ce chiffre parce que d'une part nous ne disposons pas du programme de l'enseignement polytechnique, et d'autre part nous considérons que le nombre de ces manuels reste idéal en ce sens qu'on pourrait substituer certains manuels à d'autres.

• Manuels pour les enseignants

Nous avons retenu le nombre de manuels prévus plus haut par classe et ensuite nous avons déterminé le nombre de classes en rapportant l'effectif des élèves de 1ère année au nombre des élèves par classe (7.000 : 60)

• Fournitures scolaires pour élèves

L'effectif des élèves de l'enseignement polytechnique a été estimé aux deux tiers (2/3) de l'effectif des élèves du secondaire prévu pour l'année scolaire 1986-1987, ce qui nous a donné un effectif de 16 460 élèves. Chaque élève aura les fournitures suivantes :

- 7 cahiers de 100 pages
- 4 cahiers de 200 pages
- 4 protège-cahiers
- 1 compas
- 1 équerre
- 1 règle
- 1 gomme
- 1 crayon de papier
- 1 bic rouge
- 1 bic vert
- 3 bics bleus
- 1 boîte de sic crayons de couleur

Ces fournitures s'élèvent à 3.255 FCFA (prix 1985)

Coûts estimatifs au niveau du cycle polytechnique

I. Estimation du coût des infrastructures (par établissement)

- Artisanat	23.000.000 F
- Construction d'ateliers	67.141.140 F
- Équipement des ateliers	231.374.312 F
- Matières d'œuvre	15.208.750 F
- Construction et équipement d'un laboratoire	61.500.000 F
- Construction d'une salle pour ordinateur	30.000.000 F
- Achat et fonctionnement d'un mini-ordinateur	8.523.802 F
- Manuels techniques	3.000.000 F

Total = 439.748.304 F

II. Estimation des coûts du niveau polytechnique (60 établ…)

- Construction-équipement :	26.384.898.240 F
- Production et puits (8.625.000 x 60)	517.500.000 F
- Formation en informatique (2.500 x 45 x 400)	~~23.231.250 F~~
- Formation technique	(à rechercher)
- Manuels pour élèves (25.330 x 7 000)	177.310.000 F
- Guides pour enseignants (25.330 x 7 000 : 60)	2.955.167 F

- Fournitures scolaires pour élèves (3.255 x 16 460) 53.577.300 F

Total = 27.159.471.957 F

IV.3. Enseignement spécialisé

Nous avons choisi l'option la moins chère qui consiste à donner ce niveau d'enseignement dans les écoles et les établissements actuels à cycle long.

Cette option est la moins chère parce qu'elle n'engendre pas de construction de classes. Nous avons entrepris la même démarche que précédemment pour évaluer les coûts. La plupart des coûts de construction et d'équipement sont identiques à ceux de l'enseignement polytechnique.

IV.3.1. Construction et équipement

Nous avons retenu les mêmes éléments des infrastructures prévues pour l'enseignement polytechnique, dont le coût s'élève à 439.724.402 F par établissement.

Nous avons retenu 43 établissements, correspondant au nombre de lycées des provinces (30) majoré du nombre des lycées publics existants (13). Mais nous avons estimé qu'il faudra au minimum trois mini-ordinateurs par établissement.

IV.3.2. Les coûts des fournitures scolaires

• Manuels pour les élèves

Le nombre d'élèves prévus pour ce niveau d'enseignement est de 4.115, correspondant à l'effectif du secondaire pour la 1ère année (1986-1987) de l'enseignement spécialisé. Cet effectif est estimé à la moitié de l'effectif au second cycle du secondaire. Chaque élève aura les manuels suivants : Physique, Géographie, Histoire, Maths.

Ce nombre est un minimum. Le coût des manuels s'élève à 6.600 F.

• Manuels pour les enseignants

Le coût des manuels par classe est de 6.600 F et le nombre de classes est obtenu en rapportant l'effectif prévu (4.115) au nombre d'élèves par classe (60).

• Fournitures pour les élèves

Le nombre d'élèves, de 8.230, correspond au 1/3 de l'effectif du secondaire en 1986-1987. Chaque élève aura les fournitures suivantes :

- 4 cahiers de 100 pages
- 6 cahiers de 200 pages
- 1 compas
- 1 équerre
- 1 règle
- 1 gomme
- 1 crayon de papier
- 1 bic rouge
- 4 bics couleurs
- 1 boîte de 6 crayons de couleur

IV.3.3. La formation en informatique

Elle touchera les professeurs de mathématiques, de sciences physiques, les professeurs de l'enseignement technique, et ceux des autres disciplines désirant cette formation en vue de la transmettre aux élèves. Le nombre des enseignants à former est de 400 pour une durée de 45 jours avec un per diem de 2.500

FCFA. Le nombre total des formateurs est de 27 pour l'enseignement polytechnique et l'enseignement spécialisé.

Le coût total pour démarrer l'enseignement [spécialisé] est estimé à 19 milliards

[Note du transcripteur : Ici, dans le document publié par Carrefour africain, reparaît un titre II. Enseignement spécialisé, qui énonce : "Il sera dispensé dans les établissements à cycle long" ; puis un sous-titre 2.1 (?) que nous avons choisi de remplacer par IV.3.4 pour la cohérence de l'ensemble]

IV.3.4. Estimation des coûts [de l'enseignement spécialisé]

- Construction des salles de classes : néant
- Construction et équipement des ateliers, laboratoires ; et micro-ordinateurs : 439.748.304 F x 43, soit 18.909.177.072 F
- Manuels pour enseignements : 6.600 x 4 115 = 27.159.000 F
- Manuels pour enseignants : 6.600 x 4 115 : 60 = 452.650 F
- Fournitures scolaires : 4.215 x 8 230, soit 34.689.450 F
- Formation des enseignants en informatique : 23.231.250 F
- Frais de formation (formateurs) : 2.500 x 45 x 27 = 3.037.500 F

Total = 18.997.746.922 F

Récapitulatif des coûts estimés de la réforme

A – Cycle fondamental : 32.067.901.000 F

B – Cycle des métiers :

a. Niveau polytechnique : 27.090.537.717 F

b. Niveau spécialisation : 18.996.719.136 F

Total : 78.155.157.853 F

Remarques générales

Nos remarques concernent l'enseignement spécialisé et l'enseignement de l'information.

Pour l'enseignement spécialisé, il y a lieu de considérer que les filières devraient être plus nombreuses que celles dont on dispose, ce qui va nécessiter plus de dépenses car leur équipement et leur fonctionnement reviendront plus cher.

Au niveau de cet enseignement, le personnel est à recruter et ce personnel, souvent, coûte très cher et parfois ce sont des expatriés. Pour l'enseignement de l'informatique il faut s'attendre à des coûts plus élevés car les coûts de maintenance et de fonctionnement seront très élevés. En plus de cela, nous n'avons pas prévu la production des didacticiels qui coûtent très cher.

En plus, le nombre de micro-ordinateurs prévu par établissement est très insuffisant, de même que la durée pour le recyclage est très insuffisante ; en fait nous avons parlé de recyclage alors qu'il s'agit de formation d'au moins une année.

Il ne faudra pas oublier le caractère obsolescent de l'informatique.

Le coût total pour démarrer l'école révolutionnaire se chiffre à environ 78,5 milliards de francs CFA.

V. Le cycle de la recherche et de l'invention [titre ajouté par le transcripteur]

I. Introduction

L'école étant un appareil idéologique d'État, le Burkina Faso, qui a opté pour la révolution démocratique et populaire, doit changer le système mis en place pour satisfaire les besoins de l'impérialisme. Comment doit se présenter

notre école nouvelle ? Le président du Faso nous a tracé les grandes lignes dans le Discours d'orientation politique (DOP) prononcé le 2 octobre 1983 et qui dit : "*La réforme scolaire vise à promouvoir une nouvelle orientation de l'Éducation et de la Culture. Elle devra déboucher sur la transformation de l'école en un instrument au service de la Révolution, les diplômés qui en sortiront devront être, non au service de leurs propres intérêts et des classes exploiteuses, mais au service des masses populaires".*

Cette philosophie nouvelle est absente de notre Université actuelle qui véhicule encore "les structures néocoloniales imposées de l'extérieur ne prenant pas en compte les intérêts des larges masses populaires et exclusivement au service de l'impérialisme international et d'une classe minoritaire".

Pour répondre aux objectifs de la RDP, l'Université et la Recherche "doivent maîtriser les connaissances nécessaires au développement économique, social et culturel du peuple" ; pour ce faire, la restructuration s'impose. Elle passe par une analyse de la situation actuelle qui permettra de dégager les changements à promouvoir afin de mettre l'Université et la Recherche au service du peuple, pour le peuple.

II. Analyse de la situation actuelle de l'enseignement supérieur et de la recherche

Le procès de notre Université a déjà été fait et ses insuffisances sont connues. Rappelons seulement quelques points communs à tout le système scolaire burkinabè. Malgré les tentatives d'innovation introduites çà et là, notre Université demeure :

• Néocoloniale dans la mesure où elle est une copie de l'enseignement supérieur français. En effet, créée par l'accord de coopération franco-voltaïque en 1961, elle reste soumise à l'ingérence de la France par l'organisation des enseignants, le contenu des programmes, et la formation des cadres ;

• Antidémocratique par les conditions d'accès qui défavorisent les jeunes issues des couches sociales déshéritées (test à niveau pour les titulaires du bac non boursiers ; conditions d'âge imposées pour l'octroi des bourses) ;

• Antipopulaire parce que ses objectifs ne sont pas conformes aux aspirations des masses ; en effet, elle forme des cadres dévoués au système néocolonial et qui, grâce à la détention du savoir, confisquent le pouvoir au peuple. La formation générale dispensée au détriment de l'apprentissage du métier, la surcharge des programmes et le coût élevé de l'enseignement se conjuguent pour couper l'Université des réalités quotidiennes vécues par les masses populaires (cf. rapport sur le thème lors des journées nationales du MESRS).

Ces différentes caractéristiques ne permettent pas de former les hommes dont le Burkina a besoin pour sortir du sous-développement. En effet, d'ores et déjà, nous voyons que l'Université forme des chômeurs qui ne trouvent pas de travail sur le marché et qui, nantis de diplômes généraux, ne sont pas capables de retourner à la terre. Si l'Université continue sur cette lancée, à savoir dispenser un enseignement supérieur théorique sans support productif, elle versera sur le marché du travail, pendant la période du plan quinquennal 1986-1990, 1 172 personnes spécialisées : en économie (230), gestion (312) et Droit (630), spécialisés en lettres (440) et Sciences (IMP 109), Chimie (40), Sciences de la nature (130) et Développement rural (517).

Les effectifs attendus, surtout en Droit, Lettres et Sciences humaines ne répondent aucunement aux besoins du pays car, d'ores et déjà, c'est dans ces

disciplines que se recrutent les chômeurs. Ils ne pourront par conséquent être absorbés par les offres d'emploi. Compte tenu de l'orientation nouvelle que la RDP exige, un changement profond s'impose qui devra nécessairement lier l'enseignement et la production.

Sur le plan de la Recherche, des problèmes existent aussi. Ils ont été analysés dans le rapport du thème II des journées nationales du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, tenues du 12 au 15 mars 1985. Il ressort de cette analyse le constat suivant : il n'y a pas une politique scientifique et technologique claire. Tout est laissé à l'initiative des chercheurs, et surtout des sources de financement, ce qui crée les situations suivantes :

- les programmes de recherche sont élaborés selon les besoins de financement ou sont dirigés de l'extérieur, ce qui ne répond pas nécessairement aux besoins du pays ;
- il y a sans cesse une reprise des programmes déjà réalisés pour des besoins individuels, au détriment de ce qui est utile pour le pays ;
- il y a une duplication des thèmes de recherche entraînant des luttes sourdes entre instituts, et dispersant les moyens humains, matériels et financiers.

Il découle de cela que le pays n'arrive pas à profiter pleinement des recherches menées, soit parce qu'il ne les contrôle pas, soit parce qu'il n'a pas la capacité de s'approprier les résultats.

Une exploitation rationnelle de nos possibilités devrait passer par une coordination des différentes actions, une collaboration entre les parties prenantes, une liaison entre recherche et développement, après une définition précise des priorités en matière de développement.

Comment restructurer alors le système actuel afin qu'il réponde aux impératifs de la RDP qui veut se doter d'une école nationale, réaliste, révolutionnaire, productive ?

III. La réforme du cycle de spécialisation et recherche

Toute réforme doit tenir compte de la dialectique école-société qui signifie que la société doit secréter son école, afin que celle-ci diffuse ses valeurs et forme le type d'homme conforme à l'idéologie prônée, et que l'école doit transformer la société en prônant des idées d'avant-garde susceptibles de bouleverser les habitudes et de changer les mentalités.

La Révolution démocratique et populaire, étant l'étape de la lutte actuelle du peuple burkinabè, doit définir son type d'école en tenant compte des transformations en cours. Ainsi, l'école à créer ne peut être de type socialiste présentement car la société actuelle est d'essence bourgeoise. Lorsque nous analysons les réformes africaines du système éducatif, nous constatons que, sur le plan conceptuel, les structures proposées sont conformes avec l'objectif projeté à long terme, mais qu'elles ne cadrent pas avec la réalité présente. Aussi à l'application, l'adéquation n'est-elle pas possible entre l'école et le milieu, si bien qu'un échec s'ensuit, c'est qu'il y a eu un renversement de la balance et que les concepteurs ont cru partir de l'école pour transformer la société. Or, si l'école peut et doit permettre à la société de se régénérer, elle n'est et ne demeure qu'un outil contribuant à la transformation.

C'est pourquoi, à l'étape actuelle préconisons-nous un changement qui tienne compte de la réalité de l'étape de la lutte de notre société.

Le peuple est en train de prendre conscience de la division en classes de la société, de la lutte à mener pour prendre le pouvoir aux mains de la minorité, de la structure néocoloniale de son école. Il est en train de définir ses priorités

pour pouvoir sortir du sous-développement, se prendre en charge et aspirer à un bien-être total. Il doit donc restructurer son école pour l'amener à participer au renversement idéologique en cours. Pour ce faire, la réforme doit anéantir les diverses dichotomies entretenues au niveau de l'Université et de la recherche.

a) Caractéristiques du cycle de spécialisation et recherche

Il doit :

- intégrer les diverses dichotomies existant actuellement entre recherche et enseignement, recherche fondamentale et recherche appliquée, enseignement et production pour poursuivre un objectif incluant les trois aspects d'une formation complète : enseignement, recherche, production ;

- réviser la formation des individus de manière à faire de tout chercheur un formateur, et de tout formateur un chercheur ;

- valoriser les possibilités intellectuelles par rapport aux besoins du pays ;

- démocratiser les fruits de la recherche.

L'intégration de ces différents aspects de la formation ne doit pas desservir l'école burkinabè. En effet, aussi bien au cycle des métiers qu'au cycle de la spécialisation, nous devons veiller au maintien d'un niveau théorique au moins égal sinon supérieur à ce qu'il est présentement, en plus de la compétence sur le plan production. Aussi doit-on fuir un enseignement au rabais qui ne permettrait pas aux Burkinabè d'atteindre les objectifs de la RDP et qui les défavoriserait sur le plan international. L'accès au cycle universitaire exige des prérequis techniques et théoriques qui doivent être atteints au niveau du cycle des métiers, si l'on veut véritablement former des personnes capables de découvrir des solutions adaptées aux problèmes burkinabè, et répondant aux aspirations des larges masses populaires.

b) Instituts

Les instituts du cycle de spécialisation et recherche doivent répondre aux besoins réels du peuple, aussi devront-ils être de véritables foyers d'apprentissage dans lesquels les trois aspects d'une formation complète sont présents, à savoir enseignement-recherche-production. Ceux-ci doivent s'interpénétrer et s'améliorer réciproquement, le gain dans un domaine permettant une progression dans les autres domaines.

Compte tenu de ces impératifs, les instituts doivent être des unités productives faciles à gérer.

Les présentes propositions combinent les instituts déjà existants au niveau de la recherche et de l'Université, et ceux qu'il faudrait créer pour faire face aux besoins du pays. Ils sont au nombre de dix :

1. INSC (Institut des sciences chimiques) : il regroupe l'Institut de chimie (INC), l'Institut de recherche sur les substances naturelles (IRSN), le volet biogaz de l'Institut burkinabè d'énergie (Biogaz IBE).

Sa mission : Participer à la formation de chimistes pour les besoins des industries chimiques (études minéralogiques, pétrochimie, alliage des métaux, industries de la transformation, etc.) ; promouvoir le développement du biogaz et de la pharmacopée traditionnelle.

2. IMMEN (Institut de mathématiques, de physique et des énergies nouvelles) : il regroupe l'Institut d'énergie (IBE), l'informatique et l'Institut de mathématiques et physique (IMP).

Sa mission : Assurer la formation scientifique de base des futurs ingénieurs ;

- développer l'enseignement et l'utilisation de l'informatique ;

- contribuer au développement technologiques des énergies nouvelles et renouvelables (solaire et éolienne), en créant des ateliers et en les vulgarisant ;
- développer les différentes technologies de conservation de l'énergie
- produire du matériel didactique de physique à partir des matériaux locaux.

3. IESN (Institut de l'environnement et des sciences de la nature) : il regroupe l'Institut de recherche sur la biologie et l'écologie tropicale (IRBET) et l'Institut des sciences de la nature (ISN).

Sa mission : Contribuer à la connaissance des équilibres écologiques et à la lutte contre la désertification ;

- produire des collections didactiques pour l'enseignement des sciences naturelles ;

- faire l'inventaire exhaustif et l'étude des espèces végétales et animales ainsi que des formations géologiques du pays.

4. IDR (Institut de développement rural) : il regroupe l'Institut du développement rural (IDR), la partie forestière de l'IRBET, et l'Institut burkinabè pour la recherche agronomique et zootechnique (IBRAZ).

Sa mission : Développer la contribution de la recherche agronomique en vue de l'autosuffisance alimentaire, notamment par la maitrise de l'eau, la conservation et la fertilité des sols, la production de semences améliorées, etc. ;

- développer la contribution de la recherche zootechnique en vue de l'amélioration de l'élevage, en particulier les petits ruminants par la sélection génétique, l'amélioration des pâturages, etc. ;

- développer la contribution de la recherche forestière à la solution du problème de la crise énergétique du bois de chauffe, notamment par l'amélioration des essences locales, et des essences introduites les plus adaptées aux conditions écologiques du Burkina ;

- former des ingénieurs pour le développement rural, notamment en agronomie, élevage, eaux et forêts.

5. INSHUS (Institut des sciences humaines et sociales).

Sa mission : - Contribuer à la réalisation des projets de développement par l'étude des aspects sociologiques de ces opérations ;

- faciliter une meilleure connaissance de nos nationalités par l'étude des traditions et leur impact sur les individus.

6. INSULLA (Institut supérieur des langues, des lettres et des arts).

Sa mission : Promouvoir le développement culturel pour l'épanouissement du Burkinabè, par l'étude scientifique de nos langues et le développement de l'art dramatique ;

- acquérir une connaissance plus pratique des langues étrangères pour servir la communication internationale.

7. ISJEC (Institut des sciences juridiques, économiques et de gestion). Il regroupe l'École supérieure de droit (ESD), l'École supérieure de sciences économiques (ESSEC), et l'Institut universitaire de technologie (IUT).

Sa mission : Contribuer à asseoir les bases d'une justice démocratique et populaire ;

- contribuer à asseoir les fondements d'une économie adaptée aux conditions et objectifs de notre développement, notamment en particulier à l'évaluation des structures de production et de consommation ;

- former du personnel de gestion et de secrétariat.

8. INSSA (Institut des sciences de la santé). Il regroupe l'École supérieure des sciences de la santé (ESSSA), la pharmacie et la chirurgie dentaire.

Sa mission : Former des médecins, pharmaciens et chirurgiens-dentistes capables de servir les masses laborieuses du Burkina Faso en tout lieu et en tout temps ;

- contribuer, par la recherche médicale et pharmacologique, à trouver des solutions adéquates aux problèmes de santé.

9. INSE (Institut des sciences de l'éducation).

Sa mission : Assurer la formation pédagogique et le recyclage des enseignants ;

- développer la recherche dans le domaine des Sciences pédago-giques.

10. IGECLM (Institut de génie civil et mécanique).

Sa mission : Former des cadres compétents ;

- développer la recherche en génie civil et mécanique, notamment dans les domaines suivants : constructions civiles, opérations de levé de terrains, cartographie, construction mécanique, construction métallique, fabrication mécanique, électronique, menuiserie, mécanique automobile, etc.

Outre ces instituts de formation, le cycle de spécialisation et recherche comprend deux services centraux qui sont :

- la bibliothèque (elle regroupe l'actuelle bibliothèque, et la documentation de la DGRST) ;
- l'Office de presses universitaires (OPU), chargé de l'impression et de la diffusion des travaux de recherche.

c) Administration

Le cycle de spécialisation et de recherche est placé sous la responsabilité d'un recteur qui supervise les aspects académiques, aidé par trois vice-recteurs pour chacun des trois aspects fondamentaux du cycle, à savoir : la recherche, l'enseignement, la production.

Chaque institut est coiffé par un directeur aidé de deux vice-directeurs, l'un aux études et l'autre à la production.

d) Structuration

Notre formation devant être de qualité, une certaine durée, variable en fonction des spécificités, est nécessaire pour atteindre les niveaux souhaités.

Vu que le cycle de spécialisation et recherche n'est pas ouvert à tous les sortants du cycle des métiers, mais seulement à un petit nombre, compte tenu des besoins et possibilités du pays, nous préconisons la structuration suivante :

1°) Un accès direct au cycle une fois les conditions d'admission réunies ;

2°) Une formation de 3 ans à l'issue de laquelle le fonctionnaire quitte le cycle pour la production ;

3°) Une production d'au moins 2 ans avant de réintégrer le cycle pour une formation complémentaire après avoir satisfait à un concours.

4°) Une formation de durée variable (1 à 3 ans) selon les nécessités.

5°) Pour la formation à l'INSSA, nous souhaitons qu'elle soit faite en une seule phase, compte tenu de la spécificité des formations qui y sont données.

6°) Selon les besoins du pays, la première phase de la formation peut être réduite à deux ans, compte tenu des disciplines (par exemple, secrétaire de direction).

IV. Conditions de réalisation

La réalisation de tous ces objectifs exige au préalable que certaines conditions soient remplies :

1°) Le succès de cette réforme ne peut être garanti que si elle correspond aux aspirations des masses populaires.

2°) Investissements : l'instauration d'un secteur "*production*" conduira à l'ouverture d'ateliers qu'il faudra équiper en matériel technique. Dans les instituts où il n'existe pas d'activités de production, la construction ou la transformation de certains locaux en ateliers, ainsi que leur équipement, s'avèreront nécessaires.

S'agissant des instituts qui mènent déjà une activité de production, on pourra envisager l'extension et la diversification de leurs activités pour mieux répondre à nos besoins.

Pour avoir une idée du coût des ateliers qui seront ouverts, nous donnons à titre indicatif les estimations suivantes :

a) Coûts de réalisation d'un complexe réservé aux enseignants spécialisés des techniques du développement rural à Gampela :

- Bâtiments d'exploitation : 62.250.000 F
- Équipements de laboratoire : 98.800.000 F
- Équipement technique : 79.000.000 F
- Alimentation en eau : 15.000.000 F

Total……………………………….. 247.050.000 F

b) Coûts d'ouverture de nouveaux instituts :

La création d'un institut de génie civil et d'un institut de génie mécanique entraînera des dépenses qui s'élèveront à 313.024.450 F pour chaque institut. Ces coûts comprennent les équipements pour les sections suivantes : construction mécanique, construction métallique, fabrication mécanique, électronique, menuiserie, mécanique automobile et électronique.

Les coûts d'ouverture d'un institut de chimie s'élèvent à 174 millions qui se décomposent comme suit :

- construction : 120.000.000 F
- équipement : 54.000.000 F

3°) Personnel : Enfin, compte tenu de l'introduction de la production et de la nécessaire refonte progressive des programmes, un recyclage du personnel enseignant, ainsi qu'une spécialisation dans d'autres domaines seront indispensables pour assurer un meilleur encadrement.

V. Mesures transitoires

La réforme ainsi dégagée s'adresse à ceux qui ne sont pas déjà à l'Université en septembre 1985. Ceux qui ont déjà commencé leur cycle le terminent sans changement.

VI. Programmes

Les contenus des programmes et les orientations de la recherche seront en fonction des impératifs de la production et du développement.

[Source : Carrefour africain n° 923 du 21 février 1986]

Le Français doit accepter les autres langues – Paris, 17 Février 1986

[Déclaration lue par le ministre Henri Zongo à l'occasion du premier Sommet de la francophonie, puis parue dans Carrefour africain n° 924.]

« Excellences Messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,

Messieurs les ministres,

Messieurs les Ambassadeurs,

Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de prendre la parole pour vous livrer ici le message que le camarade président Thomas Sankara a voulu adresser à votre auguste assemblée. Ce message, il l'a voulu bref mais aussi il s'est employé à le rendre le plus fidèle possible aux idéaux de notre révolution démocratique et populaire, aux aspirations de liberté, de dignité et de souveraineté du peuple burkinabè, et conforme au dur combat d'indépendance vis-à-vis de toute puissance, et d'amour véritable avec tous les peuples du monde conformément à la ligne du Conseil national de la révolution mise quotidiennement en pratique par le Gouvernement révolutionnaire.

Nous voilà francophones par le fait colonial, même si chez nous seuls 10 % de Burkinabè parlent français. En nous proclamant de la francophonie, nous annonçons et intériorisons deux préalables à savoir que la langue française n'est qu'un moyen d'expression de nos réalités, et que, comme toute langue, le français doit s'ouvrir pour vivre le fait sociologique et historique de son devenir.

La langue française a été pour nous d'abord la langue du colonisateur, le véhicule culturel et idéologique par excellence de la domination étrangère et impérialiste.

Mais c'est avec cette langue, par la suite, que nous avons pu accéder à la maîtrise de la méthode d'analyse dialectique du phénomène impérialiste, et être à même de nous organiser politiquement pour lutter et vaincre.

Aujourd'hui le peuple burkinabè et sa direction politique, le Conseil national de la révolution, utilisent la langue française au Burkina, non plus comme le vecteur d'une quelconque aliénation culturelle, mais comme moyen de communication avec les autres peuples.

Notre présence à cette conférence se justifie par le fait que, du point de vue du Conseil national de la révolution, il existe deux langues françaises : la langue française parlée par les Français de l'hexagone, et la langue française parlée dans les cinq continents.

C'est pour contribuer à l'enrichissement de ce français universalisé que nous entendons apporter notre participation, et apprécier en quoi la langue française nous rapproche davantage des autres. Et c'est pour cette raison que je voudrais remercier très sincèrement les autorités françaises de cette heureuse initiative.

C'est par l'intermédiaire de la langue française qu'avec d'autres frères africains nous analysons nos situations respectives, et cherchons à conjuguer nos efforts pour des luttes communes.

C'est par l'intermédiaire de la langue française que nous avons communié avec la lutte du peuple vietnamien et parvenons à mieux comprendre le cri du peuple calédonien.

C'est par la langue française que nous découvrons les richesses de la culture européenne, et défendons les droits de nos travailleurs émigrés.

C'est par l'intermédiaire de la langue française que nous lisons les grands éducateurs du prolétariat, et tous ceux qui, de façon utopique ou scientifique, ont mis leur plume au service de la lutte des classes.

C'est enfin en français que nous chantons l'Internationale, hymne des opprimés, des « damnés de la terre ».

De cette universalité de la langue française, nous retenons pour notre part que nous devons utiliser cette langue en conformité avec notre internationalisme militant. Car nous croyons fermement à une unité entre les peuples qui naîtra de leur conviction partagée, parce qu'ils souffrent tous de la même exploitation et de la même oppression, quelles que soient les formes sociales et les habillages dans le temps.

C'est pourquoi selon nous, la langue française, si elle veut plus servir les idéaux de 1789 que ceux des expéditions coloniales, doit accepter les autres langues comme expressions de la sensibilité des autres peuples.

En acceptant les autres peuples, la langue française doit accepter les idiomes et les concepts que les réalités de l'espace de la France n'ont pas permis aux Français de connaître.

Qui pourrait, par vanité et mauvaise fierté, s'encombrer de tournures alambiquées pour dire en français, par exemple, les mots islam, baraka, quand la langue arabe exprime mieux que nulle autre ces réalités ?

Ou bien le mot pianissimo, doucereuse expression musicale d'au-delà du Piémont ? Ou encore le mot apartheid que la richesse shakespearienne exporte d'Albion sans perfidie vers la France ?

Refuser d'intégrer au français les langues des autres, c'est ériger des barrières de chauvinisme culturel. N'oublions pas que d'autres langues ont accepté du français des mots intraduisibles chez eux.

Par exemple l'Anglais, *fair-play*, a adopté du français l'aristocratique et bourgeois mot "champagne". L'Allemand, dans sa *realpolitik* admet carrément sans esprit jongleur le mot français "arrangement".

Par exemple enfin, le peulh, le mooré, le bantou, le wolof et bien d'autres langues africaines ont assimilé, toute colère contenue, les termes oppressants et exploiteurs de "impôts", "corvées", "prison".

Cette diversité nous rassemble dans la famille francophone. Nous la faisons rimer avec les mots amitié, fraternité.

Refuser d'intégrer les autres langues, c'est ignorer l'origine et l'histoire de sa propre langue. Toute langue est la résultante de plusieurs autres, et aujourd'hui plus encore qu'hier, en raison de la perméabilité culturelle que créent, en ces temps modernes, les puissants moyens de communication.

Refuser les autres langues, c'est avoir une attitude figée contraire au progrès, et cela relève d'une idéologie d'inspiration réactionnaire.

Le Burkina Faso s'ouvre aux autres peuples et attend beaucoup de la culture des autres pour s'enrichir davantage, convaincu que nous tendons vers une civilisation universelle qui nous conduira vers une langue universelle. Notre utilisation du français se situe dans ce sens.

Pour le progrès véritable de l'humanité !

En avant !

La patrie ou la mort, nous vaincrons ! »

Première conférence nationale des CDR (mars 86) : “Faire le point de nos forces et de nos erreurs”

[Source : Sidwaya du 3 février 1986]

« Camarades, nous allons enfin avoir l'occasion de lancer notre première conférence nationale des Comités de défense de la révolution. Cette conférence nationale a été demandée, souhaitée depuis très longtemps. Elle a été programmée depuis plusieurs mois. Hélas, les circonstances ne nous ont pas permis de respecter un calendrier qui devait nous permettre, ensemble, de nous livrer à une réflexion collective, de faire le point de nos forces, de faire le point de nos erreurs, surtout de dégager les possibilités pour un combat futur, pour des victoires futures. Les Comités de défense de la révolution constituent des détachements d'assaut de la RDP.

Il n’est point possible de parler de la révolution démocratique et populaire sans parler de Comités de défense de la révolution, de leurs actions multiformes et de tous les instants.

Cependant, en tant que révolutionnaires fermement convaincus de la nécessité de la critique et l'autocritique comme moyens de nous débarrasser de nos tares, de nos erreurs, et de faire grandir davantage nos qualités, nos potentialités, nous avons, nous aussi, besoin de nous arrêter un instant. De nous arrêter pour faire le point, afin de ne pas naviguer à vue.

Cette conférence nationale qui va s’ouvrir très bientôt devra voir la large participation de tous les Burkinabè. Tous ceux qui se sentent concernés d’une façon ou d’une autre par la révolution, d’une façon directe parce qu’ils sont les acteurs, d’une façon indirecte parce que la révolution les touche, tous auront droit à la parole.

Cette parole sera donnée à chacun de nous à travers les structures qui sont en place. La synthèse en sera faite au niveau de cette conférence nationale pour que nous prenions le pouls réel de ce que pense le peuple burkinabé de sa révolution, de ce que pense le peuple burkinabé des Comités de défense de la révolution.

Cette conférence nationale aura pour thème : "Pour le renforcement et l'harmonisation de l'action révolutionnaire au sein des CDR". Un tel thème est assez vaste, très vaste. Il est si vaste que l'on peut s'inquiéter de ne pas pouvoir l’embrasser totalement. La rigoureuse organisation que le secrétariat général national des CDR est en train de mettre en place permettra de laisser le moins d’ombres, de zones d’ombre possibles, il sera possible donc à chacun de nous de se pencher sur les aspects particuliers de l'action révolutionnaire des Comités de défense de la révolution, des Comités de défense de la révolution dans leurs actions économiques, politiques, culturelles, militaires, sportives, bref tant et tant de domaines dans lesquels depuis deux ans et demi, bientôt trois ans, nous avons vu nos Comités de défense de la révolution se livrer à une bataille rude, parfois dans l'ingratitude des hommes, dans l’ingratitude de ceux-là mêmes qui ont bénéficié des actions des CDR. Dans la médisance, dans la calomnie, le dénigrement de tous ceux qui, voyant à travers les CDR un levain essentiel et une arme imparable de la révolution, ont compris que saper les CDR, couper les CDR de la révolution, c'est laisser, c'est contraindre la révolution à une chute libre.

Mais en même temps, nous savons aussi que cela a été l'occasion pour plus d'un réactionnaire, pour plus d'un contre-révolutionnaire, une fois les illusions de la disparition immédiate du CNR passées, de se transformer de façon opportuniste en soi-disant militant CDR pour s'infiltrer dans nos rangs.

Beaucoup d'exactions, beaucoup de méfaits qui sont mis sur le compte des CDR ne sont en réalité rien d'autre que le comportement crapuleux de ceux qui ont voulu se draper du manteau de la révolution pour mieux terroriser, en fait pour mieux exploiter. En réalité leur combat final vise à bloquer à arrêter la marche radieuse de la révolution. Il faudrait que ceux-là aussi soient démasqués et surtout combattus par des exemples concrets, par une désignation parfaite sans complaisance.

Camarades, il me semble avoir donné là, la substance de cette prochaine conférence nationale des CDR, information capitale qui traduira une fois de plus le caractère éminemment démocratique et populaire de notre révolution. Information capitale qui traduira une fois de plus le caractère méthodique, scientifique de notre évolution qui nous ouvre des lendemains meilleurs, qui nous ouvre également des perspectives organisationnelles d'un niveau encore plus élevé, encore plus élaboré que ce que nous connaissons à l'heure actuelle.

Je vous remercie ! »

Allocution du Président en exercice de la Conférence des chefs d’États de la Communauté économique de l’Afrique de l’ouest (CEAO) et de l’Accord de non-agression et d’assistance en matière de défense (ANAD) – Ouagadougou 26 mars 1986

[Source : Sidwaya du 27 mars 1986 par]

« Messieurs les Présidents,
Messieurs les ministres,
Messieurs les représentants des organismes internationaux et interafricains,
Excellences, mesdames et messieurs les membres du Corps diplomatique,
Honorables invités,
Camarades militantes et militants de la Révolution démocratique et populaire.

En cet instant mémorable où nous nous retrouvons aujourd’hui à Ouagadougou, siège de notre Communauté, dans un élan de fraternité et de solidarité pour procéder à l’ouverture solennelle des travaux de la XIème Conférence au sommet de la Communauté économique de l’Afrique de l’ouest et de la VIIème Conférence au sommet de l’Accord de non-agression et d’assistance en matière de défense, je voudrais en tant que Président du Conseil national de la révolution et du Faso, vous exprimer les remerciements et la profonde gratitude du peuple burkinabè, du Conseil national de la révolution et son gouvernement, pour l’insigne honneur que vous leur faites de pouvoir vous accueillir en terre africaine libre du Burkina Faso.

C’est vous dire donc toute la signification de l’accueil enthousiaste et fraternel que le peuple burkinabè tout entier a tenu à réserver à ses hôtes et tout particulièrement à nos illustres frères Chefs d’État et de gouvernement. Il m’est un agréable devoir également d’adresser en votre nom, nos vifs remerciements et nos vives félicitations à la République populaire du Bénin qui vient de consacrer définitivement son adhésion à notre organisation commune.

Je voudrais aussi le faire à l’endroit de la République sœur du Togo, membre de l’ANAD, et à la République de Guinée qui, depuis un certain temps, assistent à nos rencontres en qualité d’observateurs.

Nous sommes à présent fondés à croire fermement que le moment n’est plus bien loin où ces deux pays frères franchiront l’ultime barrière qui nous sépare encore d’eux.

Avec toujours votre permission, je voudrais remercier tous nos partenaires, représentant les organisations internationales de développement, les institutions financières qui nous ont fait l’honneur de répondre positivement à notre invitation en prenant part aujourd’hui à nos assises. Je tiens surtout à leur signifier toute notre reconnaissance pour les efforts et l’appui constants qu’ils n’ont cessé de nous apporter dans la recherche des solutions à nos problèmes de développement. À ces remerciements je voudrais enfin associer toutes les instances de nos organisations communes, pour les efforts méritoires qu’ils déploient régulièrement pour assurer à nos deux organisations toutes les conditions d’une évolution qualitative vers un lendemain meilleur.

Messieurs les Présidents,
Messieurs les Ministres,
Honorables invités,

Camarades,

En octobre 1984, lors de la Xe Conférence au sommet de la CEAO tenue à Bamako au Mali, nous avions fait ensemble l'amer constat selon lequel notre Communauté, éprouvée par des difficultés de tous ordres, venait d'entrer dans la crise de confiance la plus grave de son existence.

Avec courage et lucidité, nous avons ensemble diagnostiqué sans complaisance tous les maux qui sont à l'origine de cette crise et qui ont failli précipiter notre communauté à la faillite. Avec sens des responsabilités et clairvoyance, ensemble nous avons dégagé les voies et moyens de redonner vigueur et crédibilité à notre Communauté à travers des directives claires et précises qui devraient déboucher sur un train de mesures de redressement et d'assainissement.

Vous nous avez fait l'honneur et la confiance de nous investir de la délicate mais exaltante et noble mission de traduire concrètement cette volonté en me confiant la présidence en exercice de la Conférence des Chefs d'État de notre Communauté.

Conscient et soutenu par cette marque de confiance et surtout de l'appui que vous ne manquerez pas de m'apporter, j'ai accepté cette redoutable charge au nom du peuple burkinabè, malgré le contexte particulièrement difficile que traverse notre Communauté. Nous héritons d'une organisation très malade mais qui avait pour elle les apparences trompeuses de la bonne santé.

Aussi est-il compréhensible que certains aient pu penser que le Burkina Faso faisait courir des risques à la CEAO par son rigorisme à leurs yeux intempestif.

Et pourtant, il n'est que de se souvenir de nos milliards de francs volés pour mesurer le danger que représentent les illusions. Ainsi, n'eût été le Sommet salutaire de Niamey en octobre 1983, nous aurions brutalement retrouvé notre CEAO en banqueroute totale cependant que nous continuons à voguer de réunions d'experts en Conseil des Ministres et jusqu'aux Sommets de Chefs d'État, toujours routinièrement ponctués de satisfecit décernés à des fossoyeurs, comme quoi les maux les plus foudroyants ont bien souvent un long passé de développement.

Conscient de notre responsabilité collective dans l'échec ou le succès de notre entreprise commune, nous avions pris l'engagement solennel devant les peuples de notre Communauté et devant l'opinion internationale, de vous présenter au cours des présentes assises, soit un acte de décès si tel devait en être le sort irréversible à notre entreprise, soit un acte de naissance et des conditions nouvelles pour son développement véritable si seuls les efforts et les sacrifices en étaient requis.

Ce devoir sacré de solidarité, nous croyons l'avoir compris et l'avoir humblement accompli dans les limites objectives de nos moyens.

Messieurs les Présidents,
Messieurs les Ministres,
Honorables invités, Camarades,

À travers le projet d'ordre du jour que je me propose de soumettre à votre approbation dans un instant, je vous rendrai fidèlement compte de la mission que vous m'avez confiée.

Permettez-moi de rappeler à votre attention les pertinentes directives issues de notre Xe Sommet tenu à Bamako en octobre 1984.

C'était, vous sous en souviendrez, en trois points :

1° L'affaire du détournement des 6 milliards du Fosidec.

2° La restructuration de la CEAO.

3° L'application des mesures d'austérité dans la gestion de la CEAO.

1° - L'affaire du détournement des 6 milliards du Fosidec.

Il s'agissait de faire la lumière sur le détournement des deniers de notre institution financière, à savoir le Fonds de solidarité et d'intervention pour le développement économique, et d'en déterminer les voies et moyens de réparer les préjudices moraux et pécuniaires causés à notre Communauté. Eh bien ! Sur ce point, toutes les conditions ont été réunies pour qu'il en soit ainsi et, en accord avec mes frères Chefs d'État, nous avons décidé de l'ouverture du procès comme vous avez pu le constater déjà, hier, 25 mars 1986.

Nous faisons confiance au Tribunal populaire de la révolution qui connait cette affaire de par la libre et souveraine décision que les chefs d'État ont prise à Bamako de faire appliquer en la matière le droit du pays siège.

6 milliards de francs, que voilà une somme énorme, au regard de la misère poignante de nos peuples ! 6 milliards de francs, cela représente un fonds décisif dans les programmes de développement de nos États !

6 milliards de francs de détournés par une poignée d'hommes contre les projets de 40 millions d'êtres, cela ne s'appelle plus cupidité mais rapacité de corsaires sans foi ni loi donc méprisant peuples et États ! C'est conscients de leur forfait et de la légitime indignation vengeresse des masses populaires africaines que les criminels de ce grave attentat à l'esprit communautaire se sont sentis envahis subitement par le désarroi. Alors tout devient utile pour conjurer le sort qu'ils ont pourtant provoqué.

C'est par exemple les tentatives de blocages, les artifices procéduriers, les bluffs, les chantages et bien d'autres tours de passe-passe que les prestidigitateurs de l'indécente et inacceptable tristesse voudront nous servir.

Ayant porté plainte en votre nom à tous, je souhaite que les lois du pays siège s'appliquent sans blesse ; j'en appelle aux autorités du Burkina Faso, à leur système judiciaire, piliers sur lesquels nous nous sommes adossés pour clamer notre douleur devant l'injure et la blessure du vol, pour qu'ils ne sacrifient pas nos intérêts aux délices des amusements bourgeois qui en viennent à divertir l'auditoire plus consterné, et réussissent miraculeusement à faire relâcher un voleur habile dans les comédies procédurières. Mais nous comptons également sur le tribunal pour qu'au-delà des voleurs de nos milliards, et ceux-là au moins nous les tenons fermement, pour que disais-je, il dénonce le règne négatif du gang de bourgeois et petits-bourgeois africains, véritables sangsues qui, de par leurs pratiques sociales oppresseuses, ont dégoûté les masses et semé la confusion dans les esprits au point que les Africains en sont arrivés à regretter le Blanc et sa colonisation. Or, dans nos administrations, dans nos organisations interafricaines, nous traînons ces punaises si discrètement tapies qu'elles passent inaperçues, mais si redoutables qu'elles nous sucent notre sang et nous inoculent des maladies sociales pernicieuses, leur train de vie et leurs rapports sociaux, tout cela jura contre notre dignité et notre respect de l'homme tout court. Il faut moraliser ici et maintenant. Si ça peut servir ailleurs, nous n'en serons que plus heureux. Et même si nous ne parvenons pas à moraliser le monde entier, nous aurons au moins imposé que l'on nous respecte, que ceux en qui nous avons placé notre confiance craignent la colère du peuple et que nos partenaires étrangers comprennent que la CEAO caverne d'Ali Baba c'est fini.

2° La restructuration de la CEAO

Il s'agissait de proposer un train de mesures d'assainissement, de redressement et de restructuration propres à redynamiser et à donner crédibilité

à notre communauté. Sur cet aspect, les éminents experts mis à ma disposition par les chefs d'État de notre organisation ont produit à notre intention un travail de qualité dans ce sens qu'il sera incessamment soumis à la sanction de nos présentes assises. Sans anticiper sur l'appréciation que nous ferons de leurs travaux, je voudrais dire combien j'ai été réconforté à travers eux de trouver des cadres dont le sérieux n'a rien à voir avec la concussion et la gabegie de certains de nos responsables.

3°) L'application des mesures d'austérité dans la gestion de la CEAO

Au niveau de la gestion de la crise communautaire au cours du mandat que vous avez bien voulu nous confier, nous nous sommes efforcés d'inculquer la même rigueur dans la gestion financière de nos États à la communauté. Cela me paraît normal surtout au moment où dans la quasi-totalité de nos États des sacrifices sont demandés à nos peuples aux fins d'application des mesures d'ajustement structurel. La CEAO doit être à l'image des États qui l'ont engendrée. C'est pourquoi la CEAO ne saurait avoir la corpulence de l'abondance lorsque ses géniteurs ont la maigreur de l'austérité.

Tout autre comportement serait de nature à fausser les liens de parenté entre la Communauté et chacun des États qui l'ont conçue.

C'est une CEAO post-opératoire que nous vous présentons. Elle a encore la fragilité du convalescent. Elle éprouve encore en son sein des douleurs d'un traitement de choc. Mais pouvait-on faire autrement dès lors que le diagnostic inquiétant de Bamako indiquait le thérapeutique jusqu'à l'extrême !

Mais les séquelles du traitement auraient pu se transformer en stigmates du traumatisme. Heureusement que la joie d'un début de guérison, et surtout la fierté d'avoir crevé un abcès alors en voie de généralisation, nous comblent d'aise. Combien d'organisations sous régionales, africaines, internationales tout simplement ont osé se remettre en cause comme nous l'avons fait.

Dès après Bamako, lorsque par votre confiance vous nous aviez confié la présidence en exercice, nous ne savions s'il fallait exulter de joie ou nous morfondre.

C'était un honneur. Mais un honneur redoutable. Les cimes du succès que nous ambitionnions d'atteindre perdaient parfois de leur éclat lorsque nous devions reconnaître que pour y parvenir il nous fallait admettre jusqu'au risque de l'éclatement. Des murmures sourds puis des voix hostiles distinctes se sont élevées ça et là pour parfois nous apeurer, ou, pour je crois, souvent dire avec la sérénité de ceux qui veulent aider, les craintes de plus d'un dirigeant, de plus d'un responsable. Nous en avons éprouvé de l'inquiétude. Puis ces voix sont devenues plus pressantes. La morosité a gagné la ruche de la CEAO. La tâche ingrate de moralisation et de renaissance ne nous faisait pas que des amis. Des travailleurs se sont affolés à l'idée que pourraient être remis en cause privilèges, avantages et train de vie qui, s'ils sont décriés par les masses populaires, sont alors perçus par eux-mêmes avec bonne foi comme légaux, voire légitimes. Des responsables se sont offusqués que la présidence en exercice, pourtant première instance de la CEAO, ait entrepris de connaître le contenu des boîtes noires de la CEAO.

Des interlocuteurs économiques de la CEAO, ou des opérateurs économiques ont noué intrigues et complots pour jeter le désarroi sur la nouvelle marche de la CEAO.

Excellences Messieurs les Présidents, la gestation de cette nouvelle CEAO a été pour nous pénible, pleine de déceptions devant la cupidité, la veulerie, l'égoïsme et le mépris des masses populaires.

Mais nous avons pour nous la satisfaction du devoir accompli. Des dirigeants de bonne volonté à la tête ou dans le secret d'organismes interafricains attendent beaucoup de nos travaux, connaissant les mêmes maux chez eux, ils veulent s'inspirer de nos remèdes. Face aux partenaires financiers qui ont pu un instant désespérer de leur partenaire qu'est notre organisation communautaire, nous disons que c'est maintenant une CEAO nouvelle que nous présentons.

Elle a été déshonorée, elle a frôlé l'avilissement, nous l'en avons sauvée ensemble. Elle peut donc, de la fierté de ceux qui ont fini le ménage chez eux et sont alors autorisés à prôner la propreté chez les autres, regarder chacun en face. Elle n'en rougit pas, elle au moins, de s'être débarrassée de la maladie honteuse qui ronge les autres.

Au moment où mon pays achève le mandat que vous lui avez confié, il me tient à cœur de louer ici les efforts et le mérite que les pères fondateurs de notre organisation communautaire ont eu en mettant sur pied notre institution. Ils ont, dans la patience de ceux qui veulent aller loin, tissé, maille par maille, la trame de l'organisation et de l'administration de notre CEAO. Qu'ils en soient tous félicités. Aujourd'hui, l'ambition que doit assumer collégialement la conférence des chefs d'État, c'est de rendre maintenant la CEAO à ceux pour qui elle a été créée : nos peuples. Ces 40 millions d'êtres doivent chaque jour mieux connaître la CEAO, en mesurer l'utilité et l'efficacité, en critiquer les insuffisantes et en dégager les lignes futures.

C'est à l'ère de cette CEAO des masses que nous sommes attelés. Sans intégration des peuples, point d'intégration économique viable et durable possible. L'intégration des peuples, c'est le vécu symbiotique où on n'est aussi heureux d'avoir donné que d'avoir reçu. Pour cela nous avons initié les rencontres que nos jeunes ont vécues dans l'allégresse. Ces rencontres, c'étaient les journées de solidarité entre les jeunesses de pays membres de la CEAO et de pays amis. À les voir, leur joie débordante, leur dynamisme, leur vitalité, tout cela faisait que nous ne doutions plus de rien. Alors les grandes montagnes nous les aurions soulevées si cela nous avait été demandé. Les jeunes de la CEAO ont demandé l'institutionnalisation de ces journées de solidarité. Je suis sûr que nous répondrons à leur attente. Mais certainement nous irons plus loin. D'autres dimensions de nos peuples seront prises en compte. Lorsque fleuriront les associations des musiciens de la CEAO, des sculpteurs, des sportifs, etc… lorsque naîtront les associations des femmes de la CEAO, des journalistes et autres juristes de la CEAO alors, les TCR et tiers FCD ne seront plus que des adjuvants. Si nous sommes parvenus à de tels résultats, c'est grâce à vous Messieurs les Présidents, par l'assistance morale que les uns et les autres vous nous avez apportée tout au long de cette dure épreuve.

Dans la discrétion et dans l'efficacité vous nous avez prodigué conseils et recommandations, apporté soutien et concours.

Soyez-en remerciés.

La CEAO, ses responsables, tous les travailleurs vous savent gré d'être venus à leur siège, cette parcelle de l'Afrique aux sept nationalités d'où demain sortira sûrement l'Africain de l'ouest.

Soyez également remerciés au nom du Burkina Faso dont la fierté ne peut se comprendre qu'au regard de l'impatiente attente que vos frères d'ici ont éprouvée à l'idée que vous auriez pu ne pas venir.

La patrie ou la mort, nous vaincrons ! »

Allocution du président Thomas Sankara, président en exercice sortant de la Conférence des chefs d'États de la CEAO, de l'ANAD et du Litptako-Gourma

[Source : Carrefour africain n° 928-929 du 4 avril 1986]

« Je voudrais avec la permission des chefs d'États non membres du Litptako-Gourma ici présents dire un mot au sujet de cette organisation insuffisamment connue, mais dont l'activité intéresse particulièrement trois États enclavés. Trois États liés et enchaînés. Trois États que sont le Mali, le Niger et le Burkina Faso. La présence, au moment de cette intervention, des chefs d'État non-membres de l'Autorité du Litptako-Gourma représente pour nous un témoignage et un soutien moral dans cette action que nous avons débutée lorsque la sécheresse et les multiples difficultés avaient attiré de façon particulièrement poignante notre attention sur la nécessité de s'unir pour survivre. Du reste, j'ai bon espoir que tous, ou tout au moins certains d'entre eux nous rejoindrons incessamment.

Je suis embarrassé de devoir mettre un terme à ce que nous avons commencé depuis hier ou avant-hier avec tant de joie, avec tant de bonheur, mais hélas ! Les bonnes choses ont aussi leur fin, et il va falloir finir, il va falloir conclure.

Je voudrais à cet instant dire que notre communauté, la CEAO, a regagné en vitalité, en dynamisme. Notre communauté a regagné un espoir, de par la qualité de nos travaux. Les résultats qui ont été présentés tout à l'heure dans le communiqué final traduisent une part, mais seulement une part de ce que nous sommes décidés à partir de maintenant à faire pour cette CEAO.

Ses vertus, ses compétences, ses capacités sont nettement établies, son développement, son élargissement progressif également, car maintenant nous sommes passés de 6 à 7 membres, témoignage de l'intérêt que de plus en plus, d'autres États africains accordent à notre CEAO. Les travaux n'auraient pas pu se tenir dans les conditions que nous connaissons, nos conclusions n'auraient pas pu sortir malgré les séances marathon auxquelles nous avons été soumis, si chacun de vous ne m'avait permis, ne m'avait donné la possibilité de conduire les débats au rythme que j'ai estimé être le meilleur pour pouvoir respecter vos calendriers respectifs qui sont extrêmement chargés. Comme nous avons gagné du temps et combien nous avons été efficaces ! Mais c'est le lieu de souligner avec force la qualité du travail que la commission de mise en œuvre de nos propres directives a pu produire. Cette commission, que la presse a déjà baptisée "les incorruptibles", et je pense qu'ils ont bel et bien mérité ce qualificatif, a parfois dans l'adversité, souvent dans l'incompréhension, mené un travail harassant, un travail ingrat. En effet, rien de plus difficile que de se livrer à la critique des autres, rien de plus difficile que d'ambitionner la reconstruction de ce que l'on a entrepris de détruire. Et cependant ils sont parvenus à nous proposer en des termes clairs, en des termes simples, des voies pour refaire la CEAO en la purifiant, en la débarrassant de tout ce qui entrave sa marche radieuse. Cette commission est digne d'intérêt et nous souhaitons qu'après la CEAO, cette même commission puisse offrir ses services à d'autres organisations sœurs qui en ont certainement bien besoin. Les mérites reviennent à vous, messieurs les chefs d'État qui aviez choisi parmi nos

collaborateurs les plus efficaces, les plus avertis pour mener ce travail, ce travail de qualité que bientôt à Nouakchott, nous aurons l'occasion d'adopter définitivement, car il faut adopter ces travaux, amendés certainement de nos observations pertinentes mais respectées dans leur forme essentielle.

Je voudrais également vous remercier pour les efforts que vous avez autorisés afin que la CEAO aille toujours de l'avant dans son assainissement. Et cet assainissement est rendu nécessaire par ce qui nous saute aux yeux, à savoir certaines médiocrités qui avaient côtoyé dangereusement la qualité, le sens de l'honneur, de la dignité, le sens du bien collectif que nous avons voulu installer ici à la CEAO. Cette médiocrité qui se traduit, qui s'exprime parfois par des attaques sourdes entre agents, entre travailleurs de la CEAO, nous l'avons combattue, nous l'avons dénoncée et je suis persuadé que nous irons toujours plus loin pour que les hommes de qualité qu'il y a à la CEAO puissent toujours trouver, de la part des chefs d'État de la CEAO, du soutien nécessaire pour leurs actions, ils en ont besoin et ces hommes-là existent et nous devons à tout moment les encourager.

S'agissant du contentieux du FOSIDEC, notre victoire contre le vol a été d'affirmer la collégialité, la solidarité des sept États ; sept États décidés à combattre vigoureusement la pratique qu'aujourd'hui nous dénonçons et que l'on se plait à qualifier "d'affaire Diawara". Cela a été une victoire car, comme vous le savez, certains ont essayé de naviguer entre les eaux contradictoires, de supputer et de vouloir exploiter ce qui aurait pu être des contradictions entre nous. Hélas pour eux ! et heureusement pour nous, l'entente est totale. Ensemble nous avons réaffirmé notre conviction, notre foi que les Tribunaux populaires de la révolution devront aller jusqu'au bout, envers et contre tout pour châtier ceux qui ont volé, pour moraliser ceux qui attendent de l'être pour ramener ici les 6 milliards et demi, si tant est que nous puissions récupérer quelque chose.

Mais nos assises ont connu le succès dont nous nous félicitons grâce à la participation de ces nombreux invités qui ont accepté de faire le déplacement de Ouagadougou, qui ont accepté de venir être témoin avec nous de ce qui se construit pour demain, qu'ils en soient tous remerciés. Qu'ils soient remerciés au nom des 40 millions d'habitants de la CEAO. Qu'ils soient remerciés également pour les contributions qu'ils nous ont annoncées, qu'ils soient remerciés pour les efforts qu'ils ont déjà déployés et qu'ils soient remerciés pour ce qu'ils feront pour nous dans le futur, car ils restent pour notre CEAO des partenaires privilégiés. Ces résultats, nous les avons également et surtout obtenus grâce à vous-même messieurs les chefs d'État. Et c'est pourquoi il me plaît de souligner la part importante que la République togolaise a eu à prendre au long de ces travaux pour ce succès. Le président Eyadéma, l'homme de la paix, cet homme de la paix qui, s'il est absent de corps, reste néanmoins présent parmi nous en la personne de son ministre, mais également de par cet esprit tout à fait africain qui l'anime. Et nous saluons donc le président Eyadéma.

Nous saluons également le président Abdou Diouf qui nous a assisté de ses conseils, qui nous a entouré de son attention particulière. Comment évoquer le nom de ce grand africain sans penser à la peine qu'il se donne pour la cause africaine ? Celui qui tout au long de son mandat de président en exercice de l'OUA parcourt notre Afrique et va au-delà de l'Afrique à la quête de tout ce qui peut contribuer à nous débarrasser de l'oppression, de l'exploitation, de tout ce qui peut nous aider à en finir avec l'apartheid et de tout ce qui peut nous permettre de ramener partout en Afrique la paix là où elle n'existe pas encore. Eh bien, que le président Abdou Diouf soit remercié, lui dont les voyages à

l'étranger ne sont plus un événement : le seul événement aujourd'hui, c'est quand le président Abdou Diouf rentre au Sénégal.

Le président Mathieu Kérékou de la République populaire du Bénin nous a fait l'honneur de venir, de revenir ici au Burkina Faso. Révolutionnaire vigilant, anti-impérialiste convaincu et conséquent, le président Mathieu Kérékou a toujours su prendre la parole, a toujours su s'engager dans les combats les plus justes et les plus dignes de l'Afrique. Sa présence parmi nous est un levain supplémentaire pour les luttes que nous-mêmes engageons ici et pour les espoirs et succès que nous souhaitons pour son pays, son peuple et pour notre peuple comme pour tous les autres peuples d'Afrique. Qu'il soit remercié.

Je voudrais également remercier le président Moussa Traoré qui a accepté de faire le déplacement de Ougadougou, qui a accepté de venir fraterniser avec nous dans ce cadre qui s'appelle la CEAO, mais également rencontrer le Burkina Faso ce pays frère. Je voudrais donc demander au président Moussa Traoré qui va dans quelques instants devoir nous quitter, qu'il transmette au peuple malien, aux Maliennes les sentiments de fraternité, de joie et d'allégresse que le peuple burkinabè a éprouvé en le voyant passer dans les rues de Ouagadougou. Lui que nous accueillons comme un hôte burkinabè ; le président Moussa Traoré sera notre messager auprès du peuple malien pour lui dire ce que nous sentons et que nous n'avons pas fini d'exprimer tout au long de son séjour trop bref, et nous savons qu'il reviendra.

Le président Lansana Conté malgré ses multiples tâches, ses multiples occupations, malgré tout ce qui le retient à Conakry a accepté le déplacement de Ouagadougou. Il a accepté de faire le déplacement pour venir apporter à ses frères chefs d'État, le soutien de la Guinée ; la Guinée qui a déjà frappé aux portes de la CEAO et qui bientôt va entrer. Nous connaissons également toute la sympathie qu'il a pour le Burkina Faso et nous ne manquerons pas en retour de lui exprimer ce que nous éprouvons pour le peuple guinéen. Le président Lansana Conté a relevé des défis contre lesquels seul le courage, seules la détermination et la seule foi en un peuple qui lutte, peuvent permettre d'escompter des victoires certaines. Que le président Lansana Conté et son peuple soient remerciés et félicités.

Le président Seyni Kountché n'est pas là. Nous savons pourquoi. Mais sachez également que son absence a été vivement regrettée. Son absence a été vivement regrettée en raison des liens particuliers qui le lient à nous-mêmes ; en raison également de la clairvoyance, de la sagesse dont il aurait pu nous faire bénéficier s'il avait été présent. Mais heureusement qu'il s'est fait représenter par son Premier ministre. Un homme dont la pondération, un homme dont la perspicacité ne cessent de nous étonner, mais ne cesseront également de constituer pour nous, pour nous tous des gages pour la qualité d'autres travaux, d'autres efforts que nous aurons à entreprendre ensemble. Que le Premier ministre, le président Seyni Kountché et le peuple nigérien soient remerciés.

M'adressant à mon frère et ami Maaouya Ould Taya, je voudrais le féliciter au moment même où il va prendre les fonctions de président en exercice de la CEAO et de l'ANAD (pour l'instant je suis encore le président en exercice de la CEAO et de l'ANAD). Je voudrais le féliciter parce que je sais que le choix des chefs d'État a été un choix lucide, clairvoyant, à la hauteur des mérites de l'homme, à la hauteur des capacités de l'homme, à la hauteur également du soutien que le peuple mauritanien tout entier apportera à ce frère, à ce combattant. Je voudrais le féliciter parce que je sais par avance qu'il enregistrera des victoires éclatantes pour notre communauté. Je sais par avance

qu'il pourra parachever ce que d'autres ont commencé avant lui, et qu'il ouvrira d'autres voies à notre communauté. Mais je voudrais être sincère avec mon frère Ould Taya et lui dire que je le plains également.

Je le plains parce que je sais que si un certain nettoyage a été entrepris ici à la CEAO, il reste que la mauvaise herbe repousse trop vite et qu'il aura à revenir très souvent à Ouagadougou pour continuer et pour parachever le ménage tant que la CEAO en a besoin. Je le plains parce que le temps qu'il a pu consacrer à la Mauritanie sera quelque peu détourné maintenant pour la CEAO mais nous en serons les bénéficiaires. Mais je le sais déjà prêt pour le combat de la CEAO et je voudrais féliciter et encourager le président Taya.

Enfin, je voudrais féliciter et remercier le président Houphouët Boigny qui a fait le déplacement de Ouagadougou après – je crois – plus de 15 ans qu'il avait quitté notre pays et disait-on, il avait promis de ne plus jamais y revenir. Mais nous avons amené ici le président Houphouët Boigny et le voilà ! Nous l'avons amené ici pour lui dire que nous savons qu'en 1946 un Africain impertinent, turbulent, irrespectueux à l'égard des Blancs, a eu à tenir des propos particulièrement violents et durs ; cet Africain-là a puisé la source de son énergie, la force de son combat ici au Burkina Faso. C'est pourquoi, de même l'eau revient à sa source, de même que l'oiseau aussi haut qu'il puisse monter, revient forcément sur terre, le président Houphouët Boigny qu'il le veuille ou pas ne pouvait pas ne pas revenir au Burkina Faso. Je le remercie donc pour tout ce qu'il a fait pour la CEAO, pour l'ANAD, tout le soutien qu'il nous a apporté et je lui demande de transmettre au peuple ivoirien frère, les sentiments d'amitié du peuple révolutionnaire du Burkina Faso. Que le président Houphouët Boigny soit remercié.

Le secrétaire général de l'ANAD, le général de brigade Jean Gomis est un habitué de Ouagadougou. Nous l'avons vu ô combien de fois dans cette ville ! Lui qui inlassablement a mené tous les combats, que l'ANAD connaisse la vitalité dont il a besoin. Le secrétaire général de l'ANAD mérite toutes nos félicitations et nos encouragements.

Enfin m'adressant à Monsieur Drissa Keita notre frère et ami, je voudrais le féliciter pour la hauteur de vue au moment où son pays décide de le rappeler très certainement pour de hautes fonctions ; je voudrais le féliciter ; je voudrais surtout dire qu'entre l'homme Drissa Keita et le Burkina Faso s'est instauré un climat sombre, triste, à un moment donné. Autant nous ne pouvons proclamer que demain nous ne rencontrerons pas d'autres difficultés, autant nous pouvons affirmer aujourd'hui que nous sommes capables de surmonter, de dépasser tout ce qui nous oppose à ce frère africain. Et c'est pourquoi nous avons décidé, au Burkina Faso souverainement, de lever temporairement la mesure qui frappait Monsieur Drissa Keita, et c'est pourquoi nous lui avons permis de venir assister à ces assises ; mais nous allons plus loin. Monsieur Drissa est ici chez lui au Burkina Faso et il n'existe plus de mesure le déclarant *persona non grata*.

Monsieur Drissa Keita est notre frère, notre ami car, pour ne pas être en contradiction avec nous-mêmes, nous devons nous souvenir que nous avions déclaré ici à Ouagadougou le 3 janvier 1986 que chaque Burkinabè devait avoir pour ami un Malien. Et Monsieur Drissa Keita est chez lui et est l'ami de tous les Burkinabè.

Messieurs les représentants, honorables invités, votre séjour aura été bref mais fructueux. Au nom du peuple burkinabè, je vous remercie tous, je vous donne rendez-vous à d'autres rencontres dans cette ville, dans cette ville de l'espoir, dans cette ville africaine et c'est pourquoi j'ai foi que chacun des États qui a reçu de la part de la ville de Ouagadougou une parcelle de notre terre libre

et digne du Burkina Faso, mettra cette parcelle en valeur pour que chaque fois que l'on se rendra ici et qu'en marge des chancelleries, l'on puisse se sentir comme au Sénégal, au Togo, au Bénin, en Mauritanie, en Côte d'Ivoire, au Mali, en Guinée, au Niger. Eh bien, Messieurs les chefs d'État, le maire de la ville vous attend pour vos investissements prochains.

La patrie ou la mort, nous vaincrons !

Je vous remercie. »

Discours de clôture de la première conférence nationale des CDR - 4 avril 1986

« Chers camarades,

Chers amis invités,

Nous voilà au terme d'un dur labeur. Nous voilà au terme d'une épreuve particulière, la première du genre, durant laquelle les Comités de défense de la révolution ont volontairement, consciemment accepté de se remettre en cause. Pendant des jours et des nuits, ils ont siégé sans désemparer dans un esprit de critique et d'autocritique, pour examiner leur action depuis plus de deux ans et demi de révolution au Burkina Faso. Le principe en lui-même est une victoire. Victoire, en ce sens que seules les révolutions acceptent de se remettre en cause, seules les révolutions acceptent de faire le point critique de leur combat ; à la différence de la réaction qui passe le temps à se faire des louanges et des éloges pour aboutir à un échec fatal [*Applaudissements*].

Camarades, je voudrais tout d'abord demander à toutes les délégations étrangères qui n'ont pas pu être représentées ici, de bien vouloir comprendre et excuser cette démarche : si nous avons estimé que cette première Conférence nationale des CDR devait se dérouler pratiquement à huis clos, à savoir entre Burkinabè exclusivement, cela ne veut pas dire que nous méconnaissions l'internationalisme qui nous lie aux autres luttes. Je suis persuadé que nous bénéficierons de leur indulgence, de leur compréhension.

En effet, partout dans le monde, des messages avaient été préparés pour nous être envoyés. On voulait nous envoyer également des délégations. Nous demandons à tous les pays amis, à toutes les révolutions sœurs qui, dans la compréhension, ont bien voulu retenir l'envoi de leurs délégations, nous leur demandons de transmettre à leurs militants le salut internationaliste des Comités de défense de la révolution du Burkina Faso [*Applaudissements*].

Je voudrais remercier les Pionniers qui se sont présentés, et qui ont animé de bout en bout cette première Conférence nationale.

Les Pionniers constituent pour nous l'espoir, l'espoir de demain. Ils symbolisent et représentent l'avenir dans le présent. Mais en même temps, ils indiquent à chacun de nous notre tâche quotidienne, à savoir que leur devenir, leur évolution, dépendent étroitement de notre prise de conscience, de la façon avec laquelle nous assumerons nos responsabilités face à ces jeunes révolutionnaires. Nous n'avons pas le droit, en tant que révolutionnaires, de considérer que les Pionniers doivent être tenus en marge de l'action révolutionnaire, et n'être intégrés à notre action qu'une fois l'âge de 18 ans atteint.

Partout où des révolutionnaires sont concernés directement par la vie de ces Pionniers, ils devront prendre leurs responsabilités : encadrer, éduquer, conscientiser ces jeunes enfants afin qu'ils grandissent en révolutionnaires, qu'ils vivent en révolutionnaires et meurent en révolutionnaires. [*Applaudissements*]

Ainsi donc, comment ne pas féliciter, comment ne pas admirer ces jeunes enfants : l'orchestre la Voix des pionniers de Bobo-Dioulasso, les Petits chanteurs aux poings levés de Ouagadougou, les Petits danseurs du secteur 27 de Ouagadougou et du secteur 6 de Banfora qui se sont produits tout à l'heure !

Comment ne pas être encouragés ! Nous savons, dès lors que nous les voyons se produire, se manifester, que notre culture est en de bonnes mains. Si seulement chacun de nous, à l'âge où nous étions comme ces enfants, avait appris, et la musique, et la maîtrise de notre culture, aujourd'hui Mozart serait une piètre célébrité à côté de nous. Hélas, nous avons grandi avec des défauts. [*Applaudissements*]

Je remercie également l'Union nationale des anciens du Burkina pour sa participation à cette première Conférence nationale des CDR du Burkina Faso [*Applaudissements*].

L'Union nationale des anciens du Burkina Faso nous apporte une contribution importante. Elle est très importante parce que, tactiquement, nous savons que si nous, nous ne mobilisons pas les anciens, nos ennemis les mobiliseront contre nous. [Applaudissements] Tous les réactionnaires, tous les contre-révolutionnaires nous invitent à laisser les anciens de côté afin qu'ils puissent les mobiliser contre nous. [*Vifs applaudissements*]

Eh bien ! Camarades, ne faisons point le jeu de la réaction et de la contre-révolution. Ne faisons point le jeu du populisme et, au contraire, disons-nous qu'il ne doit pas y avoir au Burkina Faso un être humain, quel que soit son âge, qui n'ait été mobilisé. Nous en avons besoin. Et puis, il me faut quand même dire à nos chers camarades anciens que, s'il est vrai que la neige sur le toit n'implique pas qu'il ne fait pas chaud à l'intérieur, il faut comprendre qu'à l'intérieur même des anciens se trouvent des tortues à double carapace [*Applaudissements*].

Il se trouve à l'intérieur des anciens des hiboux au regard gluant [*Applaudissements*], c'est-à-dire un certain nombre de caméléons équilibristes qui pensent et estiment que, comme au jeu de dames, la révolution vient de faire une ouverture très dangereuse, dont ils vont profiter pour s'installer afin de retrouver leur sport favori : les intrigues, les complots, les règlements de comptes, les dénigrements, les calculs et que sais-je encore !

Il appartient d'abord prioritairement aux anciens de démasquer et de combattre ces mauvais anciens [*Applaudissements*]. Si après avoir croisé le fer contre ces mauvais anciens qui, généralement, sont tenaces parce qu'ils ont le cuir dur [*Rires*], les bons anciens n'ont pas réussi, qu'ils fassent appel aux CDR. Qu'ils nous accordent la permission : nous saurons ce qu'il faudra faire. N'est-ce pas, camarades, n'est-ce pas ? « Oui » [*Applaudissements*]. Soyons donc vigilants.

Nous remercions également l'Union des femmes du Burkina [Applaudissements], dont le silence à l'ouverture de la première Conférence nationale des CDR a été particulièrement bruyant et remarqué. [*Applaudissements*]

Organisation de masses, tard venue par rapport à d'autres, elle n'est pas pour autant en marge de notre marche victorieuse, et nous faisons confiance à l'UFB pour que toutes les femmes, toutes nos femmes, toute femme et toutes les femmes du monde entier soient mobilisées. La tâche est donc dure.

Je félicite le Secrétariat général national des CDR pour l'important travail d'organisation qui vient d'être accompli [*Applaudissements*].

Je le félicite d'autant plus qu'il n'était pas certain que nous puissions organiser, de façon aussi minutieuse et dans des délais aussi courts, une réunion aussi importante.

Notre quotidien, le Sidwaya, a même, dans un écart d'impertinence, osé dire du mal du Secrétariat général national des CDR. Le Secrétariat général des CDR répondra en temps opportun à cet intrus de Sidwaya [*Applaudissements*].

Eh bien ! Je félicite tous les organisateurs, tous ceux qui sont venus de toutes les provinces pour cette grande manifestation, parce qu'encore une fois nous venons d'inscrire une victoire à notre actif.

Souvenez-vous, après la célébration du premier anniversaire de la Révolution démocratique et populaire, le 4 août 1984, la réaction, la contre-révolution, chantant en chœur, avait dit que nous avions dépensé des milliards et des milliards pour organiser cette fête ; tellement la fête avait été grandiose et belle ! Affolés, ces messieurs ne pouvaient pas imaginer que la capacité des révolutionnaires était de nature à pallier, et même à dépasser, le manque de moyens !

Depuis, ils ne parlent plus de milliards dépensés. Au contraire, lorsqu'ils entendent que nous organisons une manifestation, ils sont pris de panique et tentent du mieux qu'ils peuvent de la saboter.

La dernière Conférence au sommet des chefs d'États de la Communauté économique de l'Afrique de l'ouest a été un succès éclatant pour la Révolution démocratique et populaire [*Applaudissements nourris*]. Elle a été un succès, non pas parce qu'on nous a apporté beaucoup de moyens, mais parce que les révolutionnaires se surpassent lorsqu'on les attaque. Et nous avons été attaqués, vous le savez très bien ! [*Applaudissements*]

Nous avons forcé l'admiration, même de ceux qui ne voulaient pas venir. Mais ils sont venus malgré eux, ici même à Ouagadougou. [*Applaudissements*]

Le dernier Tribunal populaire de la révolution, le quinzième du genre, a été, lui aussi une consécration internationale de cette juridiction révolutionnaire [*Applaudissements*]. Nous avons jugé et condamné des malfrats internationaux ! [*Applaudissements*] Nous avons osé faire ce que beaucoup n'ont pas osé faire. Nous avons donc installé glorieusement les TPR parmi les formes de juridictions dont les peuples ont réellement besoin. Nous sommes heureux de constater que notre exemple suscite çà et là des tentatives d'imitation [*Applaudissements*].

Ailleurs, on veut également juger et condamner, et nous savons que partout on pourra juger, partout on pourra condamner. Mais la différence se situera toujours entre la vérité, toute la vérité que l'on osera dire, et la demi-vérité que l'on sera obligé de proclamer, parce que... on est peut-être soi-même impliqué ou, en tout cas, on anime un régime réactionnaire, corrompu [*Applaudissements*].

Avez-vous déjà vu un chat demander un certificat de bonne moralité pour son fils ? [*Rires, applaudissement*] Lui-même, il est voleur. Mais, enfin, on sait que même les chats essaient de prendre des mines de personnes sérieuses.

Nous mettons en garde les imitateurs. Ils nous suivent, ils nous imitent, mais il reste un secret, un seul secret, celui qui nous permet de franchir les grands obstacles, et que eux ne détiennent pas, et qui précipitera leur chute. [*Applaudissements*]

Camarades, lorsque cette Conférence nationale des CDR a été convoquée, beaucoup de choses ont été dites ici et ailleurs. L'on a dit que ce serait l'occasion de tout dire. Par « tout dire », certains entendaient également par-là que ce serait l'occasion pour eux de régler certains comptes avec certaines personnes. D'autres disaient aussi que cette Conférence nationale des CDR allait être une simple mascarade pour faire semblant de donner la parole au peuple mais, en réalité, pour empêcher que la vérité ne transparaisse. Pendant et même à l'heure où je vous parle, des participants à cette Conférence estiment que c'est plus qu'une mascarade puisqu'on ne leur a pas donné la parole !

Il y avait plus de 1 310 délégués et rien qu'en donnant 10 minutes à chaque délégué faites le calcul, les matheux, ça aurait fait plus de 10 jours d'affilée à écouter rien que les interventions. Manifestement cela aurait été impossible ! On a dû donc procéder par synthèses. Mais je dois reconnaître que la synthèse des synthèses a parfois dénaturé certaines pensées. Certains propos, certains points de vue ne s'expriment plus entièrement et convenablement dans ce qui est présenté en dernière analyse, en dernière mouture.

Ce sont, hélas là, les règles normales d'un travail qui veut s'adresser au plus grand nombre, et non pas simplement se limiter à une minorité.

Mais, c'est pourquoi, d'ores et déjà, j'invite le Secrétariat général national des CDR à prendre toutes les dispositions afin que, périodiquement, par exemple par trimestre, des sessions se tiennent à travers le pays entre le Secrétariat général national des CDR et les principaux représentants des CDR. Ce qui permettra d'entendre davantage ce que pense chacun et faire en sorte que, lorsque nous serons obligés de synthétiser des pensées, nous ne soyons pas amenés à les déformer malgré nous [*Applaudissements*].

Mais, l'on a pensé que cette première Conférence nationale des CDR avait été convoquée pour définitivement enterrer les CDR. C'est vrai, il y en a qui sont venus ici pour présenter leurs condoléances au Secrétariat général national des CDR. Condoléances qui, comme dans bien des cas, ne seront que des formes d'hypocrisie parce qu'en réalité, beaucoup étaient venus pour fêter la disparition de ces fameux CDR.

Pourquoi les CDR ?

Historiquement, vous savez que rien n'est plus faux que de dire que les CDR ont été créés au lendemain du 4 août 1983. Les CDR ont été créés avec les premiers coups de feu qui ont été tirés ici. Les CDR ont été créés le 4 août 1983, précisément [*Applaudissements*].

Les CDR sont nés dialectiquement en même temps que la révolution au Burkina Faso [*Applaudissement*]. Parce que... à l'instant même où nous avons prononcé le mot révolution dans ce pays, la nécessité de la défendre s'est faite sentir, et celui qui parle de révolution sans prendre les dispositions pour protéger cette révolution commet une grave erreur et méconnaît les capacités de lutte, les capacités de destruction de la réaction.

Pour notre part, nous avons invité le peuple dans la nuit du 4 août, à se constituer partout en Comités de défense de la révolution parce que nous ne nous faisions pas d'illusion : la révolution allait être attaquée. Elle l'a été, elle l'est et elle le sera. Donc, les Comités de défense de la révolution l'ont été, le sont et le seront [*Applaudissements*].

Rien de ce qui a été fait de positif sous la révolution n'a pu être réalisé sans les CDR.

Nous savons que nous, CDR, nous ne sommes pas parfaits. Nous le savons, mais nous continuons de rechercher dans ce monde les exemples de perfection. Nous CDR, avons eu à exercer le pouvoir populaire. Sur le plan politique, sur le plan économique, sur le plan militaire, sur tous les plans de la vie nationale, à tous les niveaux de la vie des Burkinabè, nous, CDR, sommes impliqués directement. Il est donc important que nous comprenions que la marche correcte des CDR a une conséquence bénéfique et heureuse pour chacun de nous. Se détourner des CDR, c'est se faire à soi-même du tort ; à moins que l'on ne soit en mesure de quitter le Burkina Faso. Nous avons besoin des CDR et nous aurons toujours besoin des CDR quelle que soit la forme qu'un jour ils pourraient prendre.

Nous constatons qu'au Burkina Faso, lorsque certains étrangers arrivent, ils considèrent ce pays comme divisé en deux : il y a le Burkina Faso normal avec un drapeau, un hymne, des bureaux, une administration, des structures de fonctionnement, c'est-à-dire le Burkina Faso qui connaît les bonnes règles, qui porte les gants blancs, les belles cravates, et que sais-je encore !

Et puis, il y a le Burkina Faso des CDR. Ces CDR-là ! [*Applaudissements*] Et ils nous disent : comme votre pays est magnifique ! Et quel travail colossal vous avez accompli ! Malheureusement, il y a vos CDR-là ! [*Applaudissements*]

Mais que voulez-vous que nous fassions de nos CDR ? Que nous les mettions dans des bouteilles ? Ils sont tellement nombreux que si nous les mettons dans des bouteilles, ils seront dans tous les bars ! [*Applaudissements*]

Même des nationaux, des Burkinabè nous disent : « Ah ! Camarade président, nous sommes, en tout cas, très contents. Ce qui a été fait est magnifique, mais est-ce que vous ne pourriez pas voir du côté des CDR ; [*Rires*] parce que ces enfants-là... ! » J'écoute avec beaucoup d'intérêt leurs propos, leurs conseils et avec le respect dû à la barbe blanche qui parle en ces termes, avant de leur demander : en fait, entre ces CDR et moi-même, quelle est la différence d'âge ? [*Applaudissements*]

Non ! Nous ne pouvons pas accepter de mettre les CDR de côté. Il n'y a pas deux Burkina Faso. Il n'y a qu'un seul Burkina Faso : le Burkina Faso des CDR. Il commence avec les CDR et finit avec les CDR. [*Applaudissements*]

C'est pourquoi, il faut que là où il n'y a pas encore des CDR, qu'ils soient rapidement constitués. Partout où se trouvent des Burkinabè, le premier réflexe doit être pour eux de constituer un Comité de défense de la révolution, parce qu'ils sont et existent grâce à la révolution. Et s'ils ne le font pas, ils vont à l'encontre de la révolution, et il n'y a pas de raison qu'ils bénéficient des bienfaits de la révolution.

À ce sujet, il importe que je dise que nous avons rencontré quelques difficultés dans les Organisations internationales. Les Organisations internationales prétendant ne pas faire de la politique, refusent, s'opposent à ce que les CDR se constituent en leur sein. Eh bien, nous disons que les Burkinabè qui travaillent dans les Organisations internationales, doivent demeurer liés à la révolution par le biais des CDR [*Applaudissements*]. Donc il faut des CDR partout. [*Applaudissements*]

Bref ! Je ne citerai aucun organisme international, mais chacun s'y reconnaîtra. Lorsque nous avons jugé les voleurs de la Communauté économique de l'Afrique de l'ouest, ces bandits, ces truands, ces jongleurs, s'il y avait eu un seul Burkinabè de la CEAO impliqué, pensez-vous que les Comités de défense de la révolution auraient adressé une motion de félicitations à ce voleur-là ? Eh bien ! le CDR qui inspire les TPR est une garantie pour la CEAO, par exemple contre les voleurs ! C'est parce que nous avons les CDR que nous osons poursuivre les méchants, les voleurs. Ça fait longtemps qu'ils palpent les milliards. [*Applaudissements*]

Alors, que ce soit dit une fois pour toutes : toute organisation internationale qui nous acceptera, devra également accepter nos CDR. Bien entendu, nous respecterons les règles, les statuts de fonctionnement de ces organisations internationales. Nous ne nous organiserons en leur sein que dans les limites du possible. Il ne s'agira pas d'aller demander au Secrétaire général de l'ONU l'autorisation de tenir une assemblée générale CDR dans la maison de verre à New York ; ce qui ne serait pas très grave, du reste !

Cette première Conférence nationale des CDR doit contribuer à une plus grande cohésion, à une plus grande unanimité, à une plus grande unité organique au sein des CDR. Cela est très important.

Premier militant CDR que je suis, je n'échappe pas à l'obligation de critiquer fondamentalement, totalement nos CDR ; mais également, je n'hésite pas à leur apporter tout le soutien, tout le renforcement dont ils ont besoin pour continuer à aller de l'avant [*Applaudissements nourris*].

C'est pourquoi nous devons avoir le courage de nous regarder en face. Il y a de mauvais militants CDR parmi nous ! Qu'on ne se le cache pas.

Vous savez très bien qu'au début de la révolution, très peu de gens voulaient venir dans les CDR. Mais dès lors que l'on s'est aperçu que les CDR permettaient de résoudre un certain nombre de problèmes, les vieux magouilleurs ont repris leurs vieux chemins pour se faire élire dans les CDR [*Applaudissements*]. On les voit, lorsqu'il s'agit de la bataille du rail, tourner avec leur voiture ; ils se renseignent : « Est-ce que la télévision va venir ? » [*Rires, applaudissements*]

Dès qu'ils sont sûrs que la télévision va venir, glacières et bières fraîches dans la voiture ils vont là-bas et attendent. Ils tournent, passent et repassent devant le cameraman qui ne semble pas comprendre. [*Rires*] Ils finissent par faire des signes au cameraman et à la foule : « Ah ! les gars, ça travaille... ça fait... depuis des heures que nous sommes là ! Ah oui... ! ». Comme tous les journalistes finissent par leur demander : « Vos impressions ? » Ah ! C'est l'occasion attendue. [*Applaudissements*]

« Oui ! très impressionné, mes impressions sont très bonnes, en tout cas, nous sommes debout comme un seul homme ! ».

Les vieux refrains, vous les connaissez ! On a chanté la même chose à la Place de la révolution précédemment Place du 3 janvier : « Debout comme un seul homme » pendant que certains allaient à gauche, d'autres allaient à droite [*Applaudissements*].

Eh oui ! Ces calculateurs ont compris de quel côté souffle le vent, le vent du pouvoir et ils sont là-bas dans les CDR. On les voit également faisant tout pour se faire élire, pour être responsables.

Je veux dire quelque chose qui risque d'être une arme à double tranchant. Mais je vais le dire quand même parce que c'est la vérité.

Au niveau de la Caisse de solidarité révolutionnaire nous voyons souvent ceci : « Le camarade un tel fait don d'un dixième de son salaire pendant trois mois et demande l'anonymat ».

Eh bien ! Vous savez comment se manifeste cet anonymat ? Le bon camarade, le vaillant militant, ce grand militant, va d'abord voir son ministre de tutelle et lui dit : « Camarade ministre, je fais don d'une partie de mon salaire, mais je demande l'anonymat parce que, moi, j'aime être discret » [*Applaudissements*].

Il va au Secrétariat général national des CDR et il répète : « Je donne, mais je veux l'anonymat ; je veux être discret ». Il va dans son secteur, il dit la même chose. Il écrit au Camarade président une longue lettre pour montrer que depuis la nuit historique du 4 août, lui [*Rires*], tout son carnet de chèques tremble rien que pour la révolution, mais il demande l'anonymat : il signe, il met son nom, son prénom, son secteur, sa date de naissance, le nom de sa femme et de ses enfants [*Rires*]. Il écrit à la Camarade ministre de l'essor familial, il demande l'anonymat. Et maintenant il attend. Un Conseil de ministres annonce que ce camarade a cédé un dixième de son salaire pendant

trois mois et a demandé l'anonymat. Pendant ce temps, toute la ville et, en particulier, « ses électeurs » savent qui est cet anonyme généreux.

Tout cela, ce sont des méthodes utilisées pour se faire élire.

Bien entendu, que personne ne dise qu'à partir de maintenant ce n'est plus la peine d'envoyer quelque chose à la Caisse de solidarité. Il faut continuer à alimenter cette caisse, ainsi que les autres caisses qui ont besoin de beaucoup d'argent, pour aider tous ceux qui critiquent les caisses et qui en profitent cependant [*Applaudissements*].

Le pouvoir politique est utilisé à ce niveau pour les calculs : il y a de mauvais éléments, il faut les extraire. Ces néo féodaux qui sont dans nos rangs doivent être extirpés, combattus et battus. Ils s'installent dans les secteurs, dans les villages, dans les provinces en véritables potentats. Ils sont également très dangereux ; dans leur façon de faire ils sont anarchistes ; régnant et sévissant à la manière des seigneurs de guerre, ils sont fascistes. Ce sont, en dernière analyse, des anarcho-fascistes. C'est une nouvelle race à laquelle nous avons affaire [*Applaudissements très nourris*].

C'est à ce niveau également que les CDR, en particulier dans les services, deviennent de véritables terreurs pour les directeurs. Il y a, à l'heure actuelle, des directeurs de service qui ne peuvent même plus signer un bordereau d'envoi tellement ils ont peur de leur CDR [*Applaudissements*].

Il y a des directeurs de service qui, avant de décider de la peinture qu'il faut mettre sur leur voiture, convoquent une Assemblée générale ; parce que, Camarades, le peuple décidera. Ils ont peur, ils ont peur parce qu'ils ont été terrorisés. Effectivement, ils ont été maltraités, on a menacé de les suspendre, de les licencier, de les dégager, et il faut reconnaître qu'il y a eu à ce niveau des règlements de comptes que nous sommes obligés de réparer aujourd'hui [*Applaudissements*].

Ou bien, parfois, il y a le cas de ces directeurs qui occupent des postes par la magouille. Ils font du porte-à-porte nuitamment pour être directeurs ; par conséquent, ils sont à la merci de ceux-là qui les ont nommés.

Nous avons vu, au niveau politique, des CDR lâches, qui n'osent pas prendre leurs responsabilités. Exemple, les suspensions : « Le camarade Un tel est suspendu pour telle ou telle faute... grave ».

Ce camarade est dans la rue, se plaint, vocifère et menace. Ceux-là mêmes qui ont proposé sa suspension viennent dire : « Ah ! tu sais, nous-mêmes, nous n'étions pas au courant » [*Applaudissements*].

Cette lâcheté, il faut la combattre.

Des CDR, lorsqu'ils sont menacés, courent au Secrétariat général national des CDR pour dire : « Nous sommes attaqués par un groupe de fascistes, par des populistes, par des contre-révolutionnaires, par des réactionnaires ». Non ! Il leur appartient de faire face à leurs ennemis là où ils sont [*Applaudissements*].

Poursuivons ! Nous sommes obligés de résoudre à Ouagadougou des problèmes qui opposent nos CDR à des contre-révolutionnaires à des milliers de kilomètres d'ici. Il s'agit là d'une mauvaise compréhension du rôle du Secrétariat général national des CDR. Certains n'hésitent pas à traverser la Méditerranée, la mer Caspienne, le Sahara même pour venir jusqu'à Ouagadougou, poser leurs problèmes. Non ! C'est là-bas, au Trocadéro ou dans le 19ème [arrondissement de Paris], que vous devez vous battre et triompher. Ce n'est pas ici ! Le combat au secteur 26 n'est pas le combat des camarades qui seraient à Leningrad ou à Bouaké.

Sur le plan militaire, les CDR ont été très souvent truffés de gens incompétents. La compétence ne se résume pas à prendre les armes et à bien les manier, parce que s'il n'était que question de dextérité, d'adresse avec les fusils, il suffirait d'aller à la maison d'arrêt de Ouagadougou, on trouverait là-bas des gens très adroits. S'il n'était que question de savoir-faire, d'intelligence, il ne resterait plus qu'à demander à Moussa N'gom d'être le Délégué aux affaires économiques des CDR, parce que Moussa N'gom, comme vous le savez, est très fort ; son patron [Mohamed] Diawara pourrait être Secrétaire général national des CDR ; [Moussa] Diakité, lui s'occuperait des questions sociales [*Applaudissements très nourris*].

Bien ! Nous avons eu beaucoup d'accidents. Ces accidents ne sont pas le fait de l'insuffisance de la formation car, je tiens à le préciser tout de suite, nous n'avons pas eu plus d'accidents avec les armes chez les CDR qu'il y en a eu chez les troupes régulières ici au Burkina et à l'étranger. Chaque année, dans toutes les armées du monde, il y a des accidents qui se produisent. On n'en parle pas. Il y a des gens qui meurent, des parachutistes, des pilotes... Lorsque l'avion français est tombé à Bangui, combien de morts cela a-t-il fait ? En tout cas, beaucoup. Alors, était-ce un CDR celui-là ? Voyez-vous, les accidents, il y en a partout. Quand Challenger [la navette spatiale] a explosé, des gens sont morts ! Ce sont des accidents, ça arrive, même à la NASA ! Les accidents, ça arrive partout.

Ce qu'il faut condamner plutôt, ce sont les mauvais éléments, et nous en avons dans nos rangs. Il faut les combattre, car pour s'exhiber, ils arborent tout un arsenal d'armes comme s'ils en avaient besoin, comme s'ils étaient les adjoints de Himmler. Non ! Ceux-là, il faut les mettre de côté. Les accidents proviennent bien souvent d'eux : « Si tu fais ça, je te rafale ». C'est ce qu'il faut condamner, et c'est ce genre de personnes dorénavant que vous devez vous employer à châtier sévèrement. Il en sera ainsi. Celui qui n'est pas sûr de lui, qu'il dépose les armes.

Militairement, nous savons également que, pendant les patrouilles, certains CDR ont fait des choses exécrables, indicibles. Mais comme indicible n'est pas révolutionnaire, il faut tout dire. En effet, des CDR ont profité de la patrouille pour piller. Eh bien, nous les pourchasserons désormais comme des voleurs et nous les abattrons purement et simplement.

Que cela soit clair ! Si nous avons des armes, c'est pour défendre le peuple. Tous ceux qui volent et pillent le peuple seront abattus. Il y a eu même des cas de règlements de compte, il faut aussi le dire, pendant la période du couvre-feu. C'est à dénoncer. Il y a eu des camarades qui, parce que militants CDR, responsables à la sécurité, équipés d'un gros fusil, sans être même sûrs que ça percute, se permettaient tout.

À l'heure où le couvre-feu était à 19 heures, à 19 heures moins 10, ils se pointent chez la camarade et commencent à dire à leurs rivaux, aux autres candidats : « C'est l'heure bientôt ! Il faut partir. Si vous ne partez pas, on vous enferme ». Eh oui ! Il y en a qui ont demandé que le couvre-feu soit toujours maintenu pour qu'ils puissent régner. Eh bien, nous avons levé le couvre-feu pour que nous soyons tous à égalité dans ce domaine, et ceux qui doivent échouer par leur incapacité échoueront.

Toujours sur le plan militaire, nous avons vu des militants CDR mal habillés. Bien sûr le problème de tenues se pose. Il n'y en a pas assez, c'est vrai. Mais le peu que vous avez, vous devez le soigner. Ils sont mal vêtus, négligés, débraillés. Non ! Il faut désormais que tous les responsables CDR

n'hésitent pas à déshabiller séance tenante les militants qui se présenteraient en mauvaise tenue.

Ce sont des signes extérieurs d'une incapacité à s'organiser.

Nous avons vu des CDR arrêter, enfermer, puis dire : « C'est ça, c'est le règlement, c'est la justice : on va te manœuvrer ! » Non ! Chaque Burkinabè a droit à la protection des CDR, et la permanence CDR ne doit pas être un lieu de tortionnaires mais au contraire une permanence où se retrouvent des responsables qui dirigent, qui organisent, qui mobilisent, qui éduquent et luttent en révolutionnaires.

Mais il peut arriver qu'on éduque dans la fermeté, alors, il faudra de la lucidité dans la fermeté. Cependant, les abus de pouvoir doivent être considérés comme étrangers à notre lutte.

Sur le plan économique et social, là aussi ils sont nombreux, très nombreux, les militants qui programment des activités de construction par exemple, mais qui sont, eux, assis à côté. Ils font travailler les masses ! Leur propre paresse transparaît au point que les masses sont, elles-mêmes démoralisées et démobilisées. Nous devons combattre cela.

De même qu'il y a une gestion anarchique, frauduleuse, gabegique et concussionnaire des fonds qui sont confiés aux CDR, bien souvent. C'est pourquoi il est juste que soient créées des structures de contrôle des caisses. Il faut désormais que l'on sache ce que contient la caisse, ce que l'on a fait de la caisse. Et ce n'est pas assez : beaucoup de personnes se sont enrichies sur le dos des militants en se proclamant militants CDR eux-mêmes. C'est une nouvelle catégorie de voleurs.

Ne pensez donc pas qu'au Conseil national de la révolution l'on n'a pas conscience de ces nombreuses tares, des nombreux défauts qui minent encore nos CDR. Nous en sommes conscients, nous sommes résolument engagés à combattre toutes ces pratiques négatives, néfastes à la révolution. C'est d'ailleurs l'une des motivations de cette Conférence. Le militant CDR doit toujours, et partout, donner le bon exemple. C'est pourquoi en saluant les petits-enfants qui se sont produits tout à l'heure, nous saluons également leurs encadreurs qui ont assuré leur production.

Mais en même temps, nous indiquons que parmi les provinces il y en a qui sont à la traîne. Il y a des Hauts commissaires commandants de cercle, des gouverneurs de régions, certains se croient encore à l'époque de la colonne Voulet-Chanoine ; d'autres se croient à l'époque des collectivités rurales. Tout cela est négatif. Nous devons les dénoncer et les combattre. En tant que Hauts commissaires, nous devons animer nos provinces sur tous les plans ; nous devons donc être énergiques et pleins d'initiatives et soutenir le nouveau et organiser sa mise en valeur.

Si nos trente provinces présentaient trente spectacles comme ceux-là, ce serait bien ! Nous serions bien et très loin. Mais ce n'est pas encore le cas.

Au niveau des services, les CDR fonctionnent encore très mal. Ils fonctionnent très mal parce que, loin de rechercher la qualité du service, loin de rechercher un accroissement quantitatif et qualitatif dans la production des biens sociaux et économiques, nos travailleurs organisés dans les Comités de défense de la révolution sont plutôt occupés à courir derrière les honneurs, à courir derrière les titres et le pouvoir. Cette boulimie du pouvoir doit être combattue [*Applaudissements*]. C'est ainsi que la bureaucratie risque de s'installer dans nos services, dans notre administration si nous continuons de la sorte. Parce que, pour un document donné, vingt-cinq personnes veulent signer « vu et transmis ». « Vu et transmis »... cela n'apporte absolument rien à

la qualité du document, mais chacun veut être sûr qu'il a mis son petit quelque chose [*Applaudissements*].

Cela nous bloque, parce que simplement le militant CDR responsable voudrait qu'en ville, on puisse dire : « Camarade ! Je vous remercie ! Vraiment grâce à vous » [*Rires*], et quand vous ne l'avez pas remercié et que vous n'avez pas été chez lui faire des courbettes, eh bien, il retarde, il bloque votre document à souhait jusqu'à ce que vous compreniez la logique du plus fort.

Ces méthodes-là, nous n'en voulons pas, car le bureaucratisme et les bureaucrates sont les pires ennemis de notre cause, et en tant que tels, nous devons les combattre sans répit avec opiniâtreté dans toutes leurs manifestations.

Nos services sont sales, mal tenus, malgré les Journées révolutionnaires, malgré les Semaines révolutionnaires, bientôt les Mois révolutionnaires, les Années révolutionnaires, et les Décennies, et les Siècles révolutionnaires nous continuerons à avoir des services mal organisés, mal tenus, tant que nous n'allons pas nous mettre face à nos responsabilités en dénonçant ce qu'il faut dénoncer.

J'ai toujours cité en exemple certains services : il y en a qui sont très bien tenus, qui méritent des félicitations, et chacun devra prendre exemple sur eux. Je ne voudrais pas les citer tous. Je ne voudrais pas faire de jaloux, je me contenterai simplement de citer la Présidence [*Applaudissements*]. C'est ce qu'il faut faire ! Comment entrer dans un bureau révolutionnaire et trouver des chaises branlantes, non pas parce qu'elles n'ont pas été achetées neuves, mais parce qu'elles ont été mal utilisées.

On trouve des responsables, des cadres sales, mal vêtus, malpropres comme leurs propres documents [*Rires*] Des dactylographes paresseux, des standardistes étourdis [*Rires*]. Cela n'est pas digne des CDR et nous devons nous corriger. La qualité commence par l'acceptation de la vérité : regardons nos défauts, prenons-en conscience, et prenons l'engagement de nous améliorer. Mieux, en tant que révolutionnaires, nous devons toujours marquer la différence.

Il y aurait beaucoup à dire contre les anciens qui disent qu'ils sont mobilisés au sein de l'UNAB, ou qu'ils sont maintenant dans la révolution mais interdisent à leurs enfants d'aller aux réunions CDR ; contre les maris qui empêchent leurs femmes d'aller à des réunions CDR. Cela aussi doit être dénoncé [*Applaudissements*]. Ou qui les terrorisent !

Maintenant, nous devons passer à une organisation beaucoup plus consciente. Si, aux premiers jours de la révolution, notre mobilisation était un enthousiasme, une euphorie, une fête, de plus en plus nous devons nous organiser beaucoup plus scientifiquement, beaucoup plus méthodiquement, nous corriger à chaque fois pour avancer ! Nous avons en exemple les échecs de certaines organisations de type CDR, sous d'autres cieux les Comités révolutionnaires. Partout où il y a eu des échecs, c'est que la réaction a tendu victorieusement des pièges contre ces autres organisations dans certains pays. Nous devons avoir conscience de nos faiblesses.

C'est pourquoi nous devons continuellement lutter. Nous devons lutter et nous devons avoir à l'esprit que les Comités de défense de la révolution, c'est le courage, le courage politique et surtout le courage face à nos responsabilités. Nous ne sommes pas CDR simplement pour crier des slogans. Nous sommes CDR pour conscientiser, pour poser des actes, pour produire. C'est pourquoi nous devons bannir de nos manifestations les slogans creux, les slogans lassants, inutilement répétitifs et finalement irritants. On arrive à des

manifestations, on vous crie 25 fois « La patrie ou la mort, nous vaincrons ! » ; ça commence à être un peu trop ! [*Rires*] surtout quand ce n'est même pas accompagné d'une belle explication militante. C'est une répétition. Non ! Les CDR-magnétophones, de côté ! [*Applaudissements*]

On improvise des slogans pour meubler le temps. Alors « les voleurs, à bas ! Les menteurs, à bas ! À bas ! » [*Rires*] Ce n'est pas bon ! Nous devons marquer la différence avec les troupes d'animation folklorique.

À certains spectacles, on trouve des scènes grossièrement montées où des camarades se livrent à des danses parfois obscènes, cela également n'est pas révolutionnaire. La révolution doit avoir sa pudeur.

[*Applaudissements*]

Il importe que nous critiquions le manque d'organisation dans nos manifestations. Si dans certains domaines, des victoires ont été remportées, ce n'est pas le cas dans d'autres domaines. Non ! Certaines cérémonies sont lassantes, et sans donner raison aux Ambassadeurs qui sont souvent absents de nos cérémonies, je comprends néanmoins qu'ils ne veuillent pas venir ! Eh bien, il faut écarter, et c'est très important, les formes de louanges qui sont des expressions de réflexes mal étouffés en nous, mal éteints. Par exemple, cette chanson : "Oh CNR, Thomas Sankara qu'il soit toujours le Président", ce n'est pas bon [*Applaudissements*], parce que, quand on est Président, on est Président. On est Président, ou on ne l'est pas [*Applaudissements*].

Il faut que nous soyons clairs. Cette chanson n'est pas bonne. À ce rythme, dans un an, dans deux ans, eh bien nous allons nous retrouver dans certains festivals avec certaines troupes qui sont beaucoup plus entraînées à cela, et puis, peut-être, qui n'auront que ça à faire.

Les Comités de défense de la révolution, c'est la production ! Certes, s'il faut des thèmes de mobilisation, s'il faut des slogans ? Oui ! Il faut des slogans ! S'il faut des images, des symboles de la révolution, pour comprendre ? Oui ! Il en faut. Nous n'hésiterons pas ! Mais nous ne devons pas mettre la forme avant le fond, et la révolution ne se mesurera pas au nombre de slogans et au nombre de ténors, de stentors dans les cris. Ce sera à autre chose, ce sera à la production. Il faut produire, il faut produire et c'est pourquoi, je salue le mot d'ordre de « Deux millions de tonnes de céréales ».

Notre pays produit suffisamment de quoi nous nourrir. Nous pouvons dépasser même notre production. Malheureusement, par manque d'organisation, nous sommes encore obligés de tendre la main pour demander des aides alimentaires. Ces aides alimentaires qui nous bloquent, qui inspirent, qui installent dans nos esprits cette habitude, ces réflexes de mendiant, d'assisté, nous devons les mettre de côté par notre grande production ! Il faut réussir à produire plus, produire plus parce qu'il est normal que celui qui vous donne à manger vous dicte également ses volontés.

À la fête de la Tabaski, à Pâques, à Noël, quand dans les familles on abat les coqs, les dindons, les moutons, on le fait parce qu'on est sûr qu'on a nourri le coq, le dindon, le mouton. On peut l'abattre quand on veut. À Noël, à Pâques, à la Pentecôte ou même pendant le carême. On est libre. Celui qui ne vous a pas nourris ne peut rien exiger de vous. Or, nous sommes là, à nous faire nourrir chaque jour, chaque année et nous disons : « À bas l'impérialisme ! » Eh bien la reconnaissance du ventre est là [*Rires, applaudissements*].

Si, dans notre expression, nous, révolutionnaires, ne voulons pas être reconnaissants, ou en tout cas, si nous voulons mettre de côté toutes les formes de domination, le ventre sera là qui, lui, risque de prendre le chemin de droite,

de la réaction et de la cohabitation pacifique [*Applaudissements*] avec tous ceux qui nous oppriment à travers les graines de céréales déversées ici.

Ne consommons que ce que nous contrôlons ! Il y en a qui demandent ; “Mais où se trouve l’impérialisme ?” Regardez dans vos assiettes quand vous mangez : les grains de riz, de maïs, de mil importés, c’est ça l’impérialisme. N’allez pas plus loin. [*Applaudissements*]

Donc, camarades, nous devons nous organiser pour produire ici et nous pouvons produire plus qu’il n’en faut.

On dit que c’est la sécheresse qui a fait que notre production a baissé. Le ministère de l’Agriculture est là, qui témoigne que même pendant la sécheresse, la production de coton n’a fait qu’augmenter. Pourquoi cela ? Eh bien, parce que la Sofitex paye. Eh bien, nous allons changer de méthodes. Oui, il faut changer de méthodes. Mais la production ne se limite pas seulement aux céréales. I1 faut produire dans tous les domaines, à l’usine, dans les bureaux, et j’invite chacun à la production intellectuelle. La Conférence nationale des CDR a félicité, et elle a raison, tous ceux qui ont écrit, qui ont produit quelque chose sur le plan littéraire, artistique, et dans tous les autres domaines. C’est ça la production, nous sommes des révolutionnaires !

J’ai lu dans un télex, dans une dépêche d’agence, que lors d’un tournoi de tennis de table, le Burkina Faso a été battu par le Nigéria, par le Libéria. J’ai trouvé cela très bien. Il faut que nous soyons encore battus. Mais si nous sommes battus, c’est la faute de ceux qui ne nous ont pas organisés les années passées. Par contre, si dans les années à venir, nous sommes battus, camarades, ce sera de notre faute [*Applaudissements nourris*]. Il faut donc produire, produire et encore produire.

Sur le plan international, beaucoup de choses positives sont dites mais non écrites. Prenons l’exemple des Tribunaux populaires de la révolution. Qui peut nous citer un livre écrit par un Burkinabè sur les TPR ? Le peu qui ait été écrit, a été écrit par des étrangers, des étudiants, des professeurs d’université, des chercheurs.... Pourtant, il y a de grands enseignements que les TPR sont en train de nous donner, que nous ferions mieux de consigner précieusement dans des livres.

Demandez à la Radio diffusion, si elle a encore l’enregistrement du 14ème TPR ? Elle vous dira que la bande, la cassette à été utilisée pour enregistrer le dernier tube de je ne sais quelle vedette.

Ce n’est pas normal. Nous n’avons pas ce réflexe de protéger notre capital intellectuel. Il faut produire davantage. Et puis après tout, nous battons le record en matière de littératures clandestines. C’est au Burkina Faso quand même qu’il y a le plus de tracts, vous le savez très bien ! Cela prouve que nous savons lire et écrire... Mamadou et Bineta sont devenus grands, il y a très longtemps. Ils commencent à être vieux [*Rires et applaudissements*].

Mais camarades, il est important que nous revenions en d’autres occasions sur ce qui n’est pas fait, sur ce qui doit se faire. L’unité, l’unité dans nos rangs ! Unité-critique-auto-critique-unité. Bannissons de nos rangs tous les louvoiements, les calculs insidieux, perceptibles et imperceptibles, qui se trament ; les mots d’ordre téléguidés et télécommandés. Heureusement, la Conférence nous a permis de constater que l’unité s’est renforcée. Ce qui prouve que des éléments sains de tous bords ont œuvré consciemment, loyalement, afin que l’unité se consolide. C’est une victoire. [*Applaudissements*]

Camarades, je vous félicite tous pour l’effort fourni, je vous félicite surtout pour les efforts que vous avez fournis avant cette conférence.

Tout ce que nous avons réalisé au Burkina Faso, sous la révolution, nous l'avons réalisé grâce aux CDR, en premier lieu. Nous avons construit des maisons, des écoles, des dispensaires, des routes, des ponts et des barrages. Nous avons fait de la production intellectuelle, artistique. Bref, nous avons marqué des points. Nous avons, sur le plan économique, financier, budgétaire, réalisé des sacrifices, des efforts et chacun de nous a payé le prix qu'il fallait payer. Je sais que les retenues salariales ne plaisent à personne. Qui, en ce bas monde, est prêt à donner une partie de son salaire, sauf lorsque la nécessité le commande ?

L'univers dans lequel nous évoluons, les forces qui nous entourent ne sont pas pour favoriser un développement indépendant comme le nôtre. Au contraire, tous les pièges nous serons tendus pour que nous soyons obligés de nous prostituer afin d'avoir un semblant de développement.

"Compter d'abord sur nos propres forces" doit cesser d'être un slogan, cela doit nous habiter. Et il faut savoir que nous avons pour principe de toujours compter sur nos propres forces. Parfois cela est dur, et nous entendons çà et là des sirènes défaitistes nous chanter les louanges de l'aide. Assistance, non ! Coopération, oui ! Nous avons besoin de la coopération avec tous les peuples du monde entier, mais l'assistance qui développe en nous la mentalité d'assisté, nous n'en voulons vraiment pas [*Applaudissements*].

C'est pourquoi nous avons fourni, et fournissons des efforts. Ces efforts ont été combattus, dénaturés. Il y a des gens qui ont raconté : « Oui ! Voilà, avec la révolution, les salaires sont bas, le pouvoir d'achat est bas, il y a des gens qui n'ont plus que 20 francs par mois, pourquoi ? À cause du 12ème de salaire, à cause des 12 %, à cause des retenues ». Quand même, camarades, c'est une insulte grossière ! Nous ne pouvons nous laisser prendre à ce piège-là. Quand quelqu'un a 20 francs par mois parce qu'on lui a retenu un 12ème de salaire, 12 pour cent de son salaire, qu'est-ce que cela veut dire ? Ceux qui ont seulement 20 francs par mois parce que nous leur avons retenu 12 %, nous allons leur restituer 100 pour cent de leur salaire. Ils auront donc à la fin de mois 22,40 francs. Mathématiquement c'est ça ! Qu'on ne nous dise pas que le salaire des gens a disparu du fait de l'Effort populaire d'investissement ou des autres retenues ! Les salaires ont disparu à cause de la bière, des brochettes, du luxe insultant, des habitudes de consommation.

Ceux qui roulent dans des voitures hypothéquées, ceux qui jonglent, ceux qui vont chez les marabouts pour multiplier l'argent, ce sont ceux-là qui n'ont plus leur pouvoir d'achat !

Mais néanmoins, la révolution est faite pour nous, et nos efforts sont là pour nous tous. C'est pourquoi d'ores et déjà, je vous annonce que nous devons nous mobiliser pour les réunions budgétaires qui se tiendront. Informez largement nos militants que ces réunions budgétaires seront toujours dans la même direction que ce qui a été fait jusque-là, et en particulier que ces réunions budgétaires auront pour but de souligner les efforts réalisés au profit du peuple. C'est pourquoi, à compter du prochain budget, eh bien, il n'y aura plus d'EPI [*Applaudissements*]. Je vois que vous n'êtes pas contents parce que les salaires seront rétablis. Je le sais. Mais je vous comprends. N'est-ce pas camarades ? « *Oui !* ».

La franchise vous a manqué. Le courage de vos opinions vous a manqué. Eh bien ! Nous rétablirons ces salaires parce que les efforts que nous avons réalisés nous permettent de le faire. Nous voulons être francs envers notre peuple. Ne rien lui promettre que nous ne puissions lui donner.
[*Applaudissements*]

Il y a des pays où l'on promet des augmentations de salaires et on ne paye pas les salaires. Nous, nous vous avons promis de retenir vos salaires ; nous les avons retenus, oui ou non ? « *Oui !* ». Alors nous avons tenu parole ! [*Applaudissements*]

Ce n'est pas pareil, c'est la différence. Lorsque nous disons que nous retenons les salaires, nous les retenons, et cela peut se constater, et si parmi vous il y a un seul dont le salaire n'a pas été retenu, par erreur, qu'il se signale au ministère du Budget [*Rires*]. Ces efforts, le Conseil national de la révolution entend les canaliser pour un meilleur développement de notre pays. Cela est possible, cela est faisable grâce à notre cohésion, au coude à coude. Mais après cette première Conférence nationale des CDR, nous devons apprendre à combattre nos ennemis, sans peur, sans pitié, sans faiblesse, sans sensiblerie inutile ! Toutes les fois que nous nous laisserons attendrir par leurs larmes, c'est nous qui perdrons.

Moussa N'gom a versé des larmes et il a fait pleurer d'autres personnes. Mais lorsque des enfants sont morts ici, à l'hôpital, parce qu'il n'y avait pas de médicaments à 1 000 francs seulement pour les soigner, chacun a compris que 6 milliards et quelques francs, c'était 6 millions et quelques, des fois qu'on aurait pu acheter des médicaments pour soigner des enfants. Les larmes de Moussa N'gom ne peuvent pas nous attendrir [*Applaudissements*], et si parmi vous il y a des cœurs sensibles, inutilement sensibles, sensibles aux effets de la bourgeoisie, de la réaction, de la contre-révolution, qu'ils fassent l'effort de se lever.

Camarades, je félicite tous ceux qui sont venus de loin, notamment de l'Étranger, en dehors du Burkina Faso, pour participer à cette conférence. Je leur souhaite un bon retour dans les pays où la recherche du savoir, en tout cas la recherche d'une capacité de produire davantage pour leur pays, les aura conduits. Je leur souhaite de transmettre à leurs camarades qui y sont, le message du Conseil national de la révolution et les résolutions de cette première Conférence nationale des CDR à laquelle eux-mêmes ont pris part.

Je souhaite bon retour à ceux qui sont venus de nos provinces lointaines ou proches. Bon retour dans leurs foyers. Bon retour dans leurs provinces, pour transmettre le message du Conseil national de la révolution et des Comités de défense de la révolution. Je leur souhaite ce bon retour en les exhortant à la prudence, pour que les accidents auxquels nous avons assisté ne se reproduisent plus, pour que ces accidents ne nous fassent pas perdre des militants, que ces accidents ne nous fassent pas perdre du matériel. Il faut profiter de l'occasion pour dire que nous, Comités de défense de la révolution, nous avons mal entretenu le matériel jusque-là. Nous avons cassé les voitures, les motopompes, les groupes électrogènes, les machines à écrire, les haut-parleurs, les micros, et même les armes. Cela n'est pas normal. Désormais, une meilleure gestion de notre matériel devra se faire comme forme de respect de notre peuple, parce que ce matériel a été acquis par le peuple. Il appartient au peuple, nous devons bien le garder, et ceux qui cassent les voitures doivent savoir qu'ils cassent les voitures du peuple, qu'ils méprisent et insultent le peuple.

Je renouvelle mes félicitations au Secrétariat général national des Comités de défense de la révolution, pour les efforts importants déployés. Le Secrétariat général national des CDR qui, malgré l'adversité, l'ingratitude, le dénigrement, évolue avec efficacité. Une efficacité qui, chaque jour s'améliore [*Applaudissements*]. Eh bien, notre première Conférence nationale des CDR va connaître sa fin, mais elle ouvre en même temps la porte pour d'autres conférences nationales, d'autres congrès, pour un approfondissement de notre

révolution, pour une radicalisation de notre révolution. Alors, je vous invite d'ores et déjà à réfléchir puissamment sur les combats futurs. Je vous invite aussi à pratiquer réellement le bon militantisme, le vrai militantisme, le militantisme conscient et conséquent.

Je déclare close la première Conférence nationale des CDR du Burkina.

La patrie ou la mort, nous vaincrons !

Je vous remercie. » [*Applaudissements, slogans*]

Développement prêt-à-porter : Non ! Développement sur mesure : Oui" Discours du 4 août 1986, An III de la révolution

[Sources : enregistrement audio, et Carrefour africain n° 947]

« Camarades de la Révolution démocratique et populaire,

Chers amis invités, permettez-moi tout d'abord de saluer l'esprit de communion, qui aujourd'hui, au Burkina Faso, unit des hommes et des femmes venus de tout horizon pour dire, pour rire et chanter avec un peuple, la joie, la joie de la victoire, la joie d'être libre, la joie de clamer sa dignité quand autour de soi les vertus s'abattent.

En effet, comment ne pas nous réjouir devant tant et tant d'honneurs que nous font les amis venus de toute part, ces nombreux artistes, dont les chants mélodieux, les rythmes envoûtants, ont consacré Ouagadougou et le 4 août comme une festivité majeure, non seulement dans notre sous-région, mais au-delà de cette zone. Comment ne pas applaudir ces artistes aux muscles puissants, aux valeurs sûres, qui sont venus dans la joie, mais dans l'amitié et la fraternité, se battre pour des victoires de tous, des victoires de l'Afrique, des victoires aussi de l'amitié avec les peuples.

Comment ne pas saluer et remercier tous ceux qui, hommes de plume ou de la caméra, se sont retrouvés ici à Ouagadougou pour entendre, pour voir, mais surtout nous l'espérons pour témoigner des vertus de notre peuple, mais des vertus de tout peuple qui décide de prendre son destin en main.

Comment ne pas saluer ces délégations gouvernementales de si haut niveau venus des pays voisins et même de pays lointains pour vivre avec nous ces courts instants de bonheur, ces courts instants de joie immense, la joie de tout un peuple.

Comment ne pas saluer notre illustre hôte, le camarade Museveni, qui pour sa première sortie a choisi de visiter le Burkina Faso, a choisi de venir vivre, en témoin privilégié, ce dont nous sommes capables mais aussi voir ce que les prolongements d'une action déjà entreprise en Ouganda, permettent de réaliser.

Comment ne pas nous féliciter que parmi nous se trouve aujourd'hui celui-là même qui, sacrifiant sa propre vie, son propre confort, a décidé d'aller contre les bouffons comme les Idi Amin, mais également leurs suppôts, l'impérialisme et le colonialisme qui l'ont installé, maintenu et entretenu [*Applaudissements*].

Mais, chers amis et camarades, comment aussi ne pas nous souvenir de tous ceux qui malheureusement ne sont plus parmi nous, de tous ceux qui, dans le combat quotidien, ont fait le sacrifice suprême et donc ne seront pas là pour compter les victoires avec nous, alors même que, de nous tous, ils ont certainement été les plus méritants, parce qu'ils en ont été les acteurs principaux, et qu'ils nous lèguent le droit, la possibilité d'évaluer ce qu'ils ont fait, ce qu'ils ont initié. En leur mémoire, à la mémoire de tous ceux qui ici au Burkina Faso sont tombés pour la dignité et la liberté de notre peuple, à la mémoire de tous ceux qui, en Afrique, sont tombés pour la liberté, pour la dignité et pour l'amitié entre les peuples, je vous demande d'observer une minute de silence… Je vous remercie.

Camarades,

Le 4 Août est devenu depuis trois ans le plus grand et le plus beau jour pour notre peuple.

Le 4 Août, notre peuple chante ses victoires.

Le 4 Août, notre peuple danse au rythme de ses transformations et à la cadence de ses efforts.

Mais, le 4 Août c'est aussi le moment d'arrêt pour faire le bilan. Les longues énumérations des victoires ne correspondent plus à l'étape actuelle de notre combat révolutionnaire. Il y a deux ans encore, nous étions surpris et émerveillés par nos propres résultats qui semblaient relever du miracle.

Aujourd'hui le Burkina révolutionnaire a dompté le miracle.

[*Applaudissements*]

Nos résultats sont concrets. Insister là-dessus peut faire croire à un manque de confiance en nous-mêmes, au moment où c'est justement la confiance en soi qui s'affirme comme l'acquis fondamental de notre peuple au cours des trois années passées.

C'est la confiance en soi qui nous a permis de prouver que ce n'est pas du nombre de médecins dont on dispose, dans un pays, que dépend la réussite d'une opération commando, comme la vaccination commando qui en 15 jours a immunisé plus de deux millions cinq cent mille (2 500 000) enfants de 7 à 14 ans contre la méningite, la rougeole et la fièvre jaune.

C'est la confiance en soi qui nous a permis de prouver que ce n'est pas seulement à coups de milliards de dépenses que l'on porte le taux d'alphabétisation de 16 à 22% en moins de trois ans.

C'est la confiance en soi qui permet à la Révolution démocratique et populaire de réussir à couvrir chaque année 8 363 hectares de sites antiérosifs contre 1 338 hectares par an de 1960 à 1983, de construire 32 barrages et retenues d'eau par an contre 20 seulement de 1960 à 1983, faisant passer le volume d'eau stockée de 8 millions 700 000 tonnes de 1960 à 1983, à 302 millions 400 000 tonnes sous la révolution en trois ans.

La même philosophie, les mêmes principes de prise en charge organisée de notre destin commun, nous ont permis de lotir et de distribuer 62 000 parcelles de terrains d'habitation en trois ans, contre 60 000 en 23 années.

Sur le plan industriel, onze entreprises en situation difficile ont été restructurées pour sauvegarder 2 575 emplois depuis août 1983.

Nous avons récolté des tonnes de graines, planté des millions d'arbres, construit des milliers de foyers améliorés, tout en combattant farouchement la divagation des animaux.

La seule connaissance des adresses des sièges d'organisations non gouvernementales ne suffit pas pour garantir des victoires comme les nôtres et de réaliser des foyers améliorés en milliers.

Le Burkina Faso montre chaque jour un peu plus, que l'on peut vaincre la faim, la maladie, l'ignorance dans le Sahel en cultivant la confiance en soi au sein des masses populaires mobilisées et organisées au tour d'objectifs clairs et précis.

Nous avons réalisé plus de trente-cinq kilomètres de chemin de fer du Sahel en un an, et l'extraction de l'or, une des autres richesses du Sahel, bat en brèche toutes les estimations des géologues. C'est malgré le dénuement financier, mondialement connu et répété, que notre peuple arrache les victoires, que mêmes nos plus irréductibles ennemis n'osent plus contester.

Ce qui nous a permis de faire la décision, c'est notre peuple mobilisé et organisé au sein des Comités de défense de la révolution. D'abord, c'est la conscience politique, l'école de la gestion rigoureuse dans la sobriété et l'humilité face à nos propres erreurs.

C'est ce qui nous a permis aussi de réussir la mise sur pied d'organisations politiques pyramidales comme les Pionniers, l'Union des femmes burkinabè, l'Union des femmes du Burkina, l'Union nationale des anciens du Burkina qu'il nous faut saluer et encourager dans leurs tâches de consolidation des bases populaires de la révolution.

Nous devons continuer à nous ouvrir à tous les sympathisants de notre révolution, qui doivent devenir des militants actifs grâce à notre travail politique auprès d'eux.

C'est le lieu aussi de rendre hommage aux nombreux amis que compte notre révolution aux quatre coins du monde. Ils sont de toutes conditions et de plusieurs horizons idéologiques, politiques et religieux. Ils ont de la sympathie pour notre pays parce qu'ils croient en l'homme et en la justice. Ils réalisent avec nous la victoire qui rend quotidiennement un peuple heureux. Pour cela ils subissent attaques et sarcasmes.

Mais, camarades, si l'heure est au bilan, il convient surtout de parler de l'avenir. Demain se décide aujourd'hui. Il nous faut prendre aujourd'hui une conscience claire des obstacles énormes à surmonter sur le quadruple plan culturel, social, économique et politique. Notre lutte anti-impérialiste doit cesser d'être une vision de l'esprit pour se matérialiser dans notre vécu quotidien. Cette œuvre ne peut être entreprise avec succès si le Burkinabè ne se défait de tout ce qui anesthésie la pensée, de tout ce qui corrompt et entretient des habitudes acquises dans la vieille société néocoloniale.

Camarades,

Voilà une exigence de la lutte concrète et réelle. Comment s'y soustraire sans apparaître tel le révolutionnaire verbeux, mais craintif et timoré dès que l'on touche à son confort quotidien.

Lorsqu'une société a pris conscience que l'ordre culturel réactionnaire exige la révolution, cette société ne peut plus, ne doit plus tolérer les vestiges qui imposent une opération chirurgicale en profondeur. Une telle société se dicte à elle-même la mission de lutter contre la domination étrangère aux plans culturel, social, économique et politique.

Sur le plan culturel : Dans le cadre de notre lutte et de notre pratique anti-impérialiste, c'est de nos mentalités que nous devrons extirper les schémas de pensée qui, s'ils affirment s'appliquer à notre peuple, font malheureusement des détours à l'étranger vers des espaces culturels totalement différents de nos réalités, quand ce ne sont pas des centres culturels bourgeois capitalistes, porteurs du fléau de la domination impérialiste. Notre anti-impérialisme concret et conséquent sera d'abord la toilette de nos mentalités pour nous débarrasser des réflexes de néo-colonisés, préoccupés de se conformer à des normes culturelles que la domination étrangère nous a imposées.

Sous-développés nous le sommes. Nous ne le sommes que dans notre esprit d'abord. Mais camarades, par rapport à qui, par rapport à quoi sommes-nous sous-développés ?

Nous ne devons pas nous laisser imposer un rythme de marche, un modèle de société que les censeurs impérialistes ont créé pour dompter notre peuple. Ne permettons plus jamais à l'impérialisme de continuer de nous abuser. Ne lui permettons plus de fabriquer chez nous des hommes et des femmes qui, abdiquant toute responsabilité historique, admettent et encouragent que l'on ne réussit dans la société que lorsque l'on peut prouver que l'on est le plus conforme à l'aristocratie étrangère. La culture que notre petite bourgeoisie impose criminellement à notre peuple, c'est la culture occidentale. L'adoption de cette culture occidentale, si elle a des mérites, ne peut être un enrichissement

que si elle est librement, donc sélectivement vécue. Il nous faut alors nous protéger contre la domination culturelle.

Camarades,

Pour l'étape nouvelle qui s'ouvre à nous, le mot d'ordre culturel anti-impérialiste sera : se blinder contre les agressions culturelles.

Sachons donc tirer profit des bienfaits et des mérites des autres cultures. Cela nous épargnera de devoir réinventer la roue au prix de précieux efforts. Mais, que plus jamais personne ne se sente de complexe pour n'avoir pu faire comme le bourgeois de Paris ou le gentleman de Londres si ce n'est le jeune frétillant de *l'american way of life* [*Applaudissements*].

Sur le plan social : Le but fondamental de toute révolution sociale est de changer les conditions de vie, et de travail des masses populaires. La révolution ne saurait changer ces conditions sans s'attaquer aux maux de la société. C'est dans ce contexte qu'il faut situer l'action sociale entreprise par le Conseil national de la révolution. Ces maux que sont la délinquance juvénile, la mendicité, la prostitution qui sont les produits d'un système d'organisation sociale contre lequel nous luttons. Nous ne saurons nous contenter de les dénoncer sans appliquer la thérapeutique nécessaire à ces maux. Certes, d'autres avant nous en ont parlé. Mais la différence entre eux et nous sera que, nous révolutionnaires, nous passerons à l'action. C'est pourquoi le Conseil national de la révolution a déclenché une action vigoureuse à laquelle tout Burkinabè, tous ceux qui vivent avec nous sont conviés et nous devons tous y participer ne serait-ce qu'en changeant notre mentalité de façon à accepter les marginalisés que sont : les délinquants, les mendiants, les prostituées. Ils n'ont pas choisi leur sort. Ils sont des victimes d'un système, des produits d'une organisation sociale égoïste et injuste. Or, la révolution, à la place de l'individualisme et de l'égoïsme, développe la solidarité agissante, la fraternité de classe entre tous les membres de la société. Ce n'est point normal que certains aient une existence garantie et cherchent même à l'agrémenter, et qu'une autre fraction du peuple, longtemps marginalisée, cherche encore son droit à l'existence.

Sur le plan économique : La domination étrangère que nous dénonçons tant, n'a d'autre but que l'occupation économique de notre pays. Faire de notre pays un marché organisé et contrôlé pour les seuls intérêts des capitalistes, qui ont épuisé ailleurs toutes les voies de réaliser de nouveaux profits. Voilà l'essence même de l'impérialisme présent chez nous.

Certes, nous ne saurions nous replier sur nous-mêmes en nous imposant une autarcie suicidaire. Des biens nous sont nécessaires que nous ne saurions, à cette étape de notre révolution, nous procurer autrement qu'en les important. Les échanges commerciaux et financiers nous sont nécessaires. Mais entre cette nécessité de rapports économiques avec l'extérieur, limités au strict nécessaire et la caporalisation économique de notre peuple, il y a un pas qu'il nous faut cesser de franchir chaque jour, comme nous l'avons fait jusque-là allègrement. Cessons de livrer notre peuple pieds et poings liés aux marchands de faux bonheur, de fausse coopération, à tous ceux-là qui nous inondent régulièrement des produits de leur société de consommation, et nous gavent des gadgets superflus, voire dangereux de leur système capitaliste.

Allons-nous continuer à tourner le dos à nos immenses possibilités agricoles, minières, industrielles, pour ne respecter que ce qui vient de chez les autres ?

Dans les provinces du Kénédougou, du Bam, du Poni, de la Comoé, du Boulgou et de la Kossi, de valeureux paysans sont obligés d'abandonner aux

avaries, de riches et abondantes productions excédentaires en fruits, légumes et céréales.

Chaque saison, des cultures qui s'annoncent bonnes, est cependant pour eux le cauchemar de l'effort non rétribué, des invendus et de l'autodestruction du résultat d'un labeur, cependant fort harassant.

Nos campagnes, dans les provinces de l'Oudalan, du Séno, du Sanmatengâ, de la Gnagna, du Yatenga, regorgent d'énormes possibilités en élevages de tous genres auxquels nous préférons la charcuterie des supermarchés pour y acheter du filet bien emballé et étiqueté, mais sans doute pas plus riche en calories dont nos organismes ont besoin. Nous les abandonnons, nous même à ne pratiquer qu'un élevage archaïque et contemplatif.

Sur toute l'étendue de notre territoire, nos braves artisans émerveillent le visiteur par la variété et la robustesse de leurs produits faits-main, expression véritable et authentique de notre culture. Eux non plus n'échappent pas à ce cauchemar de l'abandon et du boycott. Il est inadmissible que d'autres viennent nous révéler les trésors de notre artisanat, et que ça soit nous-mêmes qui leur offrions le ridicule spectacle de nègres évolués se ruant sur la pacotille et la camelote d'une industrie pour marchés d'outre-mer.

Que peuvent-ils, ces Burkinabè travailleurs et courageux, comme le souhaite notre Discours d'orientation politique, si ceux de leurs compatriotes qui possèdent le pouvoir d'achat garanti par les salaires et le revenu d'activités tertiaires, refusent de savoir que les boîtes de conserves, de fruits, de légumes, de viandes, de boissons importées sont loin d'avoir la valeur des produits locaux !

Que peuvent nos travailleurs si les nantis burkinabè organisent, encouragent et entretiennent l'importation de produits concurrentiels, négligent les méfaits de cette extraversion de dominés.

En effet, même s'il ne le formule pas avec la rigueur de l'académisme bourgeois, le travailleur producteur burkinabè est plus ou moins dépité par le sort que la minorité de privilégiés lui fait chaque fois qu'elle lui impose la concurrence déloyale des produits importés.

Ces importations, en résorbant le chômage des autres, contribuent à résoudre leurs crises sociales, à enrichir leurs capitalistes, à renforcer objectivement des pouvoirs qui ne daignent même pas nous témoigner leur reconnaissance ; au contraire, après nous avoir pillés, ils nous écrasent méchamment sans même craindre de tuer leurs poules aux œufs d'or qu'est notre marché. Ceux qui organisent le boycott de l'économie du Burkina Faso, c'est la petite bourgeoisie du Burkina Faso.

Camarades,

Voilà un terrain sur lequel durant les années à venir notre anti-impérialisme sera mis à l'épreuve de la vérité, faciliter des importations ou aider à produire ici ce que nos conditions nous permettent de produire. Les capitaux financiers faciles, mais combien compromettants, seront là pour nous tenter. En suscitant chez nous la boulimie des capitaux, des prêts, des crédits, nos prétendus "Généreux amis qui nous veulent du bien" ne nous diront jamais ce que demain nous allons devoir connaître comme désarroi pour résoudre la question des remboursements. J'en veux pour preuve l'abondante prose pleurnicharde lyrico-comico-dramatique qui se développe autour de la dette de l'Afrique.

Camarades,

Notre anti-impérialisme va être mis au pied du mur. Nos réflexes de consommateurs devront être révisés, quant à nos goûts, nos couleurs, nos

habitudes. Ce sera un geste hautement patriotique et révolutionnaire, que de consommer burkinabè, ce sera une lucidité patriotique et révolutionnaire, un anti-impérialisme vrai que de sélectionner les crédits dont nous avons besoin sur la base de la construction d'une économie indépendante, réellement débarrassée de la domination étrangère. Il s'agira, camarades, d'entrevoir notre développement, non selon les modèles imposés de l'extérieur, non selon les rêves petits-bourgeois de vouloir reproduire ici et pour soi le cadre de l'autre rive de la Seine, ou des stations d'hiver. Il s'agira plutôt de construire un Faso nouveau, mais à la mesure de nos moyens, des limites que nous pouvons nous fixer sans pessimisme, mais sans optimisme de lunatique.

Camarades,

À partir de maintenant, consciemment, nous allons proclamer : Développement prêt-à-porter : Non ! Développement sur mesure : Oui.

Sur le plan politique, liquider la domination étrangère, c'est nous éduquer quotidiennement sur les modes de pénétration de conquête, d'installation et d'exploitation de l'impérialisme chez nous. La subtilité, la ruse, la fourberie et le cynisme de l'impérialisme ne doivent plus continuer à avoir raison de nous, de notre bonne foi, de notre honnêteté, de notre naïveté, et de notre faiblesse organisationnelle. Liquider la domination étrangère, c'est organiser et conscientiser les masses populaires pour qu'elle démasque désormais l'impérialisme quel que soit son manteau, c'est armer politiquement les masses populaires pour qu'elles résistent, avec esprit de suite et sans défaitisme, aux attaques, aux agressions de l'impérialisme. Il faut que le pouvoir soit assuré par les masses populaires conscientisées, car l'impérialisme craint les masses populaires comme le feu a peur des flots d'eau. C'est pourquoi, nos structures doivent être renforcées, pour qu'elles jouent chacune son rôle. Davantage d'enfants conscientisés au sein des Pionniers car les enfants c'est l'avenir, car les enfants c'est tout un programme, lorsqu'ils rient, lorsqu'ils s'égayent, lorsqu'ils courent et chantent, les enfants nous imposent un programme de demain. Ils nous imposent de savoir comment les maintenir heureux et joyeux aujourd'hui, et surtout, comment faire en sorte que demain leur conserve la joie, le rire et le bonheur. L'enfant, c'est un programme révolutionnaire.

Il nous fait mobiliser davantage de femmes au sein de l'Union des femmes du Burkina, plus encore de militants à perfectionner au sein des Comités de défense de la révolution et d'avantage d'anciens à engager dans le combat au sein de l'Union nationale des anciens du Burkina.

Camarades,

D'autres combats s'ouvrent à nous. Ces combats sont essentiellement la réforme de notre éducation. La réforme de notre école, dont la nécessité est clamée par tous depuis maintenant des décennies, et dont nous avons perçu l'urgence à travers les débats récents, devra se faire afin que serve à former le Burkinabè de demain, conscient de son identité et du devenir de sa patrie, une école au service d'un peuple. Pour se faire, l'école nouvelle devra, avant tout, exclure avec détermination la dimension de la domination étrangère qui nous a inoculé les tares aujourd'hui décriées et qui freinent le développement de notre Burkina Faso.

Notre Fonction publique devra refléter notre dévouement aux masses populaires. Elle devra être essentiellement caractérisée par les règles d'efficacité, de justice et d'universalité.

En effet, le peuple burkinabè qui a désormais décidé de prendre sa destinée en main ne saura tolérer plus longtemps la loi de la minorité privilégié qui lui impose son style un style petit-bourgeois loin de ses aspirations véritables.

Mes camarades, nous engageons le plan quinquennal, plan quinquennal pour lequel notre peuple, tout entier, a participé à la réflexion, à la conception, à l'élaboration. Aujourd'hui, il nous appartient de dire comment nous allons vivre ce plan quinquennal, et surtout comme nous allons faire pour que cinq années à venir soient cinq années de victoire, sur nous-mêmes et sur, aussi, ceux qui ici ou ailleurs ont pensé que des pays comme les nôtres étaient définitivement condamnés.

C'est pourquoi quelques réflexions me paraissent nécessaires. Il me parait nécessaire, d'abord, de parler de la discipline dans nos Forces armées populaires. Les Forces armées populaires du Burkina Faso, si elles ont été valeureuses, si elles ont été méritantes sur tous les champs de bataille où nous les avons engagées, militaires ou champs de bataille de production, doivent garder à l'esprit que l'armée est au service du peuple. L'armée doit défendre et protéger le peuple. C'est pourquoi nos soldats doivent, plus que jamais s'armer de discipline, de discipline révolutionnaire pour accepter les instructions et les ordres qui leurs sont donnés, en les comprenant comme une nécessité de s'aguerrir et de s'organiser au profit de notre peuple. Mais également les chefs militaire doivent avoir à l'esprit qu'il leur faut faire preuve de compétence technique, mais également et surtout, alliée à cette compétence technique, la conscience politique révolutionnaire qui permettra aux hommes de les suivre sans aucune équivoque, et sans aucune réserve.

C'est également la courtoisie, et le rôle essentiel des forces de sécurité. L'année dernière à cette même place, j'évoquais cette question de courtoise dans les forces armées, dans les forces de sécurité. Et j'insistais pour inviter nos forces de sécurité à témoigner à notre peuple et à ses amis toute l'attention nécessaire. Mais aujourd'hui, il me faut vous inviter à passer à l'action, à plus de fermeté car malheureusement dans nos rangs, dans les rangs de nos forces de sécurité existent encore des hommes, des caméléons qui ont réussi à conserver un manteau trompeur, mais à voler les biens du peuple, les privilèges et les statuts du peuple, afin de terroriser et d'exploiter le peuple, de terroriser et d'exploiter les amis de notre peuple. Ceux-là devront être combattus, ils devront être sans aucune équivoque éjectés de nos rangs. Car ils sont des ennemis du peuple.

Des mauvais fonctionnaires continuent d'exister, et c'est pourquoi il existe le laxisme, la paresse, le trafic d'influence, le népotisme, l'arrivisme, l'opportunisme, bien que ces maux, ici au Burkina, soient nettement moindres par rapport à ce qui existe ailleurs. Nous révolutionnaires devons les dénoncer et les combattre, parce que, si ailleurs on peut tolérer des détournements et impunément, ici au Burkina Faso, au nom du peuple, nous devons sévir. Et nous sévirons parce que nous savons que ces sanctions ne seront point de l'arbitraire. Parce que nous savons aussi que des systèmes ont été mis en place, des structures ont été mises en place, pour examiner et analyser les cas, afin d'éviter les règlements de compte, afin d'éviter les mesures injustes, les mesures arbitraires.

Et c'est pourquoi je renouvelle, à chacun, que la possibilité vous est donnée d'écrire et de dénoncer ces mauvais fonctionnaires, précisément à la Présidence du Faso pour que nous continuons cette œuvre de purification que nous avons entreprise grâce à des militants courageux qui n'ont cessé de nous écrire dans ce sens.

Je voudrais également dire aux commerçants, ces opérateurs économiques d'une manière générale, qu'ils occupent une place importante dans notre pays, qu'ils occupent une place importante dans notre économie. Le Conseil

révolutionnaire économique et social est là pour le témoigner, pour témoigner que chaque fois, nous leur avons accordé une attention, et c'est pourquoi nous continuons de leur dire : Ce pays, ils doivent le construire en tant que Burkinabè. Ils le construiront selon les règles qui seront édictées. À l'heure actuelle, sont édictées des règles qui sont à leur faveur, des règles qui leur permettent d'avoir une activité saine et bénéfique, mais des règles qui permettent également au peuple de profiter des bienfaits de leur dynamisme.

Certains d'entre eux méritent notre félicitation et nous n'avons cessé de le faire, nous les avons encouragés, nous les avons distingués parmi tant et tant d'autres. C'est pourquoi nous continuons d'observer avec beaucoup de satisfaction que nombre d'entre eux qui avaient déserté le pays y reviennent avec la conviction, avec l'assurance que le Burkina Faso ne se construit pas contre les Burkinabè, mais pour les Burkinabè, et seuls les ennemis de notre pays peuvent trouver refuge ailleurs.

Mais c'est aussi le lieu de parler de nos relations avec le monde entier. Les relations du Burkina Faso avec le monde entier sont bâties sur l'amitié, l'amitié entre notre peuple et les autres peuples, l'amitié et la coopération avec tous les peuples, les échanges fructueux et mutuellement avantageux.

Ces relations nous commandent, non seulement d'élargir le cercle de nos amis à partir des plus proches, mais de rechercher loin, plus loin encore, ceux qui peuvent et veulent coopérer avec notre peuple et surtout lorsque leurs autorités, leurs gouvernants sont tournés tout entier vers les intérêts des peuples. C'est pourquoi, camarades, nous ne pouvons manquer de saluer et d'encourager toutes les actions qui ont été entreprises en direction du pays frère, du peuple frère du Mali. Tant et tant de choses ont été dites sur ce conflit malheureux qui a opposé le Mali et le Burkina Faso. Notre peuple, quant à lui, sait tout ce qu'il perd chaque instant, chaque moment qu'il doit consacrer à faire la guerre. Notre pays sait, notre peuple sait tout ce qu'il doit payer comme prix et tout ce qu'il doit investir pour obtenir la paix, parce que la paix n'a justement point de prix.

C'est pourquoi aussi nous encourageons tous les militants, notamment les CDR, qui, le long de la frontière, ou à partir de Ouagadougou et des autres villes de notre pays ont tissé avec le peuple frère du Mali une amitié qui ne demande qu'à se consolider.

En effet, le 3 janvier 1986, seulement quelques instants, quelques heures après l'arrêt des hostilités entre le Mali et le Burkina Faso, je vous invitais chacun à avoir un ami malien, et cela est un devoir permanent.

Nous le disons parce que nous avons confiance. Parce que, aussi, nous avons conscience que cette zone contestée, qui a été objet de litige entre le Mali et le Burkina Faso, est peuplée d'hommes et de femmes dont la seule préoccupation est de vivre heureux. Et le rôle, la mission du Burkina Faso en direction de ces hommes, est de les aider à avoir logements, santé, nourriture, éducation, bonheur. Mais si c'est le Mali qui doit pouvoir leur garantir ce bonheur, tant mieux. Le Burkina Faso ne pourra qu'applaudir, mieux, si le Mali peut au-delà de cette région, aider d'autres régions du Burkina Faso, nous applaudirons et nous sommes dans l'attente de tout ce que le Mali pourra faire en notre faveur. C'est cela notre mission.

C'est pourquoi aussi nous n'avons pas hésité, à la tribune de l'OUA, l'Organisation de l'unité africaine, à déclarer que le Burkina Faso ne veut point la guerre, que le Burkina Faso ne veut point des armes, que le Burkina Faso ne veut point de l'armement et le Burkina Faso est prêt à céder une importante quantité de sa minuscule quantité d'armes en faveur de tout combat juste. Un

combat comme celui dirigé contre l'apartheid est un combat juste, et c'est le seul qui vaille. Et nous espérons et nous souhaitons que d'autres suivrons dans cet exemple, notamment pour faire taire les armes entre les peuples africains, et pour les diriger contre les ennemis des peuples africains, les ennemis des peuples tout entier [*Applaudissements*].

Camarades,

Il nous faut déplorer que, tout au long de cette année qui s'est écoulée, bien des gens au Burkina Faso aient encore continué de croire que l'on peut indéfiniment et impunément défier la révolution. Ceux-là nous ont placés dans l'obligation de leur dire de façon ferme donc de les sanctionner, que la révolution est sacrée, que la révolution ne doit point subir la provocation. Si leur nombre décroît, malheureusement, quelques irréductibles persistent et qui nous mettent dans l'indélicate position de devoir dire ce que la révolution leur réserve comme mesure répressive. Parce que la révolution est pour protéger les peuples et non pour sanctionner. Mais chaque fois que nous l'avons fait, chaque fois que nous avons été contraints de le faire, nous l'avons fait dans le seul intérêt de notre peuple. C'est pourquoi, nous savons que chacun nous comprendra lorsque certains éléments, dits de gauche, certains éléments dits révolutionnaires, mais en réalité contre-révolutionnaires, se sont mis dans la position d'être sanctionnés, nous avons dû sanctionner tout en tendant la main, et nous continuons de le faire.

Mais également nous demandons à chaque militant, à tous les militants, de comprendre que lorsque la révolution applique sa clémence, sa magnanimité, cela n'est point faiblesse, bien au contraire, cela est l'application d'une ligne claire, cela est l'application du respect des peuples, cela est l'application de la conviction que nous pouvons transformer chacun, pour peu que nous en ayons la volonté et la détermination. C'est pourquoi nous allons prendre en cet anniversaire, une fois de plus des mesures de clémence en faveur de nombreuses personnes qui ont fauté contre la révolution, mais, que nous espérons, saurons retrouver le chemin de la réconciliation avec le peuple révolutionnaire du Burkina Faso.

C'est pourquoi aussi, nous commençons par supprimer le cadre particulier des agents du Plan populaire de développement. Ces agents PPD [*Applaudissements*], ce cadre des agents PPD sera supprimé, parce que, comme nous l'avons constaté, comme les militants l'ont constaté, nombreux d'entre eux ont compris ce qu'était le travail et ce qu'était le respect du peuple.

Camarades, nous fêtons notre anniversaire et nous savons que certains le fêtent avec nous. C'est notamment le peuple du Ghana. Le peuple du Ghana qui, avec nous, cherche chaque jour, chaque instant, chaque moment, les voies les meilleures pour la communion, la fusion, l'intégration de nos possibilités, de nos ressources. Le peuple du Ghana fête l'anniversaire de notre révolution parce cet anniversaire est également son anniversaire, parce que cette révolution est également sa révolution, parce que, tout entier ce peuple est lui aussi tendu vers un avenir, vers un objectif qui est le nôtre, qui est le même que celui que nous poursuivons aux côtés d'autres peuples dans le monde. C'est pourquoi cet anniversaire, ici au Burkina, est également l'anniversaire là-bas au Ghana, c'est-à-dire notre Ghana.

Nous remercions tous les pays qui sont venus fêter avec nous.

Nous remercions tous ceux qui sont venus célébrer cet anniversaire avec nous. Nous les remercions en leur demandant également de continuer à maintenir ces liens étroits, ce vecteur indispensable entre les peuples qui nous permet chaque jour de démontrer que notre révolution va de l'avant.

Camarades !
En avant pour le Plan quinquennal de développement populaire,
En avant pour l'indépendance économique,
En avant pour l'indépendance politique et culturelle,
En avant pour la libération de l'Afrique,
En avant pour l'Afrique aux Africains,
En avant pour le pouvoir réel au peuple, digne, au peuple qui lutte.
La patrie ou la mort, nous vaincrons !
Je vous remercie. »

Nous devons soutenir le Nicaragua - 27 Août 1986

[Source : Sidwaya 1986]

« L'honneur que nous fait aujourd'hui le leader de la révolution nicaraguayenne de nous rendre visite au Burkina Faso est un événement d'une grande portée politique. Comme vous le savez, le Nicaragua est fort éloigné de notre pays, aussi bien géographiquement qu'historiquement. Et pourtant, malgré les milliers de kilomètres qui nous séparent, malgré le handicap de la langue, malgré les différences de la culture, voici parmi nous le camarade Daniel Ortega, président de la République révolutionnaire du Nicaragua. Saluons le camarade Ortega.

Camarade Président,

Permettez-moi tout d'abord, au nom du peuple burkinabè et au mien propre, de vous souhaiter la bienvenue, à vous ainsi qu'à la délégation qui vous accompagne, en terre libre africaine du Burkina Faso. C'est avec un sentiment de fierté et de joie que le peuple burkinabè et moi-même vous accueillons aujourd'hui.

Camarade Ortega,

À ceux qui s'interrogeraient sur l'intérêt que le Nicaragua et le Burkina pourraient avoir en commun, je répondrais qu'au-delà des océans, au-delà des mers et des continents, nos deux pays ont le même idéal de paix, de justice et de liberté pour les peuples, et entendent unir leurs forces pour défendre et sauvegarder cet idéal à un moment où l'impérialisme déploie avec arrogance ses tentacules. De plus, tout un réseau de liens et d'intérêts divers nous unit, que ce soit en tant que pays en voie de développement, à cause de notre appartenance au Groupe des 77 et des non-alignés, ou en tant que nations ayant choisi la voie de la liberté et de la dignité.

Camarade Président,

Ni le Nicaragua, ni le Burkina ne peuvent se permettre d'accepter la division manichéenne qui veut que celui qui ne fait pas allégeance à l'Ouest travaille à l'Est. Nous, pays non-alignés, estimons que la politique des blocs est néfaste à la paix mondiale. Nous n'acceptons d'être, ni les arrière-cours des pays de l'Ouest ni les têtes de pont de l'Est. Bien que nous acceptions de coopérer aussi bien avec l'un qu'avec l'autre, nous réclamons le droit à la différence.

Mais qu'on n'attende pas de nous que nous soyons les spectateurs indifférents d'un match que se livreraient les grands, nos intérêts les plus primordiaux leur servant de ballon. Nous sommes, nous aussi, des acteurs de la vie internationale et nous avons le droit de choisir le système politique et économique le plus conforme à nos aspirations, et le devoir de militer pour un monde plus juste et plus pacifique, bien que nos États ne possèdent, ni grands cartels industriels, ni arsenal nucléaire.

C'est pourquoi, camarade Président, vous et moi, aux côtés de nos peuples, avons choisi de condamner le colonialisme, le néocolonialisme, l'apartheid, le racisme, le sionisme et toutes les formes d'agression, d'occupation, de domination et d'ingérence étrangère d'où qu'elles viennent.

Nous condamnons et luttons contre l'apartheid en Afrique du sud tout comme le sionisme en Palestine ; nous protestons contre l'agression au

Nicaragua tout comme celle perpétrée contre la Libye et la Ligne de front ; nous dénonçons l'invasion de la Grenade tout comme l'occupation de la Namibie. Nous ne cesserons de le faire tant que justice ne sera pas rendue à ces peuples.

Qu'est-ce que le Nicaragua ? Pour nous, dire que c'est un pays d'Amérique ne suffit pas. Ce serait même masquer, par omission impardonnable, la vérité. Le Nicaragua, c'est d'abord quatre siècles de la plus rude des colonisations, cent ans de lutte de coteries pour le partage des dépouilles, cinquante ans d'une dictature cupide et sanglante. Le Nicaragua, c'est la lutte contre la domination, l'exploitation et l'oppression. C'est la lutte contre la domination étrangère ; c'est l'affrontement direct à ciel ouvert contre l'impérialisme et ses suppôts locaux.

Contre cet esclavage, il y avait, il y a, il y aura toujours ces hommes, ces femmes, ces enfants. Ils sont près de trois millions. Contre l'humiliation, il y a ces marxistes, ces intellectuels, ces paysans, ces croyants, ces non-croyants, ces bourgeois et ces riches qui aiment leur patrie. Il y a aussi les pauvres. Tous sont des *companeros* combattants. Ils luttent et meurent pour un même idéal, inscrivant dans le grand livre d'histoire de l'Amérique latine, les pages les plus belles parmi les plus nobles.

Des millions d'enfants sont morts aux combats, des femmes sont tombées après avoir été torturées et violées, des combattants ont été fauchés, des prêtres ont interrompu la messe pour repousser les ennemis du peuple à l'aide de la Kalachnikov qui, alors, a craché le feu au nom de l'évangile progressiste.

Camarades, comme il est difficile d'être libre !

Chers frères du Nicaragua, nous comprenons les souffrances de votre chair, celles de votre âme. Oui, il y a des pays que la chance ne visite pas. Triste Nicaragua, si loin de Dieu et si près des États-Unis. Oui, dans ces conditions, il est difficile de naître et de vivre libre.

Mais les héros meurent debout. Ils ne disent jamais qu'ils meurent pour leur patrie. Ils meurent simplement. Et leur sang fertilise le sol de la révolution. Ainsi Sandino a versé son sang et la révolution sandiniste a triomphé un jour d'été 1979. Le Front sandiniste de libération nationale conduit victorieusement la lutte du peuple nicaraguayen. Et le 19 juillet 1979, Dieu est passé par le Nicaragua. Le monde entier a salué cette aube nouvelle. Les États-Unis aussi. Il ne suffisait pas de naître ; il fallait vivre. Qu'il est difficile de vivre libre !

Fallait-il que la fête du peuple nicaraguayen soit perturbée, assombrie par tant d'hostilités ?

On a vu avec le Nicaragua une situation explosive en Amérique latine. Les machinations commencèrent. On parla d'abord d'appel à la raison, puis ce furent des rumeurs de négociations qu'étouffèrent les menaces et les invectives, une opinion nord-américaine troublée, divisée. On dénonça le régime nicaraguayen comme marxiste-léniniste et on cria au nouveau Cuba. Ce fut la campagne de discrédit contre le Nicaragua. On le qualifia de dictature, on lui inventa des opérations de déstabilisation de ses voisins, en prétendant qu'il était manipulé de l'extérieur pour justifier la haine.

Alors se réveillèrent les Somozistes et leurs gardes, ceux que là-bas on nomme *las bestias*, *los perros*, c'est-à-dire, les bêtes, les chiens. Ils furent fortement aidés à coups de dollars. Des pays-frères et voisins les abritèrent, les entraînèrent, les équipèrent. On institutionnalisa la contre-révolution. Et voilà les *contras*, une race nouvelle de carnassiers de la terreur.

Puis parfois, de temps en temps, l'on constata une accalmie. L'on espéra qu'elle s'éterniserait. Mais le feu continua de couver, puis se déchaîna de nouveau.

Vivre libre, espérer seulement un avenir meilleur, ce n'est pas facile quand on est Nicaraguayen. C'est pourquoi le peuple burkinabè chante avec vous ce poème, qui est né, non de son inspiration poétique mais de son engagement révolutionnaire à dire ce qu'il pense :

"Les impérialistes rôdent.

Des profondeurs de la terre embrasée,

Montent les clameurs d'un peuple décidé.

Car chaque jour est un jour de lutte.

De combats qui annoncent pour l'ennemi sa chute.

Mais qu'il est lourd le prix à payer !

Que de flots de sang, il faut chaque jour verser !

Des mères ont pleuré leurs enfants morts au front.

Des enfants ont enterré leur père à tâtons.

Dans cette obscurité des *contras* [contre-révolutionnaires], des bébés ont perdu leur biberon.

Ils ont empoigné la Kalachnikov à la place, et se sont retrouvés garçons.

Les voiles blancs des mariées ont été tachés de sang. Des prêtres patriotes y ont vu un signe des temps. Qu'il est difficile de vivre libre et d'être Nicaraguayen ! Comme il est doux de mourir pour ses frères humains. Nicaragua vaincra ! Déjà le peuple sait lire. Il écrit et se soigne, cultive ses champs et redécouvre le sourire.

La révolution triomphera ! Pour les *contras : no pasaran !*

Votre terre, notre terre, connaîtra grâce à notre génie la vraie manne.

À côté du Nicaragua, il y aura le Burkina.

Car la révolution est invincible et le peuple régnera. Alors, des profondeurs de la terre suave et embaumée monteront les clameurs fraternelles de la symphonie achevée ".

C'est pour toutes ces raisons, camarades, que j'ai l'honneur et le plaisir de vous remettre, au nom du peuple burkinabè, un symbole de sa fierté à voir égard.

La patrie libre, ou mourir !

La patrie ou la mort, nous vaincrons ! »

Nous devons accumuler des victoires – 3 sept. 1986

[Le huitième sommet du Mouvement des pays non-alignés s'est tenu à Harare au Zimbabwe. Discours paru dans Carrefour africain n° 952 du 2 septembre 1986]

« Camarade Président,
Excellences,
Mesdames,
Messieurs.

En raison du choix de Harare, notre huitième Conférence doit être une réponse à l'attente des mouvements de libération. C'est pourquoi cette Conférence au sommet doit se tenir sous le thème d'actualité qu'est le rapport étroit entre le non-alignement et les exigences concrètes des luttes de libération, surtout en matière d'alliances et de soutiens.

L'expérience de lutte des peuples du monde entier démontre tous les jours que l'on peut et que l'on doit être non-aligné, même si par nécessité on a été fortement épaulé dans le combat par des pays et des États puissants. Pour réussir cela, il faut s'être armé d'une idéologie qui garantisse de façon correcte la conduite de la lutte par une ligne politique conséquente et fondamentalement juste. Les trois dimensions de ce combat libérateur sont : la dimension anticolonialiste ; la dimension anti-impérialiste ; la dimension de la lutte des classes.

Tous ceux qui ont acquis leur indépendance l'ont réussie grâce à la lutte anticolonialiste. Cette indépendance n'a été réelle que si la lutte a compris que d'autres combats devaient suivre, contre le néo-colonialisme et l'impérialisme.

Selon nous, le monde est divisé en deux camps antagonistes : le camp des exploiteurs et le camp des exploités. Toute lutte de libération nationale s'inscrit en principe dans le camp des exploités, en faveur des peuples.

Naturellement, une alliance automatique s'établit avec tous les pays et régimes qui sont dans le camp du peuple. Mais cela ne suffit pas à mettre les pays à l'abri d'un nouveau joug. Il faut être capable de voir au-delà et maintenir la permanence du combat. On peut se faire assister sans se faire assujettir. On peut nouer des alliances et rester indépendant et non-aligné. On peut se proclamer de la même famille de pensée que d'autres et conserver son autonomie. C'est notre intime conviction.

Camarade Président,
Excellences,
Camarades,
Mesdames,
Messieurs.

Je voudrais saluer la mémoire de Madame Indira Gandhi qui m'a donné l'occasion exceptionnelle de parler de ma conception du non-alignement et, surtout, de recueillir de sa part de précieux conseils. Aujourd'hui, elle me manque.

Étant parmi les plus jeunes en âge et en ancienneté, je me sens le devoir de vous livrer le sentiment d'un jeune de ce monde, un jeune tiers-mondiste, un jeune africain, un jeune du Burkina Faso.

Je voudrais ici dire ce que pensent tous ceux qui comme moi ont dans leur enfance entendu parler du Mouvement des non-alignés, qui dans leur adolescence ont proclamé avec fanatisme que le Mouvement des non-alignés est une force face au colonialisme, au néocolonialisme, à l'impérialisme et au racisme ; que le Mouvement des non-alignés est une force qui gronde et qui, tel un volcan, va bientôt embraser la terre pour créer un ordre international nouveau.

Nous sommes en 1986, j'ai depuis longtemps enterré mes dix-huit ans. L'histoire de mon pays m'a conduit au milieu des dirigeants du Mouvement des non-alignés. Le non-alignement a déjà vingt-cinq ans.

Aujourd'hui, c'est plutôt un sentiment de déception, d'échec, de frustration qui ravit la place à la certitude, à l'enthousiasme prometteur de victoires, et à la satisfaction pleine d'espoir. C'est peut-être cela qui s'appelle réalité, et réalisme. Dans ce cas, que le réalisme est triste ! Je préfère donc le rêve ! Car c'est ce rêve qui a permis les audaces les plus folles de l'époque. Et ce sont ces folies qui ont permis à des hommes de se dresser contre le barbare colonialiste, de croire en leur victoire et de vaincre effectivement. Certes, toutes les victoires anticolonialistes n'ont pas été remportées après la création du Mouvement des non-alignés. Nombreuses indépendances, quelle que soit leur nature, ont été obtenues bien avant la naissance du Mouvement des non-alignés. Mais quant au fond, la philosophie des luttes multiformes qui ont débouché sur ces indépendances n'a été rien d'autre que l'application des principes généraux du Mouvement des non-alignés.

Le rêve vivificateur du Mouvement des non-alignés, c'est cette entreprise moralement juste, techniquement logique qui a donné naissance à nos projets économiques : Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, Nouvel ordre économique international... Et même si ces contacts étaient congénitalement limités de par certains aspects réformistes, il n'en demeurait pas moins vrai que l'utopie des uns, alliée à la grande prudence pragmatique des autres, produisait des effets bénéfiques. Et l'association de ces deux courants produisait une force résultante, à même d'impulser un ordre où les rapports économiques cesseraient d'être invariablement en défaveur de nos peuples.

Le rêve téméraire que nous préférons, c'est cette ferveur bouillonnante, antiraciste, anti-apartheid, antisioniste qui a permis de croire un moment que le glas avait sonné pour l'ethno-fascisme qui, dans la diaspora, a relégué nos frères au rang de bêtes de somme, sur tous les continents. Ce même ethno-fascisme qui, au Moyen-Orient, a installé pour le malheur du peuple palestinien le déni de justice le plus inique ; le même ethno-fascisme qui, non loin d'ici maintient le nazisme de notre époque avec, dans le rôle de Hitler, Pieter Botha [Afrique du Sud] et sa superstructure, et dans le rôle des non-aryens, les Noirs : encore eux !

Le Mouvement des non-alignés, c'est cet éveil et ce refus d'être l'herbe que les éléphants, dans leurs affrontements, piétinent impunément. C'est cette force que l'on est obligé de respecter, avec laquelle l'on est obligé de compter. Le Mouvement des non-alignés, c'est la dignité recouvrée. Mais, aujourd'hui, l'on se surprend à vouloir crier : Tito, Nehru, Nasser, Kwame Nkrumah, réveillez-vous ! Le Mouvement des non-alignés se meurt ! L'on voudrait leur dire de toute la force des poumons et de la foi : Au secours ! La Namibie est toujours occupée, les Palestiniens continuent de chercher un toit, la dette extérieure nous traumatise ! Qui oserait en douter ?

Ne voyons-nous pas que les Palestiniens sont de plus en plus dispersés, qu'ils sont désormais agressés, bombardés même dans des États souverains qui ont bien voulu les accueillir, à des milliers de kilomètres des zones à hauts risques, des parages de leur territoire. Le Mouvement des non-alignés n'a pas encore rétabli les Palestiniens dans leurs droits. L'acceptation de l'OLP au sein du Mouvement des non-alignés a cessé de produire ses effets de calmant pour ces frères qui errent depuis des décennies, et qui ne sont capables que de nous dire où ils ont passé la dernière nuit, mais jamais où passeront-ils la prochaine ! Et cela dure depuis longtemps. Eux aussi attendent du Mouvement des non-alignés une protection définitive.

En Afrique du Sud, en Namibie, les Noirs continuent d'être traités en esclaves, dans leurs réserves. Une expression mondialement connue dit que l'on n'est bien que chez soi. En Afrique du Sud, pour nos frères, cela est faux. Les Noirs ne sont pas bien chez eux. C'est dans le monde, la seule patrie qui fait également office de prison collective. Quand on est né Noir, on fuit l'Afrique du Sud pour respirer l'air de la liberté. Eux aussi ont eu foi au Mouvement des non-alignés. Entre autres soutiens, celui du Mouvement des non-alignés les a revigorés. Ils sont sortis de leur *townships* et ont affronté les racistes. Hélas, ils meurent de plus en plus nombreux. Car, après les matraques et chiens policiers des Blancs, ce sont les bombes à gaz et les balles explosives des fusils qui sont devenues les instruments de base de la répression raciste. Où est donc le Mouvement des non-alignés ? Que fait le Mouvement des non-alignés ? Nous sommes à Harare, à une heure de vol du bunker de Pieter Botha, du quartier général du nazisme. Nous ne sommes guère loin des cités dortoirs où des mères enterrent leurs enfants, fauchés par des balles des Blancs, où des cercueils sont chaque jour mis en terre à cause de la répression. Oui, au-delà des murs de cette auguste et sécurisante salle de conférence, c'est la mort pour tous ceux ici qui ne sont pas Blancs ; c'est la douleur morale pour tous ceux qui, sans être Noirs, s'opposent par idéal à la classification des hommes par la couleur de leur peau. Oui, en sortant d'ici, nous rencontrerons à quelques pas un univers où la mort est la délivrance suprême, la seule voie de liberté qui reste !

Et que faisons-nous ? Allons-nous, par des discours enflammés, continuer d'exciter nos frères noirs d'Afrique du Sud, les tromper sur notre détermination, et ainsi les jeter imprudemment face aux hordes des racistes ? En sachant pertinemment que nous n'avons rien fait pour créer un rapport de forces favorable aux Noirs, ne sommes-nous pas criminels d'exacerber les luttes auxquelles nous ne participons pas ?

Et que dire de notre devoir vis-à-vis des pays de la Ligne du Front, rempart vivant qui nous protège des fauves d'Afrique du Sud ? Avons-nous fait notre devoir de militants non-alignés ? Ce pays [le Zimbabwe] a été bombardé, les autres de la Ligne de Front sont, eux aussi régulièrement attaqués militairement, économiquement, directement ou par bandits interposés. Que fait le Mouvement des non-alignés ? En nous réunissant à Harare, certes, nous témoignons de notre solidarité avec tous ceux d'Afrique du Sud, de la Ligne du Front qui luttent.

N'oublions pas qu'ainsi, nous faisons rager les racistes qui concentreront leur colère rancunière sur ceux que nous allons bientôt abandonner. Que faisons-nous ? Des messages de soutien, de compassion, de condamnation ! Non ! Cela ne rendra pas aux mères leurs enfants tués, cela ne restaurera pas l'économie sabotée du pays !

Que ferons-nous si, dès notre départ, et à cause de nos discours très menaçants, Pieter Botha lançait des chasseurs-bombardiers sur le Zimbabwe, coupable d'impertinence en abritant un tel sommet unanimement anti-apartheid ? Il ne sert à rien de féliciter et de vanter Robert Mugabe [le Président]. Encore faut-il les protéger tous, Mugabe et tous les autres de la Ligne de Front.

Le Mouvement des non-alignés, c'est aussi la lutte pour notre développement. Or, nos économies sont aujourd'hui malmenées par ce terrible problème de l'endettement. En la matière, pendant que nous sommes chaque jour menacés par nos créanciers, nous avons recherché en vain le Mouvement des non-alignés.

Chacun de nous a alors tenté de calmer son mal à sa manière. Les uns parlent de rembourser mais sollicitent un moratoire, d'autres estiment que ce sera unilatéralement qu'ils détermineront leur moratoire, d'autres enfin estiment que la dette n'est pas à rembourser. En fait, nous remboursons tous selon le bon vouloir des capitalistes parce que nous sommes désunis. Or, il faut pouvoir dire non. Et cela parce que le remboursement de la dette n'est pas un choix moral de prétendu respect d'engagement. Il est une question concrète à résoudre concrètement. Objectivement, nous ne pourrons pas continuer de rembourser. C'est un calcul élémentaire qui le démontre. Alors, cessons de monnayer individuellement notre docilité, cessons de négocier avec les créanciers en trahissant nos frères, dans le secret espoir que nous recevrons pour cela quelques primes. Eh bien ! Ces faveurs sont le salaire de l'indignité, de la honte, de la trahison sur le plan moral et sur le plan de la logique, l'expression de notre bas niveau dans l'appréciation des questions économiques. Ce sont des sacrifices. C'est ensemble, collectivement, que nous devons résister. Que fait le Mouvement des non-alignés ?

Autant de questions qui doivent nous amener à nous demander quelle est la force du Mouvement des non-alignés aujourd'hui après les Tito, Nehru, Nasser, Kwame N'Krumah… Je n'allongerai pas la liste en citant les conflits fratricides entre pays membres des non-alignés et que nous ne parvenons toujours pas à résoudre : les expéditions punitives contre Grenade, la Lybie, les pays de la Ligne de Front ; la sécheresse qui ruine les faibles économies de certains d'entre nous, les criquets migrateurs qui nous conduisent à nous demander, entre la sécheresse sans les criquets ou les pluies avec les criquets, ce qui est préférable ?

Il y a aussi les cyclones qui, fatalement, dévastent chaque année les régions côtières de certains pays ici présents !

Pour tout cela, on est tenté d'appeler les pères fondateurs au secours, pourtant là n'est pas la solution. D'abord parce que je veux me départir de messianisme. Oui, il n'y a ni prophète ni messie à attendre. Il faut faire face. Ensuite parce que j'ai foi que les lois historiques du développement de l'humanité produisent des contradictions et que ces contradictions sont elles-mêmes porteuses de solutions radicales.

C'est pourquoi, tout en ne cachant pas cette déception dont j'ai parlé plus haut, je mesure avec satisfaction la confiance en la lutte que suscite une juste appréciation de la situation.

Oui, les difficultés du Mouvement des non-alignés se sont accrues. Notre front uni s'est lézardé. Notre combativité s'est émoussée. Plus personne n'a peur de notre mouvement.

Mais, tout en débarrassant l’enthousiasme des pères fondateurs du romantisme et du lyrisme, du reste compréhensibles pour le contexte de l’époque, nous devons redynamiser notre mouvement.

Camarade Président,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,
Camarades.

Le Burkina Faso est un petit pays enclavé de l’Ouest africain. Membre du Mouvement des non-alignés, le Burkina s’y maintient parce qu’il y voit son intérêt, et parce que les principes du mouvement sont conformes à sa foi révolutionnaire.

Mon pays, le Burkina Faso, est venu à Harare pour chercher des solutions à ces problèmes de sécurité, de paix, de bon voisinage, de coopération économique, de dette extérieure et enfin, pour espérer échapper à l’humiliation des petits par les grands, au mépris de la sagesse des nations qui refusent que la force prime le droit.

Le Mouvement des non-alignés peut-il m’aider en cela dès aujourd’hui, ou faudra-t-il encore attendre vingt-cinq ans ?

Le Burkina Faso est un pays qui refuse de continuer d’être classé pauvre parmi les plus pauvres. Un des obstacles au développement de mon pays est cette fameuse question de la dette extérieure. Mon pays sait que cette dette lui a été conseillée, imposée dans un piège infernal par ceux qui, aujourd’hui, à notre égard, sont d’une intransigeance et d’un cynisme que seuls leurs portefeuilles comprennent. Le Burkina Faso sait que la dette extérieure est un cercle vicieux dans lequel on veut l’enfermer : s’endetter pour payer ses dettes et s’endetter encore. Pourtant, le Burkina Faso veut en finir avec cette situation. Pourtant le Burkina Faso sait que seul, il n’y pourra rien, ou presque rien. Il lui faut au moins quinze autres pays pour, qu’ensemble, nous résistions victorieusement. Le Mouvement des non-alignés compte plus de cent membres ! Lorsque les pauvres se seront mobilisés, à l’instar de l’OPEP [Organisation des pays producteurs de pétrole], ils imposeront aux riches leur loi. On peut être sûr que ce ne sera qu’une loi de justice. Alors, l’économie mondiale se réorganisera d’elle-même. Il y a vingt-cinq ans que nous parlons d’un Nouvel ordre économique international. Allons-nous attendre encore vingt-cinq ans de vaines supplications ?

Désarmement, paix et développement sont des notions intimement liées pour les non-alignés. On ne peut vouloir sincèrement de l’un, sans lutter pour les autres, le développement ayant comme préalable la fin de la famine, de l’ignorance et de la maladie. C’est en cela que nous souhaitons que la Journée mondiale de l’alphabétisation, célébrée le huit septembre de chaque année, soit une occasion de profondes réflexions pour tous les membres sincères du Mouvement. L’analphabétisme doit figurer parmi les maux à éliminer au plus tôt de la surface de notre planète, afin de favoriser l’avènement de lendemains meilleurs pour nos peuples. C’est en cela que l’action de l’Unesco est et restera irremplaçable.

Ce sont les faiblesses objectives du Mouvement qui expliquent notre incapacité à nous en tenir aux principes, et qui provoquent notre instabilité, liée au rapport de force international du moment, et aux pressions réelles des puissances impérialistes qui téléguident les positions d’États théoriquement indépendants et non-alignés.

Ce sont ces faiblesses qui font que le choix d'un pays pour abriter le neuvième Sommet est un cauchemar, pour ceux qui rejettent le non-alignement et s'alignent derrière les puissances qui minent les eaux territoriales des autres, bombardent des villes, envahissent les territoires d'autrui, imposent des régimes politiques et destituent d'autres, financent des mouvements créés, organisés et encadrés par eux, parce qu'ils sont simplement les plus forts.

Le Burkina Faso aurait pu être candidat pour abriter notre neuvième Sommet. Ce n'est pas la préoccupation du manque d'infrastructures d'accueil qui nous retient. Ce n'est pas non plus la règle non-écrite de l'alternance des continents qui s'impose à nous. C'est tout simplement parce que nous pensons qu'il existe un peuple qui souffre plus que le nôtre et qui mérite de ce fait, plus que nous, d'abriter ce Sommet.

Le Nicaragua, plus qu'aucun autre pays aujourd'hui, connaît le prix du non alignement. Il paie quotidiennement ses courageuses options par le sang et la sueur. Si la Conférence des non-alignés apporte quelque chose à la préparation de la victoire du pays qui l'accueille, alors, nul doute que nous nous rendrons à Managua pour soutenir le Nicaragua, le réconforter dans sa lutte et lui permettre de garantir définitivement à ses agriculteurs des travaux agricoles paisibles, à ses enfants de faire la classe sans la hantise des attaques contre-révolutionnaires, à tous ses habitants des nuits paisibles.

Le Mouvement des non-alignés doit survivre, gagner. Des milliers d'hommes et de femmes lui vouent leur espoir. Hier, des générations de jeunes du Tiers-monde ont vu naître le Mouvement des non-alignés dans l'euphorie et la passion. Ils ne se sont découragés que plus tard. Faisons en sorte que les générations à venir qui connaissent moins notre Mouvement le découvrent par les victoires qu'il va amonceler !

La patrie ou la mort, nous vaincrons !

Je vous remercie. »

Appel de Gaoua sur la qualité de l'enseignement au Burkina Faso - 17 octobre 1986

« Camarades militantes et militants de la Révolution démocratique et populaire,

Camarades enseignants,

Camarades parents d'élèves, Camarades élèves,

Nous voici encore une fois à la rentrée scolaire, plus exactement en période de rentrée scolaire, tant il est vrai que les problèmes posés ne sont jamais des problèmes d'un jour ni même de quelques semaines.

De nombreuses difficultés nous assaillent aujourd'hui encore, difficultés matérielles et morales qui ont abusé d'une certaine démission des uns et des autres pour s'imposer en phénomène cyclique.

Une chose est au moins sûre : la rentrée scolaire ne laisse personne indifférent au Burkina Faso, même si les intérêts qu'elle charrie ou engage sont forcément divergents, parfois même antagoniques. Il y a les intérêts du commerçant de fournitures scolaires ou du commerçant promoteur, ou du fondateur d'école, il y a les intérêts des parents d'élèves - hélas encore formulés au niveau individuel et isolé – et, bien sûr, l'intérêt de l'État, gestionnaire de la société globale.

Cependant, c'est que, au-delà de cette diversité et de cette concurrence apparentes, la rentrée scolaire, par son objet, masque des enjeux autrement plus importants. Peut-on, en effet, parler de rentrée scolaire sans poser la question de savoir qui rentre, où il rentre et pourquoi il rentre, et qui en sortira ? Les réponses à ces questions sont simples, du moins directes, et nous ramènent au problème fondamental de l'éducation en général et de l'enseignement en particulier dans notre pays. Nous suivrons la démarche suivante pour parler de cette si importante question de la qualité de l'enseignement :

Nous verrons tour à tour :

Premièrement : quelle est la situation qualitative de notre enseignement ?

Deuxièmement : quelles sont les causes de la baisse de qualité de l'enseignement ?

Troisièmement : quels sont nos devoirs de responsabilité pour plus de qualité dans notre enseignement ?

Quatrièmement : enfin, enseignement de qualité : nécessité vitale de la Révolution démocratique et populaire.

Premièrement donc, quelle est la situation qualitative de notre enseignement ? Je ne reviendrai pas sur les rapports dialectiques entre l'école et la société que j'avais rappelés lorsque j'introduisais le débat national et populaire sur le document relatif au projet de réforme scolaire.

Le lieu géométrique, le centre commun des préoccupations de l'État, et des parents est, ou devrait être, l'enfant, chacun d'entre nous ayant vérifié ou pouvant comprendre cette vérité historique selon laquelle « l'enfant est le père de l'homme », c'est-à-dire l'avenir de la société.

Je sais que vous avez compris pourquoi le Conseil national de la révolution, qui lutte pour construire l'avenir, qui se bat pour l'avènement d'une société nouvelle burkinabè, s'occupe et se préoccupe de l'enfant.

Il ne me paraît pas utile de dresser une liste exhaustive de toutes les mesures stratégiques et tactiques prises depuis le 4 août 1983 pour permettre à nos continuateurs, je veux parler des enfants, d'accomplir leur rôle historique. Le thème du troisième anniversaire de la Révolution démocratique et populaire, "l'Enfant et le Plan quinquennal" a situé éloquemment le contenu de la portée du choix du Conseil national de la révolution en la matière.

Dans l'immédiat, et ce malgré les efforts déployés çà et là, force est de constater, de reconnaître, qu'il reste beaucoup sinon tout à faire, tant sur le nombre des enfants à éduquer que sur le contenu de cette éducation.

Aujourd'hui, chacun d'entre nous se félicite ou se réjouit, et je vous comprends, du plafonnement des frais de scolarité ; certains manifestent leur satisfaction légitime pour l'accroissement visible du taux de scolarisation, fruit de la prise de conscience et de la mobilisation populaire.

Par contre, chaque parent, chaque responsable s'inquiète de la détérioration tendancielle et continuelle de la qualité de l'enseignement, telle que le révèle le faible niveau des élèves, ces dernières années.

Il s'agit là d'une situation extrêmement grave qui préoccupe au plus haut point notre direction politique, et qui doit préoccuper tout militant de la Révolution démocratique et populaire. Comment ne pas comprendre que toute indifférence ou complaisance vis-à-vis de ce problème est un crime collectif, les enfants étant notre propre avenir. Comment ne pas comprendre que sans un sursaut de rectification nous courons à notre ruine, car si l'école ne produit pas la vraie société burkinabè, elle produira la société des hommes non dignes, non intègres.

Face à cette dégradation continue et dangereuse de notre enseignement, dans son aspect le plus significatif, il faut qu'en révolutionnaires conséquents nous situions les responsabilités et assumions pleinement les nôtres.

Pour cela, il nous faut procéder à un diagnostic profond et précis de la situation de l'enseignement actuel, afin de nous donner les chances de lui trouver une thérapeutique appropriée.

Quel constat peut-on alors faire de notre système éducatif ?

Je sais que chacun d'entre nous l'a déjà établi, du reste, les conclusions de la première Conférence des Comités de défense de la révolution, et le large débat national, ont montré le désir unanime de changer l'école et le système éducatif. Cette position est politiquement juste, et économiquement rationnelle car il n'y a, dans la situation actuelle, aucun motif de fierté.

Au niveau de l'État, les charges, en termes financiers, sont très lourdes, et les résultats, en termes d'efficacité et d'efficience, dérisoires.

Aussi, pendant ces trois dernières années, en moyenne 17 à 20% du Budget de l'État ont été alloués à l'enseignement au seul titre des salaires versés aux enseignants, soit plus de dix milliards de nos francs.

Or, nous savons tous que cette charge, aussi importante qu'elle puisse paraitre, ne représente qu'un aspect du problème, car elle ne prend pas en compte les dépenses multiformes des parents, aux moins égales à celles de l'État.

C'est donc dire que nous avons dépensé pendant la période considérée plus de vingt milliards de francs pour l'éducation de nos enfants.

Posons-nous maintenant la question de savoir quels résultats nous ont rapportés de si lourds investissements ?

À ce niveau, point n'est besoin d'être un expert pour reconnaître le taux élevé de déperdition d'une classe à une autre, et surtout pour fustiger et

répudier la mauvaise qualité des rares produits finis ou semi-finis de notre école.

Par exemple, nous observons avec beaucoup d'amertume, aujourd'hui, qu'un élève qui termine le cours moyen sait à peine lire et comprendre un texte. Il est même établi que si cet élève, en fin de cours moyen, quitte l'école pendant deux ou trois années, il redevient un analphabète complet, alors que théoriquement tout élève qui a fréquenté l'école jusqu'au cours élémentaire est censé être définitivement alphabétisé.

Sur la base de cette constatation, si nous comparons les deux termes ou pôles contradictoires de notre action actuelle, en matière d'éducation, accroissement continu des dépenses d'une part, et d'autre part baisse vertigineuse du niveau des élèves, nous ne pouvons alors éviter de nous demander si nous ne sommes pas en train de financer l'analphabétisme, en croyant de bonne foi le combattre.

Mais ce faible niveau des élèves, aussi injuste et inexpliqué qu'il soit, ne caractérise pas toute la carence du système éducatif incriminé, qui fait peu cas du minimum de civisme à même d'intégrer socialement l'enfant. Voilà pourquoi ils sont nombreux, ceux qui attribuent les déviances sociales observées chez les enfants à cette école exogène et inadaptée : impolitesse, désobéissance et indiscipline, grossièreté et malpropreté, malhonnêteté et délinquance.

Quelles sont les causes de la baisse de qualité de l'enseignement ?

De nombreuses et ténébreuses raisons sont évoquées pour justifier cet état de fait. Pêle-mêle l'on cite :

- La présence massive d'éléments non qualifiés (à défaut de pouvoir dire non désirés) dans l'enseignement. Et aussitôt en rangs serrés, l'anathème est jeté sur les enseignants révolutionnaires, et une apologie romantique à l'adresse des instituteurs de William Ponty ;

- Le surnombre des élèves dans les salles de classe est une excuse toute faite ;

- L'absence ou l'anachronisme des méthodes étant un argument absolutoire.

Bien d'autres raisons sont décrites dans des épanchements de cœur, les uns plus pathétiques que les autres. Mais toutes ces raisons se ramènent à trois causes, trois causes qui sont :

- *Primo* : la non-définition d'une méthode correcte, ce qui dans notre cas, signifie la réforme de l'école ;

- *Secundo* : le manque de moyens importants, c'est-à-dire des enseignants, des infrastructures et un environnement idoine ;

- *Tertio* : l'absence de conscience responsable chez tous les acteurs de l'éducation, c'est-à-dire les parents d'élèves, les enseignants et les élèves.

J'ai choisi de limiter mon propos à cette dernière cause, à savoir : la conscience des hommes. L'homme est la machine la plus complexe, la plus performante du monde, qui dispose d'un centre pluridimensionnel, et autonome et personnel de commandement, de conception, de stimulation et de régulation qui s'appelle la conscience. L'homme, c'est aussi le génie le plus apte à l'organisation. C'est pourquoi, malgré des moyens pédagogiques insignifiants et une définition achevée de type d'école, la qualité des hommes, conséquence de leur degré de conscience, peut être un palliatif autorisant des résultats forts brillants. À l'inverse, l'abondance de moyens et l'affinement de la théorie éducative sans cependant des hommes consciencieux, ne sont que ruine de la société. Je ne vous parlerai donc que de l'homme, c'est-à-dire de chacun de nous. Dans d'autres circonstances, j'évoquerais et développerais les questions

relatives à la nécessité de la réforme scolaire et des moyens complémentaires à engager pour notre école. À cette occasion également, nous verrons que l'homme sera la clé universelle à nos interrogations. Parce que les moyens dépendent des hommes, et la réforme, si nécessaire, ne sera que l'œuvre des hommes. Mais le chemin de l'école nouvelle passe par la transformation de nos mentalités et de nos comportements. Ce qui exige de nous une véritable croisade contre la démission collective qu'a été notre ponce-pilatisme lorsqu'il s'est agi de réfléchir et de proposer une réforme de notre école après avoir décrié la présente.

Camarades, un mal ravage notre jeunesse scolarisée, et un grand malheur s'abattra sur notre peuple, si nous n'engagions le juste combat pour conjurer ce sort que ne mérite pas notre Révolution. Adopter une attitude d'indifférence serait œuvrer, et ce de façon active, au sabotage de l'avenir, à l'assassinat, à l'holocauste même de nos enfants sans défense. Face à notre culpabilité silencieuse, leur innocence clamera demain notre oppression ; nos penchants égoïstes étoufferont en eux tout germe de solidarité. Ainsi donc, même l'enfant dont les résultats scolaires permettent de dire aujourd'hui qu'il est sur la voie du succès sera broyé par la vie de demain, parce que nous n'aurons pas su créer, préserver et développer, aujourd'hui, les règles d'une société saine et solidaire pour les générations à venir.

Pour obtenir la qualité de l'enseignement, il faut que les protagonistes jouent correctement leur rôle. Je veux parler du devoir des enseignants, des parents d'élèves et des élèves eux-mêmes. Ce n'est pas toujours le cas malheureusement.

Que peut-on dire des mauvais enseignants ?

Il est à observer que dans toute sa pyramide, l'enseignement renferme de nombreux phénomènes qui prennent leur propre éducation coloniale ou néocoloniale comme une fin en soi, et montrent de ce fait une incapacité révoltante à adapter l'appris et l'acquis au vécu.

Ces mêmes phénomènes manifestent une absence d'intérêt pour leur métier, ce qui se traduit dans ce domaine comme un manque total d'amour pour l'enfant à former.

Il est vrai que de nombreux enseignants ne voient pas l'enfant à l'école mais simplement leur salaire, et il est regrettable qu'ils ne s'acquittent même pas correctement du travail correspondant à ce salaire. Pire, ces braves camarades ou messieurs (j'avoue ici franchement mon embarras), pour éviter que le travail, perçu comme une contrainte, ne finisse par leur inculquer une conscience professionnelle, ces braves-là, dis-je, vont trouver un abri inexpugnable dans la déchéance et l'activisme extra-scolaire.

Aujourd'hui, la désorganisation des cours est plus le fait des enseignants que celui de l'État : la moindre occasion de manifestation, quelle qu'en soit la nature ou la durée, est prétexte irréfutable pour libérer les élèves, c'est-à-dire pour se libérer soi-même. Et l'on voit les récréations qui n'en finissent pas, les activités CDR étant évoqués à tout propos par ceux qui n'y prennent même pas part, pour expliquer une fuite criminelle des responsabilités.

Si l'on ajoute à cette déplorable situation l'affairisme et le laxisme qui se sont substitués avec un rare succès aux vertus théologales de l'enseignement, l'on comprend aisément le sens de la dégénérescence. Les aides alimentaires ont développé des vocations de gestionnaires chez certains. Après avoir enseigné aux élèves qu'il ne faut jamais voler et que l'honnêteté est la mère des vertus, des enseignants s'occupent des vivres de l'école qu'ils manipulent avec dextérité en les dirigeant vers leur cuisine familiale ou en les vendant, pendant

que la cantine scolaire sert aux enfants des mets peu appétissants. Les cotisations au profit de l'école sont utilisées à d'autres fins. Les mères de famille ont coutume d'entendre à midi les enfants dire avec beaucoup d'anxiété dans la gorge « maman, le maître a dit d'amener 25 francs le soir sinon on n'entre pas en classe ».

Certains enseignants sont devenus de véritables hommes d'affaires, usuriers, possédant bars, buvettes, commerce de vivres, commerce de bois etc… Les journaux envoyés gratuitement aux enfants de même que certaines fournitures scolaires se retrouvent en vente à nos fameuses « librairies par terre ».

Les préparations de la classe sont bâclées ou simplement ignorées.

Pour se donner le moins de travail, l'on réduit du simple au dixième le nombre des devoirs, les rares devoirs étant eux-mêmes corrigés à la hâte. Peu d'enseignants demandent conseils et suggestions à leurs collègues pour leur travail. Combien ne se sont-ils pas retrouvés le jour de l'inspection avec des leçons non préparées ?

Des institutrices sont souvent plus préoccupées par les comptes d'exploitation de leur *dani glacé* ou de leur *lembourdji* que par la préparation des cours et la correction des cahiers.

Des pratiques immorales et indignes d'un formateur sont souvent rencontrées : viol des élèves, avortements clandestins, etc… Des enseignants sont passés maîtres dans cet art, et il leur est devenu objectivement difficile de jouer leur rôle premier. D'où les mesures administratives qui les ont frappés. Qu'ils ne s'en prennent qu'à eux-mêmes, car ils sont responsables de leurs forfaits. Des enseignantes tombent amoureuses de leurs élèves, non d'un amour sain et admirable, mais plutôt de ces liaisons coupables à la lisière de la perversion.

Le choc est dur pour les enfants qui, témoins, sont brutalisés, traumatisés. L'obstacle à la communication pédagogique est alors créé. Ces enseignants deviennent pratiquement inutiles. L'administration sévit. Un torrent de larmes se déclenche. Quel dilemme !

En début d'année, les places dans les établissements sont simplement vendues.

Lorsque les élèves, par une élévation de leur sens moral et de leur niveau politique tentent de dénoncer ces faits, les enseignants crient au scandale, déclarant que depuis qu'il y a les CDR dans les établissements, les professeurs ne sont plus respectés comme il se doit. Et ils s'emploient à faire taire les élèves à coups de mauvaises notes.

Aujourd'hui encore, il existe hélas une catégorie d'enseignants irresponsables. C'est surtout eux qui sont à la base des échecs scolaires. Le plus grave est que leurs responsabilités sont voilées par le fait qu'ils ont réussi à transférer à d'autres enseignants des promotions entières d'enfants qu'ils ont mal instruits, mal formés, dévoyés sûrement.

Les efforts titanesques des enseignants responsables, qui tentent de sauver ces malheureux enfants, arrivent trop tard, débouchent fatalement sur des échecs. Il n'y a plus que tristesse et abattement chez ceux dont la conscience est encore vivante.

Agents cupides, ils ne doivent être perçus que comme des voleurs de l'État, et des rongeurs et des déprédateurs de notre budget national. Ce sont de mauvais fonctionnaires. La première Conférence des commissions du peuple chargées des secteurs ministériels (CCPM) les a dénoncés à Ouahigouya. Il faut les combattre avec tous les raticides de la gamme des sanctions dont dispose notre Fonction publique.

Sur un plan social, ces paresseux ne sont rien d'autre que des parasites véhiculant, en plus de nombreux vices, de l'oisiveté. Il faut s'en méfier, il faut les détruire sinon les fuir.

Sur le plan de leur vie politique, ce sont des opportunistes, des imposteurs, des tartuffes. Ils ne croient plus aux discours, ils ne croient pas plus au Discours d'orientation politique qu'à une calebassée de dolo, un verre de bière ou de whisky, un mégot de cigarette, un bon d'essence… De tels enseignants développent toutes sortes d'ingéniosités, et de stratagèmes pour éviter les inspections, les contrôles, les séances de recyclage. Certains vont jusqu'à l'intimidation politique, le trafic d'influence pour échapper à la rigueur de l'Inspecteur.

Mais ces inspecteurs eux-mêmes, les Conseillers itinérants et tous les autres pédagogues, formateurs des formateurs, ont-ils toujours et tous pris leurs responsabilités, au lieu de rôder autour du ministre de l'Éducation nationale pour obtenir un stage ou simplement jongler pour la reconnaissance d'une équivalence d'un diplôme scabreusement négocié ? N'ont-ils pas généralement préféré les centres de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou, sans égard pour une couverture rationnelle des circonscriptions scolaires ! N'ont-ils pas souvent fuit la fermeté dans la formation des maîtres pour ne s'aliéner personne ! Ils ont donc abâtardi la noble mission de formateur des formateurs.

Maintenant, de la responsabilité des parents d'élèves.

Est-il besoin de rappeler la part de responsabilité d'un père et d'une mère dans l'éducation d'un enfant ? Il s'agirait là d'un simple truisme, si tant il est vrai que l'enfant naît et se développe d'abord dans une famille, et que celle-ci copartage son éducation avec toutes les institutions jusqu'à sa majorité. Or, que constatons-nous aujourd'hui ? Les parents ne s'occupent en général de la scolarité des enfants qu'à la rentrée pour leur trouver une place, et au moment des résultats scolaires pour savoir si leurs enfants sont renvoyés ou pas de l'école.

Entre les deux extrêmes, peu de parents s'intéressent réellement de savoir ce que fait l'enfant à l'école, si à la maison il révise ses leçons ou prépare ses devoirs, s'il comprend et suit les enseignements. Peut-il en être autrement si beaucoup de parents continuent de rentrer tard le soir au moment où l'enfant est déjà au lit, pour repartir le matin après le départ des enfants pour l'école ?

L'éducation d'un enfant nécessite une collaboration étroite entre les parents et l'enseignant.

Il n'est pas nécessaire d'être scolarisé soi-même pour stimuler un enfant, s'intéresser à son travail, l'encourager à réussir. Nous l'avons dit, les élèves sont trop nombreux dans les classes, et il est difficile à un maître de les encadrer tous. C'est vrai, ce sont donc les parents qui doivent donc apporter leur contribution pour que la tâche soit réalisable, obliger l'enfant à se pencher quotidiennement sur ses leçons.

Les parents d'élèves, premiers responsables de l'éducation des enfants, affichent bien souvent des comportements purs d'inconscients.

Beaucoup entretiennent des maîtresses et des foyers parallèles, soumettant femme et enfants restés à la maison à une vie de misère morale et matérielle.

Des enfants manquent du minimum pour aller à l'école (crayons, cahiers, livres, sac, chaussures) alors qu'il n'est pas établi que leurs parents ne peuvent pas les leur procurer. En revanche, ces parents battent perpétuellement leurs enfants, exigeant d'eux le maximum dans leur travail en classe ou à la maison sans leur donner le minimum pour ce faire.

Pour beaucoup de parents, l'enfant une fois à la maison ne doit parler ni de livre, ni de cahier. Ce sont les parents eux-mêmes qui les leur retirent pour ensuite leur confier des travaux pénibles dépassant leurs capacités physiques. Après tout cela, l'enfant s'endort, exténué, sans avoir appris ses leçons. S'ensuivent les mauvaises notes, puis l'échec scolaire, et au bout, la marginalisation sociale.

On refuse aux enfants de vivre leur époque en les enfermant dans la maison, en leur refusant le temps du délassement. Pour nos parents d'élèves commerçants, les enfants sont vendeurs de boutiques, convoyeurs de véhicules à la place des personnes que leurs parents avares refusent d'embaucher, ce qui aurait permis à ces derniers d'avoir un salaire.

Il est certes recommandé de faire travailler les enfants après les classes, mais des proportions devront être respectées. Cela ne devrait pas se faire au détriment du travail à l'école.

Souvent, pour se donner bonne conscience, des parents d'élèves se retrouvent dans des associations. Si de telles organisations sont à saluer, il faut toutefois en déplorer l'inorganisation, l'immobilisme, l'inefficacité et l'inanité. Nous avons horreur des associations de parents d'élèves qui ne se manifestent qu'à l'occasion des anniversaires, des fins d'années, des fêtes, mais sans bilan. Toute association, pour être crédible, doit vivre pleinement et assumer ses responsabilités. Si l'association des parents d'élèves existe à cause des élèves, elle doit veiller à l'éducation de ces derniers. Qu'il s'agisse d'améliorer le cadre de vie des enfants, en réalisant par-ci une clôture d'école, par-là des latrines, ou qu'il s'agisse d'aider à la qualité de l'enseignement en soutenant les bons enseignants, en exprimant aux mauvais la juste réprobation, et en exigeant des élèves le respect de leurs devoirs. De tels comportements courageux seront pour chacun de nous bien plus bénéfiques que les trafics d'influence, les manipulations de listes d'inscrits pour la rentrée et de candidats à repêcher de la part de dirigeants de ces associations de parents d'élèves, plus portés vers l'affairisme et en mal de pouvoir dynastique que de dévouement à la cause de tous.

Voyons enfin la responsabilité des élèves.

Si les élèves ont le droit de se plaindre de la mauvaise qualité de l'enseignement dispensé, ils doivent savoir qu'une grande part de la baisse de la qualité de l'enseignement leur revient également. Certains d'entre eux sont passés champion dans la pratique de l'école buissonnière, aussi bien au primaire qu'au secondaire. Les leçons ne sont plus apprises, les devoirs ne sont plus exécutés, et parce qu'ils ont désormais le droit de s'exprimer à travers leur CDR, ils essaient souvent d'utiliser ce droit-là pour camoufler leur paresse.

Ils se croient autorisés, sous ce couvert, à avoir des attitudes irrespectueuses vis-à-vis de leurs enseignants. Des élèves interpellés pendant les cours, quittent les classes sans la permission de leur professeur. Les activités parascolaires prennent le pas sur les cours.

Nos lycées et collèges sont souvent le théâtre des méfaits de l'alcool, de la cigarette, et même, de la drogue.

Les robes prêt-à-porter, les bijoux et grosses ceintures, les pantalons à pinces, la mode provocatrice, la bamboula hebdomadaire sont devenus les préoccupations principales des élèves au prix d'une prostitution occasionnelle qui tend à devenir un fléau dans nos villes. Que dire alors du sport que les élèves désertent par bandes entières, témoins les 3 000 exemptés de sport aux épreuves du BEPC de 1985. Que l'on ne s'étonne pas que nos enfants ne soient plus capables de soutenir le moindre effort physique.

Les élèves se contentent d'être présents de temps en temps dans les classes, ils n'ont plus le temps de se consacrer à leurs études et beaucoup comptent sur l'heure de la négociation avec les enseignants pour avoir les points nécessaires afin de passer en classe supérieure ou réussir un examen. À la maison, d'interminables séances pour ingurgiter du thé ou danser sans rythme à la faveur d'une lueur blafarde et complice, dans l'ambiance d'une musique qui, pour être non conformiste, multiplie les décibels ou persiste dans l'harmonie des tempos. Au mur, la large photo d'une vedette au regard éthéré, en fait, un délinquant produit par le show-business du capitalisme immoral. C'est le début de l'idolâtrie.

Par couples ou par groupes, des mineures dans les bras de non majeurs, célèbrent une messe qui n'est que la compétition à qui défiera le plus les règles de retenue morale. La société permissive prend ainsi naissance ; l'irresponsabilité de demain s'incruste chez ces jeunes esprits ; les volutes d'une plante prétendue paradisiaque font le reste. Que pourra-t-on alors faire, plus tard, pour rectifier une telle inconduite chez ces futurs hommes quand ils entreront en production ? Les avertissements, les blâmes, les suspensions, les dégagements et les licenciements n'y feront rien. Des inconscients sont nés. Au vu et au su d'enseignants tolérants et lascifs et les regards démissionnaires de parents qui se vantent que leurs enfants soient éveillés ! Oui, éveillés, mais éveillés à la perdition.

Si j'ai fait le tour des différents partenaires de l'éducation, c'est pour permettre de comprendre que chacun à son niveau est également responsable de la mauvaise qualité de notre enseignement éducatif et de notre système d'école : les parents par leur égoïsme, leur indifférence et leur insouciance, les enseignants par leur paresse, leur inconscience et leur affairisme, les élèves par leur paresse, leur indiscipline et leur mauvaise conduite.

Voilà décrits nos comportements inadmissibles. La qualité de notre système éducatif déterminera la valeur des hommes que nous mettrons demain au service de notre peuple. C'est pour cela qu'il est important et urgent que chacun de nous se ressaisisse. Que faut-il faire ? Quels sont donc nos devoirs de responsabilités pour plus de qualité dans l'enseignement ?

Des devoirs attendent chacun de nous. Ils exigent de nous plus d'effort, plus de sacrifices. Ils exigent de nous plus d'abnégation et de volonté de réussir.

Ce que nous attendons des enseignants.

Chaque enseignant devra se mettre à la hauteur de ce que les parents d'élèves et les élèves, en un mot la société, sont en droit d'attendre de lui. Le laxisme, la paresse, l'affairisme, l'immoralité, seront énergiquement combattus.

Il importe pour l'enseignant que ses connaissances pédagogiques soient constamment remises à jour et que ses cours soient minutieusement préparés. Les documents pédagogiques qui sont élaborés à leur intention par les services techniques ne sont pas de trop. Chaque enseignant, partout où il se trouve, a l'obligation de chercher à se les procurer et à s'en inspirer dans son travail quotidien.

Les Conseillers pédagogiques et les Inspecteurs sont appelés à déployer tous les moyens possibles pour l'encadrement des enseignants. Les moyens qui sont progressivement mis à leur disposition doivent y contribuer et doivent les arracher ainsi des tâches administratives. Nos pédagogues devront mettre un point d'honneur à mériter que leur service sorte la quintessence de la connaissance de l'école de l'enfant et des méthodes d'enseignement, mais aussi devront-ils relever tous les défis de chez nous, et hors de chez nous, pour

produire au profit de notre peuple le nec plus ultra de la projection de l'école de demain.

Quant aux directeurs d'école, ils devront avoir le souci constant de faire de leurs établissements des cadres agréables de vie. Propreté et embellissement favorisent sûrement les œuvres de l'esprit, et l'exercice physique contribue au développement harmonieux d'un corps sain. Au-delà de toute chose, c'est l'amour des enfants, lequel se confond avec l'amour du peuple, qui doit prédominer chez tous les enseignants.

Quand il le faudra, nous sanctionnerons. Nous tiendrons désormais compte, dans la notation et l'avancement des enseignants, de leurs résultats aux examens scolaires.

Les écoles ayant des résultats catastrophiques aux examens seront appelés à se justifier et les enseignants recevront, s'ils le méritent, des sanctions appropriées.

Les Conseillers et Inspecteurs seront appelés à répondre des mauvaises prestations des enseignants, puisqu'ils sont chargés de leur encadrement. De même, des distinctions aux yeux du peuple, félicitations, récompenses touchant à la carrière, seront attribuées aux enseignants méritants compte tenu du rendement de leurs écoles.

Chacun sera jugé désormais à la lumière des résultats obtenus, et non plus uniquement sur la base d'un bulletin de notes superficiellement rempli, et dont les appréciations ne correspondent généralement pas à la réalité de la pratique professionnelle. Les enseignants ne seront plus promus exclusivement sur la base de diplômes qu'ils ont personnellement décrochés, et pour la préparation desquels ils ont, dans bien des cas, sacrifié leurs élèves.

Les parents d'élèves, les militants des CDR ont le devoir de dénoncer, lors de leurs assemblées générales, les enseignants grossièrement coupables, et d'en rendre compte aux ministères chargés de l'éducation et au Secrétariat général national des CDR qui enquêteront et séviront.

Les enseignants devront rappeler périodiquement aux parents d'élèves leurs devoirs vis-à-vis des élèves. Lorsqu'un élève sera constamment sale, mal habillé, sans le minimum de fournitures, ne connaissant pas ses leçons et n'ayant pas fait ses devoirs, ses parents seront appelés à s'expliquer et à recevoir, s'ils le méritent, les sanctions appropriées par le truchement des institutions habilitées.

Que doivent faire les parents d'élèves ?

Les parents ont le devoir d'assurer à leurs enfants l'alimentation, l'habillement, les soins médicaux, les fournitures scolaires indispensables. C'est leur premier devoir familial et leurs revenus doivent servir à cela avant toute autre chose. Nos enfants doivent être simples mais propres et bien portants. De plus, les parents ont le devoir d'aimer leurs enfants et de les guider dans leur apprentissage de la vie. Il leur revient d'éveiller le sens civique de leurs enfants et de faire preuve de rigueur dans le suivi des enfants à la maison, leur donner l'amour du travail bien fait. Puisqu'il s'agit plus de former des hommes que de fabriquer des robots aptes à des fonctions précises, veillons à ce que l'enfant, dès aujourd'hui, apprenne et pratique la règle des règles, à savoir le respect de son peuple, c'est-à-dire le souci permanent d'être utile à soi-même en étant utile à toute la société, lutter avec les masses pour avoir droit à célébrer les victoires avec elles, vouer un respect sans bornes à l'homme. Il faut savoir vivre chez nous, avec nous, pour nous.

Et pour cela, nos enfants doivent vivre dans un climat familial sain, car c'est surtout l'exemple des parents qui éduque.

Des dispositions seront prises par les ministères concernés, Éducation nationale, Enseignement supérieur et recherche scientifique, Essor familial et de la solidarité nationale, Secrétariat général national des CDR, pour repérer dans nos écoles les enfants mal soignés, et réaliser les enquêtes nécessaires pour situer les responsabilités des parents. Des parents verront venir à eux des agents de ces institutions pour s'enquérir des raisons de la mauvaise tenue de leurs enfants. Des sanctions disciplinaires et pécuniaires seront prises contre les parents insouciants et négligents pour rétablir les enfants dans leurs droits.

Lorsque l'on prend la lourde responsabilité de mettre un enfant dans ce monde dont l'on connaît pourtant les exigences, l'on doit assumer son rôle jusqu'au bout. Nous ne permettrons plus que ceux qui s'enivrent d'alcool, s'empiffrent de bonnes choses et s'intoxiquent au tabac, abandonnent des êtres fragiles et non responsables à la compassion des autres.

Enfin, que doivent faire les enfants ?

Les élèves, la révolution est, avant tout, discipline et travail. L'élève paresseux ou indiscipliné qui ne respecte ni ses professeurs, ni l'administration de l'établissement, ni le besoin de tranquillité des élèves studieux, qui arrive en retard, joue de ruse pour échapper au cours, donne des signes de dépravation, n'est jamais à jour pour ses devoirs et ses leçons, et a une moyenne lamentable en fin d'année, cet élève-là n'est pas un révolutionnaire. Il mérite d'être exclu des CDR. L'école ne saurait non plus le garder ; tout au moins sans une rééducation appropriée.

Il sera exigé désormais des délégués et militants CDR des établissements, de grandes qualités de travail, de discipline, de ponctualité, de respect de la hiérarchie. Un délégué CDR doit être un exemple à suivre au sein de son établissement. La formation politique et l'instruction vont de pair. Il est impossible de mener l'un au détriment de l'autre. Le délégué CDR qui n'est pas sérieux, appliqué et soigné au travail, ne peut rien exiger de ses camarades comme dévouement révolutionnaire. Celui qui bafoue l'autorité d'un enseignant servant correctement le peuple, celui-là ne peut obtenir à son tour de ses camarades la correction dans leur vie militante, ni le respect des principes tels le centralisme démocratique.

Nos élèves doivent continuer et accentuer leur formation politique et idéologique au sein du Mouvement des pionniers, au sein de leurs CDR. Mais ce militantisme doit contribuer à renforcer leur ardeur au travail, à renforcer leur discipline au sein des établissements, sinon il n'aura pas atteint son objectif.

Tous les élèves devront savoir qu'ils ont obligation de résultats, et de bons résultats. Ils doivent mériter les sacrifices consentis pour eux par la société, donner le bon exemple d'enfant travailleur, patriote, soucieux de son avenir. Il leur sera demandé plus de devoirs à réaliser en classe ou à emporter à la maison. Cela ne devra pas être confondu avec la pratiques des pensums ou d'autres brimades inutiles, mais comme des exercices qui forgent la mémoire, le raisonnement et éduquent le futur travailleur. Ce ne sera point du goût de tous, je le sais, mais nous ne pouvons pas attendre que nos petits élèves deviennent des adultes, que, confrontés alors aux difficultés de la vie, ils regrettent leurs caprices d'aujourd'hui pour s'exclamer « ah ! Si j'avais su ». Ils doivent être tous exemplaires par leur conduite, leur comportement à l'égard de leurs parents, enseignants et camarades. Ils doivent pratiquer la courtoisie, l'assistance aux autres, le goût de l'effort et de la saine émulation. Mais les élèves qui n'auront pas fourni de bons résultats, alors qu'ils en avaient les moyens, seront sanctionnés, tout comme les indisciplinés. Les vacances leur

seront confisquées au profit des périodes de rattrapage, de production et de rééducation.

L'enseignement de qualité est une nécessité vitale de la Révolution démocratique et populaire.

Pour nous, éduquer un enfant sous la RDP, c'est le former, le rendre utile à lui-même, à la société, c'est-à-dire l'aider à s'adapter, à se transformer, à s'améliorer au contact des situations nouvelles, voulues ou imposées. C'est l'amener à savoir apporter sa contribution de travailleur conscient, capable de juger et d'agir, de s'engager et de participer à la construction nationale avec le peuple.

Éduquer un enfant sous la RDP, c'est former un partisan du peuple doté d'un sens de patriotisme, de civisme et de bonne moralité, prêt et apte à accomplir les tâches qui concourent au bonheur du peuple. C'est former un homme conscient des responsabilités qui l'attendent, un formateur, un agent de développement.

L'éducation s'intéresse donc à l'enfant dans toute sa dimension physique, affective et intellectuelle. L'action éducative est permanente et le séjour à l'école n'en est qu'une séquence, mais une séquence très importante.

L'école doit certes apprendre à lire, à écrire, mais l'école doit surtout apprendre à l'enfant à compter, non pas compter ses doigts en rêvant, mais compter sur ses propres forces.

Mettre un enfant à l'école, c'est donc investir. C'est un investissement en argent, en temps et en espoir, et comme tel, il doit être rentabilisé. L'échec n'est pas permis, et s'il se réalisait, après un investissement de vingt milliards de francs environ, nous aurions failli à notre devoir vis-à-vis des 80% d'enfants qui n'ont pas eu la chance d'aller à l'école, et aussi vis-à-vis des 20% d'enfants privilégiés, immolés sur l'autel de notre démission et de notre irresponsabilité.

Nous apprécierons la rentabilité de notre système, non pas par les résultats d'une sélection à outrance, mais par les fruits d'une formation complète de l'enfant, telle que nous la souhaitons dans notre éducation. La qualité du niveau que nous recherchons ne saurait être le fait d'une forte sélection.

Tout en combattant l'enseignement au rabais, nous combattrons l'élitisme, solution de facilité et d'injustice qui nous ôterait le droit de nous dire serviteurs du peuple.

Les sanctions que nous infligerons n'auront pas pour but de condamner les fautifs à ne plus pouvoir se rattraper ou s'éduquer. Ce seront des sanctions graduelles et éducatives pour permettre à chacun de mieux se pénétrer de ses devoirs dans la société, et de saisir l'occasion offerte pour redresser sa conduite.

Aux parents d'élèves défaillants, il leur sera rappelé avec fermeté que la paternité et la maternité sont des responsabilités. Celui qui produit un délinquant nuit à toute la société. Cette société-là a donc le droit d'interférer dans les relations entre les parents et leurs fils pour l'intérêt de tous.

Aux enseignants exemplaires, le temps, les moyens et le cadre seront trouvés pour leur donner la part de formation qui leur a fait défaut, que cette formation manquante soit technique ou relève des devoirs sociaux vis-à-vis de notre peuple. Les élèves, eux aussi, bénéficieront de cette même rigueur pour progresser.

Camarades, bien d'enseignants, de parents d'élèves et d'élèves sont méritants et irréprochable. Ceux-là, nous les connaissons aussi. Les propos que nous tenons ici, s'ils ne leur sont pas adressés, devront cependant rester pour eux stimulants, pour les aider à persévérer dans la juste voie et à défendre leurs

nobles vertus sociales, pour lesquelles ils ont jusque-là combattu inlassablement et seuls. Ils se réjouiront que l'appel que je lance renforce leurs rangs par d'autres hommes qui abhorrent la médiocrité et le vice.

Camarades militantes et militants de la Révolution démocratique et populaire,

L'une des tâches les plus urgentes à résoudre par notre Révolution sous peine de se retourner en son contraire est bien celle de l'éducation de nos enfants. Il faut apprendre à l'enfant à être d'abord et avant tout un être social, c'est-à-dire un homme et non un individu.

Il faut que l'école nouvelle et l'enseignement nouveau concourent à la naissance de patriotes et non d'apatrides. Mettre un enfant à l'école doit cesser d'être perçu comme un simple placement comptable, si tant est vrai que la transformation continue des sociétés, qui incombe aux générations successives, comporte des éléments quantifiables et non qualifiables.

Une telle mission, dans toute la plénitude de sa noblesse, implique des tâches concrètes et des sacrifices qui nous interpellent tous. Si l'amélioration des comportements individuels est une solution à court terme, la restructuration totale de notre système éducatif nous semble être conforme à l'édification d'une société engagée dans une gestion planifiée.

Faut-il le rappeler, la victoire que nous devons gagner sera le fait des hommes. Développons la conscience des acteurs de l'éducation de nos enfants et le reste nous sera donné par surcroît.

Que n'a-t-on pas dit sur nos nouveaux enseignants dont les limites en pédagogie sont réelles et objectives !

Mais il est injuste de ne voir comme cause de la baisse de la qualité de l'enseignement que les enseignants révolutionnaires ou ceux du Service national populaire. Parce que, même dans les écoles où les éléments du SNP n'enseignent pas, le niveau baisse. Avant l'introduction de ces éléments dans le corps enseignant, le niveau baissait déjà. Dans beaucoup d'autres pays où n'existe pas le SNP, le niveau ne cesse de baisser.

Cessons aussi de pratiquer la politique de l'autruche en invoquant comme leitmotiv la réforme, car ce n'est pas tant la réforme que le sérieux, la rigueur avec lesquels elle est appliquée qui importent. N'oublions jamais que la prétention plus ou moins justifiée que nous affichons d'avoir été bien formés tient à la droiture, à l'abnégation, au goût du travail bien fait de certains maîtres dont nous nous souvenons, plus qu'au syllabaire ou à l'histoire de « nos ancêtres les Gaulois » que nous apprenions par cœur.

C'est une nouvelle approche de l'éducation que nous souhaitons aborder. Nous ne sommes pas ici uniquement pour écouter et repartir. Chacun d'entre nous est ici en acteur et non en spectateur. J'invite chaque Haut-Commissaire dans sa province à organiser des meetings autour de la qualité de l'enseignement, afin de sensibiliser les militants autour de leur participation active à l'œuvre d'éducation. J'invite aussi les Inspecteurs d'enseignement, les Chefs d'établissements à organiser à leur tour des rencontres avec les enseignants pour débattre de la stratégie à mettre en place et des actions concrètes pour combattre les maux que nous avons dénoncés, et raviver le niveau de conscience professionnelle, l'esprit d'initiative et de créativité. J'invite les CDR, les Conseils d'administration ministériels (CAM), les structures de l'Union nationale du Burkina, de l'Union des femmes du Burkina, les associations de parents d'élèves, à dégager les tâches qui sont les leurs pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement. J'invite également les élèves à

organiser dans leurs établissements des réunions autour de leurs responsabilités dans la baisse actuelle du niveau de l'enseignement.

Chacun d'entre nous, à partir de cet appel de Gaoua, devra entreprendre une œuvre de sensibilisation. À chaque niveau, une stratégie doit être élaborée pour rehausser le niveau en amenant chacun à jouer son rôle. C'est une tâche permanente.

Camarades,

Il s'agit bel et bien d'une lutte politique. Avant-hier, le colonialisme, hier le néo-colonialisme et aujourd'hui l'impérialisme nous ont piégés. Ils ont créé malicieusement un cadre de corrosion de nos mentalités. Ils nous ont arrachés d'un univers logique et harmonieux et nous ont poussés vers un monde qui, nous le savons, restera inadapté pour nous.

Cependant, dans la marche forcée qui nous est imposée par l'irrésistible séduction de la domination étrangère, nous perdons nos énergies pour avoir trop bandé nos muscles qui éclatent, nous perdons nos âmes pour avoir voulu n'être plus nous-mêmes. La jungle de la société capitaliste, sa philosophie d'injustice et d'exploitation de l'homme par l'homme créent pour chacun de nous les alibis, l'absolution anticipée, le blanc-seing du dédouanement. Alors nous voilà lancés à corps perdu dans la lutte égoïste pour des plaisirs qui ne constituent qu'une illusion de bonheur, et pour cela nous écrasons, et notre prochain, et les valeurs de notre peuple. Dans ce capharnaüm de mœurs dissolues, l'homme devient réellement un loup pour l'homme. L'horloge de la société se détraque, et le bon état de quelques pièces ne suffit plus à assurer un fonctionnement correct. Il n'y a plus d'obligation de qualité par la société, plus de discipline collective et individuelle pour y parvenir : la bête prend le dessus sur l'homme et le troupeau, insensiblement, remplace la collectivité des êtres pensants. Nos enfants naissant et grandissant dans un tel milieu s'exercent eux aussi à la vie débridée, à l'extinction des valeurs.

Camarades, enseignants, parents d'élèves et élèves,

C'est au prix d'une violence sur nos mauvaises habitudes et nos pratiques irresponsables, mais aussi d'une victoire sur nous-mêmes que nous remplirons notre mission historique de préparer une relève sûre et de former selon la morale et l'éthique révolutionnaire les bâtisseurs du Burkina Faso de demain.

La Patrie ou la Mort, Nous Vaincrons ! »

Hommage posthume au président du Mozambique, Samora Machel - 19 octobre 1986

« Camarades militantes et militants, il ne s'agit pas aujourd'hui pour nous de pleurer, mais d'avoir une attitude révolutionnaire face à cette situation tragique que provoque en nous la disparition de Samora Machel. Nous ne devons pas pleurer pour ne pas tomber dans le sentimentalisme. Le sentimentalisme ne sait pas interpréter la mort. Il se confond avec la vision messianique du monde qui, attendant d'un seul homme la transformation de l'univers, provoque lamentation, découragement et abattement dès lors que cet homme vient à disparaître.

Il ne s'agit pas pour nous de pleurer non plus, pour ne pas nous confondre avec tous ces hypocrites, ces crocodiles et ces chiens qui ici et ailleurs font croire que la mort de Samora Machel provoque en eux la tristesse. Nous savons très bien qui est triste et qui se réjouit de la disparition de ce combattant. Nous ne voulons pas tomber dans cette compétition de cyniques qui décrètent, par-ci par-là, tant et tant de jours de deuil ; chacun essayant d'affirmer et d'afficher son abattement par des larmes que, nous, révolutionnaires, devons interpréter à leur juste valeur.

Samora Machel est mort. En tant que révolutionnaires, cette mort doit nous édifier, nous fortifier en ce sens que les ennemis de notre révolution, les ennemis des peuples nous ont dévoilé une fois de plus une de leurs tactiques, un de leurs pièges. Nous avons découvert que l'ennemi sait abattre les combattants même quand ils sont dans les airs. Nous savons que l'ennemi peut profiter d'un moment d'inattention de notre part pour commettre ses odieux crimes. De cette agression directe et barbare qui n'a pour seul but que de désorganiser la direction politique du Frelimo [Front de libération du Mozambique] et de compromettre définitivement la lutte du peuple mozambicain, mettant fin ainsi à l'espoir de tout un peuple, de plus d'un peuple, de tous les peuples, tirons-en les leçons avec les frères mozambicains.

Nous disons à l'impérialisme et à tous nos ennemis que, chaque fois qu'ils commettront de tels actes, ce sera autant d'enseignements qu'ils nous auront donnés, certes, pas gratuitement, mais d'une façon qui sera à la hauteur de ce que nous méritons. Hier, les ennemis des peuples, les ennemis de la liberté des peuples avaient cru bien faire, avaient cru réussir [leur coup] en abattant lâchement, de façon barbare et par traîtrise, Eduardo Mondlane. Ils espéraient qu'ainsi, le drapeau de la lutte de libération tomberait dans la boue et que, définitivement, le peuple prendrait peur et renoncerait à la lutte.

Mais c'était compter sans cette détermination, sans cette volonté populaire de se libérer. C'était compter sans cette force spéciale qui existe chez les hommes et leur fait dire non, malgré les balles et les pièges. C'était compter sans les combattants intrépides du Frelimo.

C'est dans ces conditions que Samora Machel a osé reprendre le drapeau que tenait Eduardo Mondlane dont nous gardons la mémoire. Immédiatement, Machel s'est imposé comme un leader, une force, une étoile qui guide et éclaire. Il a su faire profiter les autres de son internationalisme : il n'a pas combattu seulement au Mozambique ; mais aussi ailleurs, et pour les autres.

Posons-nous la question aujourd'hui : qui a tué Samora Machel ? On nous parle d'enquêtes qui se mènent, d'experts qui se réuniront pour déterminer la cause de la mort de Machel. Déjà, l'Afrique du Sud, aidée par les radios

impérialistes, essaie de faire passer la thèse de l'accident. On nous fait croire que des éclairs se seraient abattus sur l'avion. On nous fait croire qu'une erreur de pilotage aurait conduit l'avion là où il ne fallait pas.

Sans être pilotes ou experts en aéronautique, il y a une question que nous pouvons nous poser en toute logique : « Comment un avion volant à une si haute altitude a pu brusquement raser les arbres et se renverser, c'est-à-dire venir à moins de 200 mètres du sol ? »

On nous dit que le nombre de survivants est une preuve qu'il s'agit d'un accident et non d'un attentat. Mais, camarades, comment des passagers d'un avion, brutalement réveillés par le choc, peuvent-ils dire comment et pourquoi leur avion s'est renversé et s'est écrasé ? Pour nous il s'agit purement et simplement de la continuation de la politique raciste des Blancs d'Afrique du Sud ; il s'agit d'une autre manifestation de l'impérialisme.

Pour savoir qui a tué Samora Machel, demandons-nous qui se réjouit et qui a intérêt à ce que Machel ait été tué ? Nous trouvons côte à côte, main dans la main, d'abord les Blancs racistes d'Afrique du Sud que nous n'avons cessé de dénoncer. Nous trouvons à leurs côtés ces marionnettes, ces bandits armés du MNR, dit Mouvement national de résistance (Renamo). Résistance à quoi ? À la libération du peuple mozambicain, à la marche pour la liberté du peuple mozambicain et d'ailleurs, et à l'aide internationaliste que le Mozambique à travers le Frelimo apportait aux autres peuples.

Nous trouvons également les Jonas Savimbi. Il doit se rendre en Europe. Nous avons protesté contre cela. Nous avons dit aux Européens, en particulier à la France que, si elle a établi un visa d'entrée pour lutter contre le terrorisme, si elle recherche les terroristes, elle en a trouvé un : Jonas Savimbi. À leurs côtés, nous trouvons les traîtres africains qui font transiter par chez eux des armes contre les peuples africains. Enfin, nous trouvons ces éléments qui crient çà et là « paix » mais déploient chaque jour leur intelligence, leurs énergies pour aider et soutenir les traîtres à la cause africaine. Ce sont eux qui ont assassiné Samora Machel. Hélas, pour n'avoir pas apporté le soutien nécessaire à Samora Machel, nous autres Africains l'avons aussi livré à ses ennemis. En effet, lorsque, répondant à l'appel de l'Organisation de l'unité africaine, le Mozambique a rompu définitivement ses relations avec l'Afrique du Sud, qui au niveau de l'OUA l'a soutenu ? Pourtant le Mozambique, lié économiquement à l'Afrique du Sud, connaissait d'énormes difficultés. Les Mozambicains ont lutté et résisté seuls contre l'Afrique du Sud. C'est pourquoi nous, Africains au sein de l'OUA, portons une lourde responsabilité dans la disparition de Samora Machel.

Les discours d'aujourd'hui ne seront jamais rien tant que nous n'essaierons pas dans le futur d'être plus conséquents dans nos résolutions. À Harare [au huitième Sommet du Mouvement des pays non-alignés], le Burkina Faso a soutenu la même position. Il ne s'agit pas d'applaudir Robert Mugabe, de le présenter comme un digne fils du non-alignement si quelques heures après notre départ, l'Afrique du Sud se mettant à bombarder le Zimbabwe, chacun de nous resterait douillettement dans sa capitale, se contentant d'envoyer des messages de soutien. Certains États nous avaient applaudis, d'autres avaient trouvé que nous allions trop loin. Aujourd'hui l'histoire nous donne raison : Quelque temps après le sommet des non-alignés, l'Afrique du Sud a fait son sale boulot ; et nous voilà seulement dans des condamnations verbales.

C'est l'impérialisme qui organise, qui orchestre tous ces malheurs ; c'est lui qui a équipé et formé les racistes ; c'est lui qui leur a vendu des radars et des avions de chasse pour surveiller et abattre l'avion de Samora Machel. C'est également lui qui a mis des fantoches en Afrique pour lui communiquer des

informations sur l'heure du décollage de l'avion et l'heure de son passage dans la zone. Et c'est encore lui qui essaie de tirer profit de la situation et qui déjà cherche à savoir qui va succéder à Samora Machel. C'est enfin lui qu'essaie de diviser les combattants mozambicains en les classant en modérés et en extrémistes.

Samora Machel était un grand ami de notre révolution, un grand soutien de notre révolution. Il le disait partout et le montrait dans ses attitudes vis-à-vis des délégations burkinabè. Nous avons été en contact avec lui pour la première fois à travers ses écrits sur la révolution. Nous avons lu et étudié les ouvrages de Machel, et nous avons communié intellectuellement avec lui. La deuxième fois que nous l'avons connu, c'était à New-Delhi au Sommet des non-alignés. Il disait qu'il suivait la situation dans notre pays, mais était inquiet à cause de la volonté de domination de l'impérialisme.

Par la suite, nous l'avons rencontré à Addis-Abeba deux fois. Nous avons discuté. Nous avons admiré cet homme qui n'a jamais baissé la tête, même après les accords de Nkomati dont il comprenait la portée tactique, et que certains éléments opportunistes ont essayé d'exploiter contre lui en le faisant passer pour un lâche. La délégation burkinabè avait alors pris la parole pour dire que ceux qui attaquaient le Mozambique n'avaient pas droit à la parole tant qu'ils n'avaient pas pris les armes pour aller combattre en Afrique du Sud.

Nous l'avions beaucoup soutenu, mais il nous soutenait également. Au dernier sommet de l'OUA, lorsque la position burkinabè avait été attaquée par certains États, Machel avait pris la parole et dit que « s'ils n'avaient pas la reconnaissance et le courage d'applaudir le Burkina Faso, ils devaient au moins avoir honte et se taire ».

Nous nous sommes encore retrouvés chez lui à Maputo. Il nous a beaucoup aidés à comprendre la situation intérieure et extérieure extrêmement difficile dans laquelle il se trouvait. Tout le monde sait le rôle joué par Samora Machel au sein des pays de la Ligne de front.

Enfin, nous l'avons retrouvé à Harare au dernier sommet des non-alignés où nous avons eu de nombreuses conversations. Samora Machel se savait une cible de l'impérialisme. Il avait par ailleurs pris l'engagement de venir au Burkina Faso en 1987. Nous avions convenu d'échanger des délégations au niveau de nos CDR, de l'armée, de nos ministres, etc.

Tout cela doit nous servir de leçon. Nous devons nous tenir solidement, main dans la main avec les autres révolutionnaires, parce que d'autres complots nous guettent, d'autres crimes sont en train d'être préparés.

Camarades, je voudrais vous inviter tous à accompagner de vos vœux la médaille, la distinction honorifique que nous conduirons au Mozambique pour décorer Samora Machel. Nous lui enverrons la plus haute distinction du Burkina Faso, de notre révolution ; parce que nous estimons que son œuvre a contribué et contribue à l'avancée de notre révolution. Il mérite donc que nous lui décernions l'Étoile d'or du Nahouri.

En même temps je vous invite, sur toute l'étendue de notre territoire, à baptiser des carrefours, des immeubles, etc., du nom de Samora Machel parce qu'il l'aura mérité. Il faut que la postérité se souvienne de cet homme, de tout ce qu'il a fait pour son peuple et pour les autres peuples. Ainsi nous aurons matérialisé chez nous cette mémoire pour que d'autres hommes s'en souviennent éternellement.

Camarades, nous nous sommes réunis aujourd'hui pour réfléchir sur la disparition de Samora Machel ; demain, il faudra avancer, il faudra vaincre.

La patrie ou la mort, nous vaincrons ! »

La lutte du Nicaragua est aussi la nôtre - 8 Novembre 1986

« Je voudrais tout d'abord vous remercier pour l'accueil chaleureux qui nous a été réservé ici, à Managua. Je voudrais aussi dire toute la fierté que nous éprouvons de prendre la parole au nom de toutes les délégations étrangères.

Nous sommes venus de loin, de très loin parfois de plusieurs milliers de kilomètres. On peut se demander ce qui nous unit aux Nicaraguayens qui sont si loin de nous. Ce n'est pas la distance géographique. On peut se demander ce qui nous unit aux Nicaraguayens qui sont si différents de nous par la couleur de la peau. Eh bien, nous sommes unis par la lutte pour la liberté et le bonheur des peuples. Nous sommes unis par le même désir de justice pour les peuples. Nous sommes déterminés ensemble contre l'impérialisme et les ennemis des peuples.

Toutes les délégations ici présentes mesurent la valeur de la lutte du peuple nicaraguayen. À travers le monde nous saluons votre lutte. À travers le monde entier nous appuyons votre lutte. Votre lutte est juste. Elle est juste parce qu'elle est anti-impérialiste ; elle est juste parce qu'elle est contre les oppresseurs et les ennemis des peuples. Votre lutte est juste parce qu'elle est contre les bandits. Votre lutte est juste parce qu'elle rejoint les luttes de tous les peuples du monde entier.

Le peuple palestinien lutte pour la liberté et pour son bonheur. Le peuple namibien lutte pour son indépendance. Beaucoup d'autres peuples sont en train de lutter dans le monde pour leur liberté. En Afrique, nous sommes confrontés directement au colonialisme, au néo-colonialisme et à l'impérialisme. Les fascistes, les nazis existent en Afrique du sud où ils ont créé l'apartheid contre les Noirs. La lutte contre l'apartheid n'est pas seulement la lutte des Noirs mais une lutte de tous les peuples qui veulent vivre libres et unis. Cette lutte est une lutte de tous les peuples du monde entier ; et nous, les Africains, nous réclamons la participation de tous [à cette lutte].

Et les peuples et les dirigeants qui ne participent pas à la lutte contre l'apartheid sont des dirigeants ingrats et traîtres. Ils sont traîtres et ingrats parce qu'ils ont oublié qu'hier les Africains ont versé leur sang pour lutter contre le nazisme au profit des peuples d'Europe et d'ailleurs. Aujourd'hui il s'agit de verser le sang contre l'apartheid et pour le bonheur d'autres peuples.

Camarades, je voudrais vous demander d'observer une minute de silence à la mémoire de Samora Machel, ce grand combattant de la liberté africaine... Je vous remercie.

Nous disons que la lutte du peuple nicaraguayen doit être soutenue par chacun de nous à travers le monde. Nous devons soutenir le Nicaragua parce que si le Nicaragua était écrasé, ça serait une brèche créée dans le bateau des autres peuples. C'est pourquoi nous devons lutter politiquement et diplomatiquement pour soutenir le Nicaragua. Nous devons aussi soutenir économiquement le Nicaragua. Nous devons populariser la lutte du Nicaragua à travers le monde.

Nous voulons rendre hommage ici à tous ceux qui dans le monde entier apportent leur soutien au Nicaragua. Qu'il s'agisse des pays du Groupe de Contadora ou des pays du Groupe d'appui, qu'il s'agisse des partis et des organisations, qu'il s'agisse des organisations internationales qui ont accepté de reconnaître la cause juste du Nicaragua, tous méritent d'être félicités parce que

les manœuvres de l'impérialisme pour les empêcher de soutenir les Nicaraguayens sont nombreuses et multiformes.

Camarades nicaraguayens, aujourd'hui nous célébrons ensemble le vingt-cinquième anniversaire du Front sandiniste. Aujourd'hui, nous saluons également la mémoire de Carlos Fonseca. La seule façon, la meilleure façon pour chacun de nous d'honorer sa mémoire, c'est de faire en sorte que chaque centimètre carré devienne un centimètre carré de la liberté et de la dignité. C'est pourquoi il faut écraser les *Contras*. Les *Contras* sont des charognards qu'il faut écraser. Les *Contras* sont des chacals qui ne méritent pas le respect. Les *Contras* sont des gens qui ont vendu leur cœur pour recevoir l'argent impérialiste. Mais vous, vous devez résister contre les bombardiers, contre le minage de vos ports et contre le blocus économique. C'est un devoir pour chaque Nicaraguayen de repousser loin ces fantoches et marionnettes de l'impérialisme que sont les *Contras*.

Nous voulons vous remercier au nom du Burkina Faso révolutionnaire. Nous voulons vous remercier au nom de tous les pays progressistes et révolutionnaires qui sont présents ici. Nous voulons vous remercier, également, au nom de tous les partis frères qui sont ici.

Et nous disons avec vous :

À bas l'impérialisme !

À bas le colonialisme !

À bas le néo-colonialisme !

À bas les exploiteurs des peuples !

À bas les ennemis des Nicaraguayens !

Vive le Front sandiniste !

Gloire immortelle à Carlos Fonseca !

Gloire immortelle à l'amitié révolutionnaire entre les peuples !

No pasaràn !

No pasaràn !

No pasaràn.Muchas gracias. »

Discours de Thomas Sankara lors de la visite de François Mitterrand à Ouagadougou, le 17 novembre 1986

« Permettez-moi de m'adresser à notre illustre hôte, M. François Mitterrand, et à son épouse, Madame Danielle Mitterrand.

Monsieur le Président, lorsqu'il y a de cela quelques années, vous passiez par ici, ce pays s'appelait la Haute-Volta. Depuis, bien des choses ont changé et nous nous sommes proclamés Burkina Faso. C'est là tout un programme dans lequel est inscrit le code de l'honneur et de l'hospitalité. Et c'est pour cette raison que nous sommes sortis vous souhaiter la bienvenue ici, au Burkina Faso, à l'occasion de votre brève escale à Ouagadougou.

C'est la malédiction pour celui chez qui jamais l'on ne frappe, celui chez qui jamais ne passe et ne s'arrête le voyageur assoiffé et affamé. Au contraire, et c'est notre cas, le voyageur s'est arrêté chez nous et, lorsque après la gorgée d'eau rafraîchissante, des forces sont venues, il a engagé le discours avec nous pour mieux nous connaître, pour mieux nous comprendre et emporter avec lui, chez lui, des souvenirs de chez nous.

Monsieur le Président, il est difficile de dissocier l'homme d'État que vous êtes de l'homme tout court. Mais je voudrais dire avec insistance que nous accueillons ici François Mitterrand. Et c'est bien pour cette raison que chacun ici vous a témoigné, à sa manière, sa satisfaction, sa joie de saluer celui qui est venu pour voir et témoigner de sa bonne foi, de son objectivité, que quelque chose se fait quelque part sous le soleil d'Afrique, au Burkina Faso.

Le Burkina Faso est un chantier, un vaste chantier. Le temps ne nous a pas permis d'aller rendre visite et hommage à ces nombreux travailleurs ici et là, qui, chaque jour, s'entêtent à transformer le monde, à transformer un univers aride, difficile. Les victoires qu'ils viennent de remporter déjà nous permettent de dire que nous sommes loin du mythe du travail de Sisyphe. En effet, il faut mettre une pierre sur une autre, recommencer et encore recommencer. C'est dans ces conditions qu'aujourd'hui le Burkina Faso est fier d'avoir fait passer le taux de scolarisation de 10 % à près de 22 %, grâce à ces nombreuses écoles, à ces nombreuses classes que nous avons construites de nos mains, ici et maintenant. Nous avons pu réaliser de nombreux barrages, de nombreuses petites retenues d'eau qui, si elles ne sont pas de la taille de ces grands ouvrages dont on parle tant dans le monde, ont leurs mérites, et nous inspirent des motifs légitimes, je crois, de fierté.

C'est encore avec le courage de nos bras et la foi de nos cœurs que nous avons construit, dans chaque village du Burkina Faso, un poste de santé primaire. C'est avec détermination que nous avons vacciné des millions et des millions d'enfants, de ce pays et des pays voisins. La liste serait longue mais, hélas, elle ne suffirait pas à représenter un pas, un seul pas de notre programme vaste et ambitieux. C'est donc dire que la route est longue, et très longue.

Monsieur François Mitterrand, venant au Burkina Faso, ce sont ces réalités que nous souhaitons que vous puissiez connaître. C'est cela que nous souhaitons que vous puissiez rapporter en France, et ailleurs.

Dans le tumulte des luttes, dans la cacophonie des agressions, il est utile que des témoignages justes, sains et appropriés disent ce qui est. Et, en vous choisissant comme interprète et porte-parole, nous voulons également souligner les combats constants qui ont animé votre carrière politique, votre vie tout

court. Ces combats-là, nous les connaissons, et ils nous inspirent également, nous autres du Burkina Faso.

Vous aimez à parler, avec parfois entêtement dans certains milieux réfractaires, du droit des peuples. Vous aimez à parler, avec une lucidité que nous avons appréciée, de la dette. Vous aimez à parler également de la coopération, du tiers-monde. C'est bien. Lorsque nous avons appris que Monsieur François Mitterrand allait fouler le sol du Burkina Faso, nous nous sommes dit que si le raisonnement nous écartait de l'élégance des propos, le sens du noble combat, je veux parler des joutes oratoires, saurait nous rapprocher, tant nous apprécions ceux chez qui le discours s'éloigne du négoce, des tractations, des combines et des magouilles.

Au Berry [province française], je crois, votre nom, Mitterrand, signifie terrain moyen ou, peut-être, mesureur de grains ? Dans tous les cas, homme de bon sens. Bon sens proche de ces hommes qui sont liés à la terre, la terre qui ne ment jamais. Qu'il s'agisse du grain, qu'il s'agisse du terrain, nous pensons que la constante est que vous resterez vous-même lié au terroir. C'est pourquoi, parlant du droit des peuples, thème qui vous est cher, nous disons que nous avons écouté, apprécié les appels que vous avez lancés et que vous avez répétés après mai 81.

Nous suivons et apprécions aussi, chaque jour, les actes comme ils sont posés. La France est engagée avec les autres peuples du monde dans la lutte pour la paix et c'est pourquoi, à l'heure où nous nous rencontrons aujourd'hui, il convient de rappeler que d'autres, ailleurs, ignorent, et pour combien de temps, cette paix.

Il s'agit d'abord des Palestiniens. Les Palestiniens, des hommes et des femmes qui errent de part en part, bohémiens du sionisme. Ces hommes et ces femmes qui sont contraints de chercher refuge, ces hommes et ces femmes pour qui la nuit est une succession de cauchemars, et le jour une avalanche d'obus.

La paix c'est aussi le Nicaragua. Vous-même, dans un de vos discours, disiez avec force le soutien que vous apportiez au Nicaragua contre les minages de son port, contre toutes les actions qui sont dirigées, de l'extérieur, contre les Nicaraguayens. Vous-même, dans vos nombreux entretiens avec le commandant Ortega, avez eu à plaindre ce peuple qui n'en finit pas de souffrir et qui n'en finit pas de subir des actions de barbares qui ne sont pas venus de très loin, parce qu'ils sont Nicaraguayens, mais qui sont fortement appuyés par d'autres.

La paix, c'est aussi l'Iran et l'Irak. Combats fratricides complexes, incompréhensibles, où l'on ne sait plus qui est dans quel camp, tant les imbrications sont nombreuses, mais où l'on peut retenir simplement que ces armes, dont les cliquetis signifient la mort, chantent aussi la tristesse pour les femmes, les enfants, les vieillards. Ces armes-là sont fournies chaque jour par ceux qui se nourrissent du sang des autres, par ceux qui jubilent lorsque le fer tue et que le feu brûle.

La paix dans le monde, c'est également cette région tourmentée du Sud de l'Afrique. Comme si, par un sort quelconque, on y avait concentré des éléments incompatibles, dans un cafouillage et dans des affrontements qui chaque jour se multiplient et s'agrandissent. Il n'y a pas longtemps, nous avons été consternés par la mort de Samora Machel.

En même temps, nous y avons vu un message, une indication : la nécessité de lutter contre un ordre barbare, inique, rétrograde ; de lutter contre un ordre que les peuples civilisés, et nous comptons la France parmi ces peuples-là, ont le devoir de combattre pied à pied, qu'il s'agisse de sanctions économiques,

qu'il s'agisse de mesures politiques et diplomatiques, qu'il s'agisse également de combats militaires directs et ouverts contre le racisme, l'apartheid en Afrique du Sud.

C'est dans ce contexte, Monsieur François Mitterrand, que nous n'avons pas compris comment des bandits comme Jonas Savimbi, des tueurs comme Pieter Botha, ont eu le droit de parcourir la France si belle et si propre. Ils l'ont tachée de leurs mains et de leurs pieds couverts de sang. Et tous ceux qui leur ont permis de poser ces actes en porteront l'entière responsabilité, ici et ailleurs, aujourd'hui et toujours.

Nous savons que de nombreux débats ont été engagés autour de cette question, et nous connaissons les positions des uns et des autres. Mais enfin, pour nous la tristesse est immense. Ces hommes-là n'ont pas le droit de parler de compatriotes morts pour la paix, parce qu'ils ne connaissent pas la paix. Ceux qui sont morts pour la paix sont en train de reposer en paix, et ensemble, chaque jour nous faisons en sorte que leur mémoire se perpétue, grâce aux actes que nous essayons chacun de poser dans ce sens-là.

La paix dans le monde, c'est aussi la République arabe sahraouie démocratique où, et nous ne comprenons pas, un peuple, le peuple sahraoui, n'a toujours pas pu, n'a toujours pas trouvé comment s'autodéterminer, parce que des oppositions fortement soutenues, appuyées, s'intercalent, s'interposent.

La paix, c'est, également dans cette région, la Libye bombardée, des maisons détruites mais surtout un carnage inutile qui n'aura même pas permis à leurs auteurs d'aboutir, d'arriver à leurs fins, tout en privant ceux-là de leurs plus proches parents, de leurs amis, et de leurs réalisations.

La paix, c'est aussi le Tchad. Le Tchad pour lequel les constructions et les destructions se succèdent. Le Tchad pour lequel les opérations, les expéditions aussi se succèdent. Le Tchad ne trouvera jamais la paix, le bonheur, et le développement par conséquent, tant que les Tchadiens eux-mêmes n'auront pas eu le loisir de se choisir une voie, et un chemin de construction nationale.

Pour toutes ces « zones de tempêtes », et pour bien d'autres, je crois, Monsieur le président, que vos efforts ne peuvent qu'être d'un puissant secours, en raison de l'importance de votre pays ; en raison aussi de l'implication, directe ou indirecte, de votre pays dans ces zones-là. Je voudrais vous assurer que pour notre part, au Burkina Faso, nous sommes tout à fait disposés à tendre la main, à prêter notre concours à qui nous le demandera, pour peu que le combat que nous devons mener soit un combat qui nous rappelle la France de 1789. C'est pour cette raison que je voudrais vous dire que le Burkina Faso est prêt à signer avec la France un accord de défense, pour permettre à toutes ces armes que vous possédez de venir stationner ici, afin de continuer là-bas, à Pretoria, où la paix nous réclame.

Monsieur le Président, je voudrais continuer à m'adresser à l'homme. Vous parlez beaucoup, souvent, de la dette, du développement de nos pays, des difficultés que nous rencontrons, dans des forums internationaux comme la rencontre des Grands [les sept pays industrialisés] à Tokyo. Vous y auriez défendu notre cause, nous vous en savons gré. Nous vous demandons de continuer à le faire, parce que, aujourd'hui, nous sommes victimes des erreurs, des inconséquences des autres.

L'on veut nous faire payer doublement des actes pour lesquels nous n'avons pas été engagés. Notre responsabilité n'a été nullement engagée dans ces prêts, ces endettements d'hier. Ils nous ont été conseillés et octroyés dans des conditions que nous ne connaissons plus. Sauf qu'aujourd'hui, nous devons subir et subir. Mais pour nous, ces questions ne se résoudront jamais par des incantations, des jérémiades, des supplications et des discours.

Au contraire, ces détours risquent d'avoir la lourde conséquence d'endormir la conscience des peuples qui doivent lutter pour s'affranchir de cette domination, de ces formes de domination. Vous-même avez écrit quelque part, dans les nombreuses pages que vous avez offertes à la littérature française, que tout prisonnier aspire à la liberté, que seul le combat libère.

Ensemble, organisons-nous et barrons la route à l'exploitation. ensemble organisons-nous, vous de là-bas et nous d'ici, contre ces temples de l'argent. Aucun autel, aucune croyance, aucun livre saint, ni le Coran ni la Bible ni les autres, n'ont jamais pu réconcilier le riche et le pauvre, l'exploiteur et l'exploité. Et si Jésus lui-même a dû prendre le fouet pour les chasser de son temple, c'est bien parce qu'ils n'entendent que ce langage.

Monsieur le Président, parlant de la coopération entre la France et le tiers-monde, mais principalement entre la France et le Burkina Faso, je voudrais vous dire que nous accueillons à bras ouverts tous ceux qui, passant par ici, acceptent de venir contribuer avec nous à la réussite de ce vaste chantier qu'est le Burkina Faso.

En ce sens, la France sera toujours la bienvenue chez nous. Elle sera toujours la bienvenue dans des formes qu'il nous convient d'imaginer plus souples, et qui rapprocheront davantage Français et Burkinabè. Nous ne demandons pas une aide qui éloignerait les Burkinabè des Français, ce serait une condamnation face à l'Histoire. Nous ne demandons pas, comme cela a été le cas déjà, que des autorités françaises viennent s'acoquiner avec des autorités burkinabè, africaines, et que seulement quelques années plus tard, l'opinion française, à travers sa presse, se répande en condamnations de ce qui s'appelait aide, mais qui n'était que calvaire, supplice pour les peuples.

Il y a quelque temps, une certaine idée était née en France, que l'on nommait le cartiérisme. Le cartiérisme, hélas, a pu s'imposer à cause aussi de l'incapacité d'Africains qui n'ont pas su valoriser la coopération entre la France et les pays africains.

C'est donc dire que les torts sont partagés. Dans notre « Chant de la victoire », notre hymne national, ceux-là qui portent l'entière responsabilité, ici, en Afrique, nous les appelons les valets locaux. Parce que soumis à un maître, ils exécutaient ici, sans comprendre, des actes, des ordres qui allaient contre leur peuple.

Monsieur le Président, vous avez écrit quelque part qu'à l'heure actuelle, l'aide de la France baisse. Et que, hélas ajoutiez-vous, cette aide évolue au gré des ambitions politiques de la France et, comble de malheur, « pour le comble » pardon avez-vous dit et souligné, ce sont les capitalistes qui en profitent. Eh bien, nous croyons que cela est également juste. Vous l'auriez écrit, je crois, dans cet ouvrage *Ma part de vérité*. Cette parcelle de vérité est une vérité. Ce sont effectivement les capitalistes qui en profitent, et nous sommes prêts pour qu'ensemble nous luttions contre eux.

Monsieur le Président, nous avons hâte de vous entendre, de vous entendre nous dire ce que vous retenez de ces quelques heures passées au Burkina Faso. De vous entendre aussi nous dire ce que signifie ce périple qui finit ici au Burkina Faso. En six jours, vous aurez parcouru une bonne partie de l'Afrique ; le septième jour, vous vous reposerez.

Nous voulons avoir une pensée pour tous ceux qui, en France, œuvrent sincèrement pour rapprocher des peuples lointains comme ces peuples d'Afrique, comme ce peuple du Burkina Faso, avec ce peuple français, courageux et aux grandes valeurs. Nous voulons penser, nous voulons adresser nos pensées à tous ceux qui, là-bas, sont chaque jour meurtris dans leur chair,

dans leur âme, parce que çà et là un Noir, un étranger en France aura été victime d'une action barbare, sans égard pour sa dignité d'homme.

Nous savons qu'en France beaucoup de Français souffrent de voir cela. Vous avez, vous-même, dit clairement ce que vous pensiez de certaines décisions récentes, comme ces expulsions de nos frères maliens. Nous sommes blessés qu'ils aient été expulsés, et nous vous sommes reconnaissants de n'avoir pas cautionné de telles décisions, de tels actes révolus. Les immigrés en France, s'ils y sont pour leur bonheur, comme tout homme en quête d'horizons, de rivages meilleurs, ils aident et construisent également la France pour les Français. Une France qui, comme toujours, a accueilli sur son sol les combattants de la liberté de tous les pays.

Ici, au Burkina Faso, des Français luttent de façon sérieuse aux côtés des Burkinabè, bien souvent dans des Organisations non gouvernementales. Bien que toutes ces Organisations non gouvernementales, il faut le dire, ne représentent pas pour nous des institutions fréquentables, certaines sont purement et simplement des officines condamnables, il y en a de grand mérite. Et celles-là nous permettent de mieux connaître la France, de mieux connaître les Français. Nous pensons également à ceux-là. Nous pensons aussi à tous ceux qui comptent sur une action conjuguée, pour un monde meilleur.

Chaque année, de façon rituelle, et avec la précision d'un métronome, vous allez à Solutré. Vous y allez de façon constante, et l'observation de ces actes répétitifs nous enseigne qu'il faut prendre « le grand vent de l'effort, la halte de l'amitié et l'unité de l'esprit ». Cela aussi, c'est vous qui l'avez écrit. Je vous l'emprunte. Nous espérons que vous emporterez avec vous, en France, ce sentiment de l'amitié, et que votre halte à Ouagadougou aura été une halte de l'amitié.

C'est pour cela que je voudrais vous demander, Monsieur le Président, Madame, Messieurs, de lever nos verres pour boire à l'amitié entre le peuple français et le peuple du Burkina Faso. Boire à l'amitié et à l'union de luttes contre ceux qui, ici, en France et ailleurs, nous exploitent et nous oppriment. Pour le triomphe de causes justes, pour le triomphe d'une liberté plus grande, pour le triomphe d'un plus grand bonheur.

La patrie ou la mort, nous vaincrons ! Merci. »

Message de Nouvel an 1987 du Président du Faso

[Source : Sidwaya n° 680 du 2 janvier 1987]

« Le message que je lance cette année aux Burkinabè à la veille de l'année1987, c'est avant toute chose que nous puissions nous souvenir de tous ceux-là qui ont, de près ou de loin, directement ou indirectement, contribué à la réalisation où à l'initiation de tout ce qui aujourd'hui fait notre fierté en 1986 et qui constitue un tremplin pour le bonheur de 1987. Ils ne sont plus là. Emportés par la mort, ils nous ont quittés avant le terme qui devait leur permettre de savourer les fruits de leurs efforts. Nous devons toujours penser à eux et nous rappeler que les victoires que nous remportons sont les victoires collectives de tous les Burkinabè et non de quelques-uns. Et même s'ils sont absents, ils ont également leurs parts. Nous devons donc rendre hommage à la mémoire de nos disparus.

Je voudrais saluer tous ceux aussi qui ont accepté par abnégation de supporter tout ce que la révolution comporte d'exigences. L'année 1986 a été très difficile pour nous. Elle a été difficile sur le plan politique, elle a été difficile au plan de la sécurité, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Cela a donc porté un coup sur notre économie et sur notre moral. Cela nous a amené à sentir de façon pénible la vie au Burkina Faso, et tout ce que nous envisagions pour notre peuple durant l'année 1986 a fait l'objet de beaucoup d'incompréhensions.

Incompréhensions autour des mesures esquissées ou prises. Mais, grâce à la lutte de chacun de nous, grâce à notre lutte collective, nous avons triomphé et nous avons réussi à faire en sorte que nous puissions rester un peuple, un pays, un État à part. Un pays où l'on connait un redémarrage. Tous ceux qui sont revenus au Burkina après trois ou quatre ans reconnaissent ces changements qui sont quotidiens mais qui malheureusement ne vont pas à la vitesse, à la cadence des exigences de notre peuple. Nous y veillerons.

Nous avons réussi ensemble à échapper à ces tourments qui sont là autour de nous, et qui parfois nous amènent à douter de l'avenir. Je veux féliciter donc tous les Burkinabè pour les efforts qu'ils ont déployés, et leur dire que l'année 1987 doit être une année de consolidation, d'organisation et de plus grand développement.

Ce sera la première année de notre plan quinquennal, ne l'oublions pas. Ce sera une année où nos acquis économiques devront nous permettre de faire un bond encore plus grand, encore plus important par la conduite de nos grands projets, par la réalisation de nos petites entreprises, par l'organisation du travail.

L'année 1987 devra également être une année sociale meilleure, par plus d'harmonie, par plus de pureté dans notre vie, en débarrassant notre société de ses fléaux, de ses taches, des différentes lèpres qui sont la délinquance, les dépravations diverses, la prostitution, etc.

L'année 1987 devra être une année de consolidation politique. Nous avons besoin de forces politiques, nous avons besoin de nous unir davantage. Nous avons fait l'expérience de nos combats groupusculaires. Nous avons fait l'expérience de nos escapades individuelles et nous réalisons aujourd'hui ce que chacun de nous vaut.

Et nous avons compris aussi que nous sommes infiniment petits par rapport à l'ensemble. Nous avons compris ce que chacun de nous attend des autres, et

la nécessité pour nous de nous unir davantage comme cela est en train de se réaliser chaque jour par expérience, par le vécu au niveau de l'instance, de la direction.

Il nous faut plus de mobilisation, et c'est dans cette mobilisation que nous pourrons organiser les Burkinabè pour plus de travail.

Toute peine mérite un salaire, et celui qui veut un salaire n'aura qu'à s'en donner la peine.

Nous organiserons le travail. Nous inviterons chacun à accepter de se donner un peu plus de peine. Que ceux qui ont déjà des emplois soient encore plus efficaces, plus attachés à leur travail pour que nous dégagions des ressources qui serviront aux autres Burkinabè. Que ceux qui attendent un emploi sachent valoriser ces nouveaux emplois qui seront créés pour eux, et que la vie appartienne aux Burkinabè tout entier.

Nous voulons un Burkina Faso de bonheur, d'abondance et c'est pourquoi, pour l'année qui s'ouvre, je voudrais surtout compter sur les femmes, sur ces épouses, ces ménagères, elles qui sont à la maison, elles qui nous servent à manger, elles qui regardent comment nous vivons pour qu'elles soient les gardiennes vigilantes de cette économie d'indépendance, de cette politique d'indépendance permanente, de bonheur. Ce n'est que lorsque les Burkinabè accepteront de valoriser leurs richesses, si petites soient-elles, ce n'est que lorsque les Burkinabè accepteront d'avoir un mieux-être chez eux en faisant l'effort d'organisation, que nous pourrons ainsi dire que nous avons créé un monde où il fait très bon vivre. Nos épouses, mos ménagères, nos mères, elles, n'ont pas besoin de *kiti*, de *zattu,* de *raabo* pour savoir ce qu'il faut servir à la famille. Quelles que soient les décisions que nous prendrions, elles seules peuvent mettre en application quotidiennement, le mot d'ordre *consommer burkinabè* pour plus de bonheur au Burkina Faso.

Je voudrais souhaiter à chacun et à tous une bonne et heureuse année. Tous ceux qui vivent au Burkina Faso avec nous, par amitié pour nous ou bien simplement parce que leurs missions les ont conduits dans ce pays-là, je voudrais leur souhaiter de passer une bonne année, de continuer à comprendre qu'ils sont en train de vivre des années exaltantes de leur vie ou de leur carrière parce qu'ils sont en train d'assister à la naissance d'un peuple, ils sont en train de voir sortir un peuple du cocon et devenir chaque jour un peuple fort, un peuple sûr de lui-même. Ils auront été des témoins privilégiés.

Je voudrais adresser mes vœux à tous ceux, de par le monde, tous les États, tous les régimes qui ont pour le Burkina Faso, pour notre peuple un respect qui ne s'est jamais démenti, et qui coopèrent avec nous dans l'amitié sincère. Je voudrais surtout saluer tous ces peuples qui aujourd'hui ont fait en sorte que le nom de Burkina Faso a fait plusieurs fois le tour de la Terre, à tel point que nous le retrouvons jusque dans les îles les plus lointaines, les plus méconnues. Je voudrais remercier tous ceux-là et leur dire que nous saurons mériter aussi leur confiance.

Je voudrais comme chaque année saluer aussi le peuple du Ghana, le peuple frère du Ghana avec lequel nous célébrons chaque année au 31 décembre l'anniversaire de cette révolution que conduisent des camarades au Ghana pour le bien-être du peuple ghanéen, et dans la perspective d'une union entre Ghanéens et Burkinabè, et d'une plus grande unité entre les peuples du monde, les peuples d'Afrique d'abord.

Je souhaite donc à tous les Burkinabè où qu'ils soient, des villes et des campagnes, les malades comme les biens portants, tous ceux qui m'auront entendu, bonne et heureuse année.

La patrie ou la mort, nous vaincrons ! »

Conférence de presse à l'occasion du nouvel an 1987

[Source : Sidwaya n° 680 du 2 janvier 1987]

– Camarade Président, l'année 1986 s'achève. Comment sur le plan intérieur, qualifiez-vous cette année pour les Burkinabè ; est-ce une année difficile ou une année facile ?

– Je dois vous dire que l'année 1986 a été particulièrement difficile et éprouvante pour chacun de nous. Elle a été difficile sur le plan social, mais également sur le plan politique. Les secousses que nous avons connues, les nombreuses perturbations dont nous avons été l'objet ont amené les Burkinabè à une position et l'on a même pu dire qu'il y avait baisse d'enthousiasme, et morosité.

En vérité, les Burkinabè ont d'une part estimé qu'ils avaient un peu trop attendu pour [récolter] les fruits promis par la révolution mais qu'est-ce que c'est que trois ans dans l'histoire d'un peuple ?

D'autre part, ils ont subi des nombreuses attaques diverses tant et si bien que certaines opérations, certains sacrifices qui leur ont été demandés tout au long de cette année ont été ressentis par eux comme étant les plus difficiles, les plus insupportables. Et je crois qu'il est de connaissance publique que tout au long de l'année 1986, l'on a compté, espéré que certaines mesures seraient levées partiellement, tout au moins définitivement. L'année 1986 a donc été une année d'épreuves, mais une année enrichissante. »

– Et la révolution ? Comment a-t-elle traversé l'année 1986 ?

– La révolution a subi elle aussi le choc des difficultés de l'année 1986. Je vous parlais tout à l'heure de cette morosité qui a permis de parler de baisse d'enthousiasme. En fait de baisse d'enthousiasme, il faut aussi se dire en révolutionnaire qu'il était tout à fait normal, tout à fait prévisible que nous arrivions à une période comme celle-là, de reflux du point de vue de l'euphorie. Souvenez-vous : au début de la révolution, j'insistais sur le fait que, après l'adhésion euphorique à la révolution, il fallait que nous, révolutionnaires, nous pensions à la mobilisation des consciences. Ce qui est loin d'être une mince affaire et qui peut faire dire aux moins avertis que la révolution marque le pas.

La révolution a traversé un certain nombre de difficultés, de conflits internes, des contradictions qu'il a fallu surmonter mais qui sont autant de preuves que la révolution avance, qu'elle découvre des difficultés, qu'elle découvre en même temps ses faiblesses, prend conscience de la nécessité de rassembler ses forces pour mieux avancer. Nous pouvons dire que l'année 1986, en nous donnant l'occasion de vivre ces épreuves-là nous a longtemps aguerri contre les difficultés que toutes les révolutions ont connues et que nous aussi nous ne connaissions que de façon simplement théorique, mais nous pensions que cela n'arrivait qu'aux autres. Heureusement pour nous : heureusement pour la révolution. Nous avons passé ce cap et aujourd'hui la révolution se porte bien, se porte très bien.

– Vous avez parlé des difficultés, et à ce niveau nous savons que nous avons eu des difficultés économiques. Quelles sont les nouvelles perspectives économiques pour l'année 1987 ?

– Je vais vous dire que l'année 1987 doit être une année de construction. Une année de construction pour le fait que nous avons une meilleure maîtrise de l'élément économique, et aussi que l'élément politique organisationnel est mieux rôdé. L'année 1987 devra nous permettre, non seulement de consolider le redécollage économique auquel nous avons assisté, mais mieux encore nous engager de façon plus claire et plus résolue dans les axes de développement. Vous savez : en 1986 et avant, la plupart de nos projets étaient perçus avec une certaine inquiétude de la part des masses, une certaine critique pas toujours bienveillante de la part aussi de l'opinion qui nous regarde, qui nous écoute, parce que, se disait-on : est-ce que ce régime est capable de maintenir cette croissance, ce développement économique ?

Au contraire, en 1986 le Burkina Faso a été l'un des rares pays, non seulement à avoir maintenu une santé économique, et à s'être même permis le luxe d'une croissance économique.

Je donne quelques exemples : nos finances ont été saines, très saines. Nous avons respecté nos engagements, notamment nos engagements sociaux ; sur le plan financier, les salaires ont été régulièrement versés, à ce que je sache. Mieux, nos prévisions ont été dépassées. Nous sommes en fin 86 mais, je puis vous dire qu'au dixième mois de 1986 nos prévisions budgétaires étaient déjà dépassées au niveau des douanes. Nous avions prévu 27 milliards de francs CFA, et nous étions déjà à 29 milliards de francs CFA. Ce sont des records qui ne se voient pas souvent et que l'on n'a pas connu auparavant au Burkina Faso. C'est dû à la qualité du travail, au sérieux, au dynamisme des agents des douanes et des secteurs économiques en général, mais cela nous permet d'envisager nos programmes économiques de façon plus sereine et plus résolue. »

– Et le bâtiment ? Qu'en serait-il ?

– Le bâtiment ne serait pas en reste en 1987. D'abord, je puis vous dire que nous allons continuer les efforts de contrôle, voire de réduction des prix pour permettre aux Burkinabè de se construire des maisons décentes. Il ne s'agit pas d'imposer, il ne s'agit pas d'imiter des architectures difficiles à réaliser ici. Nous allons encourager chacun à réaliser son logement, parce que d'abord nous avons assuré la distribution des parcelles dans les villes. Nous allons entreprendre la réalisation de plans dans nos villages, dans nos campagnes pour que nos campagnes et villages aient une allure d'esthétique, d'hygiène, d'organisation, de salubrité. Nous allons donner la sécurité à ceux qui veulent construire dans les villes, notamment Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et les autres villes ensuite. Avec les programmes de cités qui ne seront pas abandonnées et, bien que l'on puisse parfois se poser la question, à savoir s'il vaut la peine de construire sa villa si l'on ne risque pas de démolition à la faveur d'une cité An V, An VI et les cités à venir. Eh bien, le ministère de l'Équipement fournira les normes de qualité, de critères qui, s'ils sont respectés mettront les maisons à l'abri. Tout comme nous l'avons fait pour la cité An III, certaines villas ont été épargnées parce que, estimions-nous, ces villas se prêtent très bien avec l'ensemble architectural. Mais, indépendamment des constructions individuelles que nous voulons encourager, il faudra aussi que nous encouragions les constructions massives. Il y a la cité An IV qui va démarrer, il y aura la cité An V et bien d'autres qui viendront en plus grand nombre.

Je dois dire d'ailleurs que pour la cité An IV, comme pour la cité An III et quelque peu pour la cité An II, la surprise a été telle que les habitants déguerpis se sont vite retrouvés dans une situation très déplorable. Nous avions été les

premiers à être touchés, à être peinés. Et nous avions pris des dispositions qui devraient permettre pour la cité An IV de procéder de façon douce aux déguerpissements de ceux-là qui devaient libérer les espaces pour la nouvelle cité An IV. En effet, après l'anniversaire de la révolution, dès le mois de septembre, tout au plus au mois d'octobre nous devions informer les Burkinabè de la zone retenue qu'ils auront à déguerpir. Je veux dire qu'au mois d'octobre 1985 ils devaient être informés, dès 1985, qu'ils auront à déguerpir, mais que le déguerpissement ne commencerait que pratiquement un an après. Ce qui aurait permis à chacun de s'organiser en conséquence. Par ailleurs, nous-mêmes nous devions construire des logements d'attente qui auraient permis à ceux qui quitteraient d'aller trouver un gîte favorable, et une fois la cité An II terminée il aurait été donné le choix de rester dans le logement d'attente qui serait un logement de qualité certainement, ou alors de revenir dans la cité An IV par attachement ou par choix qualitatif compte tenu du fait que cette cité An IV devra être une amélioration par rapport aux anciens quartiers traditionnels que nous avons. Malheureusement sur le plan financier, nos partenaires ne nous ont pas suivis.

Ce n'est qu'au dernier moment qu'ils nous ont lâchés, et peut-être vous vous souvenez qu'en conseil des ministres nous avons adopté un *kiti* qui accordait l'aval de l'État dans une transaction financière qui n'a pas vu le jour, comme nous le souhaitions. Le retard que nous avons accusé a été préjudiciable à l'opération et a créé des tensions malheureuses auxquelles nous assistons. Pour les cités à venir, ce sera ce plan là que nous allons appliquer : un plan tout à fait harmonieux qui permettra aux villes de connaître leur croissance normale, puis aux bâtiments de prospérer. Du reste, je saisis l'occasion pour inviter les Burkinabè au travail et leur dire que les efforts du gouvernement, les efforts du Conseil national de la révolution pour doter chacun d'une parcelle et amoindrir les coûts de construction, et aussi accorder des facilités bancaires pour les constructions, devront être prises comme des facilités, des faveurs offertes et dont il faudrait savoir en faire le meilleur usage et le plus tôt possible avant que la conjoncture obligeant ces facilités-là ne vienne à disparaître. Celui qui n'aura pas su profiter des facilités, eh bien, il n'aura qu'à s'en prendre à lui-même si plus tard des difficultés nouvelles se présentent.

– À ce niveau, les gens disent que les matériaux deviennent chers et que l'on n'arrive pas à construire alors que vous semblez dire qu'il y a des facilités. Est-ce qu'il y a eu une baisse de fiscalité ?

– Il y a absolument une baisse de la fiscalité au niveau des matériaux de construction, et nous en sommes même arrivés à fixer des taxes simplement forfaitaires pour ce qui concerne le ciment sinon tout, après avoir diminué les coûts au niveau des autres matériaux. Nous sommes tributaires de ciments importés. Tant que nous n'aurons pas produit notre ciment au Burkina Faso, à des coûts relativement bas, il nous sera difficile de descendre au niveau où nous souhaitent les clients des Burkinabè. Mais nous avons entrepris des efforts, nous continuons de le faire. Du reste, je crois aussi que dans la construction des maisons, la finition occupe une part de lion dans le devis.

Pour faciliter la finition des maisons, nous avons relancé ici, avec le concours de nos amis de Cuba, cette usine qui produisait des matériaux nécessaires, et cela pourra reprendre sous peu, facilitera l'action des Burkinabè pour les opérations de construction, et nous permettra d'avoir beaucoup plus de logements décents.

– Par rapport à ce que vous dites ; sur le plan économique, les choses semblent être de plus en plus maîtrisées ; sur le plan du logement, les choses

aussi sont bien, mais il y a un certain nombre de militants qui sont dans une situation assez difficile, à savoir le chômage qui les touche. Quelles solutions envisagez-vous pour 1987 ?

– Pour 1987, nous sommes confiants quant au problème de chômage. Je dois dire que ce problème nous a préoccupés de tout temps depuis 1983, et il est devenu de plus en plus crucial. Il s'est posé avec nous de façon de plus en plus ouverte. J'ai même reçu des lettres de camarades, soit du Sernapo soit simplement des demandeurs d'emplois qui se sont posés la question de savoir si nous sommes conscients de leur situation, ou si nous prévoyons des solutions à ce drame qu'ils vivent.

Je crois qu'on ne peut pas être au Burkina Faso, vivre au milieu des Burkinabè et ignorer le chômage dans lequel se trouvent des Burkinabè.

Nous avons tous des parents, des amis, des camarades, des connaissances : nous voyons sous nos yeux des chômeurs. La question n'est donc pas de savoir si nous sommes informés ou pas. La question est de savoir comment résoudre le problème du chômage.

Eh bien les solutions que nous avons à présent dessinées sont des solutions réalisables, réalistes qui nous demanderont certainement de part et d'autre des efforts, parce que cela ne peut se faire d'un coup de baguette magique, d'une part pour ceux qui attendent un emploi, qui sont pressés, qui sont dans l'impatience légitime, mais cela ne peut se faire aussi sans travail acharné de la part de ceux qui conduiront ces opérations-là. Qu'est-ce à dire ?

En 1987, nous allons mettre en application un certain nombre de décisions que le conseil des ministres a eu à prendre, à examiner à plusieurs reprises. Nous allons organiser les secteurs économiques du privé pour que d'abord, par une conduite rationnelle de leurs activités, les opérateurs économiques, non seulement efficaces dans l'économie nationale mais aussi corrélativement, s'entourent des compétences qui permettront d'atteindre ces objectifs de qualité et d'efficacité. Première source d'emploi. Par ailleurs, nous allons nous employer à faire en sorte que tous ces métiers soient regroupés, organisés. Que les mécaniciens au bord de la route s'attendent à être organisés avec d'autre mécaniciens pour être plus compétents, pour servir des prestations de plus grande qualité, ce qui serait de vrais emplois au lieu de ces occupations louches d'individus qui se promènent avec deux clés et qui se proclament mécaniciens, ne gagnant pas suffisamment de quoi vivre et cependant font face à des obligations. Tout cela va être organisé. J'ai pris l'exemple des mécaniciens mais il en sera de même pour tous les autres métiers plus ou moins informels, plus ou moins marginaux.

Nous allons aussi, dans le domaine de la production, donner la chance à ceux qui le voudront, de s'organiser en groupe, en coopérative, en association pour répondre aux besoins des Burkinabè, et nous allons de ce fait insister sur la consommation, laquelle va ouvrir des perspectives à une croissance et qui ca permettre de créer des emplois qu'il faut pour la production nécessaire à cette consommation dont les Burkinabè auront besoin. C'est dire que les emplois de 1987 seront des emplois qui commenceront à résoudre progressivement le problème du chômage.

Certainement qu'en 1987, nous n'aurons pas résolu totalement la question du chômage et qu'il faudra également voir dans les années à venir. Mais c'est ainsi que, progressivement, nous aurons commencé à éliminer cette inquiétude légitime des Burkinabè, en insistant sur le fait que toute peine mérite salaire. Et si l'on veut se donner la peine, on peut alors avoir un salaire.

– En parlant de l'organisation du secteur économique, nous croyons comprendre que vous faites allusion aux groupements d'intérêt économique qui viennent d'être créés. Est-ce que les opérateurs économiques s'intéressent vraiment à cette affaire ?

– Oui, les groupements d'intérêt économique ont été accueillis avec un certain froid, et il faut le dire. Les opérateurs économiques ont été inquiets : l'intoxication a fait le reste et nous étions même arrivés au point où l'on pensait, des gens pensaient que ces groupement d'intérêt économique ne verraient jamais le jour.

À la date du lundi 29 décembre, nous avions réalisé déjà, rien qu'à Ouagadougou, plus de onze groupements d'intérêt économique, en brassant tous les secteurs commerciaux. C'est vous dire que malgré les rumeurs qui avancent, les choses avancent également de façon qualitative. À Bobo-Dioulasso, des groupements d'intérêt économique se mettent progressivement en place. Dans les autres localités cela se fait également. Tout le monde y gagnera. On y gagnera en efficacité, on y gagnera en qualité, on y gagnera aussi en santé économique nationale, parce que nous ne pouvons pas permettre que des opérateurs économiques, à eux seuls, se fassent une certaine fortune et que, comme s'ils étaient inconscients, il y ait autour d'eux une misère de plus en plus envahissante. Cette misère-là pourrait les envahir eux-mêmes.

Nous devons organiser ces opérateurs économiques. Il y a des opérateurs économiques dans notre pays, dont les fortunes étaient célèbres, chantées mais qui n'ont pas pu prospérer parce qu'ils avaient une gestion archaïque, des méthodes dépassées, et ils n'ont pas tenu le coup. Nous connaissons d'autres opérateurs économiques qui, aujourd'hui, commencent déjà à battre de l'aile parce qu'ils n'arrivent pas à suivre le cours des événements, le cours de la vie économique moderne. Et si nous ne leur imposons pas cette organisation, ce seraient ces secteurs économiques qui viendraient à péricliter définitivement, et créant aussi des problèmes sociaux tels le chômage et laissant également la place à d'autres opérateurs économiques venus de loin.

Bien que dans le programme de bâtiment, lorsque nous avons parlé de cité An III, lorsqu'il a été question de construire en ciment à plusieurs niveaux, nos opérateurs économiques se sont révélés incompétents, faute de moyens. Pourtant ils ont beaucoup d'expérience, mais ils n'ont jamais pu aller aussi loin qu'il faille pour pouvoir réaliser de grands immeubles. Eh bien : par exemple, dans le bâtiment nous entendons les regrouper pour qu'ils soient en mesure de soumissionner dans le cadre des grands marchés. Et pour les marchés normaux, classiques, les petits marchés dirais-je, qu'ils puissent soumissionner en tant qu'entreprise individuelle. Ainsi donc, pour le bitumage des routes par exemple, pour la réalisation de grands immeubles, nous ne serons plus obligés de faire appel à des entreprises étrangères qui viennent "pomper" pour deux, trois, quatre ou cinq milliards de francs CFA au Burkina Faso et qui repartent d'où elles sont venues sans presque rien laisser ici en dehors de ces réalisations, de ces infrastructures. Le suivi technique n'est même pas assuré parce que ces entreprises disparaissent. Nous avons des exemples.

Les GIE, donnant une meilleure santé économique à notre pays, permettront de plus grandes qualités, des prestations de service de qualité pour le public. En guise d'exemple, lorsque vous voulez voyager de Ouagadougou à Bobo-Dioulasso et que vous allez chercher un camion de transport, vous êtes d'abord confronté à des horaires qui ne sont pas toujours respectés. Vous embarquez avec d'autres personnes dans des conditions de sécurité qui ne sont pas toujours respectées. Nous avons perdu beaucoup de vies humaines, beaucoup d'autres

personnes ont été handicapées dans des accidents, simplement parce qu'ils n'étaient pas en sécurité. Maintenant, nous allons imposer que les transporteurs transportent les passagers dans des conditions normales. Dans le cadre du respect de l'horaire, l'heure de départ est à respecter. Dans les conditions de confort, le véhicule a une capacité limitée et il n'est pas question de dépasser cette capacité. Il faut qu'il y ait également des conditions d'aisance parce qu'il faudrait qu'on arrive même au point où à différentes escales les repas seront assurés. Quand vous faites Ouagadougou – Bobo-Dioulasso, vous avez le temps de chercher à savoir comment vous allez assurer votre repas ?

Eh bien, ce seront les entreprises, les groupements d'intérêt économique qui organiseront la restauration de leurs clients, de leurs passagers comme cela se passe dans l'avion. Jusqu'à votre arrivée vous serez également pris en compte et vous n'aurez à prendre un taxi même si vous arrivez tard à destination. Ce sera votre groupement d'intérêt économique de transporteurs qui assurera la liaison avec d'autres groupements d'intérêt économique de *taximen* qui assureront votre transport jusqu'à domicile. La qualité serait assurée et la sécurité garantie.

– Nous savons que sur le plan budgétaire nous avons 12 milliards de déficit, et les fonctionnaires craignent aujourd'hui sur leurs salaires. Qu'est-ce que vous dites ? Est-ce qu'ils ont raison de s'inquiéter ?

– Je suis heureux que vous ayez le chiffre fatidique de douze milliards d'impasse budgétaire. Il faudrait que les années à venir nous cessions de dresser des budgets avec impasse. Si nous avons conscience qu'il nous manque douze milliards, nous devons prévoir nos dépenses en conséquence pour ne pas avoir à trouver cette impasse. Je puis vous dire qu'en 1987 il n'y aura pas d'EPI. Il n'y aura même pas de demi-EPI pour être un peu plus précis et pour répondre à l'attente de chacun.

Nous sommes conscients que nous avons cette impasse qui est une épine. À la lumière de tout ce qui a été dit durant la conférence budgétaire, nous sommes en train de résorber cette impasse. Néanmoins, nous ne pourrons pas la résorber totalement. Il nous appartiendra, tout au long de l'année, par beaucoup d'efforts d'économies, l'utilisation parcimonieuse de nos ressources, d'arriver à amoindrir davantage cette impasse, et même de la réduire totalement à néant. Chaque année, nous nous sommes livrés à de telles gymnastiques et croyez-moi : budgétairement cela a été payant, même si au niveau des demandeurs de crédits nous n'avons pas, en tant que gestionnaires, rencontré toujours le sourire auquel nous avons droit, je crois ; en tout cas le sourire que nous demandions. Les Burkinabè peuvent être assurés que cette impasse, nous allons la supporter ensemble.

Je pense également qu'il est bon qu'on sache que ces efforts budgétaires, qui sont extraordinairement assumés chaque année, doivent nous permettre de consolider davantage les revenus des Burkinabè. Ces revenus seront consolidés au regard de la grille nouvelle et nous devons permettre à chacun de vivre mieux, de tendre à une certaine qualité de la vie. La qualité de la vie supposant "*consommer burkinabè*". Il ne s'agit pas pour nous de continuer comme nous l'avons fait jusque-là.

Sur 100 francs que l'on distribue au Burkina Faso sous forme salariale en ville, il reste dans ce pays à peine 15 F. Plus de 85% sont exportés. Et malheureusement pour nous, ces 85% se tournent vers les caisses de l'extérieur, et au passage ils accrochent d'autres francs qui sont les profits, les recettes des autres.

Nous exportons donc 85 pour cent de nos revenus salariaux, sous forme de logement : nous importons la plupart de nos matériaux de construction, il n'y a que le sable, le gravillon et les cailloux, encore que, ces matériaux sont transportés à partir de moyens que nous avons importés. Nos transports sont importés, voitures, camions, pièces détachées etc. Notre habillement est généralement importé ; nos loisirs sont le plus souvent importés, et notre alimentation est elle-même en partie importée.

Alors nous avons l'impression que nous roulons pour les autres. Il faudra que nous commencions à rouler pour nous-mêmes pour rendre le Burkinabè plus heureux, pour résorber le chômage.

– Le projet pour la reconstruction du marché central. Où en est-on avec ce projet ?

– On a beaucoup parlé du marché central, et on a même dit qu'il ne se construira plus jamais. Nous avons entendu des personnes dire que "*s'ils savaient qu'ils ne pouvaient pas construire le marché, pourquoi s'être lancés dans des destructions ? Pourquoi avoir chassé de ce marché d'autres commerçants pour les installer difficilement ailleurs ?*" Je voudrais rassurer tous les Burkinabè qu'en février 1987 nous démarrons le marché, et nous espérons l'achever en fin 87. Du reste nous aurions pu commencer plus tôt, notamment par certains travaux de terrassement et par le bitumage des routes qui donnent accès au marché. Mais nous jugeons nécessaire qu'il faut bitumer les routes seulement après l'achèvement des gros œuvres, sinon nous allons bitumer des routes et devoir mettre là-dessus de gros engins comme le bulldozer et autres qui allaient encore abimer ces routes. Pour la construction du marché, toutes les clauses sont maintenant respectées, le dossier est clos. Des commandes seront lancées et il y a des fournisseurs qui feront leurs affaires dans cette construction.

Dans cette affaire de marché, nous avons été piégés par des engagements qui n'ont pas été tenus. Nous avions initialement prévu un programme qui avait une échéance bien précise, des financements qui étaient aussi bien précis et, entretemps, des partenaires nous ont donné l'assurance qu'ils pouvaient réaliser le marché pour nous, et donc nous avons cru bien faire en prenant ces fonds qui étaient réservés au marché, pour d'autres opérations aussi utiles pour les Burkinabè. Et les partenaires n'ont pas respectés leur engagement. Ce qui nous a créé là aussi un grand retard, mais nous avons comblé ce retard par la qualité qui sera servie aux Burkinabè, et la maquette arrive sous peu. Les travaux commenceront en février.

– Dès le premier janvier, les membres du gouvernement, les chefs de service doivent se mettre en cotonnade. Beaucoup de personnes se posent la question à savoir si les militaires aussi s'habilleront en cotonnade ?

– Les militaires se mettront en cotonnade. Ils se mettront en cotonnade du Burkina Faso. Faso-Fani, notre usine a déjà fait la preuve qu'elle est en mesure de livrer à l'armée des tissus de bonne qualité faits à partir de [*illisible*] premières avec nos ouvriers. Vous avez vu que pour les cérémonies nous habillons les militaires de plus en plus en cotonnade. Nous les habillons en tenues traditionnelles. Et souvent, lors des défilés la tenue bleue que portent les officiers et sous-officiers est faite à base de cotonnade. Je pense qu'elle est belle ; nous ne sommes pas encore arrivés à maîtriser la technique des tenues qui ont une spécificité, qui ont un rôle technique bien précis. Vous n'allez pas demander à un parachutiste de sauter d'un avion à 2 500 mètres dans un pantalon bouffant. Vous vous rendez compte des accidents mortels que cela

pourrait provoquer. Vous n'allez pas demander à un conducteur de char de prendre son tank avec la cotonnade car il règne dans le char une ambiance qui exige des tenues assez spéciales, et il y a tellement d'aspérités dans le char qu'il faut éviter les accrochages qui peuvent même déclencher des accidents eux aussi mortels.

Vous n'allez pas demander à un pilote qui doit voler pendant 5 heures de temps à à peu près onze mille pieds d'être en cotonnade. Il ne tiendrait pas, il faut qu'il s'habille d'une certaine façon. Mais progressivement, nous allons atteindre ces normes de qualité qui permettrons d'habiller tout le monde, même nos plongeurs en *made in Burkina Faso* pourquoi pas. Nos cosmonautes un jour seront habillés eux aussi en made in Burkina Faso. Les terriens alors bien avant les autres. Mais cette opération cotonnade doit être pressentie sous les aspects politiques, culturels et économiques. Il est anormal que le Burkinabè soit jugé sur la base des critères d'habillement des autres peuples.

Lorsque nous regardons les Burkinabè dans les cérémonies officielles ici au Burkina Faso (ouverture d'une cérémonie, clôture d'un séminaire, etc.) nous remarquons que les étrangers sont habillés richement en basins, boubous brodés ou alors en costumes européens bien mis. Les nôtres sont mal à l'aise. Mal à l'aise parce qu'ils ne peuvent ni se mettre en basin brodé ce qui ferait dire qu'ils sont de grands bourgeois ; ni en veste, cravate, trois pièces ce qui ferait dire également qu'il singent l'habit occidental. Résultat, ils essaient de se mettre en bras de chemise pour faire simple, ou même parfois en tee-shirt ce qui est inconvenant parce que le bras de chemise, le tee-shirt sont des éléments vestimentaires occidentaux. D'après les critères d'habillement occidentaux, de tels habillements sont indécents. C'est un peu comme s'habiller en pyjama pour aller à une réunion. Combien d'Africains arrivés en Europe ne sont pas émerveillés devant les pyjamas si bien emballés. Plutôt que de nous faire juger sur la base des critères des autres, habillons nous burkinabè et nous allons être jugés en burkinabè, d'après les critères burkinabè.

Ceci est culturel. Si nous ne le faisons pas, on ne peut même pas craindre que dans dix quinze ou vingt ans, dans le musée de l'histoire, dans le musée du Burkina Faso, lorsqu'il faudra parler de la mode vestimentaire dans notre pays, eh bien que nous n'ayons à présenter que les Rica Lewis, les Paco Rabanne, les Ted Lapidus, et quelle marque encore de basin ou de wax importés d'où, bref, faire comme les autres, n'avoir rien à présenter. Ceci est culturel et aucun homme n'aime être sous la coupe des critères des autres.

Sur le plan économique, c'est très important pour nous de savoir que nous avons des paysans qui s'adonnent de plus en plus au coton parce que, et c'est une bonne chose, les céréales nous les obtenons de plus en plus abondamment. Les prix baissent. Question qui est à résoudre et pour laquelle nous avons déjà des solutions qui sont en chantier. Ces paysans s'adonnent au coton ; ils ne savent faire que cela et nous ne voulons pas acheter ce coton.

Leur coton est revendu à l'étranger, souvent boycotté parce que les cours mondiaux fluctuent, surtout en cette période, les cours ont surtout chuté. Cela ne permet plus de rétribuer les paysans comme il le faudrait. La Sofitex, cette année a fait un déficit. Nous devons l'éponger à 5 milliards. Dans un pays voisin c'est à 24, 25 milliards en Côte d'Ivoire qu'ils doivent éponger le déficit en matière de coton.

Pouvons-nous continuer de cette façon ? Cinq milliards, c'est presque ce que ça a coûté aux salariés pour l'EPI. Il faut bien mettre un frein à cela. Et pour le faire, nous avons décidé de trouver un marché vaste. Le meilleur marché pour un peuple, c'est son propre marché. Nous ne pouvons pas penser à

conquérir les marchés des autres, si ce n'est par la force ; la force c'est de l'impérialisme. Nous devons faire en sorte que notre propre marché soit porteur, là nous allons produire des habits de qualité qui sont demandés par les Burkinabè. Et il n'y a pas que les habits. Il y a aussi et déjà le coton, les compresses, les usages médicaux et tous les autres usages du coton.

En regroupant les hommes et les femmes qui s'adonnent à ce métier de filer, de tisser, nous allons non seulement créer des emplois mais aussi réaliser une qualité beaucoup plus grande.

Il y a déjà des bandes de cotonnade d'une qualité insoupçonnable il y a quelques mois. Progressivement donc, la question du coton deviendra une question que nous-mêmes nous allons résoudre, et si à partir de là, par l'abondance, par la qualité, par les prix concurrentiels nous arrivions à conquérir des marchés étrangers, tant mieux. Mais il faudrait que chacun sache que ne pas consommer le coton burkinabè c'est alors dépenser son argent pour enrichir d'autres entreprises à l'étranger, et de ce fait, faire du tort à des paysans au Burkina Faso. Et autant que nous puissions-nous imposer de payer les salaires des fonctionnaires régulièrement chaque mois et tous les ans, eh bien nous devons nous imposer également de payer au paysan son salaire qui est que ses récoltes soient vendues et bien vendues.

– Quand on observe les discours politiques que vous avez tenus jusqu'à présent on constate que vous privilégiez trois groupes sociaux : les paysans, les jeunes et les femmes. Si l'on vous demandait de définir un ordre de priorité sur le plan organisationnel, sur quel groupe mettriez-vous l'accent ?

– Je ne saurais vous dire dans quel ordre il faudrait prendre la question. Les paysans, les femmes viennent des jeunes, des enfants ; les enfants viennent des adultes, je ne sais vraiment pas par quel bout il faut commencer mais je dirais simplement que ce sont des questions extrêmement importantes : organiser les femmes ; organiser les paysans ; organiser les jeunes, organiser les Burkinabè en général est un devoir, une tâche capitale. Nous avons beaucoup insisté pour que les jeunes se responsabilisent, quand ils sont à l'école.

Je me réjouis qu'à l'heure actuelle, sous la houlette du Secrétariat général national des CDR, nos étudiants, nos élèves et nos pionniers soient en train de réfléchir sur la qualité de l'enseignement. Nous ne pouvons pas continuer de produire pour produire, rater ainsi l'avenir ou être obligé de faire venir de l'étranger des assistants techniques.

Mais les jeunes c'est également l'avenir et ils doivent comprendre qu'il s'agit d'apprendre aujourd'hui un métier pour être utile à son pays, pour être utile à soi-même demain.

Nos femmes, nous devons les organiser pour qu'elles se libèrent, de tout ce qui les a opprimées jusque-là. Nous l'avons suffisamment décrit je pense ; mais que progressivement elles se débarrassent de ces tares dont les femmes sont encore marquées chez nous : les ragots, la mesquinerie, la faiblesse organisationnelle, tout cela est dû au fait que les femmes jusque-là ont été confinées aux tâches extrêmement secondaires, donc n'ont jamais cru qu'elles avaient leurs mots à dire dans les questions importantes. Et elles sont donc obligées de s'adonner à ce qui n'est pas très important, or elles sont nombreuses.

Les femmes ont démontré que sur tous les plans elles peuvent apporter quelque chose à leur pays, que ce soit sur le plan du travail intellectuel, ou manuel on les a vues, on les voit encore sur le plan de la défense des idéaux de la révolution, nous voyons les femmes à la pointe du combat ; sur le plan des tâches jusque-là considérées comme des tâches éminemment viriles (l'armée)

ou des tâches très spécifiques et de grande minutie. Aujourd'hui nous avons même des femmes qui sont en train de se former pour être des pilotes d'avion et d'hélicoptère qui vont bientôt rentrer. Nous avons besoin donc d'organiser nos femmes pour qu'elles soient à la pointe du combat et qu'elles fassent avancer la révolution au profit du peuple.

Mais nous comptons également sur nos producteurs, nos producteurs qui sont les paysans, ils sont les plus nombreux et ils ne doivent pas continuer d'être les plus abandonnés, les plus délaissés. Ils ont des besoins, nous devons aller au-devant de ces besoins-là, nous devons nous démarquer de cette politique qui tendait à dire, et que certaines personnes répètent aujourd'hui encore, que "*ce n'est pas la peine d'éveiller chez les paysans des besoins que l'on ne pourra pas satisfaire, laissez-les tels qu'ils sont, ils sont bien contents de leur sort* ". Non, nous devons au contraire les organiser et avancer. Le ministère de la question paysanne a été créé pour cela ; les résultats sont satisfaisants et je pense que nos paysans sauront être un point d'appui de notre économie.

– Par rapport à ces différents aspects de la vie sociale, il y a aussi le problème des foyers, de la famille, le problème des enfants, est-ce qu'il y a un thème particulier que vous prévoyez dans ce sens pour l'année 1987 ?

– Pour 1987 nous insistons beaucoup pour que le Burkina Faso soit pratiquement une seule et même famille d'une part. Mais pour que le Burkina Faso soit une juxtaposition harmonieuse de plusieurs groupes sociaux, de plusieurs cellules sociales, cellules familiales, nous avons donc besoin que les foyers soient stables ; les foyers stables supposent la responsabilité de la part de chacun ; la responsabilité de la part des enfants qui doivent être éduqués dans le sens du futur, dans le sens de la construction nationale, dans le sens de la dignité ; et les parents irresponsables sont ceux-là qui ne sont pas capables d'éduquer leurs enfants avec fermeté aujourd'hui. Mais cela suppose de la part des parents, premiers responsables dans le foyer, l'homme et la femme, cela suppose une prise de conscience qui d'abord crée des conditions de sécurité. La famille doit être un lien de sécurité et on doit pouvoir se réfugier dans sa famille parce que sa famille console, réconforte. Cela veut dire que dans le foyer nous devons trouver une adéquation, que les foyers soient monogames ou polygames, entre le besoin d'affection de chacun et ce que chacun aussi peut apporter aux autres comme affection.

Le code de la famille est en discussion, je ne vous ai pas précisé de résultat, mais qu'un homme vive avec une femme ou avec plusieurs femmes, il faut qu'il soit capable de les rendre toutes heureuses, faute de quoi il aura amené chez lui une ou plusieurs femmes qu'il aura rendu malheureuses toutes à la fois. Et cet homme-là, ce genre de personne, nous ne pouvons pas l'accepter ici au Burkina Faso. Qui d'entre nous accepterait que sa sœur aille vivre malheureuse en deuxième, troisième, quatrième position dans un foyer. Mais si les hommes peuvent rendre plusieurs femmes heureuses, tant mieux. Mais cela veut dire aussi que les femmes doivent apprendre à considérer leurs maris non plus comme des tortionnaires, des êtres d'exploitation et de domination, mais elles doivent apprendre à vivre avec nous, surtout la femme qui c'est ce que c'est que l'enfantement, qui sait ce que c'est l'amour pour un enfant : nos femmes doivent comprendre que nous sommes tous, grands ou petits, des enfants qu'elles doivent apprendre à éduquer, à comprendre, à marcher, car ils ont aussi des caprices, des faiblesses mais cependant conservent à leurs parents un amour infini.

C'est la sécurité matérielle, et sécurité matérielle exige, impose que les revenus dans la famille soient des revenus de toute la famille. Il n'est pas question qu'un mari détourne une partie ou tout de ses revenus salariaux pour d'autres activités qui ne concernent pas, qui n'intéressent pas la famille.

La famille doit être partie prenante des décisions. Il n'est pas question que des femmes et des enfants soient abandonnés à la maison dans la misère alors que les maris se promènent et mènent dehors une vie de grands pachas : ceux-là devront être dénoncés par toutes nos structures et combattus ; aussi ce sont ceux-là qui ne rentrent pas chez eux, qui fuient la maison parce que la maison n'est pas suffisamment accueillante, et oublient que c'est parce qu'ils n'ont pas donné suffisamment de moyens que la maison n'est pas comme ils la souhaitent. Ils constituent des fléaux sociaux de perturbations. Leurs épouses, leurs enfants tombent dans des formes diverses de délinquance parce qu'il n'y a pas de stabilité familiale. Nous allons insister, nous allons mettre l'accent sur la mère, il faut aussi que chacun de nous dimensionne sa famille à ses moyens, et le planning familial en la matière devra jouer son rôle.

Chacun de nous est libre d'avoir autant d'enfants qu'il voudra mais aucun Burkinabè ne sera autorisé à faire des enfants malheureux. Faire des enfants malheureux, c'est criminel, il est plus criminel de mettre au monde des enfants que l'on livre à cette misère-là que de s'interdire d'avoir des enfants que l'on sait ne pas pouvoir éduquer décemment et correctement. En la matière, nous demandons à chacun de travailler et de nous aider dans ce domaine-là, et de ne pas du tout nous laisser nous embarquer dans des analyses qui ne sont pas du tout acceptables, qui sont irresponsables, qui consistent à procréer, à se faire des enfants autant que l'on peut sans soucis de ce qu'ils deviendront.

Nous mettrons un trait à cela. Donc, pour l'année 1987, les questions sociales auront une grande importance ; nous voulons que tous les foyers soient beaux et, quand ils se présentent dehors, l'homme et la femme, les enfants, bien habillés, propres et bien nourris, parce que cela est possible. Si l'on a de quoi s'acheter de la cigarette ou de boire de l'alcool ou s'adonner à d'autres activités, l'on doit avoir de quoi éduquer correctement ses enfants et entretenir sa famille. Nous voulons que les foyers soient également beaux quand on y entre. Beaux du point de vue de l'esthétique, de l'hygiène, de l'entretien. Nous voulons que la table du Burkinabè en 1987 soit une table qui reflète tous ces efforts et tous ces succès que nous avons remportés et que nous voulons consolider.

– En restant dans le domaine social, camarade président, comment doit-on interpréter les nouvelles mesures prises récemment en conseil de ministres sur le plan de la santé ?

– Concernant la santé, nous avons pris des mesures. Elles seront expliquées davantage par le ministère de la santé mais ces mesures ont pour but de soulager les Burkinabè, de décongestionner nos hôpitaux centraux et d'améliorer la qualité des soins dans ces hôpitaux tout en octroyant, tout en servant aux Burkinabè salariés, qu'ils soient du public ou du privé, et les organisations internationales qui vivent chez nous, à contribuer pour leur santé. Il s'agit d'une épargne qui reste sa propriété. À partir de cette épargne organisée collectivement, eh bien nous pouvons ouvrir des cliniques de soins, des cliniques de soins assurant les soins pour les travailleurs d'un service donné, les travailleurs d'un groupement d'intérêt économique donné, les travailleurs des coopératives de productions agricoles et autres, ou les travailleurs des organisations internationales qui sont dans notre pays.

Ainsi donc nous allons progressivement avoir l'hôpital Yalgado, prenant le cas de Ouagadougou ou prenant le cas de Bobo, ces hôpitaux-là qui vont être décongestionnés. Avouons qu'aujourd'hui quand nous allons à l'hôpital, que nous soyons fonctionnaires ou paysans, eh bien nous sommes mécontents, insatisfaits. Le fonctionnaire n'est pas satisfait parce que les soins ne sont pas de la qualité qu'il réclame, le paysan n'est pas content parce qu'on ne s'occupe pas de lui. Eh bien maintenant nous pourrons donner à ce fonctionnaire, à ce salarié, à ces groupes sociaux qui seront de plus en plus nombreux, tous ceux qui vont être organisés dans tous les groupements d'intérêt économique, dans toutes les structures économiques, leur clinique. Il restera très peu de gens qui ne seront pas organisés, nous allons leur donner des soins de qualité et nous pourrons progressivement, à l'hôpital Yalgado, à l'hôpital Sanon et dans d'autres hôpitaux de Ouahigouya, de Koudougou faire venir des appareils très sophistiqués et donner là de meilleurs conditions de travail à nos grands spécialistes. Nous en avons quelques-uns qui sont très compétents, mais qui n'ont pas toujours les moyens qu'il faut pour agir concrètement et convenablement, et ils assistent eux-mêmes impuissants à des évacuations sanitaires qui nous coûtent très très cher à l'étranger alors qu'ils auraient pu intervenir. Donc chacun sera propriétaire de son épargne et il ne sera plus question, que pour quelques comprimés à 300 F ou 500 F l'on traîne une maladie en espérant que cela ira mieux par la force de la nature. Il y aura de quoi.

– Nous quittons le domaine de la santé pour aborder un aspect plus particulier, à savoir les sanctions révolutionnaires. Certains militants estiment que la révolution est trop clémente vis-à-vis des provocateurs, par contre d'autres trouvent que ces sanctions sont très sévères, qu'en pensez-vous ?

– Tout au long de l'année 1986 nous avons dû, hélas, prendre des sanctions ; mais je dois dire que nous avons heureusement accordé des mesures de clémence, nous avons tendu la main à beaucoup de personnes. Mais nous sommes dans ce dilemme continuel. Il est vrai que lorsque nous accordons la clémence à certains provocateurs, lesquels provocateurs une fois pardonnés, pour certains en tout cas, n'hésitent pas à recommencer, à retomber dans leur provocation, il est vrai que dans ces cas-là les militants sont indignés, sont irrités et se découragent même en estimant qu'au niveau de la direction nous sommes d'une trop grande clémence, une clémence qui est quelque peu coupable en les livrant au sarcasme et à la risée de ces provocateurs. Mais nous pensons aussi que quel que soit ce que nous subissons, quels que soient les assauts dont nous sommes l'objet, nous devons savoir nous dominer, comprendre que tout en un homme peut susciter de telles actions de provocations : les colères subites, le subjectivisme, les ambitions, la mauvaise compréhension des choses et il y a certainement d'autres explications qui peuvent conduire un homme à de tels comportements. Eh bien ! Si nous exprimons notre mécontentement avec fermeté, cela se doit, nous devons aussi de façon sincère tendre la main dans la clémence, et nous l'avons fait et nous continuerons de le faire. Je demande simplement aux militants d'être compréhensifs à notre égard et de voir en cette indulgence que nous accordons une volonté de consolider la révolution et non pas une façon de brader l'autorité de la révolution vis-à-vis de ces provocateurs. Mais je rappelle à ceux-là aussi qui tombent facilement dans la provocation que nous n'allons pas continuellement assister à ces actes qu'ils posent simplement parce que pour réaliser des ambitions, pour se faire valoir, ou pour se présenter en martyrs et exploiter ce que le martyr peut offrir, que nous allons rester tout le temps les

bras croisés car nous avons la responsabilité aussi d'entretenir le moral des révolutionnaires.

C'est dans la compréhension mutuelle que nous pouvons éviter d'en arriver à de telles sanctions. Que l'on nous évite de nous amener le dos au mur, et aussi que les militants nous évitent de voir en mal l'indulgence que nous accordons, surtout que d'autres ont su aussi en retour nous encourager dans ces formes d'indulgence-là.

– Camarade président, une question d'actualité : le verdict de la Haye. Certains commentateurs l'ont qualifié de jugement de Salomon, d'autres disent la même chose en précisant qu'on a coupé la poire en deux. Ma question est de savoir si la paix a été gardée entière, c'est-à-dire sauvegardée définitivement pour les deux peuples

– J'espère bien que oui. En tout cas je peux répondre que, pour ce qui nous concerne, ce jugement est le bienvenu, parce que l'année dernière à pareil moment nous avons vécu des instants pénibles. Nous avons risqué nos vies, et d'autres ont abandonné ce monde au nom de cette inutilité qui a empoisonné les relations entre le Mali et le Burkina Faso. Je me souviens que c'était le 24 décembre dans la nuit, lorsque je m'étais rendu pour expliquer à tous nos militaires qui étaient proches de la zone, pourquoi il n'était pas question qu'ils avancent, pourquoi il ne fallait pas comprendre comme un acte de couardise, de lâcheté, les décisions que nous avons prises de les faire replier bien au-delà des lignes qui étaient en territoire burkinabè non contesté. Au petit matin, le 25 décembre, jour de Noël, quelques temps après 6 h 30, après que nous ayons conversé avec les soldats, sous-officiers et officiers qui étaient là, nous avons été bombardés alors que nous étions précisément en mission de paix. Nous aurions pu être tous tués. J'ai ramené, d'ailleurs, pour l'histoire, quelques débris de cette bombe lâchée par le Mig malien. Mais nous aurions pu être tués et il n'y aurait jamais eu de témoignage de cette volonté de paix que nous avons menée dans des conditions très pénibles.

Mais aujourd'hui, nous avons ce verdict, nous devons travailler autour de ce verdict, nous devons le valoriser. Un verdict, il se valorise, et nous devons montrer qu'il nous satisfait, qu'il nous permet de développer notre pays et de réaliser le bonheur de notre peuple ; nous devons montrer que toute inquiétude s'envole et, à partir de là, nos ressources, nos richesses doivent être consacrées à notre pays. L'année dernière, nous espérions pouvoir augmenter les salaires de nos fonctionnaires, tandis que la rumeur courait que les salaires allaient être plafonnés et on avait même avancé des chiffres de 60 000 F CFA ou de 50 000 F CFA. Je suis au courant de ces rumeurs, j'en étais bien au courant et je n'ai rien fait pour les démentir parce que j'étais persuadé que je pourrais offrir aux Burkinabè l'inverse de ce qu'ils attendaient, c'est-à-dire au lieu d'une diminution des salaires, une augmentation. Eh bien, tous nos efforts ont été engloutis par ces nombreuses dépenses précipitées à cause de ce conflit malheureux. Mais aujourd'hui je me réjouis que les Maliens et les Burkinabè aient trouvés un chemin nouveau ; et c'est certainement le chemin de la paix et cette année, nous la souhaitons belle également pour les Maliens parce que, eux aussi, ont besoin de la paix comme nous.

– Dans ce cas, peut-on parler de consolidation de la révolution à l'extérieur au regard de tout ce qui a été fait, notamment les voyages que vous avez eu à effectuer, les forums internationaux auxquels a participé le Burkina et les visites des chefs d'État ?

– Oui, notre révolution s'est consolidée à l'extérieur. Elle s'est consolidée comme une force qui hélas ne plaît pas à tout le monde et nous en sommes

conscients, mais avec laquelle tout le monde, pour peu que l'on veuille composer avec ce pays, tout le monde est obligé de composer. Nous avons reçu ici la visite de chefs d'État de toutes les nuances. Nous avons abrité ici des réunions internationales parfois au plus haut niveau. Le Burkina Faso a été à plusieurs rencontres internationales de haut niveau et nous avons défendu nos points de vue ; et j'ai constaté que nous avons rencontré un écho très attentif, très intéressé. Tout cela assoit chaque jour davantage la révolution dans le concert des nations, dans le concert de la lutte des peuples, et vous vous souvenez qu'au début de la révolution l'on me posait la question "*qui vous imitez ? quelle révolution voulez-vous imiter ? quel modèle voulez-vous prendre ?*". Je pense aujourd'hui que la révolution burkinabè apparaît comme un enrichissement, comme un apport supplémentaire dans ces gammes, dans le spectre des révolutions qui l'ont précédée et permet à d'autres peuples aussi de voir comment, dans les conditions comme les nôtres et qui ne sont spécifiques qu'à nous, la révolution peut naître, triompher, et chaque jour construire le bonheur du peuple. La révolution se consolide, nous en sommes heureux et il faudrait qu'en 1987, ces acquis révolutionnaires soient renforcés grâce aux structures des CDR, le l'UFB, de l'UNAB, des pionniers, grâce également à toutes les formes de rencontres, tous les forums révolutionnaires ainsi créés : les CAM, les CNAM, les CCPM, grâce aussi à notre volonté de dialogue entre nous, de tolérance car nous constatons qu'à l'intérieur également, la révolution se consolide en plus, offrant ainsi un spectacle qui est assez rare, d'une diversité certes mais d'une diversité d'opinions politiques, d'opinions philosophiques, religieuses même qui ne conduit pas du tout à cette hostilité et à ces affrontements sanglants comme on en voit ailleurs. Nous avons la chance d'échapper à cela : tout le monde n'est pas d'accord avec la révolution au Burkina Faso, mais nous n'avons pas pour autant la guerre. Chaque jour, la révolution gagne de plus en plus de militants à elle, et nous sommes donc très satisfaits de la marche de la révolution et des expériences qui sont tirées.

La patrie ou la mort, nous vaincrons !

La libération de la femme : une exigence du futur - 8 mars 1987

[Le premier paragraphe, entre guillemets, a été dit en langue nationale *mooré*, pour assurer les femmes qu'une traduction suivra, à leur intention.]

« Il n'est pas courant qu'un homme ait à s'adresser à tant et tant de femmes à la fois. Il n'est pas courant non plus qu'un homme ait à suggérer, à tant et tant de femmes à la fois, les nouvelles batailles à engager. La première timidité de l'homme lui vient dès le moment où il a conscience qu'il regarde une femme. Aussi, camarades militantes, vous comprendrez que malgré la joie et le plaisir que j'ai à m'adresser à vous, je reste quand même un homme qui regarde en chacune de vous, la mère, la sœur ou l'épouse. Je voudrais également que nos sœurs ici présentes, venues du Kadiogo, et qui ne comprennent pas la langue française étrangère dans laquelle je vais prononcer mon discours soient indulgentes à notre égard comme elles l'ont toujours été, elles qui, comme nos mères, ont accepté de nous porter pendant neuf mois sans rechigner. »

Camarades, la nuit de 4 août a accouché de l'œuvre la plus salutaire pour le peuple burkinabè. Elle a donné à notre peuple un nom et à notre pays un horizon.

Irradiés de la sève vivifiante de la liberté, les hommes burkinabè, humiliés et proscrits d'hier, ont reçu le sceau de ce qu'il y a de plus cher au monde : la dignité et l'honneur. Dès lors, le bonheur est devenu accessible, et chaque jour nous marchons vers lui, embaumés par les luttes, prémices qui témoignent des grands pas que nous avons déjà réalisés. Mais le bonheur égoïste n'est qu'illusion, et nous avons une grande absente : la femme. Elle a été exclue de cette procession heureuse.

Si des hommes sont déjà à l'orée du grand jardin de la révolution, les femmes elles, sont encore confinées dans leur obscurité dépersonnalisante, devisant bruyamment ou sourdement sur les expériences qui ont embrasées le Burkina Faso, et qui ne sont chez elles pour l'instant que clameurs.

Les promesses de la révolution sont déjà réalités chez les hommes. Chez les femmes, par contre, elles ne sont encore que rumeurs. Et pourtant, c'est d'elles que dépendent la vérité et l'avenir de notre révolution : questions vitales, questions essentielles puisque rien de complet, rien de décisif, rien de durable ne pourra se faire dans notre pays tant que cette importante partie de nous-mêmes sera maintenue dans cet assujettissement, imposé durant des siècles par les différents systèmes d'exploitation. Les hommes et les femmes du Burkina Faso doivent, dorénavant, modifier en profondeur l'image qu'ils se font d'eux-mêmes, à l'intérieur d'une société qui, non seulement, détermine de nouveaux rapports sociaux, mais provoque une mutation culturelle en bouleversant les relations de pouvoir entre hommes et femmes, et en condamnant l'un et l'autre à repenser la nature de chacun. C'est une tâche redoutable mais nécessaire, puisqu'il s'agit de permettre à notre révolution de donner toute sa mesure, de libérer toutes ses possibilités et de révéler son authentique signification dans ces rapports immédiats, naturels, nécessaires de l'homme et de la femme, qui sont les rapports les plus naturels de l'être humain à l'être humain.

Voici donc jusqu'à quel point le comportement naturel de l'homme est devenu humain, et jusqu'à quel point sa nature humaine est devenue sa nature.

Cet être humain, vaste et complexe, conglomérat de douleurs et de joies, de solitude dans l'abandon, et cependant berceau créateur de l'immense humanité, cet être de souffrance, de frustrations et d'humiliations, est pourtant source intarissable de félicité pour chacun de nous ; lieu incomparable de toute affection, aiguillon des courages même les plus inattendus ; cet être, dit faible, mais incroyable force inspiratrice des voies qui mènent à l'honneur ; cet être, vérité chamelle et certitude spirituelle, cet être-là, femmes, c'est vous ! Vous, berceuses et compagnes de notre vie, camarades de notre lutte, et qui de ce fait, en toute justice, devez vous imposer comme partenaires égales dans la convivialité des festins des victoires de la révolution.

C'est sous cet éclairage que tous, hommes et femmes, nous nous devons de définir et d'affirmer le rôle et la place de la femme dans la société.

Il s'agit donc de restituer à l'homme sa vraie image en faisant triompher le règne de la liberté, par-delà les différenciations naturelles, grâce à la liquidation de tous les systèmes d'hypocrisie qui consolident l'exploitation cynique de la femme.

En d'autres termes, poser la question de la femme dans la société burkinabè d'aujourd'hui, c'est vouloir abolir le système d'esclavage dans lequel elle a été maintenue pendant des millénaires. C'est d'abord vouloir comprendre ce système dans son fonctionnement, en saisir la vraie nature et toutes ses subtilités, pour réussir à dégager une action susceptible de conduire à un affranchissement total de la femme.

Autrement dit, pour gagner un combat qui est commun à la femme et à l'homme, il importe de connaître tous les contours de la question féminine, tant à l'échelle nationale qu'universelle, et de comprendre comment, aujourd'hui, le combat de la femme burkinabè rejoint le combat universel de toutes les femmes et, au-delà, le combat pour la réhabilitation totale de notre continent. La condition de la femme est, par conséquent, le nœud de toute la question humaine, ici, là-bas, partout. Elle a donc un caractère universel.

• La lutte de classes et la question de la femme.

Nous devons, assurément, au matérialisme dialectique d'avoir projeté sur les problèmes de la condition féminine la lumière la plus forte, celle qui nous permet de cerner le problème de l'exploitation de la femme à l'intérieur d'un système généralisé d'exploitation. Celle aussi qui définit la société humaine, non plus comme un fait naturel immuable, mais comme une anti-physis.

L'humanité ne subit pas passivement la puissance de la nature, elle la prend à son compte. Cette prise en compte n'est pas une opération intérieure et subjective, elle s'effectue objectivement dans la pratique, si la femme cesse d'être considérée comme un simple organisme sexué, pour prendre conscience, au-delà des données biologiques, de sa valeur dans l'action.

En outre, la conscience que la femme prend d'elle-même n'est pas définie par sa seule sexualité. Elle reflète une situation qui dépend de la structure économique de la société, structure qui traduit le degré de l'évolution technique et des rapports entre classes auquel est parvenue l'humanité.

L'importance du matérialisme dialectique est d'avoir dépassé les limites essentielles de la biologie, d'avoir échappé aux thèses simplistes de l'asservissement à l'espèce, pour introduire tous les faits dans le contexte économique et social. Aussi loin que remonte l'histoire humaine, l'emprise de l'homme sur la nature ne s'est jamais réalisée directement, le corps nu. La main, avec son pouce préhensif, déjà se prolonge vers l'instrument qui multiplie son pouvoir. Ce ne sont donc pas les seules données physiques, la musculature, la parturition par exemple, qui ont consacré l'inégalité de statut

entre l'homme et la femme. Ce n'est pas non plus l'évolution technique en tant que telle qui l'a confirmée. Dans certains cas, et dans certaines parties du globe, la femme a pu annuler la différence physique qui la sépare de l'homme.

C'est le passage d'une forme de société à une autre qui justifie l'institutionnalisation de cette inégalité. Une inégalité sécrétée par l'esprit, et par notre intelligence pour réaliser la domination et l'exploitation concrétisées, représentées et vécues désormais par les fonctions et les rôles auxquels nous avons soumis la femme.

La maternité, l'obligation sociale d'être conforme aux canons de ce que les hommes désirent comme élégance, empêchent la femme qui le désirerait de se forger une musculature dite d'homme.

Pendant des millénaires, du paléolithique à l'âge du bronze, les relations entre les sexes furent considérées, par les paléontologues les plus qualifiés, de complémentarité positive. Ces rapports demeurèrent pendant huit millénaires sous l'angle de la collaboration et de l'interférence, et non sous celui de l'exclusion, propre au patriarcat absolu, à peu près généralisé à l'époque historique !

Engels a fait l'état de l'évolution des techniques, mais aussi de l'asservissement historique de la femme, qui naquit avec l'apparition de la propriété privée, à la faveur du passage d'un mode de production à un autre, d'une organisation sociale à une autre.

Avec le travail intensif exigé pour défricher la forêt, faire fructifier les champs, tirer au maximum parti de la nature, intervient la parcellisation des tâches. L'égoïsme, la paresse, la facilité, bref le plus grand profit pour le plus petit effort émergent des profondeurs de l'homme et s'érigent en principes. La tendresse protectrice de la femme à l'égard de la famille et du clan devient le piège qui la livre à la domination du mâle. L'innocence et la générosité sont victimes de la dissimulation et des calculs crapuleux. L'amour est bafoué. La dignité est éclaboussée. Tous les vrais sentiments se transforment en objets de marchandage. Dès lors, le sens de l'hospitalité et du partage des femmes succombe à la ruse des fourbes.

Quoique consciente de cette fourberie qui régit la répartition inégale des tâches, elle, la femme, suit l'homme pour soigner et élever tout ce qu'elle aime. Lui, l'homme, surexploite tant de don de soi. Plus tard, le germe de l'exploitation coupable installe des règles atroces, dépassant les concessions conscientes de la femme historiquement trahie.

L'humanité connaît l'esclavage avec la propriété privée. L'homme, maître de ses esclaves et de la terre, devient aussi propriétaire de la femme. C'est là la grande défaite historique du sexe féminin. Elle s'explique par le bouleversement survenu dans la division du travail, du fait de nouveaux modes de production, et d'une révolution dans les moyens de production

Alors, le droit paternel se substitue au droit maternel ; la transmission du domaine se fait de père en fils et non plus de la femme à son clan. C'est l'apparition de la famille patriarcale fondée sur la propriété personnelle et unique du père, devenu chef de famille. Dans cette famille, la femme est opprimée. Régnant en souverain, l'homme assouvit ses caprices sexuels, s'accouple avec les esclaves ou hétaïres. Les femmes deviennent son butin et ses conquêtes de marché. Il tire profit de leur force de travail et jouit de la diversité du plaisir qu'elles lui procurent.

De son côté, dès que les maîtres rendent la réciproque possible, la femme se venge par l'infidélité. Ainsi le mariage se complète naturellement par l'adultère. C'est la seule défense de la femme contre l'esclavage domestique où elle est tenue. L'oppression sociale est ici l'expression de l'oppression

économique. Dans un tel cycle de violence, l'inégalité ne prendra fin qu'avec l'avènement d'une société nouvelle, c'est-à-dire lorsque hommes et femmes jouiront de droits sociaux égaux, issus de bouleversements intervenus dans les moyens de production, ainsi que dans tous les rapports sociaux. Aussi le sort de la femme ne s'améliorera-t-il qu'avec la liquidation du système qui l'exploite.

De fait, à travers les âges et partout où triomphait le patriarcat, il y a eu un parallélisme étroit entre l'exploitation des classes et la domination des femmes. Certes, avec des périodes d'éclaircies où des femmes, prêtresses ou guerrières, ont crevé la voûte oppressive. Mais l'essentiel, tant au niveau de la pratique quotidienne que dans la répression intellectuelle et morale, a survécu et s'est consolidé.

Détrônée par la propriété privée, expulsée d'elle-même, ravalée au rang de nourrice et de servante, rendue inessentielle par les philosophes, Aristote, Pythagore et autres, et les religions les plus installées, dévalorisée par les mythes, la femme partageait le sort de l'esclave qui, dans la société esclavagiste, n'était qu'une bête de somme à face humaine.

Rien d'étonnant alors que, dans sa phase conquérante, le capitalisme, pour lequel les êtres humains n'étaient que des chiffres, ait été le système économique qui a exploité la femme avec le plus de cynisme et le plus de raffinement. C'était le cas, rapporte-t-on, chez ce fabricant de l'époque qui n'employait que des femmes à ses métiers à tisser mécaniques. Il donnait la préférence aux femmes mariées et, parmi elles, à celles qui avaient à la maison de la famille à entretenir, parce qu'elles montraient beaucoup plus d'attention et de docilité que les célibataires. Elles travaillaient jusqu'à l'épuisement de leurs forces pour procurer aux leurs les moyens de subsistance indispensables.

C'est ainsi que les qualités propres de la femme sont faussées à son détriment, et tous les éléments moraux et délicats de sa nature deviennent des moyens de l'asservir. Sa tendresse, l'amour de la famille, la méticulosité qu'elle apporte à son œuvre sont utilisés contre elle, tout en se parant contre les défauts qu'elle peut avoir.

Ainsi, à travers les âges et à travers les types de sociétés, la femme a connu un triste sort, celui de l'inégalité toujours confirmée par rapport à l'homme. Que les manifestations de cette inégalité aient pris des tours et contours divers, cette inégalité n'en est pas moins restée la même.

Dans la société esclavagiste, l'homme esclave était considéré comme un animal, un moyen de production de biens et de services. La femme, quel que fût son rang, était écrasée à l'intérieur de sa propre classe, et hors de cette classe même pour celles qui appartenaient aux classes exploiteuses.

Dans la société féodale, se basant sur la prétendue faiblesse physique ou psychologique des femmes, les hommes les ont confinées dans une dépendance absolue de l'homme. Souvent considérée comme objet de souillure ou principal agent d'indiscrétion, la femme, à de rares exceptions près, était écartée des lieux de culte.

Dans la société capitaliste, la femme, déjà moralement et socialement persécutée, est également économiquement dominée. Entretenue par l'homme lorsqu'elle ne travaille pas, elle l'est encore lorsqu'elle se tue à travailler. On ne saurait jeter assez de lumière vive sur la misère des femmes, démontrer avec assez de force qu'elle est solidaire de celle des prolétaires.

• De la spécificité du fait féminin.

Solidaire de l'homme exploité, la femme l'est. Toutefois, cette solidarité dans l'exploitation sociale dont hommes et femmes sont victimes et qui lie le sort de l'un et de l'autre à l'Histoire, ne doit pas faire perdre de vue le fait

spécifique de la condition féminine. La condition de la femme déborde les entités économiques en singularisant l'oppression dont elle est victime. Cette singularité nous interdit d'établir des équations en nous abîmant dans les réductions faciles et infantiles. Sans doute, dans l'exploitation, la femme et l'ouvrier sont-ils tenus au silence. Mais dans le système mis en place, la femme de l'ouvrier doit un autre silence à son ouvrier de mari. En d'autres termes, à l'exploitation de classe qui leur est commune, s'ajoutent, pour les femmes, des relations singulières avec l'homme, relations d'opposition et d'agression qui prennent prétexte des différences physiques pour s'imposer.

Il faut admettre que l'asymétrie entre les sexes est ce qui caractérise la société humaine, et que cette asymétrie définit des rapports souverains qui ne nous autorisent pas à voir d'emblée dans la femme, même au sein de la production économique, une simple travailleuse. Rapports privilégiés, rapports périlleux qui font que la question de la condition de la femme se pose toujours comme un problème.

L'homme prend donc prétexte à la complexité de ces rapports pour semer la confusion au sein des femmes, et tirer profit de toutes les astuces de l'exploitation de classe pour maintenir sa domination sur les femmes. De cette même façon, ailleurs, des hommes ont dominé d'autres hommes parce qu'ils ont réussi à imposer l'idée selon laquelle, au nom de l'origine de la famille et de la naissance, du « droit divin », certains hommes étaient supérieurs à d'autres. D'où le règne féodal. De cette même manière, ailleurs, d'autres hommes ont réussi à asservir des peuples entiers, parce que l'origine et l'explication de la couleur de leur peau ont été une justification qu'ils ont voulue « scientifique » pour dominer ceux qui avaient le malheur d'être d'une autre couleur. C'est le règne colonial. C'est l'apartheid.

Nous ne pouvons pas ne pas être attentifs à cette situation des femmes, car c'est elle qui pousse les meilleures d'entre elles à parler de guerre des sexes, alors qu'il s'agit d'une guerre de clans, et de classes, à mener ensemble dans la complémentarité, tout simplement. Mais il faut admettre que c'est bien l'attitude des hommes qui rend possible une telle oblitération des significations, et autorise par-là toutes les audaces sémantiques du féminisme, dont certaines n'ont pas été inutiles dans le combat qu'hommes et femmes mènent contre l'oppression ; un combat que nous pouvons gagner, que nous allons gagner si nous retrouvons notre complémentarité, si nous nous savons nécessaires et complémentaires, si nous savons enfin que nous sommes condamnés à la complémentarité.

Pour l'heure, force est de reconnaître que le comportement masculin, fait de vanités, d'irresponsabilités, d'arrogances et de violences de toutes sortes à l'endroit de la femme, ne peut guère déboucher sur une action coordonnée contre l'oppression de celle-ci. Et que dire de ces attitudes qui vont jusqu'à la bêtise et qui ne sont en réalité qu'exutoires des mâles opprimés espérant, par leurs brutalités contre leur femme, récupérer pour leur seul compte une humanité que le système d'exploitation leur dénie.

La bêtise masculine s'appelle sexisme ou machisme, toute forme d'indigence intellectuelle et morale, voire d'impuissance physique plus ou moins déclarée, qui oblige souvent les femmes politiquement conscientes à considérer, comme un devoir, la nécessité de lutter sur deux fronts. Pour lutter et vaincre, les femmes doivent s'identifier aux couches et classes sociales opprimées : les ouvriers, les paysans...

Un homme, si opprimé soit-il, trouve un être à opprimer : sa femme. C'est là assurément affirmer une terrible réalité. Lorsque nous parlons de l'ignoble système de l'apartheid, c'est vers les Noirs exploités et opprimés que se

tournent, et notre pensée, et notre émotion. Mais nous oublions hélas la femme noire qui subit son homme, cet homme qui, muni de son *passbook* (laisser-passer), s'autorise des détours coupables avant d'aller retrouver celle qui l'a attendu dignement, dans la souffrance et dans le dénuement.

Pensons aussi à la femme blanche d'Afrique du Sud, aristocrate, matériellement comblée sûrement, mais malheureusement machine de plaisir de ces hommes blancs lubriques qui n'ont plus, pour oublier leurs forfaits contre les Noirs, que leur enivrement désordonné et pervers de rapports sexuels bestiaux.

En outre, les exemples ne manquent pas d'hommes pourtant progressistes, vivant allègrement d'adultère, mais qui seraient prêts à assassiner leur femme rien que pour un soupçon d'infidélité. Ils sont nombreux chez nous, ces hommes qui vont chercher des soi-disant consolations dans les bras de prostituées et de courtisanes de toutes sortes ! Sans oublier les maris irresponsables, dont les salaires ne servent qu'à entretenir des maîtresses et enrichir des débits de boisson.

Et que dire de ces petits hommes, eux aussi progressistes, qui se retrouvent souvent dans une ambiance lascive pour parler des femmes dont ils ont abusé. Ils croient ainsi se mesurer à leurs semblables hommes, voire les humilier quand ils ravissent des femmes mariées.

En fait, il ne s'agit là que de lamentables mineurs, dont nous nous serions même abstenus de parler si leur comportement de délinquants ne mettait en cause, et la vertu, et la morale de femmes de grande valeur qui auraient été hautement utiles à notre révolution.

Et puis, tous ces militants plus ou moins révolutionnaires, beaucoup moins révolutionnaires que plus, qui n'acceptent pas que leurs épouses militent ou ne l'acceptent que pour le militantisme de jour et seulement de jour ; qui battent leurs femmes parce qu'elles se sont absentées pour des réunions ou des manifestations de nuit. Ah ! ces soupçonneux, ces jaloux ! Quelle pauvreté d'esprit et quel engagement conditionnel, limité ! Car n'y aurait-il que la nuit qu'une femme déçue et décidée puisse tromper son mari ? Et quel est cet engagement qui veut que le militantisme s'arrête avec la tombée de la nuit, pour ne reprendre ses droits et ses exigences que seulement au lever du jour !

Et que penser enfin de tous ces propos dans la bouche des militants, plus révolutionnaires les uns que les autres, sur les femmes ? Des propos comme « bassement matérialistes, profiteuses, comédiennes, menteuses cancanières, intrigantes, jalouses etc. etc. » Tout cela est peut-être vrai des femmes, mais sûrement aussi vrai pour les hommes ! Notre société pourrait-elle pervertir moins que cela lorsqu'avec méthode, elle accable les femmes, les écarte de tout ce qui est censé être sérieux, déterminant, c'est-à-dire au-dessus des relations subalternes et mesquines ?

Lorsque l'on est condamné, comme les femmes le sont, à attendre son maître de mari pour lui donner à manger, et recevoir de lui l'autorisation de parler et de vivre, on n'a plus, pour s'occuper et se créer une illusion d'utilité ou d'importance, que les regards, les reportages, les papotages, les jeux de ferraille, les regards obliques et envieux suivis de médisance sur la coquetterie des autres et leur vie privée. Les mêmes attitudes se retrouvent chez les mâles placés dans les mêmes conditions.

Des femmes, nous disons également, hélas, qu'elles sont oublieuses. On les qualifie même de têtes de linottes. N'oublions jamais cependant qu'accaparée, voire tourmentée par l'époux léger, le mari infidèle et irresponsable, l'enfant et ses problèmes, accablée enfin par l'intendance de toute la famille, la femme,

dans ces conditions, ne peut avoir que des yeux hagards qui reflètent l'absence, et la distraction de l'esprit.

L'oubli, pour elle, devient un antidote à la peine, une atténuation des rigueurs de l'existence, une protection vitale.

Mais des hommes oublieux, il y en a aussi, et beaucoup ; les uns dans l'alcool et les stupéfiants, les autres dans diverses formes de perversité auxquelles ils s'adonnent dans la course de la vie. Cependant, personne ne dit jamais que ces hommes-là sont oublieux. Quelle vanité, quelles banalités ! Banalités dont ils se gargarisent pour marquer ces infirmités de l'univers masculin. Car l'univers masculin, dans une société d'exploitation, a besoin de femmes prostituées. Celles que l'on souille, et que l'on sacrifie après usage sur l'autel de la prospérité d'un système de mensonges et de rapines, ne sont que des boucs émissaires.

La prostitution n'est que la quintessence d'une société où l'exploitation est érigée en règle. Elle symbolise le mépris que l'homme a de la femme. De cette femme qui n'est autre que la figure douloureuse de la mère, de la sœur ou de l'épouse d'autres hommes, donc de chacun de nous. C'est, en définitive, le mépris inconscient que nous avons de nous-mêmes. Il n'y a de prostituées que là où existent des « prostitueurs » et des proxénètes.

Mais qui donc va chez la prostituée ?

Il y a d'abord des maris qui vouent leurs épouses à la chasteté pour décharger sur la prostituée leur turpitude et leurs désirs de stupres. Cela leur permet d'accorder un respect apparent à leurs épouses tout en révélant leur vraie nature dans le giron de la fille dite de joie. Ainsi, sur le plan moral, on fait de la prostitution le symétrique du mariage. On semble s'en accommoder, dans les rites et coutumes, les religions et les morales. C'est ce que les pères de l'Église exprimaient en disant qu' « il faut des égouts pour garantir la salubrité des palais ».

Il y a ensuite les jouisseurs impénitents et intempérants, qui ont peur d'assumer la responsabilité d'un foyer avec ses turbulences, et qui fuient les charges morales et matérielles d'une paternité. Ils exploitent alors l'adresse discrète d'une maison close comme le filon précieux d'une liaison sans conséquences.

Il y a aussi la cohorte de tous ceux qui, publiquement du moins et dans les lieux bienpensants, vouent la femme aux gémonies. Soit par un dépit qu'ils n'ont pas eu le courage de transcender, perdant confiance ainsi en toute femme, déclarée alors *instrumentum diabolicum,* soit également par hypocrisie, pour avoir trop souvent et péremptoirement proclamé, contre le sexe féminin, un mépris qu'ils s'efforcent d'assumer aux yeux de la société dont ils ont extorqué l'admiration par la fausse vertu. Tous, nuitamment, échouent dans les lupanars de manière répétée jusqu'à ce que, parfois, leur tartufferie soit découverte.

Il y a encore cette faiblesse de l'homme que l'on retrouve dans sa recherche de situations polyandriques. Loin de nous, toute idée de jugement de valeur sur la polyandrie, cette forme de rapport entre l'homme et la femme que certaines civilisations ont privilégiée. Mais dans les cas que nous dénonçons, retenons ces parcs de gigolos cupides et fainéants qu'entretiennent grassement de riches dames. Dans ce même système, au plan économique, la prostitution peut confondre prostituée et femme mariée "matérialiste". Entre celle qui vend son corps par la prostitution, et celle qui se vend dans le mariage, la seule différence consiste dans le prix et la durée du contrat.

Ainsi, en tolérant l'existence de la prostitution, nous ravalons toutes nos femmes au même rang : prostituées ou mariées. La seule différence est que la

femme légitime, tout en étant opprimée en tant qu'épouse, bénéficie au moins du sceau de l'honorabilité que confère le mariage.

Quant à la prostituée, il ne reste plus que l'appréciation marchande de son corps, appréciation fluctuante au gré des valeurs des bourses phallocratiques. N'est-elle qu'un article qui se valorise ou se dévalorise en fonction du degré de flétrissement de ses charmes ? N'est-elle pas régie par la loi de l'offre et de la demande ? La prostitution est un raccourci tragique et douloureux de toutes les formes de l'esclavage féminin. Nous devons par conséquent voir, dans chaque prostituée, le regard accusateur braqué sur la société tout entière. Chaque proxénète, chaque partenaire de prostituée remue un couteau dans cette plaie purulente et béante qui enlaidit le monde des hommes et le conduit à sa perte. Aussi, en combattant la prostitution, en tendant une main secourable à la prostituée, nous sauvons nos mères, nos sœurs et nos femmes de cette lèpre sociale. Nous nous sauvons nous-mêmes. Nous sauvons le monde.

• La condition de la femme au Burkina.

Si, dans l'entendement de la société, le garçon qui naît est un « don de Dieu », la naissance d'une fille est accueillie, sinon comme une fatalité, au mieux comme un présent qui servira à produire des aliments et à reproduire le genre humain.

Au petit homme l'on apprendra à vouloir et à obtenir, à dire et être servi, à désirer et prendre, à décider sans appel. À la future femme, la société, comme un seul homme et c'est bien le lieu de le dire, assène, inculque des normes sans issue. Des corsets psychiques appelés vertus créent en elle un esprit d'aliénation personnelle, développent dans cette enfant la préoccupation de protection et la prédisposition aux alliances tutélaires et aux tractations matrimoniales. Quelle fraude mentale monstrueuse !

Ainsi, enfant sans enfance, la petite fille, dès l'âge de 3 ans, devra répondre à sa raison d'être : servir, être utile. Pendant que son frère de 4, 5 ou 6 ans jouera jusqu'à l'épuisement ou l'ennui, elle entrera, sans ménagement, dans le processus de production. Elle aura, déjà, un métier : assistante-ménagère. Occupation sans rémunération bien sûr car, ne dit-on pas généralement d'une femme à la maison qu'elle « ne fait rien ? ». N'inscrit-on pas sur les documents d'identité des femmes non rémunérées la mention « ménagère » pour dire que celles-ci n'ont pas d'emploi ? Qu'elles « ne travaillent pas ? ».

Les rites et les obligations de soumission aidant, nos sœurs grandissent, de plus en plus dépendantes, de plus en plus dominées, de plus en plus exploitées avec de moins en moins de loisirs et de temps libre. Alors que le jeune homme trouvera sur son chemin les occasions de s'épanouir et de s'assumer, la camisole de force sociale enserrera davantage la jeune fille, à chaque étape de sa vie. Pour être née fille, elle paiera un lourd tribut, sa vie durant, jusqu'à ce que le poids du labeur et les effets de l'oubli de soi, physiquement et mentalement, la conduisent au jour du Grand repos. Facteur de production aux côtés de sa mère dès ce moment, plus sa patronne que sa maman elle ne sera jamais assise à ne rien faire, jamais laissée, oubliée à ses jeux et à ses jouets comme lui, son frère.

De quelque côté que l'on se tourne, du Plateau central au Nord-Est où les sociétés à pouvoir fortement centralisé prédominent, à l'Ouest où vivent des communautés villageoises au pouvoir non centralisé ou au Sud-Ouest, terroir des collectivités dites segmentaires, l'organisation sociale traditionnelle présente au moins un point commun : la subordination des femmes. Dans ce domaine, nos 8 000 villages, nos 600 000 concessions et notre million et plus de ménages, observent des comportements identiques ou similaires. Ici et là,

l'impératif de la cohésion sociale, définie par les hommes, est la soumission des femmes et la subordination des cadets.

Notre société, encore par trop primitivement agraire, patriarcale et polygamique, fait de la femme un objet d'exploitation pour sa force de travail et de consommation, pour sa fonction de reproduction biologique.

Comment la femme vit-elle cette curieuse double identité : celle d'être le nœud vital qui soude tous les membres de la famille, qui garantit par sa présence et son attention l'unité fondamentale, et celle d'être marginalisée, ignorée ? Une condition hybride s'il en est, dont l'ostracisme imposé n'a d'égal que le stoïcisme de la femme. Pour vivre en harmonie avec la société des hommes, pour se conformer au diktat des hommes, la femme s'enferrera dans une ataraxie avilissante, négativiste, par le don de soi.

Femme-source de vie mais femme-objet, mère mais servile domestique, femme-nourricière mais femme-alibi, taillable aux champs et corvéable au ménage, cependant figurante sans visage et sans voix ; femme-charnière, femme-confluent mais femme en chaînes, femme-ombre à l'ombre masculine ; pilier du bien-être familial, elle est accoucheuse, laveuse, balayeuse, cuisinière, messagère, matrone, cultivatrice, guérisseuse, maraîchère, pileuse, vendeuse, ouvrière. Elle est une force de travail à l'outil désuet, cumulant des centaines de milliers d'heures pour des rendements désespérants.

Déjà, aux quatre fronts du combat contre la maladie, la faim, le dénuement, la dégénérescence, nos sœurs subissent chaque jour la pression des changements sur lesquels elles n'ont point de prise. Lorsque chacun de nos 800 000 émigrants mâles s'en va, une femme assume un surcroît de travail. Ainsi, les deux millions de Burkinabè résidant hors du territoire national ont contribué à aggraver le déséquilibre de la *sex-ratio* qui, aujourd'hui, fait que les femmes constituent 51,7 % de la population totale. De la population résidente potentiellement active, elles sont 52,1 %.

Trop occupée pour accorder l'attention voulue à ses enfants, trop épuisée pour penser à elle-même, la femme continuera de trimer : roue de fortune, roue de friction, roue motrice, roue de secours, grande roue.

Rouées et brimées, les femmes, nos sœurs et nos épouses, paient pour avoir donné la vie. Socialement reléguées au troisième rang, après l'homme et l'enfant, elles paient pour entretenir la vie. Ici aussi, un tiers-monde est arbitrairement arrêté pour dominer, pour exploiter.

Dominée et transférée d'une tutelle protectrice exploiteuse à une tutelle dominatrice et davantage exploiteuse, première à la tâche et dernière au repos, première au puits et au bois, au feu du foyer mais dernière à étancher ses soifs, autorisée à manger seulement quand il en reste ; et après l'homme, clé de voûte de la famille, tenant sur ses épaules, dans ses mains et par son ventre cette famille et la société, la femme est payée en retour d'idéologie nataliste oppressive, de tabous et d'interdits alimentaires, de surcroît de travail, de malnutrition, de grossesses dangereuses, de dépersonnalisation et d'innombrables autres maux qui font de la mortalité maternelle une des tares les plus intolérables, les plus indicibles, les plus honteuses de notre société.

Sur ce substrat aliénant, l'intrusion des rapaces venus de loin a contribué à fermenter la solitude des femmes et à empirer la précarité de leur condition.

L'euphorie de l'indépendance a oublié la femme dans le lit des espoirs châtrés. Ségréguée dans les délibérations, absente des décisions, vulnérable donc victime de choix, elle a continué de subir la famille et la société. Le capital et la bureaucratie ont été de la partie pour maintenir la femme subjuguée. L'impérialisme a fait le reste.

Scolarisées deux fois moins que les hommes, analphabètes à 99 %, peu formées aux métiers, discriminées dans l'emploi, limitées aux fonctions subalternes, harcelées et congédiées les premières, les femmes, sous les poids de cent traditions et de mille excuses, ont continué de relever les défis successifs. Elles devaient rester actives, coûte que coûte, pour les enfants, pour la famille et pour la société. Au travers de mille nuits sans aurores.

Le capitalisme avait besoin de coton, de karité, de sésame pour ses industries, et c'est la femme, ce sont nos mères qui en plus de ce qu'elles faisaient déjà se sont retrouvées chargées d'en réaliser la cueillette. Dans les villes, là où était censée être la civilisation émancipatrice de la femme, celle-ci s'est retrouvée obligée de décorer les salons de bourgeois, de vendre son corps pour vivre ou de servir d'appât commercial dans les productions publicitaires.

Les femmes de la petite-bourgeoise des villes vivent sans doute mieux que les femmes de nos campagnes sur le plan matériel. Mais sont-elles plus libres, plus émancipées, plus respectées, plus responsabilisées ? Il y a plus qu'une question à poser, il y a une affirmation à avancer. De nombreux problèmes demeurent, qu'il s'agisse de l'emploi ou de l'accès à l'éducation, qu'il s'agisse du statut de la femme dans les textes législatifs ou dans la vie concrète de tous les jours, la femme burkinabè demeure encore celle qui vient après l'homme, et non en même temps.

Les régimes politiques néocoloniaux qui se sont succédé au Burkina n'ont eu de la question de l'émancipation de la femme que son approche bourgeoise qui n'est que l'illusion de liberté et de dignité. Seules les quelques femmes de la petite-bourgeoise des villes étaient concernées par la politique, à la mode, de la « condition féminine », ou plutôt du féminisme primaire qui revendique pour la femme le droit d'être masculine. Ainsi la création du ministère de la Condition féminine, dirigée par une femme fut-elle chantée comme une victoire.

Mais avait-on vraiment conscience de cette condition féminine ? Avait-on conscience que la condition féminine, c'est la condition de 52 % de la population burkinabè ? Savait-on que cette condition était déterminée par les structures sociales, politiques, économiques, et par les conceptions rétrogrades dominantes et que, par conséquent, la transformation de cette condition ne saurait incomber à un seul ministère, fût-il dirigé par une femme ?

Cela est si vrai que les femmes du Burkina ont pu constater, après plusieurs années d'existence de ce ministère, que rien n'avait changé dans leur condition. Et il ne pouvait en être autrement dans la mesure où l'approche de la question de l'émancipation des femmes, qui a conduit à la création d'un tel ministère-alibi, refusait de voir et de mettre en évidence, afin d'en tenir compte, les véritables causes de la domination et de l'exploitation de la femme. Aussi ne doit-on pas s'étonner que, malgré l'existence de ce ministère, la prostitution se soit développée, que l'accès des femmes à l'éducation et à l'emploi ne se soit pas amélioré, que les droits civiques et politiques des femmes soient restés ignorés, que les conditions d'existence des femmes en ville comme en campagne ne se soient nullement améliorées.

Femme-bijou, femme-alibi-politique au gouvernement, femme-sirène clientéliste aux élections, femme-robot à la cuisine, femme frustrée par la résignation et les inhibitions imposées malgré son ouverture d'esprit ! Quelle que soit sa place dans le spectre de la douleur, quelle que soit sa façon urbaine ou rurale de souffrir, elle souffre toujours.

Mais une seule nuit a porté la femme au cœur de l'essor familial et au centre de la solidarité nationale.

Porteuse de liberté, l'aurore consécutive du 4 août 1983 lui a fait écho pour qu'ensemble, égaux, solidaires et complémentaires, nous marchions côte à côte, en un seul peuple.

La révolution d'août a trouvé la femme burkinabè dans sa condition d'être, assujettie et exploitée par une société néocoloniale fortement influencée par l'idéologie des forces rétrogrades. Elle se devait de rompre avec la politique réactionnaire, prônée et suivie jusque-là en matière d'émancipation de la femme, en définissant de façon claire un politique nouveau, juste et révolutionnaire.

• Notre révolution et l'émancipation de la femme

Le 2 octobre 1983, le Conseil national de la révolution a clairement énoncé, dans son Discours d'orientation politique, l'axe principal du combat de libération de la femme. Il s'y est engagé à travailler à la mobilisation, à l'organisation et à l'union de toutes les forces vives de la nation, et de la femme en particulier. Le Discours d'orientation politique précisait à propos de la femme : « Elle sera associée à tous les combats que nous aurons à entreprendre contre les diverses entraves de la société néocoloniale, et pour l'édification d'une société nouvelle. Elle sera associée à tous les niveaux de conception, de décision et d'exécution dans l'organisation de la vie de la nation tout entière ».

Le but de cette grandiose entreprise, c'est de construire une société libre et prospère, où la femme sera l'égale de l'homme dans tous les domaines. Il ne peut y avoir de façon plus claire de concevoir et d'énoncer la question de la femme, et la lutte émancipatrice qui nous attend. « La vraie émancipation de la femme, c'est celle qui responsabilise la femme, qui l'associe aux activités productrices, aux différents combats auxquels est confronté le peuple. La vraie émancipation de la femme, c'est celle qui force la considération et le respect de l'homme ».

Cela indique clairement, camarades militantes, que le combat pour la libération de la femme est avant tout votre combat pour le renforcement de la Révolution démocratique et populaire, cette révolution qui vous donne désormais la parole, et le pouvoir de dire et d'agir pour l'édification d'une société de justice et d'égalité, où la femme et l'homme ont les mêmes droits et les mêmes devoirs. La Révolution démocratique et populaire a créé les conditions d'un tel combat libérateur. Il vous appartient désormais d'agir en toute responsabilité pour, d'une part, briser toutes les chaînes et entraves qui asservissent la femme dans les sociétés arriérées comme la nôtre, et pour, d'autre part, assumer la part de responsabilité qui est la vôtre dans la politique d'édification de la société nouvelle au profit de l'Afrique, et au profit de toute l'humanité.

Aux premières heures de la Révolution démocratique et populaire, nous le disions déjà : « l'émancipation, tout comme la liberté, ne s'octroie pas, elle se conquiert. Et il incombe aux femmes elles-mêmes d'avancer leurs revendications et de se mobiliser pour les faire aboutir ». Ainsi notre révolution a, non seulement, précisé l'objectif à atteindre dans la question de la lutte d'émancipation de la femme, mais elle a également indiqué la voie à suivre, les moyens à mettre en œuvre et les principaux acteurs de ce combat. Voilà bientôt quatre ans que nous œuvrons ensemble, hommes et femmes, pour remporter des victoires et avancer vers l'objectif final.

Il nous faut avoir conscience des batailles livrées, des succès remportés, des échecs subis et des difficultés rencontrées pour davantage préparer et diriger les futurs combats. Quelle œuvre a été réalisée par la Révolution démocratique et populaire dans l'émancipation de la femme ?

• Quels atouts et quels handicaps ?

L'un des principaux acquis de notre révolution, dans la lutte pour l'émancipation de la femme, a été sans conteste la création de l'Union des femmes du Burkina. La création de cette organisation constitue un acquis majeur parce qu'elle a permis de donner aux femmes de notre pays un cadre, et des moyens sûrs, pour victorieusement mener le combat. La création de l'UFB est une grande victoire parce qu'elle permet le ralliement de l'ensemble des femmes militantes autour d'objectifs précis, justes, pour le combat libérateur sous la direction du Conseil national de la révolution. L'UFB est l'organisation des femmes militantes et responsables, déterminées à travailler pour transformer [la réalité], à se battre pour gagner, à tomber et retomber, mais à se relever chaque fois pour avancer sans reculer.

C'est là une conscience nouvelle qui a germée chez les femmes du Burkina, et nous devons tous en être fiers. Camarades militantes, l'Union des femmes du Burkina est votre organisation de combat. Il vous appartient de l'affûter davantage pour que ses coups soient plus tranchants et vous permettent de remporter toujours et toujours des victoires. Les différentes initiatives que le gouvernement a pu entreprendre depuis un peu plus de trois ans pour l'émancipation de la femme sont certainement insuffisantes, mais elles ont permis de faire un bout du chemin, au point que notre pays peut se présenter aujourd'hui à l'avant-garde du combat libérateur de la femme. Nos femmes participent de plus en plus aux prises de décision, à l'exercice effectif du pouvoir populaire.

Les femmes du Burkina sont partout où se construit le pays, elles sont sur les chantiers : le Sourou (vallée irriguée), le reboisement, la vaccination-commando, les opérations « Villes propres », la bataille du rail, etc. Progressivement, les femmes du Burkina prennent pied et s'imposent, battant ainsi en brèche toutes les conceptions phallocratiques et passéistes des hommes. Et il en sera ainsi jusqu'à ce que la femme au Burkina soit partout présente dans le tissu social et professionnel. Notre révolution, durant les trois ans et demi, a œuvré à l'élimination progressive des pratiques dévalorisantes de la femme, comme la prostitution et les pratiques avoisinantes, comme le vagabondage et la délinquance des jeunes filles, le mariage forcé, l'excision et les conditions de vie particulièrement difficiles de la femme.

En contribuant à résoudre partout le problème de l'eau, en contribuant aussi à l'installation des moulins dans les villages, en vulgarisant les foyers améliorés, en créant des garderies populaires, en pratiquant la vaccination au quotidien, en incitant à l'alimentation saine, abondante et variée, la révolution contribue sans nul doute à améliorer les conditions de vie de la femme burkinabè.

Aussi, celle-ci doit-elle s'engager davantage dans l'application des mots d'ordre anti-impérialistes, à produire et consommer burkinabè, en s'affirmant toujours comme un agent économique de premier plan, producteur comme consommateur des produits locaux.

La révolution d'août a sans doute beaucoup fait pour l'émancipation de la femme, mais cela est pourtant loin d'être satisfaisant. Il nous reste beaucoup à faire.

Pour mieux réaliser ce qu'il nous reste à faire, il nous faut davantage être conscients des difficultés à vaincre. Les obstacles et les difficultés sont nombreux. Et, en tout premier lieu, l'analphabétisme et le faible niveau de conscience politique, toutes choses accentuées encore par l'influence trop grande des forces rétrogrades dans nos sociétés arriérées.

Ces deux principaux obstacles, nous devons travailler avec persévérance à les vaincre. Car tant que les femmes n'auront pas une conscience claire de la justesse du combat politique à mener, et des moyens à mettre en œuvre, nous risquons de piétiner et finalement de régresser. C'est pourquoi l'Union des femmes du Burkina devra pleinement jouer le rôle qui est le sien. Les femmes de l'UFB doivent travailler à surmonter leurs propres insuffisances, à rompre avec les pratiques et le comportement qu'on a toujours dit propres aux femmes, et que malheureusement nous pouvons vérifier encore chaque jour par les propos et comportements de nombreuses femmes. Il s'agit de toutes ces mesquineries comme la jalousie, l'exhibitionnisme, les critiques incessantes et gratuites, négatives et sans principes, le dénigrement des unes par les autres, le subjectivisme à fleur de peau, les rivalités, etc.

Une femme révolutionnaire doit vaincre de tels comportements qui sont particulièrement accentués chez celles de la petite bourgeoisie. Ils sont de nature à compromettre tout travail de groupe, alors même que le combat pour la libération de la femme est un travail organisé, qui a besoin par conséquent de la contribution de l'ensemble des femmes.

Ensemble, nous devons toujours veiller à l'accès de la femme au travail. Ce travail émancipateur et libérateur qui garantira à la femme l'indépendance économique, un plus grand rôle social et une connaissance plus juste et plus complète du monde.

Notre entendement du pouvoir économique de la femme doit se départir de la cupidité vulgaire et de la crasse avidité matérialiste qui font de certaines femmes des bourses de valeurs-spéculatrices, des coffres forts ambulants. Il s'agit de ces femmes qui perdent toute dignité, tout contrôle et tout principe dès lors que le clinquant des bijoux se manifeste, ou que le craquant des billets se fait entendre. De ces femmes, il y en a malheureusement qui conduisent des hommes aux excès d'endettement, voire de concussion, de corruption. Ces femmes sont de dangereuses boues gluantes, fétides, qui nuisent à la flamme révolutionnaire de leurs époux ou compagnons militants. De tristes cas existent où des ardeurs révolutionnaires ont été éteintes, et où l'engagement du mari a été détourné de la cause du peuple par une femme égoïste et acariâtre, jalouse et envieuse.

L'éducation et l'émancipation économique, si elles ne sont pas bien comprises et utilement orientées, peuvent être sources de malheur pour la femme, donc pour la société. Recherchées comme amantes, épousées pour le meilleur, elles sont abandonnées dès que survient le pire. Le jugement répandu est impitoyable pour elles : l'intellectuelle se « place mal » et la richissime est suspecte. Toutes sont condamnées à un célibat qui ne serait pas grave s'il n'était pas l'expression même d'un ostracisme diffus de toute une société contre des personnes, victimes innocentes parce qu'elles ignorent tout de « leur crime et de leurs tares », frustrées parce que chaque jour est un éteignoir à une affectivité qui se mue en acariâtrie ou en hypochondrie. Chez beaucoup de femmes, le grand savoir a provoqué des déboires, et la grande fortune a nourri bien des infortunes.

La solution à ces paradoxes apparents réside dans la capacité des malheureuses, instruites ou riches, à mettre au service de leur peuple leur grande instruction, leurs grandes richesses. Elles n'en seront que plus appréciées, voire adulées par tant et tant de personnes à qui elles auront apporté un peu de joie. Comment alors pourraient-elles se sentir seules dans ces conditions ? Comment ne pas connaître la plénitude sentimentale lorsque l'on a

su faire, de l'amour de soi et de l'amour pour soi, l'amour de l'autre et l'amour des autres ?

Nos femmes ne doivent pas reculer devant les combats multiformes qui conduisent une femme à s'assumer pleinement, courageusement et fièrement afin de vivre le bonheur d'être elle-même, et non pas la domestication d'elle par lui.

Aujourd'hui encore, et pour beaucoup de nos femmes, s'inscrire sous le couvert d'un homme demeure le quitus le plus sûr contre le qu'en-dira-t-on oppressant. Elles se marient sans amour et sans joie de vivre, au seul profit d'un goujat, d'un falot démarqué de la vie et des luttes du peuple. Bien souvent, des femmes exigent une indépendance sourcilleuse, réclamant en même temps d'être protégées, pire, d'être sous le protectorat colonial d'un mâle. Elles ne croient pas pouvoir vivre autrement.

Non ! il nous faut redire à nos sœurs que le mariage, s'il n'apporte rien à la société et s'il ne les rend pas heureuses, n'est pas indispensable, et doit même être évité. Au contraire, montrons-leur chaque jour les exemples de pionnières hardies et intrépides qui, dans leur célibat, avec ou sans enfants, sont épanouies et radieuses pour elles, débordantes de richesses et de disponibilité pour les autres. Elles sont même enviées par les mariées malheureuses, pour les sympathies qu'elles soulèvent, le bonheur qu'elles tirent de leur liberté, de leur dignité et de leur serviabilité.

Les femmes ont suffisamment fait la preuve de leurs capacités à entretenir une famille, à élever des enfants, à être en un mot responsables sans l'assujettissement tutélaire d'un homme. La société a suffisamment évolué pour que cesse le bannissement injuste de la femme sans mari. Révolutionnaires, nous devons faire en sorte que le mariage soit un choix valorisant et non pas cette loterie où l'on sait ce que l'on dépense au départ, mais rien de ce que l'on va gagner. Les sentiments sont trop nobles pour tomber sous le coup du ludisme.

Une autre difficulté réside aussi, sans aucun doute, dans l'attitude féodale, réactionnaire et passive de nombreux hommes qui continuent, de par leur comportement, à tirer en arrière. Ils n'entendent pas voir remettre en cause des dominations absolues sur la femme au foyer, ou dans la société en général. Dans le combat pour l'édification de la société nouvelle, qui est un combat révolutionnaire, ces hommes, de par leurs pratiques, se placent du côté de la réaction et de la contre-révolution. Car la révolution ne saurait aboutir sans l'émancipation véritable des femmes.

Nous devons donc, camarades militantes, avoir clairement conscience de toutes ces difficultés pour mieux affronter les combats à venir.

La femme, tout comme l'homme, possède des qualités mais aussi des défauts, et c'est là sans doute la preuve que la femme est l'égale de l'homme. En mettant délibérément l'accent sur les qualités de la femme, nous n'avons pas d'elle une vision idéaliste. Nous tenons simplement à mettre en relief ses qualités et ses compétences que l'homme et la société ont toujours occultées pour justifier l'exploitation et la domination de la femme.

Comment allons-nous nous organiser pour accélérer la marche en avant vers l'émancipation ?

Nos moyens sont dérisoires, mais notre ambition, elle, est grande. Notre volonté et notre conviction fermes d'aller de l'avant ne suffisent pas pour réaliser notre pari. II nous faut rassembler nos forces, toutes nos forces, les agencer, les coordonner dans le sens du succès de notre lutte. Depuis plus de deux décennies, l'on a beaucoup parlé d'émancipation dans notre pays, l'on

s'est beaucoup ému. II s'agit aujourd'hui d'aborder la question de l'émancipation de façon globale, en évitant les fuites des responsabilités qui ont conduit à ne pas engager toutes les forces dans la lutte, et à faire de cette question centrale une question marginale, en évitant également les fuites en avant qui laisseraient loin derrière ceux, et surtout celles, qui doivent être en première ligne.

Au niveau gouvernemental, guidé par les directives du Conseil national de la révolution, un Plan d'action cohérent en faveur des femmes, impliquant l'ensemble des départements ministériels, sera mis en place afin de situer les responsabilités de chacun dans des missions à court et moyen termes. Ce plan d'action, loin d'être un catalogue de vœux pieux et autres apitoiements, devra être le fil directeur de l'intensification de l'action révolutionnaire. C'est dans le feu de la lutte que les victoires importantes et décisives seront remportées.

Ce plan d'action devra être conçu par nous et pour nous. De nos larges et démocratiques débats devront sortir les audacieuses résolutions pour réaliser notre foi en la femme. Que veulent les hommes et les femmes pour les femmes ? C'est ce que nous dirons dans notre Plan d'action.

Le Plan d'action, de par l'implication de tous les départements ministériels, se démarquera résolument de l'attitude qui consiste à marginaliser la question de la femme et à déresponsabiliser des responsables qui, dans leurs actions quotidiennes, auraient dû et auraient pu contribuer de façon significative à la résolution de la question. Cette nouvelle approche multidimensionnelle de la question de la femme découle de notre analyse scientifique, de son origine, de ses causes et de son importance dans le cadre de notre projet d'une société nouvelle, débarrassée de toutes formes d'exploitation et d'oppression. II ne s'agit point ici d'implorer la condescendance de qui que ce soit en faveur de la femme. II s'agit d'exiger, au nom de la révolution qui est venue pour donner et non pour prendre, que justice soit faite aux femmes.

Désormais, l'action de chaque ministère, de chaque comité d'administration ministériel sera jugée en fonction des résultats atteints dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action, au-delà des résultats globaux usuels. À cet effet, les résultats statistiques comporteront nécessairement la part de l'action entreprise, qui a bénéficié aux femmes ou qui les a concernées. La question de la femme devra être présente à l'esprit de tous les décideurs à tout instant, à toutes les phases de la conception, de l'exécution des actions de développement. Car concevoir un projet de développement sans la participation de la femme, c'est ne se servir que de quatre doigts, quand on en a dix. C'est donc courir à l'échec.

Au niveau des ministères chargés de l'éducation, on veillera tout particulièrement à ce que l'accès des femmes à l'éducation soit une réalité, cette réalité qui constituera un pas qualitatif vers l'émancipation. Tant il est vrai que, partout où les femmes ont accès à l'éducation, la marche vers l'émancipation s'est trouvée accélérée. La sortie de la nuit de l'ignorance permet en effet aux femmes d'exprimer, et d'utiliser les armes du savoir, pour se mettre à la disposition de la société. Du Burkina Faso devraient disparaître toutes les formes ridicules et rétrogrades qui faisaient que seule la scolarisation des garçons était perçue comme importante et rentable, alors que celle de la fille n'était qu'une prodigalité.

L'attention des parents pour les filles à l'école devra être égale à celle accordée aux garçons qui font toute leur fierté. Car, non seulement les femmes ont prouvé qu'elles étaient égales à l'homme à l'école quand elles n'étaient pas

tout simplement meilleures, mais surtout elles ont droit à l'école pour apprendre et savoir, pour être libres.

Dans les futures campagnes d'alphabétisation, les taux de participation des femmes devront être relevés pour correspondre à leur importance numérique dans la population, car ce serait une trop grande injustice que de maintenir une si importante fraction de la population, la moitié de celle-ci, dans l'ignorance.

Au niveau des ministères chargés du travail et de la justice, les textes devront s'adapter constamment à la mutation que connaît notre société depuis le 4 août 1983, afin que l'égalité en droits entre l'homme et la femme soit une réalité tangible. Le nouveau Code du travail, en cours de confection et de débat devra être l'expression des aspirations profondes de notre peuple à la justice sociale et marquer une étape importante dans l'œuvre de destruction de l'appareil néocolonial. Un appareil de classe, qui a été façonné et modelé par les régimes réactionnaires pour pérenniser le système d'oppression des masses populaires, et notamment des femmes. Comment pouvons-nous continuer d'admettre qu'à travail égal, la femme gagne moins que l'homme ? Pouvons-nous admettre le lévirat et la dot réduisant nos sœurs et nos mères au statut de biens vulgaires qui font l'objet de tractations ? II y a tant et tant de choses que les lois moyenâgeuses continuent encore d'imposer à notre peuple, aux femmes de notre peuple. C'est juste, qu'enfin, justice soit rendue.

Au niveau des ministères chargés de la culture et de la famille, un accent particulier sera mis sur l'avènement d'une mentalité nouvelle dans les rapports sociaux, en collaboration étroite avec l'Union des femmes du Burkina. La mère et l'épouse, sous la révolution, ont des rôles spécifiques importants à jouer dans le cadre des transformations révolutionnaires. L'éducation des enfants, la gestion correcte des budgets familiaux, la pratique de la planification familiale, la création d'une ambiance familiale, le patriotisme sont autant d'atouts importants devant contribuer efficacement à la naissance d'une morale révolutionnaire et d'un style de vie anti-impérialiste, prélude à une société nouvelle.

La femme, dans son foyer, devra mettre un soin particulier à participer à la progression de la qualité de la vie. En tant que Burkinabè, bien vivre, c'est bien se nourrir, c'est bien s'habiller avec les produits burkinabè. II s'agira d'entretenir un cadre de vie propre et agréable car l'impact de ce cadre sur les rapports entre les membres d'une même famille est très important. Un cadre de vie sale et vilain engendre des rapports de même nature. II n'y a qu'à observer les porcs pour s'en convaincre.

Et puis la transformation des mentalités serait incomplète si la femme de type nouveau devait vivre avec un homme de type ancien. Le réel complexe de supériorité des hommes sur les femmes, où est-il le plus pernicieux, mais le plus déterminant, si ce n'est dans le foyer où la mère, complice et coupable, organise sa progéniture d'après des règles sexistes inégalitaires ? Ce sont les femmes qui perpétuent le complexe des sexes, dès les débuts de l'éducation et de la formation du caractère.

Par ailleurs, à quoi servirait notre activisme pour mobiliser le jour un militant si, la nuit, le néophyte devait se retrouver aux côtés d'une femme réactionnaire démobilisatrice !

Que dire des tâches de ménage, absorbantes et abrutissantes, qui tendent à la robotisation et ne laissent aucun répit pour la réflexion !

C'est pourquoi des actions doivent être résolument entreprises en direction des hommes, et dans le sens de la mise en place, à grande échelle, d'infrastructures sociales telles que les crèches, les garderies populaires, et les

cantines. Elles permettront aux femmes de participer plus facilement au débat révolutionnaire, à l'action révolutionnaire.

L'enfant qui est rejeté comme le raté de sa mère, ou monopolisé comme la fierté de son père, devra être une préoccupation pour toute la société et bénéficier de son attention et de son affection.

L'homme et la femme au foyer se partageront désormais toutes les tâches du foyer.

Le Plan d'action en faveur des femmes devra être un outil révolutionnaire pour la mobilisation générale de toutes les structures politiques et administratives dans le processus de libération de la femme.

Camarades militantes, je vous le répète, afin qu'il corresponde aux besoins réels des femmes, ce plan fera l'objet de débats démocratiques au niveau de toutes les structures de l'UFB. L'UFB est une organisation révolutionnaire. À ce titre, elle est une école de démocratie populaire régie par les principes organisationnels que sont la critique et l'autocritique, le centralisme démocratique. Elle entend se démarquer des organisations où la mystification a pris le pas sur les objectifs réels. Mais cette démarcation ne sera effective et permanente que si les militantes de l'UFB engagent une lutte résolue contre les tares qui persistent encore, hélas, dans certains milieux féminins. Car il ne s'agit point de rassembler des femmes pour la galerie, ou pour d'autres arrière-pensées démagogiques, électoralistes, ou simplement coupables.

II s'agit de rassembler des combattantes pour gagner des victoires ; il s'agit de se battre, en ordre, et autour des programmes d'activités arrêtés démocratiquement au sein de leurs comités, dans le cadre de l'exercice bien compris de l'autonomie organisationnelle propre à chaque structure révolutionnaire. Chaque responsable UFB devra être imprégnée de son rôle, dans sa structure, afin de pouvoir être efficace dans l'action. Cela impose à l'Union des femmes du Burkina d'engager de vastes campagnes d'éducation politique et idéologique de ses responsables, pour le renforcement sur le plan organisationnel des structures de l'UFB à tous les niveaux.

Camarades militantes de l'UFB, votre union, notre union, doit participer pleinement à la lutte des classes aux côtés des masses populaires. Les millions de consciences endormies, qui se sont réveillées à l'avènement de la révolution, représentent une force puissante. Nous avons choisi au Burkina Faso, le 4 août 1983, de compter sur nos propres forces, c'est-à-dire en grande partie sur la force que vous représentez, vous les femmes. Vos énergies doivent, pour être utiles, être toutes conjuguées dans le sens de la liquidation des races des exploiteurs, de la domination économique de l'impérialisme.

En tant que structure de mobilisation, l'UFB devra forger, au niveau des militantes, une conscience politique aigüe, pour un engagement révolutionnaire total, dans l'accomplissement des différentes actions entreprises par le gouvernement pour l'amélioration des conditions de la femme. Camarades de l'UFB, ce sont les transformations révolutionnaires qui vont créer les conditions favorables à votre libération. Vous êtes doublement dominées, par l'impérialisme, et par l'homme. En chaque homme somnole un féodal, un phallocrate qu'il faut détruire. Aussi est-ce avec empressement que vous devez adhérer aux mots d'ordre révolutionnaires les plus avancés, pour en accélérer la concrétisation et avancer encore plus vite vers l'émancipation. C'est pourquoi le Conseil national de la révolution note avec joie votre participation intense à tous les grands chantiers nationaux, et vous incite à aller encore plus loin, pour un soutien toujours plus grand, à la révolution d'août qui est avant tout la vôtre.

En participant massivement aux grands chantiers, vous vous montrez d'autant plus méritantes que l'on a toujours voulu, à travers la répartition des tâches au niveau de la société, vous confiner dans des activités secondaires. Alors que votre apparente faiblesse physique n'est rien d'autre que la conséquence des normes de coquetterie et de goût que cette même société vous impose parce que vous êtes des femmes.

Chemin faisant, notre société doit se départir des conceptions féodales qui font que la femme non mariée est mise au ban de la société, sans que nous ne percevions clairement que cela est la traduction de la relation d'appropriation qui veut que chaque femme soit la propriété d'un homme. C'est ainsi que l'on méprise les filles-mères comme si elles étaient les seules responsables de leur situation, alors qu'il y a toujours un homme coupable. C'est ainsi que les femmes qui n'ont pas d'enfants sont opprimées du fait de croyances surannées, alors que cela s'explique scientifiquement et peut être vaincu par la science.

La société a, par ailleurs, imposé aux femmes des canons de coquetterie qui portent préjudice à son intégrité physique : l'excision, les scarifications, les taillages de dents, les perforations des lèvres et du nez. L'application de ces normes de coquetterie reste d'un intérêt douteux. Elle compromet même la capacité de la femme à procréer et sa vie affective dans le cas de l'excision. D'autres types de mutilations, pour moins dangereuses qu'elles soient, comme le perçage des oreilles et le tatouage, n'en sont pas moins une expression du conditionnement de la femme, conditionnement imposé à elle par la société pour pouvoir prétendre à un mari.

Camarades militantes, vous vous soignez pour mériter un homme. Vous vous percez les oreilles, et vous vous labourez le corps pour être acceptées par des hommes. Vous vous faites mal pour que le mâle vous fasse encore plus mal !Femmes, mes camarades de luttes, c'est à vous que je parle ; vous qui êtes malheureuses en ville comme en campagne, vous qui ployez sous le poids des fardeaux divers de l'exploitation ignoble, « justifiée et expliquée » en campagne ; vous qui, en ville, êtes sensées être des femmes heureuses, mais qui êtes, au fond, tous les jours des femmes malheureuses, accablées de charges parce que, tôt levée, la femme tourne en toupie devant sa garde-robe se demandant quoi porter, non pour se vêtir, non pour se couvrir contre les intempéries, mais surtout quoi porter pour plaire aux hommes, car elle est tenue, elle est obligée de chercher à plaire aux hommes chaque jour ; vous, les femmes à l'heure du repos, qui vivez la triste attitude de celle qui n'a pas droit à tous les repos, celle qui est obligée de se rationner, de s'imposer la continence et l'abstinence pour maintenir un corps conforme à la ligne que désirent les hommes ; vous, le soir, avant de vous coucher, recouvertes et maquillées sous le poids de ces nombreux produits que vous détestez tant, nous le savons, mais qui ont pour but de cacher une ride indiscrète, malencontreuse, toujours jugée précoce, un âge qui commence à se manifester, un embonpoint qui est trop tôt venu. Vous voilà chaque soir obligées de vous imposer une ou deux heures de rituel pour préserver un atout, mal récompensé d'ailleurs par un mari inattentif, et pour le lendemain recommencer à peine à l'aube.

Camarades militantes, hier, à travers les discours, par la Direction de la mobilisation et l'organisation des femmes, et en application du statut général des CDR, le Secrétariat général national des CDR a entrepris avec succès la mise en place des comités, des sous-sections et des sections de l'Union des femmes du Burkina.

Le Commissariat politique chargé de l'organisation et de la planification aura la mission de parachever votre pyramide organisationnelle par la mise en

place du Bureau national de l'UFB. Nous n'avons pas besoin d'administration au féminin pour gérer bureaucratiquement la vie des femmes, ni pour parler sporadiquement en fonctionnaire cauteleux de la vie des femmes. Nous avons besoin de celles qui se battront parce qu'elles savent que, sans bataille, il n'y aura pas de destruction de l'ordre ancien et construction de l'ordre nouveau. Nous ne cherchons pas à organiser ce qui existe, mais bel et bien à le détruire, à le remplacer.

Le Bureau national de l'UFB devra être constitué de militantes convaincues et déterminées dont la disponibilité ne devra jamais faire défaut, tant l'œuvre à entreprendre est grande. Et la lutte commence dans le foyer. Ces militantes devront avoir conscience qu'elles représentent aux yeux des masses l'image de la femme révolutionnaire émancipée, et elles devront se comporter en conséquence.

Camarades militantes, camarades militants, en changeant l'ordre classique des choses, l'expérience fait de plus en plus la preuve que seul le peuple organisé est capable d'exercer le pouvoir démocratiquement.

La justice et l'égalité, qui en sont les principes de base, permettent à la femme de démontrer que les sociétés ont tort de ne pas lui faire confiance au plan politique comme au plan économique. Ainsi la femme, exerçant le pouvoir dont elle s'est emparée au sein du peuple, est à même de réhabiliter toutes les femmes condamnées par l'Histoire.

Notre révolution entreprend un changement qualitatif, profond, de notre société. Ce changement doit nécessairement prendre en compte les aspirations de la femme burkinabè. La libération de la femme est une exigence du futur, et le futur, camarades, est partout porteur de révolutions. Si nous perdons le combat pour la libération de la femme, nous aurons perdu tout droit d'espérer une transformation positive supérieure de la société. Notre révolution n'aura donc plus de sens. Et c'est à ce noble combat que nous sommes tous conviés, hommes et femmes. Que nos femmes montent alors en première ligne ! C'est essentiellement de leur capacité, de leur sagacité à lutter, et de leur détermination à vaincre, que dépendra la victoire finale. Que chaque femme sache entraîner un homme pour atteindre les cimes de la plénitude. Et, pour cela, que chacune de nos femmes puisse, dans l'immensité de ses trésors d'affection et d'amour, trouver la force et le savoir-faire pour nous encourager quand nous avançons, et nous redonner du dynamisme quand nous flanchons. Que chaque femme conseille un homme, que chaque femme se comporte en mère auprès de chaque homme. Vous nous avez mis au monde, vous nous avez éduqués et vous avez fait de nous des hommes.

Que chaque femme, vous nous avez guidés jusqu'au jour où nous sommes, continue d'exercer et d'appliquer son rôle de mère, son rôle de guide. Que la femme se souvienne de ce qu'elle peut faire, que chaque femme se souvienne qu'elle est le centre de la terre, que chaque femme se souvienne qu'elle est dans le monde et pour le monde, que chaque femme se souvienne que la première à pleurer pour un homme, c'est une femme. On dit, et vous le retiendrez, camarades, qu'au moment de mourir, chaque homme interpelle, avec ses derniers soupirs, une femme : sa mère, sa sœur, ou sa compagne.

Les femmes ont besoin des hommes pour vaincre. Et les hommes ont besoin des victoires des femmes pour vaincre. Car, camarades femmes, aux côtés de chaque homme, il y a toujours une femme. Cette main de la femme qui a bercé le petit de l'homme, c'est cette même main qui bercera le monde entier.

Nos mères nous donnent la vie. Nos femmes mettent au monde nos enfants, les nourrissent à leurs seins, les élèvent et en font des êtres responsables.

Les femmes assurent la permanence de notre peuple, les femmes assurent le devenir de l'humanité ; les femmes assurent la continuation de notre œuvre ; les femmes assurent la fierté de chaque homme.

Mères, sœurs, compagnes,

II n'y a point d'homme fier tant qu'il n'y a point de femme à côté de lui. Tout homme fier, tout homme fort puise ses énergies auprès d'une femme. La source intarissable de la virilité, c'est la féminité. La source intarissable, la clé des victoires se trouve toujours entre les mains de la femme. C'est auprès de la femme, sœur ou compagne, que chacun de nous retrouve le sursaut de l'honneur et de la dignité.

C'est toujours auprès d'une femme que chacun de nous retourne pour chercher et rechercher la consolation, le courage, l'inspiration pour oser repartir au combat, pour recevoir le conseil qui tempérera des témérités, une irresponsabilité présomptueuse. C'est toujours auprès d'une femme que nous redevenons des hommes, et chaque homme est un enfant pour chaque femme. Celui qui n'aime pas la femme, celui qui ne respecte pas la femme, celui qui n'honore pas la femme, a méprisé sa propre mère. Par conséquent, celui qui méprise la femme méprise et détruit le lieu focal d'où il est issu, c'est-à-dire qu'il se suicide lui-même parce qu'il estime n'avoir pas de raison d'exister, d'être sorti du sein généreux d'une femme.

Camarades, malheur à ceux qui méprisent les femmes ! Ainsi à tous les hommes d'ici et d'ailleurs, à tous les hommes de toutes conditions, de quelque caste qu'ils soient, qui méprisent la femme, qui ignorent et oublient ce qu'est la femme, je dis : « Vous avez frappé un roc, vous serez écrasés ».

Camarades, aucune révolution, et à commencer par notre révolution, ne sera victorieuse tant que les femmes ne seront pas d'abord libérées. Notre lutte, notre révolution sera inachevée tant que nous comprendrons la libération comme celle essentiellement des hommes. Après la libération du prolétaire, il reste la libération de la femme. Camarades, toute femme est la mère d'un homme. Je m'en voudrais, en tant qu'homme, en tant que fils, de conseiller et d'indiquer la voie à une femme. La prétention serait de vouloir conseiller sa mère. Mais nous savons aussi que l'indulgence et l'affection de la mère, c'est d'écouter son enfant, même dans les caprices de celui-ci, dans ses rêves, dans ses vanités. Et c'est ce qui me console et m'autorise à m'adresser à vous.

C'est pourquoi, Camarades, nous avons besoin de vous pour une véritable libération de nous tous. Je sais que vous trouverez toujours la force et le temps de nous aider à sauver notre société.

Camarades, il n'y a de révolution sociale véritable que lorsque la femme est libérée. Que jamais mes yeux ne voient une société, que jamais mes pas ne me transportent dans une société où la moitié du peuple est maintenue dans le silence. J'entends le vacarme de ce silence des femmes, je pressens le grondement de leur bourrasque, je sens la furie de leur révolte. J'attends et espère l'irruption féconde de la révolution dont elles traduiront la force et la rigoureuse justesse sorties de leurs entrailles d'opprimées.

Camarades, en avant pour la conquête du futur.

Le futur est révolutionnaire.

Le futur appartient à ceux qui luttent.

La patrie ou la mort, nous vaincrons ! »

Il faut annuler la dette - 29 juillet 1987, sommet de l'OUA, Addis Abéba

[Source : Sidwaya n° 828 du 4 août 1987]

« Monsieur le Président,

Messieurs les Chefs des délégations,

Je voudrais qu'à cet instant nous puissions parler de cette autre question qui nous tiraille : la question de la dette, la question de la situation économique de l'Afrique. Autant que la paix, elle est une condition importante de notre survie. Et c'est pourquoi j'ai cru devoir vous imposer quelques minutes supplémentaires pour que nous en parlions.

Le Burkina Faso voudrait dire, tout d'abord, sa crainte. La crainte que nous avons c'est que les réunions de l'OUA se succèdent, se ressemblent mais qu'il y ait de moins en moins d'intéressement à ce que nous faisons.

Monsieur le président,

Combien sont-ils les chefs d'États qui sont ici présents alors qu'ils ont dûment appelés à venir parler de l'Afrique en Afrique ?

Monsieur le président,

Combien de chefs d'États sont prêt à bondir à Paris, à Londres, à Washington lorsque là-bas on les appelle en réunion, mais ne peuvent pas venir en réunion ici à Addis-Abeba en Afrique ? Ceci est très important. [*Applaudissements*].

Je sais que certains ont des raisons valables de ne pas venir. C'est pourquoi je voudrais proposer, Monsieur le Président, que nous établissions un barème de sanctions pour les chefs d'États qui ne répondent pas présents à l'appel. Faisons en sorte que, par un ensemble de points de bonne conduite, ceux qui viennent régulièrement, comme nous, par exemple [*Rires*], puissent être soutenus dans certains de leurs efforts. Exemple : les projets que nous soumettons à la BAD, la Banque africaine de développement, doivent être affectés d'un coefficient d'africanité [*Applaudissements*]. Les moins africains seraient pénalisés. Comme cela tout le monde viendra aux réunions ici.

Je voudrais vous dire, Monsieur le Président, que la question de la dette est en question que nous ne saurions occulter. Vous-même vous en savez quelque chose, dans votre pays où vous avez dû prendre des décisions courageuses, téméraires même. Des décisions qui ne semblent pas du tout être en rapport avec votre âge et vos cheveux blancs [*Rires*]. Son Excellence le président Habib Bourguiba qui n'a pas pu venir, mais qui nous a fait délivrer un important message, a donné cet autre exemple à l'Afrique, lorsque en Tunisie, pour des raisons économiques, sociales et politiques, il a dû lui aussi prendre des décisions courageuses. Mais, Monsieur le Président, allons-nous continuer à laisser les chefs d'États chercher individuellement des solutions au problème de la dette avec le risque de créer chez eux des conflits sociaux qui pourraient mettre en péril leurs stabilités et même la construction de l'unité africaine ? Ces exemples que j'ai cités, il y en a bien d'autres, méritent que les sommets de l'OUA apportent une réponse sécurisante à chacun de nous quant à la question de la dette.

Nous estimons que la dette s'analyse d'abord de par son origine. Les origines de la dette remontent aux origines du colonialisme. Ceux qui nous ont

prêté de l'argent, ce sont ceux-là qui nous ont colonisés. Ce sont les mêmes qui géraient nos États et nos économies. Ce sont les colonisateurs qui endettaient l'Afrique auprès des bailleurs de fond, leurs frères et cousins. Nous étions étrangers à cette dette. Nous ne pouvons donc pas la payer.

La dette, c'est encore le néo-colonialisme où les colonisateurs se sont transformés en " assistants techniques ". En fait, nous devrions dire qu'ils se sont transformés en assassins techniques. Et ce sont eux qui nous ont proposé des sources de financement, des " bailleurs de fonds ", un terme que l'on emploie chaque jour comme s'il y avait des hommes dont le "bâillement" suffisait à créer le développement chez d'autres. Ces bailleurs de fonds nous ont été conseillés, recommandés. On nous a présenté des montages financiers alléchants, des dossiers. Nous nous sommes endettés, pour cinquante ans, soixante ans, même plus. C'est-à-dire que l'on nous a amenés à compromettre nos peuples pendant cinquante ans et plus.

Mais, la dette, c'est sa forme actuelle, contrôlée, dominée par l'impérialisme, une reconquête savamment organisée, pour que l'Afrique, sa croissance, son développement obéissent à des paliers, à des normes qui nous sont totalement étrangères, faisant en sorte que chacun de nous devienne l'esclave financier, c'est-à-dire l'esclave tout court, de ceux qui ont eu l'opportunité, la ruse, la fourberie de placer des fonds chez nous avec l'obligation de rembourser.

On nous dit de rembourser la dette. Ce n'est pas une question morale. Ce n'est point une question de ce prétendu honneur que de rembourser ou de ne pas rembourser.

Monsieur le Président,

Nous avons écouté et applaudi le premier ministre de Norvège lorsqu'elle est intervenue ici même. Elle a dit, elle qui est européenne, que toute la dette ne peut pas être remboursée. Je voudrais simplement la compléter et dire que la dette ne peut pas être remboursée. La dette ne peut pas être remboursée parce que, d'abord, si nous ne payons pas, nos bailleurs de fonds ne mourront pas. Soyons-en sûrs. Par contre, si nous payons, c'est nous qui allons mourir. Soyons-en sûrs également. Ceux qui nous ont conduits à l'endettement ont joué comme au casino. Tant qu'ils gagnaient, il n'y avait point de débat. Maintenant qu'ils ont perdu au jeu, ils nous exigent le remboursement. Et on parle de crise. Non, Monsieur le président, ils ont joué, ils ont perdu, c'est la règle du jeu. Et la vie continue [Applaudissements].

Nous ne pouvons pas rembourser la dette, parce que nous n'avons pas de quoi payer. Nous ne pouvons pas rembourser la dette, parce que nous ne sommes pas responsables de la dette. Nous ne pouvons pas payer la dette, parce que, au contraire, les autres nous doivent ce que les plus grandes richesses ne pourront jamais payer, c'est-à-dire la dette de sang. C'est notre sang qui a été versé.

On parle du Plan Marshall qui a refait l'Europe économique. Mais l'on ne parle pas du Plan africain qui a permis à l'Europe de faire face aux hordes hitlériennes, lorsque leur économie était menacée, leur stabilité était menacée. Qui a sauvé l'Europe ? C'est l'Afrique. On en parle très peu. On en parle si peu que nous ne pouvons pas, nous, être complices de ce silence ingrat. Si les autres ne peuvent pas chanter nos louanges, nous avons au moins le devoir de dire que nos pères furent courageux et que nos anciens combattants ont sauvé l'Europe et, finalement, ont permis au monde de se débarrasser du nazisme.

La dette, c'est aussi la conséquence des affrontements. Et lorsqu'on nous parle de crise économique, on oublie de nous dire que la crise n'est pas venue

de façon subite. La crise existe de tout temps, et elle ira en s'aggravant chaque fois que les masses populaires seront de plus en plus conscientes de leurs droits, face aux exploiteurs.

Il y a crise aujourd'hui, parce que les masses refusent que les richesses soient concentrées entre les mains de quelques individus. Il y a crise, parce que quelques individus déposent dans des banques à l'étranger des sommes colossales qui suffiraient à développer l'Afrique.

Il y a crise, parce que face à ces richesses individuelles que l'on peut nommer, les masses populaires refusent de vivre dans les ghettos, dans les bas-quartiers. Il y a crise parce que les peuples partout refusent d'être dans Soweto face à Johannesburg. Il y a donc lutte et l'exacerbation de cette lutte amène les tenants du pouvoir financier à s'inquiéter.

On nous demande aujourd'hui d'être complices de la recherche d'un équilibre, équilibre en faveur des tenants du pouvoir financier, équilibre au détriment de nos masses populaires. Non ! Nous ne pouvons pas être complices. Non, nous ne pouvons pas accompagner ceux qui sucent le sang de nos peuples et qui vivent de la sueur de nos peuples, nous ne pouvons pas les accompagner dans leurs démarches assassines.

Monsieur le président,

Nous entendons parler de clubs - Club de Rome, Club de Paris, Club de Partout. Nous entendons parler du Groupe des cinq, du Groupe des sept, du Groupe des dix, peut-être du Groupe des cent, et que sais-je encore. Il est normal que nous créions notre club et notre groupe. Faisons en sorte que, dès aujourd'hui, Addis-Abeba devienne également le siège, le centre d'où partira le souffle nouveau, le Club d' Addis-Abeba. Nous avons le devoir aujourd'hui de créer le Front uni d'Addis-Abeba contre la dette. Ce n'est que de cette façon que nous pourrons dire aux autres, qu'en refusant de payer la dette, nous ne venons pas dans une démarche belliqueuse mais, au contraire, dans une démarche fraternelle pour dire ce qui est.

Du reste, les masses populaires en Europe ne sont pas opposées aux masses populaires en Afrique, mais ceux qui veulent exploiter l'Afrique ce sont les mêmes qui exploitent l'Europe. Nous avons un ennemi commun. Donc, notre Club, parti d'Addis-Abeba, devra également dire aux uns et aux autres que la dette ne saurait être payée. Et, quand nous disons que la dette ne saurait être payée, ce n'est point que nous sommes contre la morale, la dignité, le respect de la parole. Parce que nous estimons que nous n'avons pas la même morale que les autres. Entre le riche et le pauvre, il n'y a pas la même morale. La Bible, le Coran, ne peuvent pas servir de la même manière celui qui exploite le peuple, et celui qui est exploité. Il faudrait qu'il y ait alors deux éditions de la Bible et deux éditions du Coran [*Applaudissements*].

Nous ne pouvons pas accepter que l'on nous parle de dignité. Nous ne pouvons pas accepter que l'on nous parle du mérite de ceux qui paient, et de perte de confiance vis-à-vis de ceux qui ne paieraient pas. Nous devons, au contraire, dire que c'est normal, aujourd'hui, que l'on préfère reconnaître que les plus grands voleurs sont les plus riches. Un pauvre, quand il vole, ne commet qu'un larcin, ou une peccadille, tout juste pour survivre, par nécessité. Le riche, les riches, ce sont eux qui volent le fisc, les douanes, et qui exploitent le peuple.

Monsieur la Président,

Ma proposition ne vise pas simplement à provoquer ou à faire du spectacle. Je voudrais dire ce que chacun de nous pense et souhaite. Qui, ici, ne souhaite pas que la dette soit purement et simplement effacée ? Celui qui ne le souhaite

pas, il peut sortir, prendre son avion et aller tout de suite à la Banque mondiale payer [*Applaudissements*].

Je ne voudrais pas que l'on prenne la proposition du Burkina Faso comme celle qui viendrait de la part de jeunes sans maturité, sans expérience. Je ne voudrais pas non plus que l'on pense qu'il n'y a que les révolutionnaires à parler de cette façon. Je voudrais que l'on admette que c'est simplement l'objectivité et l'obligation.

Et je peux citer, dans les exemples de ceux qui ont dit de ne pas payer la dette, des révolutionnaires, comme des non-révolutionnaires, des jeunes comme des vieux. Je citerai par exemple : Fidel Castro a déjà dit de ne pas payer. Il n'a pas mon âge, même s'il est révolutionnaire. Mais je pourrais citer également François Mitterrand qui a dit que les pays africains ne peuvent pas payer, que les pays pauvres ne peuvent pas. Je pourrais citer Madame le premier ministre [de Norvège]. Je ne connais pas son âge, et je m'en voudrais de le lui demander [*Rires et applaudissements*]. Mais c'est un exemple. Je voudrais citer également le Président Félix Houphouët Boigny. Il n'a pas mon âge. Cependant il a déclaré officiellement, publiquement, qu'au moins pour ce qui concerne son pays, la Côte d'Ivoire ne peut pas payer. Or, la Côte d'Ivoire est classée parmi les pays les plus aisés d'Afrique, au moins d'Afrique francophone. C'est pourquoi, d'ailleurs, il est normal qu'elle paie plus sa contribution ici [*Applaudissements*].

Monsieur le président,

Ce n'est donc pas de la provocation. Je voudrais que très sagement vous nous offriez des solutions. Je voudrais que notre conférence adopte la nécessité de dire clairement que nous ne pouvons pas payer la dette. Non pas dans un esprit belliqueux, belliciste. Ceci pour éviter que nous allions individuellement nous faire assassiner. Si le Burkina Faso tout seul refuse de payer la dette, je ne serai pas là à la prochaine conférence [*Rires*]. Par contre, avec le soutien de tous, dont j'ai besoin [*Applaudissements*], avec le soutien de tous, nous pourrons éviter de payer. Et, en évitant de payer, nous pourrons rassurer les pays auxquels nous disons que nous n'allons pas payer la dette, que ce qui sera économisé n'ira pas dans les dépenses de prestige. Nous n'en voulons plus. Ce qui sera économisé ira dans le développement. En particulier nous éviterons d'aller nous endetter pour nous armer.

Et je voudrais terminer en disant : chaque fois qu'un pays africain achète une arme, c'est contre un Africain. Ce n'est pas contre un Européen. Ce n'est pas contre un Asiatique. C'est contre un Africain. Par conséquent, nous devons également, dans la lancée de la résolution de la question de la dette, trouver une solution au problème de l'armement. Je suis militaire et je porte une arme, mais, Monsieur le Président, je voudrais que nous nous désarmions. Parce que moi je porte l'unique arme que je possède, et d'autres ont camouflé les armes qu'ils ont [*Rires et applaudissements*].

Alors, chers frères, avec le soutien de tous, avec le soutien de tous, nous pourrons faire la paix chez nous. Nous pourrons également utiliser ses immenses potentialités pour développer l'Afrique, parce que notre sol, notre sous-sol, sont riches. Nous avons suffisamment de bras et nous avons un marché, immense, très vaste du nord au sud, de l'est à l'ouest. Nous avons suffisamment de capacité intellectuelle pour créer, ou tout au moins prendre la technologie et la science partout où nous pouvons les trouver.

Monsieur le président,

Faisons en sorte que nous mettions au point ce Front uni d'Addis-Abeba contre la dette. Faisons en sorte que ce soit à partir d'Addis-Abeba que nous

décidions de limiter la course aux armements entre pays faibles et pauvres. Les gourdins et les coutelas que nous achetons sont inutiles. Faisons en sorte également que le marché africain soit le marché des Africains. Produire en Afrique, transformer en Afrique et consommer en Afrique. Produisons ce dont nous avons besoin, et consommons ce que nous produisons au lieu d'importer.

Le Burkina Faso est venu vous exposer ici la cotonnade, produite au Burkina Faso, tissée au Burkina Faso, cousue au Burkina Faso pour habiller les Burkinabè. Ma délégation et moi-même, nous sommes habillés par nos tisserands, nos paysans. Il n'y a pas un seul fil qui vienne de l'Europe ou de l'Amérique [Applaudissements]. Je ne fais pas un défilé de mode mais je voudrais simplement dire que nous devons accepter de vivre africain, c'est la seule façon de vivre libre et de vivre digne.

Je vous remercie, Monsieur le Président, la patrie ou la mort, nous vaincrons ! »

Nous préférons un pas avec le peuple que dix pas sans le peuple – An IV de la RDP – 4 Août 1987

[Sources : enregistrement audio ; Sidwaya n° 835 du 17 août 1987 ; Carrefour africain du 21 août 1987]

« Honorables invités de l'Union soviétique, du Togo, du Bénin, du Niger, du Mali, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau, du Cap-Vert, de l'Angola, de l'Éthiopie, de la République arabe sahraouie démocratique, de la Libye, de l'Algérie, de l'Iran, de Cuba, de France, d'Italie ; chers amis du Burkina Faso venus du Sénégal, de la Belgique et de l'Espagne ; Camarades militantes et militants de la Révolution démocratique et populaire :

Aujourd'hui, 4 août 1987, nous célébrons le quatrième anniversaire de notre révolution, la révolution d'août, la Révolution démocratique et populaire. Pour ce rendez-vous de la joie et de l'allégresse conviviale, nos pas se sont laissé guider par nos cœurs. Et nos cœurs nous ont conduits à Bobo-Dioulasso. Bobo-Dioulasso, ville historique et pétulante dont le nom est définitivement lié à l'Afrique des luttes anticoloniales, l'Afrique des unités, l'Afrique des fédérations, en somme au panafricanisme vivifiant.

Merci à tous ceux qui sont venus, merci à tout Burkinabè d'un jour, ou Burkinabè de toujours. Merci à tous ceux, qui n'ont pu effectuer le déplacement pour Bobo-Dioulasso, mais qui sûrement communient avec nous dans la simplicité, dans la discrétion voulue ou subie, mais dans la solennité, et la dignité.

Merci à tous ceux qui sont aujourd'hui dans l'impossibilité de fêter avec nous en comptant la maladie, les privations diverses, mais entretenant stoïquement l'espoir de jours meilleurs. Merci à tous ceux qui ne sont plus là et qui, cependant, avaient le droit de savourer les délices de nos victoires.

Chers amis, chers camarades, ayons une pensée pour tous ceux qui ont donné leur vie pour notre révolution. Je vous demande une minute de silence... Je vous remercie.

Camarades, le quatrième anniversaire de notre révolution est placé sous le signe de notre dynamique et prometteuse paysannerie. La paysannerie, la communauté de ceux qui résolvent pour tous, quotidiennement et concrètement, la question concrète de la nourriture.

Oui, c'est cette paysannerie qui sort des limbes moyenâgeuses, de l'arriération, qui, dans des conditions précaires, réalise tant bien que mal, chaque année, ce pari. Cette paysannerie, notre paysannerie, est la fraction la plus importante de notre peuple. C'est cette fraction qui a subi et continue de subir, avec le plus d'intensité, l'exploitation des vestiges des forces de type féodal et de l'impérialisme. C'est cette fraction qui a le plus souffert des maux que nous avons hérités de la société néocoloniale : l'analphabétisme, l'obscurantisme, la paupérisation, les brimades diverses, les maladies endémiques, la famine, et cætera.

Ce n'est donc pas une surprise si notre paysannerie est aujourd'hui une force désireuse de transformations, désireuse de transformations révolutionnaires, car seule la révolution, en renversant l'ordre ancien, peut satisfaire les aspirations légitimes de la paysannerie. Pour répondre à ce désir légitime et mobiliser toutes ces énergies disponibles, la Révolution

démocratique et populaire a fait de cette paysannerie une force politique organisée, en créant l'Union nationale des paysans du Burkina.

Cette force politique doit se placer sur l'axe du renforcement du processus révolutionnaire, en donnant naissance à un engagement conscient dans la révolution, au niveau de chaque paysan pauvre. Au cours de l'année écoulée, beaucoup d'initiatives heureuses ont été développées dans le sens de l'accomplissement de cette tâche. Cette tâche, dont l'importance et la complexité sont grandes, va nécessiter que nous y revenions à une autre occasion au cours de l'An V de notre révolution, pour la définir plus amplement, et plus profondément.

La célébration de l'An IV, sous le thème de la paysannerie, doit marquer le départ, pour un paysan de type nouveau, correspondant à la société nouvelle en cours d'édification. Il ne s'agit pas pour nous de célébrer le type de paysan arriéré, résigné, naïf, soumis à l'obscurantisme et conservateur ensouché. Il s'agit de célébrer la naissance du paysan nouveau, responsable et responsabilisé, un homme qui s'ouvre au futur en s'armant des technologies nouvelles.

Du reste, l'application croissante du mot d'ordre « Produire et consommer Burkinabè », contribue déjà à façonner cette nouvelle image du paysan, grand acteur et bénéficiaire de cette politique d'édification, d'une économie nationale et indépendante issue de la deuxième Conférence nationale des comités de défense de la révolution.

Aussi, l'exécution du premier plan quinquennal de développement populaire, qui participe de cette politique économique nouvelle, devra-t-elle être pour tous, l'occasion d'apprendre à réaliser par nous-mêmes ce dont nous avons besoin, et à améliorer constamment la qualité du travail. Le plan quinquennal ne devra donc pas être exécuté dans le seul souci de pouvoir un jour faire une compilation de statistiques.

Le terme paysan devra, grâce à ces transformations intégrales et à ces effets induits, cesser d'être le terme péjoratif que l'on lui connait aujourd'hui, pour devenir synonyme de respect, respect dû au combattant digne et fier qui défend les causes justes et qui assume avec succès, et au niveau voulu, sa part dans la production sociale en tant que membre du grand corps qu'est le peuple.

Dans ce combat, les paysans ne devront pas être seuls. La classe ouvrière et la petite bourgeoisie intellectuelle révolutionnaire devront assumer leurs responsabilités historiques, en œuvrant avec sacrifice et abnégation à la réduction de l'écart entre la ville et la campagne.

La classe ouvrière et la petite bourgeoisie intellectuelle révolutionnaire doivent donc considérer cette célébration comme un jalon important dans le cadre du renforcement de leur alliance stratégique avec la paysannerie. C'est aujourd'hui la fête des paysans, et c'est donc aussi la fête de ses alliés, alliés symbolisés par notre emblème, l'emblème de la Révolution démocratique et populaire.

Camarades, aujourd'hui il nous faut jeter un regard sur les quatre années de révolution, non pas tellement pour égrener mécaniquement nos victoires, bien qu'une fierté légitime nous y pousse, mais pour tirer les enseignements afin de mieux éclairer notre marche vers le progrès.

Nous avons entrepris et réalisé de nombreuses transformations matérielles en faveur des masses. Ces résultats, nous ne les devons pas à des possibilités matérielles supplémentaires ou exceptionnelles. Nous les devons à l'action des hommes. Ces hommes qui, hier, étaient résignés, muets, fatalistes, et attentistes, sont aujourd'hui debout et engagés pour la lutte révolutionnaire concrète sur les divers chantiers, et les victoires enregistrées sont le fruit de leur

travail, la projection sur le concret de leur génie créateur, et de leur enthousiasme révolutionnaire.

Ces résultats sont la preuve que notre révolution est populaire, car elle puise, dans les masses, sa richesse, sa force et son invincibilité. C'est pourquoi nous devons saluer tant de courage et d'abnégation, tant de sacrifices et de dévouement de la part des militants de la Révolution démocratique et populaire.

Ce salut que nous leur adressons n'est pas un salut de complaisance. Les résultats atteints s'expliquent scientifiquement. La force, qu'elle soit d'origine musculaire, ou produite par des machines, est mesurable, donc comparable, et donc substituable. D'autres l'ont montré avant nous, et nous n'avons pas fait que l'appliquer à nos réalités concrètes. Cette application a nécessité que l'homme burkinabè cesse d'être la reproduction sur le plan des mentalités de l'individu culturellement aliéné et politiquement asservi, modelé pour perpétuer la domination impérialiste dans les pays nouvellement indépendants.

Cette transformation des mentalités est loin d'être achevée. Il y a encore beaucoup d'entre nous qui se réfèrent aux normes étrangères pour évaluer leur vie sociale, économique et culturelle. Ils sont au Burkina Faso, et ils refusent de vivre notre réalité concrète. Pour la société nouvelle, il nous faut un peuple nouveau, un peuple avec son identité propre, un peuple qui sait ce qu'il veut, et qui sait s'imposer ce qu'il faut pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixés.

Notre peuple, après quatre années de révolution, est l'amorce de ce peuple nouveau. Le recul sans précédent enregistré par le fatalisme, est un indice tangible à cet effet. Tout le peuple burkinabè croit à un avenir meilleur. Et à ce niveau, nous avons même réussi à convaincre des réactionnaires d'hier, et qui, pris dans l'engrenage de la marche de l'histoire, regardent avec optimisme l'avenir avec nous, oubliant qu'hier encore, ils prêchaient la soumission à l'impérialisme et la mendicité perpétuelle comme moyens pour développer ce pays. La construction de la patrie a renforcé la conscience collective de la nécessité de compter sur nos propres forces, en rejetant farouchement le mimétisme servile et l'à plat-ventrisme humiliant et dégénérescent.

Camarades militantes et militants, assurément l'année politique qui s'achève, à ce quatrième anniversaire, a été une année mouvementée. Sans revenir sur les détails des contradictions qui sont apparues, ni sur la qualité des solutions pour les résoudre, il convient de retenir la leçon principale de cette expérience. Cette leçon nous apprend que la valeur révolutionnaire ne réside pas dans sa capacité à abattre, mais à gagner l'autre à la cause juste, par la force des arguments et pas l'argument de la force aveugle

La Révolution démocratique et populaire a besoin d'un peuple de convaincus, et non d'un peuple de vaincus, d'un peuple de convaincus et non d'un peuple de soumis, qui subissent leur destin.

Depuis le 4 août 1983, le Burkina Faso révolutionnaire s'est imposé sur la scène africaine et internationale, surtout et avant tout grâce au génie intellectuel, aux vertus morales et humaines des dirigeants et des masses organisées. Nous avons vaincu des adversités et des animosités sordides, solides et armées jusqu'aux dents. Nous avons su être fermes dans la défense des principes, sans jamais céder à la rage. Nous nous sommes défendus sans haine dans le respect de la dignité des autres, parce que la dignité est une valeur sacrée au Burkina.

L'essentiel, pour nous aujourd'hui, est de retenir ces diverses formes d'adversités et d'en tirer les leçons pour nous fortifier, car les combats à venir seront certainement plus durs et plus complexes.

Durant les quatre ans de révolution, nous n'avons en effet cessé d'affronter la réaction et l'impérialisme. Les complots les plus sordides ont été ourdis pour nuire à notre action, ou pire, pour renverser notre révolution. L'impérialisme et la réaction sont, et restent farouchement opposés aux transformations révolutionnaires qui s'opèrent chaque jour dans notre pays, et remettent en cause leurs intérêts.

Or, notre peuple ne cesse, depuis quatre ans, de faire la preuve qu'avec la révolution il est possible de mettre fin à l'exploitation, de sortir de la misère et de créer le bonheur pour tous à la force de nos poignets et de nos cœurs. Ceux qui vivent, et grassement, de l'exploitation des autres ont été contre notre combat et le seront davantage demain.

Que n'a-t-on fait, et que ne fait-on aujourd'hui même pour arrêter notre marche en avant. Les sabotages économiques, les campagnes de dénigrement, la corruption, les provocations de toutes sortes, les chantages, comme les menaces, sont autant de manœuvres de l'ennemi, qu'il nous a été donné de connaître et d'affronter durant ces quatre années de luttes révolutionnaires.

L'adversité, nous l'avons aussi connue de l'intérieur de notre Burkina Faso bien-aimé, dans nos propres rangs, dans le camp de la révolution. Des idées et des pratiques erronées se sont en effet développées au sein des masses et des révolutionnaires, et ont causé du tort à la révolution. Il nous a fallu les combattre malgré la relative fragilité de nos rangs. Il y a eu de révoltantes voltefaces ; des affrontements ont suivi les provocations. II y a eu des déchirements, mais rien n'est jamais définitif.

L'opportunisme, nous l'avons connu et nous l'avons vu à l'œuvre. II travaille sous diverses formes à la renonciation de la lutte révolutionnaire, à l'abandon de la défense intransigeante des intérêts du peuple, au profit d'une recherche frénétique d'avantages personnels et égoïstes. La défense conséquente de notre orientation révolutionnaire, nous a imposé de combattre toute idée, ou tout comportement contraire à l'approfondissement de la révolution.

Pour avoir choisi plutôt cette voie que celle, plus facile, de la démagogie, nous avons dû subir diverses attaques plus calomnieuses les unes que les autres, provenant aussi bien d'ennemis classiques que d'éléments issus des rangs même de la révolution, impatients, développant un zèle douteux de néophytes quand ce n'est pas une frénésie de calculateurs aux ambitions personnelles non cachées.

L'opportunisme, comme la contre-révolution sont des ronces habituelles sur la route de la révolution. Et jusqu'à ce que la révolution atteigne ses objectifs finaux de création d'une société nouvelle où n'existe pas l'exploitation de l'homme par l'homme, l'opportunisme se manifestera toujours en chemin, à un moment ou à un autre à la faveur de circonstances diverses, et sous des formes extrêmement variées allant de la manifestation la plus droitière à l'expression la plus gauchiste et radicalisée.

Les difficultés du combat, les exigences de l'engagement, l'âpreté de la lutte des classes, ont amené des camarades à déserter purement et simplement les rangs, ou à opérer des fuites en avant quand ce n'est pas pour se tromper purement et simplement de cible.

D'autres caressent le rêve de raccrocher, mais se font des scrupules sur la manière de le faire. Aussi, cherchent-ils à théoriser d'avance leur abandon du combat révolutionnaire. Et c'est ainsi qu'ont circulé et circulent encore de nombreuses idées et théories toutes imbues d'opportunisme. Tout cela a contribué à constituer des éléments d'adversité contre lesquels il a fallu se battre pour avancer. Nous aurions tort de penser, ou de croire, que les échecs,

les défaites, la récupération par la bourgeoisie, les impasses mortelles, les trahisons ne guettent et n'ont guetté que les autres révolutions.

Notre révolution, tout comme les autres, est constamment menacée de tous les dangers contre-révolutionnaires. II nous faut en être conscients, et parfaitement conscients, et nous engager résolument dans la défense permanente de la ligne juste qui mène vers l'objectif final. Il nous faut, du coup, être conscients que ces problèmes naissent de façon dialectique de l'exacerbation de la lutte des classes et qu'à contrario, leur inexistence traduirait en réalité l'étouffement sournois de la lutte révolutionnaire au profit de la conciliation des classes.

Camarades, il nous faut aujourd'hui prendre le temps de tirer les leçons, et enseignements de notre action passée pour enrichir notre théorie et notre pratique de la révolution, et nous engager davantage, dans la lutte, de façon plus organisée, plus scientifique, plus résolue.

Les tâches qui nous attendent sont nombreuses et complexes. Les ennemis de notre peuple, et de sa révolution, redoublent d'ardeur et d'ingéniosité pour nous barrer la route. Et il nous faudra plus de courage, plus de conviction, et plus de détermination pour poursuivre la marche en avant. Mais cette conviction et cette détermination découleront, en partie, de ce que nous aurons tiré comme enseignement de quatre années de luttes. Et c'est pourquoi, il nous faut, il nous faudra faire, de l'An V de notre révolution, une année de bilan, une année d'action idéologique et politique scientifiquement organisée. Oui, il nous faut ce bilan.

En quatre ans de révolution, nous avons opéré d'importantes transformations révolutionnaires. Nous avons jeté les bases de la résolution de nombreux problèmes qui se posent à notre peuple. Nous avons beaucoup agi, et partout, dans les différents secteurs de la société. Nous avons donné l'impression de tout vouloir changer, et tout de suite. Et des critiques nous ont été faites, çà et là, que nous comprenons fort bien. Du reste, nous constatons pour notre part que d'autres tâches importantes ont eu tendance à être négligées ou minimisées. II nous faudra consacrer plus particulièrement l'An V à l'exécution des tâches, de ces tâches-là qui sont d'ordre idéologique, politique, et organisationnel.

L'approfondissement de notre révolution, et les succès, futurs, de notre action politique, dépendront de la justesse avec laquelle nous aurons résolu dans notre pays les questions organisationnelles et de l'orientation idéologique. La révolution ne saurait se poursuivre et atteindre ses objectifs sans organisation d'avant-garde à même de guider notre peuple dans tous les combats, sur tous les fronts. La construction d'une telle organisation doit requérir désormais beaucoup d'engagement de notre part.

Sur la base des actions déjà entreprises pour trouver des solutions à la question organisationnelle, il s'agira pour les révolutionnaires de notre pays de conjuguer leurs efforts pour vaincre les tares et insuffisances que nous portons tous. L'unité des révolutionnaires est assurément une étape par laquelle il nous faut passer pour aller plus en avant dans l'exécution de la tâche d'organisation de l'avant-garde. Et je me réjouis de constater qu'à ce quatrième anniversaire de notre révolution les bases sont jetées quant à la réalisation d'une unité réelle, d'une unité militante de l'ensemble des forces révolutionnaires de notre pays. Mais, gardons-nous de faire de l'unité une univocité asséchante, paralysante et stérilisante. Au contraire, préférons-lui l'expression plurielle, diversifiée et enrichissante de pensées, nombreuses, d'actions diverses ; pensées et actions riches de mille nuances, toutes tendues courageusement et sincèrement, dans l'acceptation de la différence, le respect de la critique et de l'autocritique, vers

le même, le seul objectif radieux, cet objectif qui ne saurait être rien d'autre que le bonheur de notre peuple.

Camarades, les tâches idéologiques, politiques et organisationnelles, dont nous devons nous acquitter, sont de grande importance pour le renforcement de notre révolution, pour soutenir l'adhésion massive et consciente des masses, à la politique révolutionnaire que nous continuerons de mener. II faudra un travail politique et idéologique persévérant, et rigoureusement poursuivi pour convaincre les masses et les arracher ainsi à toutes sortes de conceptions moyenâgeuses qui freinent leur engagement total dans l'œuvre d'édification de la société nouvelle.

Si la révolution est répression des exploiteurs, des ennemis, elle ne peut être pour les masses que persuasion pour un engagement conscient et déterminé.

Ces tâches idéologiques et politiques de notre révolution sont le devoir de tous les révolutionnaires, et de la direction politique d'abord. La direction politique de notre révolution devra se renforcer, et gagner davantage en efficacité et en rigueur dans l'exécution de la mission qui est la sienne. L'An V nous invite à jeter toutes les énergies dans le combat organisationnel, la consolidation politique et idéologique, la prééminence de la direction politique.

Cependant, à propos d'organisation politique structurelle, ce qui est ainsi dit exclut que, par précipitation, nous nous lancions dans des élaborations théoriques, des architectures séduisantes pour l'esprit, mais sans intérêt pour la vie quotidienne des masses.

Profitons de l'expérience des autres révolutions que l'histoire des peuples nous offre en enseignement. En particulier, tenons compte de l'expérience de ceux qui, comme nous et ils sont nombreux, ont dû se doter d'organisations diverses et unies, ou d'uniques organisations diverses, tout en organisant et en défendant le pouvoir d'État âprement et dignement conquis.

Evitons donc les élaborations éthérées qui donnent naissance à des organigrammes théoriques sans fonctionnalité, sans intérêt pour les masses, simplement destinées à la contemplation de quelques rêveurs, zélateurs qui voudraient se faire plaisir.

Au contraire, notre révolution est d'abord une révolution qualitative, dans une transformation qualitative des esprits qui se traduit dans la construction concrète de la société nouvelle burkinabè. C'est la qualité de la vie qui est en train de changer au Burkina, et cela est la conséquence de l'évolution qualitative des esprits.

Le mythe de l'enrichissement sans foi ni loi, selon les expériences de la jungle capitaliste des années d'après-guerre, s'est définitivement évanoui au Burkina. Notre patrie est un chantier où le critère de la moralité, le souci de justice sociale, le respect des droits fondamentaux à une vie, à une existence toujours meilleure, ne sont pas de vains mots, mais se matérialisent dans la pratique sociale de chacun de nous.

La spécificité de notre révolution, son exemplarité et son rayonnement tiennent à ces valeurs cardinales que nous avons su défendre farouchement jusque-là. II faut continuer à rester des révolutionnaires, c'est-à-dire surtout des hommes de chair, des hommes de sang, des hommes de sentiments et des hommes d'émotions pures.

C'est vrai, dans le proche passé, nous avons parfois commis des erreurs. Cela ne devra plus se produire sur la terre sacrée du Faso. II doit y avoir de la place dans le cœur de chacun de nous pour ceux qui ne sont pas encore parfaitement en harmonie avec le Discours d'orientation politique, et les objectifs de notre plan quinquennal. Ce sera à nous d'aller à eux, et de les gagner à la cause révolutionnaire du peuple.

La révolution ne cherche pas des raccourcis, et elle impose à tous de marcher ensemble dans la même volonté de pensée et d'action. C'est pourquoi le révolutionnaire doit être un perpétuel pédagogue et un perpétuel point d'interrogation. Si les masses ne comprennent pas encore, c'est de notre faute. II faut prendre le temps d'expliquer, et le temps de convaincre les masses pour agir avec elles, dans leur intérêt. Si les masses comprennent mal, c'est encore de notre faute. Et il faut rectifier, préciser, nuancer, il faut s'adapter aux masses et non vouloir adapter les masses à ses propres désirs, à ses propres rêves.

Les révolutionnaires n'ont pas peur de leurs fautes. Ils ont le courage politique de les reconnaître, publiquement, car c'est un engagement à se corriger, à mieux faire. Nous devons préférer un pas ensemble avec tout le peuple. D'autres voies, plus faciles, plus expéditives, existent, mais elles ne produisent que des illusions et laissent des lendemains amers. Tout cela, nous le réaliserons grâce à nos structures révolutionnaires, dans les services, les villes, les villages, à savoir grâce à nos Comités de défense de la révolution, grâce à l'Union des femmes du Burkina, grâce au Mouvement national des pionniers, grâce à l'Union nationale des anciens du Burkina, grâce à l'Union nationale des paysans du Burkina, et les structures devront être perfectionnées, parachevées. Celles dont la construction requiert plus, davantage de notre effort, de nos efforts quotidiens recevront notre attention tout au long de l'an V de notre révolution.

II faut encore beaucoup de travail politique pour élargir plus les rangs des militantes et des militants. II reste encore des milliers de camarades à mobiliser, à réorganiser et à conscientiser pour l'action révolutionnaire. Cette action sera, de plus, un travail de consolidation et d'approfondissement des acquis incontestables de notre révolution.

Après quatre années, l'effort de réflexion critique sur ce qui a été fait doit être décuplé et nous devons refuser les bilans sommaires, triomphalistes et dangereux à terme. Persévérance, tolérance, critique des autres, critique de nous-mêmes, voilà le difficile combat, le combat révolutionnaire.

En tant que révolutionnaires, nous avons choisi la voie difficile qui implique que nous nous dépassions, que nous nous surpassions nous-mêmes individuellement et collectivement.

Camarades, chers amis des pays d'Afrique, d'Europe, d'Amérique et d'Asie, je voudrais au nom de notre peuple et du Conseil national de la révolution, vous réitérer tous nos remerciements pour le soutien que vous apportez à cette lutte, et vous redire aussi notre désir sincère et notre volonté d'entretenir les relations les plus cordiales avec les peuples de vos pays respectifs. Le Burkina Faso, terre de paix et de dignité, sera toujours du côté où se défendent la fraternité et la solidarité militantes et agissante.

Camarades militantes et militants de la province du Houët, vous avez, par votre mobilisation et votre ardeur au travail, fait de ce quatrième anniversaire de notre révolution une étape repère, sur ce long chemin du combat de notre peuple pour un avenir radieux. Je vous en félicite et vous encourage à redoubler de vigilance et d'ardeur combattante pour remporter des succès encore plus éclatants. Camarades militantes, camarades militants de la Révolution démocratique et populaire, la révolution n'est ni tristesse, ni amertume. Elle est au contraire enthousiasme et fierté de tout un peuple qui se prend en charge et découvre ainsi sa dignité. Et c'est pourquoi je vous invite à la fête ; la fête qui est la conclusion logique du travail bien fait et le départ pour de nouveaux combats exigeants et pleins de promesses.

Camarades, je vous invite à vous engager pour l'An V, je vous invite à vous mettre debout tous ensemble pour que cette marche que nous avons entreprise

soit encore plus accélérée, mais connaisse en même temps la pause, la pause sur un certain nombre de réalisations ; pause dont nous avons besoin pour consacrer nos efforts aux tâches d'organisations politiques et idéologiques.

Je vous invite à poser le pas. Le pas dans cette année nouvelle qui commence, cette année qui sera une année de luttes, une année qui permettra à notre révolution de s'ancrer davantage, de s'offrir aux peuples du monde entier comme une contribution à la quête de l'Humanité pour un bonheur que les ennemis des peuples lui refusent et que nous, peuples, avons le devoir de construire ici aujourd'hui, maintenant et pour tous.

– Pour l'unité avec le Ghana !

– En avant !

– Pour une paysannerie consciente, organisée et mobilisée !

– En avant !

– Pour le renforcement de l'Union nationale des paysans du Burkina !

– En avant !

– Pour la réduction de l'écart entre la ville et la campagne !

– En Avant !

– Produisons !

– Burkinabè !

– Consommons !

– Burkinabè !

Vivre avec les masses !

Vaincre avec les masses !

La patrie ou la mort, nous vaincrons !

Je vous remercie. »

.

Le Président du Faso en direct avec le peuple, à l'occasion de l'an IV de la RDP

[Cet entretien réalisé le 4 août 1987 entre le Président Sankara et "un échantillon du peuple" n'est pas à proprement parler un discours, mais il renseigne sur son état d'esprit quelques mois à peine avant son assassinat]

– Sans plus attendre, la première question. Où va la révolution, camarade président ? À gauche, à droite ou tout droit ?

– La révolution va tout droit, dans le sens des intérêts des masses populaires ; mais les problèmes que la révolution a à résoudre sont des problèmes qui se trouvent à droite comme à gauche. C'est pourquoi l'on peut nous retrouver tantôt à droite tantôt à gauche pour maintenir le cap, pour imposer l'axe principal des intérêts fondamentaux des masses populaires.

– Est-ce que vous pensez camarade président que la révolution a les moyens de son approfondissement ? Les différentes tendances qui composent le CNR ne constituent-elles pas un frein à cet approfondissement ?

– Non ! Les organisations qui sont membres du Conseil national de la révolution ne freinent pas la marche de la révolution, bien au contraire. En ce sens que d'abord ces organisations sont fondamentalement d'accord sur l'objectif de la révolution. Ces organisations plurielles apportent des points de vue, des nuances qui, certes, entrainent des divergences dans les analyses, dans les appréciations des diverses questions, mais ces nuances-là constituent pour nous des enrichissements qui nous évitent d'être enfermés dans l'unicité de la voie de la pensée, du raisonnement et de l'action. Ce qui finit par affadir la révolution peut aussi la priver de tous les apports positifs. Les oppositions qu'il y a entre organisations ne sont pas des oppositions d'ordre antagoniques, par conséquent ne se résolvent pas de façon exclusive, mais au contraire se résolvent par des échanges francs, peut-être houleux. Mais quoi de plus souhaitable quand tous ces débats, toutes ces oppositions même, ces frictions n'ont pour but que de faire triompher, par l'organisation, la voie la plus juste.

– Camarade président, beaucoup de rumeurs ont fait état de votre volonté de faire procéder à l'autodissolution de ces différentes organisations politiques qui composent le CNR. D'abord est-ce vrai que vous l'avez voulu ainsi, et deuxièmement, est-ce que cela a eu lieu ; qu'en est-il exactement ?

– Dans la déclaration du 17 mai 1986, les organisations ont clairement affirmé leur volonté, leur détermination à marcher vers l'unité. L'unité, perçue comme un facteur indispensable aujourd'hui pour l'approfondissement de la révolution, nous offre une possibilité nouvelle qui est le dépassement des cadres actuels pour un cadre nouveau qualitativement supérieur. Un cadre qui, tout en admettant l'existence de différences d'appréciation, d'analyse, du moins les nuances, suscitera beaucoup plus un esprit d'union, un esprit aussi de conjugaison des efforts pour diminuer davantage tout ce qui pourrait être opposition possible avec les dérapages vers l'antagonisme. Au point où nous en sommes les débats se mènent librement et démocratiquement au sein des organisations. Il appartient à ces organisations de répondre, il leur appartient d'apprécier si historiquement il est juste ou pas que nous fassions l'unité. Il leur appartient aussi d'accepter ou non les voies et les moyens, mais tout cela par

des débats tout à fait francs, mais qui, croyez-moi, ne sont pas des débats d'où on exclut la liberté de dire "oui" ou de dire "non". Mais le peuple burkinabè appréciera si l'unité lui est utile ou si au contraire la non unité lui est profitable.

– Est-ce que l'autodissolution est possible aujourd'hui après quatre ans ?

– Oui ! À condition qu'un certain nombre de principes soient respectés qui garantissent l'approfondissement politique et idéologique de ce que les organisations ont bâti, depuis très longtemps. Si ces conditions sont réunies et si l'unité vise à réaliser ce que le morcellement n'autorisait pas, je pense que dans ces conditions-là, librement les organisations pourront le faire.

De toute façon une unité ne se décrète pas, une unité ne se décide pas par un texte, au contraire elle s'assure comme une démarche volontaire, une démarche militante. C'est pourquoi j'ai pu vous dire que oui c'est possible, mais il y a des préalables qu'il faut accepter ; et c'est aussi pour la même raison, quand nous entendons des personnes dire "*allez à l'unité, allez à l'unité",* nous leur disons oui nous comprenons, mais *l'unité ne s'impose à personne.* Nous laissons la liberté aux uns et aux autres de comprendre et de décider.

– On a assisté cette année à une véritable guerre des tendances : ULC-UCB notamment. En tant que président du CNR, comment arbitrez-vous ces luttes d'influence au sein de l'appareil d'État ?

– (Sourire) Je vous remercie parce que beaucoup de choses ont été dites sur cette question-là, donc c'est une réalité, il vaut mieux ne pas l'occulter. Véritable guerre ! Je ne crois pas qu'il faille aller jusqu'à ces expressions qui sont extrémistes aussi. Il est vrai que ces organisations, vous voulez parler précisément de l'ULCR à ne pas confondre avec l'ULC.

Il est vrai que sur le terrain il y a eu des affrontements politiques, par exemple à l'université et à l'ASECNA, et on a vite fait de dire que c'était l'ULCR et l'ULC-B qui s'affrontaient. Non ! il faut simplement voir ces luttes, ces affrontements comme étant la volonté farouche de résoudre les contradictions qui se posent au sein des CDR, dans ces *points*, dans ces zones.

Que l'ULCR et l'ULC-B ne soient pas toujours totalement d'accord, quoi de plus normal. Ce ne sont pas des organisations qui portent le même nom et il y a bien des raisons pour qu'elles soient différentes. Que dans l'expression de leur opposition elles en soient arrivées jusqu'au point où les militants ont pu être inquiétés, c'est également normal parce que tous les militants ne sont pas informés de la manière dont la vie démocratique est menée au sein du CNR. Mais toutes ces organisations, malgré ce qui a pu être parfois violent dans leurs affrontements, ou dans l'affrontement de militants CDR qui sont à la fois militants de telle ou telle organisation, eh bien ! toutes ces organisations me semblent avoir conservé le souci essentiel de notre unité d'action. C'est ce qui me permet assez aisément de réconcilier des positions qui, parfois sont assez opposées. J'avoue que ce n'est pas facile, et que beaucoup de temps a été consacré à cette question-là, ce qui est tout à fait normal.

Mais je dois aussi dire que nous avons eu à assumer plus de l'extérieur que de l'intérieur du CNR, tout ce qui se disait sur les oppositions. L'on a fabriqué beaucoup d'oppositions au-delà même de la réalité, à tel point que entre l'instant où il faut démontrer que la rumeur n'est pas fondée et l'instant où l'on arrive à la résolution correcte d'une question, il s'écoule beaucoup de temps et on dépense beaucoup de mesures. Les vrais révolutionnaires savent faire établir la hiérarchie des contradictions, savent aussi comment privilégier certaines questions au détriment d'autres questions moins importantes.

– Camarade président, dans la gestion de toutes ces tendances on a souvent donné plusieurs étiquettes au capitaine Thomas Sankara. Durant la première année de la révolution, nombreux étaient ceux-là qui disaient que vous étiez PAI-LIPAD. Deux ans plus tard on a dit que vous étiez favorable à l'ULC, que vous étiez même membre de l'ULC ; puis cette année on a dit que le camarade président est membre fondateur de l'UCB. Alors qui êtes-vous camarade président ? Est-ce que demain vous allez appartenir à d'autres organisations ?

– (sourire) C'est assez indicatif que par moment, suivant que telle ou telle organisation semble avoir le vent en poupe aux yeux des masses, aux yeux de ceux qui font la rumeur, l'on dise aisément de moi ou d'autres dirigeants de la révolution que nous sommes membres plutôt de telle organisation que de telle autre. C'est significatif, c'est parce que dans l'esprit de beaucoup de personnes, la force d'une organisation dépend aussi de sa capacité à s'adjuger, à mettre de son côté les points de vue des principaux dirigeants. Il faut aussi dire que certaines organisations n'ont pas manqué de répandre assez pompeusement des informations de ce genre ; mais saluons simplement les dirigeants politiques qui ont su garder, maintenir l'affirmation de la vérité. De toutes ces organisations que vous avez citées, celles que vous supposez, jusque-là on n'a pas pu établir clairement que je suis ou je ne suis pas membre de telle ou telle organisation.

Par contre, ce qui est moins douteux, c'est que je suis membre du Conseil national de la révolution. Cela est moins douteux, cela ne peut pas être mis en cause. Pour le reste, laissons la rumeur courir, laissons les supputations et les interprétations se faire. C'est comme au stade, quand il y a un match de football. Il est difficile de ne pas suspecter l'arbitre officiant la partie ou la personnalité sous le patronage de laquelle est placée la manifestation, d'être favorable à telle équipe qu'à telle autre équipe. Mais cela ne change rien. Le résultat ne dépend pas de ces personnes qui sont sur les gradins ou de l'arbitre. Il y a aussi le combat des autres.

– Camarade président, le déguerpissement se fait de manière spontanée, trop rapide. Les délais qui sont laissés aux habitants sont trop courts et de surcroît, les solutions qui ont été trouvées ne sont pas satisfaisantes et cela inspire de nombreuses critiques à l'endroit de la révolution. Camarade président, êtes-vous bien informé de cette situation ou êtes-vous simplement induit en erreur par des CDR qui vous cachent la vérité ?

– Il faut dire tout de suite que les CDR ne cachent pas la vérité, au contraire, ils l'expriment. Ils rencontrent les autorités qui sont responsables de l'habitat et même ont eu l'occasion de me rencontrer un certain nombre de fois. J'ai reçu des délégués, j'ai reçu des bureaux CDR sur la question.

C'est vrai que les délais n'ont pas toujours été suffisants. C'est pourquoi il est normal que nous apprenions à donner des délais beaucoup plus longs.

Vous constaterez que les tous premiers déguerpissements ont été réalisés dans un délai donné, par contre, les déguerpissements de la cité An III par exemple se sont faits dans des délais beaucoup plus longs et encore plus longs pour ce qui concerne la cité An IV, et même pour la cité An V. C'est bien avant le 4 août que l'on a parlé du déguerpissement de ces personnes. Vous vous souvenez que pour la cité An V dans le secteur 14, les réalisations qui doivent s'y faire, c'est depuis 1986 que les habitants ont été informés qu'ils sont sur une zone non-lotie qui est une réserve administrative. Ils ont été informés que l'administration va reprendre son terrain pour l'usage qu'elle avait prévu. Cela n'est pas suffisant ? Il y a des formules de relogement qui ont été prévues. Ces formules ne sont malheureusement pas très connues.

Mais beaucoup de maisons neuves ont été construites pour des personnes qui ont subi le déguerpissement. De plus en plus nous recherchons une autre formule. Il ne s'agit pas de casser pour casser. Il faut que nous luttions contre l'insalubrité, contre la mauvaise hygiène. Le peuple a droit à l'hygiène, dans nos villes, et dans nos campagnes. Si vous prenez une ville comme Ouagadougou par exemple, il y a beaucoup de points qui sont très dangereux pour la population de par l'insalubrité que recèlent les caniveaux, les fossés, la mauvaise architecture, l'absence même de plan "urbanistique". Pour trouver une solution à cela, il faut disposer de moyens colossaux pour rebâtir, nous n'avons pas ces moyens-là.

C'est pourquoi nous avons pensé qu'il fallait inciter des Burkinabè qui ont quelques moyens à accepter de sacrifier une partie de leur revenu pour des logements décents. Si vous faites un recensement de tous ceux qui sont dans les cités An II, An III et ceux qui seront dans les cités à venir, vous verrez que ces personnes-là, même si elles doivent consentir un certain effort, un effort financier, ce qui n'est pas facile, pour être dans ces cités-là, logeaient dans des maisons qui n'étaient pas forcément très salubres.

Et ces personnes ne croyaient pas devoir s'imposer un effort, un sacrifice salarial pour se construire des maisons de ce type-là. Au contraire, une certaine tolérance généralisée nous amenait à tous accepter de vivre plus ou moins dans "l'à peu près". Et je ne parle pas de ceux qui n'ont pas les moyens. Je parle de ceux qui ont les moyens, qu'ils soient fonctionnaires ou commerçants. Ils sont très nombreux les commerçants qui sont autrement plus aisés, plus fortunés que des fonctionnaires, mais qui logent dans des maisons moins correctes, moins salubres que celles de la cité An II, An III et des cités à venir. Pourquoi ne voulaient-ils pas construire ? Eh bien ! parce qu'il y avait une tendance à imiter son voisin ; à la limite, celui-là qui essayait de construire une belle maison faisait l'objet de critiques et d'attaques. On trouvait qu'il était orgueilleux, vaniteux, qu'il avait trop d'ambitions.

Aujourd'hui des personnes ont essayé de faire un effort, ils sont dans ces maisons. Le phénomène ne fait que continuer et l'exemple se répand. Même ceux qui ne sont pas dans les cité An II, An III font un effort pour construire des maisons qui imitent ces cités. Mais ce qui est admirable, on construit maintenant les maisons de la façon la plus simple, la plus fonctionnelle. On ne construit plus de maisons avec piscine, avec de grands auvents en béton armé qui coûtent extrêmement cher. On construit la maison avec les chambres et certaines dépendances, avec des fonctions précises. On va à l'essentiel.

Ainsi, nous espérons que ces cités An II, An III, et quelques cités à venir seront des exemples suffisants pour pousser tout le monde à rechercher ce standing ou des standings qui s'apparenteraient à cela pourvu que le souci de la salubrité, de l'hygiène, la fonctionnalité des maisons soient pris en compte.

Pour le reste aussi, nous pensons trouver des moyens d'aider ceux qui n'ont pas de revenus élevés à se bâtir eux-mêmes leur maison sans quitter la zone dans laquelle ils sont situés. Parce que, lorsqu'on est habitué à un quartier, et qu'on a des voisins, l'on est sentimentalement attaché à cette zone-là. Ainsi, l'on est prêt à améliorer sa maison pour ne pas quitter cette zone. Donc, c'est normal que beaucoup de personnes en ville ne soient pas contentes de ces déguerpissements. Les délais ne sont pas toujours suffisants, il faut donc que nous les augmentions et nous le ferons.

Vous avez vu qu'au secteur 14, un certain nombre de décisions avaient été prises et nous sommes revenus dessus, après discussions avec les CDR du secteur. Il en a été de même au secteur 5, où nous sommes revenus sur un certain nombre de détails que les masses ont rejetés. Cela a occasionné un

grand retard au secteur 5, mais ce retard est une perte sur le plan du calendrier mais c'est un gain sur le plan de la prise en compte démocratique des points de vue des autres. Ce sont des retards que nous acceptons.

– Et la rumeur sur la création de la monnaie, était-elle vraiment sans fondement ? Répondez sans détour, camarade président.

– (sourire) Sans détour je dirai que ce n'est pas vrai. Nous n'allons pas créer une nouvelle monnaie. Nous n'attendons pas non plus le 4 août pour annoncer la nouvelle monnaie. Le jour où nous aurons décidé de créer une nouvelle monnaie nous informerons tous les Burkinabè. Nous diffuserons dans tout le pays ces signes monétaires, les billets donc, et nous dirons à partir de quelle date les gens devront aller changer leur monnaie. On ne peut pas créer clandestinement une monnaie, sinon elle ne va pas circuler. C'est une rumeur. Elle a circulé. Je l'ai entendue, et j'ai même appris que la confirmation de cette rumeur, c'est que, à la Place des Nations Unies à Ouagadougou, il y avait une plaque avec un billet de 10 000 Francs CFA. Eh bien ! Cette plaque à un moment donné a disparu. Et les gens se sont dit que c'était la confirmation de la volonté du Conseil national de la révolution de créer une nouvelle monnaie. Eh bien ! Tenez-vous bien, cette plaque, ce panneau publicitaire a disparu de là-bas tout simplement parce qu'il y a eu un grand vent qui a terrassé des arbres, qui a arraché d'autres panneaux publicitaires et qui pour la circonstance a aussi arraché ce panneau. Nous avons fait mettre le panneau en place, et les billets de CFA continuent de circuler. Ce sont des rumeurs dont il faut se méfier. Maintenant, que ça vienne de mon entourage ou que ça vienne d'ailleurs, c'est une autre question qui est posée. Le jour où j'aurai la preuve que quelqu'un, qu'il soit de mon entourage ou pas, répand ces rumeurs-là, on lui posera également la question, tout-à-fait simplement et sans détour également : comment lui, il ose affirmer de telles choses ?

– Certains regrettent la suppression du PMK ; pourquoi l'avez-vous fait, camarade président ?

– À l'époque, je crois que l'explication avait été donnée, mais il faut revenir là-dessus. Le prytanée militaire du Kadiogo a été dissous dans un but essentiellement politique. C'est une école où il y avait sur le plan strictement scolaire des conditions favorables que n'avaient pas d'autres écoles. Mais malheureusement, cette école qui au départ, était une école négligée, personne ne s'en occupait. Vous vous souvenez, au début c'était une école des fils de chefs, une école des fils d'anciens combattants et des fils d'anciens militaires, EMP jusqu'à devenir PMK. Il y a longtemps, cette école n'avait pas toute la considération qu'elle a eue ces dernières années. Quand elle est devenue PMK, l'école a continué de bénéficier des soutiens habituels, mais surtout, cette école a été prise d'assaut. Certains recrutements n'étaient pas tout-à-fait corrects. Depuis que les premiers bacheliers sont sortis de cette école et qu'ils ont été faire des études supérieures, l'on a compris que le PMK ne fabriquait pas uniquement de simples exécutants comme on le supposait par complexe.

Mais aussi, un certain esprit de caste s'est développé dans cette école, qui faisait qu'on avait l'impression que les élèves qui en sortaient étaient des élèves particuliers, sortis même de la cuisse de Jupiter. Cela n'est pas compatible avec l'esprit démocratique de la révolution.

Cela n'est pas du tout compatible avec notre volonté de briser la barrière qui existe entre militaires et civils. C'est pourquoi nous avons cru devoir supprimer le PMK en tant qu'école particulière militaire. Mais je dois vous dire que nous reviendrons sur le PMK.

Nous referons le PMK sous une autre formule en tant qu'école préparant les militaires à des fonctions militaires comme il y aura d'autres écoles qui seront destinées à d'autres fonctions civiles, techniques, etc. Nous le ferons en prenant soin d'éviter les erreurs du passé et en prenant en compte les critiques du présent. C'est pourquoi nous n'avons pas voulu nous entêter ; il fallait avoir le courage de prendre cette décision.

Mais il faut encore demain avoir le courage de prendre d'autres décisions qui consisteraient à tenir compte des critiques qui sont formulées, tant sur les erreurs du passé que sur les possibilités de l'avenir, du présent aussi.

– *Sur quel critère, camarade président, vous basez-vous pour former le gouvernement ? Est-ce sur le critère professionnel ou alors c'est l'engagement politique ? Si c'est ce dernier point qui est pris en compte, et qu'il se trouve que les camarades ministres ne font pas l'affaire du peuple, que ferez-vous en ce moment camarade président ?*

– (sourire) Bien ! Pour former un gouvernement, c'est facile et c'est difficile. Vous-même qui êtes responsable dans le domaine du football, vous savez que pour former une équipe c'est assez complexe parce qu'il y a tellement de candidats pour chaque poste, qu'on a envie que l'équipe soit à plus de onze joueurs.

Nous tenons compte de plusieurs critères. Quand je dis "nous", c'est vous dire qu'il y a un débat qui se mène ; il y a des propositions qui se font et à la fin de ces débats, une décision est prise. Bien sûr, c'est le chef de gouvernement qui présente le gouvernement, une fois que la décision a été prise après un large débat. Nous tenons compte des critères de capacité professionnelle, parce que la personne qui est appelée doit être à même de comprendre les questions qu'elle aura à traiter. Mais nous tenons compte de l'engagement politique de ceux qui sont appelés, car quelle que soit la compétence professionnelle que l'on a, on ne peut œuvrer correctement pour la révolution si on est contre la révolution. C'est pourquoi vous verrez certaines personnes qui sont plus politiques que techniques au sens technocratique du terme. Mais nous savons aussi que la révolution a besoin de former des cadres. Et c'est pourquoi nous aurons par moment des personnes qui, sans être connues comme des leaders politiques, simplement sur la base de l'acceptation, du respect qu'ils ont du Discours d'orientation politique, mais disposant de compétences professionnelles qu'elles sont prêtes à mettre entièrement au service de la révolution, seront appelées à assumer des fonctions de ministres.

Les changements se font, parce que pour un gouvernement révolutionnaire, on n'hésite pas à faire partir un ministre du gouvernement si on estime qu'il serait mieux ailleurs qu'au gouvernement. Le jour où nous allons perdre cet avantage, nous allons nous retrouver obligés de garder des personnes qui ne peuvent plus, ou qui ne veulent plus, ou bien de bloquer des personnes qui auraient pu être utiles ailleurs, alors que simplement nous leur imposons d'être ministres.

– *Camarade président, va-t-on comprendre dans ce cas que la tradition sera respectée ? Vous allez dissoudre le gouvernement bientôt ?*

– Si c'est une tradition révolutionnaire, la révolution continuera. Alors… chaque fois que nous avons le sentiment que les masses ne sont plus d'accord avec un ministre, nous devons avoir le courage révolutionnaire de le faire partir. Cela bien sûr, il ne faut pas penser que dès qu'un doigt est levé pour dire qu'un ministre n'est pas bon, il faut le faire partir, parce qu'on peut être contre un ministre aujourd'hui et être pour lui demain. On peut être contre un ministre

sur une position donnée, mais être en accord avec lui sur mille autres positions par la suite. Donc, on ne peut pas se permettre de tomber dans la précipitation. On ne peut pas agir sur la base de quelques points de vue qui ne sont pas solidement défendus. Et puis il y a beaucoup de rumeurs sur les ministres. Je me suis engagé à dire aux ministres, chaque fois que j'apprends quelque chose les concernant, quand j'apprends une rumeur concernant un ministre, même sur sa vie privée, en tout cas si je suis informé, je l'appelle et je lui dis : "*Il me reviens que, camarade ministre, vous vous êtes comporté de telle ou telle manière. Je n'ai pas les preuves. Ça peut être vrai, comme ça peut être faux. Ou bien c'est faux, et vous devez chercher à comprendre comment vous avez pu prêter le flanc à la critique, comment vous avez pu favoriser la rumeur, ou bien c'est vrai et je vous invite instamment à arrêter".* Alors, c'est donc facile.

– Et si toutefois la rumeur est fondée, faut-il l'enlever tout de suite, ou faut-il attendre le 4 août avant de dissoudre tout le gouvernement ? »

– (sourire) Si la gravité de la situation exige qu'il parte sans attendre le 4 août, il partira. Nous nous concerterons, nous discuterons et nous déciderons du départ de ce ministre. Mais par contre, si la rumeur est fondée et que l'importance de la question ne mérite pas qu'il s'en aille immédiatement, il reste encore une semaine, un mois, plusieurs mois, nous allons continuer avec lui. Parce que cela dépend. On peut avoir fauté sur un point, ce qui peut être grave, mais avoir un repentir ; on peut se racheter, on peut se corriger. Nous permettons à la personne de terminer si, sur d'autres plans, la personne est très appréciée. Et cela existe. Il y a des ministres qui sont critiqués sur tel point et qui sont appréciés sur beaucoup d'autres points.

Nous pourrons continuer jusqu'au 4 août, après nous nous donnons rendez-vous, autrement. Mais il ne faut pas oublier que les hommes que nous sommes se forment à la tâche. Ce n'est pas parce qu'un homme a trébuché qu'il est forcément incapable de marcher. Ce n'est pas parce qu'un homme a commis une faute prouvée qu'il est incapable de s'amender et de devenir meilleur. Donc ce n'est pas parce qu'une rumeur sur un ministre est fondée que l'on doit sur le champ se débarrasser de ce ministre, parce qu'il faut aussi que nous formions les hommes au contact de la réalité. Et c'est en exerçant la fonction de ministre que les hommes, les femmes apprennent un certain nombre de réalités qu'ils ne connaissaient pas. Et c'est comme cela aussi qu'ils apprennent à s'imposer une certaine rigueur. Mais parfois on ne peut pas leur laisser le privilège de faire leur expérience au gouvernement. Le changement existe.

– Camarade président, la hiérarchie dans l'armée est parfois incompatible avec la notion de camaraderie. Le soldat, même en ayant raison politiquement, peut-il refuser d'obéir ?

– Je voudrais que nous fassions la différence entre la désobéissance, l'indiscipline d'un côté, et la liberté de penser de l'autre ; l'argument du débat mais aussi le triomphe d'une cause juste pour l'ensemble. Je veux dire que, si un subordonné, un soldat estime avoir raison, il est plus juste pour moi qu'il cherche à convaincre tout le monde, et son chef et ses camarades, beaucoup plus qu'il prenne un chemin différent tout seul. Parce que s'il prend un chemin tout seul, il brise une unité qui existe. Par conséquent, il affaiblit le groupe. Et puis, s'il estime qu'il a raison, il faut qu'il fasse profiter les autres de la justesse de ses analyses, au lieu que lui se soustraie et laisse les autres aller à l'échec. Il faut donc qu'il y ait le débat. Mais il ne faut pas oublier que tant au niveau des soldats qu'au niveau des officiers, il y a encore beaucoup de choses à apprendre. Il y a des soldats qui ont raison et qui n'arrivent pas à faire passer leur point de vue. Parce qu'on utilise toutes sortes de méthodes pour écarter ce

point de vue-là. Il y a aussi des officiers qui ont raison, mais ils sont dominés par une expression majoritaire si bien qu'ils sont obligés de céder. C'est progressivement, avec la transformation de notre armée que nous allons trouver des militaires de qualité qui sauront ce qu'est le centralisme démocratique, comment peut s'exercer la discipline sans nuire au point de vue juste et sans nuire à la discipline dont nous avons besoin. Ça ne viendra pas spontanément, et je suis d'accord avec vous qu'actuellement il existe des cas où des points de vue justes sont écartés trop facilement, parce que ces points de vue-là ont été exprimés par des subordonnés.

– Camarade président, lorsque les tracts vous mettent personnellement en cause ou vous accusent de certains pêchés, vous sentez-vous indifférent ou plutôt sensible à ces attaques ?

– Aucun homme, je ne pense pas qu'un homme puisse être insensible à ce qui est dit sur lui, contre lui. Soit que c'est vrai et vous devez vous corriger, soit que c'est faux et vous devez vous étonner que les hommes soient si prompts à employer des méthodes aussi basses, des méthodes aussi critiquables, aussi éloignées d'un minimum de dignité personnelle. Mais, dans tous les cas, il ne faut pas se laisser abattre, les tracts n'ont pas pour but forcément de vous mettre sur une voie juste. Les tracts ne cherchent pas à vous aider. Les tracts visent à vous affaiblir. C'est là le but premier du tract. C'est affaiblir ceux d'en face. C'est d'ailleurs pourquoi on évite de signer. Parce qu'on sait que ce sont des choses qui sont généralement fausses, qui sont mensongères, et même que vous pouvez vous plaindre en justice pour diffamation. Que quelqu'un vous insulte, ça ne vous fera certainement pas plaisir, mais est-ce parce qu'on vous a insulté que vous devez croiser les bras, vous liquéfier et disparaître complétement ? Non ! On vous a insulté, il s'agit d'avoir une position vis-à-vis de cela. Il faut être suffisamment tolérant. Je connais l'origine de certains tracts, mais jamais je n'ai cherché à poursuivre les personnes qui écrivent ces tracts. Il y a même eu des responsables politiques qui ont avoué et qui ont présenté des excuses, je ne citerai pas leurs noms ; ni la police, ni la gendarmerie ne sont au courant de cela.

Cela ne veut pas dire que je suis en train de protéger, d'encourager les gens à écrire des tracts, non ! Ce n'est pas ce que je souhaite. Mais, ils pensent (ceux qui écrivent les tacts) que c'est une formule pour faire mal, pour détruire. Nous nous devons de garder suffisamment de courage, suffisamment de confiance en nous, confiance que nous tenons du soutien du peuple pour continuer. Sinon, ces tracts sont parfois très choquants. Quand vous les lisez, vous trouvez que c'est révoltant que le président ait fait ceci, ait fait cela. On ne vous donnera pas la possibilité de dire si oui ou non c'est vrai. Si c'était un débat on pourrait tout démonter très facilement, très aisément… S'il vous vient à l'esprit un exemple, je pourrais vous répondre précisément. Vous allez voir que c'est assez ridicule. Et à la limite les tracts aussi prennent les lecteurs pour des gens naïfs, qui seront sensibles au côté anecdotique, au côté sensationnel de ce qui a été dit, donc des gens piégés. Peu importe, on suppose que les gens ne vont pas creuser plus loin pour voir si c'est vrai ou pas. Donc…

– Camarade président, lorsque les rumeurs s'attaquent aussi à ceux qu'on appelle les coordonnateurs du Faso, quelle est votre réaction ?

– Ma réaction est toujours la même. Je ne suis pas content parce que moi je les connais, ces camarades, et je sais que ce qui est écrit dans les tracts est totalement faux. Je détiens même des preuves de leur innocence. Ils sont blancs. Je ne veux pas passer non plus toute l'année, chaque jour à répondre à un trac. Quand parfois je rencontre ces tracts, je me dis (parfois aussi ça ne me

parvient pas) certains ont écrits des tracts, qui disent aujourd'hui le contraire de ce qu'ils disaient hier. Des gens écrivent des tracts aujourd'hui dans lesquels ils mettent ce qu'ils ont proposé hier et qu'on a combattu. Ils le reprennent aujourd'hui, et ils le remettent dans la bouche des autres. Ce sont des méthodes de lutte qui sont employées. Mais elles ne sont pas employées dans le but de construire. C'est dans le but de détruire. Donc, quand on attaque les camarades, mon devoir c'est de les défendre, c'est d'en discuter avec eux, et montrer au niveau de nos instances en quoi ces tracts sont erronés sans que ce ne soit les camarades qui soient obligés de se défendre et ainsi, rétablir les choses. Mais vous savez, chacun fait aussi des tracts ce qu'il veut. Tant que les gens auront assez de papier pour écrire des tracts, il y a aura aussi assez de papiers pour emballer le pain, les gâteaux, donc c'est utile.

– Certains camarades CDR des secteurs géographiques jouissent de la protection des puissants du régime malgré leur mauvais comportement. Ils s'abritent derrière des ministres, des coordonnateurs du Faso. Camarade président, est-ce que vous favorisez ce type de protection, ou tout simplement vous n'êtes pas informé ?

– Je ne crois pas que je favorise cela. J'ai toujours dans mes discours dénoncé les mauvais comportements, j'ai dénoncé les mauvaises habitudes, les compréhensions erronées des dirigeants, des délégués et militants CDR. Et je sais qu'au niveau du Secrétariat général national des CDR, il y a eu beaucoup de sanctions. Des bureaux ont été dissous, des éléments ont été sanctionnés, de sanctions diverses. Mais ceux qui encouragent les mauvais comportements des délégués CDR, ce sont les masses aussi. Ce sont les masses qui ont la possibilité de freiner, d'arrêter même définitivement ce genre de comportement erroné. Comment ? Lors des nombreuses élections qu'il y a, les masses ont le droit de désavouer qui elles veulent, désavouer courageusement. D'autant plus que les élections se font à ciel ouvert, et chacun sait qui a voté pour lui. C'est fait exprès. Si des militants n'ont pas le courage de désavouer quelqu'un dans un secteur, eh bien ! il nous est difficile, nous, de ne pas accepter, de ne pas entériner une élection, l'expression électorale en faveur de quelqu'un qui semble recueillir le maximum de soutien.

Donc d'abord, par les élections on peut désavouer ceux dont on n'approuve pas les comportements. Ensuite, en dehors des élections de façon extraordinaire, les statuts prévoient que l'on peut se réunir, l'on peut dénoncer, l'on peut critiquer, et l'on peut même écrire au Secrétariat général national des CDR, et même à la présidence du CNR pour dénoncer tel ou tel militant ou délégué CDR.

Mais souvent, ces moyens ne sont pas utilisés. C'est comme ça que l'on favorise la mystification dont certains éléments mauvais ont besoin sur le terrain. Il y en a qui ont déjà été sanctionnés pour ces trafics d'influence-là. Mais on ne les connaîtra pas tous, tant que les masses ne vont pas les combattre. Ce qui montrera que les CDR ne sont pas au-dessus de tout. Les CDR sont avec tout, sont dans le tout, mais ne sont pas au-dessus de tout. Je profite pour insister sur le devoir que nous avons tous d'être courageux et changer les hommes quand il faut les changer. Ce n'est pas facile.

Quand vous changez les hommes, ce n'est pas toujours qu'ils nous quittent avec le sourire. Parfois ils vous quittent mécontents, et même vous en veulent un peu pour avoir pris telle ou telle décision. Si vous faites de la démagogie, la faiblesse, vous allez couvrir beaucoup de choses. Le camarade Karamogo me posait tout de suite une question sur le changement dans le gouvernement, c'est un peu comme cela aussi : ce qui est valable au niveau du gouvernement c'est

ce qui est valable aussi au niveau des CDR, et c'est ce que vous aussi, vous devez avoir le courage de faire. Nous disons que nous ne couvrons personne.

– Les CDR ont des pouvoirs excessifs qui leur permettent de mettre en cause l'autorité des responsables de la police, de la gendarmerie, des directeurs. Est-ce qu'à terme cela ne va pas poser des conflits au niveau de la société ?

– C'est vrai, les trafics d'influence ne s'arrêtent pas simplement à des petites choses, cela va même parfois très loin et c'est très dangereux. Je suis d'accord. On ne sait jamais ce que les gens vont faire de l'influence qu'ils ont trafiquée. Et ce n'est que lorsque le courage de répliquer existe et la volonté de le faire que l'on peut arrêter de genre de personnes. J'ai reçu un certain nombre de correspondances dénonçant des délégués CDR. Ces dénonciations ont été précises ; des enquêtes ont été ouvertes. Des sanctions sont tombées. Mais on ne peut pas sanctionner ce qu'on ne connaît pas. Il y a beaucoup de cas de sanction à la présidence. À la présidence, nous avons un département qui s'occupe entre autres choses de cette question-là. Dès que nous sommes informés, nous saisissons le Secrétariat général national des CDR, nous lui réclamons une enquête. Il mène l'enquête, il nous donne les pour, les contre.

Nous demandons également à ceux qui ont fait les dénonciations de s'exprimer. Même des dénonciations anonymes nous sont parvenues. Mais nous n'encourageons pas l'anonymat. Il faut que les gens aient le courage d'écrire et de signer. Même si c'est anonyme nous prenons cela en compte.

Et beaucoup de questions ont déjà été évoquées, soulevées sous la forme de l'anonymat que nous n'avons pas classées, parce que si on crie au feu ou au lion, vous ne cherchez pas d'abord à savoir l'identité de celui qui crie au feu, vous prenez d'abord des dispositions contre le feu, après on verra si celui qui a crié est quelqu'un d'honnête ou non. Donc, même des lettres anonymes nous les traitons. Après, si la personne se révèle, tant mieux, si elle ne se révèle pas, cela ne fait rien, le minimum d'information qu'elle nous a donné suffit. Mais nous menons une enquête. Nous convoquons les personnes impliquées, celle qui a été dénoncée, celle qui est à côté et qui peut donner une information ; nous les convoquons et nous leur disons qu'elles ont été dénoncées pour avoir volé ou pour avoir manqué de respect à quelqu'un. Il y a en a qui ont été sévèrement sanctionnés. Et c'est normal.

– Vous avez parlé tout à l'heure de lion, camarade président. Cela a évoqué une question. Il y a beaucoup de rumeurs sur le lion de Koudougou, c'est comme ça qu'on l'appelle ; alors est-ce qu'on peut savoir exactement qu'est-ce qu'il en est. Est-il vraiment en rébellion ? Etait-il entré en rébellion ? De quoi s'agit-il exactement ? Est-ce que la cohésion militaire au sommet de l'armée est une chose toujours sûre ?

– Le lion est toujours le lion, sa crinière est en place, il n'y a pas de problème. Donc les rumeurs ne sont pas fondées. Mais c'est vrai, nous les avons entendues. Ça été dit lors d'un meeting, à l'occasion de la clôture du symposium des paysans, le camarade Blaise Compaoré a eu à ridiculiser ces rumeurs-là. Mais le camarade Boukary Kaboré, il a beau se présenter en chair et en os et en crinière, on continue de se demander où est-ce qu'il se trouve ? Est-ce qu'il n'est pas en rébellion ? Il faut se méfier de la rumeur, elle a toutes sortes de bases. Je me souviens que lorsque cette rumeur a été répandue, je pouvais la démentir, je ne l'ai pas fait parce que personnellement je n'ai pas estimé devoir le faire. Une simple histoire. Le camarade Kaboré Boukary était malade à Koudougou. Il avait dû garder le lit pendant quelques jours et son mal s'était quelque peu empiré et c'est devenu un peu comme des crises. Les médecins l'ont soigné mais un malade parfois il se révolte, il ne prend pas les

médicaments qui lui sont prescrits par les soignants. L'on m'a téléphoné de Koudougou, de sa famille pour que j'aille le voir et l'obliger à prendre les médicaments qui sont là, parce que je le connais quand même très bien depuis longtemps et je pense qu'en la matière je pourrais faire cela. J'ai été le voir chez lui, je l'ai amadoué, j'ai discuté avec lui, j'ai fait toutes sortes de pressions aussi pour qu'il prenne ses médicaments et qu'il accepte de manger. Son épouse était là qui lui a fait un repas. Ainsi donc il a retrouvé un peu de force. Nous avons longuement conversé de tout et de rien par la suite et moi je suis rentré à Ouagadougou. Je l'ai encouragé à aller faire des examens complémentaires à Bobo au Centre Muraz. Mais comme une rumeur de rébellion circulait déjà le concernant, nous ayant vu rentrer de Koudougou tard dans la nuit, ou très tôt au petit matin, l'on a estimé que c'était la confirmation que nous avions été l'arrêter, l'enchaîner etc. J'ai dû lui téléphoner pour lui dire ce que j'avais appris. Il m'a dit que lui aussi avait appris cela, il est venu à Ouagadougou, bon…

Vous voyez comment on peut faire une interprétation. C'est normal, quand les masses n'ont pas de réponse à une question elles sont obligées d'interpréter et de fabriquer une explication plus ou moins vraisemblable. Parfois aussi il y a ceux qui fabriquent la rumeur dans le but de diviser. La cohésion au niveau des militaires demeure. Nous avons une cohésion que nous n'avons jamais atteinte sous les anciens régimes et chaque jour nous améliorons cette cohésion grâce à la purification que nous faisons, grâce à la lutte que nous menons, grâce aussi à l'éducation que nous nous imposons.

– Camarade président, parlons un peu des syndicats. Comment vous percevez les relations qui doivent exister entre les dirigeants des syndicats et le pouvoir avant le renouvellement des bureaux ? Est-ce que vos rapports avec les anciennes directions syndicales étaient au beau fixe ?

– Il y avait des rapports qui n'étaient pas toujours bons. Ils étaient parfois tendus avec les directions syndicales. Mais il faut très vite situer la nature de ces rapports. Vous savez que beaucoup de syndicats parlent de leur organisation, parlent de leur base qui en réalité se résument à une structure isolée sans base. Et qui évitent soigneusement toute vie démocratique et organisationnelle parce qu'il y aurait des remises en cause de certains dirigeants. Maintenant, dans l'expression quotidienne chacun parle de son syndicat, de sa centrale comme si réellement il y avait des militants derrière eux. Parce qu'il ne faut pas se le cacher, ceux qui sont militants CDR et qui sont dans le syndicat sont tellement nombreux que s'il fallait les mettre eux, de côté, il ne resterait rien ou presque rien, presque personne en tout cas dans les syndicats ; dans certains syndicats en tout cas.

Nous avons donc eu des rapports qui ont évolué au gré des difficultés, des problèmes que, eux, avaient à poser, ou que nous avions à poser. Certains ont rencontré plusieurs fois le Conseil national de la révolution et d'autres ont rencontré des ministres plutôt que le Conseil national de la révolution, peu importe. Pourvu que ces rencontres aient eu lieu et il faut les encourager. Il fallait accepter que ce sont des Burkinabè, les rencontrer, écouter leurs propos. C'est vrai aussi que certaines rencontres ont été soigneusement mais volontairement transformées, dénaturées à d'autres fins. Il y a des procès-verbaux sur lesquels nous avons déploré, condamné même ces attitudes qui n'encouragent pas au dialogue.

À partir du moment où quelqu'un s'entretient avec vous, vous ne pouvez qu'être déçu. Généralement, "chat échaudé craint l'eau froide". Mais ça ne fait rien. Il faut néanmoins instaurer le dialogue que ce soit avec les nouvelles

directions qui se sont mises en place ou qui ont fini de se mettre en place, je ne sais pas trop, ou que ce soit avec les anciennes directions, il faut que s'instaure le dialogue.

– Les nouveaux bureaux acquis au pouvoir révolutionnaire pourront-ils mobiliser les travailleurs ? Ne sont-ils pas suspects ?

– Si le fait d'être acquis à la révolution devient suspect, la révolution elle-même devient suspecte. Et par conséquent les travailleurs ne peuvent pas trouver grâce à cette révolution-là, l'organisation de leur outil de production. Bien qu'il ait des personnes qui pensent le contraire, il y en a beaucoup, bien plus nombreuses qui pensent que la révolution leur permet au contraire d'affirmer leur force, leur position au niveau du monde du travail. C'est depuis qu'existe la révolution que nous avons formellement souligné le droit et le devoir des syndicats à participer aux conseils d'administration, le droit et le devoir des syndicats à participer à la vie de l'entreprise. Il n'y a donc pas originellement une opposition. Mais maintenant, l'usage que chacun fait de ses droits et de ses devoirs. Cet usage-là parfois a favorisé carrément la réaction, les ennemis même des travailleurs. Et on sait que de tout temps il y a eu des syndicats qui ont été des alliés ouverts des patrons contre les travailleurs. Cela existe et a toujours existé. Ce n'est pas parce qu'ils auront changé de langage ou de méthodes d'actions ou de manteau qu'ils cesseront d'être ce qu'ils sont. Ces collaborateurs du patronat ont fait beaucoup de mal au monde du travail au Burkina Faso, donc il n'y a pas à priori cette suspicion. Maintenant s'ils ne sont pas opposés à la révolution et s'ils ont des comportements négatifs, les syndicats seront dangereux voire mauvais.

– Camarade président, ce qui est incompréhensible, c'est que dès le départ il y avait des responsables syndicaux qui chantaient cette révolution-là. Aujourd'hui on voit ces mêmes responsables se retourner contre le pouvoir. Qu'est-ce qui se passe entre eux et le pouvoir ?

– Le syndicat est une organisation. Nous nous disons qu'il faut respecter le syndicat en tant que forme d'organisation première, forme d'organisation des travailleurs pour le respect de leur droit pour la conquête de leurs intérêts. C'est normal. Mais tout le monde n'utilise pas le syndicat d'une façon honnête. Et beaucoup n'ont vu dans le syndicat qu'un moyen d'action, une force politique pour des ambitions personnelles, une force de pression pour ainsi conquérir des avantages individuels. De telles personnes ont contribué à tromper les travailleurs, à égarer les travailleurs, à négocier au sommet au nom des travailleurs, en fait pour leur propre compte. Ces personnes ont vraiment voulu utiliser le syndicat à leurs fins et à leur seules fins. Elles ont fourvoyé les travailleurs, elles les ont détournés de leurs véritables buts. Cela a porté préjudice aux luttes démocratiques dans notre pays. Parce qu'il y avait parfois des alliances au sommet, des compromis et des compromissions au sommet. Généralement dans ce genre de cas des problèmes se posent tôt ou tard. Et cela se révèle. Il y a des divorces entre des dirigeants et ceux qui estiment être leurs militants.

– Toujours sur la question syndicale camarade président vous avez dit un jour que vous êtes prisonnier du peuple. Aujourd'hui les structures populaires demandent des exécutions. Qu'allez-vous faire ?

– Le peuple demande des exécutions à partir de fautes commises par des coupables, à partir aussi de ce qu'il estime intolérable. Ceci est une chose. Les personnes dont on demande l'exécution sont aussi des citoyens de ce pays. Et le devoir que nous avons, personnellement ce que je pense c'est que nous

devons tout faire pour renforcer la révolution, le pouvoir du peuple, le pouvoir populaire, et nous garder de prendre des décisions, d'avoir des attitudes qui affaibliraient le pouvoir populaire. C'est-à-dire que, chaque fois que le peuple estime devoir faire une chose, nous devons soutenir, encourager le peuple. Mais cela veut dire en même temps, c'est dialectiquement comme cela que je le comprends, que nous devons avoir le courage en tant que direction, chaque fois que c'est nécessaire d'oser dire au peuple ce qu'il doit éviter, même quand cela lui paraît comme évident, prendre tout le temps qu'il faut, nous sacrifier comme il faut pour dire au peuple : oui c'est vrai, vous avez besoin de ceci et cela mais à terme cela va vous coûter à vous plus cher, cela va nous être préjudiciable. C'est ce qu'on appelle aimer le peuple.

Aimer le peuple ce n'est pas croiser les bras, l'encourager à faire tout ce qu'il estime devoir faire parce qu'un groupe d'hommes peut aujourd'hui estimer qu'il faille aller dans telle direction et le lendemain avoir d'autres points de vue. En tant que direction mais aussi en tant que Président du Faso, avec les autres membres de la direction, ce que nous devons faire, c'est d'abord chercher à savoir où se trouve l'intérêt du peuple, aujourd'hui mais demain également. En fonction de l'intérêt aujourd'hui et de demain nous devons décider. Si l'intérêt général finalement nous commande d'encourager le peuple tout de suite à faire ce qu'il promet et propose de faire, tant mieux.

Si également, c'est une autre conclusion à laquelle nous aboutissons, mais toujours dans l'intérêt du peuple et dans le cadre du renforcement de son pouvoir, nous devons nous donner tous les moyens d'expliquer, et de convaincre. C'est pourquoi, lorsque sur la question une décision sera prise, elle sera prise en fonction de ce qui peut le mieux consolider le pouvoir du peuple et non pas ce qui peut le plus faire plaisir à telle ou telle personne.

– À la Maison du peuple, un certain syndicaliste a déclaré : au sein du CNR, il y a des détournements. Camarade président, pouvez-vous développer cette question ?

– Je pense que vous faites allusion à la question du TPR qui avait siégé sur l'affaire de la CNSS. C'est vrai, il y a eu des déclarations de ce genre qui ont été largement exploitées pour dire qu'il y a des détournements. En réalité, la personne même qui a fait ces déclarations a fait une autre déclaration pour dire non, qu'elle n'a jamais dit que tel ou tel responsable du CNR détourne de l'argent. Mais il a dit que l'argent de la Caisse avait une destination bien précise, et nous avons pris cet argent pour aller faire des travaux qui n'étaient pas prévus, et que nous avons fait changer l'argent de route donc nous avons fait un détournement du point de vue du chemin que devaient suivre ces fonds. Je veux bien comprendre. Mais ça c'est d'autres déclarations qui ont été faites et qui ont été enregistrées sur procès-verbaux aussi, alors que précédemment il y a eu d'autres déclarations, elles aussi enregistrées, mais qui avaient semé cette confusion. Est-ce que c'était volontaire ? Est-ce que ce n'était pas volontaire ? C'est un autre débat.

Mais il ne faut pas oublier que cette même personne avait eu à réclamer à corps et à cri qu'on prenne ces soldes pour faire des constructions, les mêmes constructions contestées. À l'époque, je l'avais reçu plusieurs fois, et il avait insisté pour que je donne ordre de débloquer les sommes et de procéder aux travaux. J'avais fini par lui dire d'accord, mais heureusement pour moi, j'avais rédigé une lettre pour demander au Conseil d'administration l'autorisation de disposer de ces sommes, si le conseil estimait nécessaire. Donc la lettre est partie officiellement. Il y a eu des débats au sein de ce Conseil d'administration ; entre temps cette même personne qui disait de prendre

l'argent d'office au lieu de s'embarrasser de juridisme et de bureaucratie, cette même personne ayant des positions politiques a estimé qu'il ne fallait même plus autoriser la sortie de l'argent et a mené un certain nombre d'actions ; mais le Conseil a eu à apprécier une demande qui lui a été transmise officiellement. Et il a eu à donner une réponse toute officielle également. Ce sont là des attitudes changeantes.

– Quelles explications donnez-vous à l'attitude de ce syndicaliste qui au début a mené le même combat que vous, et aujourd'hui vous avez des points de divergences. La rumeur estime que le syndicaliste a certainement beaucoup de choses à dire, voilà pourquoi il a des problèmes.

– Par le comportement que vous-même avez dénoncé, des changements, vous pouvez savoir ce que visent ces personnes. Vous-même avez parlé de leurs ambitions individuelles. C'est normal, c'est un conflit. Si ces personnes avaient quelque chose à dénoncer elles l'auraient fait, chaque fois qu'elles ont eu la possibilité de le faire. Et ce n'est pas rien non plus que chaque jour nous entendions des rumeurs. Est-ce que vous savez que parmi ces personnes, il y en a qui ont écrit noir sur blanc que nous voulions créer la monnaie : la fameuse rumeur qui circule a été écrite noir sur blanc. Les personnes convoquées ont dû avouer leurs forfaits et présenter des excuses ; mais qu'est-ce qui se passe dans la ville tout le monde dit oui nous voulons créer la monnaie. Ce document a été envoyé à des gens un peu partout. Nous avons les preuves matérielles ce qui veut dire que, au point où ces gens en sont, ils cherchent tout ce qui peut nuire. Ils n'hésitent pas à fabriquer, pourvu que cela fasse du tort au CNR, parce que eux, ils ne sont pas pour la révolution ; parce que également ils avaient vu les choses autrement que de cette façon ; ils estiment n'avoir pas profité ; ils voient en termes de partage de gâteau. Je vous laisse le soin d'apprécier ces gens-là.

– Camarade président, le CNR a combattu à travers les CDR la corruption. Mais on constate actuellement qu'il y a une forme de corruption très subtile, qu'allez-vous faire ?

– Je crois qu'on ne peut pas définitivement supprimer la corruption dans le monde et dans notre pays tant qu'à tous les niveaux, toutes les tâches des transformations de la société n'auront pas été accomplies, et même tant que notre environnement économique, politique, social n'aura pas lui aussi été sur des positions qui favorisent la lutte contre la corruption.

Il y a des corrompus, parce qu'il y a des corrupteurs. Même le jour où il n'y aura plus de corrupteurs au Burkina Faso, il se pourrait qu'il y ait des personnes à l'étranger, des personnes que nous ne contrôlons pas qui croient encore à la corruption et en la force de la corruption de résoudre les problèmes, qui vont être là pour piéger, tenter, séduire, soudoyer des Burkinabè. C'est pourquoi de tous les maux de la société, le mal est toujours en avance du point de vue de l'imagination sur le bien. C'est pourquoi les corrupteurs trouvent toujours des méthodes de répression de la corruption.

Nous avons trouvé une méthode de lutter contre une certaine forme de la corruption, eux ont créé une nouvelle forme de corruption, à nous de trouver de nouvelles méthodes. Mais ces nouvelles méthodes, quelles qu'elles soient supposent que le peuple lui-même combatte la corruption, dénonce les corrompus, les corrupteurs, les cas de corruption ; et que nous n'hésitions pas à sanctionner tous ceux qui ont pu être corrompus, traduire en justice toutes les formes de corruption et de corrupteur.

Cela se fait mais j'estime à mon avis que ce n'est pas encore suffisant. De ce point de vue, il faut continuer, chercher davantage, accentuer et nous y parviendrons. Ce n'est pas parce qu'on parle de lutte contre la corruption au

Burkina que nous serions le pays le plus corrompu. Non. Même ceux qui ne parlent pas de corruption ont des corrupteurs chez eux. Et tous ceux qui essaient de tenir des discours sur la lutte contre la corruption, ne sont pas forcément si innocents que cela. Ils sont nombreux parce qu'ils ont peur de la CPPC, font tout pour qu'elle n'agisse pas. Ils disent qu'elle est inutile, inefficace, dévalorise le régime et ses dirigeants, règle des comptes. En réalité, ceux qui estiment que c'est inefficace, sont plutôt des gens qui veulent qu'on laisse durer encore la corruption.

– À propos de cette commission camarade président, si on n'a pas toujours dit du bien de celle-ci, c'est parce que les aveux de pauvreté entendus presque systématiquement ont enlevé une partie de sa crédibilité.

– C'est possible. La commission n'a pas encore publié ses résultats. Beaucoup d'autres personnes sont en train de se présenter devant la commission et je sais déjà qu'il y a des déclarations que la commission n'a pas acceptées. Elle est en train de démontrer que ces déclarations ne sont pas justes. Je sais aussi que d'autres personnes ont dû préciser ou rectifier des déclarations qui vont être rendues publiques. En réalité la commission travaille mais peut-être qu'elle gagnerait à se faire connaître plus.

– Camarade président, certains ministres ne s'affichent plus quand ils ne sont plus à leur poste. À quoi cela est dû ?

– Concernant l'attitude de ceux qui, selon vous, disparaissent de la scène politique, de la lutte politique dès lors qu'ils ne sont plus ministres, si c'est le cas c'est déplorable. Mais il faut s'expliquer là-dessus. Il faut se dire qu'il y a une conception que nous avons des postes de ministres qui n'est pas toujours juste. Parfois on pense que le poste de ministre c'est le poste que chaque cadre militant doit s'attacher à conquérir. Donc c'est le fruit d'une conquête personnelle, un travail personnel et par conséquent c'est aussi une récompense, la preuve que l'on est reçu à un examen et que l'on est arrivé au sommet. Si on a une telle conception, il est tout à fait normal aussi que le jour où on n'est plus ministre on s'estime perdant, tombé en décrépitude, en désaveu etc.

Ce n'est pas cette conception qu'il faut avoir. C'est pourquoi il y a des personnes qui avaient été ministres, qui ne le sont plus, et qui continuent d'être des personnes militant sérieusement avec ardeur, qui ont le soutien des masses populaires dans le lieu où ils travaillent pour la révolution ; elles-mêmes ont pu trouver leur occasion de s'épanouir davantage et d'apprendre davantage au profit de la révolution parce que c'est une école continue pour chacun de nous. Maintenant, s'il y a des gens, on ne milite que quand on est ministre, ça c'est une erreur. Ministre ou pas ministre, on doit servir le peuple à tous les postes.

– Camarade président, l'impérialisme n'a pas encore dit son dernier mot. Est-ce que la Révolution d'août est bien assise pour faire face à toute tentative de déstabilisation ?

– Tant qu'il y a la révolution il y aura la réaction, il y aura la contre-révolution, il y aura l'opposition à la révolution. Et l'opposition à la révolution prendra toutes sortes de formes et bénéficiera de toutes sortes de soutien. Le premier ennemi de la révolution c'est l'impérialisme qui travaille. Je ne peux pas vous dire que nous avons définitivement écarté tout risque. L'impérialisme peut à tout moment tenter de faire quelque chose. Et il tente tout le temps, à tout moment, tous les jours. Il tentera de s'appuyer sur telle ou telle personne contre la révolution à l'extérieur, à l'intérieur du Burkina Faso. La seule garantie que nous puissions avoir, c'est le peuple qui s'organise pour se défendre, pour défendre sa révolution, pour protéger sa révolution, pour faire

échec à l'impérialisme. Cela heureusement se développe davantage. Notre système de protection de la révolution se développe davantage et nous avons de plus en plus de raisons d'admettre, de comprendre, de croire, qu'il faut perfectionner tous les moyens de lutte. Pas seulement des moyens armés mais aussi sur le plan idéologique. Que chacun ait assez de moyens, d'armes idéologiques pour répondre aux manœuvres de l'impérialisme. Les moyens qu'on pouvait par exemple utiliser pour tromper notre peuple en 1983 ne sont plus valables en 1987 et sûrement que demain ces méthodes nous feront reculer les limites des moyens d'action contre l'impérialisme.

– Des questions relatives à des sujets très variés :

- *camarade président, est-ce que l'an prochain, les fédérations et les ligues seront mises en place ?*

- *Ne peut-on pas former politiquement et idéologiquement les CDR de manière à corriger certaines de leurs inconséquences ? Par exemple il y a des CDR fainéants qui sous le couvert de leur responsabilité politique au sein des services terrorisent les patrons.*

- *Est-ce que Sayouba Zerbo a réellement triché lors du tour du Faso ?*

- *Qu'en est-il des rumeurs sur les dissensions entre vous et Henri Zongo, Blaise Compaoré, Boukary Lingani ?*

– À propos des fédérations et des ligues, je sais que le débat est avancé dans le milieu sportif. Nous avons écrit au ministère des Sports à ce sujet. Une réflexion s'est engagée pour voir comment nous allons procéder. Va-t-on mettre les fédérations et les ligues en place ? Quand allons-nous le faire ? Comment allons-nous le faire pour ne pas être obligés de mettre en place des fédérations et des ligues sur lesquelles nous allons revenir ? Nous avons purement et simplement demandé qu'on nous réponde à cette question-là. Nous attendons, ceux qui doivent réfléchir sur ces problèmes vont nous répondre et nous verrons bien. Je crois que le ministère des Sports est très avancé là-dessus mais je ne vais pas dévoiler le travail qui est en train de se faire dans ce ministère.

Pour ce qui est de la formation des CDR, je voudrais d'abord rectifier quelque chose. Vous avez dit "*il faut former les CDR car la formation ne doit pas s'adresser seulement au peuple".* Non. Les CDR, c'est le peuple. Il n'y a pas d'un côté le peuple et de l'autre côté les CDR. Nous devons beaucoup mettre d'accent, il est vrai, sur la formation. C'est dommage que nous ne puissions pas aller aussi vite que nous même nous souhaitons. Mais nous avons avancé, nous avons acquis des victoires. Il reste quand même beaucoup de choses à dénoncer et vous avez parfaitement raison de le faire ; si vous faites une comparaison entre une rue de Bobo-Dioulasso au cours de septembre octobre décembre 1983, et la même rue en 1987, vous verrez que les comportements ont beaucoup changé. Comparez deux photos de meeting. Un meeting de 1983 et un meeting de 1987. Les attitudes ne sont plus les mêmes. Comparez un film d'un meeting de 1983 et d'un autre de 1987. Les attitudes, les agissements ne sont plus les mêmes. Les gens ont beaucoup évolué mais ce n'est pas suffisant.

Nous avons créé des cercles de formation. Il y a l'école 11 01. Nous avons même envoyé des gens en formation à l'étranger auprès de certains partis qui ont beaucoup d'expérience. Nous avons dissous des bureaux, nous avons recommencé des élections générales, des élections particulières quand il y a des problèmes qui se posent. Bref ! Chaque jour qui passe, nous disons que nous ne sommes pas encore satisfaits. Ce n'est pas encore le niveau qu'il faut. La révolution amène tout le peuple à avoir beaucoup de besoins, beaucoup

d'exigences. Tout ce qu'on n'osait pas réclamer avant, sous les anciens régimes, on le réclame aujourd'hui parce que c'est la révolution. C'est normal car cela veut dire que la révolution libère la conscience du peuple.

Avant les gens ne disaient rien. Cela ne veut pas dire qu'ils ne souffraient pas. Maintenant ils disent tout ce qu'ils pensent. S'ils n'ont pas à boire, s'ils n'ont pas à manger, s'ils n'ont pas de logements, s'ils n'ont pas ceci, s'ils n'ont pas cela, ils le disent. Il y avait des partis politiques qui avaient leurs milices, leurs groupes d'actions, leurs jeunesses. On ne disait rien. On voyait, on n'était pas content, on laissait faire, on se résignait par fatalisme.

Maintenant que c'est la révolution on parle. C'est bien. Cela veut dire que la révolution a réellement libéré les consciences des gens et ils peuvent voir ce qui ne va pas, et ils peuvent oser dénoncer. Il faut que nous continuions. Et continuer, c'est faire comme chacun de nous fait. Vous, par exemple, vous venez de dénoncer un certain nombre de choses. J'espère que les militants CDR vous entendront, les responsables CDR vous entendront, prendront à cœur de s'amender sur les points où leurs comportements ne sont pas corrects ; vous expliqueront que vous-même avez mal compris certaines de leurs attitudes. J'espère que vous-même dans votre CDR, vous allez agir à transformer les choses, à dénoncer même si vous n'avez pas de solutions à proposer, au moins à faire une critique.

L'autre question était que " *Est-ce vrai que Zongo Sayouba a triché ?*" Je suis content qu'on puisse poser les questions sans détour et de cette manière-là. La rumeur m'est parvenue, nous avons saisi les organisations du tour du Faso. Nous les avons saisis par écrit pour qu'ils nous disent si oui ou non Zongo Sayouba a triché. Nous avons commis une enquête à ce sujet. Même s'il a triché, ce ne sera pas la première fois qu'un coureur cycliste ici ou ailleurs aura triché. Il y en a eu tellement dans le monde et chaque jour. Il n'y a que ceux qu'on n'a pas pris qui n'ont jamais triché. Il y a même un footballeur très célèbre, une grande vedette qui a dit que celui qui n'a jamais triché en football n'est pas un footballeur. Enfin ça, je lui laisse la responsabilité de sa déclaration. Je signale simplement cela pour dire qu'il y en a tellement.

Maintenant, je pense qu'il ne faut pas que tricher soit l'arme que nous utilisons pour gagner. Parce que si vous utilisez cette arme, d'abord, ce n'est pas toujours que vous allez réussir à tricher, donc la honte vous attend au bout d'une course un jour où l'autre. Vous avez gagné en trichant aujourd'hui, demain vous allez perdre parce que vous avez essayé de tricher et on va débusquer. Vous allez même trouver des gens qui trichent mieux que vous. Ensuite, je crois que tricher pour gagner une course cycliste, ça risque de vous conduire à tricher pour gagner autre chose. Et ainsi de suite, vous-même vous serez un jour victime d'une tricherie et vous serez le premier à regretter que les hommes trichent.

Celui qui vole pour se satisfaire oublie qu'un jour lui-même peut être volé, et c'est en ce moment qu'il comprendra que le vol doit être combattu et que lui aussi doit combattre le vol en commençant par combattre ses faiblesses en lui-même. Qu'est-ce que nous allons faire si c'est vrai qu'il a triché ? Tout ce qui peut éduquer le peuple, tout ce qui peut nous éduquer, nous mener sur la voie de la vertu révolutionnaire, eh bien c'est tout ce que nous devons privilégier. Cependant nous ne sommes pas là pour casser et détruire les gens. Personnellement j'ai fait écrire une lettre au ministère, aux organisateurs, et une commission est commise pour nous dire si oui ou non il y a eu tricherie. Nous attendons d'avoir tout, qu'on nous fasse la synthèse et qu'on dise en conclusion qu'il y a eu tricherie ou qu'il n'y a pas eu tricherie.

À propos de dissensions entre Henri Zongo, Blaise Compaoré, Boukary Lingani et moi. Je vous dis tout de suite que c'est faux. Maintenant je vais vous dire une chose. Mes meilleurs informateurs, ceux qui viennent me dire "*attention, on dit ceci, on dit cela",* c'est Blaise Compaoré, c'est Henri Zongo, c'est Lingani Jean-Baptiste, c'est vrai que le jour où ces gens-là ne me diront plus la vérité, ou ils ne seront plus là parce que l'ennemi leur aura fait du mal, ce sera une grande perte. Donc, ce sont eux-mêmes qui m'apportent les informations. Je connais même un responsable politique qui un jour est allé voir le commandant Lingani pour lui dire "*mais… il parait que… qu'on a voulu arrêter un tel… qu'on a voulu faire telle chose".* Je connais un responsable politique qui est venu me voir, tout à fait sincère, pour me dire "*il paraît que vous avez tenté d'arrêter le capitaine Blaise et que c'est sur son chauffeur qu'on a tiré".* Alors j'étais heureux parce que le même capitaine Blaise était au fond, dans la salle à manger. C'est donc le capitaine Blaise lui-même qui est sorti pour expliquer. On pourrait peut-être penser encore que je l'avais enfermé dans la salle à manger, mais ce serait alors une prison agréable que d'avoir tout à l'œil. Et puis c'est simple. C'était une banale histoire. Le chauffeur du capitaine Blaise était effectivement absent. On disait "*est-ce que vous voyez encore le chauffeur, il a été tué, il a été abattu".* Mais en réalité le chauffeur était parti en stage.

J'ai appris il n'y a pas longtemps que le commandant Lingani va être mis à la retraite. À la retraite de quoi ? Je ne sais pas. Si c'est à la retraite de l'armée, c'est lui qui sait, c'est lui le commandant Lingani, commandant en chef des forces armées, ministre de la Défense qui le sait. Mais si c'est à la retraite de la révolution, là c'est grave parce qu'il joue un rôle dirigeant tellement important que s'il va à la retraite de la révolution, nous allons tous partir ensemble. On me dit que le capitaine Henri Zongo est en dissidence, qu'il n'est pas d'accord, qu'il est parti, qu'il a même été arrêté et enfermé. Mais qui mieux que lui peut me donner les informations qu'il apprend. Ce que lui aussi apprend. Parce qu'il ne peut pas avoir toutes les informations du pays. Il peut dire que "*attention, si les gens ont dit telle chose, c'est parce qu'ils ont compris ceci et cela"* et parfois ça fait rire mais parfois ça ne fait pas rire, quand on pense que ça a inquiété et troublé des militants sur le terrain. Non ! Rassurez-vous. Ainsi qu'eux-mêmes, Lingani ou Blaise ou Henri, ont eu à le déclarer, nous ne sommes pas venus à la révolution par une campagne électorale, nous ne sommes pas également venus à la révolution par un jeu de cartes. C'est une lutte politique de révolutionnaires qui acceptent d'assumer des tâches, des fonctions, qui font face aux missions qui leur sont confiés, et puis c'est tout. Chacun a un poste donné. Et en plus, rien ne se sait sans que nous ne discutions sérieusement et âprement ; et nous avons tellement traversé d'obstacles, de revers dans notre vie que ce ne sont pas les quelques rumeurs qui viendraient à bout de cette unité dont nous avons besoin. Je crois que le peuple a besoin de cette unité-là.

Maintenant il y a des gens qui rêvent de cela : comment faire pour nous opposer ? Je regrette de devoir dire que mes camarades eux-mêmes viennent me dire ce qu'ils apprennent, que moi aussi je leur dis ce que j'apprends et ainsi de suite. Parce que, en le disant, je vais couper l'herbe sous les pieds des détracteurs qui allaient de temps en temps voir un tel ou un tel. Malheureusement quand vous allez voir un, tous les quatre le sauront, ç'a toujours été comme ça jusqu'aujourd'hui. Je crois que cela nous a beaucoup aidés. Cela nous a beaucoup sauvés, nous a beaucoup enseigné. D'ailleurs, je ne serais pas venu à votre entretien sans les avoir vus auparavant.

– La saison des pluies s'annonce mauvaise pour les uns et si elle devient vraiment mauvaise, qu'elles en seront les conséquences sur notre politique d'autosuffisance alimentaire et sur les résolutions de la deuxième conférence nationale des CDR ?

– Les statistiques pluviométriques ne sont pas tellement brillantes, très heureuses. Elles sont en deçà des meilleures saisons, de ce que nous avons connu. Par conséquent, vous avez raison d'avoir quelques inquiétudes pour l'issue de notre campagne agricole, donc de cette politique d'autosuffisance alimentaire qui est un de nos combats. Cela pourrait compromettre sérieusement nos efforts, mais si malgré tout nous nous en sortons, ce sera grâce au travail de nos agriculteurs, de nos paysans ; tous ceux qui sont dans le monde de l'agriculture, qui les encadrent, qui les soutiennent ou tous ceux qui tiennent la daba, la charrue ou le tracteur. Ceux-là, il faut leur rendre hommage mais dire aussi que la révolution a incité les producteurs agricoles à transformer leurs méthodes de travail à tel point qu'avec un niveau de pluie égal à ce que nous avons connu jusque-là, nous pouvons obtenir des résultats meilleurs ; je peux même dire que très sûrement nous aurons des résultats, somme toute, acceptables.

Mais il faut voir plus loin. Cette saison qui démarre d'une façon pas totalement satisfaisante pour nous est une leçon. Pourquoi ? Parce que l'année dernière nous avions une bonne saison que l'on pensait que toutes les saisons seraient comme cela. Mais nous apprenons maintenant que le problème de l'agriculture, le problème de l'autosuffisance alimentaire doit cesser d'être un problème de simple pluviométrie.

Il faut maîtriser l'eau. L'eau des pluies, l'eau des forages, des puits. Il faut maîtriser l'eau de nos cours d'eau etc. Il nous faut construire beaucoup de barrages. C'est en cela que notre politique de barrages, grands ou petits, est une politique juste. Le jour où nous aurons maîtrisé suffisamment, nous aurons construit beaucoup de barrages, il nous faut encore des milliers de retenues d'eau.

Le jour où nous aurons des milliers de retenus d'eau, eh bien même une pluie, même une saison pluviométrique qui ne serait que le tiers de ce que nous voyons actuellement, ce serait suffisant pour que nous réalisions, nous maintenions l'autosuffisance alimentaire du peuple. Donc nous ne sommes pas découragés. Nous devons faire la différence avec les régimes réactionnaires, de démissions ; c'est-à-dire qu'au lieu d'attendre que les pluies soient bonnes pour avoir de bonnes récoltes, au lieu de tendre la main pour recevoir de l'aide alimentaire, nous devons développer tous les moyens qui nous permettent avec le minimum d'eau qui tombe, d'avoir une bonne saison. Mais la saison a commencé d'une façon qui est en deçà par rapport à 1986 mais la saison n'est pas terminée et rien ne nous dit que pour les semaines et les mois à venir, la saison ne va pas être meilleure. Du reste, c'est la tendance que nous sommes en train d'observer au niveau des stations de météo. Actuellement il y a une remontée. La courbe est en train de remonter agréablement, admirablement. Souhaitons qu'elle continue. En tout cas, il faudrait que nous continuons avec la construction des barrages ; c'est pourquoi le ministère de l'Eau doit persévérer dans les petites retenues d'eau mais aussi dans les quelques grands barrages que nous avons.

– Quel sort sera réservé à la communauté musulmane dans le contexte révolutionnaire ? Parce que la révolution dans sa lancée ne recule devant aucun obstacle. Elle a eu à détruire des mosquées pour construire de nouvelles

cités. Cela a inspiré un certain nombre d'inquiétudes au sein de cette communauté qui voudrait en avoir le cœur net.

– La vie de la communauté musulmane appartient d'abord aux musulmans eux-mêmes. Ce sont les musulmans qui composent la communauté musulmane. S'il n'y a pas de musulmans il n'y a pas de communauté musulmane. Donc les musulmans doivent s'entendre autour d'une seule ligne. La révolution leur a permis de pratiquer la religion. C'est pourquoi la communauté musulmane ne doit pas être un centre d'affrontement. On dirait qu'elle est devenue un ring avec des combats ou un champ de bataille, de lutte. Nous ne pouvons pas être d'accord avec une telle situation si elle présente des conséquences pouvant influer sur d'autres secteurs de la vie ; nous ne pouvons pas permettre que la communauté musulmane trouble l'ordre par des querelles nombreuses à l'intérieur de la communauté musulmane. Mais nous ne voulons pas non plus imposer une solution aux musulmans. Je le répète, c'est la communauté musulmane qui doit trouver la solution. C'est pourquoi tout ce que nous, nous pouvons faire, c'est d'insister sur la nécessité pour les musulmans de s'entendre. Parce que cette entente n'existe pas, et que la communauté musulmane pose des actes qui troublent l'ordre public ; tous les Burkinabè ne sont pas musulmans, et tous les Burkinabè ne sont pas obligés de n'avoir pour règle de conduite que les règles et les querelles de la communauté musulmane.

Pour ce qui est des mosquées, nous ne sommes pas contre l'existence des mosquées, des églises, des temples, tous les autres lieux de culte quels qu'ils soient. Nous ne sommes pas contre. Nous demandons simplement qu'elle soit une belle mosquée. Dans le cadre de l'opération ville blanche, que les mosquées soient peintes aussi en blanc. Je crois que cela est même conforme à ce qui est dans le Coran et à ce qui est dans les pays de tradition islamique comme à la Mecque. Si des mosquées ont été détruites c'est parce qu'elles n'étaient pas conformes à un certain plan d'établissement, c'est tout. Mais on n'a pas dit qu'il ne fallait pas en reconstruire quelque part. C'est pourquoi, de même que la révolution a fait déplacer certaines mosquées, peut-être même on a vu les musulmans, les catholiques, les protestants et des autres religions avoir elles-mêmes à décider du changement de lieu d'une mosquée, des travaux d'agrandissement, d'embellissement même carrément de déplacement d'un lieu de culte. Donc il faut que ce soit clair. Nous, nous avons reconnu la liberté de culte, chacun croit en la religion qu'il a choisie librement.

– Camarade président, nous revenons sur les questions syndicales. Il y a eu des arrestations de militants syndicalistes à Ouagadougou et dans les provinces. Et l'opinion à vrai dire n'a pas eu suffisamment d'informations sur les raisons de ces arrestations. Est-ce qu'on peut en savoir davantage ?

– Oui ! Il y a eu beaucoup d'explications données là-dessus, c'est vrai que je n'ai pas eu l'occasion moi-même d'en parler. Mais, il faut se dire qu'il y a eu des arrestations, nous le reconnaissons, mais ce ne sont pas des arrestations de syndicalistes. On n'a pas arrêté des personnes parce qu'elles étaient syndicalistes. Parce qu'il y a beaucoup plus de syndicalistes dehors que de syndicalistes arrêtés, un. De deux, il y a des bureaux qui n'ont pas été touchés. Donc ce n'est pas la position de syndicaliste qui importe. C'est la position que l'on a par rapport aux luttes que mène notre peuple. Si on ne soutient pas ces luttes, c'est déjà le devoir pour nous de convaincre. Si on s'oppose à ces luttes, on s'oppose à ce que nous faisons. Sur le terrain, il y a bien souvent des conflits de ce genre, de même que des personnes s'organisant de mille et une manières sur des bases qu'elles essayent de faire passer pour des bases syndicalistes, afin d'atteindre leurs objectifs, de même d'autres personnes s'organisent sur des

bases révolutionnaires pour combattre l'impérialisme pour davantage renforcer le processus révolutionnaire, et asseoir le pouvoir populaire chez nous.

Ce sont des luttes purement politiques qui s'affrontent, et ce sont des victoires qui ne peuvent qu'être purement politiques, ou des échecs purement politiques. Ce n'est pas autre chose. Alors, c'est donc sur la base du débat politique également que ces questions se sont résolues. Ce n'est pas au regard du droit du travail que l'on pose le problème, non ! Vous avez un droit au travail c'est une chose, mais votre droit au travail n'est pas une raison pour que vous attaquiez le droit des autres.

De même, il n'est pas normal que des personnes, habilement, essayent d'utiliser la connaissance que l'opinion internationale a de leur propre existence pour faire des amalgames qui ne seraient pas bien venus. Personne n'a été arrêté parce qu'il est militant de tel ou tel syndicat. Bien sûr, je sais que certaines personnes arrêtées se sont empressées de mettre cela sous le couvert du syndicalisme, parce que, aussi c'est ce qui à l'étranger marche le mieux, convainc le mieux. Quand vous pouvez dire à l'étranger que vous avez été arrêtés à cause du syndicalisme, vous créez de la sympathie autour de vous. Mais vous vous gardez bien de dire tout ce que vous avez fait. Je pense que de même que nous devons plaindre ceux qui ont été arrêtés pour les fautes qu'ils ont commises, pour les provocations dont ils ont été auteurs, de même nous devons plaindre les millions et les millions de personnes qui ont été provoquées, qui ont été bousculées, des personnes dont on a essayé d'arrêter la lutte, et les points de vue. Ces militants de CDR se sont sentis aussi blessés par les personnes qui les ont provoqués.

Qui défend les CDR ? Ou bien les CDR n'ont pas le droit d'exister ? Ou bien le point de vue des CDR n'est pas à prendre en compte ? Il ne faut pas qu'on provoque aussi les CDR. Je veux bien que les CDR qui ont tort soient sanctionnés, ça je n'hésiterai pas. Mais je ne suis pas d'accord non plus que l'on fasse des CDR ce que l'on veut. Parce qu'ils ont droit aussi à leur point de vue. Si leur point de vue n'est pas juste on débat et on détruit ces points de vue-là. Je suis d'accord. Mais au-delà c'est de la provocation qui n'est pas correcte.

– Camarade président beaucoup de militants se demandent qui dirige l'Intrus. Un certain nombre pense que c'est vous-même. Qu'en est-il exactement ? Et puis il y a la baisse du niveau des scolaires. La rumeur attribue cette baisse de niveau aux multiples réunions qui accaparent les maîtres d'écoles. Quels sont les maux de l'école burkinabè ?

– D'abord, je préfère parler de la question de l'éducation parce que c'est une question qui nous préoccupe tous. Parce que chacun de nous est élève, enseignant ou parent d'élève. Donc nous sommes tous concernés. Dans tous les cas, le présent, l'avenir dépendent de la formation que nous allons donner aux enfants aujourd'hui et demain.

Beaucoup de réunions, c'est vrai, ce ne serait pas une bonne chose parce que cela va accaparer les enseignants. Les élèves seront forcément abandonnés. Je suis d'accord avec vous. Et les neuf mois de l'année scolaire qui généralement ne sont pas utilisés à plein temps risquent de n'être en réalité que six mois, peut-être même cinq ou même moins de 5 mois, 4 mois de vrai travail. Ça, ce n'est pas une bonne chose. Je suis d'accord avec vous !

Mais la question de l'éducation ne se résume pas simplement aux réunions des enseignants. Même pas seulement aux enseignants, c'est nous tous qui sommes impliqués. Dans l'appel de Gaoua j'ai eu à poser pour le moment les problèmes immédiats de nos attitudes de responsabilités en attendant que le problème de fond, de transformation politique structurelle de l'école puise se

faire. Mais ça c'est un autre débat. Et je puis vous dire que, un certain travail a commencé, il faut que nous arrivions à trouver ensemble, la formule de l'école nouvelle que nous allons mettre en place. Formule qui correspondra aux aspirations démocratiques de notre peuple. Il faut débattre.

Nous avions fait une première proposition qui n'a pas été acceptée. Vous avez vu que nous l'avons retirée. Nous préférons retirer. On va chercher encore. On finira par trouver. Qu'on n'ait pas trouvé du premier coup, ce n'est pas je l'espère une faute en soi. Maintenant si nous nous étions entêtés, si nous l'avions imposée malgré tout, ç'aurait été une mauvaise chose. Nous retirons, nous repartons encore à la base pour trouver une nouvelle formule.

Donc je pense que le problème de l'école est bien plus profond que simplement la responsabilité des enseignants, leur temps libre, le nombre de réunions qu'ils ont. Ce n'est pas non plus une question de fournitures scolaires, ça va au-delà de cette question. Ce n'est pas une question de nombre d'écoles, de nombre de classes.

Il y a beaucoup de choses qui concernent toute la société, et je voudrais qu'à l'occasion des débats que nous allons avoir sur l'école, chacun continue de se prononcer tout à fait clairement et librement.

Pour revenir maintenant à la question de *l'Intrus*. Des personnes disent que le président lui-même est le rédacteur de *l'Intrus*. Je ne sais pas s'il faut prendre cela comme un compliment ou comme une attaque. Parce que si je le prends comme un compliment ça veut dire que *l'Intrus* écrit bien ; si je le prends comme une attaque ça veut dire que j'attaque *l'Intrus* et je ne voudrais attaquer personne.

Je suis d'accord sur l'existence de *L'intrus*. Mais… je n'ai pas le temps de faire ce que je fais et d'écrire dans *l'Intrus*. Peut-être qu'on est surpris qu'on n'ait pas pris une décision contre ce journal. Moi je ne suis pas d'avis qu'il faille prendre une décision contre ce journal. Au contraire je pense qu'il doit exister. Mais il n'a pas attaqué que des ministres. Il a attaqué aussi des gens qui ne sont pas ministres. Bien sûr les ministres sont en vue beaucoup plus que d'autres personnes. Et la tendance dans les rumeurs, les critiques ; qui est-ce qu'on critique dans les rumeurs ? Ce ne sont pas les personnes moins connues, ce sont celles qui sont connues.

L'Intrus a parlé de moi aussi en des termes qui ne sont pas forcément révérencieux. Et ce n'était pas très élégant, très honorable que moi aussi je me sois retrouvé décrit de telle ou telle façon, interpellé de telle ou telle façon, mais enfin puisque nous sommes d'accord qu'il existe, il faut qu'il continue.

Chacun de nous va lire *l'Intrus*, et va puiser là-dedans ce qui peut l'intéresser, ce qui peut lui être utile. Je crois qu'il y a beaucoup de pays où les masses seraient très heureuses d'avoir *l'Intrus*. Et si moi j'avais le temps et le savoir-faire pour animer *l'Intrus* j'allais y contribuer.

Je ne suis pas toujours d'accord avec ce que dit *l'Intrus*, mais quand c'est vrai aussi, même si c'est dit par *l'Intrus*, ça ne doit pas nous empêcher de prendre des mesures.

– Les propos du camarade président sont jugés parfois excessifs ; vos hautes fonctions, camarade président, vous amènent à être le père de la nation et à ce titre-là vous devriez chaque fois tenir des propos d'une grande sagesse, et sur lesquels vous n'auriez pas à revenir. Cela est-il dû à la jeunesse de vos conseillers ou à la mauvaise qualité de votre entourage ?

– D'abord il faut dire qu'on peut revenir sur des propos que l'on a déjà tenus. Bien sûr il est souhaitable de revenir le moins possible. C'est-à-dire de trouver à chaque fois ce qu'il faut dire, ce qu'il faut faire. Mais il y a des cas où

nous nous apercevons qu'il est nécessaire de faire marche arrière pour reconsidérer la situation. Cela existe et je pense qu'il faut l'accepter démocratiquement ainsi. C'est une forme nouvelle de pouvoir. Ce n'est pas un droit divin, ce n'est pas un pouvoir infaillible, c'est un pouvoir des hommes, par des hommes avec les hommes sur des questions qui concernent les hommes. Quant aux conseillers, jeunes ou pas jeunes, bons ou mauvais, ce sont aussi des hommes. Par conséquent ils conseillent ce qu'ils peuvent conseiller. Ils ne peuvent pas trouver des solutions qui dépasseraient leurs propres personnes. Et il y a quelques garanties. D'abord ils ne sont pas seuls. Ils discutent leurs propositions avec d'autres personnes, qui sont parfois plus âgées qu'eux. Il y a des jeunes, mais il y a des personnes qui ne sont pas très jeunes. Ensuite nous en discutons aussi. Et on n'est pas obligé d'accepter ce que disent les conseillers si on est convaincu que ce n'est pas bon. On peut même montrer au conseiller qu'il s'est trompé. Tout comme c'est le conseiller qui peut avoir trouvé la solution à un problème donné.

Par conséquent c'est l'expérience de la vie, et c'est l'évolution dialectique des choses que parfois nous soyons sur le point juste mais que parfois aussi nous soyons capable de nous tromper. Nous sommes à la fois les deux faces, ce qui est juste et ce qui est erroné. Et nous combattons chaque jour les erreurs au profit des positions les plus justes. Peut-être qu'un jour nous allons devenir infaillibles mais ça c'est dans l'idéal.

– Avez-vous un dernier mot à l'endroit des camarades militants ?

– Cet entretien que j'ai ici avec les camarades militants est un entretien très utile ; je le souhaite très fructueux pour tous dans la mesure où des questions de tous ordres ont été posées ; à la vérité ce ne sont pas des questions nouvelles et surprenantes, même si elles n'ont jamais été posées de cette façon-là et de façon publique et libre.

Je dirais que nous avons chaque année deux rendez-vous principaux : c'est le rendez-vous du 4 août, c'est le message du 31 décembre où généralement, nous parlons sur le plan social à notre peuple.

À la veille du 4 août, c'est sur le plan des transformations politiques. Je voudrais que nous retenions que l'année politique qui vent de s'écouler a été une année qui a mis notre révolution à l'épreuve des contradictions de tous genres qu'une révolution peut connaître. Il reste certainement des contradictions que nous n'avons pas encore connues. Nous avons vu d'autres révolutions naître et évoluer, parfois mourir ; nous avons lu comment d'autres révolutions ont cheminé et il nous est parfois arrivé de penser à tort que cela n'arrivait qu'aux autres. Eh bien, cela peut aussi nous arriver. Nous avons connu des contradictions secondaires, nous avons connu des contradictions fondamentales, principales. Nous avons connu des contradictions dans nos rangs, des contradictions hors de nos rangs, des contradictions même hors de notre pays. Tout cela nous a instruits. Je pense que les révolutions doivent se convaincre d'une chose : c'est qu'il n'y a pas de faiblesse à utiliser l'argument du débat démocratique pour faire triompher ses idées. Au contraire ! Chaque fois qu'un révolutionnaire gagne à lui une personne à partir d'un débat franc, sincère, courageux, eh bien ! il renforce sa révolution.

Chaque fois que le révolutionnaire est obligé d'écarter, de repousser quelqu'un, qui qu'il soit parce qu'il estime, lui, le révolutionnaire, avoir expliqué en vain, eh bien, c'est une perte. Il faut qu'on se le dise. Et il faut qu'on se dise qu'il y a plus de personnes qui se posent la question, ici même, et ailleurs "*qu'est-ce que la révolution*", que de personnes qui savent ce que c'est, qui aiment la révolution, qui sont donc prêtes pour la révolution.

Donc notre combat est un combat de personnes humaines qui doivent avoir le courage révolutionnaire de surmonter toutes les difficultés que nous rencontrons. Ne pas nous laisser aller au sentimentalisme et au subjectivisme. C'est-à-dire le découragement, la peur, c'est-à-dire aussi la recherche de solutions faciles et expéditives en tout débat, face à tout problème, c'est-à-dire ne pas nous laisser mener par l'excitation que certaines personnes très intelligentes auraient découvert pour nous aiguillonner vers des directions qu'elles choisissent.

On vous pousse par la critique, par les attaques, par la provocation même, et vous réagissez comme un homme programmé. Dans ces conditions aussi, on peut programmer votre perte. Justement là où on veut que nous réagissions de façon brutale, en nous abandonnant, en nous investissant totalement, nous devons garder le calme et la réserve nécessaire. C'est ça, garder son intelligence pour économiser ses forces pour soi, éviter de nous laisser exciter. Le sentimentalisme, c'est éviter de réagir sur la base de nos propres sentiments. Il m'a insulté, je ne suis pas content, donc nous allons nous affronter ; j'emploie tous les moyens que j'ai pour l'affronter. Si nous devons agir ainsi, nous perdrions toute la capacité de mobilisation dont nous avons besoin pour faire avancer le processus.

Mais je ne méconnais pas qu'il y a tous les jours de la provocation sur le terrain et souvent qu'on demande "*camarade président, voilà les preuves qu'un tel a fait ceci, a fait cela contre votre personne ; qu'allez*-*vous faire ? Faites quelque chose*". Non justement, il ne faut pas réprimer à ce moment-là. Ce n'est pas normal. Au contraire, il a fait cela, ce n'est pas bien, qu'allons-nous faire pour qu'il ne recommence plus. Il y a la possibilité d'utiliser l'arme de la coercition mais il y a aussi la possibilité d'utiliser une autre arme qui est plus lente, plus pénible, plus difficile, qui est l'arme du débat.

Cela aussi n'est pas une façon d'inviter les gens à se dire tout ce qu'on veut parce qu'on ne sera jamais sanctionné, il n'y aura que des débats, et qu'on peut ne même pas écouter ces débats. Chaque fois que nous acceptons le débat, le dialogue en tant que révolutionnaires sur nos principes, sur nos positions, nous ne faisons qu'avancer ; mais chaque fois que nous refusons le débat, chaque fois que nous refusons le dialogue, nous ne faisons que reculer.

Je voudrais inviter les camarades à cela et dire aussi que si des personnes ont eu à fauter, il nous appartient en tant que révolutionnaires d'avoir le courage de trancher leur cas, sans sentimentalisme, c'est-à-dire avoir peur de prendre certaines décisions même si elles doivent être fermes, d'avoir le courage face à la faute et à la gravité et en même temps avoir le courage et la force de savoir œuvrer pour mettre les camarades sur une ligne qui sera la ligne de la révolution, la ligne des masses. Nous devons traiter chacun avec un esprit humain parce que nous avons affaire à des hommes et des hommes qui, dialectiquement, peuvent redevenir de vrais combattants révolutionnaires ; nous devons le croire et ne jamais penser qu'un homme est perdu définitivement. J'invite tous les militants à comprendre que chaque année, chaque 4 août, nous devons nous dépasser. Ce que nous n'avons pas accepté en 87 nous devons l'accepter en 88, et demain nous devons être un exemple grâce à un dépassement de nous-mêmes. Je vous remercie.

La patrie ou la mort, nous vaincrons. »

Nous avons besoin d'un peuple convaincu plutôt que d'un peuple vaincu - 2 Octobre 1987

« Camarades militantes et militants de la Révolution démocratique et populaire, chers amis du Burkina Faso,

Aujourd'hui, nous célébrons le quatrième anniversaire de notre guide ; notre guide d'action révolutionnaire, notre guide idéologique, le Discours d'orientation politique.

Tenkodogo a été choisi pour abriter ces manifestations, pour concentrer les pensées des Burkinabè, pour recevoir les sentiments et les vœux de nos amis. Tenkodogo a été retenu pour matérialiser tant de réflexions de quatre ans d'action révolutionnaire, de quatre ans de lutte. Je voudrais féliciter les militantes et les militants de la province du Boulgou qui se sont mobilisés ensemble pendant des nuits, pendant des jours pour permettre que le quatrième anniversaire du DOP reçoive l'éclat de nos intérêts, et qu'en même temps il traduise la marche radieuse de notre peuple vers le bonheur.

Les militantes et militants de la province du Boulgou sont méritants à plus d'un titre, eu égard à tout ce qui a pu se tramer pour barrer la route à leurs initiatives, à leurs efforts pour décourager leurs sacrifices, et faire échouer cette manifestation grandiose qu'est le quatrième anniversaire du Discours d'orientation politique.

Nos camarades de la province de Boulgou, avec leurs structures révolutionnaires, nous donnent là des raisons d'espérer, de croire, d'avoir confiance en l'avenir, d'avoir confiance en nos masses, quel que soit le lieu où elles se trouvent sur le plan géographique. La province du Boulgou nous permet aussi de croire aux transformations miraculeuses, aux bonds en avant avec le peuple, toujours avec le peuple, sans fuite en avant. La province du Boulgou nous accueille dans des conditions qui font d'elle une province exemplaire à plus d'un titre ; une province méritoire à plus d'un titre ; non seulement de par ses réalisations socio-économiques, mais surtout de par sa mobilisation politique et conséquente, ferme et déterminée.

S'il y a eu échec à Tenkodogo, s'il y a eu échec dans la province du Boulgou, c'est bel et bien l'échec de ceux qui ont tenté de quelque manière que ce soit, à droite comme à gauche, de perturber la marche de la révolution, croyant pouvoir abuser des masses populaires, tromper les militants, se servir de l'obscurité artificiellement créée par eux pour dominer les militants. La révolution est invincible. Elle vaincra en ville comme en campagne. Elle vaincra au Burkina Faso parce que déjà, au Boulgou elle est victorieuse.

Camarades, à l'adresse de toutes les masses populaires de la province du Boulgou, je voudrais simplement dire merci. Merci pour votre accueil enthousiaste. Merci d'avoir fait commencer ces manifestions par cette pluie bienfaisante. Un ancien me rappelait, il y a quelques instants, que le premier anniversaire du DOP a été célébré sous la pluie. Aujourd'hui aussi, nous célébrons le quatrième anniversaire du DOP sous la pluie. Cela est un élément heureux. Et nos masses paysannes sur lesquelles nous comptons, nos masses paysannes qui font de la pluie un élément matériel fondamental de notre système agricole, ne nous démentiront certainement pas.

C'est, hélas, parmi ceux qui manipulent à tort et à travers la phrase révolutionnaire, que la pluie est symbole de perturbation de la fête, de

perturbation de la “bamboula”. Chez le paysan, la pluie est joie, la pluie est espoir, la pluie est victoire et allégresse. Nous sommes avec notre peuple, nous luttons avec notre peuple en nous démarquant de toutes les idées erronées. C’est pourquoi nous sommes à Tenkodogo dans l’allégresse, sous la pluie au quatrième anniversaire du DOP.

Camarades, le Discours d’orientation politique, notre guide d’action révolutionnaire, est à la disposition des Burkinabè ; il est à la disposition de tous les révolutionnaires. Notre guide joint son apport au mouvement de l’Humanité pour réaliser un grand bonheur, pour lutter contre les forces de domination, pour lutter contre les forces d’oppression. C’est pourquoi il est normal que nous nous situions dans un cadre international. C’est pourquoi, il est normal que le DOP soit pour nous un trait d’union, une affirmation de notre appartenance à cette lutte collective de toute l’Humanité, l’humanité des masses populaires, l’humanité des peuples en lutte. Nous saluons, par conséquent, le soutien qualitatif, le soutien fraternel et amical des peuples voisins qui, d’une façon ou d’une autre, se sont associés à nous, franchissant les frontières artificielles qui nous séparent pour tendre la main à une réalité concrète qu’est le cœur des Burkinabè.

Du Togo sont venus des Togolais, amis du Burkina. Nous leur disons merci. Du Ghana sont venus des Ghanéens, militant avec nous pour la révolution africaine. Frères dans le combat, dans les victoires, ils acceptent aussi de vivre nos échecs qui sont autant d’indications pour nous tous pour aller toujours de l’avant. Nous souhaitons la bienvenue à ces amis, nous souhaitons la bienvenue à tous les autres amis tant ils sont nombreux, et tant il est inutile de les énumérer.

Le Discours d’orientation politique s’impose à nous comme guide. II est l’œuvre collective des Burkinabè. II est la réflexion collective de tous ceux qui se sont engagés consciemment dans la Révolution démocratique et populaire. C’est pourquoi, le Discours d’orientation politique doit être notre référence, notre étoile polaire qui nous guide et nous indique le chemin, cette étoile qui nous évite de nous égarer. Le Discours d’orientation politique est venu nous enseigner que nous devons aller au-delà de la simple révolte, par une démarche scientifique, par une démarche rigoureuse, méthodique, pour formuler de manière précise d’où nous sommes venus et où nous allons. Faute de quoi, notre révolution se serait simplement limitée à un élan subjectif, à un élan de révoltés qui n’aurait connu que des lendemains de feux de paille, c’est-à-dire une mort lente, du fait d’un manque de souffle le souffle qui permet à une révolution d’aller toujours de l’avant, d’éclairer et de réchauffer.

Le guide d’action révolutionnaire nous rassemble, nous éduque et nous appelle à nous discipliner dans les rangs de la révolution. C’est en s’appuyant sur le Discours d’orientation politique que nous remettrons sur le droit chemin ceux-là qui ont failli, ceux-là qui se sont égarés.

Le Discours d’orientation politique nous réchauffe et nous fournit la chaleur, cette chaleur qui permet aux timorés de reprendre pied dans la lutte et d’avoir confiance en la révolution. C’est pourquoi nous devons constamment nous référer au Discours d’orientation politique.

Constamment nous devons, non seulement en ouvrir les pages, les lire, les comprendre, mais surtout les appliquer aux réalités concrètes qui nous entourent ; les réalités qui évoluent, qui changent, qui se transforment, parce que notre nature est matérielle. Elle n’est pas une idée en l’air. Une idée que nous pouvons décrire au gré de nos rêves, au gré de nos visions.

Le Discours d’orientation politique a un passé. II a déjà quatre ans d’existence. C’est beaucoup pour un pays comme le nôtre. Mais s’il a un passé,

le Discours d'orientation politique a aussi un présent, c'est celui d'aujourd'hui : le regroupement de tous les révolutionnaires. II a surtout un avenir.

Quel est l'avenir du Discours d'orientation politique ?

L'avenir du Discours d'orientation politique doit être le fruit des efforts des révolutionnaires : efforts pour l'approfondir, efforts pour nous mettre toujours à la hauteur des combats qui se présentent à nous, efforts pour rendre le Discours d'orientation politique toujours à l'avant des combats qui se mènent à présent, afin de donner aux révolutionnaires les réponses aux questions théoriques et pratiques qu'ils se posent, devant les multiples problèmes qui nous assaillent.

Le Discours d'orientation politique se veut aussi rassembleur, rassembleur des révolutionnaires. C'est-à-dire que c'est autour du Discours d'orientation politique, en l'affinant de façon conséquente, en l'approfondissant de façon responsable, que les révolutionnaires pourront transformer la réalité au Burkina Faso pour le peuple burkinabè.

Car notre révolution n'est pas un concours de rhétorique. Notre révolution n'est pas un affrontement de phrases. Notre révolution n'est pas simplement l'affichage d'étiquettes qui sont autant de signes que les manipulateurs cherchent à établir comme des clés, comme des laissez-passer, comme des faire-valoir. Notre révolution est, et doit être en permanence, l'action collective des révolutionnaires pour transformer la réalité et améliorer la situation concrète des masses de notre pays. Notre révolution n'aura de valeur que si, en regardant derrière nous, en regardant à nos côtés et en regardant devant nous, nous pouvons dire que les Burkinabè sont, grâce à la révolution, un peu plus heureux, parce qu'ils ont de l'eau saine à boire, parce qu'ils ont une alimentation abondante, suffisante, parce qu'ils ont une santé resplendissante, parce qu'ils ont l'éducation, parce qu'ils ont des logements décents, parce qu'ils sont mieux vêtus, parce qu'ils ont droit aux loisirs ; parce qu'ils ont l'occasion de jouir de plus de liberté, de plus de démocratie, de plus de dignité. Notre révolution n'aura de raison d'être que si elle peut répondre concrètement à ces questions.

Tant que la révolution ne sera pas en mesure d'apporter bonheur matériel et moral à notre peuple, elle sera simplement l'activité d'un ramassis, d'un certain nombre de personnes avec plus ou moins de mérite, mais qui représentent tout simplement des momies, qui représentent tout simplement un rassemblement statique de valeurs décadentes, incapables de mouvoir et de faire mouvoir la réalité, incapables de transformer cette réalité.

La révolution, c'est le bonheur. Sans le bonheur nous ne pouvons pas parler de succès. Notre révolution doit répondre concrètement à toutes ces questions. C'est pourquoi il est indispensable que le Discours d'orientation politique soit connu de tous, et joue son rôle éveilleur et rassembleur.

II va sans dire que, tout au long de notre action, nous rencontrons des difficultés. Nous avons déjà connu des difficultés dans nos rangs et hors de nos rangs. Ces difficultés-là ne doivent pas nous arrêter. Ces difficultés-là ne doivent pas nous décourager. Ces difficultés ne doivent pas être un frein, un obstacle insurmontable pour nous. Au contraire, elles nous enseignent tout simplement que c'est bel et bien sur le terrain de la lutte révolutionnaire que nous nous situons, c'est-à-dire affronter chaque jour des obstacles qui ont empêché d'autres de réaliser le bonheur qu'ils promettaient. Parce qu'eux s'en tenaient à leurs discours, et ne s'engageaient pas dans l'action, avec le peuple, et pour le peuple.

Le Discours d'orientation politique est celui autour duquel nous nous réunirons, celui autour duquel nous renforcerons notre cohésion, celui à partir duquel nous expliquerons, nous discuterons nos désaccords, nos divergences,

nos points de vue parce que l'objectif est un et reste le même. Toute divergence qui n'est pas en mesure de se résoudre dans le cadre du Discours d'orientation politique, à l'heure actuelle au Burkina Faso, est une divergence qui concerne des objectifs purement et simplement différents. Si les objectifs sont identiques, le Discours d'orientation politique se chargera de réaliser la convergence des méthodes d'action.

Notre unité se fera en faveur de notre peuple. Notre unité ne se fera pas comme un match de football auquel se livreraient des équipes brillantes peut-être, émérites certainement, mais offrant un spectacle, juste le temps de 90 minutes, avec éventuellement des prolongations, et peut-être se terminant par des tirs de pénalités. Non, notre unité se fera en luttant avec le peuple et sous l'appréciation du peuple. C'est-à-dire que nous nous réunirons en révolutionnaires, et seuls les révolutionnaires viendront à cette unité.

Qui alors sera révolutionnaire ? Sera révolutionnaire celui-là qui clans ses actes, dans sa pratique mais également dans sa conscience, arrivera à prendre une position efficace, indiscutable, incontestable dans le cadre de notre combat, qui est concret. Ce combat est, par exemple, la construction de retenues d'eau par centaines, par milliers. Ce combat est la pose des rails avec nos bras pour réussir la bataille du rail, la gagner. Ce combat est l'ouverture de routes, la construction de postes de santé, la dispense d'une partie de notre savoir à nos frères, à nos camarades qui n'ont pas eu la chance d'accéder à l'instruction.

C'est là que nous verrons les révolutionnaires. Nous les verrons dans les combats, économique, social, sanitaire, culturel.

Livrer combat ailleurs serait inutile. II faut faire la différence entre les combats utiles pour nous et les autres combats. Les combats qui nous intéressent, ce sont ceux qui nous permettent d'être chaque jour plus heureux, ceux qui permettent de rendre notre peuple indépendant en luttant farouchement contre l'impérialisme.

Nous verrons les révolutionnaires lorsqu'il s'agira de dire non aux produits que l'impérialisme nous déverse dessus, pour exercer la domination capitaliste sur notre peuple. Seront révolutionnaires ceux-là qui auront choisi de composer avec la rigueur des transformations ; ceux-là qui auront choisi le devoir d'abandonner des habitudes de vie, de consommation pour vivre avec les masses.

Tout le monde n'est pas apte à vivre conséquemment notre mot d'ordre : "Consommons burkinabè". Ils sont nombreux, ceux qui ne consomment burkinabè qu'avec le langage, et gardent leur langue et leur bouche pour réellement se délecter et consommer « impérialiste ». Ceux-là ne sont pas révolutionnaires. Ce sont ceux-là que nous allons démasquer. Ce sont ceux-là qu'il faut mettre à l'écart.

Nos paysans au Burkina Faso ne gagneront jamais la bataille de leur libération tant que nous, consommateurs des villes, ne serons pas disposés à boire des boissons produites à partir de leurs récoltes par exemple. Pourquoi veut-on nous imposer la consommation de produits venus de loin ?

Cela est très grave et inacceptable. Cela est en plus criminel quand ce sont des camarades, des révolutionnaires qui sont vecteurs de cette imposition, vecteurs de cette domination. Ceci veut dire que ces camarades-là n'ont pas compris la profondeur et l'intérêt de leur discours de haut niveau et de grande qualité. Ceci veut dire qu'il y a nécessité de débat. Et retournons au Discours d'orientation politique. Consultons de nouveau le Discours d'orientation politique, il nous indiquera la voie. Elle est unique et nous conduit à un objectif : le bonheur de notre peuple.

Notre unité se fera donc dans le combat, dans la lutte, par le respect scrupuleux de nos statuts et de nos méthodes de travail. II faut que nous soyons fermement organisés autour de nos statuts. Des statuts clairs mettront en évidence les complots et les intrigues que les révolutionnaires conséquents combattront avec une rage légitime. Notre unité se fera également autour du programme des révolutionnaires du Burkina Faso, dans l'application de l'éthique révolutionnaire, la morale révolutionnaire.

La morale révolutionnaire nous indiquera quels sont nos droits, mais surtout quels sont nos devoirs. La morale révolutionnaire nous indiquera quelle est la pratique sociale que nous devons avoir pour que les masses nous apprécient, positivement ou négativement, pour que les masses chaque jour viennent à nous, non pas parce que nous les aurons vaincues, mais parce que nous les aurons convaincues par l'exemple. Il faut que le Discours d'orientation politique nous ouvre cette porte. Cette porte, elle existe déjà dans chaque ligne, dans chaque page de notre DOP. Faisons-en le meilleur usage qui soit.

Notre révolution est une révolution qui ne peut se démarquer des lois scientifiques qui existent déjà et qui régissent toutes les révolutions. Et c'est quand nous manquons d'appliquer ces lois scientifiques que nous nous égarons. Sans théorie révolutionnaire, point de révolution.

II faut que, nécessairement, un jour notre révolution rencontre, aussi loin qu'elle sera avancée, d'autres révolutions, par l'application de la théorie révolutionnaire, par l'approfondissement de notre Discours d'orientation politique.

Nous avons connu des difficultés, il ne faut pas s'en cacher. Des difficultés qui ont amené des affrontements çà et là. Des affrontements entre des éléments tout aussi bons, valables et engagés dans le processus révolutionnaire. Tous ceux-là sont des éléments auxquels nous devons faire confiance. C'est chaque fois que nous nous enfermons dans l'idée que seul un noyau, seul un groupe est valable, et que tout le reste n'est que lamentations et échecs, que nous nous isolons, c'est-à-dire que nous compromettons notre révolution.

L'objectif de la révolution n'est pas de disperser les révolutionnaires. L'objectif de la révolution est de consolider nos rangs. Nous sommes huit millions de Burkinabè, nous devons avoir huit millions de révolutionnaires. Et aucun révolutionnaire n'a le droit de dormir tant que le dernier des réactionnaires au Burkina Faso n'aura pas été en mesure d'expliquer, conséquemment, le Discours d'orientation politique. Ce ne sont pas les réactionnaires qui doivent faire l'effort pour comprendre. Ce sont les révolutionnaires qui doivent faire l'effort pour leur faire comprendre. Le réactionnaire a choisi sa position de réactionnaire. Le révolutionnaire a choisi sa position de révolutionnaire, c'est-à-dire de mouvement vers les autres pour les gagner à lui. S'il n'arrive pas à convaincre les réactionnaires à adhérer à la révolution, la réaction se développera dans le monde.

Par conséquent, le devoir de tout révolutionnaire, c'est d'éviter que la révolution ne se replie sur elle-même ; que la révolution ne commence à se scléroser ; que la révolution ne commence à se rétrécir en peau de chagrin. Ainsi, de mille, nous ne serons que cinq-cents ; de cinq-cents nous ne serons plus que deux. Or, notre Révolution démocratique et populaire est une révolution qui se démarque de tout regroupement de sectes ou regroupement sectaire. II faut que, chaque jour, nous constations que du Mouvement pionnier jusqu'à l'UNAB nous avons davantage de militants.

Bien sûr, tout le monde ne sera pas au même niveau. Ce serait de l'utopie, ça serait un rêve que de penser que tout le monde sera au même niveau d'engagement et de compréhension. Mais il appartient aux révolutionnaires,

chaque jour, de ne point se décourager, de ne point se lasser, d'accepter l'effort physique, moral et intellectuel pour aller vers les autres. Ce qui exige bien souvent que nous fassions violence sur nous-mêmes : expliquer et encore expliquer.

Lénine disait une chose que nous oublions souvent : « À l'origine de toute révolution, il y a la pédagogie ». Ne l'oublions jamais. Et l'art d'enseigner, c'est la répétition. II faut répéter, et encore répéter.

Le Discours d'orientation politique nous indique également la nécessité de la fermeté, pour pouvoir nous situer de façon responsable dans la lutte des classes qui nous interpelle. Le 4 août 1987 à Bobo-Dioulasso, je vous invitais à renforcer la lutte révolutionnaire pour gagner davantage de révolutionnaires à notre révolution. Je vous invitais à comprendre que nous avons besoin d'un peuple de convaincus et non d'un peuple de vaincus.

Un peuple de vaincus est une succession interminable de prisons, c'est dire la nécessité de trouver en permanence des gardiens de prisons ! Quand nous aurons mis quatre millions de Burkinabè en prison, il nous faudra en trouver deux fois quatre pour garder ces prisons.

Cela ne veut pas dire que nous ne devons pas savoir sévir contre ceux qui croient que la révolution est synonyme de faiblesse, ceux qui confondent le débat démocratique, dont nous avons besoin, avec la condescendance et le sentimentalisme. Ceux-là récolteront ce qu'ils auront semé. S'il faut les sanctionner, ils seront sanctionnés. Que ce soit au Burkina ou hors du Burkina. Nous savons que nous serons parfois incompris. Mais nous savons aussi que la sanction est éducation. II faut sanctionner ceux qui ont tort, ceux qui se mettent en travers de la révolution afin de gêner la révolution. Nous reviendrons à eux quand le temps nous permettra de le faire. Du reste, nous l'avons prouvé, nous n'avons jamais jeté l'anathème définitivement sur qui que ce soit. Nous avons toujours tenté de repêcher ceux que nous pouvions repêcher. Et nous le ferons chaque fois que les conditions seront réunies.

Ne demandez pas que l'on coure et que l'on se gratte en même temps. Ne demandez pas que l'on s'occupe de ceux qui sont déjà très loin en avant, et qu'en même temps l'on s'arrête pour s'occuper de ceux qui tirent en arrière, comme les réfractaires à notre action et les tractés.

Nous devons avoir le courage d'examiner calmement tout cela en face. C'est pourquoi il faut que chaque militant comprenne que tout Burkinabè doit avoir l'éducation politique conséquente. L'éducation politique, c'est d'abord que ceux qui ont été pour la sanction, sans convaincre, agencent méthodiquement leur argumentation : convaincre celui-là qui a été sanctionné, faire des observations sur son éconduite, sur ses manquements et lui donner des conseils qui lui permettront de se racheter.

Éduquons notre peuple. Éduquons ceux-là que nous sanctionnons par un débat démocratique. Nous verrons par la suite, en tant que révolutionnaires, si le sanctionné a fait amende honorable et peut être racheté. Le meilleur rachat, c'est celui qu'on développe soi-même, ce n'est pas celui que les autres développent. C'est reconnaître ses fautes et s'engager solennellement à ne plus jamais les commettre. C'est aussi pratiquer chaque jour une vie de révolutionnaire ayant reconnu ses fautes. Dans ces conditions, les révolutionnaires apprécieront et prendront une décision en faveur de celui-là qui aura été sanctionné.

Mais il faut d'abord que, partout où sont nos structures, elles commencent par poser des questions sur tous les révolutionnaires.

Et à partir d'aujourd'hui 2 octobre 1987, nous invitons le peuple du Burkina, les militants du Burkina à s'organiser parce que le Conseil national de la révolution va leur demander d'avoir à apprécier tous les révolutionnaires au travail. II appartiendra aux CDR de dire sur les lieux de travail, ou dans les secteurs géographiques, qu'elle est la pratique sociale, révolutionnaire de tel ou tel militant.

Camarades, la révolution ne peut confier le pouvoir d'État, ne peut confier le pouvoir tout court, ne peut confier la possibilité d'agir qu'à ceux qui veulent le faire en faveur de notre peuple. Nous ne pouvons pas appeler, à quelque responsabilité que ce soit, à quelque niveau que ce soit ceux-là qui œuvrent contre notre peuple. Désormais, nul ne pourra être nommé responsable, à quelque niveau que ce soit, si préalablement nos CDR et nos autres structures n'ont pas eu à se prononcer sur ce camarade.

Périodiquement, nous retournerons à la base pour savoir si tel camarade est un bon militant. Que pensez-vous de tel camarade ? Est-il un bon militant ? Assiste-t-il à vos veillés débats ? Participe-t-il concrètement à vos conférences ? Participe-t-il à vos travaux d'intérêt commun ? Participe-t-il à la résolution des problèmes de son secteur ou de son service ? Est-il exemplaire ? Arrive-t-il à l'heure ? Respecte-t-il les mots d'ordre du Conseil national de la révolution ? C'est-à-dire lutte-t-il conséquemment contre l'impérialisme ? Cela se verra désormais grâce aux yeux, aux oreilles que constituent les sens infaillibles de notre peuple

Ces notes seront démocratiques et populaires. Et alors nous pourrons dire à chacun, directeur, chef de service, responsable : « Camarade, tout au long de l'année, vous avez eu un comportement conforme au Discours d'orientation politique, conforme aux statuts, conforme au programme, conforme à l'éthique révolutionnaire ». Ou bien, nous pourrons dire : « Camarade, nous avons le regret de vous dire que vous avez été en porte-à-faux, en contradiction avec vos engagements révolutionnaires ». Et nous prendrons les mesures qui s'imposent.

Cela veut dire que désormais, tous ceux qui ont subi une sanction, licenciés, dégagés, suspendus doivent être convoqués par les CDR pour savoir ce qu'ils sont devenus, ce qu'ils font pour la révolution. Celui qui ne fait rien fait quelque chose contre la révolution. Pour la révolution, chacun doit répondre devant les structures populaires. Parce qu'il y a certains qui croient, mais ils ont tort, que dès lors que la sanction a été prise contre eux, ils sont devenus des ennemis de la révolution et qu'ils doivent agir comme ennemis de la révolution. La sanction a été prise, mais la révolution a toujours besoin d'eux. Parce que la sanction suprême, c'est de faire disparaître son ennemi. Or, la révolution offre l'avantage aux sanctionnés d'être encore avec nous pour voir, pour entendre, pour comprendre afin de se racheter. Donc tous doivent être effectivement suivis, pas forcément pour être repris, mais pour que nous sachions exactement ce qu'ils font pour la révolution.

Le Discours d'orientation politique est à la disposition de tous.

Personne ne peut vivre sur le dos de notre peuple en se disant qu'il a été mis à l'écart. Celui qui s'est mis à l'écart sera retrouvé par le peuple qui reçoit mission d'agir, de rechercher, d'éduquer tous ceux qui ont essayé de se terrer dans quelque trou que ce soit. C'est ainsi que nous pourrons être sûrs que nous avons fait des efforts pour éduquer, car certains sanctionnés disent qu'ils ont été mis à l'écart.

Combien sont-ils à participer aux travaux d'intérêt commun ? Combien sont-ils à apporter leur contribution à l'avancée de la révolution ?

Camarades, la révolution est constamment victorieuse. La révolution, maîtrisant la situation, peut se permettre le rachat des uns et des autres. C'est

pourquoi, en ce quatrième anniversaire du Discours d'orientation politique, je voudrais vous annoncer deux mesures : la première mesure est la mise en liberté des détenus qui, de par leurs comportements sociaux, ont eu à porter préjudice à notre peuple par des actes, des crimes, par des délits de droit commun contre des hommes, des femmes, des biens de notre peuple. Nous allons les mettre en liberté, parce que nous les avons observés dans le travail de réinsertion sociale. Réinsertion sociale qui se fait tous azimuts et doit être poursuivie. Pour nous, révolutionnaires, notre victoire, c'est la disparition des prisons.

Pour les réactionnaires, leur victoire est la construction d'un maximum de prisons. Telle est la différence entre eux et nous. Nous mettrons en liberté quatre-vingt-huit personnes. Le ministère de la Justice publiera les noms de ces quatre-vingt-huit personnes qui, sur les chantiers, ont eu un comportement correct au travail.

Chaque jour, elles ont compris qu'elles ont fauté et que le travail libère. Bien sûr, il y aura toujours des éléments qui n'auront pas su profiter de cette mesure de clémence de la révolution. Et naturellement, ils retourneront d'où ils sont sortis. Mais je suis convaincu que la plupart d'entre eux, peut-être tous, sauront profiter de cet acte de clémence pour que nous puissions en libérer d'autres encore.

La deuxième mesure concerne les éleveurs. Depuis longtemps nous avons pratiqué un impôt qui a pesé sur les éleveurs. Le Conseil national de la révolution décide tout simplement de supprimer cet impôt-là. Nous le supprimons, non pas que les caisses de l'État soient pleines, nous supprimons cet impôt parce qu'il nous dessert et traumatise inutilement notre peuple. II démobilise cette fraction de la paysannerie que sont nos éleveurs. II porte préjudice à notre économie en perturbant notre élevage. Par conséquent, nous le supprimons.

Nous invitons les structures concernées, le ministère de l'Agriculture et de l'élevage, le secrétariat d'État à l'élevage, le ministère de la Question paysanne, et toutes les autres structures, à faire en sorte que nous tirions plus de profit de cet acte de suppression d'impôt, plutôt que d'avoir à constater une situation administrative et budgétaire devenue difficile. J'invite donc le personnel des services des impôts à imaginer d'autres formes de mobilisation de nos ressources, pour que nous puissions construire mieux encore notre Faso.

Mais il ne faut pas que la joie de certains soit la tristesse des autres. Par conséquent, que chacun de nous tous, éleveurs directs, ceux vivant de l'élevage ou tirant profit de l'élevage, soit en amont ou en aval, soit parce que nous sommes derrière les bœufs ou devant les bœufs, soit parce que nous sommes sous les bœufs, tire profit de la mesure. Et je vous remercie camarades, du soutien que vous apporterez à cette mesure. Enfin, camarades, le Discours d'orientation politique nous a été présenté traduit en langues nationales : *fulfuldé, dioula* et *mooré*. C'est là un moyen d'atteindre davantage de personnes, davantage de Burkinabè. Je voudrais féliciter tous ceux qui ont contribué à ce travail, un travail intellectuel qui a certainement demandé beaucoup d'efforts, beaucoup de travail, beaucoup de réflexion pour adapter, traduire des concepts parfois nouveaux dans notre milieu, et les rendre également accessibles, sans pédantisme. Je les félicite car ils ont fait œuvre utile. Je félicite également tous ceux qui ont eu l'initiative de cette opération de traduction du DOP.

Je félicite par avance tous ceux qui, chaque jour, font un travail pour que notre peuple soit davantage alphabétisé : ministères de l'Éducation nationale,

de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, de la Question paysanne. C'est leur contribution directe à l'enrichissement du DOP. Le DOP traduit en langues nationales n'aura aucun intérêt si les paysans ne savent pas le lire, parce qu'ils n'ont pas appris à lire. Ils restent des aveugles. Et, par conséquent, offrir le DOP non traduit en langues nationales à un analphabète, c'est insulter un aveugle en lui donnant une lampe torche. L'aveugle a d'abord besoin de voir, ensuite de lampe torche pour mieux voir. Donnons à tous les analphabètes la capacité de lire, ensuite nous leur donnerons de la lecture saine, et de la lecture utile comme le DOP traduit en langues nationales.

Camarades du Boulgou, je renouvelle mes félicitations au Haut-commissaire et au PRP de la province. Je renouvelle mes félicitations aux Comités de défense de la révolution de la province, je renouvelle mes félicitations à la section provinciale de l'Union nationale des anciens du Burkina. Je renouvelle mes félicitations à la section provinciale de l'Union des femmes du Burkina. Je renouvelle mes félicitations à l'Union nationale des paysans du Boulgou et je n'oublie pas les Pionniers qui nous agrémentent cette fête, et qui nous montrent également que l'avenir est plein d'espoir.

Je n'oublie pas ces travailleurs, notamment cet ingénieur qui, au cours des travaux, s'est gravement blessé en construisant le monument du 2 octobre à Tenkodogo. Malgré sa blessure, il est revenu immédiatement, après quelques soins, sur le chantier pour se préoccuper de la finition correcte de ce monument. Le miracle est venu. Le monument, en quelques jours, a été mis sur pied. Et les langues fourchues de nos ennemis ont été coupées en quatre. Nous féliciterons désormais plus souvent, par décoration comme nous venons de le faire, ceux qui auront brillé par leur travail.

Camarades, ce matin à l'inauguration du monument du 2 octobre, le camarade ministre d'État vous a déjà sensibilisés sur la signification de ce symbole. Je suis persuadé qu'il a mis en chacun de vous un levain qui vous prédispose à aller encore plus loin. Et c'est pourquoi il m'est aisé, il m'est facile, il m'est agréable de vous dire aujourd'hui :

Camarades, en avant pour mille anniversaires du DOP !

En avant pour un DOP encore plus profond, encore plus rassembleur malgré tout ce qui aura pu nous diviser !

En avant pour un DOP qui sera le fondement matériel du bonheur moral et matériel de notre peuple !

En avant pour un DOP qui sera ce phare qui nous éclairera et éclairera également d'autres peuples, au profit de ce bonheur en lequel nous avons tous foi !

La patrie ou la mort, nous vaincrons ! Je vous remercie. »

.

Hommage à Che Guevara - 8 octobre 1987

[*Discours prononcé à Ouagadougou, à l'occasion du vingtième anniversaire de la mort de Che Guevara. Son fils, Camilo Guevara March, membre d'une délégation cubaine, y assistait.*]

« Ce matin, de façon modeste, nous sommes venus ouvrir cette exposition qui tente de retracer la vie et l'œuvre du Che.

En même temps, aujourd'hui, nous voulons dire au monde entier que Che Guevara pour nous n'est pas mort. Car, partout dans le monde existent des foyers où les hommes luttent pour plus de liberté, plus de dignité, plus de justice, plus de bonheur. Partout dans le monde, les hommes luttent contre l'oppression, la domination, contre le colonialisme, contre le néocolonialisme et l'impérialisme, contre l'exploitation de classe.

Chers amis, en joignant nos voix à celles de tous ceux qui dans le monde se souviennent qu'un jour un homme appelé le Che Guevara a […] avec toute la foi de son cœur, s'était engagé aux côté d'autres hommes et avait ainsi réussi à créer cette étincelle qui a tant troublé les forces d'occupation dans le monde, nous voulons simplement dire qu'une ère nouvelle a sonnée au Burkina Faso, qu'une réalité [nouvelle] est en marche dans notre pays.

On peut voir ainsi l'appel de Che Guevara, celui-là même qui voulait allumer partout dans le monde des foyers en lutte. Che Guevara a été fauché par des balles, des balles impérialistes sous les cieux de Bolivie. Et nous disons que Che Guevara, pour nous, n'est pas mort.

Une des belles phrases dont se souviennent les révolutionnaires, les grands révolutionnaires cubains, est celle-là même que son ami, son compagnon de lutte, son camarade, son frère, Fidel Castro lui-même répétait. Une phrase qu'il avait captée un jour de lutte de la bouche d'un homme du peuple, un officier de Batista qui, malgré son appartenance à cette armée réactionnaire et répressive, savait faire alliance avec les forces en lutte pour le bonheur du peuple cubain.

Lorsque ceux qui avaient tenté l'assaut contre la caserne de la Moncada venaient d'échouer, et qu'ils devaient subir des supplices par les armées de Batista, ils devaient être fusillés, l'officier avait simplement dit : "Ne tirez pas, on en tue pas les idées".

C'est vrai, on ne tue pas les idées. Les idées ne meurent pas. C'est pourquoi Che Guevara, qui était un concentré d'idées révolutionnaires et de don de soi, n'est pas mort, parce qu'aujourd'hui vous êtes venus [de Cuba] et nous nous inspirons de vous. Che Guevara, Argentin de par son passeport, est devenu Cubain d'adoption par le sang et la sueur qu'il a versés pour le peuple cubain. Et, surtout, il est devenu citoyen du monde libre, le monde libre qui est ce monde qu'ensemble nous sommes en train de bâtir. C'est pourquoi nous disons que Che Guevara est aussi Africain et Burkinabè.

Che Guevara appelait son béret la *boïna*. Un peu partout en Afrique, il a fait connaître ce béret et cette étoile. Du nord au sud, l'Afrique se souvient de Che Guevara. Une jeunesse intrépide, une jeunesse assoiffée de dignité, assoiffée de courage, assoiffée d'idées, de cette vitalité qu'il symbolisait en Afrique, recherchait Che Guevara pour boire à la source, la source vivifiante que représentait dans le monde ce capitaine révolutionnaire. Et, du peu d'entre eux

qui ont eu la chance, qui ont eu l'honneur d'approcher le Che et qui sont encore vivants, certains sont ici parmi nous.

Le Che est Burkinabè. Il est Burkinabè parce qu'il participe à notre lutte. Il est Burkinabè parce que ses idées nous inspirent et sont inscrites dans notre Discours d'orientation politique. Il est Burkinabè parce que son étoile est frappée de notre emblème. Il est Burkinabè parce qu'une partie de ses idées vit, en chacun de nous, dans la lutte quotidienne que nous menons.

Le Che est un homme, mais un homme qui a su montrer et nous éduquer dans l'idée que nous pouvons oser avoir confiance en nous, et avoir confiance en nos capacités. Le Che est parmi nous, ensemble [avec nous].

Je voudrais dire : qu'est-ce que le Che ? Le Che pour nous, c'est d'abord la force de conviction, la conviction révolutionnaire, la foi révolutionnaire dans ce que tu fais, la conviction que la victoire nous appartient, que la lutte est notre recours. Le Che c'est aussi l'humanisme. L'humanisme, cette générosité qui s'exprime, ce don de soi qui a fait du Che, non seulement un combattant argentin, cubain, internationaliste, mais aussi un homme, avec toute la chaleur.

Le Che c'est aussi l'exigence. Exigence de celui-là qui a eu la chance de naître dans une famille aisée, mais qui a su dire non à ses tentations, qui a su tourner le dos aux facilités, pour au contraire s'affirmer comme un homme qui fait cause commune avec la misère des autres. L'exigence du Che, voilà ce qui doit nous inspirer le plus.

C'est pourquoi conviction, humanisme, exigence font de lui le Che. Et ceux qui savent rassembler en eux ces verts, ceux qui savent rassembler en eux ces qualités, cette conviction, cet humanisme et cette exigence peuvent dire qu'ils sont comme le Che, des hommes parmi les hommes, mais surtout des révolutionnaires parmi les révolutionnaires.

Nous venons de regarder ces images qui retracent, autant qu'elles peuvent tenter de le faire, une partie de la vie du Che. Malgré leur force d'expression, ces images restent muettes sur cette partie la plus déterminante de l'homme, celle-là même que l'impérialisme visait.

C'est beaucoup l'esprit du Che que les balles ont visé, que son image. Sa photo est partout dans les esprits, et sa silhouette est l'une des plus familières. Faisons donc en sorte que nous puissions mieux connaître le Che. Approchons donc le Che. Approchons-le non pas comme nous le ferions d'un dieu, non pas comme nous le ferions de cette idée, de cette image au-dessus des hommes, mais faisons-le avec le sentiment que nous allons vers un frère qui nous parle, et à qui nous pouvons également parler. Faisons en sorte que les révolutionnaires s'inspirent de l'esprit du Che, pour être eux aussi internationalistes, pour savoir eux aussi bâtir avec les autres hommes de la foi, la foi dans la lutte pour la transformation [des choses], contre l'impérialisme, contre le capitalisme.

Quant à vous, camarade Camilo Guevara, il ne nous est certainement pas permis de dire que vous êtes un fils orphelin. Le Che appartient à nous tous. Il nous appartient comme un patrimoine de tous les révolutionnaires. Vous ne pouvez donc pas vous sentir seul et abandonné, car vous trouvez en chacun de nous, nous l'espérons, des frères, des sœurs, des amis, des camarades. Vous êtes avec nous citoyen du Burkina, parce que vous êtes résolument engagé sur les traces du Che, notre Che à nous tous, notre père à nous [tous].

Enfin, souvenons-nous du Che simplement comme ce romantisme éternel, cette jeunesse si fraîche et si vivifiante, et en même temps cette lucidité, cette sagesse, ce dévouement que seuls les hommes profonds, les hommes de cœur peuvent avoir. Le Che, c'était la jeunesse des 17 ans. Mais le Che, c'était

également la sagesse des 77 ans. Cette alliance judicieuse est celle-là que nous devons avoir en permanence. Le Che, c'était le cœur qui parlait, c'était aussi le bras vigoureux et intrépide qui agissait.

Camarades, je remercie nos amis et camarades cubains, pour l'effort qu'ils ont fait en venant s'associer à nous. Je remercie tous ceux qui ont franchi des milliers de kilomètres, qui ont traversé les mers pour se retrouver ici au Burkina Faso pour se souvenir du Che.

Je remercie également toux ceux qui, de par leurs contributions personnelles, feront en sorte que cette journée ne soit point simplement une date du calendrier, mais surtout des jours, plusieurs jours de l'année, plusieurs jours dans les années et les siècles pour que vive éternellement l'esprit du Che.

Mais chaque fois que nous penserons au Che, tentons de lui ressembler, et de faire revivre l'homme, le combattant. Et surtout, chaque fois que nous aurons l'idée d'agir comme lui dans l'abnégation, dans le refus des biens bourgeois qui tentent de nous aliéner, dans le refus aussi des facilités, mais dans l'éducation et la discipline rigoureuse, de l'éthique révolutionnaire, chaque fois que nous aurons tenté d'agir ainsi, nous aurons mieux servi les idées du Che, nous les aurons mieux répandues.

La Patrie ou la mort nous vaincrons ! »

15 octobre 87 : Proclamation du Front populaire

[Le 15 octobre, sur les antennes nationales, après l'hymne a été lue, par le lieutenant Traoré Omar, la proclamation suivante]

« Proclamation.

Peuple burkinabè, militantes et militants de la Révolution démocratique et populaire, Amis du Burkina Faso, jeunesse militante d'Afrique.

Le Front populaire, regroupant les forces patriotiques, décide de mettre fin, en ce jour 15 octobre, au pouvoir autocratique de Thomas Sankara, d'arrêter le processus de restauration néocolonial entrepris par ce traître à la révolution d'août.

Souvenons-nous que déjà, dans la nuit du 4 août 83, le renégat Sankara avait dépêché un émissaire auprès des forces révolutionnaires en marche triomphales sur Ouagadougou, pour les dissuader d'engager l'assaut final contre les forces réactionnaires, sous prétexte que Jean-Baptiste Ouédraogo et lui étaient parvenus à un accord.

À la faveur des méandres de l'histoire, cet autocrate s'est hissé à la tête de notre révolution pour mieux l'étouffer de l'intérieur. Cette haute trahison s'est illustrée par le bafouement de tous les principes organisationnels, les reniements divers aux nobles objectifs de la Révolution démocratique et populaire, la personnalisation du pouvoir, la vision mystique quant aux solutions à apporter aux problèmes concrets des masses, toutes choses qui ont engendré la démobilisation au sein du peuple militant. C'est pourquoi, au plan économique et social, nous avons assisté à l'écroulement continu de notre système productif et à la décadence sociale. Ceci nous menait inexorablement au chaos total.

Pour arrêter cette dégénérescence de notre processus révolutionnaire, et redonner espoir à notre peuple et à notre patrie, le Front populaire proclame :

Le Conseil national de la révolution est dissous.

Le gouvernement est dissous.

L'organisation militaire révolutionnaire est dissoute.

Le Président du Faso, le Secrétaire général national des Comités de défense de la révolution et les commissaires politiques sont démis de leur fonction.

Les pouvoirs révolutionnaires provinciaux sont invités à désigner démocratiquement en leur sein un nouveau président qui aura la charge d'assumer les responsabilités généralement dévolues aux hauts commissaires.

Le Front populaire lance un appel à toutes les organisations patriotiques et révolutionnaires, CDR, syndicats, organisations de jeunesse, organisations de femmes, pour qu'elles prennent part au processus de rectification entrepris en ce jour.Ouvriers, paysans, soldats, paramilitaires, intellectuels révolutionnaires, démocrates et patriotes du Burkina Faso, le Front populaire vous invite tous à soutenir fermement l'action de rectification tant attendue par tous les révolutionnaires et démocrates sincères.

Le mouvement populaire du 15 octobre entend poursuivre conséquemment la révolution d'août 83, s'engage à respecter les engagements pris vis-à-vis des autres peuples, États et organisations internationales. Le peuple militant est invité au calme, et les forces de défense populaires, militaires, paramilitaires et CDR, à la vigilance.

La patrie ou la mort, nous vaincrons. »

Pour le Front populaire,

le ~~camarade~~ capitaine Blaise Compaoré

15 octobre 1987 : le discours jamais prononcé

Chers Camarades,

Le prestige de la révolution et la confiance que les masses lui vouent ont subi un grand choc. Les conséquences en sont une remarquable perte d'enthousiasme révolutionnaire chez les militants, une sérieuse diminution de l'engagement, de la détermination et de la mobilisation à la base, enfin, la méfiance, la suspicion et partout, le fractionnisme au sommet.

Quelles en sont les causes ?

Il y a d'une part ce qui pourrait nous diviser et qui relèverait des questions profondes de fonctionnement des structures, d'organisation de la vie interne du CNR, des positions idéologiques, et il y a d'autre part les questions de rapports humains entre les acteurs, animateurs que nous sommes tous. Mais, pour importantes que soient les questions organisationnelles et idéologiques, elles se révèlent dans notre cas avoir moins déterminé la situation présente. En effet, toute organisation connaît en son sein, un affrontement des contraires puis une unité de ces mêmes contraires. L'unité des contraires est toujours éruditionnelle, elle n'est jamais donnée une fois pour toutes, elle est relative et temporaire. C'est pourquoi l'équilibre est lui-même temporaire. Il peut être à tout moment remis en cause. Il nous revient de travailler à l'assurer à le préserver le plus longtemps possible, à le rétablir chaque fois qu'il aura été menacé, voire rompu.

Dans le cas des questions fondamentales, organisationnelles et idéologiques, nous avons bénéficié du fait que chaque fois que nous avons estimé devoir émettre un point de vue différent du mien, défendre une position contraire à la mienne, vous l'avez fait en toute liberté et en toute confiance. Je l'ai adopté et appliqué, de même que les conseils, suggestions et recommandations.

Du reste, et en règle générale, la résolution des questions entre les hommes est toujours aisée dès lors que règne la confiance. En effet, l'objectivité s'impose dès que vit la confiance. C'est dire que tant que la révolution sera régie par des principes, le débat franc, la critique et l'auto critique suffiront à dissiper tout malentendu, tout désaccord pourvu que s'impose la confiance. Travaillons donc à développer la confiance et préservons-la de toute critique, de toute menace. À l'inverse des questions de principes, dont la résolution s'appuie aisément sur la confiance, les problèmes de rapports humains, subjectifs, ne connaissent rien d'autre comme solution que la confiance totale. En cela, les intrigues de certains éléments de nos rangs ont fait plus de torts, plus de ravages en quelques mois, que les années des plus farouches affrontements politiques et idéologiques entre le CNR et des organisations adversaires de gauche.

Prenant leur appartenance au CNR comme la garantie inattaquable de leur label de révolutionnaire, ces éléments se sont crus la voie royale ouverte pour la réalisation de leur vision de la société, de la place qu'ils entendent y jouer, du rôle qu'ils s'y assignent. D'un côté, la surenchère verbale de gauche, de l'autre une pratique de voyou. Tout cela dans la tranquille assurance que le CNR les prémunit contre toute attaque et que le parlementarisme de ce même CNR leur a ouvert des droits de minorité de blocage.

Ces droits, ils les utiliseront abusivement pour couvrir tous ces comportements licencieux indignes d'un militant révolutionnaire, mais que personne ne leur opposera sous peine d'être soupçonné de vouloir s'opposer au CNR. C'est de l'opportunisme !

À l'intérieur, le souci de ne perdre aucun militant, surtout les nouveaux venus, a plutôt nui à la fermeté, et annihilé toute rigueur contre ce que chacun constatait comme étant de l'indiscipline, et un discrédit préjudiciable à terme à l'autorité du CNR. Tout le monde est témoin du dilettantisme, de la légèreté qui ont caractérisé les comportements d'éléments de cet acabit, et émaillé leur pratique sociale et militante. Le titre de membre du CNR a été utilisé par eux pour influencer les masses à des fins personnelles, contraires aux intérêts de la révolution. Mais le plan criminel de leurs attitudes, c'est la paralysie de la Direction qu'ils ont provoqué en travaillant sans relâche à créer l'impression qu'ils se sont identifiés à certains dirigeants imminents incontestés, parce que respectables et respectés.

Dès lors, et sous ce couvert ils pouvaient imposer, et leurs caprices, et leurs indisciplines, sans crainte d'aucune mesure. Ils se sont autorisés toutes sortes de pratiques sociales, couverts qu'ils se sont estimés de l'immunité de « proches copains » de tels ou tels dirigeants. Leurs positions élevées dans les structures du CNR aidant, positions tirées non d'un mérite établi mais d'une répartition arithmétique entre groupes au CNR, ils ont de fait maquillé de vraisemblance leurs intrigues.

La révolution a beaucoup souffert de ces éléments-là. Incapables d'élever le niveau des débats, ils l'ont tiré en arrière. Ils l'ont rabaissé. Redoutant l'unité comme étant la fin de leurs « droits princiers de naissance », ils ont démobilisé partout où il y avait ne serait-ce qu'une certaine adhésion, et ailleurs ils ont jeté de l'huile sur le feu de la division.

Progressivement démasqués dans leurs pratiques, et objectivement et inexorablement engagés sur la pente qui les mène à leur perte, ils recourent de façon de plus en plus grossière, mais de plus en plus assassine, à la division de nos rangs, à l'opposition artificielle des dirigeants. Ainsi, ils détournent l'attention vers d'hypothétiques dissensions au sommet, pendant qu'ils se dérobent à leur devoir de ressaisissement et d'autocritique.

Ne cherchons pas loin. Le malaise actuel est la conséquence des comportements criminels, non dénoncés parfois, non promis toujours. S'il y a opposition, ce n'est nullement entre ceux-là que l'on indexe : « les dirigeants historiques ». S'il y a opposition, c'est bel et bien entre ces éléments intolérables, incompatibles avec la rigueur révolutionnaire et la fermeté qui nous est dictée par l'obligation de toujours approfondir le processus déclenché depuis le 4 août 1983.

Le résultat de ce travail égoïste, lutter rien que pour soi au point de compromettre l'intérêt général, est que nous sommes affaiblis, en tout cas sérieusement ébranlés. Les rumeurs les plus folles ont embrasé les masses. L'opinion s'en émeut et s'en inquiète. La panique généralisée prédispose aux actions les plus insensés... que faire quand on est à ce point désespéré !

Gagnée par l'inquiétude généralisée, la direction politique se retrouve désemparée du fait que l'origine du mal est diffuse, et que la thèse de l'opposition, quelques dirigeants de premiers plan, ne convainc pas, quoique commode aux regards de la tradition de lutte aux sommets chez les vieilles gardes politiques d'ici. D'ailleurs, ceux-là mêmes qui sont donné pour être des responsables en querelle s'interrogent vainement sur ce qui pourrait être le motif de leur opposition. Le danger, c'est que l'on est obligé de s'inventer une

explication et une justification plausible, tant il est répété partout qu'il n'y a "pas d'entente entre les dirigeants".

Jamais un point d'antagonisme ne nous a opposés. Qu'il y ait eu divergence sur des points donnés, cela est courant. Même la liberté, la confiance des débats entre nous, qui exclue toute inutile retenue et faux tabous, n'ont pas relevé un quelconque antagonisme qui justifierait ou expliquerait une si subite et hypothétique, mais persistante rumeur d'opposi-tion. Ces rumeurs, aidées par le désarroi généralisé, ont réveillé les possibles de toute sorte d'opposition à la Révolution : les accompagnateurs de la RDP, aujourd'hui dégénérés, les tribalistes, les réactionnaires de la droite brute qui reprennent espoir...

Même nos ennemis à l'extérieur retrouvent leur agressivité depuis longtemps émoussée par nos victoires éclatantes, et poussent à l'audace des débris d'opposants réveillés pour la circonstance.

Camarades, nous ne pouvons pas permettre à quelques individus de se jouer de tout le peuple, faire condamner le CNR dans notre patrie et auprès des peuples qui jusque-là respectent notre lutte. Nous ne pouvons pas, et ne devons pas, laisser quelques éléments irresponsables faire planer, sur notre révolution, le spectre des déchirements tels ceux du Yémen. Nous ne pouvons et ne devons les laisser pervertir cette révolution avec des conséquences telle l'impasse de Grenade. Nous ne pouvons pas fermer les yeux ou nous embarrasser devant les manquements de quelques intrigants lorsque tout le pays est menacé par la guerre civile, à la manière du Liban et du Tchad.

Nous sommes responsables devant notre peuple, mais aussi responsables devant le mouvement progressiste international du devenir de cet espoir qu'a suscité la Révolution du 4 août 1983.

...Cessons de nous lamenter à quatre, ou devant une situation nationale si triste. Notre sincérité n'excuse pas notre coupable sentiment d'impuissance qui traduit plus le défaitisme. Je comprends que nous soyons choqués d'être qualifiés de ce que nous ne sommes pas, d'être accusés de ce que nous n'avons pas fait. Je propose :

1e. Que nous allions aux masses pour leur démontrer notre cohésion, par des meetings de dénonciations et de condamnation des courants divisionnistes, en ridiculisant comme ils le méritent, ceux qui jusque-là ont prêché avec plus ou moins de bonheur dans les eaux de la révolution, troublées par eux. Il y a urgence que nous sortions, que nous parlions, que nous rassurions notre peuple. Il y a urgence.

2e. Éliminons de nos rangs les fauteurs de troubles. Toutes les luttes sociales ont connu des aventuriers frauduleusement introduits. L'histoire immédiate, ou l'histoire lointaine se sont chargées de les éliminer. Notre révolution avancera en se purifiant. Nous ne perdrons rien à assumer le carnage révolutionnaire sentimentalement ressenti, dans le cas d'éventuelles séparations, [ce] ne sera jamais rien par rapport à ce que nous endurons en ces jours, ni ce que notre peuple souffre en ces circonstances. Je proposerai des sanctions.

3e. Dans les meilleurs délais, il nous faudra mettre en place :

– Les statuts du CNR, corrigés au regard de ce que nous enseignent nos difficultés présentes et prévisibles, l'acceptation et l'assimilation de la plateforme et des récents […] du CNR seront un critère éloquent à l'adhésion à sa ligne.

– Le programme économique, politique, social et militaire du CNR, autour duquel nous rassemblerons les révolutionnaires sur la base de leurs mérites à contribuer au bonheur réel de notre peuple.

– Le Code d’éthique révolutionnaire, qui décrira la conduite sociale la plus exemplaire vers laquelle chacun de nous devra s’efforcer de tendre.

À l’aide de ces éléments, et grâce à une vie organisationnelle qui devra se départir de l’amicalisme, par un fonctionnement plus efficace de la Commission de vérification, par des bilans périodiques sur ce que notre action a apporté ou non au peuple, nous parviendrons à faire du CNR actuel, et de toute autre forme que prendrait la Direction politique nationale, un véritable État-major où n’entrent [que] les meilleurs des meilleurs, les révolutionnaires les plus sûrs.

La Patrie ou la mort, nous vaincrons.

Postface : Ne tirez pas, on ne tue pas les idées !

Si Blaise Compaoré, l'homme fort du Burkina Faso un quart de siècle durant, fort d'avoir fait tuer son meilleur ami, avait écouté cette belle phrase dont se souviennent les révolutionnaires, les grands révolutionnaires, il n'aurait pas, en "valet local de l'impérialisme néocolonial français", fait de Thomas Sankara un martyr.

Certains prétendent que c'est Sankara qui aurait "choisi" de devenir martyr, en ne laissant pas d'autre choix à Blaise Compaoré que de le tuer, car l'emprisonner "aurait", de l'avis de ceux-là, créé un soulèvement populaire pour sa libération. Ainsi, par stratégie, pour entrer dans l'histoire par la grande porte, quand il aurait compris que *la révolution n'avait pas d'avenir…* mais cette thèse de *non-avenir de la révolution* n'a pu sortir que de cerveaux de contre-révolutionnaires, ce que Sankara n'était pas, alors nous ne lui accordons aucun crédit.

En déduire cependant, si Sankara n'avait pas succombé aux balles assassines, que la révolution aurait continué sur sa lancée relèverait de la politique fiction. Mais ce qui assurément n'en est pas, et l'ultralibéralisme économique, la corruption, le déficit d'intégrité, le retour à la misère, bref toute la gabegie dont les années Compaoré témoignent, c'est qu'on sait désormais, sans aucun doute, qui a trahi la révolution.

La déclaration du Front populaire, le 15 octobre 1987, affirme (comme de nombreux détracteurs de Thomas Sankara le font encore, même après la fuite en 2014 du faux "camarade", du traître en amitié et en révolution, le Blaiso comme il s'est plu à être représenté pour les élections de 2005, en Indiana Jones africain, en aventurier d'une arche nommée Faso qu'il a entraînée sur la voie du naufrage, dans la droite ligne du slogan *Après moi le déluge*, jusqu'à même oser quitter le navire, comme un rat !), cette infâme déclaration du Front populaire affirme que Thomas Sankara, traître à la révolution, était aussi un autocrate.

S'il l'avait été, il aurait fait arrêter Blaise Compaoré, comme beaucoup lui ont conseillé de le faire, conscients du complot qui se tramait. Mais il a refusé.

S'il l'avait été, il aurait imposé le projet d'école révolutionnaire, décisif pour une modification radicale de la société burkinabè sur le long terme, projet si ambitieux qu'on est en droit de se demander si toutes les ruses n'ont pas été mises en branle pour le faire échouer : des rumeurs parlent en effet de faux rapports affirmant le rejet du projet par les populations, mais avant cela il est plus que vraisemblable que certains coûts aient été trafiqués (un zéro ajouté par-ci par-là) pour rendre le projet scandaleux aux yeux d'une des populations les plus pauvres de la planète, tant certains coûts présentés le sont, scandaleux : un mini-ordinateur à 8,5 millions de francs CFA (13.000 € !), construction d'une salle informatique (pour un mini-ordinateur) à 30 millions de francs CFA (45.700 €, c'est au Burkina Faso le prix d'une belle villa en province), équipement des ateliers d'**un seul** lycée d'enseignement professionnel pour plus de 250 millions de francs CFA (380.000 €), qui pouvait accepter cela ?

Le principe de surfacturation des coûts est ensuite devenu la règle sous le régime Compaoré, mais il est impensable que Thomas Sankara ait cautionné une telle pratique, surtout pour un projet qui lui tenait tant à cœur, et qui

représentait pour la révolution la garantie de sa pérennité, par une rupture radicale et sans retour possible, pour un développement endogène du Faso.

Au Burkina Faso, la toute première institution, celle qui a toujours mérité le plus d'attention de la part des gouvernements successifs depuis la prétendue indépendance, c'est la pauvreté (et non pour la réduire, mais la préserver, quel qu'en soit le prix, pour que les aides abondent). Le seul homme politique qui se soit opposé à ce funeste "destin" est Thomas Sankara, et après sa mort tout est rentré "dans l'ordre", la pauvreté est redevenue la première institution du pays.
La deuxième institution, pour servir la première, est le sous-développement. Beaucoup d'efforts sont déployés pour garantir sa pérennité, derrière les efforts apparents pour le vaincre.
La problématique de ce constat affligeant est simple, et trouve sa *résolution* dans une loi universelle dite "d'équilibre" : les pays riches prétendent venir en aide aux pays pauvres, mais cela ne pourrait se faire qu'à la condition qu'ils acceptent de s'appauvrir. Or, ils font tout pour s'enrichir, ce qui ne peut se faire qu'à la condition que les pays pauvres s'appauvrissent, et c'est ce qui se passe.
Prétendre vouloir inverser cette "résolution" engage nécessairement des révolutions, des ruptures radicales.
Si Nietzsche était le penseur antichristianisme par excellence, et il l'était, Thomas Sankara était un grand penseur anti-impérialiste. Il faut l'approcher sans l'idolâtrer, comme il conseillait lui-même, une semaine avant de tomber sous les rafales de balles, d'approcher Che Guevara.
C'est davantage l'esprit de Thomas Sankara que les balles ont visé, plutôt que son image. Sa photo est partout dans les esprits, et sa silhouette est l'une des plus familières au Faso. Faisons donc en sorte que nous puissions mieux connaître Thomas Sankara. Approchons donc Thomas Sankara. "Approchons-le non pas comme nous le ferions d'un dieu, non pas comme nous le ferions de cette idée, de cette image au-dessus des hommes, mais faisons-le avec le sentiment que nous allons vers un frère qui nous parle, et à qui nous pouvons également parler.".
S'approcher de Thomas Sankara par ses discours, mais aussi les conférences de presse ou interviews qu'il a données, c'est découvrir que ce visionnaire possédait sa pensée (il n'avait besoin ni de prompteur ni de souffleur), et qu'elle le possédait, lui donnait la force d'œuvrer à sa transmission par l'exemple ; et c'est aussi aller à la rencontre d'une mine d'idées pour organiser toute lutte, qu'elles soit féministe, écologique, sociale, économique, et surtout de prise en main de son propre destin, individuel ou collectif.

Daouda Coulibaly & Jacques Zanga Dubus

[Le manuscrit original du dernier discours de cette compilation, dit du 15 octobre et jamais prononcé, a été "inventé", découvert par le journaliste Denis de Montgolfier, puis authentifié par Bruno Jaffré, qui a signé pour nous la biographie d'ouverture du présent recueil]

Table des matières

Retour au sommaire

453